

François Hollande 2012

La (quasi) intégrale des discours et interviews de campagne



Sommaire

1-Guadeloupe-Discours-14 janvier 2012	4
2-Communiqué, le triple A l'intervention de Mr Hollande-14 janvier 2012	10
3-Martinique-Discours-15 janvier 2012	12
4-Guyane-Discours-16 janvier 2012	27
5-Lettre aux français-17 janvier 2012.....	29
6-Nantes-Discours-à l'occasion des biennales internationales du spectacle-19 janvier 2012	32
7-Le discours de François Hollande au Bourget-22 janvier 2012.....	38
La France, la France n'est pas un problème. La France est la solution !	49
8-Toulon-Discours-24 janvier 2012	50
9-Bourgoin-Jallieu-Discours-27 janvier 2012.....	62
10-Sujet le Front National, écrits par Delphine Batho, porte parole de FH-1 février 2012.....	79
11-Communiqué sur le logement fondation Abbé Pierre-2 février 2012	80
12- Discours Paris « La santé est notre avenir»- 2 Février 2012	81
14-Orléans-Discours- l'école et la nation-9 février 2012	98
15-Créteil-Discours-11 février 2012.....	111
16-Rouen-Meeting-15 février 2012.....	121
17-Evry-Meeting-22 février 2012	131
18-Evry – Discours-« les banlieues »-22 février 2012	132
19-Evry - François Hollande défend les quartiers 22 février 2012.....	149
20-Paris – Interview RTL- 29 février 2012	150
21-Lyon - Discours- 1 mars 2012.....	175
22-Dijon - Territoires et République- 3 mars 2012	200
23-Nancy - Discours- 5 mars 2012.....	214
24-Reims - Egalité Femmes-Hommes- 8 mars 2012.....	223
25-Paris – Grand discours sur la Défense Nationale- 11 mars 2012	250
26-Valence - Meeting en plein air- 13 mars	259
27-Marseille-Meeting-14 mars 2012	274
28-Interview des paroles et des actes-15 mars 2012	284
29-Paris –grand discours- Europe-17 mars 2012	287
30-Paris - Culture- 18 mars 2012.....	294
31-Bondy- Discours- 26 mars 2012	295
32-Montpellier- Discours- 28 mars 2012	304
33-Nice- Discours- 28 mars 2012.....	316
34-Mont de Marsan- Discours- 29 mars 2012.....	323
35-Paris- Discours-devant la FCPE, l'éducation- 30 mars 2012	342
36-Blois- Moments forts- 3 avril 2012.....	352

37-Tours- Meeting- 3 avril 2012	358
38-Présidentielles : François Hollande à Tours (Interview Exclu)- 3 avril 2012.....	364
39-Rennes - 4 avril 2012	370
40-Narbonne - Moments forts-5 avril 2012	381
41-Creil-Discours- 6 avril 2012	400
42-Aulnay-sous-Bois Meeting-7 avril 2012.....	406
43-Besançon-Discours- 10 avril 2012	415
44-Vincennes-Meeting-15 avril 2012	425
45-Carmaux- Meeting -16 avril 2012	433
46-Lille- Discours de Martine Aubry -17 avril 2012	439
47-Bordeaux Meeting -19 avril 2012.....	448
48-Cenon Meeting -19 avril 2012	449
49-Charleville-Mézières- Discours-20 avril 2012	457
50-Lorient- Discours-23 avril 2012	464
51-Bercy- Meeting - 29 avril 2012.....	468
52-Paris – Intervention à la Maison des Métallos- le 2 mai 2012	481
53-Nevers - Discours- le 1 mai 2012	491
54-Toulouse - Discours- le 3 mai 2012.....	507
55-Tulle - Discours- le 6 mai 2012	508
« Je serai le président de tous »	508
« Deux engagements majeurs : la justice et la jeunesse »	508
« L'Europe nous regarde »	509
« Rassemblement de tous les républicains »	509
56-Bastille-Discours-7 mai 2012	511
57-Mairie de Paris-Discours-15 mai 2012	511
58-Investiture - 15 mai 2012	512
59-Interview de François Hollande dans le journal de 20H sur France 2 - 29 mai 2012.....	515
60-Discours- au CESE- 12 juin 2012.....	516
61-Interview - 14 Juillet 2012 avec claire chazal et laurent delahousse	517
62-Interview de François Hollande du 14 juillet 2012 (intégrale).....	517
63-Interview de François Hollande par Philippe Dessaint et Patrick Simonin (TV5MONDE).....	517
64-Détournement de l'interview de Hollande par Vinza.....	517
65-BFMTV 2012 : l'interview de François Hollande par Olivier Mazerolle	517
66-BFMTV 2012 : l'interview Le Point, François Hollande	517
67-BFMTV 2012 - Interview de François Hollande par Olivier Mazerolle	517

Mesdames et Messieurs, chers amis, j'avais bien des raisons de venir en Guadeloupe aujourd'hui. La première, c'est que j'étais sûr de l'accueil qui me serait réservé – et vous êtes là. Ensuite, parce que Victorin Lurel est celui qui, depuis des années, m'accompagne pour mieux connaître l'Outre-mer, pour défendre ses départements et ses territoires, et qui est aujourd'hui auprès de moi pour cette campagne présidentielle pour être celui qui parle, en mon nom, de l'Outre-mer et de la République. Je voulais aussi être ici en Outre-mer, en Guadeloupe, pour bien montrer que la Gauche y est rassemblée dans toute sa diversité. Merci à tous les partis représentés, merci aux Socialistes, merci à Guadeloupe Unie, merci au PPDG, merci à toutes les diversités de la Gauche qui sont la synergie, qui sont la force, qui sont la responsabilité ici en Guadeloupe.

Je suis ici parmi vous parce que tant de souvenirs me relient encore, toujours, à votre territoire. Félix a bien voulu évoquer des moments de tension où je suis venu apaiser. J'ai le souvenir aussi de ce grand meeting – c'était en 2004 à Pointe-à-Pitre, cher Jacques – où nous étions aussi nombreux qu'aujourd'hui, unis pour faire gagner Victorin à la présidence de la Région Guadeloupe. Et aujourd'hui, vous êtes là, rassemblés, tous les élus, les militants, les sympathisants, pour faire gagner la Gauche, pour me faire gagner demain, le 6 mai, le rendez-vous démocratique le plus décisif pour notre pays.

Je suis ici en Guadeloupe avec des amis qui m'accompagnent : Harlem Désir qui fut le fondateur de SOS Racisme, Bruno Le Roux, député qui défend le budget – et ce n'est pas facile – de l'Outre-mer à l'Assemblée nationale, et Christiane Taubira, qui fait votre fierté, qui parle la langue française avec talent et la langue créole parfois avec mystère, quand je l'écoute.

Je suis ici en France, je suis ici dans la République française. Car l'Outre-mer, c'est la France. L'Outre-mer, c'est la République, et la République est fière de son Outre-mer. Parce que, comme l'ont dit d'autres avant moi, l'Outre-mer ce n'est pas une charge, ce n'est pas un fardeau, ce n'est pas un coût pour la Nation, l'Outre-mer c'est une chance, l'Outre-mer c'est un levier, l'Outre-mer c'est une fierté. C'est ce qui nous permet d'être présents sur tous les continents, d'avoir aussi une biodiversité qui fait la richesse de votre territoire, d'avoir aussi cette jeunesse, cette jeunesse qui attend, cette jeunesse qui souffre et cette jeunesse qui peut nous permettre, ici, ailleurs, d'être l'avenir de la France et de son redressement.

L'enjeu de cette élection est bien sûr national. Nous sommes conscients de la gravité du moment que nous traversons. La France vient de perdre son triple A. Il y aura des conséquences. Ce sera plus coûteux pour l'Etat, sans doute pour les collectivités, de se financer en 2012. Les taux d'intérêt seront sûrement plus élevés. Il y aura donc une incidence sur nos budgets, et par conséquent sur les contributions qu'il faudra demander à nos concitoyens. C'est grave aussi parce que, pour la première fois depuis que les agences de notation existent, la France a décroché de l'Allemagne. Sûrement que notre influence en Europe s'en trouvera affectée –même si, pour ma part, je n'ai jamais attribué aux agences de notation le rôle que d'autres leur avaient, hélas, fixé. Ce n'est pas moi qui ai dit que l'objectif d'une politique devait être de conserver le triple A. Ce n'est pas moi qui ai dit que c'était une obligation pour le gouvernement de préserver le triple A. Celui qui avait justement fixé cet objectif, annoncé cette obligation, est aujourd'hui sanctionné par l'agence même qu'il avait convoquée pour évaluer sa politique. Je ne m'en réjouis pas, car c'est la France qui se trouve aujourd'hui affaiblie. Mais je le dis aussi ici, à Basse-Terre, ce n'est pas la France qui a été dégradée, c'est une politique, c'est une stratégie, c'est une équipe, c'est un gouvernement, c'est un président. Et la France elle-même a suffisamment d'atouts, de force, de talents pour se redresser, pour relever la tête et pour être capable, dans la justice, de rétablir nos comptes publics et de fournir une espérance au pays.

Voilà, chers amis, pourquoi ici, nous avons à la fois à convaincre les Ultra-marins de faire le choix qui leur paraîtra le meilleur pour leurs intérêts et pour leur territoire, mais aussi de dire à tous les Français, où qu'ils vivent, que le changement est devenu nécessaire, qu'il est devenu indispensable, et que le changement, c'est maintenant.

L'enjeu est national, mais l'enjeu est aussi celui de l'Outre-mer. Quand l'Hexagone va mal, l'Outre-mer va encore plus mal. Quand le chômage est élevé en Métropole, il l'est encore davantage aux Antilles.

Quand la vie est chère dans toute la France, elle est encore plus chère en Outre-mer. Quand les inégalités sont insupportables à Paris, elles sont encore plus insoutenables ici en Guadeloupe. Quand le logement est inaccessible dans nos départements ou dans nos régions de Métropole, il est impossible à trouver dans les régions et les départements d'Outre-mer. Et quand la jeunesse attend désespérément un emploi, elle est encore plus impatiente en Outre-mer parce que rien ne vient. Voilà pourquoi je suis sévère sur la politique du gouvernement et du Président de la République. Je suis sévère pour la politique qui a été menée pour la France. Et je le suis encore davantage pour celle qui est été conduite pour l'Outre-mer. Le chômage a progressé de près de 50 % pour les jeunes. Les crédits qui avaient été prévus pour l'emploi en Outre-mer, pour les emplois aidés, ont tout simplement été supprimés. Sans parler de la vie chère, du prix de l'essence, des monopoles, des marges du secteur de la distribution. Et je sais d'où je parle, c'est-à-dire de Guadeloupe, là où il y a trois ans à peine s'était engagé un conflit parmi les plus lourds, les plus longs de l'histoire de votre département, un conflit qui avait été regardé comme une crise sociale, comme une crise morale partant de la Guadeloupe, allant en Martinique et maintenant, d'ailleurs, touchant Mayotte - parce que c'est le même sujet qui a été évoqué, celui de la vie chère, celui de ces marges que certains distributeurs s'octroient, que certains importateurs s'arrangent à faire progresser à leur avantage, de cette organisation qui fausse la concurrence. Nous attendions des mesures fortes après ce conflit de la part du gouvernement et du Président. Qu'avons-nous vu ? Des mots, c'est-à-dire rien, et des actes rares, insuffisants. Ce qui explique qu'aujourd'hui encore, le malaise est là et que la colère gronde dans tous nos territoires. Je sais que c'est votre vie, la vie de vos proches, la vie de vos enfants, et lorsque vous vous adressez à moi tout au long de cette soirée en me prodiguant votre soutien – et j'en suis honoré –, en me disant que vous attendez aussi beaucoup, tout en sachant la faiblesse des marges de manœuvre qu'a aujourd'hui l'Etat, quand vous vous tournez vers la candidature que je porte, vous demandez de la fierté, de la dignité, de la liberté, de l'égalité, mais vous demandez aussi que l'Outre-mer ne soit pas regardé simplement comme une variable d'ajustement budgétaire, comme une population dont on suspecterait finalement qu'elle vienne toujours rechercher assistance de la part de la Métropole. Vous vous tournez vers moi parce que vous demandez à la République de tenir sa promesse. Et je suis là pour poursuivre cette mission. L'histoire de l'Outre-mer et de la France est une histoire agitée, mélange à la fois d'adhésion et en même temps de doute, parfois de colère et de répression. La mémoire est quelquefois blessée, quand elle n'est pas étouffée. Je mesure bien ce qu'est notre histoire, combien elle est exigeante. Et c'est donc parce que je suis dans le récit de la République, que je porte le rêve français, que vous vous tournez vers la candidature qui est la mienne pour dire : nous demandons enfin, toujours, à la Gauche d'être elle-même, de servir la République, de servir l'égalité, de servir la dignité, la reconnaissance, l'émancipation humaine.

Il y a d'abord les questions de statut des territoires d'Outre-mer. La République a réglé cette question dans la diversité, dans la reconnaissance et dans le droit des populations de dire ce qui était le mieux pour construire leur avenir. Je dois dire que Lionel Jospin et ses ministres, après François Mitterrand et également ce qu'il a fait pour l'Outre-mer, nous ont permis d'avoir en définitive cette liberté. J'affirme ici que je respecterai vos choix, selon que vous nous direz l'orientation que vous avez choisie. La République, si j'en suis le premier responsable, dira : c'est vous qui avez raison, c'est vous qui allez décider, c'est vous qui allez choisir votre collectivité, c'est vous qui allez choisir le mode de scrutin pour élire vos représentants.

Ce qui est en cause, bien au-delà des statuts, c'est une conception de la République. Depuis cinq ans, le candidat sortant n'a cessé d'opposer les Français les uns contre les autres, les jeunes contre les anciens, les riches contre les pauvres, ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, ceux qui sont français depuis longtemps ou depuis moins longtemps, ceux qui sont fonctionnaires et ceux qui sont salariés du privé, ceux qui vivent en Métropole et ceux qui vivent Outre-mer. Vis-à-vis de l'Outre-mer, le président sortant a construit une logique comptable : qu'est-ce que vous apportez, qu'est-ce que vous recevez ? Et vous n'aurez que ce que vous pouvez apporter. Il avait appelé cela, à l'époque en 2007 son imagination était fertile, le « développement endogène ». Je ne sais pas si beaucoup en Outre-mer avaient apprécié la subtilité de la formule. Le mot « endogène », pour certains, pouvait même faire « indigène ». Il s'agissait tout simplement – et je veux éviter toute caricature –, de dire que c'était aux Outre-mers de trouver par eux-mêmes les moyens de leur accomplissement. Sûrement que le principe de responsabilité, c'est que chacun prenne en main son destin et décide de son avenir. De ce point de vue-là, nous ne sommes pas en opposition. Mais en fait, la formule laissait penser que plus l'Outre-mer retrouvait de la force, moins l'Etat et la solidarité nationale y mettaient de crédit. Et

donc, la formule s'est traduite simplement par un désengagement continu de l'Etat dans toutes ses politiques : politique de l'emploi, politique du logement, politique sociale, politique éducative. Vous avez reçu moins. Le budget de l'Outre-mer s'est contracté. La défiscalisation qui devait servir de substitut a été progressivement rognée. La ligne budgétaire unique qui devait servir aux politiques du logement a été diminuée au prétexte que maintenant, le logement social se finance par la défiscalisation. Et puis, ce que l'on attendait de la République, de la solidarité, c'est-à-dire des moyens pour l'école, des moyens pour l'hôpital, des moyens pour le service public, tout cela s'est également rétréci, replié, a diminué.

Ce que je propose, c'est le développement solidaire. C'est à vous de faire les actes qui permettent le développement, et à la République de vous apporter sa solidarité, sa présence, sa continuité, son engagement. Les contraintes budgétaires sont là, et je ne veux pas les dissimuler. Mais cela vaut pour tous les départements, pour tous les territoires. On demande à l'Outre-mer de faire la preuve de sa capacité de développement, de production et même de commerce extérieur. On lui demande de faire la preuve qu'elle apporte autant qu'elle reçoit. Mais demande-t-on aux départements de Métropole le même engagement, la même transparence ? Demande-t-on aux départements de la Sarthe, des Hauts-de-Seine – je prends ces exemples à dessein – et même au département de la Corrèze de faire la preuve qu'ils peuvent vivre en autonomie ? Mais la République, ce n'est pas l'autonomie des territoires. Ce n'est pas, au nom de la diversité, l'éclatement, la fragmentation. La République, c'est l'unité, c'est le rassemblement, c'est la solidarité, c'est une vision commune, c'est un destin que nous partageons. C'est chercher partout les chances, les atouts de chacun des territoires. C'est considérer que la population, dans sa diversité, est un moyen d'assurer notre propre richesse et notre propre réussite.

Avec vous, ici, je veux redresser la France. Je l'ai dit, oui, redresser la France. Dans ce moment si délicat, lorsque les inquiétudes se lèvent, lorsque les doutes s'installent, lorsque les résignations s'affirment, lorsque les tentations extrémistes, hélas, se confirment, est-ce que nous pouvons encore redresser notre pays ? Est-ce qu'il y a une politique différente de celle qui est menée aujourd'hui ? Est-ce que nous avons un destin ensemble ? Oui, nous répondons qu'il est possible de faire une autre politique, d'emprunter un autre chemin, de se construire un autre destin. Redresser la France, redresser ses comptes publics, c'est nécessaire. Car si nous voulons retrouver de la souveraineté, nous dégager des marchés et de l'emprise de la finance, il nous faut aussi mettre de l'ordre dans les comptes publics. Si nous avons perdu – ou plutôt s'ils ont perdu – le triple A, ce n'est pas parce qu'une méchante agence en aurait décidé (même si je n'en connais pas de bonne). C'est parce que, hélas, depuis trop longtemps mais notamment depuis cinq ans, les déficits se sont largement aggravés. Parce que la dette publique a progressé de 600 milliards d'euros depuis 2007. C'est aussi parce que le déficit du commerce extérieur atteint 75 milliards d'euros, quand les Allemands ont un excédent de 160 milliards d'euros. Oui, s'il y a eu, hélas, cette sanction, c'est parce qu'il y a eu un abaissement, un affaiblissement de la France. Et donc, notre premier devoir est de la redresser et de faire en sorte que notre pays sorte plus fort de l'épreuve qu'il connaît. Redresser ses comptes publics, redresser sa production, redresser sa compétitivité – j'en ferai la démonstration tout au long de ces prochaines semaines – c'est possible. C'est possible si l'Etat joue son rôle, s'il choisit les filières avec les régions. C'est possible si nous créons une banque publique d'investissement avec les fonds que les régions elles-mêmes mettent en place pour aider au développement des entreprises. C'est possible si nous mobilisons l'épargne, l'épargne locale, pour soutenir l'effort d'investissement et d'innovation des PME. C'est possible si nous formons mieux nos travailleurs et nos jeunes. C'est possible si nous sommes capables d'être sur les industries de demain. C'est possible si nous luttons contre la rente. C'est possible si nous dominons la finance.

Oui, le redressement est à notre portée. Et ce redressement ne se fera que dans la justice. S'il faut demander des efforts – et il en faudra –, si des sacrifices seront nécessaires – et il y en aura –, commenceront à acquitter l'effort et à payer les sacrifices ceux qui auront reçu le plus de ces cadeaux fiscaux depuis cinq ans, de ces avantages, de ces privilèges, de ces rémunérations excessives. La réforme fiscale sera la première étape de cette justice, justice fiscale, justice sociale. Est-il juste, est-il normal, est-il acceptable que ceux qui ont travaillé 41 années en commençant tôt leur vie professionnelle ne puissent pas partir à 60 ans, alors que d'autres ont des retraites chapeau, ont des retraites par capitalisation, ont des retraites avantageuses parce qu'ils ont eu des positions favorables ? Est-il juste, est-il normal que beaucoup de nos concitoyens, ici en Outre-mer mais aussi

partout en France, soient de plus en plus loin des soins qui leur sont pourtant nécessaires, ne puissent plus payer les dépenses d'assurance maladie pour lesquelles pourtant, hier, ils pouvaient avoir remboursement ? Justice sociale, justice fiscale, justice territoriale : les régions qui sont les plus pauvres doivent pouvoir recevoir davantage que les autres. C'est la responsabilité de l'Etat d'assurer cette solidarité nationale, cette péréquation, dont l'Outre-mer, mais pas seulement l'Outre-mer, peut aujourd'hui demander revendication.

Voilà pourquoi je veux ouvrir un nouveau chemin au lendemain de l'élection présidentielle et des élections qui suivront, législatives. Ouvrir un autre chemin pour redonner confiance à la France, pour redonner confiance ici à l'Outre-mer. Ouvrir un chemin qui est d'abord le chemin de la vérité. Je ne viendrai pas devant vous avec des promesses que je ne serai pas capable de tenir. Je ne veux pas que cette élection, celle de 2012, ressemble à celle de 2007 où tant a été dit et où si peu a été fait. Je ne viendrai pas dire ici que tout deviendra possible. Non, tout ne sera possible que si nous parvenons à nous libérer des contraintes budgétaires, financières, monétaires, et il faudra de la persévérance et de la ténacité. Je vous dirai la vérité sur les temps qu'il sera nécessaire de respecter dans un quinquennat. Et je préfère que nous fassions les réformes structurelles indispensables au début, pour faire la distribution des richesses à la fin, ce qui nous évitera de connaître ce que nous venons, hélas, de vivre : un quinquennat qui distribue aux plus riches au début et qui demande à tous, et notamment aux plus modestes, de faire l'effort à la fin ! Nous n'allons quand même pas accepter, alors qu'il y a eu le bouclier fiscal, la baisse de l'impôt sur la fortune, je ne sais combien de niches fiscales accordées aux plus favorisés, que le candidat sortant, ne sachant plus quoi promettre, ne sachant plus quoi dire, nous annonce une augmentation de la TVA pour clore son quinquennat ! Et s'il devait en décider, j'en prends ici l'engagement, nous supprimerons, nous abrogerons cette mauvaise réforme, cette ultime réforme.

Ce sera le chemin de la vérité, le chemin du respect. Je ferai confiance aux collectivités locales, je ferai confiance aux départements, villes de France et d'Outre-mer qui me présenteront leur projet. Nous aurons une démarche contractuelle. C'est ensemble que nous ferons les grandes réformes et les politiques nécessaires pour la petite enfance, pour l'emploi, pour le soutien aux entreprises. C'est dans le cadre d'un contrat avec chaque région d'Outre-mer que nous fixerons les politiques. Ce sera également un chemin de la cohérence, parce que ce que nous déciderons au début, nous l'appliquerons jusqu'à la fin. Il y aura une loi de programmation, il y aura des contrats qui nous engageront, il y aura une stabilité. C'en sera fini de cette période où l'on change la règle chaque année, où l'on défiscalise un moment et où l'on refiscalise après. Je me souviens encore de ce qui avait été fait pour le photovoltaïque, où des entreprises avaient été incitées à investir dans ce domaine. Et puis, quelques mois ou quelques années plus tard, c'est l'inverse qui a été, hélas, engagé. C'en sera fini. Chacun connaîtra exactement ce que sera le cadre dans lequel il pourra investir, épargner, consommer. Je sais que les entrepreneurs en Outre-mer nous le demandent. Ils s'interrogent : qu'allez-vous faire de la défiscalisation ? Allez-vous réduire sa portée ? Allez-vous remettre en cause son principe ? Il y aura nécessairement des investissements qui continueront à être défiscalisés. Il y aura des actions - tourisme, industrie - qui devront être encouragées. Et ce que nous ne ferons plus - cela peut arriver par la défiscalisation -, nous le ferons par une politique directe de soutien à l'investissement qui peut parfois être plus efficace que simplement un avantage fiscal qui profite souvent à des catégories qui n'ont rien à voir avec l'Outre-mer et qui ignorent même ce qui a été fait de leur argent sur votre territoire.

Le chemin, c'est aussi celui de l'avenir autour d'une grande priorité, celle que je développe partout dans cette campagne : la jeunesse. Parce que c'est pour la génération qui arrive que je me suis engagé. Si je suis candidat à l'élection présidentielle, c'est pour que la France avance, pour que la France ait confiance, pour que la France ait une espérance. Et quelle est la cause qui nous réunit tous au-delà de notre diversité d'âge, de condition ou de territoire ? C'est que nous voulons que nos enfants vivent mieux que nous, et que nous avons tous, hélas, en ce moment la conviction du contraire. Quelle société voulons-nous laisser à nos enfants ? Une société où l'école ne serait plus une priorité ? Non. Une société où l'environnement, la nature, seraient abimés, atteints, oubliés ? Non. Une société où la promesse républicaine ne serait plus tenue ? Non. Une société où le vivre ensemble serait menacé ? Non. Ce que nous voulons, c'est une société qui fasse que la génération qui arrive se dise qu'elle a sa chance, qu'elle va réussir. Nous allons lui donner enfin la possibilité d'avoir un avenir, d'avoir un accomplissement, d'avoir une indépendance et une fierté.

Voilà pourquoi je ferai de la jeunesse aussi une priorité pour l'Outre-mer. Il y aura des moyens nouveaux qui seront donnés à l'école, qui seront donnés ici aux écoles primaires, voire préélémentaires, parce que la maternelle et l'école primaire sont les conditions de la réussite. Nous développerons les filières d'enseignement professionnel, nous ferons en sorte que l'alternance, l'apprentissage soient véritablement promus, avec la Région. Nous ferons aussi, et j'en déciderai, une priorité pour l'université en Outre-mer, pour avoir une université des métiers, pour avoir aussi des études médicales dignes de ce nom. Car je veux que nous formions des médecins en Outre-mer qui puissent s'installer en Outre-mer et assurer à chacun l'égalité dans l'accès à la santé.

Nos Outre-mers doivent être des têtes de pont de l'excellence française, que ce soit pour les métiers, que ce soit pour la recherche, que ce soit pour les études universitaires. Partout, je veux que ce soit l'excellence. Et ce que nous n'aurons pas réussi tout de suite, nous le ferons à travers les écoles de la deuxième chance. Parce que ce doit être également notre devoir de ne pas laisser les décrocheurs, les oubliés, les abandonnés, les relégués, perdre confiance, se marginaliser, s'éloigner de nous, s'écarter, se ségréger.

J'ai conscience aussi que la violence a progressé ces dernières années. Je sais que la Guadeloupe est un département, une région, qui souffre d'une insécurité grandissante. Je sais aussi que la délinquance est parfois le produit des manquements de l'école, des difficultés sociales, du sentiment d'abandon et du chômage. Et je ne tolérerai pas que ce soient les plus pauvres, les plus modestes, qui soient finalement les victimes de cette violence, de cette délinquance et de cette insécurité. Alors, je ferai tout pour que nous puissions multiplier les contrats pour ces jeunes, les contrats aidés. J'ai évoqué le contrat de génération qui doit permettre que le senior fasse le tutorat d'un jeune dans les entreprises. Nous en avons besoin. Mais je mettrai en place avec le gouvernement des contrats spécifiques pour l'Outre-mer et des contrats pour les jeunes en Outre-mer, qui doivent avoir une insertion professionnelle, peut-être différente encore des jeunes de Métropole. Je fais confiance à tous les acteurs économiques que j'ai rencontrés et que je rencontrerai, parce que j'ai besoin d'avoir une société mobilisée, d'avoir un pacte productif qui puisse, dans des domaines comme les énergies renouvelables, l'agroalimentaire, la biodiversité, permettre que l'Outre-mer soit également une référence pour l'industrie française.

Je suis conscient que la question du logement est particulièrement cruciale, et j'ai été là-dessus interpellé par ceux qui m'ont précédé. Nous remettrons des crédits sur cette ligne budgétaire, nous ferons en sorte qu'il puisse y avoir des investissements qui soient lancés sur les bâtiments et les travaux publics, là aussi dans le cadre d'un contrat avec les différentes régions. Nous mobiliserons davantage qu'aujourd'hui l'épargne populaire pour le logement. Il y aura une mesure que j'annoncerai, qui sera le déplafonnement des livrets de caisse d'épargne pour que l'argent ainsi collecté puisse être affecté directement au logement social, davantage qu'aujourd'hui.

Je lutterai contre la vie chère, contre ces marges absurdes, anormales, choquantes, qui font que tout est plus cher ici – même les taux d'intérêts, ai-je compris. Nous lutterons ensemble contre toutes ces entorses à la concurrence, tous ces arrangements, toutes ces enseignes qui essaient d'avoir l'exclusivité de la distribution de certains produits. Nous ferons éclater tout cela. Nous ferons en sorte qu'il y ait, avec les moyens que nous donnerons, les lois de la République, des interventions qui fassent que d'autres opérateurs interviennent sur les marchés en Outre-mer pour créer une vraie concurrence, une concurrence saine, loyale, qui contribuera à abaisser les prix, qui luttera contre ces monopoles, ces concentrations, ces cartels qui ne disent pas leur nom mais qui, en définitive, épuisent les populations et créent le sentiment d'une injustice supplémentaire.

Oui, l'égalité sera le maître mot de la politique que je veux conduire ici en Outre-mer. L'Etat doit être exemplaire. Exemplaire à la fois dans le comportement de celui qui le conduit, exemplaire dans les choix de courage, de justice, de redressement, exemplaire aussi dans l'influence qui doit être celle de la France dans le monde. C'est là que vous pouvez être de puissants alliés pour le prochain président de la République. Votre richesse culturelle, votre capacité d'innovation, votre présence sur tous les continents, ce sont des atouts formidables pour la politique française.

Mais notre histoire, notre mémoire que j'évoquais, sont aussi notre patrimoine commun. Je reprendrais une idée qu'avait lancée le gouvernement de Lionel Jospin, une Cité des Outre-mers à Paris qui

pourrait effectivement être le lieu de l'exposition de tout ce que vous avez fait, nous avons construit ensemble, et que nous portons à travers des produits, à travers des créations, à travers une culture.

Je suis au début d'une campagne. Enfin, à force de dire que je suis au début, je vais bientôt arriver à la fin ! J'étais déjà avec vous au moment des primaires citoyennes. Vous m'aviez reçu, ici, en Guadeloupe. Et je dois dire que je ne m'en suis pas mal porté. D'où l'idée d'y revenir. Ce qui fait que la promesse que je peux vous faire, c'est que si je suis dans le même mouvement et dans la même réussite, vous me reverrez en Guadeloupe – et donc assez prochainement !

Je voulais que, dans cette campagne, qui s'annonce, l'Outre-mer soit l'un des premiers déplacements. Je suis aujourd'hui en Guadeloupe. Je serai demain en Martinique, en Guyane. Au mois de mars, j'irai à la Réunion et à Mayotte. Je voulais que vous sachiez bien que cette campagne est une campagne nationale et que, dans cette campagne, vous allez jouer votre rôle, vous aller prendre votre place, vous allez apporter votre concours. Je ne sais pas quel sera l'écart au premier tour – car une victoire se construit dès le premier tour. Mais ce que je sais, c'est que le rassemblement que nous avons formé ce soir, toutes les sensibilités de gauche, est un bon exemple que vous donnez à l'Hexagone et à la Métropole. Si seulement toutes les formations de la Gauche, partout dans toutes les réunions françaises, s'étaient réunies comme vous, mais le premier tour serait déjà assuré ! Et le second, préparé.

Vous allez apporter votre concours non seulement par la majorité que vous allez nous donner – je ne veux pas la préempter, c'est vous qui la construirez, mais tout dépendra de la participation. Ce que je vous demande, ce n'est pas simplement de nous apporter votre soutien, mais de faire qu'autour de vous, partout, ici en Guadeloupe, en Outre-mer, vous disiez qu'il faut voter, qu'il faut venir le 21 avril – parce qu'ici, ce sera le 21 avril, et le 5 mai. Il faut venir, parce que vous serez les premiers à venir. Et si, à Paris, nous apprenons le 6 mai que vous, déjà, le 5 mai, vous avez voté, vous avez voté massivement et vous avez voté à gauche, pour le changement, ce sera finalement une belle annonce, une belle information, une belle histoire qui s'écrira.

Voilà, mes chers amis, pourquoi j'ai commencé ici mon périple, sur ce long chemin qui me conduit jusqu'à l'élection présidentielle : le premier tour – il faut le franchir le plus haut possible, pour se qualifier et créer la dynamique ; le second tour, qui sera le tour décisif, le tour victorieux si vous en décidez.

J'ai voulu commencer ici parce que vous êtes un message de liberté. L'Outre-mer, à mes yeux, c'est la terre. Ce sont les terres, les territoires, les espaces de liberté. Une liberté que vous avez revendiquée. Une liberté que vous avez conquise, que vous avez arrachée, arrachée contre la domination, contre la soumission la pire qui soit. Vous vous êtes affranchis. Vous avez été capables de vous donner cette liberté, cette liberté que vous pouvez offrir à tout le monde, en signe de fierté. Eh bien, c'est votre liberté qui me donnera la force de continuer cette campagne, qui me donnera la capacité de convaincre, convaincre encore et de dire à tous ceux qui peuvent être tentés par la haine, par le racisme, par le refus de l'autre : écoutez le message de l'Outre-mer, c'est le message de la liberté, c'est le message de la République, c'est le message de l'émancipation humaine, c'est le message d'Edouard Glissant et d'Aimé Césaire qui, à leur manière, par leurs actes et par leurs écrits, ont donné cette vision de la liberté. Cette liberté qui nous permettra d'accomplir une nouvelle étape, de franchir cette épreuve dans l'unité, dans la justice, dans l'espérance. La liberté n'est pas simplement un droit. Aujourd'hui, c'est un devoir ! C'est un devoir de l'offrir à tous les peuples du monde. C'est un devoir d'être exemplaires, dans ce qui est pour nous le combat de la dignité humaine.

Merci ! Merci à vous tous. Merci pour votre engagement. Merci pour votre volonté de gagner. Merci pour votre enthousiasme. Merci pour votre unité. Ensemble, ensemble nous allons gagner. Force et courage ! Vive la République ! Vive la France !

2-Communiqué, le triple A l'intervention de Mr Hollande-14 janvier 2012

"La France vient de perdre son triple A. Je n'ai jamais fait des agences de notations la référence ultime pour juger les politiques conduites par les États et encore moins par le notre. Je déplore que l'Europe ne se soit pas dotée d'une agence publique indépendante pour évaluer la capacité des pays de la zone euro à rembourser leurs emprunts.

La dégradation de notre note financière est grave à un double titre :

Elle traduit un décrochage : celui de la France par rapport à l'Allemagne puisque nous ne ne figurons plus dans la même catégorie de pays. L'Allemagne a gardé son triple A, nous l'avons perdu.

Et en plus, nous avons décroché d'un cran avec une perspective négative.

La dégradation a aussi le risque de renchérir le cout de notre emprunt pour l'année qui vient : 180 milliards d'euros doivent être recherchés sur les marchés.

Tout écart de taux d'intérêt aura donc pour conséquence d'alourdir la charge des intérêts d'emprunts et de forcément de déséquilibrer d'avantage le déficit budgétaire.

Ce sont les Français qui risquent de payer la conséquence de cette dégradation.

Nicolas Sarkozy avait fait de la conservation du triple A, un objectif de sa politique, avait-il dit, une obligation pour son gouvernement. C'est ainsi qu'avait été justifié pas moins de deux plans de rigueur en 4 mois. Cette bataille, et je le regrette, a été perdue.

C'est la crédibilité de la stratégie conduite depuis 2007 qui est ainsi mise en cause : elle a manqué de cohérence, de constance et de clairvoyance, et surtout de résultats !

Nos déficits ont été considérablement augmentés, la dette atteint un record historique -600 milliards de dette supplémentaire depuis 2007- et notre compétitivité a été également affaiblie avec un déficit commercial de 75 milliards d'euros.

Ce sont donc ces justifications là qui ont conduit une agence à nous dégrader.

C'est une politique qui a été dégradée, ce n'est pas la France.

Notre pays dispose d'atouts considérables : une démographie dynamique, une productivité élevée, un savoir faire reconnu, et une qualité de services publics et une épargne abondante.

Notre pays, la France, peut réussir son redressement, mais à plusieurs conditions :

-la première, c'est d'avoir une stratégie rétablissement de nos comptes publics, avec une programmation réaliste, un retour à l'équilibre vers 2017 et le souci à chaque étape de concilier effort et croissance.

-la seconde condition, c'est le soutien de l'activité et de l'emploi. Il n'y aura pas de maîtrise de la dette s'il n'y a pas une capacité pour la France à produire plus et produire mieux. C'est pourquoi j'ai fait cette proposition d'un pacte productif pour notre pays.

-la troisième condition, c'est la justice, sans laquelle il n'y aura pas d'effort partagé. La réforme fiscale est un préalable. Il ne peut pas être question, chacun peut le comprendre, de demander des sacrifices aux Français si les privilégiés, eux-mêmes, y échappent.

C'est tout l'enjeu du scrutin de 2012 : mettre la France sur le chemin du redressement, dans la justice et par la croissance.

L'autre enjeu qui est également souligné par les décisions de cette nuit : c'est la sortie de la crise de la zone euro.

Car rien n'est réglé. Après 16 sommets de la dernière chance, et avec autant de communiqués de

victoire, nous constatons que la Grèce est au bord de la rupture ; que l'Espagne, l'Italie, le Portugal ont été dégradés à un tel point que la question de leur accès au financement est posée, avec des conséquences très graves en terme de coût de cet endettement.

L'accord européen du mois de décembre est d'ores et déjà regardé comme insuffisant, et il l'est ! D'où la nécessité d'y ajouter ce que j'ai moi-même avancé il y a plusieurs semaines : c'est à dire une dimension de croissance et de changer les modes d'interventions de la Banque centrale européenne, au bénéfice des Etats et non plus seulement des banques.

Dans ce moment difficile pour la France et pour l'Europe, chacun doit faire preuve de responsabilité. Rien n'est pire que la fuite en avant et l'improvisation. Je demande au gouvernement d'être conscient que ce n'est pas l'annonce encore de mesures fiscales qui viendra rassurer les Français et même les marchés.

Pour ma part, je dis aux Français que nous avons les moyens de réussir notre redressement dans la justice et avec une volonté commune de préparer l'avenir.

Ma volonté, dans cette campagne qui s'ouvre, et ensuite si les Français m'accordent leur soutien, c'est de redonner la confiance indispensable à la France et de considérer que ce qui doit être changé ce n'est pas le rapport aux agences de notation ou aux marchés, mais le rapport que les Français entretiennent avec leur dirigeants, avec lesquels ils doivent être en mobilisation pour que notre pays soit le seul enjeu des élections qui viennent."

3-Martinique-Discours-15 janvier 2012

Peuple martiniquais, rassemblé ici ce soir, merci pour votre accueil !

Merci à toi, Monsieur le Maire, cher Raymond, de nous faire une nouvelle fois visiter ta ville, qui a été bâtie par les hommes et par les femmes, mais aussi éclairée par des maires qui ont transformé le cadre de vie de ceux qui sont à Fort-de-France, dans le chef-lieu de la Martinique. Je salue la mémoire d'Aimé Césaire, sans lequel cette ville ne serait pas cette ville, la Martinique ne serait pas la Martinique et la France ne serait pas la France. Je salue Serge Letchimy, qui a pris la suite – et quelle suite ! – et dont je sais qu'il conduira la Martinique vers l'affirmation de ses droits, de son identité, de sa volonté de vivre en dignité et en capacité de montrer qu'elle a toutes les ressources pour être le territoire qu'elle veut être. Je salue tous les élus parlementaires, et en premier lieu mon camarade Louis-Jo Manscour, premier secrétaire de la Fédération, et qui est un grand législateur pour la Martinique et pour la France.

Je suis venu souvent ici, en Martinique, pour des événements heureux, des victoires électorales, pour des moments plus douloureux. J'étais là au mois d'août 2005 pour la cérémonie qui marquait l'hommage de tout un peuple à l'égard des victimes d'une catastrophe aérienne – et j'ai déposé, ce soir, une gerbe pour ces victimes dont les droits ne sont pas toujours reconnus et qui attendent réparation. J'étais là, aussi, dans ce moment si tragique, si douloureux, où vous avez accompagné Aimé Césaire dans sa dernière demeure. C'était en 2008. Vous voyez, je suis un ami de la Martinique. Je suis un ami des Antilles. Je sais ce que vous avez apporté. Je sais ce que vous attendez, même si vous ne réclamez rien, ce que vous espérez, c'est-à-dire la reconnaissance, la dignité, l'identité.

Je vous ai entendus, tout au long de cette soirée, ceux qui s'exprimaient. Je vous ai entendu dire toute l'attente que vous portez

sur ma candidature, tout l'espérance que je dois soulever ici comme partout ailleurs. Je vous ai entendu dire que vous allez vous mobiliser. Je le crois ! Parce que tout l'enjeu de cette élection, ce n'est pas de savoir si la Gauche va gagner ici, en Martinique. L'enjeu est de savoir si, avec une participation élevée, vous allez permettre la victoire de la Gauche partout en France. J'ai le sentiment de ne pas vous avoir quittés. Au début du mois de juillet, j'étais là pour les primaires citoyennes et vous m'avez accordé votre confiance. J'ai demandé à être votre candidat. Je le suis ! Mais, aujourd'hui, devant vous, je vous demande non pas simplement de m'appuyer et de me soutenir, je vous demande de faire que le candidat qui est là devant vous devienne le prochain président de la République.

Je vous vois rassemblés ici, autour de Michel, le président du comité de soutien. Je vous vois rassemblés, les Socialistes, le Parti progressiste martiniquais, le mouvement Bâtir, la Gauche, les élus ici présents que je salue. Le rassemblement est là – enfin, presque ! Et ceux qui ne sont pas encore là aujourd'hui seront là demain, parce que le rassemblement de la Gauche, c'est la condition pour gagner. Et ce que vous avez montré là, ce soir, ici en Martinique, comme hier les amis en Guadeloupe, c'est que vous, ici, vous vous êtes déjà rassemblés – et c'est le modèle que vous donnez à la Métropole, que vous donnez à la France. Si les progressistes veulent gagner, c'est au premier tour qu'ils doivent se mobiliser pour l'emporter, au premier tour parce que c'est là que la dynamique s'engage, c'est là que deux, seulement deux des candidats se retrouvent pour le second tour.

Et nous ne voulons pas revivre un certain 21 avril 2002. Plus jamais ! Je me souviens encore de cette soirée-là, terrible moment où nous apprenions sur la foi des estimations que c'était l'extrême droite et que ce n'était

pas Lionel Jospin qui était au second tour face au président sortant, à l'époque Jacques Chirac. Je me souviens que nous attendions les résultats, parce que vous votiez plus tard, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane – mais c'était trop tard. Alors j'ai fait une promesse, j'ai fait un serment : ne plus jamais revivre un 21 avril. Alors, je vous demande, dans ce moment où l'extrême droite ressurgit, parce que la crise, parce que la souffrance, parce que la désespérance sont les terreaux qui permettent à l'extrême droite, aux idées de haine, de rejet, de repli, de prospérer, je vous demande de mettre la Gauche au plus haut au premier tour, pour conjurer la menace de l'extrême droite et pour battre la Droite.

Mes chers amis, je viens dans un contexte difficile, difficile d'abord ici, en Martinique. Je mesure les souffrances, les difficultés, les impatiences : chômage élevé, chômage des jeunes insupportable, accès au logement de plus en plus difficile, la vie chère et puis ces inégalités insupportables, cette précarité qui gagne, cette pauvreté... Oui, je peux comprendre qu'il y ait de la part de votre peuple l'idée que la République n'est pas là, que la République a manqué à ses devoirs, à ses promesses. Eh bien, je suis le candidat de la République qui doit faire que l'égalité soit reconnue partout et que l'espérance revienne sur tous les visages des citoyens de France.

Je viens dans un contexte particulier, aussi, parce que la crise est là, implacable, parce que la spéculation n'a pas été vaincue, parce que les marchés dominent et parce que, en définitive, ce sont les défenseurs des marchés qui viennent donner des notes à des pays ou à des Etats en fonction de critères qui leur appartiennent. Qui donc a pu, au sommet de l'Etat, vouloir être évalué par une agence de notation ? Qui donc a remis l'appréciation de sa politique à une agence plutôt qu'au peuple français

? La confiance que je réclame est celle du peuple français, des citoyens, et non pas une confiance des marchés, qui doivent être dominés par la démocratie et qui ne doivent pas soumettre la démocratie. Je viens dans un moment particulier où, nous l'avons appris, la perte du triple A a été prononcée par une agence. Cette dégradation inquiète, je le sais, beaucoup de nos concitoyens qui s'interrogent sur les conséquences d'une telle décision, qui savent, sans être experts, qu'il sera plus coûteux pour l'Etat, les collectivités locales, les entreprises et les particuliers de recourir à l'emprunt. Qui ont parfaitement compris que si les taux d'intérêt progressaient et si les déficits s'alourdissaient, ce serait, pour la croissance, une nouvelle fois une contrainte de plus. Je sais aussi les craintes face à une crise de la zone euro toujours présente, persistante, qu'il y ait l'appel à de nouvelles disciplines, la menace de nouvelles sanctions et que ce soit, pour notre pays, une austérité supplémentaire qui s'annonce. Je sais tout cela. Et je veux vous dire, ici, que ce n'est pas la France qui a été dégradée : c'est une politique, une stratégie, une équipe, un gouvernement, un président de la République, ce n'est pas la France qui a été ainsi sanctionnée. Nous avons, en nous-mêmes, tant d'atouts, tant de forces, tant de capacités que nous ne devons rien craindre si nous savons les mobiliser. C'était une erreur, c'était une faute de la part du président sortant que de fixer comme objectif, voire comme obligation, de garder cette notation à tout prix, c'est-à-dire y compris avec deux plans de rigueur en quelques mois et je ne sais combien de « sommets de la dernière chance » qui devaient régler la zone euro. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy appelle au courage. Mais où était le courage quand, en 2007 comme candidat, il promettait aux Français qu'avec son élection tout redevenait possible ? Où était le courage quand il multipliait les promesses fallacieuses ? Où était le courage quand, une fois président, il accordait des avantages fiscaux aux plus favorisés ? Où était le courage quand il s'exonérait des

règles du pacte de stabilité en pensant que la France pouvait s'affranchir de telles disciplines ? Où était le courage lorsqu'il improvisait une politique au fur et à mesure des conséquences de la crise ? Et où serait le courage, après avoir allégé les impôts des plus puissants en début de mandat, de demander maintenant à tous les Français de payer la note – et c'est le mot que j'emploie à dessein – de payer la note avec une hausse de TVA et d'autres prélèvements ? Mais où serait le courage, en fin de mandat, d'avoir ainsi cette conception de la justice ?

Je veux dire aux Français que ce moment difficile peut être surmonté, que la politique a aussi des capacités, par elle-même, de donner une force, une confiance – mais qu'il y faudra des conditions. Je dirai tout au long de cette campagne, aux uns comme aux autres, à vous ici en Martinique comme à tous les Français en Métropole, je leur dirai que le redressement est possible, qu'il est nécessaire, que nous sommes un grand pays et que nous avons toutes les conditions pour réussir. Mais le redressement ne sera possible que si nous laissons large place à la croissance, car sinon l'austérité s'imposera sans résultat. Des disciplines sont nécessaires. Le sérieux est indispensable. Mais il n'y aura pas de politique qui permettra de nous libérer de nos dettes et de remettre nos finances publiques aux normes si nous n'avons pas une croissance que nous soutiendrons et au plan national, et au plan européen. Il n'y aura pas de redressement s'il n'y a pas une mobilisation de toutes les forces de la production, de la création, de l'initiative. Et vous, ici, vous serez sollicités. Il n'y aura pas de redressement s'il n'y a pas de maîtrise de la finance, de changement des comportements bancaires, de lutte contre la spéculation, de mise en cause d'un certain nombre de produits qu'on appelle dérivés parce qu'ils n'ont plus aucun sens. Il n'y aura pas de redressement si nous ne changeons pas un certain nombre de règles à l'échelle du monde, de l'Europe et de la France. Nous avons un

adversaire, dans cette campagne : ce n'est pas la Droite, c'est le capitalisme financier, ce sont les marchés sans limite, c'est la recherche du profit jusqu'à l'indécence ! Il n'y aura pas de redressement s'il n'y a pas de la justice et de la solidarité. Et si les efforts seront, sans doute, réclamés, eh bien ce seront d'abord les privilégiés, les puissants, les favorisés, les fortunés qui seront appelés aux sacrifices et non pas les Français dans leur ensemble. Tel est le sens de ma candidature. C'est ma responsabilité.

Et c'est pourquoi j'estime que la Gauche, oui la Gauche, toute la Gauche, est mieux placée dans cette épreuve pour relancer le pays, parce que justement nous appelons à un changement profond des règles du jeu à l'échelle de l'Europe et de la France. La Gauche est mieux placée parce qu'elle porte les idéaux de justice et de solidarité. La Gauche est mieux placée, parce qu'elle a le sens de la responsabilité, que la Droite qui a échoué, échoué à sortir notre pays des déficits et de la dette et échoué à sortir l'Europe de la crise de la monnaie unique.

Je veux, avec vous, relever le défi. Ce défi, il est aussi celui de tous les Outre-mers. J'ai conscience que la Martinique, comme d'autres régions, est une chance, un atout, un levier. Je ne dis pas cela parce que je suis devant vous, mais grâce à vous, la France, la République est présente partout dans le monde, rayonne, influence, n'a pas de frontières simplement dans sa géographie métropolitaine, mais des frontières partout dans le monde.

Oui, grâce à vous, la France a en patrimoine la biodiversité, la France a une capacité de produire des énergies nouvelles. Grâce à vous, la France a un espace maritime, des ports – qui doivent être, d'ailleurs, modernisés et vous y travaillez. Et puis, la France a tant de chance

d'avoir votre langue, votre culture, vos qualités, vos réussites. On saluait vos sportifs, vos talents culturels, vos personnages historiques. Merci la Martinique ! Merci les Antilles ! Merci l'Outre-mer de nous faire plus grands que nous sommes !

Je n'ignore rien de vos difficultés, je l'ai souligné dès l'entrée de mon propos. Quand la Métropole va mal, l'Outre-mer va encore plus mal, parce que tout y est amplifié. Les prix sont plus élevés. Le chômage est plus haut. La pauvreté est encore plus élargie à des catégories qui, en Métropole, arrivent à s'abriter. Les inégalités sont encore plus insupportables et, en définitive, les conditions de la vie sont rendues plus difficiles : deux fois plus de chômage ici que dans l'Hexagone, une production par habitant inférieure de moitié à ce qu'elle est en Métropole, des ménages quatre fois plus nombreux en proportion à vivre de minima sociaux, des prix plus élevés pour tout – pour l'alimentation, pour l'essence et même pour le téléphone, et même pour le numérique, et même pour les taux d'intérêt. Tout est plus cher ! Tout est plus cher parce qu'un système s'est organisé ainsi. Mais, en même temps, tout est plus dur, parce que là où l'Etat est attendu, il se désengage, se retire. Je ne peux pas accepter les réductions de postes dans l'Education nationale, parce qu'ici, elles ont encore davantage de conséquences que partout ailleurs, avec la déscolarisation et l'échec. Je ne peux pas accepter que l'hôpital public soit mis en déficit, parce que c'est l'accès aux soins de tous qui est ainsi en cause. Je ne peux pas accepter que les administrations ne soient plus là pour régler, finalement, ce qu'est leur devoir : l'accompagnement des entreprises, l'accueil des personnes les plus en difficulté. Vous ne demandez rien, mais vous ne demandez que votre droit d'avoir les mêmes conditions que partout ailleurs, et un Etat présent !

Alors je suis venu ici pour vous proposer un nouveau contrat. Un contrat avec la Martinique comme il y en aura avec chaque région d'Outre-mer. Le premier élément de ce contrat est institutionnel. Il est donc politique. Aujourd'hui, chaque collectivité d'Outre-mer a son statut propre. Et je veux en rendre hommage à Lionel Jospin qui a conduit cette politique et qui a permis que nous en soyons là où nous sommes. Et moi, je veillerai au respect de la volonté des élus et de la population.

Et s'il faut encore permettre des évolutions, je serai non pas accueillant, non pas bienveillant, je serai partenaire de ce que vous déciderez. Il est possible aujourd'hui, dans le cadre de la République, d'avoir des habilitations législatives pour les régions. C'est déjà le cas en Guadeloupe avec Victorin Lurel, que je salue. Eh bien, si vous en décidez ici en Martinique, vous le ferez, et dans des domaines aussi importants que le développement durable, la protection de l'environnement ou tout élément de politique que vous voudrez décider. Vous engagerez une dynamique de responsabilité, c'est ma démarche. Vous demandez à adhérer aux organisations régionales pour représenter la France, vous aurez mon appui. Sans doute, l'Etat gardera ce qui est de sa compétence, c'est normal. Mais vous, vous déciderez de tout le reste, c'est-à-dire de votre conception de l'échange économique, de l'échange culturel, de votre volonté d'être dans votre géographie, comme disait Serge. Et si j'évoquais la Guyane avec Christiane, nous aurions la même position – la Guyane, qui a une frontière avec le Brésil, qui est tournée vers ce continent. Vous serez, là, nos représentants sans que l'on ait de suspicion par rapport à vos intentions, parce que vous apporterez ce qu'il y a de meilleur de la Martinique, mais aussi de la France. Vous nous permettrez d'être plus forts, plus écoutés. Et vous, vous serez bien sûr toujours tournés vers la France et l'Europe, mais tournés aussi vers vos voisins, vos amis, vos partenaires. Voilà le premier élément du contrat.

Le second élément, il est économique, il est productif. Vous voulez développer des secteurs créateurs d'emploi. Vous voulez imaginer votre économie à dix ans, vingt ans, et je sais que vous y travaillez. Vous voulez connaître les besoins de la population, les gisements d'emplois possibles, les filières qu'il serait souhaitable ou de préserver (filiales agricoles), ou de valoriser. Nous ferons ensemble ce travail, et nous aurons là une capacité supplémentaire de croissance et de création d'emplois. Cela vaut pour les énergies, cela vaut pour le tourisme, cela vaut pour l'agroalimentaire, cela vaut pour un certain nombre de productions. Car je vous comprends : pourquoi faudrait-il toujours importer des produits plus cher, que vous pouvez fabriquer ici si vous savez vous organiser en conséquence ? C'est vous qui avez la réponse, et c'est nous qui vous donnerons les moyens de l'organiser.

Il y aura la question de la défiscalisation. J'étais, tout au long de l'après-midi avec Michel, en dialogue avec les acteurs économiques et les entreprises. J'ai entendu leur message. La défiscalisation, elle a son mérite, elle a son rôle à la condition d'en fixer clairement les limites et de donner une durée et une stabilité pour qu'aucun acteur économique ne découvre au bout de quelques mois que ce qui a été promis par l'Etat est déjà remis en cause, comme nous l'avons connu avec le photovoltaïque.

La défiscalisation sur le logement social a pu être un apport, et je le reconnais bien volontiers. Mais ça ne peut pas être un substitut à la politique du logement, qui doit apporter des crédits budgétaires, qui doit apporter une épargne qui doit s'investir ici, et qui doit aussi porter sur d'autres logements que le logement social. Parce que l'accession à la propriété, c'est un droit aussi pour les Martiniquais !

Les entreprises demandaient également une visibilité sur les investissements publics. Il y a du retard par rapport à ce qui avait été promis. Il y a des équipements à engager. Je parlais de ports, mais il y a aussi des équipements en termes de transports routiers et ferroviaires à mener. Nous les ferons ensemble, là aussi. Il y faudra du temps, il y faudra des contreparties, il y faudra de la discussion entre nous. Ce sera dans le contrat. Nous avons le devoir, les uns et les autres, de mobiliser tous les financements possibles. Ils ne sont pas que budgétaires, ils ne sont pas que fiscaux. Est-il acceptable que l'épargne locale ne soit pas investie localement, ici dans votre région ? Ne faudrait-il pas, et je le propose à l'échelle nationale, qu'un livret d'épargne dédié aux petites et moyennes entreprises soit offert au dépôt par les banques, pour que cette épargne soit affectée directement vers l'investissement productif ? Et, de la même manière, quand j'évoque une banque publique d'investissement pour la France, il faut qu'elle ait aussi sa représentation ici pour accompagner les entreprises dans leurs projets de développement et de croissance.

Mais dans le contrat que nous aurons à passer ensemble, il y aura la grande priorité, celle que j'ai choisie comme grande cause de la campagne présidentielle et qui sera le grand sujet du prochain quinquennat, la jeunesse, la réussite de la jeunesse, le droit pour cette génération de vivre mieux que nous alors qu'elle a le sentiment – et pas simplement le sentiment – qu'elle vit tous les jours le déclassement, l'abandon.

Comment pouvons-nous laisser à nos enfants une société où le chômage soit le lot commun, où la précarité soit le destin, où la seule ligne d'horizon soit l'attente d'un emploi avec un contrat à durée déterminée, avec un intérim, qui ne produit aucune capacité de fonder une famille et d'accéder au logement ? Nous devons tout faire pour que la jeunesse de France, la jeunesse de Martinique, ait enfin conscience qu'elle est notre

seul sujet, notre seul devoir, notre seule responsabilité. Moi, je serai le président, si vous m'en donnez le mandat, qui fera que la jeunesse reprendra confiance et espoir dans la société que nous voulons bâtir avec elle ! C'est pourquoi l'école, l'école de la République, sera la première priorité budgétaire. Je ne viens pas ici prétendre que nous aurons toute liberté pour dépenser. Nous avons les contraintes que chacun connaît. Il faut aussi une stabilité des effectifs de la fonction publique. Mais les nouveaux emplois que nous aurons à créer seront dans l'éducation, et d'abord dans l'école primaire. Parce que tout part de la réussite à l'école primaire pour les enfants. Nous ferons en sorte, ensuite, que la formation professionnelle puisse être véritablement un parcours d'excellence, et pas une orientation subie ou un parcours d'échec. Il y aura toutes les formules, de l'apprentissage au lycée des métiers, au contrat d'alternance. Aucun jeune, je dis bien aucun jeune, entre 16 et 18 ans ne doit être sans solution : ou une formation, ou un contrat d'alternance, ou un apprentissage, ou même un service civique, tout sauf le désœuvrement, l'abandon, l'oisiveté. Nous avons aussi à faire qu'ici, il y ait une université qui soit dotée des responsabilités indispensables, université dont vous devrez être fiers parce qu'il y aura là toutes les formations d'excellence.

Mais je sais aussi qu'il y a d'abord la question de l'emploi. Nous avons des formules qui ont été, hélas, écartées par sectarisme par le président sortant et son gouvernement – les contrats aidés, qui ne peuvent pas être une panacée mais qui étaient pour beaucoup de jeunes une solution qui leur permettait de retrouver confiance dans leur parcours. Eh bien, je le dis ici, les emplois, les contrats d'avenir, ce qu'on appelait les emplois-jeunes, seront d'abord pour les quartiers, pour les départements qui sont les plus en difficulté au niveau du chômage des jeunes. Je proposerai, au-delà de ces emplois du secteur associatif ou du secteur

local, un nouveau contrat pour l'Outre-mer, pour les jeunes dans le secteur privé. J'ai ma formule au niveau nationale, le contrat de génération, c'est-à-dire permettre qu'un senior dans l'entreprise puisse être le tuteur d'un jeune, et que l'entreprise qui fait l'effort de garder le senior et d'embaucher un jeune à contrat à durée indéterminée ne paie plus de cotisations sociales sur les deux emplois. Mais j'ai bien conscience que pour l'Outre-mer, avec le nombre de petites entreprises et les difficultés économiques, cette formule peut être adaptée. Donc, il y aura un contrat de professionnalisation pour qu'ici, en Martinique comme dans tout l'Outre-mer, il puisse y avoir une incitation forte pour l'embauche de jeunes dans l'entreprise.

Moi, je ne veux pas qu'une jeunesse au chômage devienne une jeunesse en rupture, une jeunesse marginalisée, une jeunesse reléguée, une jeunesse oubliée, abandonnée. Je sais bien que la violence progresse ici en Martinique, comme en Guadeloupe. Je ne peux pas accepter qu'à l'insécurité économique s'ajoute aussi une insécurité physique. Je ne peux pas admettre qu'une société comme la vôtre, pacifique, humaine, digne, soit une société gagnée par la peur ou par la crainte de conflits sociaux, mais aussi de conflits familiaux. Car quand il y a le désœuvrement, quand il y a le découragement, toutes les ruptures sont possibles. A l'instant, Louis-Joseph disait : il y a peut-être un risque d'explosion. Et Serge ajoutait : oui, une bombe est possible. Eh bien, avant qu'elle n'explose, et cela vaut ici comme ailleurs, c'est à nous et donc à moi de faire en sorte que notre pays et que nos territoires retrouvent la sérénité, la tranquillité et l'espérance.

J'ai entendu aussi votre message de culture. Parce que vous êtes un peuple de culture, c'est-à-dire un peuple qui cherche dans son histoire, dans sa mémoire, à comprendre et en même temps à dominer ce qui a pu, à

un moment, vous dominer et vous soumettre. Vous êtes un peuple de culture parce que vous êtes un peuple de liberté, parce que vous inventez vous-mêmes les outils de votre émancipation. Vous avez une langue, une belle langue, et vous demandez qu'elle soit reconnue. J'ai pris, là encore, l'engagement de faire ratifier la charte des langues régionales, sans craindre que la langue française en soit abaissée ou diminuée. La langue française n'a rien à craindre, la langue française est une langue de liberté, c'est une langue qui se donne au monde, c'est une langue de culture qui s'enrichit de toutes les autres cultures et de toutes les langues qui la constituent.

Oui, j'aurai aussi à reprendre cette belle idée de la Cité des Outre-mers qui avait été lancée là encore par le gouvernement de Lionel Jospin et abandonnée en chemin par ses successeurs. Cité de l'Outre-mer qui rappellera l'histoire, la mémoire, la culture, les productions de l'Outre-mer, qui s'exposera, qui se livrera, parce que vous êtes aussi la vitrine de tout ce qu'un peuple, des peuples, ont pu construire ensemble. S'il faut un ministère de l'Outre-mer, et il en faudra, ce ministère de l'Outre-mer ne sera plus placé auprès du ministère de l'Intérieur. Et je ne dis pas cela pour le ministre de l'Intérieur du moment, qui de toute façon ne sera plus là ! Mais tout simplement parce que l'Outre-mer doit être une politique d'ensemble du gouvernement, et sera donc placé auprès du Premier ministre pour que tout soit fait pour que nous ayons cette relation de confiance et cette relation contractuelle avec les territoires.

Ma conception de l'Outre-mer, c'est le développement solidaire. Le développement, parce qu'il est indispensable, et c'est vous qui avez à le définir, à l'organiser et à le mettre en œuvre en fonction de vos réalités. Et la solidarité, c'est à nous de la porter, non pas par

grandeur d'âme ou générosité, mais parce que nous sommes dans le même ensemble et que nous avons dans notre diversité des droits communs à faire valoir et des intérêts communs à promouvoir. Nous devons montrer de ce point de vue l'exemple qu'une société, la nôtre, qu'un grand pays, la France, sont capables de livrer au rester du monde. Il est vrai que nous sommes héritiers, les uns et les autres, et de façon sûrement différente, des grands principes de la Révolution française et de la République. La liberté, la dignité humaine, la fraternité, et vous y ajoutez l'identité. Nous sommes ensemble et nous resterons autant qu'il sera nécessaire, et le plus longtemps possible et toute la vie durant – en tout cas la mienne – ensemble, vraiment ensemble, et confiants les uns en les autres, capables d'être unis par des liens qui ne sont pas simplement ceux de l'histoire, qui sont ceux du projet que nous porterons ensemble. Etre français, c'est bien sûr se retrouver par naissance, ou par les hasards de la vie quelquefois, ou par la volonté d'y venir ; mais être français, c'est être porté par un projet qui nous dépasse, c'est être une grande Nation qui s'ouvre au monde et qui ne craint en rien de perdre son identité en étant ouverte, solidaire et généreuse.

Chers amis, c'est pour la France, pour cet idéal, pour la République, pour l'égalité, pour la solidarité, pour la reconnaissance de chacun dans le même ensemble, que je suis candidat à l'élection présidentielle. L'enjeu pour ce scrutin qui s'annonce, à peine 100 jours avant le premier tour, c'est bien sûr le changement. Vous l'avez scandé, ce slogan, le changement. Changer, oui, il faut changer. Et je l'ai entendu en faisant quelques pas au milieu de la presse et de la population. J'ai entendu bon nombre d'entre vous ou de ceux qui étaient là me dire : nous n'en pouvons plus, ça n'a que trop duré, vous êtes le changement, nous sommes le changement. Mais il nous faudra changer de président, c'est la condition ! Mais faire bien plus que cela, il nous faudra changer de politique,

changer de méthode, changer de philosophie, changer d'avenir, changer de perspective, oui, changer, changer vraiment. Alors, vous rappeliez – c'était Serge qui le faisait – la venue de François Mitterrand pour une élection, celle de 1974. Il est revenu souvent, et il y a eu bien des dialogues entre François Mitterrand et Aimé Césaire. Et chacun venait avec sa force de caractère, sa culture, s'enrichir l'un de l'autre. Je ne veux pas ici simplement imiter ou répéter. Serge et moi, nous avons chacun notre personnalité. Nous n'avons aujourd'hui que des destins à construire et des projets à faire. Mais c'est vrai que c'est une belle référence. J'ai entendu aussi des déceptions qui ont été rappelées, parce qu'on attend toujours plus de la Gauche que de la Droite, et on a raison ! Et en même temps, la Gauche doit faire bien plus que la Droite, parce que la Gauche doit répondre à des valeurs, à des principes, à une morale. Et donc, vous avez raison d'être exigeants. Et en même temps, j'ai le devoir de vous dire que je ne viens pas multiplier les promesses, que je ne viens pas ici faire des engagements de circonstance. Je viens dire qu'il faudra prendre patience, qu'il faudra avoir une démarche ensemble de responsabilité, qu'il faudra viser le temps long et en même temps répondre aux urgences. Oui, nous allons faire ce changement, et vous allez me permettre ce changement, et vous allez être les militants, les porte-parole de ce changement.

Je veux terminer par un propos qui, finalement, inspire ma campagne. Ce propos est d'Aimé Césaire, qui écrivait : « C'est quoi une vie d'homme ? C'est une lutte entre l'espoir et le désespoir, entre la lucidité et la ferveur. » Et il concluait son propos : « Je suis du côté de l'espérance, mais d'une espérance conquise, d'une espérance, lucide. » Eh bien voilà, il avait trouvé la formule. Je suis le candidat aujourd'hui de l'espérance lucide, et je veux être demain le président qui fera qu'en lucidité, les Français choisiront l'espérance.

Merci pour votre accueil, vive la Martinique et vive la France !

4-Guyane-Discours-16 janvier 2012

Je suis là aussi pour réparer une erreur de l'Histoire. Jamais depuis le début de la Ve République, un candidat socialiste dans le cadre d'une campagne présidentielle n'est venu en Guyane. Même François Mitterrand avait commis cet impair. Cela ne l'avait pas empêché d'être élu ! Mais je me suis dit qu'il valait mieux assurer et faire en sorte que vous, les Guyanais, vous me regardiez aujourd'hui comme candidat pour me voir demain président.

Je voulais être devant vous parce que c'est une question de reconnaissance, de reconnaissance de ce que la Guyane apporte à la France. Sa population d'abord, dont la diversité est une richesse. Sa géographie, qui est un don de la nature qui fait que vous êtes placés là, au nom de la France, sur le continent américain, que vous avez une longue frontière avec le Brésil, qui fait que vous nous représentez dans cette Amérique pour nous permettre de défendre nos intérêts et aussi de coopérer avec vos voisins qui sont nos amis. Et c'est vrai qu'avec le Brésil, nous avons tant de choses qui nous unissent, en particulier sur le plan politique. Car au Brésil, ce sont des présidents de gauche qui se succèdent, et cela a été pour moi une grande rencontre que d'être avec le Président Lula alors qu'il n'était que candidat et qu'il est devenu président deux fois. Ça donne des idées !

Merci pour ce que vous apportez à la France par votre biodiversité, par la qualité de vos paysages, de vos pays, mais aussi parce que vous nous avez permis, Christiane l'évoquait, d'être une grande puissance spatiale et de pouvoir envoyer je ne sais combien de fusées dans l'espace. Oui, merci à la Guyane pour ce qu'elle donne à la France, y compris son énergie, maintenant peut-être du pétrole. Voilà que la France pensait n'avoir que des idées, et grâce à vous elle aura aussi du pétrole !

Mais je viens aussi ici en Guyane pour dire combien vous devez encore servir la France et servir la République. Parce que vous êtes une terre et une population qui donnent une leçon à la République, une leçon de vie, une leçon de respect, une leçon de diversité, une leçon de reconnaissance, de dignité. Vous avez été capables de vivre ensemble, vous les Créoles, fruit du creuset guyanais depuis des siècles, les Amérindiens, les Bushinengés, les Métropolitains, les Chinois, les Vietnamiens, les Libanais, les Syriens, les Haïtiens qui nous ont rejoints. Voilà, vous avez fait, finalement, la preuve que nous pouvions vivre ensemble en étant de parcours différents, d'origines différentes, de situations différentes - et être ensemble dans la République à égalité de droits et de devoirs.

La République vous doit de vous permettre ce développement solidaire auquel vous aspirez. Vous avez de nombreux atouts, ils ont été évoqués. Votre sol contient de l'or, faut-il encore qu'il soit exploité avec respect, mesure, précaution. C'est pourquoi il avait été souhaité qu'il y ait un schéma pour fixer ce qui pouvait être accepté et ce qui ne devait pas l'être. Ce schéma devait à la fois protéger l'environnement, mais permettre aussi l'exploitation économique de cette ressource, l'or.

Une fois que les garanties en matière d'environnement sont obtenues, fixées, ce que vous devez et ce que nous devons vous assurer, c'est d'avoir la retombée financière ici, en Guyane, de l'exploitation d'une richesse qui est la vôtre. Je veillerai donc à ce que par la fiscalité, par les redevances, cette future exploitation du pétrole et les travaux qui précéderont les premiers gisements exploités vous soient retournés en large part.

Vous avez aussi cette capacité d'accueillir une activité spatiale de haute performance. Donc, vous devez en obtenir - et nous veillerons à ce qu'il en soit ainsi - des retombées en termes d'emploi, en termes d'activité, en termes de formation.

Je n'ignore rien de vos difficultés, des problèmes de logement, des problèmes de transport, d'équipements. Vous avez tant à attendre, et en même temps vous n'avez rien à quémander ou à réclamer, si ce n'est vos droits et votre reconnaissance

D'abord pour qu'il y ait plus de moyens dans l'école. Parce que je ne peux pas accepter qu'il y ait de l'illettrisme ici en Guyane, qu'il y ait de la déscolarisation, qu'il y ait des résultats au bac très largement

inférieurs à la moyenne nationale, que beaucoup de jeunes sortent du système de formation sans aucune qualification. Nous mettrons les moyens nécessaires dans l'école de la République pour qu'il y ait la prise en charge dès le plus jeune âge des enfants, qu'ils soient accompagnés vers des parcours professionnalisants, et que des études puissent aussi être données à ceux qui font l'effort de les suivre. Il y a tant, là aussi, de besoins à satisfaire ! Je veux que les enseignants de Guyane puissent être des Guyanais. Je veux qu'il puisse y avoir des médecins formés pour la Guyane. Je veux qu'il y ait des cadres nécessaires pour les entreprises qui travailleront ici en Guyane. Voilà ce que nous avons à faire !

Et puis, nous avons aussi à permettre la professionnalisation, l'entrée dans la vie active par les contrats de génération. Cela veut dire davantage d'emplois-jeunes, davantage d'emplois aidés et un contrat d'insertion pour l'entreprise qui voudra accueillir ces jeunes. Vous avez des capacités considérables, à nous de vous donner les moyens de les développer, de les amplifier, de les faire réussir.

Voilà aussi ce qu'il faudra faire pour la lutte contre l'insécurité. Nous mettrons des moyens supplémentaires, je l'évoquais, dans les quartiers les plus exposés à la violence. Nous ferons en sorte qu'il y ait une recherche de davantage de coopération entre les autorités locales et les autorités de sécurité au nom de l'Etat.

Je veux aussi que vous puissiez avoir une coopération avec les pays qui vous sont voisins. Je prends devant vous un engagement, je l'ai dit en Martinique et je le redis ici en Guyane : si vous voulez participer au nom de la France aux coopérations régionales, vous le pourrez. C'est vous qui, dans toutes les organisations commerciales, culturelles de coopération, c'est vous qui représenterez la France.

Je sais qu'il y a eu un grand débat en Guyane, comme d'ailleurs dans les autres régions d'Outre-mer, pour savoir s'il fallait être dans l'article 73 ou 74 - ce qui pour la population n'était pas si facile. Un choix a été fait, celui de l'article 73. Vous avez une collectivité unique. J'ai l'impression que cela ne se passe pas si facilement. Je leur dis, notamment devant le Président du Conseil général : si cette collectivité veut à un moment prendre, parce que la loi le lui permettra, des responsabilités y compris législatives, cette collectivité les prendra. C'est vous qui déciderez, à chaque étape, de ce que vous devez faire pour votre territoire.

5-Lettre aux français-17 janvier 2012

Je suis candidat à l'élection présidentielle pour redonner à la France l'espoir qu'elle a perdu depuis trop d'années. Les Français souffrent. Ils souffrent dans leurs vies : le chômage est au plus haut parce que la croissance est au plus bas ; la hausse des prix et des taxes ampute leur pouvoir d'achat ; l'insécurité est partout ; leurs emplois s'en vont au gré des fermetures d'usines et des délocalisations industrielles ; l'école, l'hôpital sont attaqués et n'assurent plus l'égalité entre citoyens ; l'avenir semble bouché pour eux et pour leurs enfants ; la jeunesse se désespère d'être maintenue en lisière de la société. Les Français souffrent aussi dans leur âme collective : la République leur paraît méprisée dans ses valeurs comme dans le fonctionnement de ses institutions, le pacte social qui les unit est attaqué, le rayonnement de leur pays est atteint et ils voient avec colère la France abaissée, affaiblie, abîmée, «dégradée».

La dépression économique est là, l'angoisse sociale est partout, la confiance nulle part. J'affirme avec netteté où se situent les responsabilités. Certes, depuis 2008, il y a la crise. Elle est le produit de la mondialisation débridée, de l'arrogance et de la cupidité des élites financières, du libéralisme effréné, sans oublier l'incapacité des dirigeants européens à dominer la spéculation. Il y a surtout les politiques injustes et stériles menées depuis dix ans, les fautes économiques et morales de ce dernier quinquennat. Il y a donc la responsabilité personnelle de celui qui est au sommet de l'Etat depuis cinq ans.

Un mandat se juge sur ses résultats, une politique sur sa cohérence, un caractère sur sa constance. Comme les choses seraient faciles si l'échec devenait une excuse, si l'expérience – même malheureuse – devenait une justification opportune de poursuivre et l'abandon des promesses, une preuve de courage ! Et pourtant, telle est l'ultime contorsion tentée par le président sortant : incapable de trouver une issue à la crise de la zone euro après seize «sommets de la dernière chance» en à peine deux ans, il voudrait qu'on lui laisse encore le temps d'y porter remède, sans qu'il nous indique – hormis la rédaction d'un nouveau traité européen – ce qui serait de nature à le voir réussir là où il a échoué. Impuissant face à la montée du chômage, le voilà qui convoque une ultime réunion avec les partenaires sociaux pour nous dire qu'il faut traiter avec plus de considération les demandeurs d'emploi. Indifférent aux creusements des inégalités après avoir multiplié les indulgences aux plus fortunés, il annonce, comme pour retrouver une soudaine vertu, qu'il taxera les transactions financières sans nous préciser quand – et comment le pourrait-il dès lors que la décision lui échappe dans son exécution ?

La mystification est grossière. Je ne la sous-estime pourtant pas. Une campagne électorale est un moment particulier, où bien des choses peuvent être dites, bien des mensonges proférés, bien des paradoxes présentés comme des vérités de bon sens. J'entends déjà les lieutenants paniqués de Nicolas Sarkozy prétendre que dans la tempête il ne serait pas sage de changer le capitaine. Ce qui prête à sourire quand le navire s'est échoué. Et bientôt, il ne lui restera plus qu'à proclamer qu'il a changé, que les événements l'ont changé, que la fonction l'a changé, que l'échec l'a changé... Posons d'ores et déjà la bonne question à ce sujet : plutôt que de reconduire un président qui aurait tellement changé, pourquoi ne pas changer de président, tout simplement ?

C'est cette responsabilité qui m'incombe. Celle de permettre le changement. Un vrai changement. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser ce qu'aura été ce quinquennat. Disons simplement que ces cinq années auront été la présidence de la parole et, lui, le président des privilégiés. Voilà la page que je veux tourner. Je mesure la difficulté de la tâche qui m'attend si vous m'accordez votre confiance. Le redressement de nos comptes publics comme celui de notre appareil productif sera long. La reconquête de notre souveraineté financière exigera des efforts considérables et surtout de la justice. Le retour de la confiance appellera une politique qui mobilisera les Français autour de l'avenir : l'éducation, la recherche, la culture, la transition énergétique et écologique.

Je sais aussi nos atouts. Nous sommes un grand pays disposant d'immenses savoir-faire, de remarquables entreprises, d'une recherche féconde, de services publics de grande qualité, d'une

démographie dynamique, d'une épargne abondante, d'un attachement profond aux valeurs de la République. Nos ouvriers, nos techniciens, nos ingénieurs, nos chercheurs, nos savants, nos fonctionnaires sont parmi les meilleurs du monde. La productivité de notre travail est une des plus élevées de toutes les économies développées. Notre vie intellectuelle et artistique demeure une des plus riches et suscite toujours l'admiration des peuples.

Cent dix jours nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle. Ce scrutin interviendra dans un contexte que rarement notre pays aura connu depuis le début de la V^e République. La France a pourtant traversé bien des épreuves en un demi-siècle : des crises économiques, de graves mouvements sociaux, de véritables ruptures civiques aussi. Mais en 2012 le choix que vous aurez à faire sera décisif. Décisif, il le sera pour vous, pour vos enfants, pour l'avenir de votre patrie, pour l'Europe aussi, qui attend et espère entendre à nouveau la voix de la France, une France dont elle a besoin pour retrouver un projet et un destin.

Pour la première fois depuis longtemps dans notre histoire nationale, ce choix dépassera, et de loin, les seules questions politiques et partisans. Comme en 1981, comme en 1958, ce qui est en jeu dans cette élection et dans le choix que feront les Français, c'est plus que la seule élection d'un président, plus que la désignation d'une majorité, plus que l'orientation d'une politique : c'est l'indispensable redressement de la Nation. Ce redressement est possible. Pour le réussir, quatre principes m'inspireront.

La vérité : je ne serai pas le président qui viendra devant vous six mois après son élection pour vous annoncer qu'il doit changer de cap, qui reniera ses promesses faisant mine de découvrir que les caisses sont vides. Les Français sont lucides, ils savent que nous aurons besoin de temps, qu'il faudra faire des efforts à condition qu'ils soient partagés ; mais ils préfèrent des engagements forts sur l'essentiel à un catalogue de propositions.

La volonté : il en faudra pour rétablir les comptes publics, pour relancer la croissance, pour soutenir les emplois. Il en faudra pour redonner confiance aux entrepreneurs, aux salariés, aux fonctionnaires, aux chercheurs. Il en faudra pour réduire les inégalités, répartir différemment les richesses. Il en faudra aussi pour réussir la transition énergétique. Il en faudra surtout pour maîtriser la finance.

La justice : la justice, c'est un impôt équitablement réparti selon les capacités de chacun. La justice, c'est une société qui ne tolère aucun privilège. La justice, c'est ne reconnaître que la seule valeur du mérite. La justice, c'est une école qui accorde la même attention à chaque enfant. La justice, ce sont des soins accessibles à tous. La justice, c'est de pouvoir vivre de son travail. La justice, c'est pouvoir profiter d'un vrai repos après des années de labeur. La justice, c'est vivre en paix et en sécurité partout. La justice, c'est une société qui fait sa place à sa jeunesse.

L'espérance : je veux retrouver le rêve français. Celui qui permet à la génération qui vient de mieux vivre que la nôtre. Celui qui transmet le flambeau du progrès à la jeunesse impatiente, celui qui donne à la Nation sa fierté d'avancer, de dépasser ses intérêts et ses catégories d'âge et de classes pour se donner un destin commun, qui nous élève et nous rassemble. Cette espérance n'est pas vaine. Elle est le fil qui renoue le récit républicain.

Je sais que beaucoup d'entre vous se demandent si notre pays a encore le choix de son destin ou s'il est condamné à appliquer un programme décidé ailleurs ou dicté par les marchés financiers. Beaucoup doutent de notre capacité collective à décider de notre avenir, et de notre liberté de nous mettre en mouvement selon nos valeurs et notre modèle social. Beaucoup s'interrogent sur la réalité de notre souveraineté. A tous ces Français, je veux dire : oui, nous pouvons, même dans une économie mondialisée, maîtriser notre destin. Nous le pouvons en comptant d'abord sur nos propres forces, et en agissant au niveau de l'Europe, à condition que celle-ci soit réorientée. Ce sera une des responsabilités principales du prochain chef de l'Etat. Nous sommes capables de nous dépasser chaque fois que nous nous mobilisons sur une cause qui nous rend fiers. La France est un grand peuple, capable du meilleur s'il retrouve la confiance en lui, la confiance en l'Etat et en celui qui l'incarne.

Je veux aussi combattre ce scepticisme qui mine la démocratie, lever ce doute qui ronge les esprits quant à notre capacité à vivre ensemble. Je veux rappeler que la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose. Il peut y avoir des défis incontournables. Il n'y a jamais une seule politique possible pour les relever. Le prétendre est un leurre ; pire, un mensonge. L'élection présidentielle qui vient sera le moment de la confrontation démocratique, celles des idées, des projets, des visions de la France et de l'Europe, des femmes et des hommes aussi. Je n'ignore rien des tentations d'électeurs souvent issus des classes populaires pour l'extrême droite. Ma campagne sera aussi tournée vers eux. Je leur parlerai net. J'entends leur colère et leur désarroi. Et je leur démontrerai que l'extrémisme, outre qu'il n'apporterait aucune solution à leurs difficultés, n'est pas digne des valeurs de notre pays. Plus que l'irréalisme des positions économiques du Front national ou l'illusion d'un repli derrière des barrières devenues des barbelés, c'est la violence sociale et la vindicte ethniciste qui menaceraient la République. C'est un des enjeux de ce scrutin.

Enfin, je respecte profondément toutes les candidatures de la gauche comme celle des écologistes. Elles peuvent marquer des orientations, affirmer des exigences, ouvrir des alternatives, susciter des débats, mais ce n'est pas faire preuve d'une quelconque prétention hégémonique que de penser qu'il sera difficile pour l'une d'entre elles d'être présente au second tour. Dès lors, il me revient d'incarner l'alternance et de permettre le changement. Rien n'est acquis. Beaucoup va dépendre de la gauche, de son esprit de responsabilité, de son courage, de sa cohérence, de son audace. Mais aussi de la force de ma propre candidature. J'aurai à affronter la droite accrochée à son pouvoir et liée aux puissances de l'argent, je resterai proche de vous pour porter une grande ambition collective : celle de renouer avec l'esprit de justice et l'idée de progrès.

Comme il y a trente et un ans, avec François Mitterrand, si nous savons nous en montrer dignes c'est vers nous que les Français vont se tourner le printemps prochain. C'est vers moi qu'ils porteront leurs suffrages et leur confiance, c'est à moi qu'ils confieront la responsabilité de diriger le pays. J'y suis prêt.

6-Nantes-Discours-à l'occasion des biennales internationales du spectacle-19 janvier 2012

Mesdames et Messieurs, je veux d'abord saluer mon ami Jean-Marc Ayrault qui nous accueille ici pour ces Biennales internationales du spectacle. Je salue les organisateurs. C'est devenu un événement majeur, un temps de rencontre, de dialogue, un lieu d'affirmation et de proposition concrète pour le spectacle vivant, et d'une manière générale un débat sur la politique culturelle de la France. Cette manifestation se tient avant une élection importante qui va sûrement justifier la présence d'un certain nombre de personnalités politiques pour dire l'engagement qui doit être le leur pour la culture en France. C'est aussi pour cette raison que je tenais à être ici à Nantes aujourd'hui.

Nantes est devenue une des capitales culturelles de notre pays. Cette collectivité a fait de l'art un vecteur de développement. Elle a joué harmonieusement des géographies, en créant des espaces comme le Lieu unique, en multipliant les commandes aux plasticiens. Il y a beaucoup d'exemples à prendre de Nantes.

Mais je veux aujourd'hui parler de l'enjeu national. Une Nation, c'est la conscience d'avoir accompli de grandes choses ensemble, mais c'est aussi le désir d'en réaliser de nouvelles. La culture est donc un élément constitutif de notre identité, tout en permettant la reconnaissance de toutes les diversités. La culture s'acquiert, se transmet d'une génération à l'autre. Elle fait émerger et subsister, pour les réinventer en permanence, les contours d'une société. C'est pourquoi la culture fait partie du rêve français, de cette grande, cette belle idée qui veut que nous fassions en sorte que la génération qui arrive vive mieux que la nôtre. La culture c'est le lien, le lien entre des individus, entre des classes sociales, entre des pays, entre des générations. La culture est donc au cœur d'un projet politique. Ce n'est pas simplement un élément d'un programme. Ce n'est pas une dimension qu'il faudrait ajouter aux autres politiques. C'est ce qui doit animer la démarche d'un candidat sûrement, d'un président nécessairement.

Je viens parler de la culture dans un moment particulièrement difficile pour l'Europe et pour la France, c'est-à-dire pendant un moment de crise. Une crise qui frappe dur, qui conduit beaucoup de nos concitoyens à lutter chaque jour pour échapper à la spirale de la précarité et au déclassement. Je viens parler de la culture dans un contexte où les Français, beaucoup d'entre eux, sont d'abord préoccupés par l'essentiel : l'emploi, le pouvoir d'achat, l'avenir des enfants. Et pourtant même, et j'allais dire surtout, dans la crise, je dois parler de la culture à ceux et à celles qui en sont le plus éloignés aujourd'hui.

Je viens parler de la culture à un moment où l'Etat, les collectivités publiques, sont dans des contraintes financières lourdes et cherchent des économies, des moyens de redresser les comptes qui ont été dégradés ou de réduire l'endettement. Mais j'affirme ici que l'austérité ne peut pas être aveugle. Un pays attractif, dynamique, enthousiaste, a plus de chance de rembourser sa dette qu'un pays que la vie a subrepticement quitté.

La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend plus indispensable. La culture, ce n'est pas un luxe dont, en période de disette, il faudrait se débarrasser. La culture c'est l'avenir, c'est le redressement, c'est l'instrument de l'émancipation et le moyen de faire une société pour tous. Comme le disait Baudelaire : « le meilleur témoignage que nous puissions donner de notre dignité, c'est la culture ».

La violence de la crise, et j'en fais le constat, n'a pas eu raison de la curiosité, de l'envie de connaître, du besoin de partager, de vivre des émotions. Jamais les Français n'ont ces derniers mois autant fréquenté les musées, les spectacles, les cinémas. Et lorsqu'existe une tentation parfois redoutable de repli sur soi, lorsqu'émerge la peur de l'autre, lorsque le sentiment de déclin peut gagner les esprits, alors nous devons nous tourner vers la culture. C'est elle qui nous élève, qui nous construit, qui nous rassemble.

Dois-je évoquer ici, à la veille d'une élection, le bilan de la politique culturelle du président sortant ? J'hésite à le faire, pas par une sorte d'indulgence — elle ne serait pas comprise — mais pour ne pas me répéter. En définitive, le bilan de la politique culturelle du pouvoir est à l'image du quinquennat. L'Etat assure aujourd'hui moins du quart du financement public de la culture. Le soutien aux équipements de proximité a été négligé. L'enseignement artistique a été délaissé. Les pratiques amateur ont été négligées. Les entretiens de Valois sur le spectacle vivant sont restés sans lendemain. Le Conseil pour la création artistique qui avait été lancé à forts coups de trompette a été un fiasco. Hadopi est devenu un sujet d'affrontement. Les subventions de l'Etat sont partout en recul, qu'il s'agisse du soutien aux lieux ou aux équipes. Le doute s'est installé. Un sigle a fait florès, y compris dans le monde de la culture, la RGPP, qui vient menacer les budgets et les actions au nom d'économies budgétaires qui ne sont pas ici comprises.

J'ajoute que les maisons culturelles à l'étranger ont été sérieusement affectées. Si bien que les villes, les départements, les régions ont pris le relais de l'Etat, soutenant les nouveaux talents, permettant le financement des lieux de diffusion. Et aujourd'hui, quand l'Etat investit un euro dans la culture, ce sont deux euros qui sont apportés par les collectivités locales. Elles ont bien compris, ces collectivités — sans doute mieux que l'Etat — que la culture est l'un des secteurs les plus fertiles en création d'emploi, que c'est un moteur de développement territorial mais aussi économique, social, éducatif ; que les villes, les départements, les régions, en investissant dans la culture, ont considérablement augmenté le potentiel d'attraction des territoires.

Mais je le dis aussi nettement, les collectivités ne peuvent se substituer à une politique nationale. Elles seront elles-mêmes touchées par les contraintes financières. Je ne suis pas favorable à ce que progressivement, l'Etat s'efface et que les territoires s'emparent d'une compétence qui était jusque-là, au moins pour l'orientation de la politique culturelle, celle de l'Etat.

Le désengagement de l'Etat est une rupture brutale avec une tradition, une histoire, un héritage propre à notre pays et qui dépassait souvent les clivages politiques. Il y a eu des affrontements ces trente ou quarante dernières années entre la Gauche et la Droite sur la culture. Mais il y a eu de grands ministres de la Culture de Droite, André Malraux bien sûr, mais pas seulement André Malraux : Edmond Michelet, Jacques Duhamel — je ne veux pas oublier les autres. Mais je veux dire ainsi que la culture a été portée de majorité en majorité, jusqu'à récemment, par la même ambition, la même volonté.

Je sais, même si vous connaissez ma sensibilité — je suis socialiste, pour ceux qui n'auraient pas suivi les différents événements qui se sont produits depuis ces vingt dernières années — que le monde de la culture a des griefs vis-à-vis de la Gauche. Parce qu'elle ne parle pas suffisamment de la culture dans ses programmes — cela m'est revenu. Parce que la Gauche, quand elle est en responsabilité, même si elle s'honore d'avoir fait voter de grandes lois, d'avoir soutenu la création, de l'avoir défendue, n'a pas toujours été vigilante comme il convenait. Je sais qu'il peut y avoir des conflits sur certains territoires entre des élus et des acteurs culturels. C'est la vie ! Mais ce que je veux ici signifier, c'est la culture comme grande ambition nationale, comme étant une force qui doit être capable de dépasser ce qui peut nous opposer.

C'est la raison pour laquelle je réaffirme que la culture doit être une priorité majeure, une ambition commune. Cela doit se retrouver bien sûr dans le budget de la culture. Mais plutôt que de fixer des taux de progression, j'affirme que le budget de la culture sera entièrement sanctuarisé durant le prochain quinquennat. Mais il n'y a pas que le budget du ministère de la Culture, il faut y ajouter toutes les autres dimensions portées par de grands ministères : ministère de l'Education, ministère de l'Industrie pour le numérique, ministère de l'Economie pour la fiscalité, ministère des Affaires étrangères pour l'action culturelle à l'international.

Aussi, si les Français m'accordent leur confiance en mai prochain, ma première volonté sera de restaurer la légitimité du ministère de la Culture pour le faire porter sur ses deux missions essentielles. La proximité avec les artistes, d'abord. C'est le ministère de la Culture qui soutient la création, qui accompagne les artistes, qui les défend, qui leur permet de dialoguer avec force avec les autres ministères sur leurs droits, sur leur rémunération. C'est le ministère de la Culture qui doit garantir la liberté des équipes et simplifier l'exercice des professionnels. C'est lui qui doit défendre le service

public de la culture. Voilà sa mission. Il en a une autre, qui est l'accès du plus grand nombre aux biens culturels, à la culture de tous. Cela passe par la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des institutions culturelles, des territoires, de l'éducation, de l'audiovisuel. Cela passe aussi par des règles fiscales. Et je reviendrai sur la TVA qui a été portée de 5,5 % à 7 % sur les livres comme sur la billetterie. Je rappellerai combien a été précieuse la loi sur le prix unique du livre dont Jack Lang a été l'auteur, parce que c'est aussi un moyen de préserver le réseau des libraires. Nous ne voulons pas la culture pour chacun que certains développent, mais la culture pour tous et partout.

Nous voulons qu'en matière culturelle comme ailleurs, l'équilibre territorial soit la garantie de la justice et de la solidarité. L'aménagement culturel de la France doit être une préoccupation. Il s'agit d'irriguer tous les territoires oubliés, les zones abandonnées de nos régions, les quartiers délaissés de nos grandes villes. Et c'est pourquoi nous avons besoin d'une nouvelle étape de la décentralisation culturelle.

Je l'ai dit, l'Etat doit être le partenaire actif, attentif aux réalités de chaque territoire, mais il doit redéfinir son action pour fédérer les collectivités locales et tous les acteurs et institutions dans une même volonté. Aujourd'hui, notre pays est doté d'un réseau majeur d'institutions, pour le patrimoine, pour la création, pour la diffusion, qui sont des leviers fondamentaux de l'accès de tous aux œuvres, pour le soutien de l'émergence, pour favoriser la multiplication des lieux et des formes de diffusion. Mais plus que de nouveaux équipements, nous avons besoin de moyens pour les faire fonctionner correctement. Et c'est ce contrat-là qui devra être passé entre Etat, collectivités locales et institutions culturelles.

L'accès de tous à la culture, c'est aussi et c'est surtout l'éducation, l'éducation artistique et populaire. La démocratisation relève de l'école, de la formation, et demande des politiques de long terme. Je lancerai, si les Français m'en donnent mandat, un plan national d'éducation artistique, piloté par une instance interministérielle, doté d'un budget propre, rattaché au Premier ministre. L'objectif est que nos enfants puissent bénéficier d'une éducation et d'un apprentissage artistiques tout au long de leur vie scolaire, de la maternelle jusqu'à l'université. Les pratiques amateur, essentielles à la démocratisation de la culture, devront être encouragées et valorisées. Et si nous parvenons à installer dès le plus jeune âge le sens et l'amour des découvertes, détachés de l'obsession du matériel, alors quelque chose de fondamental sera acquis.

Cela suppose que l'éducation culturelle et artistique ait une place prépondérante dans les concours de recrutement, dans la formation initiale des enseignants, qui devra être rétablie, dans la formation continue. Il conviendra de faire davantage place aux artistes dans les établissements scolaires. Enfin, l'histoire de l'art doit devenir une discipline à part entière, avec ses concours de recrutement.

Je veux évoquer le spectacle vivant. Vous êtes nombreux à y travailler, ici. J'indique que je soutiendrai, j'encouragerai le théâtre, l'opéra, la danse, le cirque, la musique. Le spectacle vivant, s'il n'est pas soutenu par la puissance publique, se retrouve démuné, livré à ses propres ressources, celles du talent, de l'initiative, celles de la volonté, de la persévérance qui souvent, hélas, ne se suffisent plus à elles-mêmes. L'Etat doit donc créer les conditions du succès, de la réalisation du spectacle vivant. S'il n'y a jamais eu en France aussi peu de représentations par spectacle, il n'y a jamais eu autant de spectateurs. Ils étaient plus de 15 millions l'année dernière. Ce sont donc les moyens dans la durée qui font défaut. Et c'est ce qui doit changer. Je me suis engagé il y a déjà plusieurs années, je l'ai rappelé en Avignon cet été, à faire voter une loi d'orientation sur le spectacle vivant. Cette loi d'orientation fixera les objectifs, sécurisera les financements et mobilisera tous les partenaires. Il y aura un grand débat, avant son adoption, avec l'ensemble de la profession.

Parallèlement, je reprendrai le chantier du Centre national de la musique, pour en faire un outil au service de la diversité culturelle et de l'ensemble du spectacle vivant, et pas seulement de la musique enregistrée. Renforcer le soutien et la création, c'est aussi considérer le travail de l'artiste, sa formation, sa rémunération, ses besoins en termes de lieux de répétition, d'ateliers, sa présence, son inscription dans la Cité. C'est aussi lutter contre la précarité du métier. C'est retrouver la durée, le temps de l'élaboration d'un projet artistique. A cet égard, la question des intermittents du spectacle et du financement de leur régime reste posée. Elle renvoie au statut de l'artiste en général, qui n'est pas toujours bien réglée. La convention Unedic en vigueur, et donc ses annexes 8 et 10, arrivent à

échéance fin 2013. C'est loin, fin 2013 – surtout quand on regarde mai 2012. Et en même temps, c'est tout près. Et donc, il conviendra de préparer dès 2012 le rendez-vous. Le prochain ministre de la Culture devra être en position de médiateur et d'accompagnement pour le règlement, je l'espère définitif, de cette question.

Je veux aborder maintenant une question qui revient de manière lancinante et légitime dans nos débats : la révolution numérique. Internet est un formidable espace de liberté et de diffusion. C'est une fenêtre ouverte sur le monde, et de nombreux Français accèdent à la culture parfois par hasard, par ce biais. Cette « culture à domicile » ne doit pas être considérée comme une menace, mais bien au contraire comme un levier, si nous savons l'utiliser, de diffusion et de partage du savoir. La numérisation des biens littéraires et artistiques constituera un dossier important du prochain quinquennat, parce que ce sera un facteur de croissance et d'émergence d'un nouveau modèle économique. Bien sûr, la révolution numérique impose un changement, pour que la création obtienne la rétribution à laquelle elle a le droit de prétendre et pour que le plus grand nombre puisse accéder par Internet aux biens et à la culture. La loi Hadopi a voulu pénaliser des pratiques. Pour quels résultats ? Les artistes ont-ils gagné quoi que ce soit en termes de reconnaissance et de rémunération ? Cette loi a-t-elle rapporté un sou à la création ? En revanche, elle continue de faire débat. Et c'est un sujet permanent d'affrontement entre le monde de la création et le public. Nous ne pouvons pas accepter cet affrontement. Il est dangereux. Il est même grave, car il ne peut pas y avoir de coupure entre les créateurs et leur public. Le public a besoin de créateurs et les créateurs, de public. Nous devons donc essayer de régler cette question de manière, autant qu'il est possible, consensuelle et durable.

Je ferai donc voter une loi qui signera l'acte 2 de l'exception culturelle française. Elle sera élaborée en lien étroit avec tous les professionnels du monde de la culture. Nous éviterons les affrontements et nous chercherons les solutions. Ma proposition repose sur deux idées, deux principes : développer l'offre culturelle légale sur Internet en simplifiant la gestion des droits et imposer à tous les acteurs de l'économie numérique une contribution au financement de la création artistique. Nous ne parviendrons pas à une juste rétribution de la création immatérielle si nous n'y associons pas ceux qui en profitent le plus directement, c'est-à-dire les fournisseurs d'accès et les fabricants de matériel. Je rappellerai autant de fois que nécessaire que les créateurs doivent être rémunérés pour leurs œuvres. La lutte contre la contrefaçon commerciale sera donc maintenue et je veillerai à faire respecter le droit moral, pilier des droits d'auteur, et à garantir la chronologie des médias.

Pour résumer mon point de vue, mais aussi mon engagement, il n'y a pas de solution simpliste. Nous devons agir dans la concertation et trouver la solution, elle existe, qui assurera le financement de la création ainsi que la plus large diffusion des œuvres à tous les publics. Je refuse le simplisme, mais aussi la facilité qui consiste, selon les salles ou les publics, à dire tout et le contraire – cela peut arriver. Ce que je sais, c'est que nous ne trouverons l'issue que si nous sommes capables de trouver l'équilibre entre le droit de tous à accéder aux œuvres et le droit des auteurs à être rémunérés.

Je veux terminer sur une grande question, souvent oubliée, et qui pourtant fonde notre fierté : la culture dans le monde, la culture française dans le monde. Au 21^{ème} siècle, un pays comme le nôtre ne rayonne plus simplement par son économie ou par sa force, mais par la diffusion de ses arts, de sa culture, de sa création. L'exception culturelle française demeure. Elle est même une chance, un atout, pas simplement pour nous-mêmes, mais pour l'Europe et pour le monde. Je suis à Nantes, ici, ville dirigée par Jean-Marc Ayrault, qui peut être fier qu'une compagnie de théâtre de rue comme Royal de Luxe soit l'invitée officielle de l'Allemagne pour fêter le 20^{ème} anniversaire de la chute du mur, de l'Argentine pour célébrer l'anniversaire de l'indépendance du pays ou du Mexique pour commémorer sa révolution. Je me demande même s'il ne faudra pas faire venir Royal de Luxe le 6 mai ! Mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la France est attendue, que la France ne s'exporte pas simplement par ses biens ou par ses capitaux, mais par la qualité de son message, la force de sa création, la promotion de ses idées. D'où l'importance d'un réseau culturel français dans le monde – et je regrette qu'il se soit affaibli. Le redressement de notre diplomatie - car c'en est une - culturelle doit être une priorité. Le budget des actions culturelles françaises à l'étranger a été réduit dans des proportions considérables, dont beaucoup n'ont pas idée. En Afrique, en Amérique latine, des instituts culturels ferment purement et simplement, ou d'autres ne peuvent plus assurer leurs missions. Autre symptôme du mal, la direction générale du quai d'Orsay en charge des réseaux culturels et de la coopération a été

fusionnée avec la direction économique. C'est tout dire, comme symbole ! Comme si la culture n'était qu'un produit commercial parmi d'autres. Je considère que la France est forte et rayonnante quand sa culture est capable de s'ouvrir aux autres, d'accueillir d'autres, et notamment les artistes étrangers. Et il m'est insupportable de constater que la politique des visas du ministère de l'Intérieur aboutit à ce que des artistes ne puissent plus venir en France jouer, manifester, créer.

Une dernière réflexion sur l'Europe, cette Europe que l'on regarde avec affliction, avec peine, tant elle est incapable de lutter efficacement contre la spéculation, mais une Europe que l'on aime au-delà de tout, de sa monnaie, de ses finances et de ses dettes souveraines. Que l'on aime parce que c'est notre espace, ce sont nos références, c'est notre histoire, c'est notre avenir. La grandeur de l'Europe, ce sont aussi des références que nous avons tous à l'esprit : les pages de Proust sur Venise, la visite de Stefan Zweig dans l'atelier de Rodin, tous ces paysages que nous connaissons sans avoir pourtant toujours eu leur réalité en face et qui, pour nous, sont des symboles de création, de connaissance, de lieux culturels. Nous avons une histoire en partage. Cette histoire, nous devons lui donner un avenir. C'est pourquoi je proposerai que nous puissions inscrire dans le cahier des charges de tous les établissements culturels nationaux la création, chaque année, d'une programme européen, d'un échange européen, la capacité de créer ensemble, en Europe.

Voilà ce que j'étais venu vous dire en cette matinée à Nantes, vous présenter non pas mes propositions sur la culture, mais mon projet pour la France. J'ai entièrement consacré cette campagne, dans le contexte que vous savez, à la réussite de la jeunesse, à l'idée que nous devons tout donner, tout concentrer sur la génération qui vient. C'est elle qui nous permettra non seulement de nous redresser économiquement, mais qui nous donnera la force qui nous assurera la reprise de ce récit républicain, de ce rêve français qui fait que nous donnons une confiance dans le progrès, dans l'égalité, dans l'émancipation humaine à toutes celles et à tous ceux qui sont français, et aux autres.

La France ne changera pas sans vous, vous les acteurs, vous les intervenants, vous les créateurs. Elle ne se redressera pas sans vous parce que vous êtes les forces vives, parmi d'autres, du pays. La culture est l'un des domaines les plus fertiles en création de richesse, pas seulement matérielle, en termes de création d'emploi. Il y a dans l'ensemble des métiers culturels plus de salariés que dans l'automobile. Je veux défendre l'automobile, mais je veux aussi promouvoir la culture – et pas simplement la culture de l'automobile !

La culture est aussi un élément de notre industrie, au moment où nous parlons à juste raison de la réindustrialisation du pays, de la mutation qu'il faut accomplir, de la capacité qui doit être la nôtre d'être plus forts dans la compétition sans qu'il soit besoin de mettre en cause des droits sociaux ou le coût du travail. La compétitivité, ce n'est pas simplement une affaire économique, c'est une affaire de société. Et la culture, avec ses industries, contribue à notre vitalité et à notre présence à l'étranger.

Enfin, la France ne se redressera pas sans sa jeunesse, qui espère tant dans la culture et dans sa force créatrice. Permettez-moi juste une anecdote. Je visitais à Pierrefitte, il y a quelques jours, en Seine-Saint-Denis, une association qui accueillait des élèves décrocheurs – vous savez, ces élèves qui quittent l'école avant la fin de l'obligation scolaire, qui n'en peuvent plus, qui vivent l'échec trop durement pour rester dans l'institution qui devrait pourtant leur donner la promotion et la fierté d'apprendre. Un de ces jeunes me disait qu'il avait trouvé dans cette association non seulement l'accompagnement scolaire qu'il était venu chercher (il avait été exclu pour son comportement), mais que ce qui l'avait surtout fait changer, c'était l'atelier de théâtre dans lequel il s'était inscrit et qui lui avait permis de trouver confiance en lui, la découverte des arts et la compréhension du monde. Voilà, la culture c'est aussi et c'est toujours un facteur d'émancipation, de fierté, de reconnaissance, d'élévation.

Et donc, si je mets la culture aussi haut, c'est parce que je mets la jeunesse en premier. C'est avec son intelligence, son ardeur, sa vitalité que nous réussirons. La France doit changer. Je ne vous dirai pas de quoi, je ne vous dirai pas de qui, je vous dirai simplement qu'elle doit changer. Cela va bien plus loin que le choix d'un homme ou d'une femme. C'est le choix, aussi, d'une politique, d'une vision, d'une ambition, d'un esprit. C'est le choix, aussi, d'une manière d'être ensemble, de partager des valeurs, de se donner un espoir plus grand que nous, de nous dépasser.

Voilà pourquoi la France doit changer : pour être, finalement, davantage elle-même, être digne de sa culture, de son histoire, du respect que partout dans le monde elle inspire aux amoureux de la liberté. Voilà pourquoi je suis ici, en amoureux de la liberté, en amoureux de la France et en amoureux de la culture !

Merci.

7-Le discours de François Hollande au Bourget-22 janvier 2012

Mes chers amis, vous qui êtes ici, vous qui me regardez de loin, de plus loin même, je suis venu vous parler de la France, et donc de la République. Je suis venu vous parler de la France qui souffre, mais aussi de la France qui espère. Je suis venu vous parler de la France d'aujourd'hui – une page est en train de s'effacer – et de la France de demain – nous sommes en train de l'écrire. Je suis venu vous parler de la France que nous allons construire le 6 mai. Je le fais ici en Seine-Saint-Denis, ce département aux multiples couleurs, le plus jeune de France, qui accumule tant de difficultés, et qui en même temps recèle tant d'atouts.

Chacune, chacun, ici, plus loin, en métropole, en Outre-mer a son histoire, ses racines, son parcours, ses préférences, sa singularité. Mais nous appartenons à la même Nation, avec ses valeurs, ses principes, sa culture, sa langue, ses institutions et nous aspirons donc au même avenir. L'enjeu de cette campagne qui commence, n'allez pas le chercher dans un affrontement partisan. L'enjeu de cette campagne va bien au-delà de nous, de la Gauche. L'enjeu de cette campagne, à trois mois du premier tour, c'est la France. C'est la France, toujours.

Devant vous rassemblés, foule nombreuse, des milliers, je ressens une profonde émotion, celle d'exprimer votre conviction, votre volonté, votre espérance. Je mesure la fierté d'avoir été désigné par des primaires citoyennes comme candidat à l'élection présidentielle. J'ai conscience de la tâche qui est la mienne : incarner le changement, faire gagner la Gauche et redonner confiance à la France.

Nous sommes ici, mes chers amis, pour changer le destin de notre pays. Je suis prêt à assumer cette responsabilité et donc à vous dire quelle est ma conception de la présidence de la République, et ce qui justifie que je me présente aujourd'hui. Quelle est la plus grande mission que de présider la République française ?

Présider la République, c'est se dévouer à l'intérêt général, dont toute décision doit procéder. C'est éprouver la France par sa raison et dans son cœur. C'est prolonger l'histoire de notre pays, qui vient de loin, avant la République, avec la République, et qui a souvent, si souvent éclairé l'histoire du monde. C'est se situer à cette hauteur. C'est s'en montrer digne, partout, en tout lieu et dans tous les actes qu'exige la fonction présidentielle.

Présider la République, c'est préserver l'Etat, sa neutralité, son intégrité, face aux puissances d'argent, face aux clientèles, face au communautarisme. Présider la République, c'est être viscéralement attaché à la laïcité, car c'est une valeur qui libère et qui protège. Et c'est pourquoi j'inscrirai la loi de 1905, celle qui sépare les Eglises de l'Etat, dans la Constitution.

Présider la République, c'est refuser que tout procède d'un seul homme, d'un seul raisonnement, d'un seul parti, qui risque d'ailleurs de devenir un clan. Présider la République, c'est élargir les droits du Parlement. C'est reconnaître les collectivités locales dans leur liberté. C'est engager un nouvel acte de la décentralisation. C'est promouvoir les partenaires sociaux. C'est reconnaître leur rôle dans la Constitution. C'est faire participer les citoyens aux grands débats qui les concernent, et le premier sera l'avenir de l'énergie en France.

Présider la République, c'est choisir les femmes, les hommes qui gouverneront la France en respectant leurs compétences, et d'abord celles du Premier ministre. Présider la République, c'est accepter de partager le pouvoir de nomination aux plus hautes fonctions. C'est aussi ne pas nommer le président ou les présidents des chaînes ou des radios du service public audiovisuel et laisser cette mission à une autorité indépendante.

Présider la République, c'est démocratiser les institutions. Et j'introduirai le non-cumul des mandats pour les Parlementaires, une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale, la parité dans l'exercice des responsabilités et le droit de vote des étrangers aux élections locales, sans rien craindre pour notre citoyenneté, pour la cohésion du pays, en mettant de côté les peurs, les frilosités et les conservatismes.

Présider la République, c'est faire respecter les lois pour tous, partout, sans faveur pour les proches, sans faiblesse pour les puissants, en garantissant l'indépendance de la justice, en écartant toute intervention du pouvoir sur les affaires, en préservant la liberté de la presse, en protégeant ses sources d'information, en n'utilisant pas le renseignement ou la police à des fins personnelles ou politiques. Présider la République, c'est être impitoyable à l'égard de la corruption. Et malheur aux élus qui y succomberont ! Présider la République, c'est rassembler, c'est réconcilier, c'est unir, sans jamais rien perdre de la direction à suivre. C'est écarter la stigmatisation, la division, la suspicion, les oppositions entre Français, ceux qui seraient là depuis toujours, ceux qui seraient là depuis moins longtemps.

Présider la République, c'est élever et ne jamais abaisser. Présider la République, c'est être ferme, ferme y compris à l'égard de l'immigration clandestine et de ceux qui l'exploitent. Mais c'est traiter dignement les étrangers en situation régulière et ceux qui ont vocation à l'être sur la base de critères objectifs. C'est accueillir les étudiants étrangers qui veulent apprendre dans notre pays pour enrichir le leur et qui font rayonner la France. Et aucune circulaire ne doit empêcher de circuler les étudiants, les savants, les artistes qui viennent ici pour donner le meilleur d'eux-mêmes.

Présider la République, c'est porter les valeurs de la France dans le monde. C'est considérer les autres peuples pour qu'ils nous estiment en retour. C'est s'abstenir de faire la leçon, y compris sur leur place dans l'histoire. C'est ne jamais transiger avec les fondements du génie français, qui sont l'esprit de liberté, la défense des droits de l'homme, l'attachement à la diversité culturelle et à la francophonie, la belle langue de France parlée par d'autres que des Français. Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris. Présider la République, c'est utiliser notre siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies pour acter le départ de ceux qui écrasent leur peuple, comme Bachar el-Assad en Syrie. C'est inlassablement contribuer à la paix au Proche-Orient.

Mais Présider la République, c'est savoir aussi prendre des décisions difficiles, pas simplement à la suite d'un drame. Je pense à nos morts en Afghanistan, auxquels je veux rendre hommage ici, avec émotion, avec dignité, avec respect, comme aux blessés qui souffrent dans leur chair. Je pense à leurs familles dans la peine. Je les ai écoutées. Je pense à leurs proches qui s'interrogent. Ces hommes assassinés faisaient leur devoir. Leur sacrifice suscite le respect de la Nation toute entière. Mais il faut aussi avoir la lucidité d'affirmer, au-delà du dévouement des hommes là-bas pour leur pays, que notre mission est terminée. Elle avait été engagée il y a plus de dix ans par Lionel Jospin et Jacques Chirac dans un but précis, qui était de répondre à l'attaque terroriste sur les Etats-Unis. Je l'avais pleinement approuvée. Et bien aujourd'hui, cette mission est achevée. Il est donc temps de décider le retrait qui s'impose, et je l'ai décidé de longue date. J'en assumerai donc, si les Français m'en donnent mandat, toute la responsabilité. J'en préviendrai nos alliés et je ferai en sorte que ce retrait se fasse en bon ordre, sans en aucune façon menacer la vie de nos soldats.

Présider la République enfin, c'est donner le meilleur de soi-même, sans jamais attendre en retour récompense ni même reconnaissance. C'est être ambitieux pour son pays et humble pour soi-même. C'est se donner pleinement, entièrement à la cause que l'on a choisie, la seule cause qui vaille : servir la France. Présider la République, c'est mettre toute la puissance de l'Etat au service des citoyens. C'est donner l'exemple, y compris dans son comportement et pour sa propre rémunération. Et je ne dis pas cela par facilité ou par commodité ou pour plaire, mais tout simplement parce que ce doit être un principe. Je réduirai de 30 % les indemnités du Président et des membres du gouvernement, tout simplement pour donner l'exemple au moment où, précisément, des efforts sont demandés à nos concitoyens.

Présider la République, c'est à cette fonction que je me suis préparé. J'en sais la grandeur, la dureté. Je veux le faire en étant digne de votre confiance et en restant fidèle à moi-même. Tout dans ma vie m'a préparé à cette échéance : mes engagements, mes responsabilités, mes réussites, mes épreuves. J'ai toujours suivi la ligne que je m'étais fixée.

Je suis socialiste. La Gauche, je ne l'ai pas reçue en héritage. Il m'a fallu décider lucidement d'aller vers elle. J'ai grandi en Normandie dans une famille plutôt conservatrice. Mais cette famille m'a donné la liberté de choisir, par son éducation. Je remercie mes parents. Mon père, parce qu'il avait des idées

contraires aux miennes et qu'il m'a aidé à affirmer mes convictions. Ma mère, parce qu'elle avait l'âme généreuse et qu'elle m'a transmis ce qu'il est de plus beau : l'ambition d'être utile.

La Gauche, je l'ai choisie, je l'ai aimée, je l'ai rêvée avec François Mitterrand dans la conquête. La Gauche, je l'ai défendue fermement dans ses réalisations : celles de 1981, celles de 1988. La Gauche, je l'ai servie comme élu de la République, comme député. La Gauche, je l'ai dirigée avec Lionel Jospin, quand nous gouvernions ensemble le pays avec honneur et j'en revendique les avancées. Aujourd'hui, c'est moi qui vous représente. C'est moi qui porte votre espoir. C'est moi qui porte l'obligation de gagner. C'est moi qui vais dans ce combat vous conduire à la victoire, celle que vous attendez depuis trop longtemps, dix ans déjà. Dix ans qu'une droite s'est installée au pouvoir et qu'elle a défait ce que nous avons construit.

Chers amis, laissez-moi vous en dire davantage. Je suis un élu de la France rurale où les agriculteurs démontrent l'excellence de leur travail sans en recevoir le revenu qu'ils méritent. Je suis de ce Limousin, de cette Corrèze où j'ai tant appris. J'ai été maire de Tulle, une ville petite par la taille, à peine 17 000 habitants, mais grande par l'histoire. Tulle a été une cité de la Résistance. Elle a souffert le martyr : 99 pendus, 200 déportés le 9 juin 1944, emportés par la barbarie nazie. Chaque année, ce 9 juin, un cortège s'ébranle dans les rues de ma ville pour rappeler la mémoire des suppliciés. Une guirlande est accrochée au balcon, là où un corps sans vie se balançait lentement. J'ai leur nom dans la tête. Ce sont mes héros. Je ne les oublierai jamais. Ils me font avancer. Ils me rappellent à chaque moment la belle leçon d'humanité de ceux qui ont sacrifié leur vie, leur vie pour notre liberté. Ces résistants n'ont pas eu de célébrité, pas de récompense, pas de médaille. Ils ne cherchaient rien, ils ne demandaient pas des bonus ou des stocks-options pour leurs actions. Ils étaient des hommes, des femmes fiers. Ce n'était pas l'ambition ou la cupidité qui les animaient. Ceux-là ont sauvé notre honneur parce qu'ils croyaient d'abord dans les valeurs de la France. Et bien c'est leur lutte qui m'éclaire aujourd'hui.

Je suis président d'un Conseil général, celui de la Corrèze. Un département célèbre pour ses personnalités politiques, mais qui est exigeant. Celui qui réussit à obtenir son soutien a au moins des qualités de cœur, même s'il n'a pas toujours raison. Rien ne m'a été donné. Ce que j'ai arraché, je l'ai conquis et je l'ai fait fructifier. J'ai déclaré ma candidature à l'élection présidentielle il y a presque un an. J'ai réussi à convaincre les électeurs des primaires citoyennes, quand bien peu imaginaient mon succès à l'origine. J'ai veillé, au lendemain de cette consultation, à rassembler tous ceux qui s'y étaient présentés, et je les salue avec affection, comme je salue Martine Aubry qui nous a permis de nous retrouver tous ensemble, et Jean-Michel Baylet qui nous apporte aussi les Radicaux de gauche.

Chers amis, si j'en suis là, c'est le fruit de cette obstination. Le hasard n'y est pour rien. C'est un aboutissement. Vous me connaissez, certains, depuis longtemps, trente ans. C'est un bail qui récompense, pour les uns et pour les autres, une fidélité et une ténacité. C'est vrai que je ne m'exhibe pas, je reste moi-même, c'est ma force. Ce que vous voyez ici, c'est ce que je suis. Je veux conquérir le pouvoir, mais je ne suis pas un vorace, je veux simplement le mettre au service des Français. Le pouvoir, j'en sais la nécessité, l'utilité, et j'en connais les dérives. Je suis placide avec ces choses, j'ai fait de l'engagement ma vie entière. J'ai sacrifié beaucoup. J'ai donné, j'ai reçu du temps, du travail, des coups, mais j'ai une cohérence, je m'y tiens, je suis constant dans mes choix. Je n'ai pas besoin de changer en permanence pour être moi-même. J'ai conscience que l'Etat, pour être efficace, appelle une direction sûre à sa tête, mais qu'il n'y a pas de réussite possible si celui qui est à la tête du pays, précisément, n'associe pas les autres, ne mobilise pas les intelligences, ne gagne pas le meilleur de ce qu'il y a dans chacun d'entre nous, ne fait pas entendre la voix du rassemblement, de la réconciliation et de l'apaisement. Je n'aime pas les honneurs, les protocoles et les palais. Je revendique une simplicité qui n'est pas une retenue, mais la marque de l'authentique autorité.

Je vais vous confier mon secret, ce secret que j'ai gardé depuis longtemps mais que vous avez sans doute découvert : j'aime les gens, quand d'autres sont fascinés par l'argent. Je prends chaque regard comme une attente, chaque visage comme une curiosité, chaque poignée de main comme une rencontre, chaque sourire comme une chance.

Je connais l'Etat pour en être issu et pour l'avoir servi de multiples façons. Certains me reprochent de n'avoir jamais été ministre. Quand je vois ceux qui le sont aujourd'hui, cela me rassure ! Ce sont les

mêmes qui reprochaient en son temps à François Mitterrand de l'avoir été onze fois ! Et dois-je rappeler, en gardant la comparaison, que Georges Clémenceau ne devint ministre et président du Conseil qu'à 65 ans ? Mais je n'attendrai pas jusque-là, je vous le promets ! Je sais aussi que l'Histoire peut être tragique, que rien n'est jamais acquis, que tout ce que l'on croit irréversible, inaltérable, inattaquable peut être à tout moment atteint en son cœur. La crise, le fanatisme, le terrorisme, sans oublier les catastrophes naturelles : nous ne sommes jamais en paix. Le cours de l'Humanité n'est pas tranquille. Il connaît d'inexplicables assèchements, et parfois d'impensables débordements. L'homme d'Etat doit se préparer à tout, c'est-à-dire au pire, et toujours rester vigilant, poursuivre inlassablement le combat qui est le sien pour le progrès, pour la dignité humaine, pour la démocratie, ne pas se laisser détourner pas les mouvements d'humeur, par les modes, par les contournements de l'Histoire, tenir son cap. Je suis un optimiste de la volonté. Je crois que le meilleur est possible, qu'un peuple réuni autour d'un projet commun construit sa propre histoire. Je suis convaincu que les Français attendent aujourd'hui une direction forte, un rassemblement sur l'essentiel, et surtout de la part de celui qui doit les conduire, une considération, un apaisement, un respect, une confiance.

La confiance est un mot qui ne figure pas dans les lois ou dans les règlements, qui ne coûte rien mais qui peut rapporter beaucoup. Elle commande beaucoup de choses. Elle ne résout rien par elle-même, mais elle autorise tout si on sait la saisir. Et c'est pourquoi je veux redonner confiance aux Français.

Deux grandes dates ont marqué ma vie politique, l'une violente, le 21 avril 2002, une blessure que je porte encore sur moi, j'en ai la trace, ce soir terrible ou l'extrême droite, faute de vigilance et de lucidité face à la menace, face à la dispersion, met la Gauche hors-jeu et permet à la Droite de s'installer pour dix ans. J'en ai tiré toutes les leçons. Moi, je ne laisserai pas faire, je ne laisserai pas les ouvriers, les employés, aller vers une famille politique qui n'a jamais rien fait pour servir les intérêts de ces classes-là. Je ne laisserai pas un parti caricaturer les problèmes sans jamais apporter la moindre solution crédible. Je ne laisserai pas une formation politique se présenter comme la voix du peuple alors qu'elle veut simplement se servir de lui. Je ne laisserai pas s'éloigner au nom de la France des citoyens, nos amis, qui peuvent penser que l'ennemi est ici, qu'il a une couleur et une religion, ce qui serait contraire aux principes mêmes de notre République. Je ne laisserai pas utiliser la colère et la détresse pour mettre en cause la République, la construction européenne et les droits de l'homme. Je ne laisserai pas une formation politique réclamer le rétablissement de la peine de mort. Je me battraï, je me battraï jusqu'à mon dernier souffle pour conjurer ce risque et pour éviter que l'élection présidentielle soit tronquée. Parce que ce qu'attendent une grande majorité de nos concitoyens, c'est finalement le choix entre la Gauche et la Droite, c'est-à-dire le choix le plus clair pour permettre à notre pays de faire véritablement la décision.

L'autre date qui reste gravée dans ma mémoire est plus heureuse, c'est le 10 mai 1981. J'avais 26 ans. Je sais ce qu'elle a représenté pour tous ceux qui avaient attendu pendant des décennies, si longtemps donc, ce moment, l'alternance enfin, le bonheur de la victoire. Il y a eu bien sûr d'autres succès pour la Gauche : 1988, 1997, mais ils ne pouvaient pas avoir la même portée. Et pour autant, je ne veux pas verser dans la nostalgie. L'épopée de la Gauche ne peut pas se réduire à des moments exceptionnels : 1936, 1981. Moi, je veux installer la Gauche dans la durée, et si je suis candidat, c'est pour renouer le fil, pour poursuivre la marche, pour mettre en accord la Gauche avec la France. Je veux, amis ici et au-delà, voir votre bonheur le 6 mai, la joie, je veux voir la joie de la conquête, l'enthousiasme de l'audace, et en même temps les débordements de la liberté. Je veux gagner avec vous le droit de présider la France.

Je connais bien notre pays, je l'ai parcouru, sillonné tant de fois, sans jamais me lasser de le découvrir. Je connais ses villes qui changent, qui créent, qui entreprennent, ses espaces façonnés par le travail patient de nos agriculteurs, son espace maritime travaillé par les pêcheurs, ses lieux de production où l'intelligence des salariés se conjugue avec la compétence des ingénieurs. Je n'ignore rien non plus de nos villages où le silence s'est fait et où la vie s'est retirée, je n'ignore rien de ces quartiers de relégation où se mêlent la colère, le désespoir et malgré tout le talent et la volonté de réussir. C'est cette France que je veux avec vous servir.

Comme vous, je connais la gravité de l'heure que nous vivons. Une crise financière déstabilise les Etats, des dettes publiques énormes donnent aux marchés tous les droits. L'Europe se révèle incapable de protéger sa monnaie de la spéculation. Notre propre pays est confronté à un chômage record et

s'enfonce dans la récession autant que dans l'austérité. Le doute s'est installé. Je le mesure chaque jour. Il se charge en défiance envers l'Europe et même envers la démocratie. Il se transforme en indignation devant l'injustice d'un système, l'impuissance d'une politique, l'indécence des nantis. Il dégénère en violence privée, familiale, sociale, urbaine, avec cette terrible idée qui s'est installée, qui se diffuse dans notre conscience collective : la marche vers le progrès se serait arrêtée, nos enfants seraient condamnés à vivre moins bien que nous. Eh bien, c'est contre cette idée-là que je me bats. Voilà pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle. Je veux redonner confiance aux Français dans leur vie : la France a traversé dans son histoire bien des épreuves, bien des crises, des guerres, des révolutions, elle les a toujours surmontées, toujours en refusant l'abaissement, la résiliation, le repli, jamais en succombant au conformisme, à la peur, à la loi du plus fort, mais en restant fidèle aux valeurs de la République, en allant puiser en elle-même le courage pour accomplir les efforts, pour défendre son modèle social, pour garder sa fierté en redressant la tête, en regardant lucidement le défi à affronter, en débattant librement et en faisant les choix qui s'imposent.

Il n'y a jamais, je dis bien jamais, une seule politique possible, quelle que soit la gravité de la situation. L'Histoire n'est pas l'addition de fatalités successives, elle nous enseigne qu'il y a toujours plusieurs chemins. La voie que je vous propose, c'est le redressement dans la justice, c'est l'espérance dans la promesse républicaine.

Mais avant d'évoquer mon projet, je vais vous confier une chose. Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des Etats.

Cette emprise est devenue un empire. Et la crise qui sévit depuis le 15 septembre 2008, loin de l'affaiblir, l'a encore renforcée. Face à elle, à cette finance, les promesses de régulation, les incantations du « plus jamais ça » sont restées lettre morte. Les G20 se sont succédés sans résultat tangible. En Europe, 16 sommets de la dernière chance ont été convoqués pour reporter au suivant la résolution définitive du problème. Les banques, sauvées par les Etats, mangent désormais la main qui les a nourries. Les agences de notation, décriées à juste raison pour n'avoir rien vu de la crise des subprimes, décident du sort des dettes souveraines des principaux pays, justifiant ainsi des plans de rigueur de plus en plus douloureux. Quant aux fonds spéculatifs, loin d'avoir disparu, ils sont encore les vecteurs de la déstabilisation qui nous vise. Ainsi, la finance s'est affranchie de toute règle, de toute morale, de tout contrôle.

Disant cela, je ne montre pour autant aucune indulgence sur le quinquennat qui arrive à son terme. Mais là n'est déjà plus la question. Les jugements sont faits. Commencé dans la virevolte, ce quinquennat finit dans la tourmente. Plombé par des cadeaux fiscaux destinés aux plus fortunés, il s'achève par des hausses de prélèvements imposées à tous les Français. Inauguré par une promesse de retour au plein emploi, il se termine par un chômage record. Et que dire des déficits, de la dette, de la désindustrialisation, de la démolition des services publics, notamment de l'école ?

Un seul mot résume cette présidence : la dégradation. Tout s'est dégradé. Je ne parle pas d'une note. Je ne parle même pas des comptes publics. Je parle des conditions de vie, des comportements, tout simplement de la situation du pays. A l'injustice dans les choix, l'incohérence des décisions se sont ajoutés l'accaparement du pouvoir et la connivence avec les puissants, avec ce paradoxe ultime que la volonté d'omnipotence débouche sur un aveu d'impuissance. Voilà pourquoi le changement n'est pas seulement celui d'un président, d'un gouvernement ou d'une majorité. Il faut aller bien plus loin : c'est un changement de politique, de perspective, de dimension qu'il faut offrir à notre pays le 22 avril et le 6 mai.

Si la finance est l'adversaire, alors il faut l'affronter avec nos moyens et d'abord chez nous, sans faiblesse mais sans irréalisme, en pensant que ce sera un long combat, une dure épreuve mais que nous devons montrer nos armes. Maîtriser la finance commencera ici par le vote d'une loi sur les banques qui les obligera à séparer leurs activités de crédit de leurs opérations spéculatives. Aucune banque française ne pourra avoir de présence dans les paradis fiscaux.

Les produits financiers toxiques, c'est-à-dire sans lien avec les nécessités de l'économie réelle seront purement et simplement interdits. Les stocks options seront supprimées. Et les bonus encadrés Enfin, je proposerai une taxe sur toutes les transactions financières, non pas le rétablissement de l'impôt de bourse, ce qui va être fait et qui a été supprimé il y a quelques mois – c'est vous dire la cohérence ! Non, je proposerai une véritable taxe sur les transactions financières, avec ceux en Europe qui voudront la mettre en œuvre avec nous. Je proposerai aussi, si l'on veut éviter d'être jugés par des agences de notation dont nous contestons la légitimité, de mettre en place au niveau européen une agence publique de notation.

L'autre point par rapport à la finance est européen. La zone euro se défait sous nos yeux. La France doit retrouver l'ambition de changer l'orientation de l'Europe. Elle imposera de savoir convaincre et entraîner nos partenaires. On me demande souvent : « mais comment allez vous faire pour faire venir vos alliés dans cette Europe, sur les positions que vous défendez, puisque le Président sortant n'y est pas arrivé » ? Mais ce qui va changer, c'est le vote des Français, qui sera notre levier pour convaincre. Les destins de l'Europe et de la France sont liés, la grandeur de la France ne peut pas être séparée de la force de l'Europe. Nous avons besoin d'Europe, elle doit nous aider à sortir de la crise mais pas imposer une austérité sans fin qui peut nous entraîner dans la spirale de la dépression. Les disciplines sont nécessaires, des engagements, devront être pris pour le désendettement et être respectés. Mais c'est la croissance qui nous permettra d'y parvenir le plus sûrement. C'est pourquoi je proposerai à nos partenaires un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance. Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre pour lui apporter la dimension qui lui manque, c'est-à-dire la coordination des politiques économiques, des projets industriels, la relance de grands travaux dans le domaine de l'énergie et puis les instruments pour dominer la spéculation, un fonds européen qui puisse avoir les moyens d'agir sur les marchés avec l'intervention de la Banque centrale européenne qui devrait être, finalement, au service de la lutte contre la spéculation. J'agirai en faveur de la création d'euro-obligations afin de mutualiser une partie des dettes souveraines, de financer les grands projets. Je défendrai, parce que c'est le sens du projet européen, une démocratie qui associera les parlements nationaux et européens aux décisions qui devraient concerner les Etats. Je proposerai une nouvelle politique commerciale en Europe qui fera obstacle à la concurrence déloyale, qui fixera des règles strictes en matière sociale, en matière environnementale, de réciprocité. Une contribution écologique sera installée aux frontières de l'Europe pour venir compléter ce dispositif. Je continuerai à agir pour une parité juste de l'euro vis-à-vis du dollar américain. Je n'accepterai pas que la monnaie chinoise soit encore inconvertible alors que cette première puissance commerciale finit par être excédentaire sans que sa monnaie, jamais, ne soit réévaluée.

L'Europe a bien des défauts, je les connais. Mais en même temps elle est notre bien commun. Défendons-la, elle en a besoin, elle le mérite ! Ce qui manque à l'Europe, c'est du mouvement – et c'est un Européen de cœur qui le dit – mais pas dans n'importe quelle Europe : le mouvement vers une Europe de croissance, vers une Europe de solidarité, vers une Europe de protection. C'est la vocation de l'a France que de la construire avec l'Allemagne et avec les pays qui voudront nous accompagner.

Aucun des grands défis de l'Europe ne peut se résoudre sans le pacte d'amitié, dans l'égalité, que Français et Allemands ont noué au lendemain de la guerre. Je proposerai donc à nos amis allemands une nouvelle relation de vérité et d'égalité. De leur côté, ils devront faire preuve de solidarité. L'Allemagne ne restera pas forte dans une Europe faible. Elle ne restera pas riche dans une Europe appauvrie, voilà la vérité. Je sais que beaucoup en Allemagne le comprennent. Mais du nôtre, nous devons faire aussi des efforts, efforts de compétitivité, de justice fiscale. Voilà le pacte qu'il va falloir nouer et ouvrir un nouveau cycle en Europe, celui d'une coopération économique, industrielle, énergétique entre nos deux pays. Voilà pourquoi, en janvier 2013 – c'est tout proche, ce sera quelques mois après le rendez-vous du 6 mai –, si les Français m'en donnent mandat, je proposerai à la chancelière d'Allemagne l'élaboration d'un nouveau traité franco-allemand, traité de l'Élysée un demi-siècle après l'acte fondateur de De Gaulle et d'Adenauer qui engagea une dynamique pour nos deux pays.

Chers amis, je veux redonner confiance à la France dans l'Europe. Je veux maintenant vous dire ce que je veux pour le redressement de notre pays. Ce qui est en cause n'est plus la souveraineté d'hier, quand notre territoire était menacé. Ce qui est en cause, c'est la souveraineté de la République face aux marchés et à la mondialisation. Voilà pourquoi je veux redresser la France, la redresser

financièrement, la redresser économiquement, la redresser industriellement. Notre pays a abandonné depuis trop longtemps son industrie, aveuglé par la chimère d'une économie sans usine, sans machine, comme si l'immatériel pouvait remplacer le travail de l'ouvrier, du contremaître, de l'ingénieur et de son savoir-faire. La réindustrialisation de la France sera ma priorité. Je créerai une banque publique d'investissement qui, en complément des fonds régionaux, accompagnera le développement des entreprises stratégiques. Je favoriserai la production en France en orientant les financements et les allègements fiscaux vers les entreprises qui investissent sur notre territoire, qui y localisent leurs activités, qui y mettent leurs emplois et qui sont en plus offensives à l'exportation. Je mobiliserai l'épargne des Français en créant un livret d'épargne dont le produit sera entièrement dédié au financement des PME et des entreprises innovantes.

J'exigerai des entreprises qui se délocalisent qu'elles remboursent immédiatement les aides publiques reçues. Je donnerai priorité aux PME : ce sont elles qui embauchent, ce sont elles qui doivent être aidées avant tout, c'est pour elles que nous élargirons le crédit impôt recherche, que nous abaisserons l'impôt sur les sociétés, que nous créerons une agence pour les PME. Je soutiendrai l'économie numérique en organisant avec les collectivités locales et les industriels la couverture intégrale de la France en très haut débit d'ici 10 ans.

Le retour de la croissance passe aussi par la transition énergétique. Je me suis engagé à ce que la part du nucléaire dans la production d'électricité soit réduite de 75 % à 50 % d'ici 2025. Nous avons besoin d'une industrie nucléaire forte, inventant les technologies, les progrès de demain, mais nous avons besoin aussi d'énergies renouvelables, nous avons besoin aussi d'un plan d'économies d'énergie parce que ce sont ces trois actions – le nucléaire, les énergies renouvelables et les économies d'énergie – qui nous permettront d'avoir une perspective industrielle. Les économies d'énergie, nous les mettrons en œuvre par un plan de grands travaux : un million de logements neufs et anciens bénéficieront d'une isolation thermique de qualité. Nous créerons des dizaines de milliers d'emplois en améliorant en plus le pouvoir d'achat des ménages, par rapport à leurs frais de chauffage. Enfin, il n'y aura pas de retour à la croissance, pas d'industrie forte sans un effort de recherche et d'innovation. C'est tout notre avenir de nation industrielle qui se joue là. J'ai confiance dans la science, dans le progrès, dans la recherche, dans la capacité des inventeurs à nous donner les produits de demain sans avoir pour autant la crainte pour notre environnement. Parce que la recherche est aussi au service de l'écologie et de l'environnement.

Redresser l'économie, redresser l'industrie, mais aussi redresser les finances. Le niveau de la dette publique n'a jamais été aussi élevé. La dette publique a doublé depuis 2002. 10 ans de droite auront coûté aussi cher que tous les gouvernements réunis de la Ve République. Je n'ai ici pas compté tous les présidents qui se sont succédé mais, quels que soient leurs mérites ou leurs défauts, aucun n'avait été capable de mettre la dette publique à ce niveau-là. Il a fallu attendre 2002 pour avoir cette dérive. Pour maîtriser la dette, je rétablirai l'équilibre budgétaire en fin du mandat qui me sera confié. Pour atteindre cet objectif, je reviendrai sur les cadeaux fiscaux et les multiples niches fiscales accordées depuis une décennie aux ménages les plus aisés et aux plus grosses entreprises. Cette réforme permettra de dégager près de 30 milliards de recettes supplémentaires. Mais dans le même temps, les dépenses de l'Etat seront maîtrisées. Toute nouvelle dépense sera financée par des économies, le nombre total de fonctionnaires n'augmentera pas, mais il sera mis fin à la règle aveugle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Ce redressement, mes amis, est indispensable. Mais il ne sera possible que dans la justice. Chaque nation a une âme. L'âme de la France, c'est l'égalité. C'est pour l'égalité que la France a fait sa révolution et a aboli les privilèges dans la nuit du 4 août 1789. C'est pour l'égalité que le peuple s'est soulevé en juin 1848. C'est pour l'égalité que la IIIe République a instauré l'école obligatoire et l'impôt citoyen sur le revenu. C'est pour l'égalité que le Front populaire a œuvré en 1936. C'est pour l'égalité que le gouvernement du général de Gaulle a institué la sécurité sociale en 1945. C'est pour l'égalité que François Mitterrand a été élu en 1981. C'est pour l'égalité que nous avons fait, avec Lionel Jospin, la couverture maladie universelle et l'allocation personnelle à l'autonomie. C'est pour l'égalité que nous aurons aussi à combattre et à proposer aux Français le changement.

L'égalité, c'est ce qui a permis à un enfant orphelin de père élevé par une mère pauvre, sourde et illettrée, de devenir prix Nobel de littérature. Il s'appelait Albert Camus et, après avoir reçu son prix, il

écrivit en ces termes à son vieil instituteur : « ma première pensée, après ma mère, a été pour vous. Sans vous, sans cette main affectueuse que vous avez tendue au petit enfant pauvre que j'étais, sans votre enseignement, sans votre exemple, rien de tout cela ne me serait arrivé. » C'est pour l'égalité que nous devons agir parce que, depuis 10 ans, l'égalité recule partout. Partout, des privilèges apparaissent à mesure qu'une nouvelle aristocratie – j'emploie le mot à dessein – arrogante et cupide s'installe et prospère. 1 % des Français privilégiés se séparent du reste de la société. Ils vivent à côté de nous mais ils ne vivent déjà plus avec nous. Parfois, ils ne vivent même pas chez nous. Une véritable sécession sociale a vu le jour ces dernières années : des quartiers relégués, abandonnés et de l'autre des quartiers protégés, sécurisés pour que nul ne vienne déranger. Je serai le Président de la fin des privilèges parce que je ne peux pas admettre que, pendant ce temps-là, pendant que certains s'enrichissent sans limite, la précarité s'étende, la pauvreté s'aggrave et 8 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont beaucoup trop d'enfants.

Qu'on m'entende bien, l'égalité, ce n'est pas l'égalitarisme, c'est la justice. L'égalité, ce n'est pas l'assistanat, c'est la solidarité. Les Français n'ont rien à craindre de l'égalité, rien à craindre de la justice, rien à craindre de la redistribution. Les Français doivent savoir que, s'ils m'élisent, je ne poserai comme président qu'une seule question : avant tout effort supplémentaire, avant toute réforme, avant toute décision, avant toute loi, avant tout décret, je ne me poserai qu'une seule question : est-ce que ce que l'on me propose est juste ? Si c'est juste, je le prends, si ce n'est pas juste, je l'écarte. Seule la justice doit guider notre action.

C'est pourquoi j'engagerai avec le Parlement la réforme fiscale dont notre pays a besoin. C'est pour la justice que je reviendrai sur les allègements de l'impôt sur la fortune, c'est pour la justice que je veux que les revenus du capital soient taxés comme ceux du travail. Qui peut trouver normal qu'on gagne plus d'argent en dormant qu'en travaillant ? C'est pour la justice que je veux fusionner, après les avoir rapprochés, l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée, dans le cadre d'un prélèvement progressif sur le revenu. C'est pour la justice que je porterai la tranche supérieure à 45 % de l'impôt sur le revenu pour ceux qui touchent plus de 150 000 euros. Et on ne me fera pas croire qu'avec 150 000 euros, ce sont les classes moyennes qui seront concernées ! C'est pour la justice que je veux que nul ne puisse tirer avantage de niches fiscales au-delà d'une somme de 10 000 euros de diminution d'impôts par an.

Je sais que le combat sera rude, qu'on cherchera à faire peur, qu'on inquiètera... Si demain nous sommes en responsabilité, ceux à qui l'on prendra feront davantage entendre leur voix que ceux à qui l'on donnera. Je sais qu'il n'y aura pas de manifestation pour nous soutenir. C'est rare, c'est exceptionnel. Mais il peut y en avoir pour nous contester. Je sais que certains chercheront à nous faire peur et à effrayer les classes moyennes alors qu'elles ne trouveront qu'avantage dans la réforme que nous présenterons, prétendre que les grandes fortunes quitteront notre territoire. Mais est-ce que le bouclier fiscal a fait revenir les grandes fortunes en France ? Non ! Est-ce que le bouclier fiscal les a enrichies plus encore ? Oui ! Est-ce que les impôts de la plupart des Français ont baissé ? Non, ils ont augmenté ! Est-ce que ceux des plus favorisés ont diminué depuis 5 ans ? Oui ! Est-ce que la TVA n'est pas plus inquiétante dès lors qu'elle concernera tous les Français, mille fois oui, elle est plus inquiétante que ce que nous proposons !

Ce n'est pas seulement la réforme fiscale. L'égalité doit concerner tous les domaines de la vie en société. L'égalité doit commencer à faire partir à la retraite ceux qui ont commencé à travailler tôt, exercé les métiers les plus pénibles. Et c'est pourquoi, tout en ayant le souci de maîtriser les comptes et en ouvrant une négociation sur la réforme des retraites indispensable — puisque celle qui a été votée est non seulement injuste mais pas financée -, eh bien sans attendre l'ouverture de cette négociation, tous ceux qui ont 60 ans et qui auront cotisé 41 années retrouveront le droit à partir à la retraite à taux plein. La négociation, elle, portera sur la pénibilité, les décotes, le montant des pensions, l'âge légal, l'évolution des recettes, indispensable, et la pérennité de notre système par répartition.

L'égalité, c'est aussi le meilleur accès pour tous au logement. Nous manquons de logements en France. Ils atteignent des prix insupportables, et pas simplement dans les grandes villes. Il faut donc plus de logements. C'est pourquoi je prendrai une décision : l'Etat montrera l'exemple, il mettra immédiatement à la disposition des collectivités locales tous ses terrains disponibles pour leur

permettre de construire de nouveaux logements dans un délai de cinq ans. Plus de logements, plus de logements sociaux, et c'est pourquoi le Livret A — qui sert à collecter une épargne précieuse pour le logement social-, eh bien le livret A verra son plafond doubler, afin que tous les Français, par leur épargne, puissent financer le logement social.

Il faut plus de logements, plus de logements sociaux, et des logements moins chers. Je sais que cela prendra du temps, mais pour éviter les abus, j'encadrerai les loyers là où les prix sont manifestement excessifs. Il faut des villes plus équilibrées. Et je multiplierai par cinq les sanctions qui pèsent sur les communes qui bafouent la loi de solidarité urbaine.

L'égalité, l'égalité toujours, l'égalité pour la santé ! Nos professions de santé sont d'une qualité remarquable. J'en fais à chaque fois l'expérience. Leur métier est l'un des plus difficiles qui soient. Sans elles, le système se serait déjà effondré et, en même temps, trop de Français doivent renoncer à se soigner, pour des raisons financières ou pour des raisons de domicile. Les dépassements d'honoraires seront donc encadrés. Nous combattons les déserts médicaux. Et par un nouveau système de tarification, qui fera la part entre l'activité et le service public, l'hôpital public sera conforté dans ses tâches et dans ses missions. Et je prends l'engagement que personne, je dis bien personne dans notre pays, ne soit à plus d'une demi-heure de transport d'un lieu de traitement des urgences médicales.

L'égalité, l'égalité encore, c'est le même accès pour tous à l'eau, au chauffage, à l'électricité. Il n'est pas, quand même, normal qu'une famille modeste paie l'eau au même prix, quand elle boit cette eau, que ceux qui la déversent sans compter ! Je créerai donc un tarif progressif de l'eau, comme du gaz et de l'électricité, qui garantira, au moins pour un certain volume, un prix stable et juste.

L'égalité, c'est le même salaire quand on a les mêmes compétences et les mêmes responsabilités. Comment la France, comment la République peut-elle accepter que les femmes soient moins bien payées que les hommes ? Les exonérations de cotisations sociales aux entreprises qui ne respectent pas cette règle seront purement et simplement supprimées.

L'égalité, toujours l'égalité, c'est aider les territoires qui en ont le plus besoin et notamment, et je parle ici en Seine Saint-Denis, nos banlieues. Cela veut dire qu'il faudra cesser d'aider de la même façon le quartier difficile d'une ville riche et le quartier difficile d'une ville qui n'a que des quartiers difficiles. Je compte sur tous les élus locaux pour m'accompagner dans ce mouvement. Il n'est pas nécessaire d'être de gauche pour être sensible à la terrible injustice que représente pour des millions de Français la vie dans des immeubles indignes ou dans des cités dégradées.

L'égalité, l'égalité c'est aussi la sécurité pour tous. Vivre dans la peur est insupportable ! L'insécurité est une injustice sociale intolérable. Elle touche les plus modestes, les plus âgés, les plus jeunes, les plus fragiles. La sécurité est un droit et je le ferai respecter en créant des zones de sécurité prioritaires là où il y a les taux de délinquance les plus élevés, en mettant des postes supplémentaires, 1 000 chaque année, dans la Justice, dans la Police, dans la Gendarmerie, en rapprochant les Forces de l'ordre des citoyens. Et je lutterai contre tous les trafics, toutes les mafias. Pas plus que je n'accepte la délinquance financière, la fraude fiscale, pas plus je ne tolère qu'un petit caïd avec sa bande mette une cité en coupe réglée et fasse vivre à ses habitants un enfer. Tous ceux-là, les délinquants financiers, les fraudeurs, les petits caïds, je les avertis : ceux qui ont pu croire que la loi ne les concernait pas, le prochain président les prévient, la République, oui, la République vous rattrapera !

L'égalité, l'égalité toujours, l'égalité ce sont les mêmes droits pour tous, quels que soient son sexe et son orientation, c'est le droit de pouvoir se marier, d'adopter, pour les couples qui en décident ainsi. C'est le droit, pour les personnes handicapées, de vivre la vie la plus normale possible. Et je veillerai à ce que chaque loi comprenne un volet handicap.

L'égalité, c'est aussi l'accès à ce qui est le plus précieux, y compris quand on n'a plus rien, l'émancipation, l'enrichissement, la culture. La culture, Baudelaire l'évoquait : « le meilleur témoignage que nous puissions donner de notre dignité, c'est la culture ». Et là encore, nous devons agir. L'éducation artistique sera généralisée, l'aménagement culturel de la France sera une priorité. Il

intégrera les territoires oubliés, les zones abandonnées, les quartiers dégradés de nos grandes villes. Et c'est pourquoi nous ouvrirons, là encore, une nouvelle étape de la décentralisation culturelle.

Quant à la loi Hadopi, inapplicable, elle sera remplacée – remplacée je dis bien, car il faut un cadre pour fixer les droits de chacun – par une grande loi signant l'acte 2 de l'exception culturelle, qui défendra à la fois les droits des créateurs, parce que nous avons besoin de créateurs et de production, et un accès aux œuvres par Internet. Nous ne devons pas opposer les créateurs et leurs publics. Le public et les créateurs sont dans le même mouvement pour l'émancipation, pour la découverte, pour la qualité, pour l'exception culturelle française.

Chers amis, je veux citer Pierre Mendès France, qui nous disait que « la vérité doit forcément guider nos pas ». Je vous dois donc la vérité. Je connais les contraintes financières, l'ampleur de nos déficits, la gravité de notre dette, la faiblesse de la croissance en 2012, la lourdeur de l'héritage qui nous sera légué. Je ne promettrai donc que ce que je suis capable de tenir. Je dois maîtriser sans rien renoncer les choses et d'abord le temps.

Le quinquennat s'ouvrira donc sur des réformes de structure, celles qui constitueront un redressement dans la justice, le redressement économique, la réforme fiscale, le pacte éducatif, la décentralisation. Nous traiterons aussi les urgences, l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes, le logement, la santé. Mais c'est ensuite que nous pourrons redistribuer ce que nous aurons créé, ce que nous aurons fabriqué, ce que nous aurons engagé, ce que le pays aura pu, par son redressement, favoriser. Voilà les temps qui doivent être proposés.

Mais je ne perdrai pas un seul instant, pas un seul instant, du mandat qui me sera confié.

Sur le plan international, avec le sommet de l'Otan prévu à la fin du mois de mai 2012, nous engagerons le retrait de nos troupes d'Afghanistan. Sur le plan européen, si les Français m'en donnent mandat, mon premier déplacement sera pour rencontrer la Chancelière d'Allemagne et pour lui dire que nous devons ensemble changer l'orientation de l'Europe vers la croissance et dans le lancement de grands travaux.

Ici dans notre pays, sans même attendre le renouvellement de l'Assemblée nationale, j'engagerai, avec les nouveaux ministres et le nouveau gouvernement, les premières mesures contre la finance et pour la réforme bancaire. Pas un instant, nous ne resterons inactifs. Le quinquennat ne sera pas une volte-face, un zigzag, une contradiction. D'ores et déjà, nous savons où nous voulons aller. Nous connaissons les temps, les périodes, les rythmes. Nous avons fixé aux Français l'objectif, mais également les moyens. Nous savons que nous avons des moyens limités, mais que nous avons la volonté ! C'est cette démarche qui convaincra. Et ce n'est pas en improvisant en fin de mandat des mesures politiques, économiques, sociales qui ont tant manqué depuis cinq ans, que les Français pourront être sérieusement convaincus que le changement se fera, pour les cinq ans qui viennent, de ce côté-là.

Je veux vous parler, pour terminer, de notre avenir. L'idée républicaine, c'est une promesse. Une belle promesse, qui est celle de vivre mieux de génération en génération. La promesse républicaine, c'est que chaque génération vivra mieux que la précédente. Et aujourd'hui, cette promesse est trahie. Notre jeunesse est sacrifiée, abandonnée, reléguée. Chômage, précarité, dévalorisation des diplômes, désespérance, perte d'autonomie, accès au logement difficile. Sans compter ce que nous lui laissons, à cette jeunesse, un environnement dégradé, des retraites non financées, une dette considérable. Et pourtant, la jeunesse c'est notre chance ! Comment peut-on accepter que cette chance devienne une charge ? J'ai beaucoup réfléchi, depuis plusieurs mois même, à ce que pouvait être l'enjeu de l'élection présidentielle, au-delà de la crise, du redressement à accomplir, de la justice à réaliser. J'en suis arrivé à cette conclusion simple : c'est pour la jeunesse de notre pays que je veux présider la France. Je veux redonner confiance à la jeunesse ! Et c'est la raison pour laquelle je veux faire de l'éducation une grande cause nationale. J'ai proposé de créer 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation, pas seulement de professeurs, mais de surveillants, d'infirmières, d'assistantes sociales, de tous ceux qui contribuent à l'accueil, à l'accompagnement, à la réussite des jeunes. On me dit « c'est trop ». Non, je dis « ce n'est peut-être pas assez » ! C'est terrible de mener une bataille contre l'échec scolaire, qui fait chaque année plus de 150 000 victimes, 150 000 qui sortent sans diplôme, sans qualification, de

l'école. La priorité ira aux écoles maternelles et primaires parce que c'est là que beaucoup se joue et que les premiers retards se précisent. Les rythmes scolaires qui n'ont aucun équivalent en Europe seront revus. Au collège et au lycée, les élèves les plus en difficulté bénéficieront d'un accompagnement personnalisé, pour qu'à la fin du quinquennat, je dis bien à la fin du quinquennat, le nombre de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire soit divisé par deux. Aucun jeune, aucun jeune de 16 à 18 ans – et je sais ce qu'est la déscolarisation dans beaucoup de nos villes et dans beaucoup de familles –, aucun jeune de 16 à 18 ans ne restera sans solution de formation, d'emploi ou même de service civique. Personne ne sera laissé là, de côté, abandonné, oublié ! C'est pour notre jeunesse que nous devons faire de l'emploi une priorité et créer progressivement 150 000 emplois d'avenir réservés aux jeunes, en particulier ceux issus des quartiers difficiles.

C'est pour les jeunes mais aussi les seniors que j'ai porté cette belle idée du contrat de génération, pour permettre l'embauche de jeunes en contrat à durée indéterminée dès lors qu'ils sont accompagnés par un salarié plus expérimenté, qui lui-même est maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ à la retraite. C'est la réconciliation des âges, c'est la solidarité entre les générations ! Partout où je vais dans les usines, deux sortes de travailleurs viennent me voir. Les plus anciens, qui me posent une seule question : quand est-ce que nous allons partir ? Et les plus jeunes, qui me posent une seule question : quand est-ce que nous allons pouvoir entrer ? Et je leur dis « mais si vous les seniors, vous accompagnez les jeunes, vous leur donnez votre savoir-faire, votre expérience, votre compétence, est-ce que ce n'est pas finalement la plus belle mission qui peut vous être confiée avant d'attendre le départ à la retraite ? Et vous, les jeunes, si vous entrez enfin dans l'emploi avec un contrat à durée indéterminée, vous pouvez retrouver l'autonomie que vous attendez depuis si longtemps ». Je pense aussi aux jeunes qui sont étudiants et dont les familles sont modestes. Ceux-là recevront aussi une allocation d'études sous conditions de ressources pour leur permettre d'avoir l'autonomie.

C'est cela, le projet : faire tout pour que la jeunesse réussisse, non pas pour elle-même, non pas parce qu'elle serait une catégorie, non pas parce que je voudrais la flatter, mais parce que c'est ce qui permet à ceux qui sont parents, grands-parents, de retrouver eux-mêmes espoir dans l'avenir, fierté dans la réussite, de se dire « mais qu'allons-nous laisser, laisser après nous, quelle société voulons-nous transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants ? ». Une société du chômage, de la précarité, de l'angoisse, de la dislocation ou, au contraire, une société où les chances soient attribuées, où les conditions de réussite soient posées et où l'on se dise : je vais bientôt partir, que ce soit à la retraite ou pour le grand voyage, je vais bientôt partir mais au moins, je sais que ce qui a été transmis sera finalement, pour la génération qui arrive, la réussite possible que je n'ai même pas eue pour moi-même.

Et moi, moi qui suis devant vous candidat à l'élection présidentielle, si je reçois le mandat du pays d'être le prochain président, je ne veux être jugé que sur un seul objectif : est-ce qu'au terme du mandat qui me sera, si les Français le veulent, confié, est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 ? Je demande à être évalué sur ce seul engagement, sur cette seule vérité, sur cette seule promesse ! Changer leur vie serait pour moi la plus grande des fiertés. Ce n'est pas un engagement à la légère que je prends. C'est pour mobiliser toute la Nation par rapport à cet enjeu.

Chers amis, j'ai parlé du Rêve français. Oui, le beau rêve, le rêve que tout au long des siècles, depuis la Révolution française, les citoyens ont caressé, ont porté. Ce rêve de vivre mieux, ce rêve de laisser un monde meilleur, ce rêve du progrès, ce rêve de pouvoir franchir à chaque fois les étapes de l'humanité, ce rêve ne nous appartient pas qu'en propre, mais il se trouve que c'est nous, la France, qui avons inventé la République. C'est nous qui avons porté cet idéal qu'une société, si elle s'organisait, si elle se donnait les moyens, si elle faisait de l'égalité, de la liberté et de la fraternité son mode de vie, pouvait être l'émancipation pour chacun.

C'est ce rêve-là que j'ai voulu de nouveau ré-enchanter – et aussitôt, la Droite s'est gaussée. Comment, comment serait-il possible de parler de rêve en cette période ? C'est vrai, ce n'est pas un rêve que nous vivons... Comment serait-il possible de parler de rêve au moment où la crise condamnerait toute ambition ? Ce serait une chimère. Mais moi, je ne vous appelle pas à mettre votre tête dans les étoiles. Je vous appelle à retrouver le récit républicain, celui qui nous a fait avancer pendant des décennies, le récit de la Révolution française, de ces hommes, de ces femmes aussi, qui

ont voulu avancer dans une histoire inconnue qui s'ouvrait sous leur yeux, qui était l'histoire de l'égalité humaine.

Oui, ce récit républicain qui s'est poursuivi avec les républiques, avec la III^e République, avec, aussi, la Libération, le Conseil national de la résistance, ce rêve, ce récit républicain que mai 68 a aussi, d'une certaine façon, fait ressurgir ! Et puis, mai 1981 et tant d'autres étapes. C'est cela, le récit de la République. Il n'appartient pas qu'à la Gauche. Tous ceux qui se sont succédé pendant des décennies à la tête du pays ont porté le récit républicain. A chaque fois, et quels que fussent les reproches que nos prédécesseurs aient pu leur adresser, c'était, finalement, leur ambition aussi, faire avancer la France. Alors le rêve, surtout, portons-le !

Et je me permettrai de citer Shakespeare, qui rappelait cette loi pourtant universelle : « ils ont échoué parce qu'ils n'ont pas commencé par le rêve ». Eh bien nous réussirons parce que nous commencerons par évoquer le rêve ! Le rêve français, c'est la confiance dans la démocratie, la démocratie qui sera plus forte que les marchés, plus forte que l'argent, plus forte que les croyances, plus forte que les religions ! Le rêve français, c'est l'achèvement de la promesse républicaine autour de l'école, de la laïcité, de la dignité humaine, de l'intérêt général.

Le rêve français, c'est le creuset qui permet à toutes les couleurs de peau d'être à égalité de droits et de devoirs. Le rêve français, c'est l'affirmation des valeurs universelles qui vont bien au-delà des frontières, qui vont bien au-delà de la Nation. Ce n'est pas un espace limité, mais qui est proclamé à tous, à la face du monde. Le rêve français, c'est notre histoire, c'est notre projet ! Le rêve français, c'est une force, c'est le projet que je vous propose, parce qu'il nous ressemble, parce qu'il nous rassemble !

Je veux, je veux que nous allions ensemble vers la France de demain ! Une France du travail, du mérite, de l'effort, de l'initiative, de l'entreprise, où le droit de chacun s'appuiera sur l'égalité de tous. Une France de la justice, où l'argent sera remis à sa place, qui est celle d'un serviteur et non d'un maître. Une France de la solidarité, où aucun des enfants de la Nation ne sera laissé de côté. Une France du civisme, où chacun demandera non pas ce que la République peut faire pour lui, mais ce que lui, peut faire pour la République ! Une France de la diversité où chacun apportera sa différence, mais dans l'unité de la République, où les Outre-mers nous ouvrent à tous les horizons du monde et où les enfants d'immigrés doivent être fiers, fiers d'être Français, Français, parce que c'est le plus beau nom qu'on puisse donner à un citoyen du monde, à une France de l'exemple, où le pays se retrouve dans ce qui l'élève, dans ce qui le réunit, le dépasse, une France de la confiance où toutes les forces qui la constituent se mobilisent pour l'avenir !

La France, la France n'est pas un problème. La France est la solution !

Voilà le choix, chers amis, voilà le choix qui vous attend. Toujours le même, toujours celui, depuis que la démocratie existe, entre la peur et l'espoir, entre la résignation et le sursaut, entre l'agitation et le changement. Eh bien le changement, le changement, c'est maintenant ! Le redressement, c'est maintenant ! La justice, c'est maintenant ! L'espérance, c'est maintenant ! La République c'est maintenant !

Mobilisons-nous, rassemblons-nous et dans trois mois, dans trois mois, nous ferons gagner la Gauche, avancer la France et nous réussirons le changement ! Le changement, j'y suis prêt !

Vive la République ! Et vive la France !

Chers amis, encore quelques semaines et c'est vous qui choisirez le prochain président !

Mes chers amis, je vous vois nombreux, même si je suis ébloui par ces lumières, mais c'est pour la bonne cause. Je vous vois nombreux, ici, rassemblés. J'en sais qui n'ont pas pu rentrer dans cette salle et qui sont partout réunis dans tous les étages de cet immeuble. S'ils me regardent, s'ils m'écoutent, je les salue aussi.

Vous êtes rassemblés, réunis, parce que vous pensez qu'un mouvement est en train de naître dans le pays, qu'une espérance se lève, qu'une volonté de changement s'affirme et que dans quelques semaines, si nous sommes convainçants, si nous sommes rassemblés, si nous sommes fiers de nos valeurs, de nos principes, de notre projet, une victoire est possible. Elle n'est pas certaine, mais elle là, à notre portée.

Je mesure la responsabilité qui est la mienne, d'être votre candidat à la suite des primaires citoyennes. Je sais votre attente. Je sais votre impatience. Je sais parfois votre inquiétude, parce que rien ne sera facile, rien ne sera donné d'avance, rien ne peut être prévu.

Nous nous sommes rassemblés, dimanche, encore plus nombreux, au Bourget. Ce fut un grand moment. Mireille l'a dit et Michel a évoqué, aussi, l'émotion qui nous a gagnés. Une mobilisation exceptionnelle, 25 000 personnes qui s'étaient, là, massées, qui n'ont pas, non plus, rentrer dans la salle. Tout le Parti socialiste, les Radicaux de gauche, rassemblés. Ce n'est pas toujours facile ! Ils y étaient tous, rassemblés, toutes les personnalités, tous les candidats, candidates, qui s'étaient présentés aux primaires, tous ceux, toutes celles qui, à un moment, avaient pu aussi être nos candidats, nos candidates dans des élections importantes, majeures, en 1995, en 2002, en 2007 avec Ségolène Royal ! Oui, nous avons pu, oui, nous retrouver tous ! Et il y avait aussi les anciens Premiers ministres de François Mitterrand, les ministres qui avaient servi la Gauche et la République et qui sont aussi ici dans cette salle. Il y avait les anciens Premiers ministres qui ne veulent pas simplement vivre avec leurs souvenirs, vivre dans la nostalgie, mais qui se disent : « enfin, ça y est, de nouveau, nous allons pouvoir donner un successeur à François Mitterrand ! ».

Le discours du Bourget a marqué les esprits. J'ai perçu dans de nombreux regards la confiance qui m'était donnée, et j'ai aussi compris, en entendant la Droite, ou plutôt en ne l'entendant plus, que nous avons sans doute marqué un point.

C'est vrai que nos adversaires s'inquiètent, je les comprends : un quinquennat, c'est cinq ans, pas un jour de plus. Ensuite, c'est le peuple qui choisit. Nul n'est propriétaire du pouvoir, pas un homme, pas un parti, pas une famille, pas un clan. Le pouvoir appartient aux Français. Ce sont eux et eux seuls qui vont décider. D'abord, le 22 avril. Souvenez-vous, c'est simple : c'est le lendemain du 21. Donc il faut faire différemment du 21 ! Eviter la dispersion, la confusion, la résignation, porter au plus haut le candidat, celui qui peut gagner, celui qui peut rassembler et permettre à la France de connaître le changement. Mais ensuite, il y aura le 6 mai. Le 6 mai, où tout se décidera. Le 6 mai où, je l'espère, un nouveau président sera choisi par le Peuple français.

Sa tâche ne sera pas facile, à cause du précédent. Il y aura un héritage qui sera lourd, une dette considérable, des déficits qui ne sont pas maîtrisés. Et puis tant d'urgence, tant d'impatience, tant de problèmes à régler, et avec aussi peu de moyens, aussi peu de ressources. Mais nous avons la volonté ! Nous avons la capacité ! Et nous avons surtout, là, avec le Peuple français, les moyens de décider de notre avenir.

C'est vrai que j'ai senti, après le discours du Bourget, l'enthousiasme gagner les mêmes qui s'inquiétaient avant. Et, aujourd'hui, les pronostics nous sont favorables. Méfiez-vous ! Soyons lucides, nous sommes à trois mois du premier tour. Tous les candidats ne sont pas déclarés – enfin, moi, je les connais. Il y en a un qui, pour l'instant, pense qu'il est toujours président : c'est vrai. Qu'il peut agir : il en a encore la légitimité. Et qu'il n'a pas besoin d'annoncer sa candidature : c'est vrai, il se déplace aux frais de l'Etat pour présenter, en définitive, son bilan... Nous, nous faisons avec nos propres moyens !

Nous payons les salles que nous réservons. Nous ne forçons personne à venir – enfin, rassurez-moi ! *(Applaudissements)* Pour faire des discours, nous n'avons pas besoin de présenter nos vœux. Je rappelle que ça s'arrête à la fin du mois de janvier !

Mais, soyons lucides, il y aura bien un moment où tous les protagonistes seront sur la scène, où il y aura forcément le tumulte des contradictions, des confrontations. Il peut se passer aussi bien des choses sur le plan européen, international. Et il y aura forcément des moments que nous ne pouvons pas, aujourd'hui, imaginer. C'est la raison pour laquelle je vous appelle à être conscients de l'enjeu. L'enjeu, ce n'est pas seulement nous-mêmes, notre destin, la victoire de nos idées. L'enjeu, il est bien plus élevé. L'enjeu, c'est la France. L'enjeu, c'est la République. L'enjeu, c'est l'avenir. L'enjeu, c'est de savoir si nous allons être capables de donner à notre pays – ce grand pays, qui a une belle histoire et qui a aussi un grand avenir –, de lui donner enfin la confiance, l'espérance qu'il attend. C'est une belle cause que celle que nous servons ! Ce n'est pas simplement pour remplacer un parti, un homme, une famille, un clan. Non c'est pour permettre aux Français, enfin, d'avoir le pouvoir de décider de leur vie.

Soyons exigeants avec nous-mêmes. Je mesure à la fois les convictions qui s'affirment, mais je devine aussi, à certains regards, les hésitations, les angoisses, le désarroi, le découragement, le fatalisme. Je sais que beaucoup encore n'ont pas fait leur choix. J'en connais d'autres qui sont tentés d'aller vers le rejet, le refus, le refuge, même, des solutions faciles – celles qui excluent celui qui est différent de nous. J'en connais qui se perdent, là, pour un parti qui, loin de servir leurs intérêts, dessert d'abord la France. Parce qu'être français, c'est ne pas avoir peur des autres ! C'est être capable d'affirmer sa fierté dans les valeurs, dans les principes de la République ! C'est n'écarter personne ! C'est ne pas considérer que plus pauvre que soi serait notre adversaire !

J'en connais d'autres qui cherchent la solution, qui hésitent entre l'un, l'autre, en se disant : « peut-être qu'au premier tour, en définitive, chacun peut faire ce qu'il veut, et nous verrons au second ». Mais le second, parfois c'est trop tard. Imaginez si la Gauche, et même la Droite, n'était pas présente au second tour de l'élection présidentielle. Quel serait le sens même du scrutin ? Nul doute que l'on connaîtrait le verdict du peuple avant même qu'il ne se soit prononcé. Mais quelle serait la force qui serait donnée à celui qui en serait l'élu ? Moi je ne demande rien. Je demande simplement que les Français fassent un choix clair, simple. Et ce choix il est entre la Gauche et la Droite, et entre nul autre.

Oh, j'en sais aussi qui sont candidats et qui se disent ni de droite ni de gauche : généralement on sait où ils versent, toujours du même côté... Et puis, dans la vie politique, ce qu'on demande à un candidat ou une candidate, c'est d'être clair, de savoir autour de quelle majorité, demain, il va présider les destinées du pays.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas rassembler, réunir, y compris celles et ceux qui n'ont pas voté pour nous. Car être président de la République, c'est être le président de tous les Français, et pas simplement de 51 ou 52 % de ceux qui ont fait le choix qui a permis à celui qui a été élu d'être le chef de l'Etat. Non ! Le rôle du président de la République, c'est de n'avoir comme seule vision que la vision de la France, et de ne pas servir les intérêts de ceux qui lui ont permis, pourtant, d'être là où il est.

Je vous demande d'être sereins dans cette campagne qui s'annonce. Moi, je tracerai ma route. Je ne me laisserai détourner par rien, par aucune polémique, par aucun esprit chagrin – et il y en a. Parfois, je lis des déclarations qui me surprennent. Je me demande : « mais, les ont-ils bien prononcées ? ». Des comparaisons qui pourraient être blessantes, des affirmations insolentes, des caricatures qui ne ressemblent à rien si ce n'est à leurs auteurs. Mais je vous demande de faire ce que je m'oblige moi-même : de ne pas me mettre, nous mettre, à un niveau qui ne serait pas le nôtre. Nous, nous avons une responsabilité bien plus élevée.

Bien sûr que nous contestons le bilan de ceux ou de celui qui va bientôt se présenter au suffrage du Peuple. Mais nous ne le faisons pas pour l'accabler. Parfois, ce serait trop facile ! Nous le faisons parce que c'est, dans une démocratie, la règle : ceux qui ont gouverné doivent présenter leur bilan. Ce serait trop facile de dire : « finalement, je vous ai promis tant de choses mais, que voulez-vous, la crise est venue, je n'ai pas pu tout faire et puis, en plus, j'ai changé ».

Mais, ne soyez pas sévère, il a bien le droit de changer. Changer selon les circonstances. Changer selon les événements. Changer selon les sondages. Mais à force de changer, moi je pense qu'il convient d'abord de changer le président.

Mes amis, je vous demande dans cette campagne d'être dignes, dignes de notre pays, dignes aussi du malheur qui, hélas, étreint trop de nos compatriotes. Je les vois, je les connais, je les écoute, ceux qui ont perdu leur emploi, ceux qui sont dans la précarité, ceux qui n'en peuvent plus, ceux qui ne parviennent plus à se soigner, jeunes ou moins jeunes. Ceux qui, fourbus, ne parviennent plus à accéder à la retraite. Ceux qui, fonctionnaires, se sentent parfois suspectés d'être encore fonctionnaires. Et puis tous ces jeunes qui ne demandent qu'une chose : que leur travail puisse déboucher sur un emploi, que leur effort de formation, de qualification puisse trouver sa récompense. Nous devons être dignes parce trop de Français, trop de compatriotes, hélas, ont perdu leur dignité tant ils souffrent, souffrent de leur travail, souffrent du manque de travail, souffrent de l'injustice, souffrent de la désespérance, souffrent de ne pas avoir le logement qu'ils attendent.

Oui, nous devons être à la hauteur de la situation. Elle est grave. Nous traversons une crise, c'est vrai, une crise qui dure, une crise qui frappe violemment tous les Etats de l'Europe. Et le nôtre n'y échappe pas. Nous sommes à un niveau de chômage record depuis 12 ans, une croissance qui s'est affaiblie au point que nous sommes en récession. Nos déficits sont considérables. Notre dette a doublé depuis 2002. Nous sommes dans une situation qui exige, là encore, de l'esprit de responsabilité.

Et ne comptez pas sur moi pour faire des promesses que je ne pourrai pas tenir. Parce que moi, je ne voudrais pas dans cinq ans, si je suis choisi par les Français, vous dire à mon tour : « J'ai changé. C'est la crise et je n'ai pas pu faire ce que j'avais annoncé aux Français. » Moi, j'ai fixé l'objectif. C'était au Bourget, c'était dimanche. J'ai dit : « Moi, mon seul honneur de responsable politique et, si nos concitoyens le décident, de prochain chef de l'Etat, ce sera en 2017, cinq ans après, de dire : « eh bien oui, voilà, les plus jeunes vivent mieux qu'en 2012 ! » »

Je suis aujourd'hui ici, à Toulon, dans le Var, département où à la fois les plus grandes richesses se rencontrent et les plus grandes pauvretés aussi, les plus belles maisons et les quartiers les plus dégradés. J'ai rencontré bon nombre de chefs d'entreprises qui à la fois produisent, créent, innovent et en même temps, ce chômage qui est plus important encore ici dans le Var que dans le reste du pays. Je vois cette précarité gagner, et qui n'est pas forcément plus supportable au soleil.

Je vois aussi les quartiers changer – j'étais à la Seyne – les rénovations urbaines réussir et là encore, les exemples que vous pouvez offrir à la France toute entière. Je vois les services publics qui sont menacés, les maternités, une, qui pourraient fermer. Je vois aussi les écoles, là où elles sont attendues, là où elles sont espérées, qui n'ont pas les moyens de leurs effectifs car ici aussi on supprime des postes, on ferme des classes alors même que vous gagnez de la population.

Je suis ici à Toulon, une ville qui est devenue un symbole. Vous avez eu cette chance inouïe – l'avez-vous mesurée ? – d'accueillir deux fois un discours présidentiel sur le même sujet, à trois ans de distance. Je n'ai pas pu résister – j'ai pourtant tout fait pour maîtriser cette tentation mais j'y ai succombé ! – à la relecture du discours de Toulon, le premier. C'était le 25 septembre 2008. Le constat était clair de la part du Président qui, à l'époque, n'était pas encore sortant. Son analyse des marchés était finalement assez proche de la nôtre. Considérer que la toute puissance des marchés ne pouvait être tolérée, que c'était même une idée folle – j'aurais dit la même chose. Qu'aurait-on dit ? Il dénonçait les spéculateurs qui décourageaient les entrepreneurs. Il annonçait même que c'était pure folie que d'avoir laissé sans contrôle les agences de notation. Là, il avait vu loin ! Il dénonçait le capitalisme financier. Il entendait le moraliser.

Et il faisait même des propositions. Encadrer le mode de rémunération des dirigeants et des opérateurs. Faire que si les stocks options sont diffusées aux dirigeants, elles soient aussi élargies aux salariés. Je n'ai rien vu de tout cela ! Il demandait de réglementer les banques, de contrôler la façon dont elles font leur métier, de leur imposer même de financer le développement économique plutôt que la spéculation. Mais est-on sûr que c'est bien lui qui a parlé ?

Il voulait mettre un terme au désordre des monnaies – et elles sont toujours dans le même état. Il prétendait aussi taxer la pollution – qui n'a rien eu à payer. Et puis, il finissait son propos en disant qu'il ne conduirait jamais une politique d'austérité et qu'il n'accepterait pas davantage de hausses d'impôts et de taxes qui, en définitive, amputeraient le pouvoir d'achat des Français. A-t-il tenu parole ? Et bien, s'il avait porté le bon constat, s'il avait fait de nouveau, en 2008, des promesses, aujourd'hui le chantier est au même état, c'est-à-dire que nous avons encore beaucoup à faire, nous. Ce qu'il n'a pas fait, nous le ferons.

J'ai dit que notre adversaire, dans cette campagne, n'avait pas de nom, pas de visage, ne présenterait pas sa candidature, ne serait donc pas élu, mais que néanmoins, notre adversaire gouvernait. C'est le monde de la finance, ce n'est pas la finance elle-même. C'est ce monde qui s'est créé, qui s'est affranchi de toute règle, de tout contrôle, de toute morale. Ce n'est pas la banque, c'est l'usage qui a été fait, dans certaines banques, de ce pouvoir, qui normalement aurait dû conduire à servir l'économie, et qui n'a en définitive que servi la spéculation.

Oui, ce monde de la finance, qui s'est octroyé toutes les possibilités de déstabiliser les Etats, avec les dettes souveraines, qui s'est organisé pour que rien ne puisse être organisé contre son pouvoir, qui en définitive s'est toujours réfugié dans les paradis fiscaux, toujours autorisé à des produits spéculatifs qui n'ont pas été contrôlés – ce monde de la finance, encore, règne. Il n'est pas par lui-même menacé par l'intervention de la Banque centrale européenne. Il suffirait pourtant que la Banque centrale européenne achète les titres des Etats pour que d'un seul coup cette spéculation soit arrêtée. Et finalement, plutôt que de procéder à ce mode d'intervention, les autorités européennes – en l'occurrence les gouvernements européens, et en particulier le nôtre – ont préféré autoriser la Banque centrale européenne à prêter à 1 % aux banques, sans que les banques elles-mêmes ne soient contraintes de prêter aux Etats, pas davantage à l'économie. Allez comprendre cette logique qui n'en a pas !

Alors, j'ai voulu que dans notre campagne, nous puissions afficher l'objectif. Ah, nous ne parviendrons pas à juguler la finance par nos propres moyens, il faudra nous y mettre avec d'autres au plan européen, au plan mondial. Mais si nous n'agissons pas ici, dès à présent, pour faire ce que nous avons à faire, que d'autres pays ont engagé, alors ne prétendons pas que nous pourrions donner priorité à la production, au redressement économique car nous serons toujours menacés par les marchés ou par les agences de notation.

La première décision à prendre, c'est de séparer, dans l'activité des banques, ce qui relève du crédit, du dépôt, bref du service à l'économie, de ce qui appartient aux opérations de placement et donc de spéculation, pour que les dépôts des épargnants ne soient pas utilisés à d'autres fins que le prêt à l'économie. Comment peut-on admettre, alors que nous poursuivons les paradis fiscaux, que nous voulons limiter leur influence, que des banques françaises ou des banques installées en France puissent avoir des opérations dans les paradis fiscaux ? Eh bien ce ne sera plus autorisé à partir du mois de mai !

L'imagination humaine peut être au service des meilleures causes ou des pires – et les pires sont souvent l'intérêt immédiat. Parce que l'imagination humaine est fertile à un point dont nul ne peut imaginer l'ampleur, il a été inventé des produits qui devaient normalement couvrir des risques de l'économie réelle : le risque de change, le risque de variation des cours des matières premières, le risque de rupture de tel ou tel contrat. Et ces assurances, ces produits qui devaient finalement garantir des risques, sont devenus par eux-mêmes des objets spéculatifs, comme les subprimes qui ont provoqué la crise. Et bien ces produits spéculatifs, qui n'ont aucun lien avec l'économie, seront là aussi mis hors la loi !

Mais nous devons agir aussi au plan européen. Je sais qu'il y a une responsabilité, celle de ces Etats qui n'ont à aucun moment eu conscience que leurs dérives, que leurs dépenses pouvaient menacer pas simplement leur propre solvabilité, mais celle de l'ensemble européen. Tous ces Etats doivent faire des efforts, et le nôtre devra également maîtriser sa dette et réduire les déficits publics. Mais en même temps, face à la spéculation, face aux marchés, dans ce moment de crise, ce qui est attendu, c'est que l'Europe soit solidaire.

Rendez-vous compte ! Cela fait presque deux ans que la Grèce a affirmé ou affiché son défaut de paiement. Deux ans que se réunissent des conseils européens les uns après les autres – 16 dits « de la dernière chance », c'est dire en attendant le dix-septième ! Je fais là le pronostic qu'il y en aura bien encore trois ou quatre avant le mois de mai. A chaque fois que nous annonçons que le problème est réglé, il est encore devant nous. Et au moment où je parle, il n'est pas encore sûr que la Grèce pourra atteindre ses objectifs et que des prêts pourront lui être consentis, alors qu'il suffisait, dès le moment où a surgi ce problème, que les Européens se mettent ensemble, disent aux Grecs de faire les efforts indispensables et en même temps substituent une dette européenne à une dette grecque pour que la question fût définitivement réglée. Parce que l'Europe aurait dû simplement faire que ce soit elle qui porte la dette grecque et que les banques, par ailleurs, soient amputées d'une partie de leurs créances.

Plutôt que de faire ce choix, ce choix courageux, eh bien, que de temps a été perdu ! Et de proche en proche, le risque grec est devenu le risque irlandais, puis le risque portugais, puis le risque espagnol, puis le risque italien. Et le mouvement n'est pas encore fini, la sarabande continue ! Et voilà que, d'un pays qui était en difficulté, c'est l'Europe, la zone euro qui elle-même s'est exposée, vulnérable. Eh bien non, moi qui suis européen, moi qui ai voulu l'euro, moi qui me suis battu pour que l'Union européenne soit solidaire, soit organisée, soit politiquement plus forte, je ne peux pas admettre que finalement la seule réponse encore aujourd'hui soit de dire : voilà, nous allons instaurer des disciplines, nous allons porter des plans d'austérité et de rigueur partout, alors que nous savons que sans croissance, sans développement économique, nous n'atteindrons pas les objectifs de réduction des déficits.

Que de temps a été perdu ! Que de positions ont été abandonnées ! Nous avions, la France, et au-delà des sensibilités politiques, la belle idée d'euro-obligations, d'euros-bons, c'est-à-dire la possibilité pour l'Europe d'emprunter pour elle-même, mais surtout pour lancer de nombreux projets, pour se substituer à des dettes souveraines qui étaient contestées. Cette idée a été abandonnée en chemin, c'était au mois d'août, par Nicolas Sarkozy, qui a préféré troquer l'abandon des euros-bons pour une règle d'or. Vous vous souvenez de la règle d'or, vous ? On voulait nous la faire voter au mois de septembre, et voilà qu'elle n'a déjà plus cours, qu'il faut en inventer une autre. Nous, nous ferons les choses en bon ordre après les élections du mois de mai. D'ailleurs, j'ai noté que Madame Merkel — que je ne connais pas mais que je ne demande qu'à connaître — a eu la sagesse de dire « oui, la règle d'or, enfin les règles de bonne gestion budgétaire, peut-être que ce sera avant la fin de l'année 2012... ». Elle a eu raison, c'était plus sage. Donc, c'est au niveau européen que nous pouvons mettre de l'ordre et lutter efficacement contre la finance, en ayant justement ces euros-bons, en ayant un fonds de stabilité financière qui puisse intervenir, en ayant une banque centrale qui puisse avoir la capacité de reprendre un certain nombre de dettes, d'avoir une agence publique que notation. Comment admettre, d'ailleurs, d'être noté par une agence dont nul ne connaît ni l'organisation ni la fiabilité, ni la légitimité ? Et de mettre en place — et à l'échelle européenne ou en tout cas avec les pays qui le voudront — une véritable taxe sur les transactions financières. Je parle d'une véritable taxe. Parce que j'ai cru comprendre qu'il allait y voir une taxe les transactions financières rien qu'en France... Ah bon ? Mais qu'en fait, elle viendrait se substituer à une taxe qui a été supprimée — par le même qui veut en recréer une autre, vous me suivez — et qui s'appelait l'impôt de Bourse.

Voilà, toujours cette suite de mouvements de va, de vient, de zig, de zag, qui finalement caractérisent le quinquennat qui vient de s'achever. Eh bien nous, nous aurons à faire en bon ordre, dans la cohérence, dans la clarté, la mise au pas de la finance — plus exactement sa soumission au service de l'économie. Ce ne sera pas une chose simple. Il faudra y mettre tout notre temps, toute notre énergie. Mais si nous n'avons pas cet objectif, si nous n'avons pas cette volonté, alors nous serons toujours vulnérables, alors il se trouvera toujours une circonstance, une conjoncture, un tumulte, où les marchés nous imposeront leurs règles, leurs normes, leurs objectifs. Eh bien moi, je vous le dis, la démocratie doit être plus forte que les marchés, la politique plus ferme que les spéculateurs.

Que de temps a été perdu ! Que de positions ont été abandonnées ! Nous avions, la France, et au-delà des sensibilités politiques, la belle idée d'euro-obligations, d'euros-bons, c'est-à-dire la possibilité pour l'Europe d'emprunter pour elle-même, mais surtout pour lancer de nombreux projets, pour se substituer à des dettes souveraines qui étaient contestées. Cette idée a été abandonnée en chemin, c'était au mois d'août, par Nicolas Sarkozy, qui a préféré troquer l'abandon des euros-bons pour une règle d'or. Vous vous souvenez de la règle d'or, vous ? On voulait nous la faire voter au mois de

septembre, et voilà qu'elle n'a déjà plus cours, qu'il faut en inventer une autre. Nous, nous ferons les choses en bon ordre après les élections du mois de mai. D'ailleurs, j'ai noté que Madame Merkel — que je ne connais pas mais que je ne demande qu'à connaître — a eu la sagesse de dire « oui, la règle d'or, enfin les règles de bonne gestion budgétaire, peut-être que ce sera avant la fin de l'année 2012... ». Elle a eu raison, c'était plus sage. Donc, c'est au niveau européen que nous pouvons mettre de l'ordre et lutter efficacement contre la finance, en ayant justement ces euros-bons, en ayant un fonds de stabilité financière qui puisse intervenir, en ayant une banque centrale qui puisse avoir la capacité de reprendre un certain nombre de dettes, d'avoir une agence publique que notation. Comment admettre, d'ailleurs, d'être noté par une agence dont nul ne connaît ni l'organisation ni la fiabilité, ni la légitimité ? Et de mettre en place — et à l'échelle européenne ou en tout cas avec les pays qui le voudront — une véritable taxe sur les transactions financières. Je parle d'une véritable taxe. Parce que j'ai cru comprendre qu'il allait y voir une taxe les transactions financières rien qu'en France... Ah bon ? Mais qu'en fait, elle viendrait se substituer à une taxe qui a été supprimée — par le même qui veut en recréer une autre, vous me suivez — et qui s'appelait l'impôt de Bourse.

Voilà, toujours cette suite de mouvements de va, de vient, de zig, de zag, qui finalement caractérisent le quinquennat qui vient de s'achever. Eh bien nous, nous aurons à faire en bon ordre, dans la cohérence, dans la clarté, la mise au pas de la finance — plus exactement sa soumission au service de l'économie. Ce ne sera pas une chose simple. Il faudra y mettre tout notre temps, toute notre énergie. Mais si nous n'avons pas cet objectif, si nous n'avons pas cette volonté, alors nous serons toujours vulnérables, alors il se trouvera toujours une circonstance, une conjoncture, un tumulte, où les marchés nous imposeront leurs règles, leurs normes, leurs objectifs. Eh bien moi, je vous le dis, la démocratie doit être plus forte que les marchés, la politique plus ferme que les spéculateurs.

Je suis ici devant vous, et je vous présente le projet que j'ai évoqué au Bourget, que je présenterai plus en détail jeudi prochain. Non pas qu'il y aurait de nouvelles mesures, mais il faudra bien montrer de la cohérence, montrer aussi que ce que nous promettons, nous le tiendrons financièrement, que les nouvelles dépenses que nous engagerons devront être équilibrées par d'autres recettes ou par la suppression d'autres dépenses. Parce que nous n'avons pas de marge qui nous permettrait d'aller au-delà de ce que la croissance permet. Quelle croissance ? Elle sera sans doute d'à peine un demi-point cette année, d'un point l'année prochaine. Donc, il nous faudra, là, faire des réformes de structure dès à présent, dès notre élection, et sans perdre de temps. Nous lancerons les grandes réformes de structure : réforme fiscale, réforme territoriale, réformes institutionnelles, réformes aussi qui permettront aux entreprises d'être confortées dans leur développement économique, et réformes bancaires pour clarifier l'organisation de la finance. Voilà ce que nous ferons dès le début de notre quinquennat.

Et puis ensuite, si nos efforts portent, si notre redressement se confirme, alors nous pourrons redistribuer ce que nous aurons créé et produit. Mais en même temps, j'ai conscience des impatiences, des urgences. Il faudra bien traiter la rentrée scolaire et y mettre des moyens immédiats ! Il faudra bien agir pour que le droit à la santé soit respecté ! Il faudra bien décider que ceux qui ont fait leur temps, leurs quarante et une années, après quarante et une année et demie puissent partir à la retraite à soixante ans ! Voilà les mesures immédiates.

D'autres devront être forcément, légitimement, négociées avec les partenaires sociaux. D'autres prendront du temps, le Parlement devra être respecté dans ses droits. Et puis d'autres, enfin, appelleront le concours des collectivités locales. Parce qu'il faudra, là, que l'Etat soit exemplaire dans son rapport avec les élus. Je voudrais ici les saluer, ces élus de la République, sans lesquels notre pays ne serait pas ce qu'il est. Ces territoires qui ont connu des développements que sans la décentralisation, il n'y aurait pas eu. Sans François Mitterrand, il n'y aurait pas eu de transformation, sous nos yeux, de notre environnement. C'est la raison pour laquelle nous engagerons un nouvel acte de décentralisation, pour que les régions, pour que les agglomérations disposent des moyens indispensables pour nous accompagner dans le changement du pays.

Et puis, nous aurons aussi — j'évoquais les négociations avec les partenaires sociaux — à reconnaître leur rôle dans le changement du pays. J'inscrirai dans la Constitution la démocratie sociale. Aucun texte ne pourra venir au Parlement, lorsqu'il traite d'une question sociale, sans qu'il ait été au préalable négocié, concerté avec les partenaires sociaux. Les syndicats, à qui l'on a demandé — et j'en

ai compris le principe — d'affirmer, d'afficher leur représentativité, eh bien ces organisations syndicales devront trouver aussi leur place dans les entreprises, davantage qu'aujourd'hui. Je ferai d'ailleurs en sorte que dans les plus grandes entreprises — nous verrons bien la taille, au-delà de 1 000 ou de 1 5000 salariés, nous apprécierons — il y ait un représentant salarié au conseil d'administration. Et j'ajoute que dans les plus grandes, il serait judicieux de mettre aussi un membre élu des salariés au comité de rémunération — vous savez, ce comité qui fixe les émoluments des dirigeants des sociétés.

Si nous voulons réussir, il faut un Etat qui puisse être exemplaire, exemplaire au plus haut niveau. Le comportement du président de la République, les choix qu'il peut faire, le langage qu'il doit tenir, la rémunération qui doit être la sienne, tout doit être une référence pour le reste du pays. Rien ne doit laisser place au soupçon, à la suspicion, à la séparation entre ceux du haut et ceux d'en bas — terrible opposition en démocratie, car ceux du haut procèdent de ceux d'en bas, ou plus exactement il n'y a pas ceux qui sont en bas et ceux qui sont en haut, il y a ceux qui votent et ceux qui les représentent.

Oui, nous devons être une République inattaquable. Je préfère dire inattaquable qu'irréprochable, parce que là encore, nous aurons à marquer une différence, je n'ose pas dire une rupture. Une différence qui commencera par affirmer l'indépendance de la Justice, faire que tous les magistrats, qu'ils soient ce que l'on appelle du Siège — c'est fait — ou du Parquet, soient nommés par la même institution, le Conseil supérieur de la magistrature, sans que le pouvoir exécutif ait à donner sa préférence. Inattaquable parce qu'aucun service de Police ne peut être au service d'une cause qui n'est pas la protection de nos concitoyens. Aucun service de renseignement ne peut chercher des informations qui sont propriété des journalistes qui les détiennent.

Oui, l'Etat devra montrer l'exemple, et en même temps, celui qui en a la charge devra partager son pouvoir de domination. Sans doute devra-t-il, sur les plus hautes fonctions, prendre ses responsabilités. Mais sur d'autres, et notamment sur l'audiovisuel public, comment maintenir encore cette curieuse idée que ce soit le président qui choisisse les responsables des chaînes publiques, et parfois les directeurs des programmes, selon son bon vouloir ? La République, ce n'est pas le pouvoir d'un seul, ce n'est pas le pouvoir de celui qui ne partage rien et qui considère qu'il en est le propriétaire, la République c'est le pouvoir de tous, exercé par celui ou celle qui en a reçu le mandat.

Oui, l'Etat devra montrer l'exemple aussi dans sa conception des valeurs de la République. Nous avons besoin d'un Etat qui reconnaisse que nous sommes dans une République laïque, où un citoyen est d'abord regardé indépendamment de sa religion, de sa couleur de peau ou de son origine. Que chaque citoyen est à l'égal des autres, mais a les mêmes devoirs, aussi, de respecter la liberté des autres, liberté religieuse, liberté de conscience, liberté de croire ou de ne pas croire. La laïcité, c'est le respect des religions, mais c'est aussi les limites qui doivent être fixées entre ce qui appartient au spirituel et ce qui relève de la République, de sa neutralité, et donc de sa laïcité.

Les valeurs de la République, c'est aussi le droit de vivre en sécurité. Nul ne doit être au-dessus des lois, pas le délinquant financier qui s'arrange pour faire un profit qui n'est pas celui de son travail ou de son intelligence, pas le fraudeur fiscal qui, en définitive, échappe à l'impôt et empêche autant de médecins hospitaliers ou autant d'enseignants, de faire le travail qui pourrait être le leur si cet argent avait permis leur recrutement. Oui, personne n'est au-dessus des lois, pas davantage, je l'ai dit, le caïd de banlieue qui empêche de vivre correctement dans une cité, qui organise le trafic, la pression, la peur. Nos citoyens demandent à être libérés aussi de cette servitude. Et là encore, si l'on veut regarder le bilan de ces dernières années, jamais les violences aux personnes n'ont été aussi importantes et nombreuses qu'aujourd'hui, jamais la Police n'a été autant absente d'un certain nombre de quartiers, et autant présente sur d'autres. Jamais il n'y a eu cette politique qui a consisté, pendant les cinq ans où Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur, à créer 10 000 postes de policiers et de gendarmes — et pendant les cinq ans où il a été président de la République, à supprimer 10 000 postes de policiers et de gendarmes ! Allez comprendre ! Nous avons besoin, là encore, d'une Police, d'une Gendarmerie présentes dans les quartiers qui sont les plus frappés par les violences. C'est le rôle aussi du président de la République de donner ces orientations, de fixer ces priorités.

Mais en même temps, il y a l'urgence. L'urgence, c'est le redressement économique, c'est le redressement financier. Et donc, il nous faudra agir, et agir vite. Redressement économique parce que nous ne pouvons pas accepter que 10 % de la population soit au chômage et tant d'autres dans la

précarité. Redressement économique parce que nous ne pouvons pas admettre qu'un grand pays comme le nôtre ait un déficit du commerce extérieur de 75 milliards d'euros, quand nos voisins allemands ont un excédent de 150 milliards d'euros. Redressement économique parce que nous ne pouvons pas non plus supporter que la désindustrialisation gagne nos territoires. Nous avons perdu 400 000 emplois industriels depuis cinq ans. L'industrie, qui représentait à peu près 20 % de la production nationale il y a dix ans, n'en fait plus que 13 % aujourd'hui.

Comment pouvons-nous admettre que des entreprises, qui pourtant ont une rentabilité suffisante, soient délocalisées pour des raisons de profit ou de cours boursier ? Oui, il nous faudra agir, et agir vite, d'abord avec une Banque publique d'investissement qui pourra soutenir le développement des entreprises stratégiques qui attendent des financements qu'elles ne trouvent pas forcément auprès de leurs actionnaires ou du système bancaire. Oui aussi aux fonds régionaux, avec les conseils régionaux, pour accompagner le développement des PME. J'ai proposé aussi un livret d'épargne dédié précisément au développement des PME. Et nous aurons aussi à faire en sorte que les entreprises qui font l'effort de localiser leurs activités ici en France soient davantage soutenues que celles qui ont d'autres pratiques.

Nous ferons également une différence entre les taux d'impôt des sociétés, selon que ce sont des grandes entreprises, où le taux devra être plus élevé, ou des petites, où il devra être plus bas. Nous ferons aussi une distinction entre les bénéfices qui sont distribués aux actionnaires et les bénéfices qui sont réinvestis, qui méritent là encore d'être encouragés. Nous avons besoin d'investissement, nous avons d'innovation, nous avons besoin d'entrepreneurs. Donc, nous devons montrer que nous sommes un Etat qui a une vision de son avenir, une capacité de mobiliser non pas les fonds budgétaires — nous n'en avons plus — mais de mobiliser l'épargne qui doit aller vers l'investissement. Redressement économique parce que nous avons besoin de plus d'innovation, plus de recherche, plus de connaissance. Parce que la différence que nous ferons avec les pays émergents n'est pas sur les coûts salariaux. Il faudrait les réduire de combien, de 20 %, 30 %, 40 %, sans être d'ailleurs sûrs que nous pourrions écouler nos produits ou empêcher l'entrée de ceux des pays émergents ? Nous avons au contraire besoin d'être finalement les plus développés, au sens d'avoir le savoir-faire, la capacité, la technologie, de pouvoir vendre nos produits.

C'est ça la compétitivité, la spécialisation industrielle. Mais nous devons aussi redresser nos comptes. Parce que lorsqu'on change de président, il n'y a pas une reconstitution des fonds qu'il a dépensés. Ce serait trop simple ! Et ceux qui imaginent qu'il suffit de changer de président pour que le ciel s'ouvre et que nous puissions enfin faire ce qu'il n'a pas été capable de faire, non ! Nous aurons à redresser nos comptes, nous le ferons avec le souci, d'abord, de la cohérence dans le temps — il faudra cinq ans pour retrouver l'équilibre —, le souci de la souveraineté, parce que si nous sommes dépendants des dettes, nous serons dépendants des marchés. Ce sont eux qui nous fixeront les règles ! Et moins nous aurons à emprunter, plus nous serons finalement libres de nos choix. Alors il faudra faire une grande réforme fiscale, qui nous permettra de remettre de l'ordre, de faire en sorte que les niches des plus grandes entreprises puissent être réduites pour retrouver des marges de manœuvre, pour que nous puissions aussi faire en sorte que la réforme fiscale apporte de la justice et aussi du rendement. Nous ne pouvons pas admettre qu'un certain nombre de contribuables se soient exonérés de tout effort depuis cinq ans et peut-être même davantage, alors qu'il a été demandé des sacrifices à tous, alors que les cadeaux fiscaux, qui ont compté jusqu'à 75 milliards d'euros, ont été dépensés tout au long du dernier quinquennat.

Donc nous aurons à faire cet effort, et cet effort sera juste. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que je serai le président de la justice. Aucune décision, aucune réforme, aucun choix qui seront présentés par un gouvernement, par un ministre, ne pourront être pris si je n'ai pas eu la réponse à cette question simple : « est-ce que c'est juste ? ». Si c'est juste, je prends la réforme, je prends la décision, je fais le choix. Si ce n'est pas juste, j'écarte la réforme, j'écarte la décision et je ne fais pas le choix. La justice, la justice d'abord : justice fiscale, justice sociale, justice territoriale pour que toutes nos décisions soient comprises par les Français, qu'ils se disent que finalement, c'est acceptable parce que c'est juste et que chacun fait l'effort qui correspond à la contribution qui est attendue de lui en fonction de ses revenus ou de son patrimoine, que nul échappe à l'effort et à la solidarité.

C'est vrai que ceux qui ont le plus paieront le plus. Et voilà que la Droite nous fait procès ! Rendez-vous compte ! Je vais toucher aux classes moyennes ! J'ai annoncé, il est vrai, qu'il y aurait une

nouvelle tranche de l'impôt sur le revenu à 45 % pour les revenus, par part, de 150 000 euros par an. Vous avez vu comment ils considèrent les classes moyennes ? « 150 000 euros, par personne ? » On peut faire une division, si vous voulez, par mois. Mais est-ce que, ici, dans cette salle – je l'espère – plusieurs personnes sont concernées ? Si elles le sont, qu'elles viennent me voir ensuite et je ferai résipiscence ! Ou plus exactement je leur dirai : « quelle chance vous avez d'avoir 150 000 euros, vous ! Et vous ne ferez pas l'effort de donner un peu plus pour ceux qui ont, finalement, tant besoin de la solidarité, de services publics et de protection !? ».

Et puisqu'ils ont parlé des classes moyennes, sans qu'on sache très bien à quoi ça correspond, mais enfin on a quelques idées : en France, tout le monde considère qu'il est dans la classe moyenne parce que les plus favorisés disent « on ne va pas dire qu'on est dans les plus aisés, ça peut nous coûter cher » et les plus modestes se disent « finalement on n'est pas si pauvres que ça, on doit être quand même au niveau moyen » - je rappelle hélas, parce que c'est la réalité, que le salaire moyen en France, c'est 1 500 euros... Mais puisqu'il m'est évoqué les classes moyennes que je suis supposé maltraiter : qu'ont reçu durant le dernier quinquennat les classes moyennes ? Est-ce que le bouclier fiscal, c'était pour les classes moyennes ? Est-ce que la suppression de l'impôt sur la fortune, c'était pour les classes moyennes ? Est-ce que l'allègement des droits pour les plus grosses successions, c'était pour les classes moyennes ? Est-ce que même la défiscalisation des heures supplémentaires, c'était pour les classes moyennes - parce que tout le monde ne peut pas forcément avoir des heures supplémentaires !?

Et qui a payé plus d'impôt tout au long du quinquennat – 20 taxes ont été créées – si ce ne sont les classes moyennes, et d'abord les classes moyennes ? Et qui va payer la TVA qui est annoncée, si ce ne sont les classes moyennes, et d'abord les classes moyennes ? Qui a payé les taxes sur les mutuelles, si ce ne sont les classes moyennes ? Qui a supporté les remboursements de médicaments, si ce ne sont les classes moyennes ? Qui a payé la CSG supplémentaire les classes moyennes ?

Qui a supporté les deux plans de rigueur qui viennent d'être votés ces six derniers mois, si ce ne sont les classes moyennes ? D'abord le blocage de l'indexation des revenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu – qui va se traduire, forcément, par une augmentation d'impôts pour tous les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu. Qui a déjà supporté la hausse de la TVA de 5,5 à 7 % ?

Qui a, en définitive, hélas, également subi le blocage de toute revalorisation des prestations familiales ? Qui a, finalement, décidé de ne pas relever le taux du Livret A de Caisse d'Épargne, au détriment des classes moyennes ?

Alors, je vous le dis, classes moyennes, faites confiance à la Gauche ! La Droite vous déjà trahies.

Chers amis, qu'ils ne viennent pas nous dire non plus que notre projet, celui que j'ai présenté au Bourget, serait irresponsable. Ceux qui ont été irresponsables, ce sont ceux qui ont gravement aggravé la dette publique, ceux qui ont – hélas – déséquilibré les comptes publics. Ceux qui nous laissent un pays, aujourd'hui, qui a une dette de 87 % par rapport à sa richesse nationale, qui a dégradé, aussi, la compétitivité de l'économie française, qui a justement été dégradé par une agence de notation dont ils avaient, hélas, pensé qu'elle devait être leur juge, leur évaluateur. Nicolas Sarkozy avait dit : « mon objectif est de garder le triple A. J'en fais même une obligation ». Ce n'est pas nous qui avons fixé cette perspective ! C'est lui qui a voulu être noté. Il l'est !

Mais, franchement, la vraie note, la seule note qui compte, c'est la note du Peuple français qui viendra, le 22 avril et le 6 mai.

Moi, j'ai fait le choix du sérieux, de la responsabilité, qui est de dire que ce que j'ai présenté, nous le financerons. Rien ne sera caché. Rien ne sera dissimulé. Tout pourra être vérifié. J'en connais qui me diraient : « ah, mais pourquoi vous n'avez pas prévu plus ? ». Oh, ce n'est pas le plus difficile. On peut accumuler les propositions et les propositions. Mais moi, j'ai considéré que plus on présente de propositions, plus les Français sont lucides sur le fait que finalement, nous ne tiendrons rien.

Et donc, je me suis donné quatre objectifs : le redressement, sans lequel il n'y aura pas, pour le pays, de confiance qui reviendra. Le second objectif, c'est la justice, sans laquelle il n'y a pas de redressement possible. Le troisième objectif, c'est de faire en sorte que la République retrouve, finalement, ses principes et ses valeurs. Et ce ne sera pas de trop ! Et le quatrième objectif, c'est que nous ayons une grande espérance à offrir à notre peuple. Et cette espérance ne peut être que, finalement, ce qui a constitué notre Nation, depuis la Révolution française jusqu'à aujourd'hui : cette belle idée que nous pourrions avancer, péniblement parfois, mais sûrement vers la voie du progrès. Que ce sera forcément une vie meilleure pour ceux qui nous succéderont. Que de génération en génération, il y aura une élévation des conditions de vie, de bonheur et de réussite.

J'ai appelé cela « le Rêve français ». Et ils m'ont cherché querelle, comme souvent : comment peut-on rêver aujourd'hui ? C'est vrai. Ils m'ont dit : mais, au moment où c'est si difficile, comment convaincre les Français de rêver ? Eh bien, il y a toujours un rêve pour un grand Peuple. Le rêve américain, c'est de permettre à celui qui n'est rien, qui est un enfant noir, d'espérer un jour être président des Etats-Unis. Tous les enfants noirs américains ne deviennent pas présidents des Etats-Unis. Mais il suffit qu'un y parvienne pour que les Américains estiment qu'ils sont une grande démocratie.

Nous, nous n'avons pas forcément fait le même rêve. Le rêve, le nôtre, est celui de la Révolution française. C'est le rêve que, ensemble, nous allons nous élever. Que ce n'est pas simplement l'un d'entre nous qui va occuper la première place : c'est l'ensemble du pays qui va, progressivement, vivre une condition meilleure. C'est que nous sommes ensemble, que nous sommes un peuple où nous aimons nos différences, nos singularités, mais nous sommes conscients que nous sommes dans le même avenir commun, dans le même destin, et que nous avançons, là, les uns, les autres, certains plus en retard, d'autres plus en avance, mais dans la même voie du progrès et de la destinée humaine.

Ah, nous ne sommes pas n'importe quel pays ! Certains nous trouvent – et je les comprends – arrogants, prétentieux, parce que nous considérons que tout serait venu de chez nous : les Lumières, la République, les droits de l'Homme, la fin des privilèges. Oh, nous ne sommes pas parfaits. Notre histoire est pleine, aussi, de déconvenues – parfois, hélas, de déclin et, aussi, de défiance à l'égard des principes que nous avons portés.

Nous avons aussi eu des moments noirs dans notre histoire. Mais il s'est trouvé que, même dans ces périodes de crise, de révolution, d'occupation, se sont levés des hommes, des femmes qui ont permis à notre peuple de retrouver fierté et honneur. Nous les connaissons, ces hommes et ces femmes. Finalement, au lendemain de la défaite de Sedan, Gambetta qui était parti avec son ballon pour sauver la République qu'il venait de proclamer ! Puis, ensuite, Georges Clemenceau qui avait déjà, le premier, parlé de Dreyfus et de son innocence – et qui s'est trouvé être celui en situation de mettre le pays, qui doutait de sa victoire, dans le mouvement qui a permis de connaître la fin de la Première guerre mondiale. Et puis il s'en est trouvé d'autres qui, au moment de Munich, n'ont pas varié et considéré, comme Léon Blum, que finalement la guerre se préparait et qu'il valait mieux prévenir les Français que de les adoucir à l'idée qu'une possible collaboration avec l'Allemagne pouvait être envisagée. Ils avaient trouvé aussi un homme plus glorieux que d'autres, Charles de Gaulle, qui en 1940 a considéré qu'il fallait aller à Londres pour sauver l'honneur de la Patrie. Et puis d'autres encore, qui sont morts pour défendre l'idée belle de la Résistance – et on pense à Jean Moulin. Oui, tant de ces hommes, de ces femmes – et devrais-je continuer –, de ceux qui ont refusé la guerre d'Algérie, de ceux qui ont pensé que la décolonisation devait se faire plus rapidement qu'il n'était prévu, de ceux qui ont reconstruit le pays, de ceux qui ont fait l'Europe. Et je pense ici à François Mitterrand qui a été, quand même, l'homme qui a permis à notre pays de se débarrasser de ses archaïsmes, de ses peurs ! Et dont on est fier, quand même, que c'est un gouvernement de gauche qui a aboli la peine de mort et donné à notre pays, là encore, la fierté d'être le premier

Eh bien, là encore, nous sommes dans ce moment de l'histoire où nous devons choisir notre destin. Que voulons-nous ? Nous résigner ? Nous abandonner ? Nous livrer à la peur ? Ou, au contraire, choisir le destin du redressement, du relèvement de la Nation et de la fierté collective de porter des valeurs qui nous réunissent ?

Je l'ai dit : la France n'est pas un problème. La France est la solution. C'est en étant davantage des Républicains, des citoyens responsables, que nous assumerons, là encore, le dépassement de la crise.

Eh bien, je vous le dis aujourd'hui : la plus belle cause que je peux porter avec vous, c'est la cause de la jeunesse ! C'est la cause de l'éducation, de l'école, de la formation, de la qualification de l'accompagnement vers l'emploi !

Et lorsque j'ai dit « priorité à l'éducation », ce n'est pas simplement pour revenir à de vieux principes, qui seraient ceux de l'école républicaine, mais parce qu'aucune nation ne peut réussir si elle ne donne pas priorité à la connaissance, au savoir, à la transmission des compétences – bref, à la préparation de son avenir !

Alors si nous voulons porter cette grande cause, celle du rêve français, celle du récit républicain, celle de la jeunesse qui est notre avenir, si nous voulons assurer de meilleures conditions pour sa réussite, alors il faut participer pleinement, ne pas ménager sa peine, se donner à cette grande aventure. Nous n'en connaissons pas beaucoup, dans une vie humaine. J'en sais qui ont attendu des années, des décennies, la victoire de François Mitterrand, en 1981.

Eh bien, nous avons eu d'autres victoires, qui ont suivi : 1988, 1997. Nous avons été victorieux, aussi, dans tant d'élections locales. Mais, là, là nous sommes devant notre première responsabilité. Ce que nous avons été capables de faire sur nos territoires – où nous gouvernons 21 régions sur 22, deux tiers des départements, la plupart des villes françaises –, nous ne serions pas capables de le faire pour le pays ? Mais si ! Il nous attend, le pays ! Il espère en nous. Soyons dignes, aussi, de sa confiance – si elle vient. Nous ne pourrons gagner que si nous sommes rassemblés. Rassemblés, nous le sommes : les dirigeants du Parti socialiste, des Radicaux de gauche, des formations politiques, mais ça ne suffit pas. Rassemblés, tous, dans un grand mouvement, dans une grande espérance, dans un grand sursaut collectif. C'est vous qui allez faire la victoire !

Moi, je ne suis ici que celui qui va être porté par vous. Je vais délivrer mon message. Je vais me multiplier dans toutes les villes de France. Je sais que beaucoup de ceux qui me soutiennent vont eux-mêmes tenir réunion partout. Mais c'est vous qui allez, par votre confiance, par votre enthousiasme, par votre conviction, emmener tellement d'autres ! Ceux qui ne sont pas encore là – mais peut-être sont-ils déjà là ? Peut-être nous ont-ils écoutés ? Peut-être aussi sont-ils venus ? Parce que, de proche en proche, vous allez voir, nous sommes déjà des milliers et nous serons encore davantage. Ce sera un grand mouvement, parce que ce doit être un grand moment de bonheur, de joie partagée. Je veux vous le donner, ce moment.

Je veux que le 6 mai, les sourires reviennent. Je veux que le 6 mai, il y ait là un flot d'hommes et de femmes, jeunes ou moins jeunes, qui se disent : « ça y est, ça y est, nous sommes de nouveau dans le mouvement, dans la conquête, dans le pouvoir exercé au nom de la France ». Je veux que vous soyez fiers de cette victoire, et en même temps conscients qu'elle nous ouvrira sûrement les portes du pouvoir – mais également tout le poids de la responsabilité du pays. Je veux vous dire que ce sera difficile. Mais je veux vous dire que ce sera, aussi, un beau combat que nous allons livrer. Le combat ne s'arrête jamais. Ce n'est pas là celui d'une élection qui arriver. Ce sera celui, aussi, d'une transformation, d'un changement du pays.

Donc voilà, mes amis, ce que je venais vous dire. Nous servons une grande cause. Nous devons redonner confiance à la France. Mais plus que cela, l'Europe nous regarde. Cette Europe qui aujourd'hui est pour l'essentiel gouvernée par la Droite. Mais il y a tant d'hommes et de femmes qui espèrent dans notre victoire, ici, pour que l'Europe change aussi de couleur.

J'étais, il y a quelques semaines, en Allemagne, rencontrer les dirigeants du SPD, la Gauche allemande. Ils ne m'ont donné qu'un seul message. Je vous le livre, pour que vous en soyez conscients : « surtout, gagnez, parce que si vous ne gagnez pas ici, comme allons-nous faire, nous, pour l'emporter en l'Allemagne ? Alors faites-le, au moins pour les Allemands ! ». Ensuite je suis allé en Italie. En Italie, ils ont un gouvernement, mais ils lui ont donné la partie la plus difficile : faire ce qu'aucun parti politique ne voulait assumer. En même temps, ils savent que ce gouvernement n'a qu'un temps de vie limité. Et là, que nous dit la gauche italienne ? « Nous, nous nous sommes débarrassés de Berlusconi. Vous voyez ce que vous avez à faire. » Ils nous attendent, aussi. Ils nous espèrent. Et puis tant d'autres, je pense aussi aux Hongrois, à ce peuple hongrois qui est, hélas, soumis à un gouvernement qui s'écarte des valeurs démocratiques. Ils attendent aussi qu'il y ait ici, en

France, un Etat, un pouvoir qui donne aussi aux valeurs de la République toute leur force, au-delà même de nos frontières.

Le monde nous regarde, parce que nous ne sommes pas n'importe quel pays. Nous sommes la France ! La France qui doit avoir une politique de la Méditerranée. La France qui doit avoir une politique à l'égard de l'Afrique tellement différente de celle qui a été menée jusqu'à présent, faite de complaisance, faite parfois de complicité même, avec la corruption – et d'acceptation de manquements réguliers aux droits de l'Homme.

Oui, nous sommes la France regardée dans le monde ! Si vous me confiez la responsabilité du pays, j'aurai à faire des choix difficiles, parce que le monde est lui-même traversé de convulsions, de crises, de fondamentalismes. Regardez ce qui se passe en Iran, avec le risque de prolifération nucléaire ! Regardez ce conflit israélo-palestinien toujours insoluble ! Regardez ces tentations, ici ou là, de mouvements qui se réclament de religions pour abattre la démocratie. Et lorsque même la dictature est abattue, rien ne peut dire ce que va être la suite. Le monde est par définition instable, donc il attend aussi que des puissances – et nous en sommes une – puissent justement fixer les règles, poser les conditions, donner la perspective.

Nous aurons aussi à faire des choix douloureux, difficiles, nécessaires – et notamment en Afghanistan. Nous sommes conscients que des hommes ont donné leur vie pour une belle cause qui était la défense de ce que nous avons décidé nous-mêmes en 2001, c'est-à-dire la défense de principes, de lutte contre le terrorisme. Mais nous savons aussi, et depuis plusieurs années, que la mission a été atteinte et que la mort de Ben Laden, d'une certaine façon, en a été la consécration. Et donc, la première décision que je prendrai comme Président de la République, si les Français m'en donnent mandat, ce sera au sommet de l'OTAN qui se tiendra à la fin du mois de mai. Et j'annoncerai à nos alliés que nous engageons immédiatement le retrait de nos troupes d'Afghanistan.

Voilà, chez amis : la France nous attend ! L'Europe nous regarde ! Le monde nous espère et nous, nous avons le choix. Toujours le même dans l'histoire de la République, toujours le même dilemme qui va traverser le Peuple français : le choix entre la peur, la peur du changement, la peur du désordre, la peur de l'inconnu, qui tarabuste une partie de nos concitoyens depuis que la République existe – et, de l'autre côté, l'espoir, l'espoir d'une vie meilleure, l'espoir d'une société plus juste, d'un modèle de développement nouveau, d'une Europe différente, d'un monde équilibré. L'espoir. L'espoir de la condition humaine améliorée. Toujours le même dilemme entre la résignation : à quoi bon changer, nous ne savons pas ce que nous allons avoir – mais, nous savons ce que nous avons... Parce qu'à un moment, il faut tendre nos énergies vers une cause qui nous dépasse. Toujours le choix entre l'agitation et le changement.

Eh bien, chers amis, je vous propose le changement. Le changement, c'est maintenant ! Le changement, c'est celui que nous déciderons lucidement. Le changement, c'est celui que le pays doit vouloir, si nous sommes dignes de sa confiance. Et je vous appelle donc à faire que ce changement-là, celui que nous dessinons aujourd'hui, devienne la réalité au lendemain de notre victoire, le 6 mai. Faites le changement ! Faites-le pour vous ! Faites-le pour votre famille ! Faites-le pour vos idées ! Faites-le pour la France ! Faites-le pour la République, parce que c'est la plus belle cause qui vaille : la République et la France !

A bientôt chez amis, au 6 mai, ensembles, pour la victoire !

Mes chers amis,

Je voulais d'abord remercier Alain, le maire de Bourgoin-Jallieu, pour son invitation. Je ne savais pas que tout passait par le Nord Isère ! Tout ! Tout le gouvernement, d'abord. Et en même temps, tout l'enjeu de la campagne présidentielle. Et quand, en plus, François Mitterrand m'a précédé de 30 ans, il était temps que je revienne à Bourgoin-Jallieu !

Je veux saluer ici tous vos élus, en qui vous pouvez donner votre confiance. Je veux d'abord vous remercier vous, vous tous, toutes, nombreux à être là. C'est le meilleur signe de ce sentiment que nous ressentons au plus profond de nous. Il y a un mouvement qui s'est créé ! Une espérance qui s'est levée ! Un lien s'est tissé entre nous et les Français.

Une campagne, c'est forcément une rencontre. Au départ, les regards se font, puis ensuite, une confiance est donnée et, ensuite, enfin, un bulletin de vote est glissé. Nous ne sommes qu'au début du processus : le regard qui nous a été offert au moment des primaires citoyennes. L'un d'entre nous a été choisi, par plus de trois millions de nos concitoyens. Mais, cela ne pouvait pas être l'élection majeure. C'était le passage obligé. Je disais souvent, au moment de cette compétition, loyale et digne, je disais : c'est une élection formidable que les primaires citoyennes, puisque c'est le seul scrutin qu'un Socialiste est sûr de gagner ! Donc nous avons fait le plus facile. Mais ces primaires m'ont donné de la force, de la légitimité, m'ont permis de parler au peuple français avec le soutien de tous ceux et toutes celles qui étaient venus, à un moment, faire le choix. Et il s'est écoulé plusieurs semaines entre le résultat des primaires et le lancement de la campagne présidentielle.

J'en connais, autour de moi, qui étaient pressés, qui me demandaient de forcer l'allure. Je leur répondais : soyez patients. Chaque chose doit être préparée et chaque événement doit être créé pour qu'il ait de la force. Il y a eu le discours du Bourget. André Vallini y est revenu. Nous étions 25 000, alors que nous attendions 10 000 participants – c'était déjà un premier signe avant-coureur ! Et puis il y a eu plus de deux millions et demi de personnes, deux millions et demi, qui ont regardé ce discours à la télévision, sur les chaînes thématiques. Et puis beaucoup d'autres qui n'avaient pas regardé en ont entendu parler et ont dit : voilà, il se passe quelque chose du côté de la Gauche. Elle est là ! Elle est prête ! Elle peut être la solution, tant il y a de problèmes dans notre pays.

Et vous voir là, ce soir, nombreux, très nombreux, est un nouveau signe qui laisse penser que si nous travaillons bien pendant ces trois mois, si nous savons nous faire comprendre, expliquer notre démarche, informer les Français de nos propositions : alors oui, une victoire est possible ! Une victoire, une belle victoire ! Non pas une victoire pour nous-mêmes, pour le Parti socialiste, pour la Gauche. Non, une victoire pour la France, une victoire qui unit, une victoire qui rassemble, une victoire qui rend fier, une victoire qui élève un pays au-dessus de ce qui a pu, un moment, le traverser, le diviser.

Nous avons, pour l'instant, les faveurs des pronostics. On me dit que ce serait une terrible calamité qui s'abattrait sur nous. Hier, mon contradicteur disait : le favori du mois de janvier n'est jamais l' élu du mois de mai. Il a bien le droit de le penser. Mais, rassurez-vous, il n'y a pas de malédiction. Il vaut mieux être le favori du mois de janvier, du mois de février, du mois de mars, du mois d'avril, pour être le vainqueur

du mois de mai !

Mais en même temps, nous le savons aussi, nous avons l'expérience de la vie politique. Nous savons que rien n'est fait tant que les électeurs ne se sont pas prononcés. Nous connaissons la volatilité des humeurs, des modes, des sentiments. Et celui qui est acclamé un jour peut être détesté le lendemain. C'est arrivé !

Nous savons bien qu'il y a toujours des événements qui surgissent dans une campagne. Parfois des maladresses. Parfois des déconvenues. Parfois des faiblesses. Nous savons bien que rien ne nous sera épargné. Cela, je vous le garantis. Tout sera dit sur nous, et notamment le pire.

N'attendez aucun compliment de nos concurrents – même de ceux qui sont proches de nous et qui devraient préparer l'avenir avec nous. Il s'en trouvera toujours qui nous diront que nous ne sommes pas assez ceci ou trop cela, et qu'ils voudraient que nous leur ressemblions. Mais, si nous sommes candidats à plusieurs, dans cette élection présidentielle, à gauche, c'est parce que nous sommes différents. Même si, finalement, je me pose toujours cette question : est-ce qu'il ne serait pas plus simple de nous présenter ensemble si nous devons, demain, gouverner ensemble ?

Je sais que le combat sera dur, âpre, qu'il faudra démontrer – plus que d'autres : c'est toujours de la Gauche que l'on exige qu'elle dise comment elle finance son projet, comment elle arrive à l'équilibre des finances publiques en 2017, comment elle s'y prend pour financer ses promesses. Et les autres ? Il leur est fait, là, beaucoup de cadeaux, en ne demandant rien, d'abord de leur bilan. Parce que quand même, s'il faut rétablir les déficits, s'il faut redresser les comptes publics, s'il faut maîtriser la dette, c'est bien parce que ces déficits ont été creusés, que cette dette a été alourdie, que ces comptes publics ont été dégradés.

Je faisais le calcul – oh, ce n'était pas trop compliqué ! La dette publique a doublé depuis 2002. Cela veut dire qu'en dix ans de Droite, dix ans de Droite, et Chirac – j'ai quelque indulgence –, et Sarkozy – je comprends que vous en avez moins –, en dix ans, deux quinquennats de Droite auront produit autant de dette publique que tous les gouvernements, tous les présidents dans l'histoire même de la France ! Dix ans de Droite pour faire autant de dette publique, allez, depuis la Seconde guerre mondiale ! La IVème République et la Vème République avaient fait 900 milliards de dettes. Eh bien, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac auront fait autant de dette que pendant 50 ans de République !

Et ils viendraient nous faire la leçon et nous demander comment nous finançons le rétablissement des comptes publics et nos promesses ? Je ne sais pas si la curiosité des journalistes ira jusqu'à leur demander comment ils vont faire eux aussi... Mais moi, je ne leur poserai pas la question. Parce qu'ils ne vont pas le faire : c'est nous qui allons faire ce travail ! C'est nous qui allons redresser les comptes. C'est nous qui allons rétablir l'état de nos finances et maîtriser notre dette.

Oui, c'est vrai, pendant ces trois mois – parce qu'il nous reste trois mois avant le premier tour –, il nous sera demandé beaucoup. Parce que les Français attendent tellement de nous, trop parfois, tant il y a de souffrance, tant il y a d'urgence, tant il y a de chômage, de précarité, de difficulté pour accéder à la santé, au logement, aux services publics. Je mesure, au cours de mes déplacements, combien il y a de misère, de pauvreté, de précarité et qu'il est tellement difficile d'entendre, pour tous ceux qui sont dans cette situation, qu'il faudra encore faire des efforts. Ils n'en peuvent plus, ils nous regardent, ils nous espèrent et en même temps, certains n'y croient plus. C'est cela, le grand enjeu de la campagne présidentielle : oublier la Droite, oublier tout le reste, ne

penser qu'aux Français. Aller convaincre, non pas ceux qui ne pensent pas comme nous – encore que, il ne faut jamais désespérer de la raison humaine ! Peut-être dans cette salle s'en est-il glissé, de ces électeurs qui voulaient voir « comment il était, le candidat d'en face ». Eh bien, c'est à eux que je vais m'adresser : un ou deux sont dans cette salle. Venez vers nous ! Restez ici ! Ne changez plus !

Mais il y en a tant d'autres, tant d'autres qui sont loin de nous, qui sont en colère par rapport à leur vie, en désespoir par rapport à l'avenir, en inquiétude par rapport à leurs enfants. Ceux-là peuvent être tentés d'aller chercher vers l'extrême droite ce qu'ils n'attendent plus des formations démocratiques : ne laissez pas faire. Ne laissez pas faire ! Ne laissez pas les ouvriers aller voter pour un parti qui n'a jamais rien fait pour les intérêts des classes laborieuses.

Ne laissez aucun jeune – aucun jeune ! – offrir sa générosité à une formation politique qui imprime la haine. Ne laissez pas les oubliés, les relégués, s'abandonner à une extrême droite qui veut faire croire qu'elle n'a pas de passé alors qu'elle vient toujours de ce même mouvement d'idées fondé sur la peur, l'exclusion, la stigmatisation, la différence. Cette extrême droite n'est pas neuve. Elle est, au plus loin de notre histoire, toujours celle qui a fait honte aux valeurs de la République – qui n'a jamais, d'ailleurs, adhéré aux valeurs de la République et qui a toujours considéré que c'était la République qui était la cause des malheurs de la France.

Oui, il y a encore bien des inconnues dans cette campagne présidentielle, qui est encore longue. Il y a d'abord le fait de savoir si le président sortant sera candidat. Vous avez vu ce mystère qui est entretenu ! Le doute qui l'a saisi ! L'accès de sincérité qu'il aura eu très loin d'ici,

en Guyane, sur une pirogue... Moi, il ne m'a pas fait de confiance, vous pensez bien ! Mais il en aurait fait à certains journalistes qui l'accompagnaient. Il aurait dit qu'il arrêterait tout s'il n'était pas reconduit. C'est une hypothèse ! Il en a dit tant et tant. Je ne veux pas croire tout ce qui est rapporté. Il aurait dit qu'il a fait des erreurs : c'est bien possible. Il aurait même confessé qu'il avait changé. Que la vie l'avait changé. Que la crise l'avait changé. Que les circonstances l'avaient changé. Eh bien moi je vous donne ce conseil. Si la vie l'a changé, si la crise l'a changé, si les circonstances l'ont changé : il faut changer de président !

Mais, mes chers amis, il y a la réalité. La réalité du pays, la réalité du monde. Nous sommes devant une crise financière lourde, dure, brutale, interminable, qui est partie des Etats-Unis et qui a gagné toute l'Europe. Qui va finir par atteindre, même, les pays qui étaient les plus dynamiques : les pays émergents. Une crise qui au départ est financière, et qui devient économique, industrielle, budgétaire, et qui se retourne sur les Etats eux-mêmes.

Ces banques qui avaient été à un moment fragiles, qui ont été sauvées, qui se renflouent auprès de la Banque centrale européenne, ces mêmes banques viennent demander aux Etats, qui les avaient nourries, de changer y compris leurs règles de fonctionnement. Voilà cette contrainte nouvelle. Une crise financière qui s'est étendue à la zone euro, avec des pays européens qui n'ont pas été capables – non pas les pays eux-mêmes, mais leurs dirigeants – de trouver les solutions, les modes d'intervention, les règles qui auraient pu dominer la spéculation et la finance. Et voilà que se généralisent les plans de rigueur, les plans d'austérité, partout, qui affaiblissent la croissance. La nôtre aussi – nous sommes entrés en récession. Voilà une crise qui devient aussi une

crise de la production, faute de demande suffisante. Des entreprises ferment, parfois rentables. D'autres connaissent l'effroi, l'inquiétude, par rapport à leur avenir. Nous sommes dans un moment difficile.

Alors on nous dit : mais comment, dans ce moment – dans cette situation, alors que tout change, que tout est bouleversé – faudrait-il encore, en plus, changer de président ? Est-ce qu'il faudrait prendre ce risque, terrible, de modifier le cap, de changer le capitaine et de faire en sorte que nous puissions être vulnérables dans cette crise ? Il jouera beaucoup de cet argument. Mais je veux, ici, vous dire que si pendant trois ans il n'a pas été capable de sortir le pays et l'Europe de la crise, je ne vois pas comment, pendant cinq ans de plus, il y parviendra.

Oui, pendant ces trois mois, il y aura des événements que nous ne connaissons pas, qui peuvent surgir. Certains sont prévisibles. Il y aura la discussion d'un nouveau traité. Nous regarderons son contenu. J'ai déjà annoncé que nous en négocierons ou renégocierons une dimension si elle n'y figure pas, notamment la croissance, sans laquelle l'Europe ne rétablira jamais ses comptes.

Il y aura dans la vie internationale, peut-être, je n'en sais rien, des tensions nouvelles. Je sais qu'en Iran, il y a des tentations qui peuvent saisir les dirigeants de ce pays, de créer, par le souci d'accéder au nucléaire, une menace pour d'autres pays. Je ne sais pas ce que sera la situation. Et d'ailleurs, nous devons être responsables pour ne pas utiliser la vie internationale à des fins de politique intérieure. Il y a des sujets qui doivent rassembler, qui doivent unir la communauté nationale – quoi qu'il se passe. C'est aussi là notre sens de la dignité et de la responsabilité.

Il y a d'autres sujets que nous connaissons, et notamment un dramatique, qui s'est produit encore il y a quelques jours, en Afghanistan, avec la mort de nos quatre soldats. Nous pensons à leurs familles. Et je sais qu'ici, en Isère, une manifestation de recueillement a eu lieu. Là encore, gardons-nous d'utiliser un drame pour justifier une position. Ces soldats sont morts parce qu'ils effectuaient leur mission. Ils sont morts au nom de la France. Et ils méritent tout notre respect et le plus grand hommage de la Nation.

Mais je n'ai pas attendu cette tragédie pour dire, il y a déjà plusieurs années – et je n'étais pas candidat à l'élection présidentielle, j'étais premier Secrétaire du Parti socialiste – pour dire, dès 2008, lorsque la France a envoyé des contingents supplémentaires en Afghanistan, portant à 4 000 la présence de nos troupes là-bas, j'avais dit que c'était une escalade que nous n'acceptons pas. Un changement de la mission par rapport à celle qui avait été décidée par Lionel Jospin et Jacques Chirac en 2001, après les attentats de New York. J'avais dit qu'il y avait là un risque de transformer notre présence en Afghanistan en armée d'occupation.

Je le dis encore solennellement devant vous : l'une des premières décisions, si les Français m'en donnent mandat, au lendemain de l'élection présidentielle, ce sera d'aller auprès de nos alliés – un sommet de l'Otan est prévu à Chicago le 20 mai –, leur dire solennellement aussi que nous organisons le retrait de nos troupes d'Afghanistan.

Oui, il se passera sans doute beaucoup d'événements pendant ces trois mois. Il faudra faire preuve de constance. Preuve, aussi, de ténacité et d'obstination. Ne pensez pas que tout sera facile. Ne pensez pas que la Droite va nous laisser le pouvoir, là, sans combattre, en disant « nous

avons échoué » – ce qui est vrai – « prenez la place, nous n'en pouvons plus, elle est là, elle est pour vous ». N'y croyez pas ! Cela ne produira jamais ainsi. La Droite considère qu'elle est chez elle au pouvoir, que c'est sa propriété, que nous ne sommes pas légitimes – ah si, pour diriger les collectivités locales, autant que nous voulons ! D'ailleurs, nous avons tout ! « Mais pour l'Etat, soyons sérieux, on ne peut pas confier à la Gauche la responsabilité du pays. Elle n'est pas préparée. Elle ne sait pas faire, elle n'est pas compétente. Pour cela, il faut des hommes et des femmes — plutôt des hommes d'ailleurs — qui ont la confiance, la confiance des milieux d'affaires — c'est toujours mieux -, la confiance des marchés, la confiance des partenaires. Mais la Gauche, la Gauche c'est forcément la banqueroute. »

D'ailleurs on nous ramène au mur de l'argent. J'entendais le Secrétaire général de l'UMP dire « le mur de l'argent de Léon Blum ». Ce n'est pas Léon Blum, le mur de l'argent, c'est Edouard Herriot ! Il faut rappeler les fondamentaux. Je dis cela pour les amis de Lyon ! Et pour faire peur aux Français avec Edouard Herriot, même s'ils n'ont pas beaucoup de mémoire, ce sera difficile... Donc, ils nous ramènent à l'Histoire. Vous vous rendez compte ! Le mur de l'argent, le Front populaire ! Ils n'osent pas dire la Libération, parce que quand même... Et puis après, François Mitterrand. Alors, François Mitterrand, ça dépend des moments. Soit ils le choisissent comme référence en disant : « lui au moins c'était un homme d'Etat ». Forcément, c'est le seul qui ait été président de la République de Gauche ! Mais enfin, cela, ça ne dure pas trop longtemps. Après, ils disent : « la situation des finances publiques aujourd'hui, c'est à cause de la retraite à 60 ans... ». Il y en a même un qui a ajouté : «... et même de la cinquième semaine de congés payés » ! Des 39 heures ! Comme si les malheurs de la France venaient de 1981 ! Mais, quand même, cela a été une période de progrès, une période d'avancées, une période de

conquête. Que serait la France s'il n'y avait pas eu la victoire de 1981 ? Dois-je leur rappeler la décentralisation, la libération de l'audiovisuel, et puis les grandes conquêtes sociales, et puis les restructurations industrielles, et puis aussi des grandes avancées qui font honneur à notre pays, l'abolition de la peine de mort ! Heureusement qu'il y a eu la Gauche en 1981 !

Alors ensuite, ils arrivent à 1997. Cela, on n'y était pour rien. On n'avait rien demandé, cette année-là ! On se préparait à la suivante. Et là, ils ont dissous l'Assemblée nationale. Il a bien fallu faire face ! Mais quand même, là aussi, ça a été la croissance, des créations d'emplois, les 35 heures, les emplois-jeunes, la PAJE, la couverture maladie universelle. On s'en souvient, et les travailleurs aussi !

Alors, ils nous contestent toujours notre droit à diriger la France. Eh bien c'est à vous, peuple français, de dire ce que vous voulez pour votre pays. N'ayez peur de rien. Ne vous laissez impressionner par personne. Ne cédez pas devant cette pression. C'est vous qui allez décider du sort de votre pays. Et moi je vous fais confiance, parce que la démocratie c'est la confiance du peuple français envers son avenir.

Mais il nous faudra convaincre les Français qui veulent le changement que nous sommes le seul changement possible, le vrai changement. Je ne veux pas ici mettre en cause les autres candidats plus à gauche que nous — ce serait à prouver d'ailleurs. Ils ont tout à fait leur place dans le débat public. Mais à un moment, il faut savoir si nous voulons diriger la France ou simplement faire de la résistance ! Je ne veux pas simplement faire de la résistance, je suis dans la conquête, je suis dans le mouvement, je suis dans l'action, dans la responsabilité, dans le travail pour le pays. Alors ils viendront avec nous, je l'espère, mais c'est nous

qui devons être forts au premier tour si nous voulons ensuite gagner au second tour.

Alors, il y a d'autres candidats qui ne savent pas très bien où ils sont...

On ne va pas leur donner de conseils ! On ne va pas les forcer ! Ils disent qu'ils ont pris leur décision mais qu'ils ne le diront qu'au soir du premier tour. Si on était sûr de leur décision, on les laisserait faire. Mais comme ils peuvent pencher du même côté que d'habitude, je préfère que, là encore, nous ne nous trompions pas de chemin et que nous allions droit au but !

Oui, si les Français veulent changer, je ne veux pas leur faire, là, de pression insupportable. Mais c'est nous qui représentons la solution pour le pays. Et c'est le premier tour que nous avons à préparer. J'en connais toujours parmi nous qui nous disent : « on fera le choix pour vous au second tour parce que nous voulons gagner ». Oui, mais si on n'est pas au second tour, comment on fait ? Vous allez me dire : « mais ce n'est plus possible ». Mais si, c'est possible, puisque ça a déjà été possible ! Puisque le 21 avril 2002, on s'est retrouvé dans cette situation. Est-ce que vous voulez revivre le 21 avril 2002 ? Moi pas, jamais. Alors, nous devons tout faire pour qu'au premier tour, la victoire se dessine.

J'ai dit que dans cette campagne, j'avais un seul adversaire, qu'il n'avait pas de nom, pas de visage, pas de parti, qu'il ne déposerait pas sa candidature, qu'il ne serait pas élu. Et pourtant il gouverne. C'est le monde de la finance. J'aurais pu dire le monde de l'argent, c'est le même. Et ce monde de l'argent, ce monde de la finance, ce n'est pas une création récente. François Mitterrand l'avait dénoncé en son temps avec des formules que je ne reprendrai pas ici. Mais même le Général de Gaulle, au terme de sa vie, lorsqu'il est dans la solitude la plus grande

et qu'il est interrogé par André Malraux pour dire ce qu'a été le récit de son existence, lui confie cette phrase : « au milieu de tout ce joli monde, je n'ai connu qu'un seul adversaire, celui de la France, et cet adversaire n'a jamais cessé d'être l'argent ». En définitive, c'est toujours le grand débat que la démocratie a toujours posé à un moment. Est-ce que nous sommes capables, nous, dans notre pays, en Europe, dans le monde, de faire prévaloir la politique sur les marchés, la démocratie sur l'argent, la raison sur la folie des marchés ? Oui, c'est nous qui devons redonner du sens, redonner de la passion, redonner de l'enjeu. Nous ne sommes pas là pour nous opposer les uns contre les autres. Nous sommes là pour reprendre la souveraineté de nos décisions.

Bien sûr qu'il faut composer avec la finance. Nous avons besoin d'un système bancaire, nous avons besoin de produits financiers qui permettent de couvrir un certain nombre de risques. Mais ce que nous n'acceptons pas, c'est que la finance soit elle-même organisée en dehors de l'économie, sans intérêt autre que celui de son propre bénéfice ou celui de son propre profit. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que notre premier devoir serait de maîtriser la finance, de la mettre au service de l'économie.

Aussitôt avais-je prononcé cette phrase que, déjà, mon procès était ouvert : « Rendez-vous compte ! Il s'en prend à la finance ! Il s'en prend à l'argent ! Mais comment vont-ils faire ? ». Et voilà que je regarde à la télévision le discours d'Obama devant le Congrès, et j'entends que lui aussi — et je vous promets, nous ne nous étions pas parlé, nous n'avons pas encore ce degré de complicité, de familiarité, et je ne l'ai jamais rencontré ! — voilà que j'entends Barack Obama dire : « nous voulons en finir avec les produits toxiques, les produits financiers, nous voulons séparer, dans les activités des banques, ce qui

relève du crédit et ce qui relève de la spéculation, nous en avons assez de voir des banques prendre des paris risqués avec l'argent de leurs propres clients. » Je croyais me lire ! Il a même ajouté : « il faudra faire payer les très riches Américains » et il citait la secrétaire d'un milliardaire généreux aux Etats-Unis, vous savez, de ces milliardaires qui sont prêts à payer des impôts, qui annoncent, par voie de presse, qu'ils veulent payer des impôts et qu'ils n'y arrivent pas ! Non pas parce qu'ils ne veulent pas les verser mais parce que, dans un certain nombre de pays, on ne veut pas leur demander... Ils sont obligés de faire des manifestations ! Et ce milliardaire dit : « je ne trouve pas normal – et il a raison – d'avoir un taux d'imposition plus faible que celui de ma secrétaire ». Donc Barack Obama a fait venir la secrétaire de ce milliardaire au Congrès des Etats-Unis et il a dit en s'adressant à cette femme : « maintenant, il faudrait que les milliardaires aient un taux d'imposition au moins supérieur à la secrétaire de monsieur Buffett. » Je ne sais pas si je vais trouver un milliardaire français qui voudra bien me donner le nom de sa secrétaire, mais nous en sommes là aussi ! Donc nous avons à engager, et ce sera difficile parce que rien ne sera, là aussi, donné d'avance, la réforme bancaire : séparer les activités des banques entre celles qui doivent financer l'économie, prêter aux entreprises, accorder des crédits aux particuliers, et dans les mêmes banques les activités qui relèvent des produits de marché et de la spéculation.

Nous aurons à interdire les produits financiers qui n'ont aucun lien avec l'économie réelle. Nous aurons à demander aux banques, exiger même, d'elles, qu'elles n'aient aucune activité avec les paradis fiscaux. Nous aurons à encadrer les bonus, à interdire les stock-options parce qu'il ne peut pas être accepté, dans un pays, que certains s'accordent des revenus qui sont dans l'indécence, qui représentent jusqu'à 300-400 fois le SMIC.

Ce sont des gens qui arrivent en une année à gagner ce qu'un travailleur, s'il arrivait à avoir une espérance de vie de 300 ans, arriverait à produire pendant toute sa vie terrestre, et donc celle de ses enfants !

Nous avons aussi à prendre en compte au niveau européen cette exigence. Bien sûr, pour maîtriser la finance, il va falloir s'y prendre à plusieurs. Et nous attendrons de nos partenaires européens – mais nous y mettrons bon ordre le moment venu – qu'ils puissent eux-mêmes, parce qu'ils sont une force, parce que l'Europe est un levier, nous mettre en situation de lutter contre la spéculation. Nous avons des armes, l'une va être bientôt proposée, un mécanisme de soutien financier qui permettra d'intervenir en soutien des pays qui sont les plus vulnérables et les plus exposés à la spéculation. Puis il y a aussi les euro-obligations, cette capacité d'emprunt que pourrait avoir l'Europe pour se substituer à des pays qui sont en difficulté, ou pour financer des projets de développement de notre activité européenne. Puis nous autoriserons – ce ne sera pas facile, les Allemands ne sont pas d'accord – la Banque centrale européenne, plutôt que de prêter de manière illimitée aux banques, de prêter aux Etats. Ce serait quand même plus simple ! Pourquoi aller demander aux banques de financer les Etats en allant chercher de l'argent à la Banque centrale ? Pourquoi ne pas, tout simplement, permettre à la Banque centrale de financer les Etats, ce qui, quand même, assurerait là une lutte certaine contre la spéculation ?

Mes amis, nous avons bien plus que l'objectif de maîtriser la finance. Il faut aussi redresser notre pays, redresser sa production, son industrie, redresser son économie, à travers une Banque publique d'investissement qui aura, des fonds régionaux avec les présidents de régions qui y souscriront également, la capacité de venir en soutien des entreprises, et notamment des PME qui innovent, qui se développent, qui créent. Nous

avons aussi l'idée d'un livret d'épargne pour l'industrie, mobilisant les produits que nous pouvons déposer auprès de nos établissements financiers mais pour que ces produits-là soient affectés vers les entreprises. Nous aurons une politique à l'égard des PME, avec une distinction de taux d'imposition : pourquoi ce serait toujours les grandes entreprises qui échapperaient à l'impôt sur les sociétés et les plus petites qui devraient payer plein pot l'impôt sur les sociétés, alors que nous avons besoin de ces entreprises-là pour créer de l'emploi et de la richesse ?

Nous aurons aussi à redresser les finances publiques parce que nous ne pouvons pas vivre avec une dette publique aussi élevée. Beaucoup s'interrogent et se demandent : est-ce que c'est vraiment nécessaire de le faire ? Oui, c'est nécessaire. Si nous voulons retrouver de la souveraineté, nous libérer des marchés, nous mettre à l'abri de la spéculation, nous devons réduire nos déficits et réduire notre dette. Alors il nous faudra faire des efforts. Mais à qui va-t-on les demander, les efforts ? Ce sera la grande question de l'élection présidentielle. Le débat ne sera pas entre ceux qui veulent baisser les impôts et ceux qui veulent les augmenter. La Droite a augmenté les impôts et elle a baissé les prélèvements des plus favorisés, voilà ce qu'elle a fait depuis cinq ans : donner des cadeaux fiscaux au début du mandat et demander à tous les Français, maintenant, de faire des sacrifices... Et le dernier, bientôt, qui va être demandé, c'est pour la compétitivité ! « Françaises, Français, vous allez payer plus de TVA pour que les entreprises soient plus compétitives. C'est votre emploi, payez, vous sauvez votre emploi » ! Maintenant il faut payer pour garder son emploi... Marché de dupes parce que, si les cotisations sociales sont abaissées sur toutes les entreprises, est-ce que ça va être bénéfique pour le commerce extérieur ? Dès lors que beaucoup d'entreprises ne font pas d'échanges avec le reste du monde, beaucoup d'entreprises sont sur le marché français sans avoir

de concurrent, les distributeurs, il n'y aura aucun gain en matière de productivité. Et puis lorsque nous sommes concurrencés – ça arrive – par des pays à bas coût de main d'oeuvre, il faudrait réduire de tellement les salaires ou les cotisations sociales que c'est impossible. Et ce n'est pas notre modèle de développement. Notre modèle de développement, c'est l'innovation, c'est l'investissement, c'est la recherche, c'est ce que nous avons vu à Grenoble cet après-midi. Et voilà que l'on va augmenter la TVA ! Je n'ai pas d'information, cela vous sera donné dimanche, mais on me dit aux dernières nouvelles que les cotisations vont baisser tout de suite et que la TVA sera augmentée au mois d'octobre ! Avec un argument, il fallait y songer, disant : « on va annoncer que la TVA va augmenter au mois d'octobre, comme ça les Français seront tentés de consommer beaucoup jusqu'au mois d'octobre, et puis ça relancera l'économie et tant pis pour ceux qui seront au pouvoir au mois d'octobre ! » Je n'ose croire à un tel scénario. Nous verrons dimanche mais de toute manière ce scénario n'aura pas court parce que nous empêcherons l'augmentation de la TVA. C'est vous qui l'empêcherez, c'est vous qui déciderez ! Ce sont les électeurs, au moment du scrutin essentiel de la Présidence, qui empêcheront cette mauvaise action.

Il faut redresser les comptes publics. Donc je disais, le débat n'est plus de savoir s'il y aura baisse d'impôts d'un côté, augmentation d'impôts de l'autre. De toute manière, il y aura 30 à 40 milliards de recettes à rechercher. Déjà, il y a eu deux plans de rigueur, ces six derniers mois : 16 milliards de prélèvements sur l'ensemble des ménages. Et donc le grand débat, ce sera de savoir qui paiera ces 40 milliards : est-ce que ce sont tous les Français ou est-ce que ce sont les plus favorisés, les plus grandes fortunes, les plus hautes rémunérations ? Eh bien moi j'ai fait mon choix. Je suis pour que ceux qui ont bénéficié le plus de cadeaux fiscaux depuis cinq ans soient appelés à l'effort pour

les cinq ans qui viennent.

Je ne veux pas stigmatiser les plus fortunés des Français. Je les respecte. Il n'y a pas ici des bons et des mauvais Français, selon leur niveau de fortune. Chacun a sa place dans la République. Mais tout de même, je leur fais confiance, c'est ma grandeur d'âme. Je me dis finalement que ce sont des patriotes, qu'ils ont conscience de ce qu'ils ont reçu, par leur fortune, par leur naissance, par leur talent, par leur travail... et puis aussi par les privilèges fiscaux dont ils ont bénéficié ! Donc il y a de leur part une forme de patriotisme, à reverser, finalement, ce qu'ils ont gagné... Pas tout, mais une partie ! L'impôt n'est pas une punition, l'impôt n'est pas une spoliation, c'est aussi l'outil de la solidarité, l'outil de la cohésion nationale, qui permet de financer les services publics.

"Derrière les discours et la respectabilité de façade qu'elle a voulu donner au Front National, Madame Le Pen est toujours membre de l'internationale de l'extrême-droite européenne" - francoishollande.fr

"Derrière les discours et la respectabilité de façade qu'elle a voulu donner au Front National, Madame Le Pen est toujours membre de l'internationale de l'extrême-droite européenne"

le 1 Février 2012 par Delphine Batho

Par Delphine Batho, porte-parole de François Hollande.

Derrière les discours et la respectabilité de façade qu'elle a voulu donner au Front National, Madame Le Pen est toujours membre de l'internationale de l'extrême-droite européenne.

C'est le sens de sa présence au "Bal de Vienne" qui a rassemblé l'extrême-droite européenne autour de corporations étudiantes dont l'antisémitisme est notoire, en présence de figures du négationnisme, et ce pour un bal organisé le jour anniversaire de la libération du camp d'extermination nazi d'Auschwitz.

Malgré ses déclarations ce mercredi, on a du mal à croire que Madame Le Pen ne savait pas en compagnie de qui elle allait danser. Et il est à noter que plus elle se justifie, plus elle s'enfonce dans un discours dans lequel pointe une forme de relativisation du nazisme qui a toujours été le fond de commerce de l'extrême-droite.

Personnes associées* Porte-parole

11-Communiqué sur le logement fondation Abbé Pierre-2 février 2012

François Hollande a signé hier le Contrat social pour une nouvelle politique du logement élaboré par la Fondation Abbé Pierre.

A l'heure où 10 millions des Français sont mal-logés, l'inconfort et la détresse progressent. « Quand les classes moyennes sont en difficulté de logement, les classes populaires sont en précarité. Et quand les classes populaires sont en précarité de logement, les pauvres ne sont pas logés du tout », a souligné François Hollande.

Alors que se loger coûte de plus en plus cher, François Hollande a formulé des propositions concrètes de nature à améliorer le quotidien des Français, rappelant son engagement à encadrer les loyers et à rénover un million de logements afin de réduire la facture énergétique des occupants. Une tarification progressive de l'eau, du gaz et de l'électricité sera mise en place pour contenir les charges qui pèsent plus fortement sur les familles précaires.

Afin de construire 150 000 logements sociaux par an, le candidat s'est prononcé pour un doublement du budget de l'Etat consacré aux aides à la pierre et l'affectation au logement social – notamment en réduisant les taux d'intérêt des prêts aux HLM – des deux tiers de la collecte supplémentaire issue du doublement du plafond du Livret A.

Il a rappelé sa ferme volonté de libérer des terrains par la mise à disposition de foncier d'Etat et l'instauration d'une fiscalité progressive et dissuasive de la rétention foncière.

Pour soutenir la mixité sociale, François Hollande appliquera la règle des trois tiers bâtis dans toutes les opérations nouvelles (un tiers logement locatif social, un tiers accession sociale à la propriété, un tiers accession libre) et substituera le préfet au maire dans les communes qui, volontairement ne respectent pas leurs objectifs de rattrapage dans le cadre de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains. L'article 55 sera renforcé à 25% de logements sociaux minimum et les pénalités pour non respect seront quintuplées.

Attentif aux difficultés de logement des jeunes, François Hollande s'est exprimé sur la création d'une caution mutuelle afin de faciliter leur accès au logement.

« Soutenir le logement, c'est à la fois soutenir l'emploi non dé localisable et c'est aussi vivre mieux » a-t-il conclu.

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de vous retrouver ici, dans ce lieu hautement symbolique qu'est la Faculté de médecine, pour parler de la santé. Je veux saluer chacune, chacun d'entre vous, les professionnels, mais aussi les chercheurs, les entreprises, les financeurs et les usagers du système de santé que nous sommes tous.

J'ai souhaité, dans le cadre de cette campagne présidentielle, que soient organisés des débats – celui-là est le premier – sur cet enjeu majeur qu'est la santé. Elle est, en effet, notre bien le plus précieux, mais aussi le plus fragile. Tout le monde est confronté, un jour ou l'autre, à la maladie : pour soi-même, pour un enfant, pour un parent. C'est parce que la maladie peut frapper chacun de nous indistinctement que notre système de santé publique doit être irréprochable. Cette garantie a été posée au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Et elle a été le pilier de notre cohésion, du contrat que les Français ont passé avec la protection sociale. Ce pacte républicain est toujours là. Mais les liens se sont relâchés. Nous conservons un système de très bonne qualité – et les professionnels de santé qui sont ici y sont pour beaucoup, qu'ils travaillent à l'hôpital ou dans la médecine de ville. J'évoque aussi les chercheurs, que j'ai rencontrés cet après-midi, et qui permettent que de nouveaux traitements soient trouvés, de nouvelles molécules, que la maladie soit prévenue et, ensuite, soignée. Que la douleur, aussi, soit rendue moins insupportable.

Tout cela fait notre honneur. Et en même temps, soyons francs les uns avec les autres, depuis plusieurs années, la multiplication des

déremboursements, des franchises médicales, l'agrandissement des déserts médicaux – pas seulement en milieu médical -, le malaise hospitalier – que j'ai encore rencontré cet après-midi –, les scandales sanitaires – comme celui, tout récemment, du Médiateur – et le sentiment d'un renoncement à une véritable politique de santé publique : tout cela inquiète à juste raison. Surtout quand, en plus, les déficits des comptes sociaux demeurent à un niveau élevé. Et là-dessus, je préfère le dire nettement. Il n'y a aucun courage à affaiblir le soutien aux plus fragiles. Aucun courage à renchérir l'accès aux soins. Aucun courage à comprimer les moyens de l'hôpital public – et en plus, sans effet sur le rééquilibrage des comptes sociaux. Et pourtant, nous en sommes là !

J'ai présenté, il y a quelques jours, mon projet présidentiel. Il se veut tout entier tourné vers le redressement dans la justice. J'ai indiqué trois pactes : pacte productif, pacte redistributif, pacte éducatif. Eh bien la santé rencontre ces trois piliers. La santé n'est pas un sujet à part, une variable accessoire. De toutes les politiques publiques, c'est sans doute la plus transversale. Celle qui touche le plus profondément aux grands enjeux de notre société. Jean-Hervé Lorenzi l'a démontré, la santé c'est aussi un investissement d'avenir. C'est un secteur économique qui va et qui crée déjà beaucoup d'emplois.

Mais, en même temps, Didier l'a confirmé : l'accès aux soins est un principe de justice, qui révèle ce qu'est l'état d'une société. Et enfin, selon la place que le patient a dans le dispositif, le rôle qui est donné aux professionnels de santé, nous indiquons ce qu'est une démocratie sanitaire. Et plus largement, la manière avec laquelle nous appréhendons la maladie nous renseigne sur ce qu'est l'état de notre société.

Voilà pourquoi j'estime qu'une politique de santé repose d'abord sur des

valeurs. J'en retiendrai quatre.

La santé est une marque de progrès. Nous en convenons facilement : l'espérance de vie s'allonge. En dix ans, nous avons gagné trois ans de vie. Et désormais, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, quatre générations se côtoient. Nous vivons plus longtemps – et nous vivons mieux. Grâce aux avancées de la recherche médicale, nous savons désormais mieux prendre en charge certaines maladies. C'est le cas y compris des plus terribles : du Sida, par exemple. Mais aussi de beaucoup d'autres maladies, avec lesquelles on peut désormais vivre alors qu'on en mourait il y a peu. Cela ne signifie pas que nos politiques ne doivent pas s'adapter. Au contraire. Il faut toujours mieux répondre aux évolutions. Et la maladie, depuis des siècles, ne cesse de changer de visage. Certaines apparaissent. Nous avons appris à prendre en charge des maladies aiguës. Nous devons faire face à la montée des maladies chroniques nécessitant des soins dans la durée. Les attentes elles-mêmes se sont transformées, tant de la part des patients que des professionnels, qui ne veulent plus exercer comme les générations précédentes.

Il y a une deuxième valeur, qui est l'égalité. Depuis que la protection sociale est là, depuis que la recherche médicale a permis des progrès, il y a toujours eu ce principe que chacun pouvait accéder aux soins quel que soit son statut social, quel que soit son niveau de revenus, quelle que soit sa place sur le territoire. Et, pour autant nous constatons que des disparités demeurent. Disparités selon les lieux de naissance ou de vie : on vit moins longtemps dans le Nord Pas-de-Calais qu'à Paris. Disparités et injustices liées aux métiers, aux carrières : un cadre vit dix ans de plus qu'un ouvrier. Injustices selon les revenus. Et moi, je ne me résous pas à ce que ces disparités, injustices, inégalités demeurent voire

s'aggravent. Je vois un certain nombre de nos concitoyens qui ne peuvent plus se soigner faute de moyens. Je vois aussi des maladies qui avaient disparu, comme la tuberculose, qui ressurgissent. Je vois une montée de la pauvreté et de la précarité, dont le traitement ne peut plus être simplement médical. Je vois aussi des phénomènes nouveaux toucher des catégories sociales : l'obésité. D'où l'importance de la prévention, qui doit commencer dès l'enfance. Et si j'ai dit que je voulais que la campagne présidentielle, la mienne, soit portée par une grande cause, celle de la jeunesse, j'y retrouve une traduction là, en matière de soins. Si nous voulons préserver le capital santé, le potentiel santé, il faut que de bons comportements soient acquis dès l'enfance. Prendre soin de soi doit devenir une dimension importante de la vie scolaire, une éducation. Parler de l'obésité, des comportements à risque, des handicaps, la vulnérabilité des jeunes : tout cela ne doit pas être des sujets tabous dans nos écoles, dans nos collèges, dans nos lycées. Nous avons besoin d'une éducation sanitaire. C'est là que peuvent, à l'école, au collège, au lycée, être identifiés, dépistés, évoqués et éradiqués un certain nombre de troubles.

Je veux aussi parler de la santé au travail, qui doit être au cœur d'un certain nombre de nos engagements. Les risques physiques liés à l'exercice de métiers dangereux demeurent dans beaucoup de secteurs professionnels. S'ajoutent maintenant des risques psycho-sociaux, dans une économie qui impose une rentabilité parfois au détriment de l'humanité. D'où un certain nombre de maladies nouvelles, qui s'appellent la souffrance au travail. Je rappelle que cette seule souffrance au travail coûte près de 3 milliards d'euros à la Sécurité sociale. Et puisque le sujet de la compétitivité a été évoqué, eh bien la lutte contre la souffrance au travail est un facteur de compétitivité. Le bien-être au travail, la qualité des relations, la manière de pouvoir

être le plus productif possible et en même temps le plus épanoui dans son travail : voilà des leviers pour la compétitivité !

Ce qui me permet de porter la troisième valeur : la santé comme facteur de croissance. La santé est un puissant moteur de développement économique. Les grandes entreprises françaises de santé occupent d'ailleurs les premières places mondiales. Je ne vais pas ici les citer, pour ne pas tomber dans je ne sais quelle connivence. Et pourtant, soyons fiers de ces grandes entreprises quand elles dopent la recherche, quand elles conquièrent des marchés, quand elles sont compétitives. Cela représente 200 000 emplois industriels qualifiés. Les investissements en recherche et développement de ces grands groupes sont un enjeu majeur de création d'emploi et de développement d'entreprise. Il y a une évolution technologique qui s'amorce dans notre pays, comme d'ailleurs partout ailleurs, sur les nanotechnologies, les neurosciences, les technologies de l'information, les biotechnologies ou encore le décryptage du génome. Je viens de visiter l'Institut de la vision. De ce point de vue, c'est une réussite remarquable de partage des compétences, d'échange entre partenaires publics et partenaires privés. Aujourd'hui, il y a près de 2 millions d'emplois publics/privés qui sont liés à la santé. Donc il nous faut sortir de la vieille image, datée, jaunie, que la santé serait une charge, un coût, un fardeau – dont le seul but, pour les pouvoirs publics serait d'en diminuer le poids, l'importance ou l'ampleur. Nous devons faire de cette réalité, être mieux soigné, un levier pour la croissance de notre pays.

La quatrième valeur sur laquelle je voulais insister, c'est la démocratie. Là encore, la confiance dans le système de santé appelle une participation plus grande de nos concitoyens. Cela vaut pour la gouvernance des politiques de santé publique. Cela vaut aussi pour la

reconnaissance des professionnels et des familles en tant qu'acteurs.

Admettre que les patients puissent aussi dire leur mot : voilà l'enjeu d'une nouvelle démocratie.

Je sais bien qu'il y a eu des progrès. Nous ne partons pas de rien. Mais je sais aussi qu'il y a eu des défiances qui se sont installées.

Défiances envers les politiques publiques, comme l'a montré le fiasco de la prise en charge de la grippe H1N1, où l'on s'est même méfié des médecins pour faire des vaccinations. Et, quand il y a un scandale comme le Médiateur, c'est vrai que cela interroge aussi sur la vigilance des politiques publiques ou des liens qui peuvent exister.

Parallèlement, je veux rendre hommage aux associations de patients. Elles jouent un rôle fondamental pour la mobilisation de l'opinion publique, l'intensification de la recherche, la solidarité avec les malades, leurs familles. Je veux insister sur les droits de la personne, qui ne s'arrêtent pas là où la maladie commence. Chacune et chacun d'entre nous, confronté à la maladie, doit être respecté et reconnu pour ce qu'il est.

Voilà mes valeurs. La santé comme progrès. La santé comme condition de la justice. La santé comme vecteur de croissance. La santé comme enjeu démocratique.

Je ne retrouve pas ces valeurs dans la politique qui a été conduite depuis cinq ans. Notre système de santé souffre, même s'il est considéré encore – et j'en suis heureux et fier – comme l'un des meilleurs du monde. Il n'empêche. Les inégalités se sont aggravées, depuis cinq ans. Les étudiants, les personnes âgées, les familles sont confrontés à l'augmentation du coût de la santé restant à leur charge. Et la taxe qui vient d'être votée sur les mutuelles va encore aggraver cette situation.

Aujourd'hui, à peine 55 % du montant des soins courants sont remboursés par la Sécurité sociale. Les premières victimes de cette évolution sont les classes moyennes. Celles qui ne relèvent pas des mécanismes de la solidarité de base (couverture maladie universelle). Celles qui ont de plus en plus de mal à aller chercher des couvertures complémentaires et qui, parfois, sont obligées de prendre en charge non seulement les enfants, mais aussi les parents. La situation est, bien sûr, encore pire pour 4 millions de nos compatriotes qui ne sont couverts par aucune complémentaire santé. Le résultat, hélas, est sans appel : 1 Français sur 4 renonce désormais à se soigner pour des raisons économiques et financières – ou retarde ses soins.

Les Français redoutent, à tort ou à raison, les déserts médicaux – soit dans les banlieues de nos villes, soit dans certaines villes, soit encore dans nos campagnes. Face à une démographie déclinante du corps médical et faute d'investissements et de modernisation, notre système de santé peut se désorganiser progressivement : il a été désorganisé depuis cinq ans.

La seconde critique que je porte concerne le traitement qui a été réservé à l'hôpital public. Il est pourtant le lieu qui conjugue l'excellence et l'urgence, la solidarité et l'exemplarité. Je veux réaffirmer ici que fragiliser l'hôpital public, c'est compromettre non seulement l'accès aux soins de tous, mais, plus largement, l'avenir même de la médecine française : parce que c'est dans l'hôpital qu'elle se forme. Pour les professionnels de santé, c'est la tension qui est la leur, dans l'exercice de leur métier : du médecin généraliste à l'infirmière, du patricien hospitalier à l'aide-soignante, ils se disent à un moment ou un autre harassés soit par la contrainte administrative, soit par les difficultés de l'exercice du métier.

A cet égard, la loi HPST a été le symbole fâcheux, d'abord d'une mauvaise méthode – le défaut de concertation et, également, une concentration dans la gouvernance –, mais aussi d'un mauvais modèle : c'est-à-dire la logique de « l'hôpital entreprise ». Est-ce que cette politique a permis de consolider la confiance dans notre système de santé ? Au contraire ! C'est l'inverse qui s'est produit.

La troisième critique que je porte est sur la gestion des crises, qui n'a pas été – c'est le moins que l'on puisse dire – optimale. L'une des premières missions d'un gouvernement en matière de santé est de protéger les citoyens contre les crises sanitaires. Et je ne crois pas que la parole publique ait été grandie par la manière dont la grippe H1N1 a été appréhendée et, encore plus récemment, l'affaire du Médiateur.

La quatrième critique porte sur les déficits eux-mêmes. Il nous est fait souvent leçon, sur la responsabilité financière. Et ceux-là même qui nous admonestent leurs leçons sont ceux qui nous laisseront – si les Français m'accordent leur suffrage – un déficit supérieur à 10 milliards d'euros, depuis 2009 en moyenne, de l'Assurance Maladie : soit deux fois plus qu'il y a cinq ans ! Ce qui conduit à un déficit cumulé de 37 milliards d'euros en cinq ans, financé par la dette. Dois-je rappeler qu'en 2001, les comptes de la Sécurité sociale étaient équilibrés ? Sans doute, la crise est passée par là. Mais, en même temps, le déficit s'est creusé dès 2003, c'est-à-dire cinq ans avant même l'apparition de la crise.

Pour toutes ces raisons, je propose un changement de politique. Il passe par trois orientations : mieux prévenir, mieux guérir et mieux garantir.

D'abord, la prévention. Elle consiste à réaffirmer des priorités de santé publique. D'abord, le plan Alzheimer et le plan Cancer seront reconduits. Puisque je parle à quelques jours de la Journée nationale de lutte contre le cancer, je veux affirmer ma détermination. Le cancer reste la première cause de mortalité en France. Il n'épargne aucun de nos foyers : 1 Français sur 2 et 1 Française sur 3 seront concernés, un jour, par cette maladie au cours de leur existence. Je m'engage donc pour un nouveau plan Cancer, car ce combat doit être mené sans relâche. Il doit se faire selon trois exigences. D'abord, une politique de détection – toujours la prévention – en luttant contre le tabagisme. Ensuite, nous devons agir pendant la maladie, en développant une approche personnalisée, à la fois en termes de traitement et de parcours du malade. Enfin, nous devons faire aboutir rapidement les travaux sur l'accès au crédit et aux assurances pour les personnes ayant souffert de ce mal.

Au-delà de la prévention, nous devons concentrer nos politiques en direction de certaines populations. Je pense à la santé des enfants et des adolescents, je l'ai dit, à travers l'école. Et c'est la raison pour laquelle dans le plan de création de 60 000 postes sur cinq ans, je me suis engagé à en affecter une partie significative vers la prévention et la médecine scolaire. Dès la prochaine rentrée, les fondements d'une politique de santé publique pour l'enfant et l'adolescent seront posés. Elle traitera notamment de l'obésité. Je mettrai en place une conférence sur l'alimentation, réunissant tous les acteurs concernés : de la production (les agriculteurs) jusqu'à la distribution alimentaire. Les consommateurs, les responsables de la santé publique et les élus locaux y seront associés. Nous devons conduire des actions d'éducation au goût et à la nutrition en direction des enfants et de leurs familles.

Je pense aussi à une deuxième catégorie de la population : les personnes âgées en perte d'autonomie. Pour elles, l'hospitalisation et l'hébergement sont rarement un choix. J'aurai à m'exprimer encore, durant les prochaines semaines, sur cette grande question. Comment financer la dépendance ? Comment organiser la couverture entre l'Etat et les collectivités locales ? Que devons-nous faire pour le reste à charge pour les familles ? Mais, je veux déjà affirmer un certain nombre de principes.

D'abord, permettre à tous ceux qui le souhaitent de rester à leur domicile. C'est ce qui coûte le moins cher et c'est ce qui permet de prendre en compte la dignité et la vie de la personne jusqu'au bout. Je ne nie pas la qualité des soins qui sont apportés dans les établissements. Je la connais. Mais tant que nous pouvons retenir la personne à domicile, c'est mieux.

Nous devons aussi réorganiser dans chaque territoire le système de soins autour de la personne en perte d'autonomie.

En matière de santé mentale, je veux aussi mettre un terme à la désertation que subit ce secteur. La stigmatisation et l'exclusion sont les seules réponses qui ont été apportées à nos concitoyens qui souffrent de troubles psychiques. Je proposerai donc, à l'issue d'une large concertation, une véritable loi sur la santé mentale, qui visera à garantir l'accessibilité du système de soins en santé mentale, à renforcer le dépistage, les capacités en établissement et le suivi en ville. Faut-il encore que nous ayons des psychiatres ! Car l'enjeu est quand même d'avoir des professions de santé. Difficile d'apporter une réponse à la maladie quand il n'y a plus les recrutements indispensables et les rémunérations de ces professionnels.

Un dernier point sur ce qu'on appelle un certain nombre de catégories qui doivent faire l'objet de notre attention : c'est aussi ce qui se passe dans nos prisons. Là encore, j'initierai un plan Santé dans les lieux d'incarcération. C'est à la fois un droit, pour les personnes concernées, et une protection pour la société. Il ne saurait y avoir de faille dans notre politique de santé publique.

Enfin, mieux prévenir, c'est agir pour une meilleure prise en compte de notre environnement sur notre propre santé. J'ai déjà évoqué la nécessité de renforcer les actions de santé au travail. Je veux mentionner aussi les risques environnementaux. Le soutien à la recherche en matière de santé environnementale sera assumé et renforcé.

Telle est ma première orientation : mieux prévenir. La seconde, c'est mieux guérir. C'est d'abord rétablir le service public hospitalier, dont le nom même de service public a été effacé par la loi HPST. Je tiens aux mots – non pas que je sois fétichiste, mais je crois à la force et à la spécificité de l'hôpital public. Je le reconnais pour ce qu'il est et doit demeurer, c'est-à-dire un lieu où tout le monde peut être soigné, où toutes les pathologies sont prises en charge, où les professionnels sont formés et les innovations engagées.

J'accorde ma confiance à l'hôpital public et parapublic, aux médecins, aux soignants car si à l'évidence, les hôpitaux doivent être gérés et bien gérés – et qui a jamais dit le contraire ? – on ne fait pas de médecine sans médecin, on ne soigne pas sans soignant – c'est quand même un principe de base !

On ne forme pas non plus les professionnels de demain sans l'hôpital public. Je me dois donc d'évoquer l'importance de la recherche publique

en sciences de la vie et de la santé, à la fois essentielle – chacun le reconnaît – et en même temps insuffisamment soutenue. Je veux souligner le rôle de la recherche clinique et l'utilité d'une intégration des laboratoires de recherche au plus près des structures de soin dans les CHU. Par ailleurs, je réformerais le parcours et les carrières des jeunes chercheurs.

L'hôpital public n'est pas une entreprise. Dès lors, je mettrai fin au principe de convergence tarifaire entre le public et le privé. De la même manière, la tarification à l'activité a atteint ses limites. Sur certains points, elle a atteint ses objectifs. Sur d'autres, elle a engendré un certain nombre de contradictions et elle a provoqué même une véritable spirale inflationniste en conduisant à la multiplication des actes, dont tous ne sont pas appropriés.

Je redéfinirai le mode de financement de l'hôpital pour l'adosser à d'autres critères que la seule activité. Pas question de revenir au budget global, mais le financement de l'hôpital public tiendra compte de l'activité, donc des actes, et en même temps des missions sociales de l'hôpital, de la nature et de la pertinence des séjours des patients et des indications thérapeutiques.

Parce que l'hôpital ne serait rien sans le concours de toutes celles et de tous ceux qui y travaillent, je ferai en sorte qu'un nouveau pacte social soit négocié à l'hôpital, qui prenne en compte la promotion sociale, les conditions de travail et les contraintes liées aux nouvelles organisations territoriales.

Enfin, l'hôpital doit être mieux coordonné avec le secteur médico-social et la médecine de ville. Là encore, la loi qui a été votée devait

décloisonner ces filières grâce à la mise en place des agences régionales de santé. Nous sommes loin du compte. L'hôpital va mal aussi quand la médecine de ville va mal, et inversement. Il est donc dans l'intérêt de l'hôpital que nous allions vers une meilleure prise en charge des urgences simples par le médecin de ville, par le médecin de proximité. Il est nécessaire que l'hôpital s'appuie davantage sur le médecin de ville lorsque les patients ont quitté ses murs. Bref, il doit y avoir un lien, une coordination, une cohérence.

Mieux guérir, c'est aussi mieux organiser la médecine de proximité. Je l'ai dit, les déserts médicaux sont devenus une préoccupation pour grand nombre de Français. Il est temps d'agir. Souvent, il m'est demandé comme élu : combien de temps pourrai-je accéder à un médecin spécialiste ? Souvent, il est demandé à un généraliste non pas le nom d'un spécialiste, mais le coût que va représenter l'accès au spécialiste.

Je ne suis pas favorable, pour éviter les déserts médicaux, à une politique de contrainte envers les professionnels. Elle serait vouée à l'échec, contournée. Pour autant, l'objectif, lui, n'est pas négociable : c'est celui de l'égalité d'accès aux soins partout sur le territoire, où que l'on vive, dans un secteur rural, dans un quartier sensible, en centre-ville. Que faire ? La baisse du numerus clausus, sans doute, a eu un impact. Son relèvement peut être souhaitable. Il a déjà été engagé. Cela prendra du temps. L'essentiel n'est pas là. Il réside dans la répartition géographique actuelle des professionnels de santé.

Une offre de soins de proximité doit être garantie. Mais comment ? D'abord, en revalorisant la médecine générale et, au-delà, l'ensemble de la médecine clinique. Pour engager les médecins à s'installer dans un secteur sensible, nous devons créer un environnement propice à

l'installation en cabinet dès le début des études de médecine.

Le modèle universitaire actuel est trop centré sur le système hospitalier. Il doit s'ouvrir davantage, et pas seulement avec un stage obligatoire, qui n'est d'ailleurs pas toujours effectif en fin d'étude, parce que passer six mois en médecine générale quand on a consacré cinq ans à un hôpital, ce n'est pas suffisant pour susciter une vocation de médecin généraliste. Donc nous devons réorienter les études pour généraliser les stages en cabinet de ville.

L'exercice libéral, et j'en ai eu conscience à travers les contacts que j'ai eus ces derniers jours, est également découragé par le mode de protection sociale des médecins. C'est un chantier que j'ouvrirai. Cela concerne en particulier les femmes pour leur congé maternité.

Enfin, je veux avoir une approche territorialisée de la santé. C'est à partir des lieux de vie que doit se faire la coordination du parcours de santé et de soins du patient. Aucun territoire de santé ne doit être à plus de 30 minutes d'un centre permettant une prise en charge de l'urgence. Dans chaque bassin de population doit exister un pôle de santé et de soins de proximité, dont la forme peut varier. Là aussi, laissons de la souplesse : ce peut être une maison médicale ici, un centre de santé avec des médecins salariés ailleurs, une structure adossée à l'hôpital public – et cela aurait du sens aussi dans certains lieux. Bref, ce qui compte, c'est le travail coordonné en équipe de soins, permettant la prise en charge d'une patientèle et pas seulement de patients.

Je veux aussi répondre aux attentes des jeunes générations de médecins. Les modes de vie, forcément, ont changé. Et donc nous devons faire en

sorte que ces nouvelles générations puissent exercer le métier qu'elles ont choisi dans les meilleures conditions. En même temps, il nous faut limiter certains abus. Les installations nouvelles de médecins en secteur 2 doivent être limitées dans les zones surdenses – ce sera l'objet d'une négociation. Et je mettrai en œuvre un plan d'urgence pour l'installation des jeunes médecins qui, bien au-delà des incitations financières nécessaires, visera à les aider dans la construction de projets médicaux, à les accompagner dans leurs démarches administratives et à contractualiser les carrières et les parcours professionnels, avec aussi des passerelles de retour avec l'hôpital.

Enfin, les modes de rémunération doivent évoluer. Des adaptations sont déjà intervenues. La part de la rémunération forfaitaire doit selon moi s'accroître pour prendre en compte la prévention, la valorisation de la qualité, ainsi que la proximité. Les médecins sont prêts à l'évolution, dès lors que cela se fait dans la concertation et avec une bonne intelligence pour fixer les règles de ce forfait.

Mieux prévenir, mieux soigner, mais aussi mieux garantir. Le coût de la santé pour les Français n'a cessé d'augmenter. Pour cette raison, beaucoup ont renoncé à certains soins. Pour autant, les déficits ont continué à se creuser. Dès lors, je veux redonner confiance aux Français dans la prise en charge sur laquelle ils peuvent compter, les assurer que notre modèle de protection sociale sera équilibré si l'on veut qu'il soit pérennisé dans les règles actuelles.

Je veux aussi, et je commencerai par là, renforcer les droits des patients. Je veux que la protection sociale, qui est au cœur de notre pacte démocratique, soit également protégée. Cela voudra dire une démocratie sanitaire véritable, avec des droits des patients, mais aussi

faire qu'une nouvelle étape puisse être franchie, à travers une loi qui permettra d'écrire les droits collectifs auxquels les patients peuvent légitimement accéder.

Pour la prise en charge, je procéderai à l'encadrement des dépassements d'honoraires par spécialité et par région. Les dépassements d'honoraires ont augmenté de manière inquiétante pour les patients. Cette dérive doit cesser. Il nous faut aussi mieux maîtriser les coûts des médicaments, en donnant priorité à la santé publique. Cela passe par une meilleure maîtrise des prix. Les génériques sont, en France, plus chers que chez la plupart de nos voisins. Il faut aussi réduire le volume. Nos compatriotes sont parmi les plus gros consommateurs de médicaments, pour lesquels ils dépensent en moyenne 20 % de plus que les autres Européens. Cherchons des médicaments plus sûrs, moins nombreux, mieux prescrits.

Enfin, le renforcement du régime obligatoire, qui reste le socle incontournable de notre protection sociale, doit s'accompagner d'un débat sur la place, le rôle des organismes complémentaires dont les contrats sont trop divers et insuffisamment encadrés. Il nous faut dire à nos compatriotes que nous ne pouvons pas vivre avec des déficits structurels de l'Assurance Maladie. Et en même temps, nous ne pouvons pas demander de rétablir ces comptes de la Sécurité sociale, de l'Assurance Maladie, en réduisant les droits d'accès des malades. Pas davantage, d'ailleurs, en inventant une nouvelle TVA. Prenons en compte ce que notre système de financement de protection sociale comporte, c'est-à-dire des cotisations et une contribution sociale généralisée. Et s'il faut chercher des ressources nouvelles, nous devons mettre à contribution l'ensemble des revenus : revenus du travail, mais aussi revenus du capital.

Au-delà, l'avenir de la Sécurité sociale ne se satisfera pas de simples mesures d'économie conjoncturelles. Je pense à des réformes de structure, qui passent par des orientations. Je vous les ai présentées : la prévention, un meilleur soin, des garanties plus claires, un système de financement plus sûr. Ce sont ces réformes qui doivent être adossées à une véritable politique de santé – celle qui n'a pas été, justement, portée ces dernières années. Nous devons définir un nouveau modèle, fondé sur une conception économique, sociale, démocratique de la santé. C'est une belle ambition que de vouloir à la fois garder ce qu'il y a de mieux de notre système de santé – le contrat social, qui a été passé au lendemain de la Seconde guerre mondiale – et en même temps, d'inventer ensemble un modèle de santé qui doit être un facteur de cohésion, de dynamisme et de rayonnement.

Voilà, Mesdames, Messieurs. Ces engagements, je les prends devant vous. Je les prends pour les Français. Je les prends pour l'avenir de notre système de santé, parce que la santé fait partie du pacte républicain, du pacte démocratique et du pacte social – ce qui fait que tout candidat à l'élection présidentielle est forcément engagé par une politique de santé publique.

Merci.

En conclusion de son déplacement à Orléans le 9 février, François Hollande a prononcé un grand discours sur l'Ecole et la Nation, revenant sur les valeurs de la République et l'éducation.

Retrouvez tout d'abord les temps forts de son discours puis dans son intégralité.

François Hollande, à l'occasion de son discours à Orléans devant les militants, a déclaré que l'Ecole était le "fondement de la République", "le fondement de notre pacte démocratique". Ainsi en faisant de la jeunesse sa priorité, il annonce "la refondation de notre école", "un nouveau contrat entre l'école et la Nation, un pacte éducatif". "L'Ecole est l'affaire de toute la Nation, parce qu'elle prépare la Nation de demain" a-t-il expliqué.

"La jeunesse, c'est l'atout de la France" a insisté François Hollande, "c'est l'enjeu de notre cohésion nationale", "un levier pour la France". Il a appelé les Français à "unir [cette jeunesse] autour des mêmes valeurs, celles de la République, de la laïcité, du civisme, de l'engagement".

Le candidat à la présidentielle a signalé qu'il ne voulait pas que des économies soient faites sur l'Ecole ou sur la préparation de l'avenir. "La connaissance, le savoir, l'Ecole, ce ne sont pas seulement des dépenses, ce sont des investissements" s'est-il exclamé.

François Hollande a expliqué que selon lui, "il n'y a pas d'un côté l'instruction, et de l'autre l'éducation ; il nous faut les deux". "L'Ecole doit former tout à la fois un travailleur, un citoyen, un homme" a-t-il exprimé.

"En faisant de l'Ecole une priorité de mon action, je veux redonner à notre pays une ambition et une espérance" a conclu le candidat.

Discours de François Hollande

Monsieur le Maire, cher Christophe, Monsieur le Président, cher François — c'est bien de porter un beau prénom comme ça pour être président ! Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, chers amis, je suis venu ici à Orléans, à Saint-Jean, pour vous parler de la France, de ce qui nous rassemble, pour vous parler de l'Ecole de la République, qui est le fondement de notre pacte démocratique.

J'ai mis, vous le savez, la jeunesse au premier rang de mes engagements dans cette campagne présidentielle, non pas pour écarter les autres générations, mais parce que la jeunesse, c'est l'atout de la France. Nous sommes le pays en Europe qui est le plus jeune, qui a la vitalité démographique la plus importante. Notre jeunesse n'est donc pas une charge, n'est donc pas un danger ou un risque. Notre jeunesse c'est une chance, c'est un levier, c'est une opportunité.

J'ai voulu mettre la jeunesse au premier rang de mes engagements parce qu'elle est la condition de notre redressement. La compétitivité, dont on va nous parler beaucoup au cours de cette campagne, ce n'est pas seulement une comparaison entre des coûts — le coût du travail, le coût du capital — la compétitivité c'est la capacité technologique, c'est l'investissement humain, c'est le savoir-faire, c'est le niveau de formation d'une Nation. Notre jeunesse nous fournit les meilleures armes dans la mondialisation.

J'ai voulu mettre jeunesse au premier rang de nos priorités parce que c'est la condition, aussi, de la cohésion nationale. La jeunesse, elle est diverse, par ses origines, ses parcours, ses couleurs, ses territoires. Et en même temps, elle porte des aspirations communes : la réussite, la dignité, la capacité de réussir sa vie.

Il est de notre devoir de l'unir, cette jeunesse, autour des mêmes valeurs, celles de la République, celles de la laïcité, les valeurs de civisme, l'engagement. Bref, ce qui fait une société. C'est la raison pour laquelle responsabilité de l'Ecole est immense. Et je voulais ici, ce soir, vous en parler.

La campagne présidentielle est un moment majeur de notre vie démocratique. C'est l'occasion, d'abord, de choisir un chef de l'Etat. C'est important. Il faut qu'il puisse nous représenter avec dignité, avec respect, avec élévation d'esprit. Les Français feront donc le choix qui leur paraîtra le meilleur.

Une campagne présidentielle, c'est aussi le choix d'un projet, c'est-à-dire des orientations qui vont être autant d'engagements — si tant est qu'un candidat présente des promesses pour les tenir... Il sera facile de le vérifier pour le candidat sortant. Mais pour ce qui me concerne, ce que je dis devant vous, j'aurai obligation de respecter la parole que je prononce.

Nous sommes conscients, et vous l'êtes aussi, que nous traversons une crise, une crise qui n'est pas terminée, une crise financière, une crise économique — et notamment en Europe -, une crise sociale profonde avec des inégalités considérables, une crise budgétaire. Nous savons bien que nos moyens sont limités. C'est pourquoi j'ai proposé qu'il y ait un redressement — redressement de nos comptes publics, redressement de l'industrie, redressement de notre économie — mais un redressement dans la justice.

L'élection sera aussi le choix des Français pour, en définitive, la voie qu'ils peuvent emprunter pour leur avenir.

Enfin, l'élection présidentielle, c'est aussi une conception de la société et même de la République qui est en cause. Dans quel pays voulons-nous vivre, avec quelles valeurs, avec quels principes, avec quel respect pour les principes et les valeurs que nous posons ?

Je veux ici vous livrer, en définitive, ma conception de la République et de la France.

Nous sommes un grand pays avec une longue histoire, et qui ne se résout pas à être une Nation parmi d'autres. Nous ne voulons pas affirmer notre existence par arrogance, mais nous considérons, sans doute parce que nous venons de loin, parce que nous avons surmonté des épreuves, parce que nous avons — et les plus anciens s'en souviennent — franchi des étapes essentielles pour notre construction nationale, nous considérons que nous avons un message universel à apporter. Nous ne nous vivons pas comme une exception mais comme une construction qui peut inspirer d'autres, mais qui peut aussi tirer de ce qui se passe ailleurs un certain nombre de références ou d'exemples. Nous n'avons pas non plus vocation à l'alignement, et encore moins à la soumission de la France à la finance, aux marchés ou à des disciplines sans perspective. Nous n'avons pas besoin non plus qu'on nous impose un modèle, même estimable, même respectable. Parce que nous sommes la France et que nous avons vocation à trouver par nous-mêmes les atouts, les forces, les capacités de nous redresser, tout en prenant parmi tous nos voisins ce qui peut nous servir de référence.

Je sais aussi que des doutes se sont installés chez beaucoup de nos concitoyens. Non pas sur eux-mêmes — ils gardent confiance dans leurs capacités — mais sur la place de la France, sur son destin, sur son avenir. Comment en serait-il autrement quand le chômage est au plus haut, quand la croissance au plus bas ? Comment en serait-il autrement quand le déficit commercial — c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations — est à un niveau record, 70 milliards à la fin de l'année 2011 ? Comment n'y aurait-il pas de doute, d'inquiétude, d'interrogations quand la Cour des comptes elle-même nous apprend que la dette publique serait proche, à la fin de l'année 2012, de 90 % de la richesse nationale, alors qu'elle n'était que de 60 % il y a dix ans ? Oui, il y a du doute, il y a de la défiance quand il n'y a pas, au sommet de l'Etat, une volonté de tirer tout ce que nous sommes vers le haut.

Je sais aussi que nous ne parviendrons à nous mettre dans la meilleure des démarches pour sortir de la crise que si nous mobilisons tous les acteurs. D'abord les acteurs publics, l'Etat, les collectivités locales — et il faudra faire un nouvel acte de décentralisation. Mais aussi les acteurs privés, les

entreprises grandes et petites, les salariés et leurs représentants, les chercheurs, les universitaires, bref tous ceux qui peuvent permettre la création de notre pays.

C'est la raison pour laquelle j'avais évoqué un pacte productif, qui n'est pas une suite de bricolages fiscaux, qui n'est pas non plus une improvisation de dernière heure, qui n'est pas l'invention de je ne sais quelle taxe qui nous protégerait de tout, mais au contraire une stratégie cohérente autour de la transition entre des modes de production qui sont ceux d'hier et ceux que nous avons à inventer pour demain. Transition technologique, transition numérique, transition écologique ; tout ce que nous avons à faire, c'est de préparer l'avenir.

Mais les Français n'accepteront un effort que s'ils pensent qu'il est juste. Ils ne peuvent pas admettre le creusement des inégalités, l'indécence des rémunérations, la précarisation des plus fragiles — 8 millions de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ils ne peuvent pas non plus supporter que l'injustice fiscale vienne s'ajouter à l'arrogance de l'argent. J'entendais un certain nombre de patrons — je ne citerai pas lesquels, il y en a un qui possède un grand journal... — qui menaçaient de partir en exil, rien que cela, si des sacrifices leur étaient demandés. Beau patriotisme de la part des plus grandes fortunes, celles-là même qui se sont constituées sur les marchés de l'Etat ! Et qui viennent nous dire lorsqu'elles sont sollicitées — c'est quand même normal au regard des faveurs qui leur ont été distribuées depuis cinq ans — qu'elles sont rétives à la solidarité et frileuses devant l'impôt.

Voilà pourquoi j'ai proposé une réforme fiscale, non pas pour spolier, pour capter, pour empêcher ou pour freiner l'initiative, mais au contraire pour permettre que l'équité soit posée, que la transparence soit faite, et une certaine simplicité dans les modes de prélèvement. D'où l'idée de rapprocher l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée, de faire qu'il y ait pour les entreprises des taux d'impôt sur les sociétés qui varient selon la taille desdites sociétés, de faire que notre fiscalité locale soit renouvelée. Bref, de faire cette réforme fiscale qui est souhaitée non pas pour tirer des recettes supplémentaires, mais pour répartir différemment la charge publique.

Les classes moyennes n'ont rien à craindre. On voudrait les affoler... Elles n'ont pas besoin d'être affolées, elles sont déjà suffisamment prélevées, parce que finalement, les efforts qui ont été demandés depuis cinq ans l'ont été sur les classes moyennes. Ce sont elles qui payent plus d'impôts sur le revenu, qui payent plus de cotisations, qui payent plus de contributions sur les mutuelles, qui sont victimes des déremboursements. Ce ne sont pas les plus fortunés, qui ont été au contraire protégés !

Alors, il faudra faire le redressement, il faudra le faire dans la justice. Mais il faudra aussi préparer l'avenir. Et l'Ecole fait partie des secteurs qu'il nous faudra sauvegarder, protéger, et même qu'il faudra considérer comme prioritaires. Le redressement dans la justice, et l'espérance dans la République.

La République, c'est bien plus que des Institutions, qu'il conviendra d'ailleurs de rénover pour donner plus de pouvoir au Parlement, plus de libertés aux collectivités locales, plus d'indépendance à la Justice — elle en réclame — plus de droits aux partenaires sociaux, de démocratie dans l'entreprise. Car la République n'est quand même pas le pouvoir d'un seul qui déciderait de tout, sur tout, partout ! La démocratie, elle est exigeante. Elle suppose que ce ne soit pas un pouvoir apanage d'un parti, qui devient vite un clan, d'un entourage qui se croit tout permis aujourd'hui, et d'une Droite qui considère que l'Etat lui appartient — et qu'il y a peut-être une élection, mais quand même, c'est dommage ! Parce que la Gauche n'aurait pas de légitimité ! Rendez-vous compte, elle a déjà gouverné, c'était il y a dix ans ! On nous en fait encore reproche ! Ce qui se passe aujourd'hui serait de notre faute, alors même que le gouvernement de Lionel Jospin avait rétabli les comptes publics, et notamment les comptes sociaux, que le déficit commercial avait été réduit à zéro, que la dette publique avait été contenue. Et voilà qu'on nous fait le procès ; ce serait à cause des 35 heures ! Mais les 35 heures ont été tellement assouplies qu'aujourd'hui, ce n'est plus qu'une durée légale. Et quand nous arrivons à démontrer que nous n'y serions pour rien, dans les mésaventures du pouvoir actuel, voilà qu'il remonte à François Mitterrand, et même au Front populaire ! Heureusement que j'ai salué la mémoire de Jean Zay, parce que sinon, ce serait de sa faute si l'Education nationale, aujourd'hui, était menacée !

La République ce sont des institutions mais ce sont aussi des valeurs qui nous permettent de vivre ensemble, qui nous élèvent les uns les autres, quelle que soit notre condition, autour d'un même projet au service d'un intérêt général, au service d'une grande cause qui nous rassemble, nous réunit ; la jeunesse, la génération qui vient, la capacité de donner à chacun l'espoir d'une vie meilleure.

La République c'est un combat. Elle nous unit autant qu'elle nous sépare, chacun a sa sensibilité. Mais la République, quand on regarde ce qu'elle a permis depuis deux siècles, c'est le mouvement qu'elle a imprimé par ses valeurs qui a fait avancer la France. Car elle est exigeante, la République. Quand elle pose « Liberté, Egalité, Fraternité », il faut être à la hauteur. Il faut être capable de traduire ces principes et ces valeurs dans la réalité. Nous en sommes loin, si l'on songe aux inégalités qui demeurent pour la réussite à l'école, si l'on songe au chômage, au logement qui n'est pas encore accessible à tous. Il faut attendre le grand froid pour que l'on découvre, hélas, qu'il y a des hommes, des femmes qui dorment dans leur voiture, qui sont dans des campings et qui sont encore dans la rue. Où est la République aussi en matière d'accès à la santé ? Et quelle est la place de la République quand, dans certains quartiers, certaines personnes âgées ou des jeunes ont peur de sortir soit pour faire leurs courses soit pour aller à l'école, tant il y a là quelques caïds qui font, hélas, régner une loi qui n'est pas celle de la République ?

La République est rassembleuse. Et moi, je ne distingue pas les Français selon leurs origines — sûrement pas, je laisse ça à d'autres. Selon leur sensibilité pas davantage. Je ne distingue pas les Français, même, selon leur vote — comment le savoir ? Ici, j'ai une petite idée, mais nous ne sommes pas encore représentatifs... Cela viendra ! Il y en a peut-être, je le dis à chaque réunion, qui se sont glissés pour voir, des curieux, et même des amis du camp d'en face qui, à la fin de la réunion, seront des amis tout simplement !

Ma conception de la République, c'est le rassemblement, c'est la réunion, c'est la réconciliation, c'est le travail pour tous, dès lors que le citoyen veut se mettre au service de la Nation. Et chaque fois que la Gauche a su se mettre à la hauteur de la France, elle l'a fait avancer et elle a gagné pour elle-même et pour le pays.

Je m'adresse à tous ces Français négligés, abandonnés, angoissés pour eux-mêmes et surtout pour leurs enfants, soucieux de l'avenir de notre pays, mais aussi du sort qui sera réservé à la génération qui vient. Je leur dis : retrouvons ensemble le chemin des valeurs de la République et de notre Histoire. Ne cédez pas à la tentation d'aller vers des extrêmes qui n'ont rien à voir avec la République et ses valeurs. Grandissez-vous ! Regardez votre histoire, soyez à la hauteur de la France, si vous voulez être des Français citoyens et fiers de leur pays ! Ne vous détournez pas ! Ne cédez pas à la passion ! Ne cédez pas à la facilité, à la stigmatisation de l'autre ! L'autre, ce n'est pas l'étranger. L'autre, c'est le citoyen qui, demain, sera aussi au service de la Nation.

Le quinquennat qui s'achève aura été celui de la discorde, de la division entretenue, du désordre. Stigmatisation des populations les plus fragiles : les chômeurs, les assistés, les étrangers. Basse polémique blessante sur l'identité nationale – souvenez-vous de ce mauvais débat –, discours choquant sur la nationalité, déclarations provocatrices sur la hiérarchie entre les civilisations. Et cette manie, dont il n'arrive jamais, au plus haut sommet de l'Etat, à se départir : la manie d'opposer les Français entre eux. Ceux du privé, ceux du public. Les jeunes, les plus âgés. Les catégories sociales entre elles. Les territoires. Comme s'il fallait diviser pour régner. Eh bien, non ! En République, il faut rassembler pour diriger, pour réformer, pour avancer.

Et les rouages essentiels de notre administration, de notre Etat, ont été mis en cause : les magistrats, les hauts fonctionnaires, les enseignants. Voilà pourquoi, après cinq ans, notre pays – j'en suis sûr – aspire à retrouver confiance, sérénité, apaisement. Surtout avec cette crise qui mine les mécanismes de solidarité, qui appelle des efforts et qui exige une mobilisation collective.

J'entends un candidat – qui ne l'est pas encore – et un président – qui ne le sera peut-être pas très longtemps – je l'entends évoquer dans un entretien à paraître des référendums sur de nombreux sujets – dans l'hypothèse, bien sûr, où il serait reconduit. Des référendums ! Mais que n'y a-t-il pas pensé plus tôt ? Sur le paquet fiscal, sur les retraites, et même sur la TVA ! Moi, je suis sûr de la réponse qui lui aurait été adressée par le peuple français.

Mais, je vais vous dire le fond de ma pensée sur la meilleure façon de consulter nos citoyens sur les grandes questions : le chômage, la compétitivité économique, le pouvoir d'achat, les droits, les devoirs. Nous sommes à la veille de deux élections, la présidentielle et les législatives. Eh bien, ma méthode est simple : que chaque candidat présente son projet, donne ses intentions, précise ses engagements, affirme sa vision – et que les Français choisissent. Le prochain référendum, mais c'est l'élection présidentielle ! Et je connais la question qui va être posée aux Français : veut-on continuer la politique menée depuis cinq ans, ou veut-on en changer ? Veut-on poursuivre avec le candidat sortant, ou veut-on changer de président ? Veut-on prolonger le présent, ou changer d'avenir ? Eh bien, vous voterez à la prochaine élection présidentielle pour répondre à ces trois questions !

Chers amis, je suis venu vous parler de l'école, de la promesse républicaine. Parce que la première promesse de la République, c'est l'école. Je veux que la France retrouve les chemins de l'avenir avec confiance, avec puissance, avec tranquillité.

C'est le redressement de la France. Le redressement, il est bien sûr économique, budgétaire, industriel. Mais il est aussi moral, éducatif, intellectuel. Tout se tient. La connaissance, le savoir, l'école : ce ne sont pas seulement des dépenses, ce sont des investissements. En France, il n'y aura pas de reprise économique durable s'il n'y a pas un investissement dans l'école. Tout démontre qu'il y a une corrélation étroite entre la qualification et l'emploi. Les mieux formés trouvent plus facilement que les autres les postes de travail qu'ils revendiquent. Et, de la même manière, plus un pays est capable d'élever son niveau de formation, de connaissance, de savoir, plus haut est son niveau de croissance.

Et, de ce point de vue, les dernières années, celles que nous venons de vivre, n'ont pas été bonnes. L'école a été dégradée. L'éducation est devenue une variable d'ajustement sur le plan budgétaire. Les suppressions de postes se sont accumulées. Et, derrière ces chiffres, il y a la réalité humaine. Je la connais : des parents inquiets, des élèves parfois en souffrance, des professeurs fatigués qui ont le sentiment de ne pas être soutenus par la République, des classes surchargées, des élèves encore trop souvent laissés sans enseignant, des manuels scolaires qui ne sont même pas imprimés à temps, le manque d'équipements partout... Et, surtout, l'échec scolaire inacceptable. Une forme de scandale, incroyable et inadmissible gâchis. Rendez-vous compte : 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans qualification ni diplôme ! Et des inégalités sociales parmi les plus fortes des pays industrialisés qui s'accroissent, des performances en lecture et en mathématiques qui régressent, près de 40 % des élèves qui arrivent au collège avec une trop faible maîtrise de la langue écrite. Voilà la plaie, pour notre démocratie !

Comment imaginer que tant de jeunes sortent du système éducatif avec un sentiment d'être déjà des vaincus, des perdants, sans que cela n'entraîne un doute sur notre société, une perte de repères, de civisme et, finalement, une rupture dans le pacte républicain. En faisant des économies sur l'école, on l'affaiblit. On ampute le potentiel de croissance du pays. Je ne peux pas l'accepter !

Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'avant, tout était parfait. Qu'il y avait une école mythique, un âge d'or. Ce serait là un argument paresseux. Il ne s'agit pas pour moi d'entretenir une nostalgie, de cultiver une illusion qui n'a jamais existé, car le système éducatif a continuellement progressé. Il a accueilli de plus en plus de jeunes. Et, en même temps, je veux une refondation. Pas une restauration : une refondation de l'école.

Ces cinq dernières années, la France a perdu beaucoup de temps et de force. Nous héritons d'une dette éducative. Au même titre qu'il existe une dette financière, une dette budgétaire : eh bien, il y a une dette éducative.

Chacun le sait : les premières années de scolarité sont déterminantes. Lorsque des difficultés ne sont pas traitées dès les premiers apprentissages, il est très difficile de les corriger ensuite. Les élèves qui peinent à la fin du CP ou du CE1 éprouvent des problèmes tout au long de leur scolarité.

Certes, la France dispose d'écoles maternelles qui nous sont enviées dans le monde entier. C'est une invention française, la maternelle. Celle-ci a été attaquée, depuis cinq ans et peut-être même

d'avantage. Le taux d'accueil des enfants de moins de trois ans est passé de 35 % à 13 %. La formation initiale et continue, si nécessaire, des enseignants a été supprimée, mise en cause. Et la France compte maintenant un taux d'encadrement dans l'enseignement primaire de 15 % inférieur à la moyenne que les pays développés. Cette situation a été aggravée, ces dernières années, par cette réforme des rythmes scolaires – invention terrible qui consiste à réduire l'année scolaire et allonger la journée scolaire, ce qui fait que nous avons une année sans équivalent dans aucun autre pays : 140 jours de classe par an !

Finalement, cette équipe au pouvoir veut augmenter le temps de travail de tous les salariés, et réduire le temps de travail des élèves... Allez comprendre ! Mais des journées plus longues, auxquelles on a rajouté désormais des cours, y compris pendant la pause du déjeuner, en contradiction totale avec toutes les recommandations des rythmes d'apprentissage.

Et c'est pourquoi, pour toutes ces raisons, j'ai décidé de faire de l'école maternelle et de l'enseignement primaire une priorité. Parce qu'il faut commencer par le commencement. Il faut investir là où l'arme éducative est la plus efficace.

Cette priorité se déclinera en plusieurs propositions. D'abord, le taux de scolarisation chez les enfants de plus de deux ans sera relevé, en priorité dans les zones de grande difficulté scolaire.

Pour la maternelle, il y aura une obligation d'accueil, pour le service public, à partir de l'âge de trois ans, dans l'enseignement public. Je ferai respecter cette obligation.

L'encadrement scolaire, notamment dans les écoles qui cumulent le plus de difficultés – sociales, familiales, territoriales – aux moments clés de la scolarité, sera là encore renforcé. Et je m'engage sur le principe : plus d'enseignants que de classes. Parce que, parfois, il faut y mettre la présence humaine indispensable si on veut lutter contre l'échec.

Et dans ces classes-là, les classes charnières, les classes décisives, ce sont les enseignants les plus expérimentés qui seront affectés – et pas les plus jeunes, qui ne sont parfois pas armés pour affronter ces difficultés.

Les rythmes scolaires seront réformés, en allongeant le temps sur l'année et en diminuant les surcharges journalières, sans diminuer bien sûr le temps passé à l'école.

Il y aura aussi la fin des évaluations permanentes, qui aujourd'hui accablent les professeurs et qui ne produisent que des statistiques. Bien sûr que je suis favorable à l'évaluation de l'école, mais à une évaluation indépendante et incontestable.

Les pédagogies doivent évoluer. Le travail en équipe doit être encouragé. Le recours aux exercices, à l'implication des élèves, tout autant. Tout ce qui doit être fait, c'est pour permettre l'épanouissement de l'élève. Et c'est ainsi que notre école sera une école de l'excellence.

Il existe désormais un socle commun de compétences et de connaissances, inscrit dans la loi. Nous ne reviendrons pas sur ce principe. Et les programmes de l'école primaire et ceux du collège devront, en concertation avec les personnels, être revus afin d'être en cohérence avec ce nouveau socle qui sera lui-même repensé.

Les systèmes éducatifs les plus performants sont ceux qui assurent une formation initiale et continue des professeurs, de grande qualité. L'actuel gouvernement a détruit cette formation. Pour des raisons idéologiques. Pour des raisons budgétaires, surtout. Pour des raisons, aussi, d'incompréhension sur ce qu'est le métier. Mesurons la gravité de ce geste qui a été accompli. La Cour des Comptes vient de livrer son rapport : il est accablant sur cette réforme, cette suppression de la formation des enseignants – qui n'a rien rapporté au budget de l'Etat et qui a découragé les vocations. Donc, je rétablirai la formation initiale et continue des professeurs.

Les universités auront la responsabilité de cette formation. Les actuels IUFM se transformeront en Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation. Je souhaite que tous les professeurs, quels que soient leurs niveaux de recrutement, qu'ils se destinent à enseigner en maternelle ou qu'ils se destinent à être à l'université, partagent un moment de formation commun dans ces écoles supérieures. C'est cela, la République ! C'est l'échange entre la théorie et la pratique, la recherche pédagogique, l'expérience et les niveaux de formation. L'année de stages sera donc rétablie.

Et pour remédier à la crise du recrutement – qui est réelle, tant les vocations ont été découragées –, et pour redonner à l'Education nationale son rôle exemplaire de promotion – parce que dans chacune de nos familles, nous avons vécu ces promotions à travers l'école et à travers le métier d'enseignant, les étudiants de milieux modestes ont pu devenir enseignants grâce à un système qui existait par le passé –, eh bien nous ferons en sorte de financer des études longues, avec une filière de prérecrutements pour former des enseignants le plus vite possible, dès la licence, de façon à orienter les vocations et à aider les jeunes à financer leurs études.

Le collège. Il concentre bien des difficultés. Mais, contrairement à ce qui est dit ou prétendu, le collège unique permet aussi la diversité des parcours. Ce n'est pas un système où tous les élèves passent sous la toise. Nous avons besoin d'une structure commune à tous les élèves. J'étais donc là, il y a quelques minutes, pour saluer la mémoire de Jean Zay, qui avait lui-même inventé l'école unique, préfiguration du collège unique. Et voilà qu'on nous ferait procès ? Parce que, finalement, il y aurait nécessité d'orienter plus tôt les élèves, pour les écarter et les conduire vers l'apprentissage ! Il faut des apprentis. Il faut de l'enseignement manuel. C'est nécessaire. Il faut la valoriser. Il faut un enseignement professionnel. Mais, en même temps, l'orientation ne peut pas être trop tôt – sinon, nous savons bien qu'elle sera un déterminisme social, une sélection en fonction du milieu où les enfants de pauvres iront toujours dans les mêmes filières.

Là aussi, lorsque nous regardons ce qui fonctionne le mieux en Europe et dans le monde, eh bien le système éducatif qui a le plus de performance, les meilleurs résultats, c'est celui où il y a une importance et une durée du tronc commun. Voilà pourquoi je refuse – je l'ai dit – les orientations précoces. Voilà pourquoi je refuse une orientation dès la fin de la cinquième, parce que c'est trier encore au plus tôt et aggraver les inégalités.

Ce que je veux, c'est l'inverse : permettre à chacun de construire ses choix positivement, lui donner la possibilité d'acquérir des moyens de sa culture, de sa citoyenneté, de sa liberté, dans un collège qui réunit tous les enfants de la République. Et faire de nos filières professionnelles des vraies filières d'excellence, avec des orientations positives et pas imposées, et des débouchées assurées, et pas subis.

Ce que je veux, c'est une réforme de l'orientation. C'est nécessaire pour respecter le premier choix et pour permettre de garantir un second choix, pour faire qu'il y ait de la mobilité, qu'aucun destin ne soit préétabli à un âge tellement précoce de la vie. Je veillerai à ce que les élèves de l'enseignement professionnel, ainsi que leurs enseignants, trouvent le soutien et la reconnaissance de la Nation. Au moment où nous parlons de réindustrialisation, de pacte productif, de patriotisme industriel, commençons à donner la formation au plus haut niveau à ces futurs techniciens ou ouvriers dont nous avons tant besoin, pour qu'ils deviennent demain, par la promotion, nos ingénieurs ! Du CAP au diplôme d'ingénieur, c'est une élite professionnelle que nous avons à former avec énergie, avec enthousiasme.

Je voudrais que les lycées d'enseignement général, technologique, agricole et professionnel se rapprochent, et que les jeunes se mêlent. Qu'il y ait, là aussi, des échanges, des coopérations, des projets communs.

Il faut aussi réserver aux bacheliers des filières technologiques et professionnelles des formations dans le supérieur – qui étaient prévues pour ces lycées et qui ont été captées, on le sait, par d'autres lycées qui ont vocation à fournir, paraît-il, les meilleurs.

Enfin, je veux évoquer ce qui est une dimension de l'éducation : la dimension artistique. J'évoquais, là encore, la mémoire de Jean Zay – qui était ministre de l'Education et des Beaux-Arts. Eh bien, oui, nous avons besoin de ce « goût de l'action », de « l'exaltante admiration des belles œuvres ». Chaque élève doit y avoir accès, quel que soit son milieu social, le quartier, la commune où il vit, son degré et sa filière d'enseignement. Et c'est pourquoi je lancerai un grand plan pour l'éducation artistique.

Je développerai aussi la culture scientifique, qui ne doit pas être un élément de sélection, mais une culture de l'expérience, de la recherche, de l'observation, de la créativité.

Et, de la même façon, le sport doit être regardé comme une discipline, comme une façon, aussi, de s'épanouir, de connaître son corps et de faire en sorte, là encore, de pouvoir équilibrer les activités sportives et les activités intellectuelles – si tant est que le sport n'exige pas, aussi, une conception intelligente de son exercice.

C'est pourquoi je veux cette éducation globale, qui mêle tous les aspects de la formation, du savoir, de la connaissance, de la culture, de la civilité et du sport.

Enfin, les nouvelles technologies ne peuvent pas rester à la porte de nos écoles, de nos établissements. Je sais l'effort que font les collectivités locales pour doter un certain nombre de nos établissements, lycées, collèges voire écoles de moyens numériques. Je le fais dans mon propre département. Et chaque élève de collège, dans mon département, reçoit dès la sixième un ordinateur portable. Que m'a-t-on dit, à ce moment-là ? On m'a dit : c'est terrible, vous allez changer la pédagogie. Le problème est que les enseignants n'ont pas été formés à ces nouvelles technologies. Il faudra faire un grand plan de formation pour ces nouvelles technologies, si nous voulons les diffuser. Si nous voulons faire en sorte que les manuels puissent être intégrés sur le plan numérique, dans les dotations que nous offrons aux élèves – ce qui allégera, quand même, le poids des cartables, vieille revendication des familles. Eh bien, là aussi, il faudra multiplier les usages, les contenus, les ressources pédagogiques, mettre des expériences en commun. Et je demanderai aux collectivités locales, dont je sais le rôle précieux, de conforter cette diffusion des nouvelles technologies, d'accompagner les usages. Parce que nous avons besoin de tous, pour refonder l'école. Bien sûr, l'Etat est le premier concerné. C'est sa responsabilité. Et les collectivités locales ont aussi leur part de dépenses à affecter aux écoles, aux collèges, aux régions, aux universités, aux lycées. Les régions le font de plus en plus, pour les universités. Nous avons besoin, aussi, de tout ce qui fait, en définitive, la science, l'art – c'est-à-dire la présence de chercheurs, d'artistes, de sportifs dans nos lieux de formation et de culture.

Je ne néglige pas, non plus, le redressement moral. Le savoir doit être valorisé. L'école est faite pour transmettre de la connaissance. Personne ne doit être jugé indigne de lire *La Princesse de Clèves*, au prétexte que l'un d'entre nous – j'espère qu'il n'est pas présent ici ! – a eu des difficultés pour accéder à cette lecture ! Mais j'aurais pu parler de *Madame Bovary* ou d'autres œuvres. La culture n'est pas l'apanage d'une catégorie sociale ou de quartiers ! La culture est à disposition de tous les élèves. Il n'y a pas de culture élevée et de culture qui le serait moins.

Le mérite ne sera pas un héritage. Il doit être un effort, qui doit être encouragé, récompensé.

La morale, c'est aussi le respect : respect des horaires, respect de l'enseignant, respect de l'autorité, respect des lois. Et, là aussi, le respect s'enseigne, comme s'enseigne l'histoire, qui ne doit pas être manipulée – c'est arrivé – mais enseignée.

Je rétablirai l'enseignement de l'histoire en terminale scientifique.

L'autorité, aussi, doit être restaurée. L'autorité fondée sur les qualités morales et intellectuelles reconnues, et sur l'exemplarité de celui qui la détient.

Et, à cet égard, la sécurité doit être assurée, aussi, dans les établissements. Malheureusement – et en dépit de trop d'annonces, de gesticulations –, ce n'est pas le cas aujourd'hui dans un certain nombre d'établissements. Nous avons, hélas, des cas qui se répètent de violence : violence à l'égard des

enseignements, violence entre élèves, violence venant de l'extérieur. Et donc, tirant un certain nombre d'enseignements de ce qui s'est passé, j'ai proposé d'augmenter la présence des adultes dans les établissements et de permettre un travail en équipe, une stabilité de ces équipes et la création d'un nouveau métier : chargé de la sécurité et de la prévention, dans les établissements qui sont les plus exposés aux violences.

La morale aussi doit être enseignée, partout, dans l'école – et même au plus haut sommet de l'Etat. La morale est affaire d'exemple. Elle est affaire de comportement. La même morale pour tous ! Parce que chacun doit mesurer qu'il a des droits, mais aussi des devoirs – et qu'il appartient à tout citoyen de savoir concilier sa liberté avec celle de tous les autres. Pour enseigner cette morale, je fais confiance aux enseignants. Car, moi, je ne les considère pas comme inférieurs aux hommes de religion.

La laïcité doit être expliquée, apprise, revendiquée, réfléchie, appliquée. Une laïcité qui n'a pas besoin d'une épithète pour donner sa signification. La laïcité se suffit à elle-même. La laïcité, c'est une liberté. Une liberté de conscience qui doit être respectée. Et, en même temps, par rapport à un espace public, l'école, où la religion n'a pas sa place – toutes les religions n'ont pas leur place. Même si les religions doivent être enseignées, respectées. Mais il s'agit d'assurer la liberté de chacun et la protection de tous.

Voilà le nouveau contrat que propose entre l'école et la Nation : un pacte éducatif.

Cela a un sens précis, le pacte éducatif. Cela renvoie à l'idée, belle, que l'école est l'affaire de toute la Nation, parce qu'elle prépare la France de demain. L'école, l'éducation, ce n'est pas une politique sectorielle – même si ce sera toujours un ministère. Elle n'est pas un simple domaine d'action de l'Etat. Elle est l'affaire de toute la société – d'abord des enseignants. Je veux ici rendre hommage à ces professeurs, à ces métiers de l'école, à ceux qui se dévouent pour l'éducation de nos enfants et qui ne reçoivent pas toujours la récompense, au moins symbolique, de la Nation et de celui ou de celle qui la représente au plus haut niveau. Je sais que tous les acteurs de l'école mesurent, aujourd'hui, l'importance de ce que nous avons à faire. Je sais aussi leurs préventions, leur défiance, leurs attentes : comment pourrais-je ne pas les comprendre, quand je vois toutes les attaques, parfois les réformes qu'ils ont dû subir ?

Je respecte tous les points de vue, toutes les expériences. Et je propose à chacun d'entrer dans cette concertation, sans exclusivité et sans *a priori*. Car il faudra faire cette refondation – et la faire ensemble. Notre seul guide doit être l'intérêt des élèves et l'intérêt de la Nation.

Je fixe un calendrier et une méthode. La méthode, c'est la concertation puis le vote d'une loi. Le calendrier, ce sont des négociations durant l'été et une loi d'orientation et de programmation à l'automne. C'est le rythme que nous aurons à tenir – si les Français nous en donnent, bien sûr, le mandat. La belle tâche d'enseigner et d'éduquer notre jeunesse, nous la confions aux professeurs. C'est une tâche difficile. Nous sommes et nous serons à leurs côtés.

Et je demanderai, si les Français m'en donnent la responsabilité, à tous les citoyens de se tenir aux côtés des enseignants. Parce que pour former des citoyens libres, il faut des professeurs libérés de toutes les tutelles, de toutes les influences. Et, comme le disait déjà Jules Ferry, les enseignants auront autant de liberté que de responsabilité. Et quand je dis « responsabilité », c'est n'est pas l'autonomie que la Droite essaie à toute force d'imposer – avec des chefs d'établissement, qui ne demandent rien d'ailleurs, qui devraient se comporter en patrons, des écoles qui devraient être des entreprises et une concurrence qui devrait se faire entre professeurs, élèves, établissements ! Non ! Il faut qu'il y ait une responsabilité – celle des enseignants, celle des chefs d'établissement –, qu'il y ait une confiance, qui soit portée – une confiance qui ne peut pas opposer les chefs d'établissement et les enseignants. Une confiance qui ne peut pas être mise en cause lorsque le statut des enseignants est évoqué : comme si c'était là le verrou, la contrainte qu'il faudrait lever. Comme si c'était, finalement, le signe d'une insuffisance d'engagement des professeurs. Ce serait inexact. C'est injuste ! Quel avenir a un pays qui maltraite ses professeurs ? Qui se trouve incapable d'en recruter – c'est le cas aujourd'hui – pour assurer les besoins d'instruction et d'éducation ? Mais refuser d'entrer dans la discussion du statut des enseignants, ce n'est pas pour autant considérer que le métier ne doit pas évoluer, que ses missions ne doivent pas être discutées.

Si nous voulons réformer les rythmes scolaires – nous le voulons –, si nous voulons permettre un meilleur travail en équipes – c'est nécessaire –, si nous voulons que les cycles, les transitions, l'orientation se passent mieux et si nous sommes prêts à reconstruire une formation des professeurs digne de ce nom, alors il nous faudra parler aussi du métier d'enseignant pour le faire évoluer, le rendre plus attractif, plus efficace et qu'il puisse atteindre les nouveaux objectifs. Nous le ferons ensemble !

Depuis longtemps, la France accumule sans cesse des réformes, bouleverse son école. Mais la vision d'ensemble manque, la stratégie n'est pas comprise et les progrès ne sont pas au rendez-vous. Les personnels, tous les personnels de l'éducation sont fatigués de cette remise en cause permanente, de ces injonctions, de ces dispositifs – chaque fois nouveaux –, de cette accumulation d'obligations sans grand dessein, qui finissent par donner l'impression de n'être là que pour habiller des renoncements et des manques.

Voilà pourquoi je fais de la refondation de l'école un engagement devant les Français. On me dit : vous courez un risque. On court toujours des risques. Peut être que le risque serait celui d'une incompréhension avec les enseignants ? Je ne le crois pas. Ils y sont prêts. Le risque, ce serait d'évoquer des moyens supplémentaires ? Eh bien, oui ! Je l'assume, ce risque !

Il y a eu, au cours de ces cinq dernières années, 77 000 suppressions d'emplois. Eh bien, moi, je propose – et j'en prends toute la responsabilité – un plan de recrutement de 60 000 personnels de l'école sur les cinq prochaines années (12 000 par an). Cela fait débat. J'entends ceux qui disent : surtout, ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires ! Je l'entends, aussi. Je connais nos contraintes. Je sais qu'il faudra – et j'ai d'ailleurs pris, là-dessus, tout engagement nécessaire – stabiliser les effectifs de la fonction publique d'Etat. Mais, en même temps, je considère que s'il y a une priorité, c'est pour l'éducation.

On me dit : ça coûte cher, 500 millions d'euros par an, rendez-vous compte ! L'allègement de l'impôt sur la fortune, c'est 2 milliards...

On me dit : vous créez des postes, vous faites des investissements. Mais vient d'être voté, à l'Assemblée nationale, un plan pour les prisons : 30 000 places, 3 milliards d'euros d'investissement, 1 milliard d'euros de fonctionnement. C'est un choix de société, aussi ! Que préfère-t-on ? Bien sûr qu'il faut faire en sorte que les prisons soient humanisées et que les délinquants soient accueillis dans les conditions les plus sûres pour la société. Mais moi, je considère qu'aujourd'hui, la priorité c'est l'école ! C'est l'éducation !

J'entends un candidat, qui n'est toujours pas déclaré – mais enfin, cela arrive, ce n'est plus qu'une question d'heures me dit-on, et Madame Merkel, d'ailleurs, a anticipé, elle l'avait investi l'autre semaine ! – dire qu'il veut rétablir la formation initiale des enseignants. J'en suis heureux ! Que ne l'a-t-il détruite, hélas, pendant son quinquennat ? Il nous dit qu'il veut valoriser les enseignants. Cela lui fera le plus grand bien – enfin, surtout aux enseignants, qui en ont été privés pendant cinq ans ! Mais tout cela a forcément un coût. Et donc, moi, j'assume ce que propose !

Je considère que si nous voulons rétablir la formation des enseignants – et nous le voulons –, lutter contre l'échec scolaire, accueillir les enfants les plus en difficulté – et notamment les enfants qui sont en souffrance, qui sont en handicap – alors il faut y mettre, forcément, les moyens en personnel nécessaires. Et pas simplement des postes d'enseignants : les médecins scolaires – qui ont récemment engagé une action, parce qu'on n'en trouve plus – les infirmières scolaires, les assistantes sociales, les surveillants, les encadrants... Bref, tous ceux qui font vivre l'école, le collège, le lycée. Voilà ce dont nous avons besoin ! Si nous voulons qu'il y ait des équipes pédagogiques, un nouveau temps de travail, un déroulement de carrière, une pérennité des équipes, une coordination avec les autres institutions... : bien sûr qu'il faut une politique d'éducation avec les moyens nécessaires !

Parce que là, ce qui se passe, avec les suppressions de postes, c'est non seulement une école qui s'abîme, qui s'affaiblit, mais ce sont souvent les élèves les plus en difficulté qui sont les premières

victimes des suppressions de postes : les RASED, les SEGPA, les élèves handicapés, les filières spécialisées... Voilà où on fait les économies !

De la même manière, nous aurons aussi besoin de personnel pour organiser la transition entre nos lycées et l'enseignement supérieur. Trop d'élèves se trouvent désorientés en arrivant à l'université et, finalement, abandonnent leurs études – et, finalement, un terrible gâchis pour leur famille, pour eux-mêmes et pour l'Etat, à travers les crédits qu'il met en place pour l'université. Il n'est pas acceptable que nous ayons de moins en moins d'étudiants, et avec un taux d'échec très élevé pour les premiers cycles. J'accorderai une part de l'effort de la Nation à l'université, pour réussir cette transition.

Je suis prêt à tous les débats au cours de la campagne présidentielle sur cette question de l'école, de l'éducation et de l'université. Mais moi, je refuse l'hypocrisie qui consiste à dire qu'il est possible d'enseigner sans enseignant ! Parce que si l'on pense qu'il est possible d'enseigner sans enseignant, de soigner sans médecin, un jour des gens penseront qu'on peut aussi avoir une présidence sans président... A un moment, il faut bien qu'un homme, une femme, exerce la responsabilité ! Nous avons donc besoin que l'ensemble de notre système éducatif reprenne confiance en lui-même.

La France a besoin de clarté, de raison et de justice. Elle a besoin de retrouver une volonté de progresser, de réussir. Voilà pourquoi je suis venu ici, dans le Loiret. A la fois pour me ressourcer à travers la belle image et le grand souvenir de Jean Zay, et puiser parmi vous l'énergie qui doit me conduire à convaincre les Français de cette exigence d'une refondation de l'école !

Je veux agir pour la France à cinq ans, à dix ans, à vingt ans ! Je ne parle pas simplement de moi. Mais ce que nous allons décider, là, pour les prochains mois, vaudra bien sûr pour le prochain quinquennat, mais devra se poursuivre bien au-delà de nous. Ce que nous engageons à travers cette campagne présidentielle, ce n'est pas simplement un temps court. Ce ne sont pas simplement des mesures d'urgence. Ce sont des réformes durables, que nous avons à poursuivre, que d'autres feront après nous.

Nous devons concevoir notre action dans un parcours qui est venu de loin et qui nous survivra – j'en suis sûr –, qu'est le récit républicain ! Toutes les générations qui nous ont succédé, qui ont fait avancer notre pays. Et, encore aujourd'hui, nous en sommes là : voulons-nous avancer ou voulons-nous reculer ? Voulons-nous nous résigner ou voulons-nous, au contraire, nous dépasser nous-mêmes ?

Nous n'avons pas les moyens budgétaires que notre politique pourrait, éventuellement, espérer. Mais nous ferons les choses progressivement, graduellement. J'ai dit que mon quinquennat, si les Français m'en donnent possibilité, serait d'abord avec des réformes de structures. Ensuite, nous pourrions redistribuer ce que nous avons créé. Mais dès la rentrée 2012, il y aura des changements pour l'école ! Parce que je sais qu'ils sont attendus. Je sais qu'il y a urgence !

Je sais que cette cause de l'école n'est pas, ici, notre exclusivité, notre propriété. L'école appartient à la Nation et pas simplement à une famille politique. Je sais que c'est une belle cause, la jeunesse, qui peut nous rassembler. Je sais que tous les républicains peuvent se réunir autour de ce projet, si nous savons le conduire avec rigueur, sincérité, obstination. La France, je vous l'ai dit, est un grand pays, avec de grandes ressources ! Humaines, d'abord.

Chacun d'entre vous est un atout pour la France. Et les plus jeunes sont notre espoir. Nous pouvons surmonter la crise. Ce sera difficile. Il faudra faire tous les efforts de redressement dans la justice. Nous les ferons ensemble !

Mais, je vais vous donner la méthode. Il y faut de la constance. Méfiez-vous de ceux qui changent. Méfiez-vous de ceux qui ne savent pas quel est leur cap. Qui, un jour, appellent l'Etat à la rescousse et, un autre jour, le dénoncent. Un jour baissent les impôts des plus riches et, à la fin, augmentent les impôts de tous. Méfiez-vous de ceux qui vous parlent de la compétitivité et qui ont dégradé le commerce extérieur. Méfiez-vous de ceux qui inventent à la fin de leur quinquennat ce qu'ils n'ont pas fait au début, au milieu et même aux trois quarts. Méfiez-vous de ceux qui, finalement, n'ont que la peur comme justification de leur engagement : la peur du changement, la peur de la crise, la peur de

l'épreuve, la peur de l'effort. Non ! Nous, nous n'avons peur de rien ! Parce que nous avons une volonté. Nous avons un espoir. Nous avons une grande cause. Nous avons le respect. Nous avons l'idée du rassemblement du pays.

Alors, il faut de la constance. Il faut de la cohérence. Il faut de la ténacité. Il faut aussi du respect. Du respect, de la considération. Tout commence par le respect et la considération ! Chacun, ici, au-delà de sa condition, de sa situation personnelle, demande d'abord à être respecté quand il est travailleur et qu'il ne ménage pas sa peine pour l'entreprise qui l'emploie – et qui ne peut pas supporter de découvrir un jour que pour des raisons boursières, il est abandonné en chemin. Oui, chacun demande du respect. Le chômeur qui n'en peut plus et à qui maintenant on va discuter ses droits – en demandant même, peut-être, demain, au peuple français de faire un référendum sur les conditions mêmes de son statut de chômeur ! Oui, chacun demande le respect : les fonctionnaires qui sont au service de la Nation et qui ne veulent pas être suspectés d'être une charge pour le pays ! Chacun demande du respect : les jeunes qui veulent réussir leur vie et à qui l'on dénie, finalement, à travers une politique à courte vue, les moyens de leur propre accomplissement ! Chacun demande du respect : la personne âgée qui veut terminer son existence dignement et à qui l'on n'a même pas fait la réforme de la dépendance qui avait été promise !

Voilà : la constance, la cohérence, le respect. La France a besoin d'un vrai débat, et non de fausses querelles. Je pense à ces déclarations brutales – vous les avez entendues – prétendant briser les consensus, s'érigeant en voix du bon sens, et qui ne sont que des provocations semant la discorde et ternissant l'image nationale. Nous n'avons pas besoin de ces discordes, de ces querelles, de ces désordres quand le pays appelle des solutions pour le chômage, pour le pouvoir d'achat, pour la santé, pour le logement. Voilà les sujets de la campagne présidentielle ! Ce n'est pas de savoir si une civilisation est supérieure à une autre !

Et le courage ! Voilà que certains s'emparent de cette vertu qu'ils se sont attribuée d'eux-mêmes. Le courage. Mais où est le courage quand on demande au pays de faire un effort alors qu'au plus haut sommet des fortunes, il y a eu, en définitive, insolence et indécence ? Où est le courage d'appeler à voter un texte sur l'augmentation de la TVA, c'est-à-dire un impôt sur tous les Français, quand il y a eu un bouclier fiscal et une baisse de l'impôt sur la fortune ? Où est le courage de s'en prendre aux chômeurs, aux étrangers, aux plus faibles, aux fragiles ? Où est le courage ? Le courage c'est, au contraire, d'appeler au rassemblement, à l'effort, à la justice ! Le courage, c'est de s'en prendre à l'argent, à la finance ! Ce n'est pas de s'en prendre aux plus modestes des Français !

Chers amis, le rassemblement est nécessaire. Rassemblement de la Gauche, c'est déjà pas mal ! Le rassemblement des Socialistes : on pensait que ce serait difficile. Vous avez vu, après ces primaires ? Tout le monde s'y est mis ! Au-delà des choix des uns et des autres, chacun fait campagne et donne le meilleur de lui-même ou d'elle-même. Rassemblement de la Gauche : nous allons le faire ! Il y en a qui sont partis tout seuls. Je ne sais pas jusqu'où ils iront. Je leur souhaite le plus grand succès. Mais ce que je souhaite, surtout, c'est que nous soyons, nous, au plus haut au soir du premier tour. Parce que c'est au premier tour que va se gagner la bataille !

Je ne sais pas exactement qui sera candidat – même si, maintenant, on est éclairé –, qui aura ses signatures – cela, c'est une autre affaire ! Mais moi, je ne veux pas me préoccuper des autres. Ce que je vous dis, c'est simple : si vous voulez le changement, si vous voulez faire avancer la France en faisant gagner la Gauche, c'est au premier tour que vous le ferez. C'est en donnant cette dynamique, cette force, cette capacité de rassemblement que vous permettrez à la Gauche d'être au rendez-vous !

Mais, c'est l'élection présidentielle qui va décider du prochain président, du projet, de la conception de la société, de la République. Et, au lendemain de l'élection présidentielle, le prochain chef de l'Etat aura une mission plus grande encore que toutes les autres : réunir tous les Français, y compris ceux qui n'auront pas voté pour lui. Ce sera désolant, de constater qu'une partie de la Nation n'a pas voté comme nous l'entendons. Et, en même temps, c'est la démocratie. C'est le droit de chacun. Et c'est le respect que nous devons avoir, y compris à l'égard de ceux qui ne pensent comme nous.

Et nous n'arriverons pas à redresser le pays si nous ne nous rassemblons pas. Oh, je ne parle pas ici d'Union nationale – qui est une chimère –, ni d'ouverture – je veux vous rassurer. Nous ne solliciterons

aucun concours. Nous ne capturerons aucun député ou sénateur venant de l'autre côté – même si nous ne refuserons aucun vote s'il nous est accordé. Non, le rassemblement, c'est le rassemblement des Français. Parce que nous en avons besoin. Parce qu'il faudra la mobilisation de tous. C'est le respect de nos différences. C'est l'écoute attentive de chacun. C'est la volonté d'avancer ensemble. C'est l'affirmation tranquille des convictions et le respect des libertés. C'est la reconnaissance, aussi, de ce qu'est l'intérêt supérieur du pays.

Je veux, pour la France, l'unité, le rassemblement, la réconciliation, la concorde. Tout ce qui manque, aujourd'hui. Je sens bien que nos concitoyens qui sont fragmentés, dispersés, parfois opposés les uns les autres, ne demandent qu'une chose, là, dans ce moment : c'est que le changement puisse être aussi un moment de bonheur retrouvé, de confiance rétablie, d'image sereine, d'apaisement. Cela fait du bien, l'apaisement, quand on a été épuisé, harassé, fatigué. Oui, voilà ce que nous devons faire ensemble ! Faire que cette victoire soit la victoire, bien sûr, de ceux qui l'auront voulue – mais la victoire de la France. Et, autour de cette victoire, nous ferons de l'École de la République, en définitive, notre engagement et notre cause ! Et nous ferons de cette jeunesse de France – cette jeunesse qui est si impatiente, si troublée, si désireuse de réussir –, nous ferons de la jeunesse le grand espoir pour la France de demain.

Cher amis, c'est le moment, bientôt, de choisir. Cela va être long, encore, deux mois. Moi, je compte les jours ! On me dit : c'est terrible, ce qui vous arrive, vous êtes le favori. Cela fait des mois que je porte ce fardeau de favori ! Mais, chaque jour qui me rapproche de l'élection fait que le fardeau est plus léger. Je marche à mon rythme. Je n'ai pas besoin de me hâter, de me précipiter. J'en connais d'autres qui sont, maintenant, plutôt tentés par l'accélération.

N'ayez peur de rien ! Diffusez largement nos idées ! Portez notre message ! Allez auprès des Français. Donnez-leur confiance en eux-mêmes et en leur pays. Nous ne sommes sûrs de rien. Rien n'est acquis, rien n'est fait, rien n'est joué. Et je suis conscient que tout peut être, à un moment, bouleversé.

On me dit que je suis arrogant. On me dit tant de choses ! Si je faisais la liste de tous les qualificatifs dont j'ai été l'objet – je ne parle pas des pages animales du dictionnaire ! – mais, écoutez, là encore : ne nous laissons pas détourner. Atteignons notre objectif. Nous sommes attendus par les Français.

Et ce que je voulais vous dire, ici, dans le Loiret, c'est que mon premier engagement serait pour l'école, que ma première cause serait pour la jeunesse et que ma première volonté serait pour le rassemblement de notre pays ! Faites en sorte que nous puissions nous préparer à cette victoire ! Une victoire qui est attendue, qui est espérée, dont nous devons être dignes. Une victoire à laquelle beaucoup ne croyaient pas il y a encore quelques mois, tant nous pensions que ce serait, finalement, une chape de plomb – qui nous empêcherait, peut-être, de faire l'alternance. L'alternance : cela fait dix ans, dix ans que la Droite est au pouvoir. Et cela fait depuis 1995 qu'il n'y a plus eu un président de la République de Gauche. Il n'y en a eu, d'ailleurs, qu'un sous la Ve République. Eh bien, c'est contre cette fatalité que je me suis levé.

C'est parce que je me suis dit qu'il n'était pas possible, quand même, dans notre pays, la France – qui a fait la République, qui a fait les avancées sociales, qui a fait des conquêtes –, que ce n'était quand même pas possible que la Gauche ne soit pas là au moment où le pays est frappé par la crise, pour faire notre devoir : redresser, mettre de la justice, donner une joie forte. Non pas rendre tout possible, mais rendre toute espérance, oui, crédible.

Voilà, chers amis ! Merci d'être venus nombreux. J'aurais pu vous parler de tant de choses. Mais faites en sorte que le 6 mai, le changement soit là ! Que le changement soit pour l'école ! Que le changement soit pour la jeunesse, soit pour la République et soit pour la France !

Merci.

Mes chers amis,

c'est un grand honneur que vous me faites en me permettant d'être à Créteil aujourd'hui. D'abord parce que c'est à Créteil que François Mitterrand a été officiellement investi candidat du Parti socialiste pour l'élection présidentielle qui lui a permis de devenir président de la République. Créteil, ville sportive, Laurent en est le symbole, ville de solidarité, ville d'épanouissement, ville de cohésion, qui m'accueille aujourd'hui au milieu de tant de champions qui me font obligation de gagner l'élection présidentielle ! Ils m'ont donné toutes leurs recettes, je ne vous les livrerai pas ce soir... Ils m'ont dit comment ils avaient fait, eux, pour devenir champions, vice-champions quelquefois. Je leur ai dit : « vice-champion, ce n'est pas le titre, pour l'instant, que je revendique ! ». Mais ils m'ont dit ce qu'était leur parcours, c'est-à-dire d'obstination, de volonté, et en même temps de générosité. Ils nous inspirent dans l'épreuve qui nous attend. Nous ne savons pas exactement contre qui nous allons concourir. On en a une petite idée, rien ne nous a échappé... Mais ce ne sont pas les concurrents qui nous intéressent, ce sont les Français, pour la rencontre, la seule rencontre avec eux en mai 2012.

Je suis venu ici à Créteil, au milieu de tous ces champions, devant aussi des militants du sport, des bénévoles qui se dévouent sans compter pour permettre à des enfants — je l'ai vu cet après-midi — de devenir des champions, ou tout simplement de rêver d'être des champions. Mais nous, nous ne sommes pas là pour rêver, même si nous avons le Rêve français, celui qui doit permettre à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre. C'est notre obligation, c'est notre engagement, c'est notre volonté. Nous sommes là pour permettre la réussite, la réussite de tous. Nous ne voulons pas diviser, nous voulons rassembler. Nous ne voulons pas introduire de la discorde mais de l'union. Pour gagner, nous n'avons pas besoin de stigmatiser les autres, de les dénoncer, nous avons besoin simplement de convaincre. Pour gagner, nous n'avons pas la volonté de nous en prendre aux plus fragiles, aux plus pauvres, aux plus démunis, aux chômeurs, pas davantage aux étrangers. Pour gagner, nous avons besoin de nous en prendre à ceux qui sont responsables de la politique qui a été menée depuis cinq ans, et qui viendraient nous dire qu'en définitive, ce seraient les victimes de leur politique qui seraient coupables aujourd'hui. Eh bien non, les coupables sont au plus haut sommet de l'Etat ; ceux qui ont fait qu'aujourd'hui, nous avons plus de chômage, plus de pauvreté, plus de difficultés qu'il y a cinq ans.

Je suis venu vous parler du sport, du sport pour notre pays. Cet après-midi, avec Stéphane Caristan, nous sommes allés visiter ce que vous produisiez de mieux à Créteil, c'est-à-dire l'accueil, l'accompagnement, l'entraînement des enfants. J'ai vu des visages joyeux, j'ai vu des parents fiers, j'ai vu des élus conscients de leur rôle. C'est une belle image que celle que peut donner le sport.

Je suis conscient aussi que parler du sport quand il y a tant de difficultés qui assaillent notre pays — le chômage, les pertes d'emplois, le pouvoir d'achat qui stagne, la difficulté d'accès au logement — est-ce que parler de sport, ce ne serait pas parler du superflu ? Eh bien non, le sport n'est pas un luxe, c'est une nécessité. Ce n'est pas une obligation, c'est la condition de notre propre épanouissement.

Le sport a trois vertus principales dans une société. Il permet d'abord de la cohésion, cohésion entre des individus qui ne se connaissent pas avant de se rencontrer sur un terrain ou dans un stade, cohésion entre des territoires, cohésion entre des groupes sociaux, cohésion entre des catégories qui pouvaient avoir des intérêts différents. Oui, le sport rassemble, réunit. C'est la première vertu.

La seconde vertu, c'est que l'activité sportive donne à la jeunesse une espérance, une capacité de se réaliser, une possibilité de s'épanouir. J'ai voulu faire de la jeunesse le grand enjeu de l'élection présidentielle. Et donc, parler du sport, c'est parler de la jeunesse. C'est lui dire la confiance que nous mettons en elle.

La troisième vertu, c'est la qualité de la vie que permet le sport. D'abord une meilleure santé, mais aussi une maîtrise de soi, l'épanouissement de son corps, la conception que nous pouvons avoir de notre propre réalisation personnelle.

Et tout cela, au service d'une fierté collective. Il n'y a pas beaucoup de domaines de la vie humaine qui nous rendent parfois heureux comme le sport, à la fois parce que cela peut être un accomplissement pour celui qui réussit à devenir champion, mais aussi pour tant et tant de téléspectateurs qui ne connaissaient pas jusque-là le sportif qui y parvient, ce bonheur de le trouver Français même s'il est de toutes conditions, de toutes origines, de toutes couleurs. Le sport rassemble.

Une Nation a besoin de grandes émotions collectives, de grandes passions, de causes qui nous dépassent. Et le sport permet, à un moment, de nous retrouver meilleurs que nous sommes à travers la réussite de l'un d'entre nous, de l'une d'entre nous.

Voilà pourquoi je voulais parler de sport, ici à Créteil, pour la campagne présidentielle. Valérie Fourneyron a travaillé autour d'une équipe de sportifs, de dirigeants, de bénévoles pour élaborer nos propositions. Je veux ici la saluer, comme je veux dire notre hommage et notre considération à Alain Calmat et Edwige Avice, qui ont été de grands ministres du Sport.

Alors, puisque je parle d'une activité importante de notre pays, le sport, et que nous sommes au terme d'un mandat, l'évaluation m'a paru nécessaire. Qu'est-ce qui a été fait depuis cinq ans ? Qu'est-ce qui avait été promis ? D'abord, cinq ministres en cinq ans. C'est dire la qualité de celles et ceux qui se sont succédé dans cette noble tâche ! Que reste-t-il de la promesse d'un budget des sports qui devait représenter 3 % du budget de l'Etat ? Il est à 0,15 %... (Huées dans la salle). Vous êtes sévères, et vous avez raison, parce que moi-même quand j'ai découvert ce chiffre, je me suis dit : qu'est-ce qui s'est passé en 2007 pour qu'il fasse une telle promesse ? Est-ce qu'il était pris par je ne sais quelle fièvre — c'est toujours possible ? Ou alors, avait-il mal lu le chiffre ? Il voulait dire 0,30 % et il a dit 3 % ? Il en est capable ! Mais la réalité, c'est un budget peau de chagrin. Rendez-vous compte, 0,15 % du budget de l'Etat, 260 millions d'euros !

Que reste-t-il de cette promesse de doublement des heures d'éducation physique et sportive tout au long de la scolarité — c'est ce qu'il avait dit en 2007 ? Et 3 000 postes d'enseignants ont été supprimés ! (Huées dans la salle). Je vois que vous le jugez mal, mais je ne veux pas vous influencer. Il y a eu des votes de lois importantes, des lois de circonstance, rendez-vous compte, non pas pour développer le sport mais sur les agents sportifs — ah bon, c'était la priorité ? —, sur les paris en ligne. Est-ce que c'était un bon motif ? Est-ce que ce n'était pas pour chercher plutôt à satisfaire les milieux d'argent ? Il y a eu une loi de circonstance, d'exception, pour que les stades puissent accueillir l'Euro — tant mieux — mais les crédits ont été pris sur quoi ? Sur ce qui était généralement affecté aux clubs sportifs, qui se sont vu priver d'une dotation importante, d'une espérance de subvention, parce qu'il fallait en toute hâte financer les grands stades. Et puis, il y a eu une loi éthique qui a tout simplement oublié les droits des sportifs.

Voilà le bilan ! Vous allez me dire : « ce bilan en matière de sport, nous pourrions le faire sur tout domaine ». C'est vrai ! En tout domaine c'est l'incohérence, l'inconsistance, l'inconséquence. Et en ce domaine aussi, l'Etat — qui ne doit pas s'occuper de tout, qui ne doit pas décider de tout mais qui doit être là où il est attendu — s'est une nouvelle fois effacé. Et cette administration qui faisait la fierté du milieu sportif, la Direction départementale de la jeunesse et des sports qui développait l'éducation populaire, cet échelon indispensable de la vie administrative, a été purement et simplement rayée de la carte, fondue dans je ne sais quelle direction. Aujourd'hui, la politique sportive, c'est la RGPP, c'est-à-dire en définitive l'ajustement budgétaire. Et comme souvent, il a été fait des économies sur les plus fragiles, sur les plus petits budgets. C'est terrible, cette manie de s'en prendre toujours aux plus pauvres ! En définitive, la réduction des déficits, qui n'est même pas véritablement menée, c'est sur les budgets du sport, de la culture, bien sûr, que les économies ont été faites, alors que le sport, la culture, l'éducation, tout cela doit contribuer au contraire à sortir le pays de la crise.

Aujourd'hui, les Français veulent retrouver confiance. Confiance dans l'avenir, confiance dans l'Etat, confiance dans ce qui les rassemble dans la Nation. Et le sport peut y contribuer. J'ai fixé trois priorités pour une politique sportive.

D'abord, autour d'un ministère des Sports qui devrait prendre toute sa légitimité intégré dans un grand pôle éducatif, nous pourrions poursuivre trois ambitions : garantir à tous les jeunes la possibilité de pratiquer du sport dans une association ; agir pour la santé et le mieux-vivre ensemble en permettant

à tous de faire du sport tout au long de la vie ; et puis enfin, faire rayonner la France en soutenant l'excellence sportive.

Voilà pourquoi il va falloir, pour atteindre ces objectifs, mobiliser des financements. Alors, moi-même, je pourrais, sur un budget de 0,15 % du budget national, vous faire des promesses ! Mais je ne le ferai pas. Ce qu'il faut, c'est mobiliser des financements de toutes parts, de l'Etat sûrement, des collectivités locales — qui font déjà beaucoup pour le sport, les mêmes collectivités locales que l'on voulait il y a peu empêcher d'intervenir en matière de sport au nom d'une réforme territoriale qui n'avait pas de sens.

L'Etat devra montrer l'exemple, les collectivités locales être engagées dans des politiques cohérentes. Et puis, aller chercher des moyens financiers — mais où ? En affirmant la solidarité entre le sport professionnel et le sport amateur, par des transferts financiers nécessaires. Il y a des leviers, on les connaît. Les droits de transmission à la télévision pourraient être mieux répartis pour que toutes les pratiques sportives puissent être ainsi encouragées. De la même manière, sur les jeux et les paris en ligne, des prélèvements pourraient être faits pour qu'il y ait, là encore, des financements qui puissent être apportés au milieu sportif. Nous ne négligerons aucune piste. Nous ne sanctionnerons personne. Il ne s'agit pas de cela. Il ne s'agit pas de stigmatiser le sport professionnel pour faire le sport amateur. Nous avons besoin des deux, à la fois des pratiques qui doivent être les plus larges possibles, et aussi de l'élite qui doit permettre de tirer le reste, et de l'économie sportive, et des activités.

Nous aurons surtout à clarifier les responsabilités. Qu'est-ce qui relève de l'Etat, qu'est-ce qui relève des collectivités locales et des fédérations ? Donc, le mouvement sportif.

Nous devons avoir un grand chantier, c'est aménager les équipements sportifs dans toute la France. Il y a trop de territoires oubliés, trop de zones abandonnées, trop de territoires qui sont relégués. Et je pense aussi à l'Outre-mer, nos amis de l'Outre-mer qui fournissent tant de champions et qui doivent, là encore, être encouragés à développer les pratiques sportives.

Je l'ai dit, présider la République, c'est avoir une vision de la France, c'est avoir le sens de l'unité nationale, c'est avoir cette aspiration à nous rassembler autour de grandes causes. Sans doute, les candidats ont leur sensibilité, c'est bien normal. Il y a une Gauche, il y a une Droite, il y a peut-être un Centre, allez savoir ! Mais ce qui compte c'est que le président, le futur président, puisse, au lendemain de son élection, rassembler les Français sur ce qui doit les unir quelles que soient les circonstances. Et le sport est de cette vocation-là.

Alors, je vous l'ai dit, la première priorité c'est de permettre à tous les jeunes de pratiquer le sport. Je n'invente rien. Le Front populaire, avec Léo Lagrange, avait déjà tout organisé. C'était cette grande idée du loisir, des vacances, du sport, qui devait permettre à ceux qui avaient travaillé beaucoup et qui n'en pouvaient plus, de connaître aussi des moments de joie, de bonheur partagé, de liberté. C'est ainsi que cette politique sportive s'est engagée.

Nous ne sommes plus à ces époques, les loisirs se sont considérablement développés, le temps libre aussi et donc nous avons vocation à faire du sport, pour les jeunes, une grande cause, une grande priorité. L'éducation physique et sportive est un outil unique pour que les jeunes, pendant leur scolarité, aux différents âges de leur développement, acquièrent tous une maîtrise corporelle, une culture sportive et des éléments pour préserver leur santé. Or je l'ai dit, malheureusement, le nombre d'heures consacrées à l'enseignement du sport et aux sports scolaires, de l'école à l'université, ne cesse de diminuer sous les coups de butoir de la politique budgétaire depuis cinq ans. Eh bien nous arrêterons cette hémorragie, et dans les 60 000 postes que j'ai annoncés pour l'éducation, pour les cinq ans qui viennent, parmi ces 60 000 postes, une partie d'entre eux seront affectés à l'éducation physique et sportive.

Je pense aussi bien à l'école primaire qu'au collège et je pense aussi au soutien, à l'activité des associations sportives scolaires qui sont indispensables, l'UNSS, l'USEP, l'UGSEL, bref tout ce qui fait qu'il y a des enseignants et des bénévoles qui se consacrent au sport scolaire. Nous aurons cinq ans pour y parvenir. Mais nous ferons en sorte que chacun, à tous niveaux, puisse avoir accès au sport

dans son parcours. A l'université aussi, où la pratique du sport est facultative, nous ferons en sorte qu'il y ait un aménagement des horaires et qu'il y ait aussi, dans le cadre du Plan Campus, du plan pour les universités, des équipements sportifs qui soient mis à la disposition des étudiants.

Mais l'école, l'université, ne peuvent pas tout. Un enfant passe environ chaque année 1 000 heures à l'école. Il lui reste 2 000 heures de temps libre pour ses loisirs. D'où le rôle indispensable des associations, de l'accompagnement extrascolaire, de l'éducation populaire. Eh bien le grand enjeu, et cela va bien au-delà du sport, c'est de développer l'éducation populaire et de soutenir les associations, les bénévoles qui se consacrent à l'accompagnement des enfants pour la culture, pour le sport, pour la formation de l'esprit et du corps.

Le deuxième engagement que je prends devant vous, c'est de permettre à tous les Français de pratiquer le sport de leur choix tout au long de la vie. Les inégalités sont aussi dans le sport. 60 % des personnes appartenant au quart des ménages les moins aisés font du sport, 82 % pour le quart de la population la plus aisée. Ce qui veut dire que, là encore, il y a des barrières, des barrières psychologiques, des barrières financières, des barrières sociales qui se sont érigées et qui aboutissent à ce que, en dépit de ce qu'on croit être à la portée de chacun, le sport reste séparé, reste freiné pour d'autres et reste en définitive une difficulté supplémentaire pour ceux qui éprouvent déjà tant de souffrances dans la société. Donc nous ferons en sorte de lever toutes les inégalités en matière de sport.

La première, c'est notamment pour les personnes en situation de handicap. Aujourd'hui, seul 1 % d'entre elles, 1 %, pratique un sport ! Nous sommes le pays de l'Union européenne qui a le plus faible taux de pratique parmi les personnes handicapées. Le coût de l'accès est renforcé encore par le matériel qui est nécessaire pour l'accès au sport, pour ces personnes. Il nous faudra lever tous ces obstacles, à l'école et hors l'école. Et je sais qu'il y a à l'école 200 000 élèves en situation de handicap qui sont dispensés d'éducation physique et sportive. Eh bien ce ne sera plus accepté, que ces personnes-là puissent être empêchées de faire du sport !

Les inégalités sont aussi, on le sait, entre les hommes et les femmes. Non pas que nous n'ayons pas de grandes championnes, ici vous en avez eu démonstration... Mais est-ce que les femmes qui font du sport, y compris au plus haut niveau, ont la reconnaissance, y compris sur le plan de la télévision, sur le plan de l'activité même de ces équipes ? Est-ce qu'il y a cette forme de fierté qui vaudrait qu'il y ait au moins égalité entre les hommes et les femmes ? Eh bien non et il va falloir y mettre bon ordre ! De la même façon, il y a moins de femmes qui pratiquent du sport que d'hommes. Et donc nous aurons à faire beaucoup et il m'était d'ailleurs posé la question : que faire pour que les fédérations qui représentent le mouvement sportif puissent être aussi paritaires ? Je leur ai dit que c'est le même mal que la politique ! Il va falloir bientôt imposer des quotas, pourquoi pas ? Il est bon que le sport, aussi, soit le reflet de la société, de la diversité de la société au plus haut niveau et aussi de l'égalité hommes-femmes.

Je demanderai au gouvernement, dans l'hypothèse où les Français m'accorderaient leur confiance, dans le pacte éducatif, aux professeurs d'éducation physique, dans le cadre des associations sportives scolaires, de privilégier plus encore l'accès des filles aux pratiques sportives ainsi qu'aux responsabilités associatives.

Et puis il y a aussi les inégalités dans le temps de travail. 20 millions de Français ne partent jamais en vacances et le temps global consacré aux activités sportives, tous âges confondus, ne cesse de diminuer pour cette catégorie de la population. Le droit aux vacances, le droit aux loisirs, permettra aussi, à beaucoup de jeunes et de moins jeunes, de faire du sport. Je souhaite également, dans la même logique, orienter les emplois d'avenir, les emplois jeunes que nous aurons à recréer, 150 000 au cours du prochain quinquennat, je souhaite orienter ces emplois d'avenir vers le sport, au bénéfice des associations dans les territoires qui sont identifiés comme prioritaires. Je proposerai la création d'un fonds de 1 200 emplois au sein du CNDS, qui rassemble justement le financement du mouvement sportif. Parce que l'emploi est essentiel au développement du sport, parce que les associations ne peuvent pas vivre si elles ne sont pas soutenues, parce que les bénévoles ne peuvent pas suffire dans les activités sportives ou culturelles. Nous avons besoin d'avoir ces jeunes dans l'emploi pour permettre à d'autres d'accéder au sport et à la culture.

Je sais aussi qu'il y a un sport, qui n'est pas forcément un sport d'élite, qui est le sport de loisir. Je créerai un Institut national du sport loisir où pourraient se retrouver toutes les activités, les formes, les pratiques du sport des Français. C'est un enjeu social, sanitaire et économique considérable parce que cet institut sera un centre de ressources, sera en réseau avec les CREPS, les écoles nationales, regroupera les compétences dans les sports traditionnels, les sports de nature, les nouvelles pratiques, fédérera les activités. Et il formera aussi, il donnera des conseils pour le mouvement associatif.

Il nous faut réaliser enfin un plan national des infrastructures sportives en liaison avec chacune des régions, dans le cadre de plans cohérents signés entre l'Etat et les régions. Ces plans seront intégrés dans l'aménagement du territoire et dans les dispositifs de contractualisation entre l'Etat, l'Europe et les collectivités. Les subventions seront mobilisées dans ces contrats pour susciter un effet de levier, pour que toutes les collectivités puissent s'engager sur cette réalisation d'équipements sportifs.

Il y a ensuite l'enjeu de la santé publique. Le sport joue un rôle thérapeutique et, d'une certaine façon, il est un acte de prévention contre des maladies. La première cause de l'obésité, qui aujourd'hui frappe les catégories populaires et les jeunes dans ces catégories populaires, c'est l'absence d'activité physique. Ce mal touche maintenant près de 6 millions de Français et plus d'un Français sur 10. Au-delà de ses conséquences médicales, l'obésité est un facteur d'exclusion sociale, personnelle, psychologique. En France, 25 % des actifs de plus de 15 ans pratiquent une activité trois fois par semaine. En Allemagne, puisqu'on nous fait toujours cette comparaison, près de la moitié de la population fait du sport. C'est peut-être pour ça, d'ailleurs, qu'ils réussissent mieux que nous ! Mais au-delà de ces comparaisons, je veux rendre obligatoire l'inscription d'un programme de prévention de la santé par le sport, qu'il y ait dans tous les contrats locaux de santé, dans les ateliers de santé des villes, des zones prioritaires, qu'il y ait une prévention par le sport. Pour qu'il y ait là aussi un accès plus direct aux visites médicales, parce que le coût d'une visite médicale est un frein à une activité sportive, parce que c'est un coût supplémentaire qui est infligé à des catégories populaires. Et puis il faut aussi changer certaines pratiques médicales. Qu'une ordonnance puisse prescrire une activité sportive serait peut-être préférable qu'une multiplication de médicaments. Des études scientifiques ont montré que le sport diminue le risque de récurrence de cancer, permet de lutter contre des causes de fracture, notamment du col du fémur pour les personnes les plus âgées, que le sport peut compléter les traitements contre le diabète, l'hypertension. Donc le sport est une économie pour l'assurance maladie. Il faut en tirer tous les enseignements et prescrire le sport au plus grand nombre de Français en passant de la non contre-indication – ne prenez pas cette pratique, ça pourrait vous faire du mal – à l'idée de l'indication de la pratique du sport – cette pratique pourrait vous faire du bien.

Diffuser le sport, en faire une activité de tous les jours, inciter chacun à pouvoir les faire, lutter contre les inégalités, permettre des équipements sportifs, voilà une belle ambition.

Enfin, la dernière priorité est de faire rayonner la France en soutenant l'excellence sportive. Je l'ai dit, présider la République, c'est porter des valeurs, c'est porter aussi une image de la France, une belle image, une image de solidarité, d'ouverture, de confiance, de fierté. Le sport peut être un élément de la promotion de la France. Il y a la culture, bien sûr, la création, il y a aussi l'activité économique, les réussites que nous pouvons avoir sur le plan industriel, et il y a le sport... Le sport, qui est à la fois une école mais aussi une entreprise, mais également un engagement. Nous avons bientôt les Jeux olympiques, dans 167 jours m'a-t-on dit. Dans 71 jours, il y a l'élection présidentielle, vous voyez l'enjeu ! Je veux saluer ici, au-delà des choix qu'ils pourront faire, tous les entraîneurs des équipes nationales, tous les sportifs qui se rendront aux Jeux de Londres, et leur dire : vous êtes nos ambassadeurs, vous êtes nos représentants, vous êtes dans l'excellence, nous sommes fiers de vous, faites en sorte de nous faire vibrer, faites en sorte d'être dignes de la France. Parce que chaque sportif doit être digne de la France.

Chacun a ses références sur le plan du sport, moi j'appartiens à une génération où – les plus anciens se reconnaîtront – pour le vélo c'était Anquetil et Poulidor. Il faut avoir de l'amitié pour les seconds ! Et Poulidor, je le dis, il est du Limousin et il avait gagné des courses, mais c'était Anquetil qui paraissait, à ce moment-là, le meilleur et le plus virtuose. Mais nous avons besoin de tous les champions, de ceux qui font premier, de ceux qui font second, de ceux qui mériteraient d'être les premiers, de ceux qui ont quelques fois les faveurs médiatiques, de ceux qui ne les ont pas mais qui concourent dans le même esprit. J'ai aimé énormément le football, je l'aime toujours. J'ai suivi l'équipe de France tant de fois, j'ai

vibré d'abord en 1982, c'est le plus beau match de ma vie que j'ai pu regarder, France-Allemagne, une demi-finale... Vous voyez, on y revient toujours ! Nous avons perdu cette demi-finale, mais il y a des défaites qui honorent, il y a des défaites qui élèvent, il y a des défaites qui permettent de penser qu'il y aura prochainement une victoire. C'est en 1982 que nous avons finalement permis la victoire de la Coupe du monde de 1998. Eh bien de la même manière, nous avons connu des défaites, en 1995, en 2002, en 2007, ça a annoncé la victoire qui arrive, au mois de mai prochain !

Nous devons promouvoir l'excellence sportive, le haut niveau qui est un atout pour notre pays mais qui a besoin aussi de tous ces anonymes, de tous ces obscurs, de tous ces dirigeants de petits clubs, de tous ces éducateurs qui, inlassablement, dans chaque association le soir, les mercredis, les dimanches, organisent les déplacements, les entraînements, bouclent les budgets, entretiennent le matériel. Les médailles des champions leur doivent beaucoup. Et il n'y a pas de plus grand bonheur pour un éducateur qui a eu la chance, un jour dans sa vie, de croiser un enfant, un garçon ou une fille, qui ensuite devenant lui-même adulte devient un champion ! Eh bien il y a des larmes qui arrivent aux yeux de ces bénévoles parce qu'ils se considèrent, et c'est vrai, comme ceux qui ont permis que le champion devienne ce qu'il est.

Oui, le sport permet justement cette participation. Comme la République ! Pour qu'il y ait à un moment des réussites, il faut qu'il y ait des citoyens qui viennent faire leur travail civique, de croire à une grande idée, de participer à un grand mouvement, d'aller voter parce que s'il n'y a pas le vote, il n'y a pas de légitimité, il n'y a pas la démocratie, il n'y a pas le choix. Et qui ensuite continuent à croire dans la belle idée de la République, celle qui permet d'avancer, génération après génération, vers le progrès et vers l'égalité.

Nous avons besoin d'une France qui soit à l'image du sport, c'est-à-dire ce mélange, cette capacité à nous donner les uns et les autres l'appui nécessaire. Mais qu'est-ce que je serais sans vous, qu'est-ce que je serais comme candidat à l'élection présidentielle, s'il n'y avait pas, les élus, les militants, les sympathisants, les électeurs qui nous donneront la confiance nécessaire ?

C'est pourquoi je veux, en même temps que je fais leur hommage, faire le vôtre et dire que nous devons avoir, plus que d'autres, la culture du respect : respect de ceux qui ne pensent pas comme nous et qui en ont bien le droit, respect de ceux qui veulent élire un autre candidat que celui que vous avez choisi, ils en ont bien le droit. Respecter aussi celles et ceux qui s'inquiètent. Il y a toujours, dans une société, des hommes et des femmes qui ont peur, qui croient que tout changement est un risque. Il faut les rassurer en leur disant que le pire des risques, c'est de garder ce que vous avez ! Respect des règles aussi, respect de la morale publique, respect de l'exemplarité. Ça vaut pour le sport comme ça vaut pour l'Etat. Comment faire la leçon aux autres quand, au plus haut niveau de l'Etat, il y a cette confusion des genres, il y a cette manière de faire ou de défaire, il y a cette indifférence au sort des plus humbles et cette complaisance à l'égard des plus favorisés ? Respect des règles en matière de sport, respect des juges, des arbitres dont le rôle est essentiel, et je veux les saluer. Tous ceux qui viennent faire que d'autres puissent jouer dans le respect d'un ordre qui a été fixé et qui est celui de l'éthique sportive.

Je veux aussi dire un mot des sportifs de haut niveau, de ces champions qui ont rendu tant de services, qui ont gagné tant de compétitions et qui vivent un moment difficile : celui de la transition entre leur carrière sportive et leur deuxième vie. Un moment où ils se retrouvent en solitude, en abandon parfois. Le sport de haut niveau exige que nous regardions aussi l'homme, la femme derrière le sportif. Que nous le soutenions encore plus, après sa carrière. Les fins de vie sportives sont des débuts de vie professionnelle difficiles. Et il y a des moments tragiques pour les sportifs – la blessure. Je pense notamment à Thomas Bouhail, médaillé d'argent aux Jeux olympiques à Pékin, champion du monde de gymnastique en 2010, qui vient d'être victime d'un grave accident à l'entraînement, il y a un mois, à Noël – et qui, lui aussi, doit se poser la question : est-ce que je pourrai de nouveau être un champion, un sportif et tout simplement un homme capable de réussir sa vie ? Nous devons lui dire d'abord merci pour ce qui l'a fait, et nous devons l'accompagner dans ce moment difficile.

Pour tenir compte de cette reconversion de nos sportifs – qui doivent accéder à des droits sociaux, des droits en matière de formation, des droits en matière d'insertion –, je créerai, avec les fédérations sportives, une structure qui sera chargée d'accompagner les sportifs de haut niveau à l'issue de leur

carrière. Et nous mobiliserons les entreprises et les professionnels du sport pour permettre ces formations et ces emplois.

Les relations entre l'Etat et le mouvement sportif doivent aussi être modernisées. Il y a aura sûrement à repenser les comités stratégiques qui organisent, finalement, les grandes compétitions. Nous devons faire en sorte que nous soyons mieux organisés, mieux armés pour accueillir les grandes compétitions internationales sur notre territoire. Il y a eu beaucoup de déconvenues. Je ne sais combien de candidatures pour les Jeux olympiques – et même là, ils n'y sont pas parvenus ! Donc nous, nous devons faire en sorte que nous puissions, demain, dans des conditions qui seront exemplaires, accueillir de grandes compétitions : Jeux olympiques, Jeux para-olympiques, Jeux olympiques de la jeunesse, grands événements internationaux. Parce que nous avons besoin de donner une influence pour la France, pour qu'elle soit présente sur la scène sportive internationale. Et ces candidatures doivent émaner du mouvement sportif, être porteuses de projets, de développement du sport. Et c'est à ces conditions que nous pourrons, peut-être, faire aboutir nos candidatures.

Le sport doit être aussi une éthique : une éthique de victoire. Et nous savons bien qu'il y a des mots terribles, dans le sport – le dopage, les matchs truqués. Et là encore, nous devons mener une lutte inlassable contre le dopage, parce que c'est une triche, parce que c'est une fraude, parce que c'est une aliénation du corps du sportif qui y recourt, parce que c'est une exploitation. L'autonomie de l'Agence française de lutte contre le dopage sera réaffirmée. La sincérité des compétitions sera aussi contrôlée, vérifiée. Parce qu'il y a, finalement, trop d'injustices. Je pense à ces filles du relais quatre fois cent mètres, à Sidney, qui ont été privées de médaille parce qu'une équipe avait triché. Alors on la leur a rétablie – mais rien ne remplace le bonheur d'un podium lorsqu'il y a une récompense !

Pour les paris en ligne, il faudra revenir sur une législation qui a été élaborée dans la précipitation. Nous aurons deux priorités : mieux protéger le sport de la grande criminalité internationale qui s'est introduite – là aussi, une forme de mafia pour truquer les matchs – et nous devons renforcer la lutte contre toutes les addictions. Comme pour le dopage, une stratégie internationale devra être menée, avec la création d'une agence mondiale de lutte contre la corruption sportive pour combattre efficacement ce fléau.

Je pense aussi à la violence sur les stades, au racisme qui s'est introduit dans un certain nombre de groupes de soi-disant supporters, aussi à cet échange de coups que l'on voit dans un certain nombre de matchs – y compris amateurs, où il n'y a pas d'enjeu. Et nous devons être intraitables ! Parce que c'est aussi le respect que nous devons au sport, à ceux qui l'organisent et aux joueurs eux-mêmes, qui ne peuvent pas admettre qu'il puisse y avoir l'un d'entre eux qui se livre à de tels excès.

Enfin, je veux terminer en vous disant que le redressement du pays est une nécessité. Redressement budgétaire, redressement financier, redressement économique, redressement industriel : il y a tant à faire ! Car ils nous ont laissé, quand même, une situation dont nous n'avions même pas idée. A la fois un déficit commercial record : 70 milliards, nous a-t-on annoncé. J'entendais le ministre, ou le sous-ministre, du Commerce extérieur nous dire : c'est moins pire que ce qu'on avait prévu. Bel exemple de réussite sportive ! Imagine-t-on un champion qui arrive 6ème et qui dit : oh, c'est moins pire, je pensais être 7ème ?

Déficit budgétaire : 90 milliards d'euros. Dette publique : 90 % de la richesse nationale. Vous voyez que de 2002-2012, en dix ans, ils auront doublé la dette publique. Et ils viendraient nous faire des leçons ? Situation du chômage : 10 % de la population active. Il avait promis 5 %. Il aura fait le double – mais ce n'était pas dans le bon sens ! Pouvoir d'achat : stagnant. Emplois industriels : 400 000 disparus.

Oui, il faut redresser la France ! Il faudra faire des efforts, les uns, les autres – enfin, plus certains que d'autres. Il faudra faire l'effort, dans la justice. Il faudra faire un effort pour mobiliser tous nos atouts – ils sont nombreux. Et parmi ces atouts-là, il y a le sport. Le sport n'est pas simplement une activité, un amusement, un jeu une pratique. C'est aussi une économie. Aujourd'hui, tout d'abord, il y a combien de pratiquants ? 35 millions de pratiquants, des dizaines de millions de licenciés. Et puis l'économie du sport représente 2 % du revenu national. La dépense sportive représente 36 milliards d'euros. La filière du sport fait vivre 350 000 personnes. Donc plus nous développons le sport, plus – d'une

certaine façon – notre économie trouvera des activités nouvelles. Il y a des inventions, des innovations qui se font à travers le sport.

J'entends donc faire du sport un facteur de croissance et de création d'emploi. Il y a trop de gâchis, trop de gisements inexploités.

La professionnalisation de l'activité des clubs sportifs, celle de la filière du loisir sportif, le développement des activités de sport nature offrent des perspectives prometteuses. Et il y aura un grand pôle de compétitivité autour du sport, réunissant les acteurs économiques, la formation, la recherche, les sportifs eux-mêmes – pour faire du sport une activité économique et aussi une exportation possible de produits, d'innovations et, aussi, de techniques.

Sur le plan industriel, nous aurons à mobiliser un certain nombre de moyens, de financements. J'ai évoqué un livret d'épargne pour l'industrie : il vaudra pour l'innovation sportive. Et le sujet du sport professionnel fait, bien sûr, partie du débat en matière d'économie sportive. Le sport professionnel représente 4 milliards d'euros.

Et nous devons cesser d'opposer – c'est trop facile – le sport amateur et le sport professionnel. Nous devons faire en sorte que le monde amateur puisse être une chance pour le monde professionnel, et le monde professionnel un atout pour la pratique sportive. Un sport professionnel qui gagne, c'est un sport amateur qui vit mieux – à condition qu'il y ait ces échanges, qu'il y ait cette solidarité, qu'il ait, aussi, cette fluidité entre le sport professionnel et le sport amateur.

Je souhaite que nos clubs professionnels se développent sur la scène européenne. Je sais qu'il y a une grande attente des représentants du sport professionnel sur ce sujet. Je les écouterai.

Mais il faut aussi réguler financièrement le sport professionnel. Il faut éliminer les distorsions de concurrence qui menacent l'équité sportive. Parce que l'argent a pris trop de place. Parce qu'il y a des clubs qui, aujourd'hui, ont tous les droits. Et parce qu'il y a, aussi, un sport que j'aime – le football – qui écarte d'autres clubs ou d'autres sports comme le hand ou le basket. Nous avons besoin de diversité, de pluralité, y compris à la télévision.

L'Union européenne doit se doter au plus vite d'une directive anti dumping sportif. Nous devons rendre obligatoire les directions nationales de contrôles et de gestion dans tous les pays européens — parce qu'on ne peut pas accepter qu'il y ait des clubs qui soient en quasi-faillite et qui continuent à faire l'inflation des rémunérations des sportifs soi-disant de haut niveau. Et, je le dis très directement à mes amis du football : on ne peut pas accepter des salaires mirobolants de joueurs quand les clubs bénéficient encore de subventions et de la mise à disposition des stades publics !

Quant aux agences sportives, qui sont nécessaires, qui sont des intermédiaires utiles, il est grand temps de proposer un dispositif législatif respectueux à la fois de la profession, mais aussi du cadre de la relation de travail entre l'employeur, le joueur, qui est son employé, et l'agent qui est l'intermédiaire. Il y a des abus. Il y a des dérives qui ne sont plus tolérables. Et là encore, il faudra négocier avec les fédérations, avec les ligues professionnelles, avec les représentants des joueurs, une éthique du sport professionnel et de la relation de travail entre le sportif et le club.

Sur les droits télévisuels, il y aura une solidarité. Je proposerai d'augmenter le montant de la taxe dite de Marie-George Buffet, pour que nous puissions mobiliser à la hausse les recettes de la Française des jeux comme des droits télévisuels. Ce produit reviendra au CNDS – qui finance le sport – et apportera les financements complémentaires pour diffuser plus largement la pratique sportive.

Voilà ce que je voulais vous dire. Le spectacle sportif à la télévision doit être ouvert à toutes les disciplines. Il faut aussi qu'il y ait un droit à accéder à toutes les images. Parce que bientôt, avec les chaînes payantes, certaines compétitions de sport professionnel ne seront plus diffusées sur les chaînes généralistes. C'est un problème. C'est un problème de démocratie. C'est un problème d'égalité. C'est un problème d'accès. Que les chaînes payantes aient des droits, c'est bien légitime. Mais il faut

qu'il y ait aussi, au niveau de ce qu'on appelle le décret Télévision sans frontières, la possibilité de voir les images des grandes compétitions sportives – ou, au moins, une partie d'entre elles.

Toutes ces propositions que je viens d'évoquer s'inscriront dans une loi-cadre sur le sport – qui viendra après celle de 1984 qui a servi jusqu'à présent de référence et qui doit forcément être actualisée et modernisée.

Voilà, Mesdames et Messieurs. Je voulais venir devant vous, à Créteil, pour parler de sport. Mais, en fait, au-delà des mesures que j'ai annoncées, des propositions que j'ai faites, j'ai évoqué les valeurs de la République. J'ai évoqué la confiance, sans laquelle il n'y a pas de possibilité de redressement. J'ai évoqué l'optimisme, qui doit non pas être une naïveté ou une illusion, mais une capacité à nous mobiliser pour surmonter les obstacles et les épreuves. J'ai évoqué l'espoir, l'espoir qui doit vaincre les peurs. J'ai parlé de joie partagée, de bonheur, de solidarité, d'émotion, sans lesquels un peuple n'est rien, parce que tout ne se réduit pas à l'argent. Tout ne se réduit pas simplement à regarder les rémunérations des uns et des autres, ou la place de chacun dans une hiérarchie sociale. A un moment, nous tous, quels que soient nos destins individuels, nous partageons la même émotion, la même fierté, le même bonheur – parce que nous sommes ensemble !

Je vous ai parlé d'effort – sans lequel il n'y a pas de réussite possible –, de travail, de mérite, de solidarité, qui sont les conditions pour que chacun puisse savoir comment il en sera récompensé au terme de son existence, ou tout au long de son existence.

Je voulais citer Jean Jaurès qui voulait, lui, « rallumer tous les soleils ». Ce n'est pas facile, quand une nuit est tombée, d'aller chercher le soleil. Mais la nuit ne dure pas longtemps. A un moment, l'aube vient. Et nous sommes à ce moment-là !

Je veux, non pas dire que nous serions dans l'obscurité et que nous apporterions la lumière – je laisse cela à d'autres, à d'autres époques. Ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas avoir peur. C'est qu'il ne faut rien craindre. C'est qu'il faut espérer. Qu'il ne faut pas penser que d'un seul coup, parce que nous serons demain – si les Français en décident – aux responsabilités du pays, chaque destin personnel sera changé et celui de notre pays, modifié. Non, il nous faudra du temps. Je vous demande du temps. Je vous demande de la patience. Je vous demande de l'obstination, de la ténacité. Je vous demande de la confiance dans ce que nous portons.

Nous ne pourrons pas sortir de la crise simplement parce que nous aurons changé de président. Nous ne pourrons pas avoir de la croissance parce que la majorité que nous connaissons aura été vaincue. Il nous faudra nous organiser. Il nous faudra nous mobiliser. Il faudra nous donner toutes les conditions pour la réussite.

J'ai dit que, durant le prochain quinquennat, nous ferons de grandes réformes de structures, dès les premiers mois. Que nous redresserons la France, sa production, sa croissance. Et que nous distribuerons ce que nous aurons créé nous-mêmes. Il faudra de la patience et du temps. Mais il faudra de la justice. Nous apporterons de la justice.

Et il faudra donner ce qu'il y a de plus beau dans une société : la considération, le respect, la fierté. Chacun d'entre vous est un atout pour la France et, ensemble, nous sommes une force considérable. Parce que la France n'est pas un problème pour la crise que nous traversons. La France, ses valeurs, ses principes – la liberté, la fraternité, la dignité, l'égalité – ces valeurs-là, c'est la chance de la France ! La France est une solution pour sortir de la crise.

Je voulais vous parler de toutes ces valeurs, de tous ces principes, de tout ce qui peut être notre force dans le moment où nous sommes. Je voulais vous parler du sport, qui n'est qu'une illustration de cette démarche.

Chers amis, nous nous préparons à tourner une page. Il faut la tourner. Elle ne sera pas facile. Ils ne nous donneront pas le pouvoir sans combattre – et c'est bien légitime. Cela sera une campagne difficile, rude. Ne pensez pas que nous avons déjà gagné. Et pourquoi ? Et comment ? Seul le suffrage

compte. Seul le vote déterminera qui sera vainqueur, demain, qui sera majoritaire. Donc nous devons tout faire pour, dans ces moments-là, dans ces semaines-là qui nous attendent, tout faire pour nous mobiliser, pour nous rassembler, pour nous réunir, pour donner espoir à notre pays, pour être dignes de sa confiance.

Je vous le demande, j'ai besoin de vous ! J'ai besoin de vous comme vous êtes là, autour de moi, citoyens, militants, sympathisants. J'ai besoin de vous pour la victoire, pour le changement, pour le mois de mai, pour la France et pour la République !

Merci à tous.

Mes chers amis, c'est un grand plaisir de vous retrouver ce soir - nombreux, très nombreux - dans cette salle et au-delà, de vous retrouver ici, à Rouen, en Seine-Maritime, dans cette Normandie où je suis né et où j'ai grandi. Bien des souvenirs m'y ramènent : Les rues de la ville de Rouen – je remercie Valérie Fourneyron de m'y avoir accompagné –, Bois-Guillaume lorsqu'on y trouvait encore des terrains agricoles, le stade Robert-Diochon quand le FCR était en première division, Wassel quand il y avait encore un régiment du génie et la gare de Rouen où, régulièrement, j'arrivais de Paris et d'où j'y repartais. Je constate que, trente ans après, on met le même temps pour faire le trajet et cela m'amène forcément à prendre un engagement devant vous pour une modernisation, la plus rapide possible, de cette ligne.

Ce soir, chers Normands, recevez le salut chaleureux de l'un des vôtres, un exilé qui est devenu corrézien. Corrèzien, Normand : il faut croire au métissage, au mélange et aujourd'hui, je suis - devant vous - très fier, après les primaires citoyennes, d'être votre candidat à l'élection présidentielle. Avec un devoir, une responsabilité, une charge : permettre à la France de changer de président, de changer de politique, de changer de majorité, de changer d'avenir. Je n'y réussirai pas seul. J'ai besoin de vous tous – vous êtes là ! - et j'ai aussi besoin des élus de votre territoire.

Je remercie Laurent Fabius de ses paroles amicales. Nous partageons l'esprit d'unité et le devoir de victoire. Je mesure chaque jour sa contribution à ma campagne et le travail qu'il a mené pour préparer la première année de l'alternance, là où tout se décide. Encore faut-il parvenir à être élu pour avoir une première année... Mais nous nous y préparons déjà. J'en connais qui ne préparent que le dernier mois, je préfère préparer la première année ! J'ai aussi chargé Laurent de me représenter dans les régions du monde qui seront décisives pour notre diplomatie. J'ai donc besoin de lui et j'en aurai davantage besoin après l'élection présidentielle.

J'ai aussi besoin aussi de vos élus sans lesquels rien ne sera possible dans cette campagne. C'est eux qui donneront la ligne à beaucoup d'entre nous. J'ai besoin des militants, des sympathisants, bref de tous ceux qui veulent la victoire. Et ils sont nombreux, au-delà de cette salle.

Je connais les atouts de la Haute-Normandie, l'excellence de sa production industrielle - l'énergie, la chimie, l'automobile -, les ports qui sont aujourd'hui votre fierté, le savoir-faire des ouvriers, la qualité de l'agriculture, le haut niveau de la recherche et de l'université. Mais je n'ignore rien de la crise. Elle frappe ici comme ailleurs, et ici durement. J'étais, il y a quelques semaines, à Petit-Couronne pour Petroplus : c'est l'avenir du raffinage qui se joue là, au-delà même de cette entreprise. J'étais cet après-midi à M-real, dans l'Eure, et j'ai vu des ouvriers se battre pour que leur société vive, là où des investissements considérables ont été faits et où il y a un potentiel pour votre région et pour le pays. Cette usine ne doit pas fermer !

La Seine-Maritime et l'Eure ne sont pas les seuls territoires à subir de plein fouet ces drames. Rendez-vous compte, un millier d'entreprises ont fermé depuis trois ans, 750 000 emplois industriels ont disparu depuis dix ans. Je n'ai jamais été de ceux qui ont annoncé, ou anticipé une France sans usine, parce que je sais qu'il n'y a pas de redistribution sans production, pas d'économie sans industrie, pas de recherche sans fabrication, pas d'indépendance sans un commerce extérieur équilibré. Les pays qui résistent le mieux à la crise ont préservé une base productive industrielle. Ils ont encouragé l'esprit d'entreprise, misé sur l'innovation technologique, sociale, environnementale. Ils ont investi massivement dans la formation, dans l'éducation. Ces pays ont aussi facilité le financement de leur économie, conjugué des atouts industriels avec des infrastructures. Alors, ce que ces pays ont fait, nous ne serions pas capables de le faire ?... Si, nous le ferons, après l'élection présidentielle !

Depuis dix ans, ceux qui exercent les responsabilités dans notre pays ont abandonné toute ambition industrielle pour y substituer une approche à courte vue, des aides aux entreprises sans aucune contrepartie, des annonces fracassantes sans lendemain, désespérant les ouvriers, décrédibilisant la parole publique. Ai-je besoin de donner des exemples ?... Et voilà que depuis quelques semaines, des sauvetages de circonstance sont entrepris. On appelle à la rescousse des patrons amis. Tant mieux si

cela permet de sauver des emplois ! Mais, tout de même, est-ce logique ? Est-ce là une réflexion durable ? Est-ce là une vision ? Est-ce là une ambition ? Non, tout simplement un calcul!

J'ai inscrit le redressement productif au cœur du projet que je propose aux Français, avec des idées nouvelles.

D'abord, la banque publique d'investissement pour soutenir les filières d'avenir, accompagner les PME, pour rapprocher tous les outils du financement, qui existent, mais dans le morcellement et, parfois même, dans la compétition. Ces moyens permettront de constituer des filières d'excellence en matière de santé, de mobilité durable, de construction, de numérique et en matière énergétique. Cette banque publique d'investissement, je vois déjà qu'on la copie. Nous donnons déjà de l'inspiration à ceux qui sont au pouvoir depuis dix ans - heureusement qu'il y a des campagnes électorales ! Cette banque publique se déclinera à travers des fonds régionaux, parce que c'est au plus près des entreprises, au plus près des créateurs, que nous pourrons unir les efforts et être performants.

Oui, je changerai la fiscalité. Elle sera plus favorable aux PME qu'aux multinationales. Nous ferons un taux bas pour les petites entreprises - 15 % -, un taux moyen pour les petites et moyennes entreprises - 30 % - et 35 % pour les plus grandes. Et nous ferons une différence selon que le bénéfice est distribué aux actionnaires - l'impôt sera alors plus fort - ou réinvesti dans l'entreprise - l'impôt sera alors plus bas.

La France est un pays d'épargne. Tant mieux! Mais cette épargne doit être réorientée vers l'investissement, vers l'emploi plutôt que vers la rente. C'est le sens du livret d'épargne industrie que j'ai proposé et que nous mettrons en place au lendemain des élections. Le produit de ce livret d'épargne sera affecté au financement des PME et à l'innovation, pour que les entreprises grandissent, embauchent, innovent, exportent.

Oui, nous avons besoin des entreprises, des artisans, des commerçants ! Dans chaque région, il y aura un interlocuteur unique pour faciliter leurs démarches, réduire les délais d'instruction des dossiers, permettre un meilleur accès à la commande publique.

Nous avons besoin de créer, de produire, de fabriquer ici, de localiser nos activités ici, pour être meilleurs dans le monde. Nous soutiendrons les nouvelles économies numériques, écologiques, parce que nous avons besoin d'être en avance par rapport à nos concurrents. Voilà une stratégie, une ambition qui permettra à notre pays de faire de nouveau la course en tête dans la mondialisation et de ne pas être obligé de courber l'échine, demander pardon, s'aligner et ne pas peser comme il le devrait sur la scène européenne et sur la scène mondiale. Là, se situe la compétitivité, pas dans l'abaissement du coût du travail, pas dans la réduction du niveau de la protection sociale - cela n'empêche pas de faire des économies. La compétitivité, elle est sur l'innovation, sur l'investissement, sur la formation, sur l'éducation, sur la recherche ! C'est ainsi que nous serons meilleurs !

Il nous faudra aussi agir à l'échelle de l'Europe. Rien n'est possible sans une Europe qui protège et se protège, sans le respect de la réciprocité commerciale des échanges. Ceux qui veulent vendre leurs produits en Europe sont les bienvenus - c'est la règle de l'échange -, mais ils ne peuvent le faire qu'à condition de remplir des exigences sanitaires, sociales, environnementales, celles que nous imposons, ici, à nos entreprises et à nos salariés. Je suis pour que les produits circulent, pour que les marchandises puissent être fabriquées là elles auront la meilleure qualité. Mais je ne suis pas pour le dumping, pour fragiliser nos propres entreprises. On le voit sur le raffinage, aujourd'hui, à Petroplus. Je pense aussi aux salariés de Sandouville, qui viennent d'apprendre qu'ils seront mis au chômage partiel pendant plusieurs jours. Eux dont l'usine était le site de haut de gamme de Renault en France ne produisent plus, ou si peu, alors qu'on voit débarquer, à quelques kilomètres de l'usine, sur le port du Havre, des véhicules - les mêmes - venus de Corée du Sud. Comment l'admettre, quand, en plus, l'actionnaire est pour partie public ?

Nous en revenons à la question fondamentale. Que pouvons-nous ? Que voulons-nous? Sommes nous un pays encore capable de relever la tête et de poser sa voix ?

Le redressement ne sera possible que si la finance est dominée. J'ai dit que la finance n'avait pas besoin de déposer sa candidature. Elle ne sera pas invitée au journal de TF1 ce soir. Elle n'a pas besoin de poser sa candidature, parce que, hélas! elle domine sur le plan politique. Or c'est la démocratie qui doit avoir le dernier mot. Non pas que nous n'ayons pas besoin de banques, de financiers, d'épargne pour qu'il y ait de l'investissement et de la création - nous en avons besoin -, mais tant d'excès ont été commis sous nos yeux en vingt ans. La finance a pris le contrôle de l'économie et, à travers elle, le contrôle de la société et de nos vies mêmes. Combien de salariés m'ont expliqué que leur usine fermait, non pas parce qu'elle n'était plus compétitive, mais parce que le taux de rentabilité demandé par la finance était devenu si élevé qu'elle ne pouvait plus tourner pour satisfaire cette exigence. Face à la finance, les grandes déclarations, les promesses de régulations, les incantations, les « plus jamais ça » sont restés lettre morte. L'un d'entre vous évoque la Moselle : aujourd'hui, à Florange, les hauts-fourneaux sont à l'arrêt. Et à Gandrange, qu'est devenue la promesse de garder le site ? Pouvons-nous admettre, là aussi, que des fleurons de notre industrie soient ainsi mis en cause ? Oui, il nous faudra mettre bon ordre !

Je vois aujourd'hui les dérives de ce système, y compris pour notre Europe et pour la zone Euro, où les agences de notation sont devenues toutes-puissantes et décident du sort des dettes souveraines des pays, provoquant des plans de rigueur de plus en plus douloureux. Et la spéculation continue, continue encore d'ébranler la zone Euro ! Avez-vous vu la situation de la Grèce, mise à genoux, avec une économie qui n'en peut plus et une Europe qui n'est pas là, en tous cas qui n'est pas suffisamment là ou qui n'a pas été là suffisamment vite pour arrêter le processus et lever la défaillance ?

Voilà pourquoi j'ai pris plusieurs engagements pour maîtriser la finance. Les activités des banques utiles à l'investissement et à l'emploi seront séparées des activités spéculatives, pour qu'il n'y ait aucun risque de contagion. Aucune banque française ne pourra plus avoir d'activité dans les paradis fiscaux et les produits financiers toxiques, qui hélas! demeurent encore aujourd'hui et enrichissent les spéculateurs, seront purement et simplement interdits. Les stock-options seront supprimées. Les bonus seront encadrés. Et je proposerai une véritable taxe sur les transactions financières, et pas un ersatz, un succédané tel qu'on nous le propose aujourd'hui. Voilà le préalable à tout : dominer la finance.

Ensuite, reste notre responsabilité. Ce serait trop simple s'il suffisait de désigner l'adversaire, puis de nous exonérer de notre propre action. Quelle est la responsabilité de notre génération ? C'est de réussir la transition, transition entre un monde ancien qui s'épuise sous nos yeux et un monde nouveau qui tarde à émerger, transition entre des modes de production, des modes de consommation, des modes de transport. Nous devons être les acteurs de cette mutation.

Ceux qui vont diriger la France pendant les cinq ou dix ans à venir doivent avoir cette grande mission. La transition économique pour sortir de la crise avec plus de force et d'atout pour la France de la mondialisation. La transition technologique pour que nous puissions mettre le numérique, l'internet, les réseaux de communication au service de notre vie courante, mais aussi de nos entreprises et de nos emplois. La transition énergétique pour préparer l'après-pétrole, réduire le réchauffement climatique, faire monter les énergies renouvelables et diminuer progressivement notre dépendance au nucléaire. Nous avons besoin, là encore, d'inventer des politiques. La transition écologique pour reconvertir nos bâtiments, isoler nos logements, stocker l'énergie, inventer les véhicules électriques. Cela tombe bien : on les fabrique ici, à Cléon ! Transition pour renforcer l'économie verte, l'économie de demain, mais aussi transition éducative pour imaginer les nouveaux savoirs, les formations d'avenir, les pédagogies nouvelles et lutter contre l'échec scolaire, qui ne doit pas être une fatalité, un déterminisme, une punition. Transition territoriale pour donner une confiance nouvelle aux collectivités locales. Ce sera un nouvel axe de décentralisation que nous poserons. Transition générationnelle pour assurer la solidarité entre les âges, transmettre les expériences, faciliter l'allongement de la vie et, en même temps, accueillir les jeunes. Solidarité entre les âges, c'est l'idée du contrat de génération : permettre que les seniors puissent former les jeunes, partir à la retraite dans de bonnes conditions et laisser les jeunes en contrat à durée indéterminée venir dans l'emploi.

Oui, belle idée de la transition. C'est un beau projet : être des passeurs, des relais, des intermédiaires, des liens entre les individus, les territoires, les générations.

Nous vivons une période exceptionnelle, une crise globale, à la fois économique, sociale, culturelle, environnementale. Elle ne doit pas être regardée comme une fatalité, mais comme un défi. Sommes-nous capables de le relever ? La France, notre France a traversé bien des épreuves, surmonté bien des conflits, vécu révolutions, guerres, mouvements sociaux en restant toujours la France, à la condition de ne jamais perdre le cap, celui de la République et de nos valeurs, et de la fierté d'être ensemble. Nous avons toujours été capables de surmonter les tragédies ou les épreuves du destin. Il faut une vision, une volonté, une solidarité, une unité. C'est ce qui a manqué, terriblement manqué au cours des dernières années. Et ce sera l'enjeu de l'élection présidentielle.

Chers amis, bientôt arrive l'heure du choix. La France doit déterminer son avenir. Entre la continuité et le changement, je lui propose le changement. Pas seulement un changement de président - c'est la condition -, mais un changement de politique, de méthodes, de perspectives, de destin. Vous connaissez la nouvelle du jour. Peut-être n'est-elle pas venue jusqu'à vous ?... Le président-candidat est désormais candidat-président. Quelle nouvelle! Quel bouleversement! Quelle sensation! Mais je vais vous faire une confidence : moi, je m'en doutais. Cette nouvelle, nous la connaissions depuis des semaines, depuis toujours. La vérité, c'est que le président-candidat est candidat depuis cinq ans. A peine élu, il était déjà en campagne. A peine entré, il était déjà sortant.

Il ne s'est pas passé une semaine depuis 2007 sans qu'il n'agisse dans ce but. Pas une semaine sans calcul politique, sans mesure catégorielle, sans promesse. Pas une semaine sans que les moyens de l'Etat, ceux de l'audiovisuel, ne soient au service d'un homme, d'une carrière, au service d'une Droite qui n'a qu'une seule idée, une seule : rester au pouvoir.

Mais maintenant que les choses sont dites ou vont l'être, que les actes sont posés, que les déclarations sont faites, je souhaite pour la France un débat digne et à la hauteur de l'enjeu. C'est de notre pays qu'il s'agit, pas de nos sorts personnels. Ce n'est pas simplement une affaire de partis, une affaire qui voudrait nous opposer les uns les autres. Non, il s'agit du destin de chacun et du destin de la France, cette France qui souffre. Et à un moment où beaucoup de nos concitoyens sont en défiance par rapport à la politique, sont tentés même d'aller chercher vers l'extrême, l'extrême droite, des réponses à des problèmes qui sont posés mais dont aucun ne trouvera sa solution dans les discours de haine, d'exclusion, de repli, de fermeture. La France mérite mieux que ça ! La France, c'est la République. La France, c'est la liberté, la fraternité. La France, c'est ce n'est pas le repli, le rejet, la peur !

Je sais ce qui nous attend pour ces quelques semaines qui nous séparent du premier tour. Car tout va se jouer au premier tour de l'élection présidentielle. C'est là qu'il va falloir créer la dynamique, c'est là qu'il va falloir porter haut nos couleurs pour être le plus haut possible au premier tour, pour ne pas créer de doute sur la qualification et sur la victoire.

Chers amis, je sais ce qui nous attend. Le scénario est écrit. Le candidat sortant nous promettra du neuf, il tentera de faire de ses faiblesses une force. Le président s'est trompé pendant cinq ans, mais justement, ce sera son expérience... On nous dira : « il a gouverné pendant cinq ans, il sait donc ce qu'il ne faut pas faire. Il connaît les erreurs à éviter ». La preuve c'est qu'il les a toutes commises ! Il prétendra que les vieilles recettes de l'austérité sont des remèdes du XXI^e siècle. Il assènera que les Français vivent au-dessus de leurs moyens et qu'il faut les mettre à la diète. Il confessera que le passé ne compte pas, qu'il faut oublier le bilan, que la crise est passée par là, que tout s'efface et que seul l'avenir compte. Il nous dira que si l'on a fait les choses à l'envers — et c'est vrai — il suffira de les remettre à l'endroit. Certains beaux esprits, il en existe, nous conseillerons de faire confiance au président, pour la simple et bonne raison qu'il est le président. Encore faudrait-il qu'il se soit comporté en président et qu'il ait inspiré confiance ! Mais c'est sa politique qu'il faut changer. Elle a été dure pour les faibles et douce pour les puissants. Il vient sans doute — ou il va le faire — d'annoncer sa candidature. J'ai repensé à une phrase que François Mitterrand avait lui-même prononcée il y a trente ans lorsque le président sortant, Valéry Giscard d'Estaing, s'était lui-même déclaré. Il avait dit que plutôt que de présenter sa candidature, il aurait mieux fait de présenter ses excuses... Je ne sais pas si la formule vaut encore, mais c'est vrai qu'il y aurait des excuses à formuler pour le bilan, pour une politique qui a échoué, pour des promesses non tenues, pour une politique qui a systématiquement enrichi les riches, favorisé les favorisés et privilégié les privilégiés.

Car qui va mieux depuis cinq ans : les ouvriers, les employés, les agriculteurs qui peinent, les chercheurs qui vont mal, les professeurs dont on a supprimé les emplois, les commerçants, les artisans ? Qui va mieux en France ? Eh bien oui, je vais vous le dire, c'est un peuple très spécial, un peuple particulier, un peuple à part, un peuple qui vit en fait au-dessus du peuple, c'est le peuple des importants, le peuple des possédants, le peuple des dirigeants. Celui-là va mieux depuis cinq ans !

La politique actuelle, je sais où elle nous a menés. Le chômage est au plus haut, la croissance au plus bas, les profits sont à la hausse, le pouvoir d'achat est à la traîne, la compétitivité est affaiblie, la précarité renforcée, le déficit commercial se situe à un niveau exceptionnel, la dette atteint un record historique, les droits essentiels ont reculé — le travail, la santé, la retraite, le logement -, les inégalités se sont creusées, des cadeaux fiscaux ont été accordés aux plus favorisés, et les prélèvements se sont abattus — pas moins de quarante depuis 2007 sur tous les Français !

Ce quinquennat avait commencé par un bouclier pour protéger les plus riches. Il s'achève par une massue, celle de la TVA sur la tête des Français. Ce n'est pas un bilan, c'est un fiasco. Et je suis aussi sévère à l'égard de la politique qui a été menée au nom de l'Europe. Depuis deux ans, seize « sommets de la dernière chance » se sont tenus, et la Grèce en est toujours au même point, affaiblie, soumise, incapable de se redresser. Le pays est désespéré, la rue s'embrase, et les fonds n'ont toujours pas été libérés.

La France elle-même se trouve dégradée et contrainte de renoncer à toutes ses ambitions, sur le rôle de la Banque centrale européenne — qui serait si précieuse en ce moment -, sur la gouvernance économique, sur la mutualisation des dettes européennes. Voilà le sujet, voilà pourquoi il faut changer ! Et c'est parce que ce bilan est finalement difficile à présenter pour le candidat sortant qu'il tente de s'en échapper en évoquant les valeurs. Les valeurs — mais c'est pour mieux stigmatiser, pour mieux exclure. On cherche à opposer, à diviser, à déchirer. On invoque même une prétendue hiérarchie des civilisations ! Eh bien je dis non, la République ne le permettra pas. Nous ne laisserons pas faire, nous lutterons de toutes nos forces pour une société qui rassemble, pour une France qui réunit, pour une République qui réconcilie.

Et je fais ici cette promesse, si les Français m'en donnent mandat : je ne serai pas le président qui divise, je serai le président qui accueille, rassemble, réunit. Je ne serai pas le président qui distingue entre les hommes, entre les cultures, entre les religions, entre les opinions politiques ou partisans. Je serai le président qui s'adressera aux Français dans ce qu'ils ont de meilleur.

La campagne sera celle des bilans, celle des projets, celle des personnes — et c'est légitime lorsqu'il s'agit de choisir le prochain chef de l'Etat. Mais la campagne sera aussi celle des valeurs, dont le prochain président devra être l'incarnation et le garant.

Les valeurs, parlons-en.

La première de mes valeurs, c'est la vérité. Sans elle, il n'y a pas de débat qui éclaire, il n'y a pas de projet qui tienne, il n'y a pas de promesse qui vaille, il n'y a pas de parole publique qui soit respectée. Sans la vérité, il n'y a pas de démocratie.

Je veux réhabiliter le politique, restaurer la vie civique. La situation est trop grave pour que nous puissions nous payer de mots. Je dirai la vérité, même si elle est difficile à entendre, et d'abord que nous ne pourrons pas tout faire, que nous ne pourrons pas tout promettre, que le début de notre quinquennat sera difficile, qu'il sera marqué par l'effort, mais dans la justice. C'est ensuite, une fois le redressement obtenu, que nous pourrons partager les fruits d'une croissance revenue. Le chemin que je montre est exigeant, mais au bout il y a le rétablissement de l'économie, il y a la solidarité financière et il y a les droits des citoyens étendus. Dire la vérité, voilà ce que je dois d'abord au peuple français, peuple adulte, peuple libre, peuple lucide. Voilà mon devoir.

La deuxième valeur que je porte, c'est le travail. La République veut que le talent, l'effort, le risque soient récompensés. Mais où est le respect du travail quand trois millions de nos concitoyens sont au chômage ? Où est le respect du travail quand les plus jeunes sont condamnés à la précarité, faute de

disposer d'un contrat à durée indéterminée ? Où est le respect du travail quand les revenus du capital sont moins imposés que les revenus du labeur ? Où est le respect du travail quand ceux qui ont commencé tôt leur vie professionnelle sont obligés d'attendre 62 ans pour partir à la retraite ? Où est le respect du travail quand les patrons du CAC 40 s'augmentent de 34 % pour une rémunération moyenne de 4 millions d'euros par an — 240 années de Smic — et quand les mêmes considèrent que relever le Smic serait prendre un risque pour l'économie elle-même ?

Eh bien je vous le dis, le travail doit être réhabilité, et nous y mettrons bon ordre. Nous créerons d'abord 150 000 emplois d'avenir pour les jeunes, et notamment dans les quartiers les plus difficiles. Nous introduirons le contrat de génération, celui qui permet à un employeur de garder un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite, et d'embaucher un jeune avec un contrat à durée indéterminée, le senior faisant la transmission de la connaissance et du savoir au jeune. Nous permettrons à tous ceux qui ont leurs 41 années de cotisation et qui ont commencé à travailler tôt de pouvoir partir à la retraite à 60 ans. Nous modulerons les cotisations chômage en fonction de la part des contrats précaires. Il n'y a pas de raison que les entreprises qui embauchent à contrat à durée indéterminée payent autant de cotisations chômage que les entreprises qui embauchent par intérim ou par CDD ! Nous plafonnerons les rémunérations dans le service public : l'écart sera d'un à vingt. Et dans le secteur privé, au-delà du rôle que peut jouer la fiscalité, je fais la proposition que des représentants des salariés puissent participer aux comités de rémunération qui fixent précisément les salaires, les primes et les bonus des dirigeants. Voilà comment nous réhabiliterons le travail, qui est une belle valeur. Jean Jaurès disait : « Le travail c'est la liberté, c'est l'accomplissement, c'est l'émancipation ».

Ma troisième valeur, c'est la justice. L'âme de la République, c'est l'égalité. La solidarité n'est pas l'assistance ! Et dans une société civilisée, dans la République du XXI^e siècle, personne ne doit être laissé sur le bord de la route. Chacun a droit à la sollicitude de la République. Les faibles, les oubliés, les handicapés doivent être défendus, promus. Bien sûr — et je l'entends —, chacun doit faire sa part de l'effort. Aucune subvention ou allocation ne doit être versée sans contrepartie, parce que c'est aussi ça, le contrat social dans la République. Chacun doit montrer l'exemple. Mais moi, je ne stigmatiserai pas le chômeur en disant qu'il est responsable de sa condition. Il est une victime. Ceux qui sont responsables du chômage, ce sont ceux qui ont dirigé le pays ! Je ne dirai pas que les malades sont responsables de la maladie. Nous avons le devoir de faire que l'égalité entre tous les citoyens soit une égalité de droit, et aussi de responsabilité. Je veux une France solidaire, parce que je veux une France juste et une République forte. Je vais vous dire une chose toute simple, c'est que la France n'est forte que si elle est juste. Si elle n'est pas juste, c'est là qu'elle s'affaiblit, c'est là qu'elle s'amoindrit.

Le redressement se fera dans la justice. Je tiendrai l'engagement de réduction des déficits, parce que je veux désendetter l'Etat et le pays. J'ai annoncé une réforme fiscale. Elle visera à faire peser l'effort sur ceux qui peuvent le supporter. Chacun contribuera en fonction de sa capacité. Nous montrerons aussi du sérieux dans la dépense. Il y a des économies à trouver ; il y a du superflu et nous le trouverons. Mais les investissements d'avenir seront protégés, l'éducation, l'école parce qu'elle est au cœur de tout, parce que j'ai pris un grand engagement dans cette campagne présidentielle, c'est de faire de la jeunesse la priorité majeure du prochain quinquennat. Non pas pour la jeunesse en tant que telle, mais pour tout le pays, pour nous rassembler autour de son avenir. L'éducation, parce que nous avons à la fois à porter le niveau de l'excellence et en même temps à lutter contre l'échec scolaire. Je dis l'éducation, je devrais dire aussi la connaissance, la culture, bref tout ce qui élève une société et permet à chacun à la fois de réussir sa vie, de contribuer à la réussite collective et en même temps d'être un citoyen exemplaire.

Aucune dépense nouvelle ne pourra être décidée sans chercher l'économie ou la recette correspondante. En 2017, au terme du prochain quinquennat, nous aurons atteint l'équilibre budgétaire. La France que nous voulons, ce n'est pas la France de la dette, c'est la France de la justice.

Enfin, il y a d'autres valeurs qui me viennent à l'esprit. Le respect d'abord.

Le respect des institutions, partout et pour tous, et d'abord pour le chef de l'Etat, qui doit donner l'exemple. Pas simplement par son statut, où il doit être responsable de ses actes, pas simplement par sa rémunération — même s'il doit là aussi faire les gestes qui conviennent — mais par sa conception du pouvoir. Le président de la République tel que je le conçois ne peut pas décider de tout, sur tout, et

en fait n'être responsable de rien. Il doit donner les grandes orientations, rassembler la Nation autour de grands objectifs, d'une vision.

Je rétablirai dans toute sa dimension la fonction de premier ministre — je ne parle pas de celui qui est aujourd'hui à Matignon, je parle du prochain... Les ministres exerceront leur compétence. Les droits du Parlement seront renforcés. La démocratie sera rendue plus vivante. Le non-cumul des mandats sera instauré. La proportionnelle sera introduite. La parité sera respectée, et les partis qui s'en échapperont devront perdre toute subvention venant de l'Etat. Les partenaires sociaux seront considérés, leur rôle sera même précisé dans la Constitution. Un nouvel acte de décentralisation sera posé pour donner toute leur force aux territoires.

Le respect. Le respect aussi de la loi. Le respect pour qu'aucune fraude ne soit tolérée — fraude fiscale, fraude sociale -, pour que chacun soit conscient du tort qu'il inflige à la Nation. Le respect, c'est aussi celui d'avoir des lois qui s'appliquent partout, et le droit à la sécurité qui doit être reconnu. La violence progresse. Depuis dix ans, les violences aux personnes ont augmenté de 20 %. Les agressions les plus violentes se sont multipliées. Eh bien, nous ne céderons rien contre ce fléau qui touche les plus fragiles. Nous augmenterons les effectifs de Police et de Gendarmerie. Nous les répartirons sur le territoire différemment, là où il y a effectivement le plus de besoins. La justice aura les conditions pour être plus rapide dans ses décisions : 120 000 décisions, aujourd'hui, ne sont pas exécutées ! La protection judiciaire de la jeunesse sera renforcée. Parce que nous avons besoin, là, d'éviter que des jeunes qui ont connu des défaillances puissent connaître la récidive. Il y aura des établissements à chaque fois différents, selon les actes qui auront été commis par ces jeunes délinquants. C'est un droit que nous devons poser. Je défie d'ailleurs quiconque qui voudra aller chercher la Gauche sur ce terrain-là ! Celui qui s'y est essayé depuis dix ans, qui avait fait de la lutte contre l'insécurité son cheval de bataille, a été désarçonné par la situation. Eh bien nous, nous montrerons que nous avons les réponses, sans rien occulter des causes économiques, des causes sociales, mais sans rien excuser des responsabilités individuelles.

Il y a une autre valeur, la dignité. La dignité humaine. C'est elle qui nous fera engager une grande politique du logement et du logement social, parce qu'il est inacceptable de ne pas avoir un toit, de ne pas vivre décemment, de ne pas pouvoir fonder une famille, ou pour un jeune de ne pas pouvoir connaître l'autonomie ou l'indépendance.

C'est également au nom de la dignité que je rétablirai l'égalité des Français dans l'accès aux soins. Parce qu'il m'est insupportable que des femmes, des hommes, des personnes âgées, des jeunes soient contraints de renoncer à se soigner pour des raisons financières.

C'est au nom de la dignité que je veillerai à l'égalité salariale hommes-femmes et que je protégerai les femmes des violences dont elles sont trop souvent victimes. C'est au nom de la dignité que je permettrai à chacun de vivre selon son orientation sexuelle. C'est au nom de la dignité que je proposerai que toute personne majeure en phase avancée ou terminale, incurable, d'une maladie provoquant une souffrance physique, psychique insupportable et qui ne peut plus être apaisée, puisse demander dans des conditions précises et sous contrôle de plusieurs médecins, à bénéficier d'une assistance médicale pour vivre sa vie dans la dignité jusqu'à la fin.

Voilà cette politique, voilà mes valeurs. Elles ont un nom, c'est le progrès. Je crois au progrès, au progrès économique, au progrès scientifique, au progrès social, au progrès humain, au progrès éducatif. C'est ce qui a fait que la génération qui vient doit vivre mieux que la nôtre. Le progrès, c'est que les parents doivent savoir que leurs enfants auront un avenir meilleur que le leur. C'est ça le rêve ! C'est ça le rêve républicain ! C'est ça qui fait que depuis la Révolution française, à travers les grandes conquêtes, à travers les grandes luttes, génération après génération, la France a été capable de porter cet idéal, de donner confiance et d'être fière d'elle-même.

La France doit progresser, sur tous les plans en même temps. On ne peut pas avoir d'un côté la modernisation économique et, d'un autre côté, la régression sociale et le conservatisme sur les mœurs. C'est tout le mouvement qui nous fera avancer. Nous sommes le parti – je suis le candidat du mouvement, du progrès, de l'avancée, de la conquête, du siècle qui vient !

Et la plus haute, la plus belle de nos valeurs, celle qui les résume et qui les englobe toutes, c'est la République. Une République unie. Une République laïque, parce que la laïcité, tout simplement – et elle n'a pas besoin d'épithète pour être plus forte –, la laïcité est la valeur qui protège et qui libère. Je lutterai avec détermination contre toutes les dérives communautaires. Et j'ai proposé d'inscrire les principes de la loi de 1905 dans la Constitution, pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de doute sur nos intentions, dans le respect de la liberté de conscience, de la liberté religieuse. Parce que c'est cela, aussi, la loi de 1905 – celle qu'avaient voulue Jaurès, Aristide Briand et tant d'autres : donner de la liberté et, en même temps, faire en sorte que nul ne soit inquiété parce qu'il croyait ou qu'il ne croyait pas, et parce que l'école devait être protégée de toutes les influences.

Et si d'aventure tel ou tel groupe, d'où qu'il vienne, voulais s'ériger en lobby pour le compte d'un courant hostile à la liberté, je l'annonce : il trouverait la République sur son chemin !

Chers amis, une élection présidentielle – moment si important, instant si décisif, mobilisation si puissante –, c'est aussi parler au peuple. Parler au peuple, c'est l'élever autour d'une grande cause : le redressement dans la justice, l'espérance dans la République. Parler au peuple, c'est exalter notre fierté commune, notre histoire, nos réussites, notre vitalité, nos atouts. Parler au peuple, c'est s'adresser au meilleur de chacun d'entre nous, de ce qu'il a de plus fécond, de plus fertile, de plus inventif, de plus heureux. Ce n'est pas s'adresser à la part d'ombre que nous pouvons, nous aussi, quelles que soient nos valeurs, avoir au fond de nous. Parler au peuple, ce n'est pas flatter les instincts de la facilité. C'est ne pas désigner les chômeurs comme des responsables. C'est ne pas considérer la jeunesse comme un fardeau, ou les étrangers comme une menace. Parler au peuple, et je le ferai, c'est promouvoir l'essentiel, ce qui élève, ce qui redresse, ce qui unit. C'est considérer que chacun, chacune, ici, ailleurs, est un atout pour la France. Parler au peuple, c'est savoir que le cœur n'est pas une pulsion, que la raison n'est pas le sens commun, que la démagogie n'est pas la démocratie, que la flatterie n'est pas une marque d'affection mais de mépris.

Le peuple français est un grand peuple politique. Il sait ce qui lui a été promis, annoncé, proclamé – et qui n'a pas été tenu. Je fais confiance au peuple français pour savoir ce qu'il a à faire. Et, en même temps, je veux redonner confiance à la France. J'ai entendu que le candidat sortant – parce qu'à cette heure, il a dû faire sa déclaration ! – annonçait une pluie de référendums. En cas de réélection, les Français seraient consultés sur le chômage. Peut-être avec la question « êtes-vous pour ou contre le chômage » ? Consultés sur la formation : « êtes-vous pour ou contre la formation ? » Consultés sur les étrangers – ah, on voit déjà un peu plus de malice ! Consultés sur la règle d'or – pas besoin d'être consultés sur la règle d'or, puisque nous aurons à prendre des engagements et que nous les respecterons. Curieuse position, quand même, quand pendant cinq ans, le même s'est refusé à consulter le peuple français quand il lui a été fait, à tort ou à raison, la demande sur les retraites, sur le nucléaire et – pourquoi pas ? – sur la TVA sociale ! Curieuse conception, et en tout cas ce n'est pas la mienne, de nos institutions. Moi, je crois au Parlement, à sa capacité à nous représenter, à trancher les débats. Je crois aussi à la citoyenneté. Il y a bien d'autres formes de consultation que celle simplement de répondre par oui ou par non à une question. Je crois à la démocratie, qui suppose la connaissance, la réflexion commune, la délibération collective. Curieuse conception que d'inventer des consultations à la veille d'une élection...

Eh bien, moi, je vais vous annoncer que le seul référendum que je connaisse, le seul qui comptera, c'est le 6 mai prochain. C'est l'élection présidentielle ! Et j'ai même trouvé la question qui sera posée à nos concitoyens. « Voulez-vous poursuivre cinq ans de plus avec le même président ? » « Voulez-vous changer de président, de politique, de méthode, de majorité ? » Eh bien voilà le référendum qui va arriver le 6 mai, si vous arrivez aussi à mobiliser les Français autour de cette grande consultation !

Mes chers amis, la tâche qui nous attend est immense : redresser nos comptes publics, notre industrie, notre économie ; faire prévaloir la justice ; restaurer nos valeurs, celles de la République ; donner une espérance, celle de la jeunesse. Et, en plus, il nous faudra réorienter l'Europe. Il faut, certes, des disciplines au sein de la zone euro. Elles sont nécessaires. Il faut que chacun les respecte – sinon, il n'y a pas de monnaie unique possible. Nous devons coordonner nos politiques économiques – c'est indispensable si nous voulons agir dans le même espace. Mais j'ai indiqué qu'il faudra aussi donner priorité à la croissance. Sinon, nous n'atteindrons aucun de nos objectifs de maîtrise de la dette et de retour à l'équilibre. C'est cette dimension-là qu'il faut apporter aux traités européens!

J'ai compris que Madame Merkel avait des positions fermes là-dessus. Je les respecte. Et qu'elle soutenait d'autant plus le candidat sortant qu'il ne la contredit plus depuis longtemps ! Elle a bien le droit. Elle peut avoir ses préférences. Et lui peut chercher son soutien – et je ne m'en plaindrai pas. Ce que nous aurons à faire, au lendemain de l'élection présidentielle, si les Français m'en donnent mandat, ce sera de convaincre – la Chancelière, mais aussi les chefs de gouvernement, qui nous regarderont un peu curieusement, sans doute. Mais c'est le peuple français qui nous aura donné de la force ! Parce que quand le peuple français s'est exprimé dans une élection présidentielle, quand le peuple français a investi un candidat qui est devenu président, eh bien la force du président entrant est très différente de la force du président sortant !

Beaucoup en Europe, et pas simplement dans les partis progressistes, attendent notre victoire : pour donner une nouvelle dimension aux traités européens, sur l'intervention de la Banque centrale européenne, sur la capacité d'emprunt de l'Europe, sur les grands projets industriels et énergétiques. Là encore, c'est le peuple français qui sera déterminant, parce que c'est lui qui fournira une partie de la réponse – pas toute la réponse. Evitons de pêcher par arrogance en considérant que nous serions le seul peuple à décider du reste. Mais je sais que ce que les Français décideront le 6 mai vaudra pour la France, mais influencera l'Europe tout entière. C'est dire notre responsabilité, votre responsabilité ! Le vote du 6 mai est un vote pour la France et pour l'Europe. Il induira un changement en France, mais il provoquera aussi un changement en Europe. Nous sommes attendus. Nous sommes espérés. Nous sommes regardés, en Europe et dans le monde. Laurent Fabius l'évoquait : la France n'est pas n'importe quel pays : la France des droits de l'homme, la France des libertés, la France de la culture, la France de la solidarité, la France des valeurs universelles ! Vous êtes ce peuple-là, un grand peuple qui doit être à la hauteur de sa tâche historique ! Que ceux qui doutent – et j'en connais –, que ceux qui s'inquiètent, que ceux qui craignent le déclin se disent que lorsqu'on a cette histoire-là, qu'on a surmonté tant de difficultés, quand on a été porté par des hommes et des femmes d'excellence pendant toutes ces décennies, alors chacun doit être fier ! Fier de cette histoire, fier de son pays, fier de sa capacité à changer – changer le cours de l'Europe et, peut-être même, le cours de l'humanité !

Chers amis, nous sommes à 66 jours du premier tour. Je les compte ! Chaque jour ! Et pour l'instant, nous sommes sur la bonne trajectoire. Mais nous ne savons pas ce que sera demain. Cela dépendra de vous. Oui, nous sommes à 66 jours du premier tour. Moi, je suis en campagne depuis près d'un an. Je vais fêter, bientôt, ce premier anniversaire – mais enfin, cela va bientôt s'arrêter ! Je ne me préoccupe pas des autres. Je ne me détourne pas de mon objectif : gagner, faire gagner la Gauche, faire avancer la France. Je suis sur ma ligne. Je ne m'en dévie pas. Je ne regarde pas derrière, pas devant non plus. En tout cas pour l'instant. J'ai compris que d'autres s'étaient élancés. Eh bien, le débat est engagé ! Il va s'intensifier – et, je l'ai dit, je souhaite qu'il se situe à la bonne hauteur. Mais je sais par expérience que rien ne nous sera épargné. A moi-même, mais je suis résistant. A la Gauche, mais elle saura se rassembler. Aux Français eux-mêmes, qui peuvent se laisser parfois impressionner. Toutes les grandes élections présidentielles se résument souvent en une confrontation entre la peur et l'espoir.

On voudra – à mesure qu'une possible victoire se dessinera, mais nous n'en sommes pas encore là – faire peur. On dira que si nous gagnons, la France risque d'être dégradée. Mais c'est fait ! Que les caisses seront vidées. Mais c'est fait ! Que l'argent va partir. Mais c'est fait ! On dira tant de choses, tant de choses fausses. Que nous allons régulariser tous les sans-papiers, alors que 30 000 le sont chaque année par le gouvernement. Et ce qui sera notre responsabilité, ce sera de fixer des critères qui vaudront partout, pour tous, sans qu'il soit besoin d'arbitraire. On nous dira que nous sommes des laxistes, alors que j'ai démontré le contraire et que la Droite a laissé les violences aux personnes progresser de 20 %. On nous dira que nous voulons détruire la famille, alors que nous allons augmenter l'allocation de rentrée scolaire et que nous allons donner priorité à l'école – ce qu'attendent tant de familles en France, avec ces suppressions de postes et de classes. Nous croyons en la famille, à la vitalité démographique, à l'accueil des enfants ! Nous savons que la jeunesse sera notre chance !

Alors, ne vous laissez pas impressionner, intimider. La Droite a toujours joué avec les peurs. En 1936, le Front populaire inquiétait déjà. Et puis, en 1981, que disait-on ? Certains voyaient même les chars soviétiques sur la place de la Concorde ! Certains sont restés place de la Concorde tout au long du mois de mai, jusqu'au 14 juillet. Et qu'ont-ils vu ? Défiler des chars français devant François Mitterrand, le 14 juillet 1981.

La Droite a toujours joué avec les peurs. C'est ainsi que, depuis longtemps, elle veut garder le pouvoir qu'elle considère comme sa propriété. Comme si elle était la seule légitime à pouvoir diriger la France. Je ne sais pas pourquoi. Par héritage ? Par privilège ? Par conception particulière de leurs talents ? Lesquels ? De leurs mérites ? Lesquels ? De leurs réussites ? Mais lesquelles, encore ? Non !

C'est la Gauche qui a toujours redressé le pays à des moments décisifs de notre histoire !

Et nous, nous devons non pas faire peur, mais donner espoir. Espoir dans le redressement, espoir dans la justice, espoir dans la jeunesse, espoir dans la République, espoir dans la France, espoir dans l'avenir. Voilà ce que nous avons à porter : un rêve français. Vivre mieux. Avancer. Progresser. C'est le sens du projet que je porte. Face à la crise qui affecte notre pays, je propose un chemin : celui de la République, celui de ses valeurs. Plutôt que l'argent, l'intérêt général. Plutôt que les inégalités, la justice. Plutôt que la stigmatisation, l'unité et le rassemblement. Je veux rassembler le pays. Je veux l'union plutôt que la division et les dissensions. Je veux le respect et la concorde plutôt que la brutalité et les querelles.

Je ne convaincras pas tout le monde, si j'arrive à être élu – ce qui n'est pas encore fait, et loin de là. C'est terrible de penser que tous les Français ne vont pas voter pour nous. Mais en même temps, c'est la démocratie. C'est le droit de chacun. Eh bien, je vous le dis, aujourd'hui, ici, en Normandie : nous devons rassembler ! Rassembler les Socialistes : c'est fait depuis longtemps, ils sont là. Rassembler la Gauche : nous avons besoin de toute la Gauche, de toutes ses sensibilités – communiste, écologiste – parce que c'est la Gauche qui donne la victoire, qui donne la force ! Mais nous devons aussi rassembler les Français, n'écarter personne, ne rejeter aucun concours. Et même ceux qui n'auront pas voté pour nous seront les bienvenus après l'élection présidentielle pour travailler au redressement de notre pays.

Voilà le sens de la présidence que je vous propose. Voilà le temps politique que je veux ouvrir. Celui d'une Gauche rassembleuse, capable de se mettre à la hauteur de la France. Une Gauche efficace, comme elle l'a toujours fait dans son histoire, avec Pierre Mendès France, avec Pierre Bérégovoy – lui aussi, grand Normand, grand Français dont je salue la mémoire. Oui, la Gauche est sérieuse ! Mais la Gauche doit être aussi audacieuse, créative, pleine de projets, portant aussi la culture comme une force. Une Gauche qui doit avoir non pas le goût du pouvoir, mais le goût de la transformation. Qui doit être aux responsabilités, toujours dans le mouvement, dans le changement. Qui ne doit jamais s'habituer au pouvoir – mais enfin, faudrait-il y rester le temps nécessaire. C'est cette Gauche-là dont la France a besoin ! C'est cette Gauche-là que les Français attendent. L'apaisement, parce qu'il est nécessaire. L'ambition collective, parce qu'elle est indispensable.

J'ai besoin, maintenant, de vous ! Vous citoyens, vous amis, vous la Gauche dans toutes ses sensibilités. J'ai besoin de toutes les forces de la France, pour que nous puissions gagner. Gagner pour nos idées. Gagner pour notre pays. Gagner pour la République. Avec vous, avec votre soutien, avec votre force – vous qui êtes venus si nombreux ce soir !

Oui, j'ai confiance ! J'ai confiance parce que j'ai espoir. Et j'ai espoir parce que j'ai confiance. Le changement arrive ! Il est là, à portée de main !

Le changement, c'est maintenant !

Le changement, c'est le 6 mai ! Et le 22 avril, rendez-vous pour le changement !

Vive la République ! Et vive la France !

Mes chers amis, quel accueil ! Quel enthousiasme ! Et nous ne sommes qu'à deux mois de l'élection présidentielle. Vous imaginez ce que ça va être quand on va se rapprocher, jour après jour du premier tour ! Parce que tout va commencer au premier tour... Mais quand je vous vois aussi nombreux, aussi joyeux, aussi engagés, aussi déterminés, aussi convaincus, je me dis qu'au-delà des enquêtes d'opinion — dont je ne sais rien... — vous êtes le meilleur indicateur de la victoire qui se dessine, de la victoire qui monte, qui vient, qui va devoir se mériter. Parce que rien n'est jamais acquis, rien n'est jamais fait, rien n'est jamais donné sans que nous-mêmes en ayons décidé par le suffrage, par le vote. Et je vous appelle, vous tous, toutes, à mobiliser encore davantage, à faire en sorte qu'il n'y ait pas de doute.

Je sais bien qu'en face, ce n'est pas facile. Ne les accablez pas, moi je les plains : se présenter, se représenter après un bilan tel qu'il est, devant les Français, indéfendable... Parce que c'est indéfendable que d'avoir promis de réduire le chômage de moitié et de l'avoir augmenté de plus de 50 %. Oui, c'est indéfendable d'avoir été le candidat du pouvoir d'achat et le président de son amputation. Oui, c'est indéfendable d'avoir prétendu que l'insécurité allait reculer, quand les violences aux personnes n'ont cessé de progresser depuis cinq ans. Oui, c'est indéfendable d'avoir voulu être le président de tous les Français et de n'avoir cessé de les diviser, de les opposer, de les stigmatiser.

Je viens aujourd'hui ici, à évry dans l'Essonne, pour parler de la France, parce qu'ici c'est la France ! C'est la France qui entreprend, c'est la France qui émerge, c'est la France qui s'engage, c'est la France de la jeunesse, c'est la France de la recherche, c'est la France de la

volonté de développement d'un territoire.

Je viens ici à l'invitation de Manuel Vals, que je salue pour la campagne qu'il mène avec moi. Je vois tous les élus de l'Essonne, les socialistes — les autres ne sont pas encore là, ça viendra ! Je vois le Président de la région Jean-Paul Huchon, qui est lui aussi responsable de ce que vous faites ici : inventer, imaginer les politiques de demain.

J'ai eu une grande fierté d'être convié dans ce grand centre de recherche, le Génopole, qui met au point les techniques les plus avancées pour que la santé progresse, pour que la recherche soit au service du mieux-être, du mieux vivre, pour que nous ayons ici à Evry, en Essonne, le rassemblement de toutes les intelligences. Soyez fiers de votre département, soyez fiers de votre ville !

Je suis parmi vous candidat à l'élection présidentielle pour porter un message d'égalité. Egalité entre les territoires, égalité entre les citoyens, égalité entre les générations. Je suis devant vous pour porter un message d'espoir, de confiance dans l'avenir, parce que nous avons le devoir de faire que la génération qui arrive vive mieux que la nôtre. C'est ce que j'ai appelé le « rêve français », le rêve républicain, celui que nous poursuivons de décennie en décennie, de génération en génération, qui fait que la France est là aujourd'hui et qu'elle doit avoir une nouvelle fois la capacité de surmonter les épreuves qui sont devant elle.

Bien sûr que c'est difficile. Bien sûr qu'une crise frappe. Bien sûr qu'autour de nous en Europe, les plans d'austérité s'ajoutent aux plans de rigueur. Je n'ignore rien de ces réalités. Je sais ce que nous avons à faire comme redressement de nos comptes publics, de notre production, de

notre industrie. En même temps, nous avons tous les atouts pour réussir, tous les atouts de la science, de la recherche, de l'innovation, tous les atouts de l'intelligence, tous les atouts de la formation, de l'éducation, à condition que nous fassions de l'éducation, de l'école, du savoir, de la transmission, de la connaissance l'enjeu de cette élection présidentielle.

Je suis ici devant vous pour parler des territoires urbains, des quartiers, des cités, de ce qu'on appelle les banlieues — les banlieues, grandes oubliées du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Banlieues reléguées, banlieues abandonnées, banlieues stigmatisées.

Je veux vous dire ici, vous hommes et femmes, comme on dit, « de banlieue », des quartiers, des cités : vous êtes l'avenir de la France. Vous êtes la jeunesse de France. Vous êtes la génération montante. Vous êtes aussi des hommes et des femmes qui affrontent durement les réalités. Je ne les ignore pas, je sais ce qu'est la situation du chômage dans les quartiers de nos villes, où pour les plus jeunes, cela peut atteindre 30 % à 40 % de la population sans emploi. Je n'ignore rien de la difficulté d'accéder au logement. Je sais aussi la dureté des conditions de vie, de transport. Je sais aussi que l'insécurité est toujours là, présente, et que la violence s'est diffusée. Je sais aussi que cette situation est due à une politique qui réduit les moyens de l'école dans les quartiers populaires, à une politique qui ne respecte pas sa parole pour la rénovation de nos quartiers faute de crédits nécessaires, à une politique qui n'a pas créé les emplois là où ils étaient espérés, attendus, à une politique qui chaque fois soupçonne la jeunesse d'être ou paresseuse, ou incapable, ou dangereuse, alors que cette jeunesse est notre force, notre vitalité, notre espérance.

Je veux m'appuyer sur ces quartiers populaires, sur la masse de ces talents, de cette énergie, pour convaincre les Français d'avoir confiance dans leur avenir. Un candidat qui s'est déclaré il y a peu a prétendu qu'il aimait la France. Je le crois. Parce qu'il n'y a, pour ce qui me concerne, que des Français qui aiment leur pays. Je ne fais pas de distinction. Et si j'aime la France, c'est que j'aime ses territoires, ses paysages, sa population. Mais c'est aussi que j'aime les Français d'abord, parce qu'ils sont que ce nous sommes, un grand pays, une grande culture, une grande fierté. Et parce que j'aime la France et que j'aime les Français, il ne me vient pas à l'esprit de distinguer ceux qui les aimeraient moins que moi. Je n'oppose personne, je ne stigmatise personne, je n'écarte personne, et je ne considère pas qu'il y aurait une anti-France face à une France. Nous avons besoin de tous les Français, de tous les citoyens qui veulent, ici, vivre ensemble. Parce que nous avons besoin d'être ensemble si nous voulons réussir.

Nous vivons un paradoxe inouï, celui où le président sortant, qui devrait être le rassembleur, se présente comme un diviseur. Et moi qui suis candidat pour être le prochain président, avec ma sensibilité — je suis socialiste, je suis de gauche —, eh bien en même temps, je veux rassembler les Français.

Nous aurons besoin, pour redresser notre pays dans la justice, de toutes les forces de la France, et d'abord de la jeunesse sans laquelle il n'y a pas de renouvellement possible, il n'y a pas de préparation de l'avenir. C'est pour ça que m'adressant aux quartiers populaires, je m'adresse d'abord aux plus jeunes pour leur dire qu'ils doivent avoir confiance dans la République. Parce que la République leur a fait une promesse et qu'elle doit la tenir : c'est la promesse de l'école, la promesse du travail, la promesse de la réussite, la promesse de l'accomplissement, la

promesse de la dignité.

Je veux qu'on change le regard que l'on porte sur les quartiers. Parce que certains jouent des peurs, considèrent qu'il y aurait je ne sais quels quartiers dangereux ou jeunesse suspecte. Moi, je ne veux pas installer la peur, je veux au contraire faire émerger l'espoir. Oui, nous devons changer le regard qu'une partie de notre pays porte sur les quartiers. Ils ont été stigmatisés, malmenés, fragilisés, mis sous tension. Comment vouloir une France forte, comme l'on nous dit, si on a affaibli tout au long de ces années ce qui était en définitive nos villes, nos quartiers, nos territoires ? Nous avons besoin de toutes les forces de la France.

Je veux, ici, dire ce que je ferai pour les quartiers de nos villes.

Souvent il m'est dit : est-ce que vous allez présenter un plan Marshall, un plan banlieue ? Mais il y en a eu combien de plans Marshall, de plans banlieue, de plans pour les villes ! Il n'y a plus de plan à présenter, il y a des politiques à engager à et faire respecter.

Ma première action pour les quartiers, pour les banlieues, pour les villes, c'est d'abord l'économie, l'emploi. Parce que ce qu'attendent un certain nombre de nos concitoyens, c'est d'abord de l'emploi, de l'économie, la capacité de vivre. C'est pourquoi il est légitime que ce soit aussi dans ces quartiers que s'installent les entreprises innovantes, que s'installent les entreprises de recherche, que s'installent aussi, ici, les grandes entreprises pour porter les technologies de demain. Il faudra aussi que l'on maintienne un certain nombre de zones franches, c'est nécessaire, mais que l'on ait aussi une politique volontariste pour que les grandes entreprises soient incitées à venir ici créer de l'activité. Et donc, les centres de recherche doivent

être implantés ici, au plus près de la vie des uns et des autres, de votre vie.

Nous aurons aussi à cœur de faire que les emplois-jeunes, que l'on appelle maintenant les emplois d'avenir, soient prioritairement pour ceux qui sont dans ces quartiers et qui attendent d'abord de sortir du chômage. J'en prends l'engagement. Je sais aussi que beaucoup de jeunes sont contraints à la précarité, à l'intérim, aux CDD, qu'ils attendent jusqu'à trente ans avant d'avoir enfin ce contrat qui leur permettra d'avoir une autonomie, une indépendance dans l'existence. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé le contrat de génération, celui qui permettra à l'employeur qui gardera un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite dans de bonnes conditions et qui embauchera un jeune avec un contrat à durée indéterminée, de ne plus payer de cotisation sociale sur les deux emplois. Parce que nous avons besoin de cette transmission, de cet échange, de ce transfert. L'emploi, oui, qui supposera de redresser notre industrie, notre économie. Nous en avons les moyens. Cet après-midi, j'étais avec les industriels de la biotechnologie qui nous présentent leurs initiatives et qui nous demandent de trouver des financements. J'ai dit que la finance était notre adversaire. La finance qui ne finance pas l'économie est notre ennemie, mais la finance qui est au service de l'emploi, de l'activité, doit être encouragée. C'est pourquoi nous créerons une banque publique d'investissement pour accompagner l'implantation de petites et moyennes entreprises ici, dans nos quartiers. Nous mobiliserons l'épargne de proximité, avec un livret d'épargne pour les PME, pour la création d'entreprises. Et nous ferons en sorte que la fiscalité soit au service des petites et moyennes entreprises, et que s'il doit y avoir des aides fiscales, elles doivent aller aux entreprises innovantes qui le méritent et qui l'attendent. Il m'a été dit cet après-midi qu'un certain nombre d'entreprises innovantes

en matière de biotechnologies avaient été rachetées par des fonds étrangers parce qu'il n'y avait pas eu suffisamment de financements ici en France. Comment l'admettre ? Comment admettre que ce soit le meilleur de notre intelligence qui puisse ainsi être détenu par des capitaux étrangers ? Nous avons le devoir de soutenir toutes les initiatives, toutes les innovations, en inventant avec les régions, avec les agglomérations, avec les collectivités tous les mécanismes de financement de la création d'activité et de lancement d'innovations. Voici ce que je veux faire pour les quartiers de nos villes, pour les territoires urbains, qu'ils soient les meilleurs, les plus dynamiques. Et nous avons toutes les capacités.

Faut-il aussi qu'il y ait une école, un service public de l'éducation qui soit conforté, qui soit redressé. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que dans le quinquennat qui viendra, l'école sera prioritaire, et que nous aurons à conjurer cette fatalité inacceptable que 150 000 jeunes sortent du système de formation et de qualification sans aucun diplôme. Comment l'admettre, ce taux d'échec qui frappe souvent les jeunes des quartiers populaires ? Comment accepter la déscolarisation, le fait qu'un certain nombre de jeunes n'aillent plus à l'école même avant seize ans ou soient perdus de vue par le système éducatif, laissés à l'abandon ? Nous avons le devoir de faire en sorte que ce soit dans les quartiers populaires que les moyens de l'éducation soient concentrés. Parmi 60 000 postes que je recréerai durant le quinquennat, une grande part seront affectés aux quartiers populaires dès la maternelle, dès le primaire, pour accompagner ces jeunes. Aucun jeune de seize à dix-huit ans ne sera laissé de côté. Et celui ou celle qui n'aura pas ou de formation, ou d'emploi, ou d'apprentissage sera en service civique, parce que je ne veux que personne, personne de seize à dix-huit ans, ne puisse se dire oublié par la société dans laquelle il vit.

L'emploi, l'école, le logement, combien de programmes ont été lancés — tant mieux — depuis des années, au titre de la rénovation urbaine ? Et qu'est-ce que je constate au cours de mes déplacements ? C'est que les crédits viennent à manquer et que les réhabilitations s'interrompent ou se freinent. Et qu'il n'y a plus les disponibilités nécessaires pour reloger ceux qui ont vu leur immeuble détruit. Et qu'il y a même une interrogation pour savoir si ces plans de rénovation urbaine vont pouvoir continuer. Eh bien, j'en prends ici l'engagement, nous mobiliserons de l'épargne, nous mobiliserons les bailleurs sociaux, nous mobiliserons les collectivités locales et les crédits de l'Etat pour que les réhabilitations urbaines demeurent un grand enjeu, un grand chantier, à la fois pour la dignité des personnes, mais aussi pour l'activité économique dans ces quartiers.

J'ai pris un engagement : tous les terrains qui appartiennent à l'Etat et qui sont vides seront mis à disposition des bailleurs sociaux et des collectivités locales pour créer des logements. Et la loi qui fait obligation aux communes de respecter 25 % de logements sociaux, cette loi sera strictement appliquée. Et les pénalités qui s'appliqueront aux communes qui sont défaillantes seront multipliées par cinq. Le préfet pourra même avoir autorité pour se substituer au maire qui ne veut pas appliquer tout simplement la loi de la République.

Oui, nous créerons aussi, parce que nous avons besoin de toutes sortes de logements, pour toutes les catégories de la population, un livret d'épargne, celui du Livret A dont nous aurons très largement relevé le plafond, ce qui nous permettra de mobiliser de l'épargne pour le logement, le logement social et le logement intermédiaire. Oui, nous avons besoin d'accueillir dignement la population. Oui, nous avons besoin

que les jeunes puissent accéder à leur indépendance. Oui, nous avons besoin de mobilité dans le parc social. Oui, nous avons besoin, aussi, d'accès à la propriété – parce que la propriété n'est pas réservée simplement à ceux qui auraient les revenus les plus élevés. C'est un droit, aussi, pour chacun et chacune, à un moment, de détenir son appartement ou sa maison. Pas besoin de plan spécifique : tout simplement les lois de la République !

Cela vaut aussi en matière de sécurité. Nous avons constaté la progression des violences aux personnes depuis dix ans. Nous savons, dans un certain nombre de quartiers de nos villes, les trafics, les bandes qui se sont installées et qui font régner une autre loi que celle de la République. Je ne peux pas l'accepter ! C'est la raison pour laquelle nous référons une Police de proximité présente, active, dissuasive, en confiance avec la population. Nous définirons des zones de sécurité prioritaires là où les besoins, hélas, sont les plus évidents. Et nous ferons en sorte, aussi, que les jeunes qui peuvent connaître, à un moment, un parcours de délinquance, puissent être accueillis dans des établissements de la protection de la jeunesse, pour que ces jeunes-là puissent ne pas connaître la récidive ou la prison. C'est aussi notre devoir !

Je ne peux pas accepter qu'il y ait aujourd'hui 120 000 peines prononcées qui ne soient pas exécutées – d'où un sentiment d'impunité. Nous avons le devoir d'assurer la sécurité dans nos quartiers, parce que c'est le droit fondamental de tout citoyen à vivre en paix et en tranquillité. Et parce que c'est aussi la règle de la République de faire prévaloir les principes de liberté et de sécurité.

Nous avons donc une politique à mener pour les quartiers. Une politique à

mener pour la dignité, la liberté, la responsabilité. Et je veux évoquer la lutte contre les discriminations. Est-il acceptable, dans la République française telle que nous l'aimons, que des jeunes ou des moins jeunes, ne puissent pas accéder à l'emploi pour des raisons qui tiennent à leur lieu d'habitat, à leur quartier, à leur couleur de peau, à leur nom ? Est-il admissible que ce soient toujours les mêmes jeunes qui se fassent contrôler, suspecter, interpellé au nom de je ne sais quelle politique de chiffre ou de résultat ? Est-il acceptable aussi que des hommes et des femmes soient obligés d'attendre des heures, des nuits pour obtenir un titre, pour obtenir un papier, pour obtenir un certificat ? Et j'en sais ici à Evry qui sont obligés de patienter dans le froid et dans la nuit pour obtenir tout simplement la reconnaissance de leurs droits. La République ne peut pas l'admettre !

La règle vaut pour tous et pour toutes. Et la règle, aussi, dans la République, c'est la laïcité. Je le dis ici, à Evry, dans cette ville de diversité où les croyants de multiples religions côtoient ceux qui ne croient en rien, et qui ont bien le droit d'être dans cet état d'esprit. Je sais que vous vivez en harmonie et en respect. Mais je sais aussi qu'au-delà de la liberté de conscience, de la liberté religieuse, qui est un droit fondamental de la République, vous ne voulez pas que les religions imposent leurs règles dans l'espace public ou fassent pression sur la conscience des hommes – et surtout des femmes. La laïcité, c'est le respect de l'égalité. C'est le respect de la liberté. C'est le respect des femmes à vivre comme elles l'entendent.

Et c'est la raison pour laquelle nous aurons à lutter pour l'égalité hommes-femmes, parce qu'il n'est pas acceptable, il n'est pas normal, il n'est pas admissible que pour le même travail, avec le même diplôme, les femmes restent encore moins payées que les hommes. Là encore, inutile de

faire voter une loi de plus : il suffira d'appliquer ce qui existe aujourd'hui – mais de dire aux entreprises au bout de quelques mois, un an ai-je dit (délai qui leur sera laissé pour faire prévoir l'égalité), de dire donc aux entreprises qui ne respecteraient pas ce principe qu'elles seraient privées de l'exonération de cotisations sociales dont elles sont aujourd'hui bénéficiaires.

Je sais aussi que le droit à la contraception ou le droit à l'IVG reconnu par nos lois n'est toujours pas un droit pour toutes, et qu'il y a même des difficultés à accéder à des centres d'IVG. Et c'est la raison pour laquelle je restaurerai le ministère des Droits des femmes, parce que nous avons besoin qu'il y ait une autorité gouvernementale pour assurer l'égalité.

Voilà, chers amis, ce que je voulais vous dire sur vos quartiers, sur votre ville, sur votre département. La force qui est la vôtre ! L'espoir qui est le vôtre dans ce moment qu'est une élection présidentielle ! Nous allons choisir notre destin, dans quelques semaines. Deux conceptions s'affrontent, de la société, du pays. Et c'est bien légitime. Une conception où, en définitive, la force devrait être celle des puissants. Et une autre conception où la force est dans la France elle-même ! Moi, je ne me présente pas devant vous pour être demain le président qui décidera de tout, sur tout, pour tous et partout. J'aurai à prendre mes responsabilités. Elles seront éminentes : assurer le redressement du pays, poursuivre l'œuvre de justice – justice sociale, justice fiscale, justice territoriale. J'aurai à proposer une réforme sur la fiscalité, sur la décentralisation, sur le dialogue social. Et, en même temps, je ne pourrai réussir dans l'action que j'aurai à engager que si l'ensemble des acteurs de la vie publique et économique participent de cette aventure : les élus locaux qui ont démontré – quelle que soit leur sensibilité –

leur capacité à mettre en mouvement un territoire. Que serait notre pays, la France, sans ses régions, sans ses départements, sans ses villes ? Sans la décentralisation qu'avait engagée François Mitterrand et que, finalement, les majorités successives ont amplifiée ? Que serait la France s'il n'y avait ces organisations syndicales, ces partenaires sociaux qui discutent, négocient dans les entreprises ? Et que serait la France sans les associations, sans les mouvements d'éducation populaire, sans ces initiatives populaires ? Et que serait la France son peuple lui-même, qui se met en mouvement quand il veut décider de son avenir ?

Un président ne peut réussir que s'il fédère, s'il réconcilie, s'il rassemble, s'il réunit. Voilà ce que j'aurai à présenter devant le pays !

Et moi, je ne crains rien des corps intermédiaires. Je n'ai pas besoin d'appeler à un référendum pour savoir les réformes que j'ai à conduire ! Je ne sais pas ce qu'il va nous dire ce soir – nous ne le saurons finalement que demain, puisque vous êtes avec moi ! Mais paraît-il que lui est venue une idée, sur le tard : c'est qu'il faudrait former les chômeurs. Mais que n'y avait-il déjà pensé depuis cinq ans ? Un demandeur d'emploi, d'abord, n'a pas toujours besoin de formation : il a besoin d'un emploi ! Et quand il y a nécessité de formation, combien de temps aujourd'hui attend-il, ce chômeur : des semaines, des mois ? Et combien de fois a-t-il été repoussé dans un lieu de formation, dans un parcours, ou plutôt combien de fois l'a-t-on conduit vers des formations qui ne mènent nulle part ? Notre devoir, ce sera de conduire chaque demandeur d'emploi vers une solution. Et cela passera d'abord par la rénovation de Pôle Emploi. Ce sont eux qui ont créé Pôle Emploi, et ce sont eux qui constatent aujourd'hui son échec !

Et pas besoin d'un référendum : nous mettrons autour de la table les

partenaires sociaux, tous ceux qui connaissent la situation de l'entreprise, de l'emploi, du chômage. Et c'est là que nous ferons avancer les droits, mais aussi les devoirs, car il est légitime qu'un demandeur d'emploi accepte nécessairement à un moment ou un autre un emploi ou une formation. Et là encore, pas besoin de faire un référendum ou une loi : c'est déjà dans nos textes concernant le chômage et l'emploi.

Mais, je l'ai dit : si le candidat de droite veut faire un référendum, eh bien, il arrive ! Le référendum c'est de savoir si les Français veulent le changement ou s'ils veulent garder le président sortant. Je vous l'annonce : le seul référendum que je connaisse, c'est le 6 mai prochain. C'est vous qui déciderez !

Vous déciderez, le 6 mai ! C'est vous qui déciderez à la fois du président que vous voulez pour la France et des propositions que vous voulez pour votre pays. C'est vous qui déciderez de la conception de la présidence de la République, de la démocratie, de l'indépendance de la justice, de la décentralisation. C'est vous qui déciderez ! La question sera simple : ce sera de savoir si, le 6 mai, vous voulez engager une nouvelle page de notre histoire, un nouveau cycle politique, une nouvelle espérance.

Et vous ne devez pas avoir peur ! Parce que les Français ne doivent jamais être saisis par la peur ou la crainte. La seule peur que je connaisse, c'est celle qui nous ferait, en définitive, prendre notre passé pour de l'avenir. Notre avenir est devant nous. Il n'est pas la répétition de ce qui s'est passé pendant cinq ans et qui a conduit à l'échec. Et moi, je me présente devant les Français sans avoir besoin de faire peur ! Mais j'ai la nécessité de lever l'espoir : l'espoir d'un changement, l'espoir d'une vie meilleure, l'espoir d'une France plus

fière d'elle-même, d'une jeunesse plus confiante et d'un pays redressé !
D'une France réconciliée ! D'une République assumée !

C'est vous ! C'est vous l'avenir de la France ! Chacun, chacune d'entre vous est un atout pour son pays. La France n'est pas un problème, c'est une solution. Ses valeurs sont des leviers, la République sa force. J'ai besoin de vous dans cette campagne qui commence – parce que tout va commencer dans les prochains jours, pour ne pas s'arrêter. Pour ne pas s'arrêter au premier tour, parce que nous devons être au plus haut au premier tour ! Pour ne pas s'arrêter au second tour, parce que nous devons gagner le 6 mai ! Pour ne pas s'arrêter après l'élection présidentielle, parce que nous avons une majorité à l'Assemblée nationale à assurer. Et pour ne pas s'arrêter après, parce que nous devons travailler dans la durée.

Ce quinquennat sera rude. Pendant plusieurs mois, nous aurons à redresser la France, à faire de grandes réformes de structures. Et puis, ensuite, nous pourrons redistribuer ce que nous aurons produit et créé.

Tout ne sera pas possible. Et j'ai dit, d'ailleurs, que je ne ferai aucune promesse que je ne serai pas capable de tenir, parce que je vous dois la vérité. Et dans cette campagne on me demande : est-ce que vous avez encore des surprises à offrir aux Français ? Est-ce que vous avez de nouvelles propositions ? J'en ai déjà fait 60 ! Je pourrais en présenter d'autres, mais je ne veux pas lasser. Mais la plus mauvaise surprise, nous la connaissons. C'est celle qui a été faite en 2007, qui a été en fait une tromperie, un mensonge, une désespérance. Et qui ne peut pas être répétée en 2012.

Notre candidat sortant pourra inventer toutes les propositions nouvelles, pourra suggérer tous les référendums, pourra faire toutes les fuites en avant : je sais que les Français ne se feront pas une nouvelle fois abuser. Parce qu'ils savent ce qui s'est passé depuis cinq ans. Et ce n'est pas la crise qui explique l'échec. C'est l'échec qui a, aussi, conduit à la crise !

Parce que c'est un système, un système libéral, un système financier qui a provoqué la crise, la crise à l'échelle du monde, la crise en Europe, la crise en France. Et aujourd'hui, on nous annonce comme une possible sortie de crise ce qui ne sera qu'un plan d'austérité supplémentaire. Oui, des disciplines sont indispensables. Oui, des coordinations des politiques économiques sont nécessaires. Mais s'il n'y a pas de croissance, s'il n'y a pas de développement, s'il n'y a pas d'activité nouvelle, s'il n'y a pas de grand projet industriel, qui laissera croire aux Français que nous pourrions trouver nous-mêmes la sortie de la crise ?

C'est la raison pour laquelle j'ai dit que le traité qui était en train d'être présenté, s'il avait bien sûr des règles qui devaient être reconnues par tous comme nécessaires — celles des disciplines -, ne pouvait pas être accepté en l'état faute de cette dimension de croissance, de développement, de grand projet dont l'Europe a besoin.

Oui, nous avons aussi une pensée pour les Grecs qui, depuis deux ans, sont soumis à des plans d'austérité et de rigueur qui les mettent à genoux, sans qu'ils soient d'ailleurs sûrs, malgré le soutien qui leur est apporté, qu'ils pourront sortir de la spirale de la dette. Eh bien aujourd'hui, l'Europe doit être solidaire, l'Europe doit être régulée, l'Europe doit être vertueuse, mais l'Europe doit être aussi tournée vers la croissance.

Je voudrais terminer devant vous pour parler du travail. Parce que le travail est une valeur de Gauche. Nous, nous voulons que le travail soit respecté. Nous, nous voulons que les Français qui sont en âge de travailler puissent avoir un emploi. Nous, nous voulons une dignité par le travail. Nous, nous voulons que chacun, chacune, puisse vivre sa vie en pleine indépendance et en pleine autonomie, s'accomplisse par le travail.

Ne laissez pas le travail être accaparé comme valeur par la Droite alors que c'est une valeur qui devrait nous rassembler tous. Où est le respect du travail quand il y a 1 million de chômeurs supplémentaires depuis cinq ans ? Où est le respect du travail quand un quart des jeunes sont demandeurs d'emploi ? Où est le respect du travail quand les revenus du capital sont moins imposés que les revenus du travail ? Où est le respect du travail quand ceux qui ont commencé tôt leur vie professionnelle, à 18 ans, sont obligés d'attendre 62 ans pour partir à la retraite ? Où est le respect du travail quand les patrons du Cac 40 s'augmentent de 36 % et qu'on refuse aux smicards toute progression de leur pouvoir d'achat ? Où est le respect du travail quand un patron du Cac 40 gagne 240 fois plus que le Smic ? Où est le respect du travail quand l'égalité entre hommes et femmes n'est pas respectée ? Je veux que le travail soit au cœur du projet que nous présenterons devant les Français. Parce que je veux qu'il y ait plus d'emploi, plus de récompenses du mérite, de l'effort, de l'engagement de chacun. Parce que je veux que les jeunes qui ont fait le parcours d'excellence puissent avoir la reconnaissance, par leur diplôme, de leur investissement personnel.

Voilà, chers amis, le beau projet que je présente. Et je veux vous dire, vous qui vivez ici : soyez fiers ! Soyez fiers de ce que vous faites ; soyez fiers de ce que vous êtes ; soyez fiers de la vie que vous avez

réussi à mener ensemble, tous ensemble ; soyez fiers d'être Français !
Parce qu'il n'y a pas de plus beau nom pour un citoyen que d'être
français. Soyez fiers de la République ; soyez fiers de l'engagement qui
est le vôtre aujourd'hui ; soyez fiers du vote que vous allez accomplir
le 22 avril et le 6 mai ; soyez fiers de la République et de la France
réconciliée ; soyez fiers de donner à la Gauche la capacité, la force, la
responsabilité de servir la France !

Merci ! Au 6 mai ! Ensemble pour la victoire !

Interview RTL, le 29 février 2012

Jean-Michel Apathie

Vous avez annoncé lundi votre proposition de taxer à 75% les revenus supérieurs à un million d'euros par an, c'est par foyer fiscal, on imagine, pas par part ?

François Hollande

Non, là, c'est par foyer fiscal.

Jean-Michel Apathie

Par foyer fiscal. Quelle somme espérez-vous récupérer ainsi, François Hollande ?

François Hollande

Ce n'est pas une question de rendement...

Jean-Michel Apathie

Ah quand même !

François Hollande

Mais ça sera 200 à 300 millions d'euros, je vous réponds, c'est une question de moralisation. Je pense qu'il est normal que le talent, la réussite, l'engagement, la direction d'une entreprise puissent justifier des revenus élevés, et chacun ici peut l'admettre, quelle que soit sa situation. Mais avoir appris que les patrons du CAC40 aient pu s'accorder 34% d'augmentation en 2010 pour atteindre des revenus moyens de plus de deux millions d'euros dans l'année, c'est à la fois contestable sur le plan des principes, mais même de la bonne gestion d'une entreprise, et est contestable aussi sur le plan de...

Laurent Bazin

On a l'impression, pardonnez-moi, que vous le découvrez...

François Hollande

Je ne le découvre pas, mais les chiffres ont été publiés il y a peu de temps...

Laurent Bazin

Que les salaires des plus grands patrons augmentent régulièrement...

François Hollande

Plusieurs fois, j'y suis revenu tout au long de cette mandature. J'ai dénoncé le fait qu'il y ait eu des rémunérations indécentes, des stock- options distribuées sans limite, je ne parle pas des retraites chapeau dont le candidat sortant vient de faire le constat de leur ampleur, et là aussi, de leur caractère inacceptable. Donc je pense que dans une période très difficile, celle que nous traversons, des signaux

doivent être envoyés. Et chacun doit avoir conscience de la cohésion nationale et de ce qu'elle appelle...

Jean-Michel Apathie

C'est conjoncturel ou c'est durable, c'est le temps de la crise ou c'est durable ?

François Hollande

Je pense que le temps de la crise appelle des mesures qui doivent être effectivement exceptionnelles, après, nous verrons bien. De toute façon, j'ai décidé d'une réforme fiscale d'ampleur...

Jean-Michel Apathie

Dans votre esprit, ça n'est pas une mesure durable...

François Hollande

Et je la mènerai. Et cette réforme fiscale aboutira à une nouvelle organisation du prélèvement, et je vais simplement donner un chiffre que chacun peut avoir à l'esprit...

Laurent Bazin

Oui, mais attendez, en restant sur cette mesure-là, vous venez de dire : ce ne sera pas durable, c'est ça qu'on comprend...

François Hollande

Juste une seconde, non, non, il y aura une réforme fiscale qui sera engagée, mais je veux dire très clairement qu'il n'est pas acceptable que dans les très grandes entreprises, puissent être accordées de hautes rémunérations dépassant deux millions d'euros, en l'occurrence, c'est ce qui s'est fait en 2010.

Jean-Michel Apathie

Pourquoi ne pas bloquer les salaires des hauts dirigeants ?

François Hollande

Alors, il y a deux possibilités, il y a deux options. Il y a ce que d'ailleurs je propose pour le secteur public, là où l'Etat peut agir, l'écart doit aller de 1 à 20, aucune rémunération dans le secteur public pourra excéder vingt fois le niveau du plus bas salaire dans la Fonction publique, chacun peut le comprendre. Dans le secteur privé, c'est la libre...

Jean-Michel Apathie

Liberté...

François Hollande

La libre décision des actionnaires, ils peuvent rémunérer comme ils l'entendent leurs dirigeants, donc il n'y a que l'arme fiscale. Toutes les recommandations, parce qu'il y en a eu plusieurs qui ont été en fait délivrées par l'organisation patronale, par l'Etat, demandant qu'il y ait une certaine modération des hautes rémunérations, toutes ces recommandations sont restées lettres mortes, à partir de là, j'ai décidé que, il y aurait un signe fiscal très clair pour que, au-delà d'un million d'euros, s'applique un taux, comme on dit, marginal d'imposition de 75%, ce n'est pas pour aller chercher des rendements, ça, je l'ai dit à Jean-Michel APHATIE, 200 à 300 millions d'euros, c'est pour que dans l'entreprise, dans

ces firmes importantes, il puisse y avoir une prise de conscience, parce que ça fait un écart, quand je prends un million d'euros, pourquoi ai-je pris un million d'euros, parce que ça fait un écart de 1 à 100 entre le Smicard et celui qui s'accorde une rémunération au-delà d'un million d'euros. Vous vous rendez compte, 1 à 100...

Jean-Michel Apathie

Ça ne concerne pas que...

François Hollande

C'est-à-dire que, une année de dirigeants d'entreprises à ce niveau-là, ça représente 100 années de travail d'un Smicard. Je considère que cet écart est bien suffisant pour rémunérer le talent et la direction d'entreprise.

Jean-Michel Apathie

Vous parlez des chefs d'entreprises, ça ne concerne pas qu'eux dans la société, ça concerne aussi, je ne sais pas, des acteurs, des créateurs, des chanteurs, des cinéastes..

Des sportifs..Des sportifs.. Jean DUJARDIN, hop, il va être à 75% !

François Hollande

Oui, mais pour...

Jean-Michel Apathie

Il n'y a pas que les chefs d'entreprises...

François Hollande

Non, mais pour ces personnes comme vous dites, là aussi, avoir la récompense de leur talent, ce n'est pas une rémunération qui vient chaque année, il peut y avoir un jour un très grand succès...

Jean-Michel Apathie

Non, mais pour eux aussi, vous trouvez ces sommes indécentes, pour faire clair ?

François Hollande

Mais, et donc ces sommes peuvent être étalées sur plusieurs années, elles le seront, mais je pense que, effectivement, il y a un moment où chacun doit bien prendre conscience de la société dans laquelle il vit, il n'est pas détaché de la réalité de ses concitoyens. Et donc qu'il y ait... et moi, je le souhaite, que beaucoup d'innovateurs, de créateurs, de chercheurs, de ceux qui vont nous donner une vie meilleure puissent être bien rémunérés, c'est légitime, c'est logique, et c'est nécessaire. Mais que, au-delà d'un certain niveau de rémunération, il puisse y avoir un signe fiscal...

Laurent Bazin

Vous voulez que ce soit dissuasif, voilà ce qu'on comprend, c'est l'arme de dissuasion que vous utilisez...

François Hollande

Mais bien sûr, mais parce que, à un moment, chacun...

Laurent Bazin

Vous n'allez pas tirer d'une certaine manière, vous dites: la dissuasion fiscale, c'est moi...

François Hollande

Ça concerne 3.000 personnes à peu près donc qui doivent se poser cette seule question, parce qu'ils sont des dirigeants, parce qu'ils sont ce qu'on appelle les élites à un moment d'un pays, c'est très peu, 3.000 personnes..Footballeurs..

Jean-Michel Apathie

On dit plutôt 20.000, moi, j'ai vu des chiffres qui ne sont pas 3.000...

François Hollande

Non, 3.000, 3.000 à 3.500, mais se poser la seule question : est-ce que dans ce moment où je vais appeler en plus des efforts dans les entreprises, du côté des salariés, où il va y avoir peut-être même des modérations salariales qui vont être décidées, voire même des suppressions d'emplois, est-ce que c'est acceptable de se rémunérer 36% de plus dans une année, et est-ce que c'est admissible d'avoir une rémunération qui puisse aller jusqu'à deux millions, trois millions d'euros dans l'année...

Laurent Bazin

LIBERATION titre ce matin en disant : c'est la taxe Fouquet's, est- ce que vous rediriez, d'une certaine manière, comme vous l'aviez dit en 2006 : "j'aime pas les riches" ?

François Hollande

Non, moi, je vous l'ai dit... Parce que dans votre livre, il y a..

Laurent Bazin

Je pense que..Publié la semaine dernière, vous avez dit : on a besoin des riches, donc, il faut savoir, on a envie de vous dire : il faut savoir...

François Hollande

Mais bien sûr, on a besoin d'hommes et de femmes qui investissent, qui s'engagent, qui créent, qui puissent par leur innovation apporter à la société ce que, ils ont de meilleur, et ils peuvent créer du travail pour les autres, ce n'est pas cette richesse-là que je mets en cause, c'est une richesse indécente, c'est une richesse scandaleuse que je dénonce, qui ne récompense pas le talent ou le travail ou le mérite, mais simplement, la position. Alors vous dites : ça peut concerner ceux qui s'étaient trouvés dans un restaurant célèbre un jour donné, au lendemain...

Laurent Bazin

Un soir d'élection de Nicolas SARKOZY, pour parler clair...

François Hollande

Ou un soir d'élection de Nicolas SARKOZY, eh bien écoutez, oui, un certain nombre sont concernés. Mais je ne veux pas les viser, parce qu'ils étaient avec Nicolas SARKOZY, ce serait une mauvaise manœuvre, je les regarde comme des responsables qui doivent faire attention lorsqu'ils se rémunèrent eux-mêmes. Je vais juste donner un chiffre, parce que chacun doit l'avoir à l'esprit, sur les dix dernières années de gouvernement et de présidence de droite, il y a eu des avantages fiscaux qui ont concerné les revenus de plus de 500.000 euros, ça représente un treizième mois ces avantages fiscaux, ces baisses d'impôts, vous vous rendez compte, il y a eu pendant dix ans des mesures qui ont abouti à accorder un treizième mois aux plus favorisés. Donc il y a un moment, il faut mettre des correctifs, il faut mettre des limites, il faut mettre un certain nombre de plafonds.

Jean-Michel Apathie

D'un mot, vous ne redoutez pas l'évasion fiscale ?

François Hollande

Vous savez le bouclier fiscal, il avait été inventé par Nicolas SARKOZY pour éviter...

Jean-Michel Apathie

Pour faire revenir des capitaux.

François Hollande

Et faire revenir des capitaux, aucun n'est revenu.

Jean-Michel Apathie

Mais ça n'est pas ma question, vous ne redoutez pas l'évasion fiscale ?

François Hollande

Non, je pense que nous avons suffisamment de mécanismes qui permettent, à ceux qui ont ici des fortunes, de pouvoir rester. Ce que je veux, c'est qu'il y ait une stabilité de la règle fiscale.

Jean-Michel Apathie

Le pétrole continue d'augmenter, nous sommes faces à un véritable choc pétrolier. Le blocage a un sens, la proposition de blocage que vous faites quand le pétrole augmente comme ça, c'est durable, ça va continuer ?

François Hollande

Il y a une nouvelle crise pétrolière qui est en train de se produire et personne ne peut la nier, qui est due d'ailleurs à des considérations plus géopolitiques qu'économiques. C'est parce qu'il y a des tensions dans la zone du Proche et du Moyen-Orient. Face à cette crise, nous avons un système de prix des carburants qui, en définitive, apporte des recettes supplémentaires à l'Etat chaque fois que le prix du pétrole augmente. Est-ce que c'est acceptable ? Pour que les auditeurs aient bien les idées claires...

Jean-Michel Apathie

Il y a moins de consommation et les recettes sont à peu près stables.

François Hollande

Non, pour que les auditeurs aient bien les idées claires, sur...

Jean-Michel Apathie

La consommation d'essence chute !

François Hollande

Sur 100 que nous payons pour les carburants, 60 ce sont des taxes, 40 c'est le prix réel du pétrole. Parmi les 60 de taxes, il y a la TVA qui représente à peu près 20 %. La TVA elle est proportionnelle, c'est-à-dire chaque fois que le prix du carburant progresse, l'Etat touche une recette supplémentaire. Comment l'accepter? Donc j'ai fait deux propositions, d'abord je veux mettre un moment un coup d'arrêt, parce que je vois ce que supportent un certain nombre de mes concitoyens qui utilisent leur voiture parce qu'ils n'ont pas d'autre solution. On ne peut pas leur dire « prenez les transports en commun », je ne parle pas simplement de ceux qui vivent dans les départements ruraux, je parle aussi de ceux qui sont en banlieue et qui n'ont pas d'autre solution parfois que d'utiliser leur voiture. Donc à partir de là je dis « bloquons pendant 3 mois » parce que nous devons regarder le comportement des distributeurs et les marges...

Laurent Bazin

1 milliard 250 millions d'euros de déficits si j'ose dire pour les caisses de l'Etat, c'est-à-dire qui ne rentreront pas...

François Hollande

Laurent Bazin

Non, pas pour les caisses de l'Etat... Qui ne rentreront pas dans les caisses de l'Etat.

François Hollande

Je pense que ça sera pour essentiellement le distributeur que le blocage aura comme incidence de le limiter dans sa marge. Donc il y aura là un blocage pendant 3 mois pour voir clair. Ensuite, je réintroduirai ce qu'on appelle « la TIPP flottante », chaque fois que le prix des carburants augmente et que la TVA s'applique je restituerai aux consommateurs la recette fiscale que l'Etat n'aurait pas dû toucher par la hausse du prix du carburant...

Laurent Bazin

Bien. Ces recettes fiscales, on peut les calculer, si on baisse de 10 centimes du litre pour que ce soit significatif, si on baisse de 10 centimes du litre le prix de l'essence, ça coûtera 4 à 5 milliards par an de recettes fiscales perdues...

François Hollande

Je vais me faire mieux comprendre. Je restitue tout ce que l'Etat n'aurait pas dû récupérer de la hausse des carburants par l'application de la TVA.

Laurent Bazin

Et si les Français consomment moins d'essence pour le coup, parce qu'ils sont à l'économie les Français, vous le savez !

François Hollande

A ce moment-là, si les Français consomment moins d'essence, ça fera une moindre recette pour l'Etat, j'en conviens. Mais pour l'instant les Français, ils sont obligés de prendre leur véhicule, c'est quand même une curieuse conception que de dire « mais vous savez, comme on ne pourra rien gagner parce que les Français vont se restreindre, ne vont même plus prendre leur voiture, je ne leur restitue pas ce que j'ai obtenu comme recette supplémentaire alors que la TVA justement va augmenter au mois d'octobre ». Donc là j'annonce aussi que si je suis élu président de la République, il n'y aura pas l'augmentation de la TVA à 21,2 comme il est prévu.

Jean-Michel Apathie

Ce choc pétrolier, dont vous convenez **François Hollande**, fait peser un doute sur les prévisions de croissance, sur la possibilité de croissance. Si la croissance que tout le monde attend, le gouvernement, vous dans le chiffrage de votre programme, ne se vérifie pas, est-ce que la poursuite de la baisse des déficits demeurera une priorité de votre action gouvernementale si vous êtes élu, ou bien elle passera au second plan ?

François Hollande

Oui, elle restera une priorité mais elle sera plus difficile..

Jean-Michel Apathie

Elle restera une priorité ?

François Hollande

Nous en sommes dans l'obligation...

Jean-Michel Apathie

L'équilibre 2017 ce sera toujours votre objectif, même si la croissance n'est pas au rendez-vous ?

François Hollande

Non, c'est pourquoi j'ai fait une proposition, pourquoi j'ai dit... puisque nous avons 5 ans, que nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait une croissance faible en Europe et en France ; et que nous devons ajouter au traité européen –et il sera renégocié dans cet esprit – nous devons faire en sorte qu'il y ait une dimension de croissance et de soutien à l'emploi et à l'activité parce que vous avez raison. Quels que soient nos efforts de réduction des dépenses, d'augmentation des recettes pour maîtriser notre dette, si nous n'avons pas de croissance, pas simplement dans l'année 2012, dans l'année 2012 les jeux sont faits, la croissance sera sans doute proche de zéro, je n'en suis pas responsable...

Jean-Michel Apathie

2013, vous l'espérez à 1,7 !

François Hollande

2013, nous pouvons espérer une reprise, à condition qu'il y ait au niveau de l'Europe – parce que ça doit se faire dans ce cadre-là – un soutien de l'activité. Et c'est pourquoi je me battrais parce que s'il n'y a pas ce surcroît d'activité venant de l'Europe, alors nous aurons un creusement de nos déficits, les recettes rentreront moins et les dépenses – notamment sociales – seront amenées à progresser. Donc c'est pour ça que je...

Jean-Michel Apathie

Mais malgré tout, vous l'avez dit...

François Hollande

Fais aussi des propositions de croissance pour réduire le déficit.

Jean-Michel Apathie

La croissance c'est un souhait, vous en parlerez avec vos partenaires européens si vous êtes élu, mais si elle ne se vérifie pas, la poursuite de la baisse des déficits demeurera prioritaire pour vous ?

François Hollande

Oui, mais ce n'est pas qu'un souhait la croissance, c'est un acte, c'est une volonté. Si je crée cette banque publique d'investissement, si je veux permettre que les PME soient davantage soutenues par les banques, si je fais en sorte que l'innovation soit encouragée, si j'améliore la qualification et la formation de nos salariés – et notamment de ces jeunes qui doivent se destiner aux métiers industriels – c'est bien pour que nous redressions la croissance. Mais nous ne pourrons le faire que s'il y a aussi à l'échelle de l'Europe un acte de volonté. Et c'est quand même terrible...

Jean-Michel Apathie

Mais le...

François Hollande

C'est même désolant que le candidat sortant ait baissé les bras par rapport à cette obligation. Vous avez vu la situation de la Grèce, avec des plans d'austérité qui se sont succédés et des taux de croissance qui sont négatifs, et donc l'impossibilité de redresser les finances publiques...

Jean-Michel Apathie

Mais le choc pétrolier est une nouvelle menace...

François Hollande

Non mais attendez, prenez le choc pétrolier...

Jean-Michel Apathie

Laurent BAZIN.

François Hollande

Je pense que nous sommes devant cette situation conjoncturelle. Enfin un choc pétrolier...

Jean-Michel Apathie

Conjoncturelle et peut-être durable !

François Hollande

Un choc pétrolier, pour des raisons géopolitiques, peut ne pas durer...

Laurent Bazin

Mais vous...

François Hollande

Et je ne peux pas inscrire mon action simplement dans la perspective d'une croissance nulle, voire même d'une récession.

Laurent Bazin

Vous dites vous, **François Hollande** : « avec moi président, il n'y aura jamais l'essence à 2 € » ?

François Hollande

Laurent Bazin

Mais je n'ai jamais dit ça, vous m'avez entendu dire ça ? Non, je vous pose la question.

François Hollande

Donc je dis simplement « je n'accepterai pas comme président de la République que l'Etat puisse gagner quelque recette que ce soit sur la hausse du prix des carburants.

Laurent Bazin

On dit que la France a les plus grosses réserves de gaz de schiste d'Europe avec la Pologne. On va vers l'âge d'or du gaz, c'est ce que dit l'Agence internationale de l'énergie. Est-ce que vous priverez la France de cette ressource de gaz, de gaz de schiste dont on parle beaucoup, ou est-ce que vous autoriserez son exploitation demain ?

François Hollande

Laurent Bazin

Vous savez qu'il y a eu... Quand je dis demain, je pense évidemment 6 mai si vous êtes élu.

François Hollande

Plusieurs autorisations qui avaient... oui j'ai bien compris l'hypothèse selon laquelle..

Laurent Bazin

Oui, j'imagine.

François Hollande

Je vous en remercie. Vous savez qu'il y a eu plusieurs autorisations d'exploration qui avaient été données, elles sont été...

Jean-Michel Apathie

Annulées.

François Hollande

Annulées par l'actuel gouvernement et l'actuel président de la République.

Laurent Bazin

Vous serez dans la continuité ?

François Hollande

Parce qu'il y avait des doutes sur les conditions de cette exploitation. Donc pour ce qui me concerne, je ferai en sorte que nous ne rentrions pas dans cette logique d'aller chercher des ressources qui altèreraient les conditions de notre environnement. S'il était démontré...

S'il était démontré... il ne faut jamais rien...

Laurent Bazin

Nombreuses et qu'elles permettraient pour le coup de baisser le prix du carburant ?

François Hollande

Ecarter. S'il était démontré par des recherches qu'il puisse y avoir des exploitations sans conséquences sur l'environnement, je...

Jean-Michel Apathie

TOTAL dit que c'est possible !

François Hollande

Si c'était démontré, bien sûr, j'ai le sens des responsabilités. Mais ça devra être démontré, parce qu'il ne peut pas être question de mettre en cause la sécurité de nos concitoyens ou la qualité de l'eau qu'il consomme.

Jean-Michel Apathie

Mais votre opinion aujourd'hui, c'est qu'on ne peut pas exploiter le gaz de schiste...

François Hollande

Pour l'instant... mais j'entends ce qui est dit puisque les Etats-Unis ont des ressources de gaz de schiste et ont tiré de nombreuses..

Laurent Bazin

Même si elles sont formidablement..Le prix du gaz baisse aux Etats-Unis. Recettes de ce côté-là.

Jean-Michel Apathie

Vous parliez de l'Europe, le Parti socialiste, vous-même **François Hollande**, êtes très critiqués parce que..

François Hollande

...Mon Dieu...

Jean-Michel Apathie

Je vais vous dire, parce que...

François Hollande

Pardon.

Jean-Michel Apathie

Le mécanisme européen de stabilité que le Parlement a définitivement adopté hier l'a été avec une abstention du Parti socialiste. Alors on se dit : sur des sujets aussi importants que la stabilisation de la zone euro, on peut être pour les mécanismes, on peut être contre les mécanismes mais être... s'abstenir, c'est quand même une position...

François Hollande

Eh bien ! On va essayer de la défendre. J'ai bien entendu un candidat que vous avez reçu lundi mettre ici en cause la position du Parti socialiste. Je suis pour qu'il y ait un Fonds qui soit doté encore plus que ce qui est prévu, parce que nous avons besoin d'une solidarité européenne face à la spéculation. Ce Fonds va être mis en place, il est insuffisant mais c'est un premier pas. J'aurai donc voté bien sûr la création de ce Fonds si dans le traité tel qu'il nous a été soumis, il n'y avait pas eu un lien avec le futur traité que je conteste pour les raisons que j'ai indiquées, puisqu'il...

Jean-Michel Apathie

Manque la part croissance, on a compris.

François Hollande

Prend la partie des disciplines, que nous devons respecter, mais il n'y a pas de dimension de croissance. Donc je ne vais pas voter un traité qui m'engage à voter un autre traité que je n'accepte pas.

Jean-Michel Apathie

Et donc vous vous abstenez ?

François Hollande

INTERVENANT

Donc... Jean-Luc MELENCHON..

François Hollande

Mais non, j'ai le sens des responsabilités, je veux que le Fonds se mette en place, je le laisse passer parce que je rappelle que nous sommes majoritaires au Sénat, donc je laisse passer la création de ce Fonds, mais je reviendrai sur le traité pour y ajouter une dimension de croissance.

Laurent Bazin

Vous entendez la critique et elle vous est adressée presque à titre personnel : monsieur ni oui ni non.

François Hollande

Ecoutez, quand il y a une position qui doit dire « oui » à un Fonds et « non » à un traité, comme je ne veux pas empêcher..

Laurent Bazin

Donc c'est ni oui ni non dans ce cas-là !

François Hollande

Empêcher la création du fonds, je m'abstiens et en même temps je ne me lie pas les mains par un traité que je n'ai pas négocié et que je considère comme insuffisant.

Jean-Michel Apathie

Ça va au-delà vous savez, c'est votre personnalité, votre caractère...

François Hollande

Mais ce n'est pas ma personnalité, si c'est une position...

Jean-Michel Apathie

Qui sont interrogés...

François Hollande

Mais j'essaie d'être...

Jean-Michel Apathie

Il hésite beaucoup et il ne décide pas facilement.

François Hollande

Il ne s'agit pas d'hésiter, il s'agit d'être clair...

Jean-Michel Apathie

Non mais en général, en général, vous hésitez beaucoup ?

François Hollande

Jamais.

Jean-Michel Apathie

D'accord. Vous êtes capable de décider ?

François Hollande

Je fais en sorte d'avoir pris toutes les concertations et les avis nécessaires.

Jean-Michel Apathie

Papier dans LIBERATION hier, vous auriez rappelé à l'ordre vos copains qui se partagent déjà les postes gouvernementaux, c'est vrai, vous les avez rappelés à l'ordre ?

François Hollande

Je leur dis à chaque fois, quels que soient les sondages, que nous devons d'abord nous préoccuper de l'élection, que nous sommes – et je le suis encore davantage – comptables devant les Français. Nous n'avons rien gagné, vous n'avez rien conquis, et donc moi je ne me place pas comme un prochain président de la République, même si je réfléchis à ce qui m'attend. Et je demande à tous mes amis de ne pas se projeter comme membre..

Laurent Bazin

Du gouvernement...

A la présidence de l'Assemblée, ça la fiche mal !

Jack LANG et Ségolène ROYAL..

François Hollande

Je leur dis « pour l'instant... je ne dis rien sur ce point, je ne dis pas que ça la fiche bien ou ça la fiche mal, je leur dis « faites en sorte de créer les conditions de changer la vie quotidien de nos concitoyens avant la vôtre ».

Jean-Michel Apathie

François BAYROU disait dimanche : **François Hollande**, il se promène partout avec un air satisfait, il a déjà gagné.

François Hollande

Je ne sais pas, vous trouvez que j'ai cette impression...

Jean-Michel Apathie

Je ne sais pas...

François Hollande

Devant vous ?

Jean-Michel Apathie

C'est une impression fausse ?

François Hollande

Oui parce que comme je le dis, moi je suis conscient des temps, des rythmes, il nous reste moins de 2 mois avant le 1er tour, c'est long, il peut se passer encore beaucoup de choses.

Alors vous voyez, vous voulez m'inquiéter...

Laurent Bazin

Sentez le souffle de Nicolas SARKOZY sur votre épaule ? Je vous pose la question là encore.

François Hollande

Je ne sens aucun souffle, je regarde, je me retourne pour savoir si vous auriez gardé quelqu'un derrière moi. Ecoutez franchement, vous pensez que j'imagine que l'élection présidentielle va se jouer 55 contre 45 ? La dernière élection présidentielle qui se soit faite...

Laurent Bazin

Ça se jouera à combien d'après vous ?

François Hollande

Avec un tel écart... je ne veux pas faire de pronostic, c'est de GAULLE contre MITTERRAND en 1965, donc vous voyez, j'ai le sens du respect de l'histoire.

Jean-Michel Apathie

Donc vous prévoyez un scrutin serré ?

François Hollande

Mais ça sera forcément bien sûr serré. Mais je souhaite que la majorité soit la plus large possible, je ne veux repousser aucun suffrage. Mais rien n'est fait, rien n'est acquis. Ce qui m'intéresse aujourd'hui, c'est de convaincre les Français.

Jean-Michel Apathie

Un mot pour terminer, Arnaud MONTEBOURG et sa compagne Audrey PULVAR auraient été agressés cette nuit par – disent-ils – des gens qui avaient des propos de sympathie pour le Front National, vous avez eu l'occasion d'en parler avec Arnaud MONTEBOURG ?

LAURENT BAZIN François Hollande

Les sondages disent que ça se resserrent, est-ce que vous..

François Hollande

Non, je viens d'apprendre la nouvelle et j'ai toute solidarité à l'égard d'Arnaud MONTEBOURG et d'Audrey PULVAR. C'est inadmissible d'attaquer une personne pour ses idées, et en plus de le faire lâchement comme ça a été le cas avec des cris, avec des insultes, avec des jets de verres, et en plus avec des propos qui étaient limite antisémites ou racistes.

Jean-Michel Apathie

Voilà. Nous nous retrouvons avec **François Hollande** après le journal et **Yves Calvi** pour l'interroger sur d'autres sujets : immigration et éducation notamment.

Jean-Michel Apathie

Nous sommes donc présents autour de ces micros pour la deuxième partie de l'interview avec vous, **François Hollande**. Nous allons parler d'éducation notamment après les propositions de Nicolas SARKOZY hier. Juste une précision parce qu'on essaye d'être clair et puis je ne sais pas si vous avez été bien compris sur le caractère exceptionnel ou non de la taxe à 75 % sur les hauts revenus que vous proposez, **François Hollande**.

François Hollande

Elle est exceptionnelle parce que ces revenus sont exceptionnels. Elle est exceptionnelle parce que le moment est exceptionnel. Mais elle sera durable parce que je veux qu'il y ait un signe qui soit envoyé très clairement aux assemblées générales d'actionnaires et aux dirigeants d'entreprises qu'ils ne peuvent pas se rémunérer à des niveaux aussi exceptionnels. Ai-je été suffisamment clair ?

Jean-Michel Apathie

Le mot, le qualificatif « durable » doit effectivement éclaircir votre propos. **Yves Calvi** sur l'éducation.

Yves Calvi

Alors continuons à clarifier cette campagne. Nicolas SARKOZY veut moins de profs mieux payés. Vous, **François Hollande**, est-ce que c'est plus de profs payés pareils ?

François Hollande

Plus de personnels dans l'école, oui. Des professeurs mais aussi des assistantes sociales, des infirmières, des surveillants, des personnes aussi qui seront présentes pour éviter un certain nombre de violences qui existent dans un certain nombre d'établissements. Est-ce qu'il y aura une revalorisation comme il est dit ? C'est votre question. Ecoutez, nous aurons une négociation avec les personnels mais je dois dire la vérité. Nous avons là des contraintes financières qui pèsent sur nous donc je veux qu'il y ait plus de personnes dans les établissements, plus d'encadrement, plus de lutte

contre l'échec scolaire. Je ne peux pas me permettre d'annoncer des hausses de rémunérations. Et quand j'entends les propositions du candidat sortant, où il avait promis des revalorisations qui ne sont jamais venues, et lorsqu'il annonce que les professeurs vont être payés davantage – 25 % de plus – en travaillant d'ailleurs 50 % de plus ce qui fait quand même un élément d'équivalence un peu déséquilibré, je me dis que là ce n'est ni raisonnable sur le plan de l'acte d'enseigner ni acceptable par les professeurs concernés, d'ailleurs ni financièrement supportable.

Yves Calvi

Mais dans l'absolu, à l'éducation nationale, les profs sur la base du volontariat peuvent-ils travailler plus pour gagner plus ? C'est l'idée.

François Hollande

Mais aujourd'hui il y a des profs qui sont en heures supplémentaires – je dis bien en heures supplémentaires. C'est-à-dire que non seulement ils travaillent plus mais ils sont payés plus que des heures normales, au tarif des heures normales. Et là ce que leur propose Nicolas SARKOZY, c'est si j'ai bien compris pour les professeurs du secondaire, c'est de passer de 18 heures dans la classe ou dans l'établissement à 26 heures pour être payés 25 % de plus. Près de 50 % de présence supplémentaire payée 25 %. Vous en connaissez beaucoup qui vont accepter ce marché de dupes ? Et par ailleurs, c'est oublier ce qu'est le travail de l'enseignant qui n'est pas simplement que d'être devant la classe, qui est aussi de préparer ses cours, de voir les élèves, d'assurer un certain nombre de travaux pédagogiques, de corriger les copies. C'est ne rien comprendre au métier d'enseignant, donc je crois qu'il y a là comme une incohérence et d'ailleurs c'est le mot qui peut résumer non seulement le quinquennat de Nicolas SARKOZY mais surtout sa politique éducative. Parce qu'en plus j'ai entendu un reniement – un de plus – où il dit sans le dire (il fait parler son entourage) qu'il y aurait la fin du un sur deux pour le primaire. C'est donc qu'il y a eu des suppressions de postes et de classes, hélas !, qui ont été particulièrement mal ressenties pas par les enseignants mais par les parents d'élèves. Vous savez, partout où je vais, aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain, on me parle de quoi : des classes qui ferment, des RASED – vous savez, tous ces soutiens pour les élèves en difficulté qui sont rayés de la carte – et donc il y a ce besoin indispensable. Et c'est pourquoi, je reviens à mes propositions, moi je veux mettre le paquet sur la maternelle et le primaire, c'est-à-dire dès les premières années de la vie scolaire. C'est pourquoi la plupart des moyens que je créerai supplémentaires seront affectés pour les premiers temps de la vie scolaire.

Yves Calvi

Une question précise : si vous êtes élu, **François Hollande**, reviendrez-vous sur la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme des élèves ?

François Hollande

Vous savez, ça fait partie de ce que Nicolas SARKOZY et la majorité sortante annoncent régulièrement. Il y a très peu de cas qui sont concernés.

Jean-Michel Apathie

C'est expérimenté dans quelques départements.

François Hollande

Je suis moi-même président de conseil général...

Jean-Michel Apathie

Mais est-ce que c'est un bon mécanisme ?

François Hollande

Non, ce n'est pas un bon mécanisme. Ce qu'il convient de faire quand il y a un élève qui est déscolarisé, c'est d'intervenir auprès des parents. Oui.

Jean-Michel Apathie

Yves Calvi

Donc vous supprimerez le mécanisme ? Vous supprimez ?

François Hollande

Ce mécanisme n'a aucun effet donc il sera supprimé parce que je préfère en mettre un autre qui serait le suivant. Qui serait de dire : voilà, il y a un contrat qui est passé avec la famille, votre enfant est déscolarisé, votre enfant ne vient plus dans l'établissement là où il est obligé normalement d'aller jusqu'à 16 ans et donc nous allons passer un contrat avec vous, contrat avec l'élève aussi, et de faire en sorte qu'il puisse être accompagné. C'est un vrai sujet la déscolarisation qui touche de nombreux élèves, beaucoup plus qu'on ne le dit, et moi je ne l'accepterai pas. Je ferai en sorte que chaque élève qui soit en situation d'être absent à l'école puisse être retrouvé, raccompagné et ramené vers l'établissement, et faire en sorte que les parents soient responsabilisés. Il y a même des dispositifs très expérimentaux que je soutiens, notamment en Seine-Saint-Denis, qui font que les élèves qui sont exclus pour faits de violence puissent être récupérés non pas laissés dans leur famille : récupérés dans des lieux qui leur permettent de se reprendre et de...

Yves Calvi

Mais avec un moyen de pression ? Avec une contrainte quelle qu'elle soit ?

François Hollande

Yves Calvi

Oui avec une contrainte. Il y a forcément une contrainte. De quel type ?

François Hollande

Là par exemple, pour les élèves exclus, l'obligation de suivre un accompagnement scolaire particulier.

Jean-Michel Apathie

Vous avez évoqué lundi soir sur TF1, puis on n'en a pas reparlé donc on va essayer d'être précis maintenant avec vous, **François Hollande...**

François Hollande

Allons-y.

Jean-Michel Apathie

Une cotisation pour financer la dépendance sur le cinquième risque. Alors où vous prenez cette cotisation, quelle est son assiette ? quel taux ? Est-ce que vous pouvez être précis là-dessus ?

François Hollande

Nous sommes devant une situation que beaucoup de nos auditeurs connaissent, c'est-à-dire de personnes en grand vieillissement et qui perdent progressivement leur autonomie. Soit nous faisons en sorte de les garder au domicile le plus longtemps possible – c'est mon engagement, ce qui suppose d'accompagner là encore et de mettre des personnels qualifiés auprès de ces personnes.

Jean-Michel Apathie

Soit dans des structures médicales et tout ça coûte très cher.

François Hollande

Soit dans des structures médico-sociales et donc en l'occurrence dans des établissements pour personnes dépendantes.

Jean-Michel Apathie

Donc comment on la finance ? Par la solidarité, donc avec une cotisation.

François Hollande

Là encore, il y a deux mécanismes possibles. Aujourd'hui il y a un reste à charge pour les familles qui aboutit souvent à vendre le patrimoine. Donc premier mécanisme : c'est l'assurance ; deuxième mécanisme : c'est la solidarité. S'il y a la solidarité, j'ouvrirai donc une concertation pour savoir sur quelle modalité nous allons intervenir. Il y en a plusieurs possibles. Soit c'est une toute petite partie de CSG, soit c'est une cotisation sociale spécifique, soit c'est un impôt sur les successions mais je ne veux pas ici faire de débat...

Jean-Michel Apathie

Vous n'avez pas de décision, vous n'avez pas de choix fait.

François Hollande

Ce que je dis, mon choix fondamental c'est que ce soit par une contribution sur tous les Français que nous ferons en sorte de régler la question de la dépendance. Parce que je ne veux pas qu'un certain nombre de nos concitoyens soient dans l'impossibilité de pouvoir terminer leur vie sans avoir les conditions de dignité indispensables.

Jean-Michel Apathie

Donc une cotisation dont l'assiette est à définir. Quelle est la somme nécessaire selon vous ?

François Hollande

Alors là encore, vous savez il y a une part qui aujourd'hui est prise en charge par les départements, une autre par la sécurité sociale parce qu'il y a hélas beaucoup de personnes qui sont dans cette situation de dépendance qui sont à l'hôpital et qui ne devraient pas y être.

Jean-Michel Apathie

Quelle est la somme nécessaire pour cette cotisation d'après vous ?

François Hollande

Dans un premier temps, c'est trois à quatre milliards qu'il faudrait trouver, donc ce n'est pas des sommes considérables. Sans doute qu'à mesure que la population va vieillir, nous aurons une montée en charge. Mais moi je ne serai pas le président qui annoncera une réforme de la dépendance au début de son mandat et qui ne l'aura pas accomplie à la fin.

Jean-Michel Apathie

Vous la ferez rapidement ? la première année de votre mandat éventuellement ?

François Hollande

Je pense qu'il faut faire vite parce qu'aujourd'hui les départements ne peuvent plus assumer la charge et beaucoup de familles sont dans une situation d'extrême précarité à cause de la présence d'une vieille mère, d'un vieux père qui est dans une situation extrêmement difficile. C'est une charge qui pèse bien sûr sur la personne considérée mais aussi sur sa famille.

Yves Calvi

Sans jouer sur les mots, il y aura donc un nouvel impôt sur la dépendance.

François Hollande

Mais dès lors qu'on parle de cinquième risque, ça veut dire quoi un cinquième risque ? C'est un risque de sécurité sociale.

Yves Calvi

C'est un risque supplémentaire.

François Hollande

Ça veut dire une couverture d'un risque supplémentaire par la solidarité nationale. Ma proposition, c'est la solidarité nationale. Cette cotisation sera très faible, qu'elle porte sur tous les revenus ou qu'elle porte sur une partie du patrimoine : elle sera très faible.

Yves Calvi

Parlons immigration. L'un des critères objectifs que vous avez défini pour les régularisations est la réalité d'une famille en France. Tout clandestin célibataire a-t-il donc vocation à être expulsé ?

François Hollande

Clandestin célibataire qui depuis des années et des années en fait travaille et qui s'est intégré à la vie de notre pays a vocation à être régularisé à cette condition-là : intégration démontrée et travail...

Jean-Michel Apathie

Combien d'années ?

François Hollande

Plusieurs années. En l'occurrence, nous avons quelques cas, mais vous voyez, il y a trois critères : la situation de famille, le travail en France et d'avoir la preuve d'une bonne intégration.

Yves Calvi

Mais c'est important la question de Jean-Michel. «Plusieurs années » ça veut dire quoi ? C'est trois, deux, cinq ?

Jean-Michel Apathie

Dix ?

François Hollande

Ça veut dire au moins trois ans de travail effectif.

Jean-Michel Apathie

Vous ferez vous aussi des reconduites à la frontière comme l'actuel gouvernement ?

François Hollande

Mais bien sûr ! Quand on parle de régularisation, on évoque 30 000 aujourd'hui.

Jean-Michel Apathie

Oui, reconduites à la frontière.

François Hollande

Non, 30 000 régularisations chaque année.

Jean-Michel Apathie

Oui, reconduites aussi.

François Hollande

Et il y a 30 000 reconduites à la frontière. Donc nous avons nécessairement des régularisations à faire sur la base de critères. Ce sera donc transparent, clair et ce critère ou ces critères seront appliqués

partout sur le territoire et bien sûr, les personnes qui ne rentrent pas dans ce cadre-là ont vocation à être reconduites à la frontière.

Jean-Michel Apathie

Finalement, ça ne change pas grand-chose.

François Hollande

Non, mais...

Jean-Michel Apathie

On parle d'immigration sur un mode très conflictuel, ça ne change pas grand-chose.

François Hollande

C'est pour ça que je ne pense pas que sur ce sujet-là il y ait matière à polémique, parce que j'entends le candidat sortant parler de régularisation massive, jamais je n'ai prononcé ces mots. Donc, je préfère qu'il n'y revienne pas. Et deuxièmement, moi, ce que je veux ce sont des critères simples, reconnus, et qui soient transparents et bien sûr appliqués de la même manière sur le territoire.

Jean-Michel Apathie

Ce que vous dites est important. Vous dites, « dans cette élection présidentielle, pas de polémique à propos de l'immigration », ça veut dire que depuis dix ans...

François Hollande

...non, je parle...

Jean-Michel Apathie

...Nicolas SARKOZY a fait rentrer finalement dans les mœurs...

François Hollande

...non, sur les critères de régularisation, je suis toujours...

Jean-Michel Apathie

...tout un pan de la politique de l'immigration.

François Hollande

Non, sur les critères de régulation, j'ai toujours été sur ces positions. En revanche, sur l'immigration légale, il y a eu des volte-face de la part de Nicolas SARKOZY. Rappelez-vous, il a fait campagne en 2007 sur l'immigration choisie, c'est-à-dire sur l'immigration économique, en disant il y a une bonne immigration, c'est l'immigration économique. Et aujourd'hui, il considère qu'il faut réduire considérablement l'immigration économique. Qu'est-ce que je dis là-dessus ? Et là, nous avons une différence. Je dis, sur l'immigration économique il y aura un débat au Parlement pour savoir exactement dans quel secteur il y a des besoins, et si il n'y a pas de besoin, il n'y aura pas de l'immigration économique dans ces secteurs-là. Et deuxièmement, j'ai dit que sur les étudiants étrangers, il y avait eu une circulaire, celle du ministre de l'Intérieur...

Jean-Michel Apathie

...Claude GUEANT, oui.

François Hollande

...qui était contraire aux intérêts des universités françaises, nous privant d'un grand nombre de talents. Elle sera donc rapportée.

Yves Calvi

Après la régularisation, il y a ce qu'on pourrait appeler la coexistence, l'intégration, et finalement le vivre ensemble. Autre critère objectif que vous mettez en avant pour régulariser les sans-papiers, vous expliquer que l'immigré en situation irrégulière doit faire la démonstration d'une intégration sur le territoire. Comment le fait-il concrètement ? Il répond à un questionnaire sur l'histoire de France, il fait une dictée, il chante La Marseillaise ?

François Hollande

Ecoutez, vous savez qu'il y a une enquête chaque fois qu'il y a un dépôt de demande de naturalisation, d'accès à la nationalité. Donc, cette enquête se fait. La personne est reçue, l'entretien a lieu, et constat est fait si après enquête sociale il est parfaitement intégré à notre société. Là aussi, essayons d'avoir des critères simples et sans qu'il y ait de...Ce qui est inadmissible aujourd'hui, c'est l'arbitraire, c'est que certains se font naturaliser...vous avez vu ces sportifs qui se font naturaliser dans des délais extrêmement courts. On ne regarde pas si ils parlent français, on regarde s'ils savent bien jouer au ballon, pour rester sur les métaphores que nous faisons au début de cette émission.

Yves Calvi

Les critères objectifs de **François Hollande** pour bien vivre en France, c'est quoi ?

François Hollande

Ca veut dire avoir une bonne connaissance de la langue française, c'est bien le moins, et avoir la connaissance de nos institutions, c'est nécessaire puisque être Français ça va avoir des conséquences, être citoyen et donc voter aux élections nationales. Et à partir de là, ça fait partie donc de la connaissance que chacun doit avoir de ces institutions.

Jean-Michel Apathie

Reviendrez-vous, **François Hollande**, sur la loi qui interdit le port du voile intégral ?

François Hollande

Non, je ne reviendrai pas là-dessus.

Jean-Michel Apathie

Vous avez voté contre !

François Hollande

J'ai pensé que ce n'était pas forcément la bonne réponse. Vous savez, il y a très peu de cas qui là aussi permettent l'application de la loi, mais, moi, je ne veux pas ouvrir des débats parce que je pense que

nous avons mieux à faire. Je suis contre le voile intégral, contre tout ce qui peut être une blessure pour les femmes, donc je considère que de ce point de vue il n'y a pas à y revenir.

Jean-Michel Apathie

On n'a pas bien compris, **François Hollande**, votre position sur l'euthanasie.

François Hollande

Oui, mais posez-moi la question !

Jean-Michel Apathie

Une loi Leonetti règlemente aujourd'hui la fin de vie. Vous dites dans votre programme, que chaque personne qui souffre et qui arrive au terme de sa vie, il faut lui donner...qu'elle puisse demander dans des conditions précises et strictes, dites—vous dans votre programme, à bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité. Est-ce que ça change quelque chose par rapport à la situation actuelle et quoi ?

François Hollande

Là encore, ce sont des situations que beaucoup de nos auditeurs à un moment ont pu connaître, c'est-à-dire la fin de vie d'une personne chère. Il n'y a pas suffisamment de soins palliatifs. Ca, c'était la loi Leonetti. Les bons principes, les soins palliatifs, ça veut dire quoi ? Ca veut dire, finalement, l'accompagnement sans souffrir de la fin de vie. Je souhaite donc qu'il y ait davantage de services de soins palliatifs, de lits de soins palliatifs.

Jean-Michel Apathie

C'est clair.

François Hollande

Oui, c'est vrai ! Et de faire en sorte que nous puissions aussi au domicile, toujours très important le domicile, le lieu où nous avons nos habitudes, où nous avons nos références, où nous avons notre famille au plus près. Et puis, il y a des cas, quelques cas – on en cite 7 000 à 8 000 – de personnes qui sont en très grande souffrance, qui n'arrivent pas à pouvoir apaiser cette douleur, et qui font la demande. On ne peut pas laisser chacun décider. Donc, il faut qu'il y ait bien sûr une intervention de la personne concernée, directe, et puis de sa famille, et de quatre médecins. Et ensuite, la décision qui peut être prise. Je préfère régler avec ces précautions-là ces situations plutôt que de laisser...

Jean-Michel Apathie

...la situation d'aujourd'hui ne vous paraît pas satisfaisante ?

François Hollande

Non, parce qu'il y a, effectivement, une situation qui n'est pas clarifiée et qui fait que nous avons un certain nombre de faits divers, vous les connaissez, qui créent, je crains, des polémiques là encore inutiles. J'essaie toujours d'être dans une recherche de conciliation, d'apaisement, et de solutions qui puissent donner à chacun des garanties.

Yves Calvi

Je repars un peu en arrière, **François Hollande**. En dépit de l'obstination de mes camarades et de la moitié des journalistes qui vous interrogent, je n'ai toujours pas compris où vous réduisez les dépenses et où vous allez faire des économies dans cette période de grave crise que nous traversons, de crise de nos dettes publiques. Les Français voudraient le savoir.

François Hollande

Yves Calvi

Mais, ils ont même le droit de le connaître. Juste un exemple de réduction des dépenses. Où ?

François Hollande

Je vais donner d'abord des chiffres. Si je suis élu président de la République, il y aura une stabilité des effectifs de la fonction publique. Je

Yves Calvi

réduit.

Oui, pour l'instant c'est de la maîtrise, vous n'avez toujours rien supprimé donc cette règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, dont d'ailleurs le candidat sortant vient de faire, si je puis dire justice pour l'enseignement primaire. Et je ferai en sorte donc qu'il y ait une stabilité des effectifs de la fonction publique. Là où nous avons à créer des postes (l'Education, la justice, la police, la gendarmerie) ça sera compensé par des non remplacements ailleurs. Deuxième chiffre que je veux donner : la progression des dépenses publiques sera limitée à 1 % - 1 % ! Alors, il faudra qu'il y ait des dépenses qui augmentent et d'autres qui diminuent.

François Hollande

Si, dans une certaine mesure, j'ai fait en sorte que ça progresse moins que ça n'a été le cas ces dix ou quinze dernières années. Ensuite, dans quels domaines ? Nous avons notamment dans le domaine de la Sécurité Sociale, sur les médicaments, un certain nombre de dépenses à réduire, je dis bien à réduire, parce qu'il y a des médicaments qui ont des tarifs qui sont anormalement élevés et qui sont trop consommés. Sur les dépenses de l'Etat, sur les dépenses de l'Etat, il y a sur des subventions, des aides économiques, des, à mon sens, gâchis inutiles. Tout sera transféré, je dis bien tout sera transféré sur ces aides économiques, ces subventions d'intervention vers les régions parce qu'elles sont en capacité d'être beaucoup plus efficaces.

Yves Calvi

Vous allez rendre coup pour coup dans cette campagne ? Vous êtes attaqué tous les jours par Nicolas SARKOZY, on se dit que le peuple de gauche a peut-être envie de voir son candidat rendre un peu plus violemment les coups et les attaques.

François Hollande

Oui, mais moi je ne suis pas dans la violence. Je suis dans la conviction. Je ne veux pas faire mal à mon concurrent. Je pense que ce sont les Français qui vont lui faire la sanction qu'il mérite.

Yves Calvi

Vous vous trouvez assez pugnace ?

François Hollande

Mais, je ne cherche pas à être dans une bataille de cour d'école. J'ai suffisamment de conscience de ce qu'est l'enjeu de l'élection présidentielle. Maintenant, si on vient me chercher, on me trouve. Et ce que je n'ai pas accepté, puisque je suis à votre micro, c'est que le candidat sortant, président encore en exercice, puisse pour m'attaquer s'en prendre à ma compagne, Valérie TRIERWEILER. J'ai trouvé que c'était inélégant, ai-je dit, discourtois sûrement, mais c'était surtout ne pas comprendre ce qu'est une élection présidentielle et ce qu'elle exige de hauteur de vue. On peut m'attaquer autant qu'il le voudra, il peut dire tout, j'y répondrai parce que c'est la règle de la vie politique, mais après il y a la règle, j'allais dire de la vie civile, la règle de l'élégance, y compris républicaine, et comme il y manque, moi, je ne ferai rien qui puisse me mettre à son niveau qui est vraiment à un niveau que je ne souhaite pas atteindre, car il est trop bas.

Mes chers amis, merci d'abord pour votre engagement, merci pour votre enthousiasme, merci pour votre envie que vous donnez à d'autres ! Merci pour votre espérance qui doit être celle du changement : du changement de président, du changement de politique, du changement de destin pour notre pays.

Vous êtes nombreux, très nombreux, ce soir, à Lyon. Vous formez un grand mouvement populaire qui doit nous conduire – et j'en ai ici le devoir et la responsabilité – à la victoire pour la France le 6 mai.

Je salue tous vos élus et le premier d'entre eux, celui qui vous a accueillis, Gérard Collomb, le maire de Lyon.

L'enjeu de l'élection présidentielle, c'est la France, c'est sa place dans le monde, c'est son rôle en Europe, c'est la solidité de son économie, c'est l'efficacité de son modèle social, c'est l'avenir de la promesse républicaine, c'est la dynamique de ses territoires. C'est le sort de la jeunesse, de la génération qui vient, qui attend, qui demande et qui revendique sa place, et à laquelle nous devons faire droit.

Or la France a été affaiblie depuis 5 ans. Elle a été affaiblie parce qu'elle travaille moins et que le chômage atteint près de 10 % de la population active. La France, notre France, a été affaiblie parce qu'elle produit moins. L'industrie a perdu durant le quinquennat qui s'achève près de 400 000 emplois. La France, notre France, a été affaiblie parce que, hélas, elle exporte moins et importe davantage comme en atteste le déficit de notre commerce extérieur de plus de 70 milliards d'euros.

La France, notre France a été affaiblie parce que la finance a dominé l'économie, détruit les emplois, fragilisé nos entreprises. La France, notre France, a été affaiblie durant 5 ans. Le fardeau que nous aurons à traîner représente près de 90 % de la richesse nationale. La France, notre France, a été affaiblie parce que les Français vivent moins bien, parce qu'il y a près de 8 millions de pauvres en France, parce que les salaires stagnent, parce que les retraites s'amenuisent, parce que les loyers augmentent, parce que les dépenses contraintes s'accumulent, et parce que c'est plus dur pour la génération qui vient de trouver sa place.

La France, notre France, a été affaiblie parce que les impôts se sont multipliés : pas moins de 40 taxes supplémentaires se sont abattues sur les Français. Les prélèvements les plus injustes ont été relevés, et la TVA en a été la dernière illustration.

Mais la France, notre France, a été affaiblie parce que les piliers de la République ont été abîmés : la justice fiscale, avec les faveurs qui ont été accordées aux plus fortunés ; la solidarité nationale, avec la mise en cause insidieuse de l'accès aux soins pour tous les Français, et le sort qui a été fait à l'hôpital public. Et parce que l'école, l'école de la République, a été la grande victime d'une austérité budgétaire aveugle : près de 80 000 postes ont été supprimés depuis 5 ans dans les territoires ruraux, dans les quartiers de nos villes, dans ces filières qui venaient en appui pour les élèves les plus fragiles, les plus vulnérables, les plus en difficulté.

Voilà ce qui a été défait pendant 5 ans, et voilà que le candidat sortant – mais ne l'accablez pas – pris d'une juste repentance promet que maintenant il ne supprimera plus les emplois pour les instituteurs. Mais c'est trop tard, le mal est fait. La France a été affaiblie parce que la

jeunesse a été délaissée.

Mes chers amis, nous sommes à la fin d'un mandat. Il est légitime de porter jugement. Le candidat sortant avait tant promis. Il aura si peu tenu... Il invoque la crise pour justifier son bilan, occulter ses erreurs, excuser ses échecs. Il nous demande de regarder vers la Grèce, l'Irlande, le Portugal, pour se réjouir que nous n'en soyons pas arrivés là. Finalement, il se vante de nous avoir évité le pire, mais il nous avait annoncé le meilleur. Dois-je rappeler que bien des pays en Europe s'en sortent mieux que nous ? L'Allemagne, mais aussi, ceux au nord et à l'est. Le sens d'un mandat présidentiel est de faire de la France un exemple. Or elle ne l'est plus aujourd'hui.

Je ne nie pas la crise. Elle est violente, elle est dure, elle est brutale. La crise provoquée par une finance folle, venue des Etats-Unis, la crise qui s'est propagée dans la zone Euro à travers la spéculation sur les dettes souveraines. La crise même qui nous vient de plus loin, avec la volatilité des prix des matières premières et notamment du pétrole.

Mais cette crise a un nom : c'est le libéralisme sans limite, c'est la mondialisation sans règle, c'est la marchandisation sans principe, c'est la financiarisation sans frein ! Si la crise s'est installée avec cette intensité, avec cette durée, c'est que ceux qui ont dirigé l'Europe pendant ces dernières années ont tardé à prendre les mesures appropriées, ont tergiversé sur les instruments susceptibles de maîtriser la finance et la spéculation, et ont envoyé tant de signaux contradictoires aux marchés que ceux-ci ont fini par imposer leur loi à travers les agences de notation. La France, notre France, a été affaiblie parce que sa voix a manqué pour mobiliser l'Europe.

Mais le plus grave ne se situe peut-être pas là. La France a été affaiblie parce qu'elle s'est divisée, parce qu'elle a été désunie, ou plutôt parce que ceux qui avaient la charge de la conduire ont préféré la diviser. Cette décision, c'est le résultat d'une méthode. Cette méthode consiste à monter les Français les uns contre les autres : les chômeurs contre les travailleurs ; les salariés du privé contre les salariés du public ; les plus vieux contre les plus jeunes ; ceux qui ont commencé tôt à travailler par rapport à ceux qui ont fait de longues études ; les Français de longue date contre les Français les plus récents. Cette méthode consiste toujours à s'en prendre aux plus faibles pour mieux protéger les plus puissants. Cette méthode consiste à exacerber les problèmes plutôt que de trouver les solutions.

Cette méthode consiste à s'adresser non pas à la raison de chacun, mais à sa passion. Cette méthode consiste à gouverner, non pas dans l'anticipation, mais dans la réaction, dans tous les sens du terme. Cette méthode consiste à créer une mêlée plutôt que de se situer précisément au-dessus de la mêlée comme devrait le faire un Président de la République. Cette méthode consiste enfin – et je la connais bien – à jouer avec les peurs, à attiser les craintes, à susciter des inquiétudes dans le seul but, pour le candidat sortant, de se présenter comme un protecteur. Mais un protecteur de qui ? Un protecteur de quoi ? Un protecteur des puissants, un protecteur des privilèges, un protecteur des intérêts particuliers !

J'ai entendu ce matin le candidat sortant venir à nouveau tourmenter les Français en déformant ou en caricaturant notre programme, en lui faisant dire ce qu'il ne dit pas, en agitant des épouvantails qui n'effraient d'ailleurs plus personne, en utilisant de vieilles recettes dont nous

avons perdu le goût.

Mon programme, chacun le connaît. Je l'ai présenté. C'était au milieu du mois de janvier au Bourget : 60 grandes propositions pour la France ! Chacun peut les connaître, les discuter, les contester. Chacun peut aussi les approuver, les soutenir, les diffuser. Mais personne ne peut prétendre que ces propositions n'existent pas. D'ailleurs, où est le projet du candidat sortant ? En même temps, je le connais : son projet, c'est son bilan ! C'est pourquoi les Français voudront le changement, parce que ce bilan n'est plus un projet et ne doit pas être un regret. Dépassez ce moment ! Ne soyez pas les militants de la vindicte ou de la revanche. Soyez les acteurs de l'espoir, de la volonté d'avancer !

Mon projet s'adresse à l'immense majorité des Français. Tous ceux qui vivent de leur travail ou aimeraient en vivre. Tous ceux qui ne peuvent tirer leurs revenus de la rente. Tous ceux qui s'inquiètent de l'avenir de la jeunesse. Tous ceux qui veulent vivre en sécurité. Tous ceux qui veulent tout simplement finir leur existence dignement. Et tous ceux qui veulent vivre dans cette République en étant fiers de ses valeurs, fiers d'appartenir à la France que nous servons.

Mon projet ne distingue pas entre les Français. Mon projet est celui aussi de toutes les familles de France. Une nouvelle fois, une inquiétude s'est levée : je serais celui qui voudrait atteindre, altérer le pacte familial... Je veux au contraire que les familles de France vivent mieux ! C'est la raison pour laquelle j'ai fait en sorte de dire aux Français que ma première décision serait d'augmenter l'allocation de rentrée scolaire dès le mois de septembre de 25 %. Les prestations familiales, si utiles, si précieuses pour de nombreuses familles – et je pense notamment à celles qui sont touchées par la précarité, aux familles monoparentales –,

toutes ces prestations seront strictement indexées sur le coût de la vie. Le quotient familial, cet avantage fiscal, sera maintenu, même avec un plafond plus bas, pour que la politique familiale concerne toutes les familles. J'aime la famille, j'aime les familles, j'aime toutes les familles !

Mon projet est celui de la France des citoyens, pas celle des privilégiés : privilège de l'argent, privilège de la naissance, privilège de la rente, privilège du pouvoir, privilège de la confusion des genres, privilège de la connivence. Ces privilèges, loin d'être réduits, reniés, ont été abusivement servis depuis 5 ans. C'est le pouvoir sortant qui a permis à certains de payer moins d'impôts tout en gagnant plus d'argent. C'est le pouvoir sortant qui a protégé, par un bouclier fiscal, les plus fortunés de peur qu'ils ne s'exilent. C'est le pouvoir sortant qui a permis à certains de vivre de la commande publique, tout en vilipendant l'Etat. C'est le pouvoir sortant qui a servi ses proches jusqu'à les introduire dans les conseils d'administration et souhaiter que quelques-uns puissent même diriger des entreprises privées parce qu'ils ont la faveur du président sortant...

Je vous l'annonce, ce temps-là est terminé ! Le temps de la division, le temps des faveurs, le temps des privilèges : ce temps-là est derrière nous ! Si nous voulons, et nous le voulons, sortir de la crise, nous n'en sortirons que tous ensemble, parce que le nécessaire redressement de la France sera celui de toute la France, de tous les Français, unis dans une communauté de destin. C'est pourquoi ma démarche est toute différente de celle qui a inspiré le quinquennat qui s'achève. Pour moi, le redressement de la France exige le rassemblement des Français.

Mon devoir, si vous me permettez d'être le prochain Président de la République, sera de mobiliser toutes les forces de notre pays, tous les talents, toutes les énergies, toutes les générations, autour d'une même ambition collective ! J'aurai besoin de vous tous, parce que vous êtes, chacun d'entre vous, quelle que soit votre place, quel que soit votre âge, quel que soit votre parcours, des atouts de la France. Chacun, chacune peut donner, où qu'il soit, le meilleur de lui-même, s'il sait comment le pays est conduit, où il va et dans quel esprit.

C'est toujours ainsi mes chers amis que dans notre histoire, notre pays a surmonté des épreuves, des conflits, des crises, des chocs et parfois hélas des guerres. C'est toujours ainsi que la Gauche s'est élevée à la hauteur de la France. C'est à chaque fois qu'elle s'est mise à ce niveau de la responsabilité, de la grandeur, de l'élévation d'esprit, du dépassement des intérêts, qu'elle a pu non seulement gagner une élection mais faire avancer la marche du progrès dans la République.

Nous aimons la France, et je ne dirai jamais à un de mes concitoyens qu'il aime la France moins que moi. Nous l'aimons tous, parce que nous voulons la servir dans le respect de ce qu'elle est et de ce qu'elle doit être : la France dans la République, la France dans la justice, la France dans l'espérance.

Nous avons, parce que nous sommes dans un contexte exceptionnellement difficile, à redresser notre pays. Le redressement sera d'abord économique, industriel. C'est le sens du pacte productif que j'ai proposé aux Français. La croissance, l'emploi, l'entreprise seront mes priorités. Et ce redressement, celui de notre économie, de nos comptes publics, ne pourra se faire que dans la justice et la cohésion. La cohésion.

La cohésion !

La cohésion, c'est ce qui nous permettra de gagner les défis qui nous attendent. La cohésion, c'est le pacte social passé entre tous les citoyens. La cohésion d'une nation, c'est ce sentiment d'appartenir à une même société, de vivre dans un même monde, d'obéir aux mêmes règles, de partager une même communauté de destins. La cohésion, c'est avoir la conviction que celui qui est tout en haut de l'échelle sociale partage une chose invisible, mais si précieuse, avec celui qui n'a pas eu la chance de réussir. Cette chose qui s'appelle la solidarité !

La cohésion d'une nation, c'est offrir la même fierté d'être français à tous les citoyens : où qu'ils soient nés, quels que soient leur quartier, leur village, leur parcours, leur couleur de peau. La cohésion d'une nation, la nôtre, c'est de se retrouver autour de règles communes, de pouvoir être libre dans le respect de la conscience de chacun, mais aussi dans le respect des libertés des autres. Cela s'appelle tout simplement la laïcité, la cohésion d'une nation !

La cohésion, c'est surtout de savoir que les efforts nécessaires seront partagés par tous les citoyens et que nul ne pourra s'en exempter. La cohésion d'une nation, c'est de poser des limites aux inégalités. Et c'est pourquoi face à des rémunérations indécentes, excessives, j'ai fait la proposition d'une tranche supérieure de l'impôt sur le revenu pour les rémunérations qui dépassent 1 million d'euros, c'est-à-dire 100 fois le Smic. Parce que quand j'ai appris que certains dirigeants d'entreprise – que je respecte pour la qualité de leur travail ou pour leur direction de l'avenir de la firme dont ils ont la responsabilité – s'étaient octroyé 34 % d'augmentation sur une seule année, je me suis dit qu'il y avait un signal à envoyer. Qu'il n'était pas possible d'admettre dans la France,

dans la France que nous aimons, dans la République que nous servons, que de véritables fortunes en quelques années soient constituées alors que d'autres ont mis des générations et des générations pour se mettre tout simplement en sécurité ! C'est ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années, avec des rémunérations excessives pour les plus puissants, des stock-options, des bonus, des retraites chapeaux... Ils ont été dénoncés tant de fois – et jamais rien n'avait été fait ! Eh bien, à un moment, nous devons collectivement poser la règle.

Les Français sont prêts à faire des efforts et je leur en demanderai pour redresser le pays. Les Français sont prêts à accepter des sacrifices quand ils sont au service de la génération qui vient. Mais en même temps, les Français ne sont pas prêts à accepter un creusement des inégalités, une explosion de certaines rémunérations, l'arrogance des plus puissants ! Cette mesure n'est pas faite pour créer je ne sais quelle spoliation ou pour stigmatiser je ne sais quelle fortune. C'est un signe qui est envoyé à celles et ceux qui occupent par leur position sociale une responsabilité : celle d'entraîner les autres. Cette mesure n'a même pas vocation à rapporter un seul euro au budget de l'Etat, si chacun se met en conformité avec les règles que je viens de poser par rapport à des rémunérations qui doivent être maîtrisées quand elles atteignent des sommets qui peuvent à ce point choquer. Cette mesure relève de ce que j'appelle une forme de patriotisme, tout simplement, dont le pays a besoin.

Le patriotisme, c'est un beau mot. C'est Jaurès qui disait que le patriotisme c'était d'aimer les autres – et que le nationalisme, c'était de se méfier des autres.

Le patriotisme, c'est de considérer que pour une grande nation comme la nôtre, nous devons toujours montrer l'exemple. Nous devons toujours regarder l'intérêt général, la primauté des principes sur nos situations. Je salue le patriotisme de celles et ceux qui servent la France sur des théâtres d'opérations difficiles et qui mettent parfois en péril leur existence même. Je salue le patriotisme de celles et ceux qui par leur talent, que ce soit pour la culture ou pour le sport, représentent notre pays. Je salue le patriotisme de tous ces anonymes qui vibrent quand retentit l'hymne national – parce qu'il rappelle les combats pour la liberté. Je salue le patriotisme des ouvriers de la sidérurgie qui aujourd'hui se battent pour garder leur outil de travail au nom de notre pays. Je salue le patriotisme des professions de santé qui permettent à chacun d'être soigné dans des conditions dignes. Je salue le patriotisme des chercheurs qui par la qualité de leurs travaux nous permettent de vivre mieux. Je salue le patriotisme des fonctionnaires qui se dévouent pour le service public. Je salue le patriotisme des entrepreneurs qui créent de la richesse, du travail pour les autres. Et je salue le patriotisme des jeunes qui veulent s'engager pour l'humanité !

Eh bien le patriotisme c'est aussi, pour ceux qui sont les dirigeants économiques, politiques, de montrer l'exemple à un pays quand il y a un effort à faire et un redressement à engager.

Mais voilà que l'on me fait le procès du matraquage fiscal. Je m'en prendrais aux classes moyennes ? A ce niveau-là, je ne risque rien ! J'inventerais des impôts ? Celui-là n'a vocation à produire que peu de recettes ! Que je ferais partir les dirigeants de nos entreprises ? Belle mentalité !

Souvenez-vous, il y a cinq ans : ils nous avaient inventé un bouclier fiscal pour faire revenir ceux qui étaient partis. Aucun n'est revenu ! Et ils ont été amenés, sous notre pression, à supprimer le bouclier fiscal. Et ils nous parlent de matraquage fiscal ? Mais ce sont eux qui ont accablé les Français d'impôts nouveaux ! Pas moins de 40 ont été créés. Quelle imagination ! Quel talent ! Quel sens de la recherche de la recette publique ! 40 ! Et là, au moment où le quinquennat s'achevait, nous pensions être à peu près en paix. Et voilà qu'ils nous inventent une TVA qu'ils appellent « sociale » et dont ils ont – reconnaissons-le – la délicatesse de nous annoncer qu'elle ne sera mise en œuvre qu'au mois d'octobre. Pourquoi au mois d'octobre ? Mais, moi, je vous l'annonce : si vous faites le choix que j'espère le 6 mai, c'est ce matraquage fiscal là que nous mettrons à bas, et que la TVA ne sera pas augmentée comme ils l'ont prévu !

Chers amis, ce que je vous propose, c'est la justice. Une réforme fiscale ambitieuse qui bénéficiera à l'immense majorité des Français et qui demandera, c'est vrai, un acte de solidarité aux plus aisés sans jamais décourager l'initiative et le talent. C'est cela, la justice fiscale !

Mon projet, c'est la France réconciliée. Oui, réconciliée ! C'est également un beau mot, la réconciliation. Un bel objectif pour le prochain président de la République que de réunir la France. Une France réconciliée avec ses dirigeants ! Ce n'est pas d'abord aux Français de faire l'effort. C'est, au départ, aux dirigeants et aux dirigeants politiques de montrer qu'ils peuvent eux aussi être à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi j'ai annoncé depuis bien longtemps que les élus ne pourront plus cumuler les mandats. Que le président de la République deviendra un justiciable comme les autres. Que les ministres ne relèveront pas d'une Cour spéciale de justice. Que l'indépendance de la

magistrature sera strictement respectée. Et, sans céder à quelque facilité, j'ai également annoncé que les rémunérations du président de la République et des ministres seraient réduites de 30 % parce que là aussi, nous avons un devoir d'exemplarité. J'ai dit également que l'écart maximal des salaires dans les entreprises publiques ne pourra excéder de 1 à 20, parce que nous avons besoin de nous retrouver ensemble, au niveau de l'Etat, au niveau des collectivités locales, dans une forme d'exemplarité publique.

Je veux aussi réconcilier la France avec ses entreprises. Nous avons besoin des entreprises ! Elles sont indispensables à la croissance, à l'emploi, à la compétitivité de notre pays, à son rayonnement. Elles sont précieuses pour la Nation, pour la force qu'elle doit constituer. Pour l'avenir, même, de notre production. Les chefs d'entreprise – ceux qui produisent, ceux qui créent de la richesse, ceux qui se battent pour conquérir des marchés – devront être encouragés. Et je ferai tout pour que nous ayons tous les instruments qui permettent de favoriser le développement des entreprises. C'est pourquoi nous créerons la banque publique d'investissement. C'est pourquoi nous aurons à cœur de créer ce livret d'épargne industrie qui affectera, justement, les dépôts des Français vers le financement de l'investissement. C'est pourquoi nous lutterons contre les excès de la finance, pour que les banques soient davantage au service des entreprises. C'est pourquoi nous introduirons une fiscalité favorable aux petites et moyennes entreprises avec un taux modulé selon la taille des entreprises. C'est pourquoi nous distinguerons, pour la fiscalité, les entreprises selon qu'elles ont distribué aux actionnaires : là le taux sera relevé — ou qu'elles ont réinvesti dans l'entreprise : là, le taux sera diminué. Nous ferons en sorte d'élargir le crédit d'impôt recherche pour que les entreprises innovantes puissent y accéder. Nous permettrons aussi que lorsqu'une

entreprise cède ou prétend céder une activité mais refuse qu'elle soit reprise, en définitive, eh bien nous forcerons par le tribunal de commerce la reprise de cette activité. Car je ne veux rien abandonner alors que l'entreprise est rentable, dès lors que le site de production peut avoir une pérennité !

Je veux aussi que la réforme des codes des marchés publics puisse permettre à toutes les entreprises d'accéder à la commande publique. Et en même temps, je suis aussi pour que le syndicalisme, la représentation des salariés dans les entreprises puisse être renforcée. Et je ferai une réforme dans toutes les entreprises de plus de 1 000 salariés : les salariés, leurs représentants pourront siéger au conseil d'administration et au conseil de surveillance avec une voix délibérative.

Je veux réconcilier les générations dans l'entreprise ! Et c'est la raison pour laquelle j'ai proposé ce contrat de génération. Là encore, cette belle idée qui permet à une entreprise qui en même temps qu'elle garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite, embauche un jeune avec un contrat à durée indéterminée de ne plus payer de cotisations sociales sur les deux emplois, pour permettre cette réconciliation des âges, ce transfert des expériences, cette volonté d'être ensemble au travail dans une entreprise ! Tendre la main à la jeunesse ! Faire en sorte que chacun se retrouve dans la même exigence de garder un emploi pour les plus anciens ou d'y accéder pour les plus jeunes. Aujourd'hui, le taux de chômage est élevé pour les moins de 25 ans, mais il est aussi pour les plus de 55 ans. Eh bien c'est notre double défi : permettre aux uns et aux autres d'être dans l'entreprise !

Je veux réconcilier la France avec le progrès. Le progrès ! C'est ce pour quoi des générations et des générations ont lutté. Le progrès ! Progrès

scientifique, progrès économique, progrès social, progrès humain, progrès culturel, progrès des libertés : nous devons associer tous ces progrès-là ensemble ! Il n'y a pas les progrès économiques d'un côté et les progrès de la société de l'autre. Il n'y a pas une force politique – la nôtre – qui voudrait regarder davantage du côté de la société et oublier le social ou l'économique. Nous devons mettre ensemble toutes les conditions pour que chacun puisse avoir une promotion, un accomplissement, une émancipation et que la société elle-même, la France que nous servons puisse avancer du même pas dans tous les domaines.

C'est pourquoi si je suis demain votre président, je mènerai une grande politique de la recherche, de l'innovation et de l'éducation – parce que l'école sera ma priorité !

Priorité, d'abord, pour les premiers âges de la vie scolaire. La maternelle, le primaire, là où tout se joue. Là où les échecs se constatent et peuvent durer toute une vie. Il n'y aura plus de fatalité ! Il n'y aura plus de déterminisme qui fera que ce sont souvent les enfants des familles les plus modestes qui ont le plus de difficultés avec l'école. C'est vers ces familles-là, vers ces enfants-là que nous devons tenir la promesse républicaine ! Et c'est la raison pour laquelle j'ai proposé la création sur cinq ans de 60 000 emplois dans l'Éducation nationale.

Là encore, j'entends certains commentaires : mais comment pourrait-on proposer 60 000 emplois sur cinq ans ? Les mêmes qui en ont détruit près de 80 000 ! Qui disent : mais ça coûte trop cher, vous n'y parviendrez pas. J'ai fait les comptes – c'est aussi mon métier. Cela fera 2,5 milliards à la fin du prochain quinquennat que de permettre à tous les jeunes d'être davantage encadré par des professeurs, des infirmières, des

surveillants, des assistantes sociales – tous ceux qui ont vocation à faire vivre l'école.

2,5 milliards à la fin du prochain quinquennat. Et qu'a coûté le bouclier fiscal pendant le dernier quinquennat ? 2,5 milliards ! Que veut-on protéger ? Qui veut-on servir ? Les plus puissants, les plus privilégiés ? Ou, au contraire, les enfants de la République ? J'ai fait mon choix !

Je veux réconcilier les Français avec l'idée de la République, l'égalité. Et d'abord l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. On en parle depuis tellement longtemps ! Il y a eu tellement de lois qui ont été votées ! Et il ne sera nul besoin d'en édicter une autre, parce que nous aurons des actes à poser. Et là encore, nous dirons aux entreprises les plus grandes qu'elles ont un an pour rattraper le retard en la matière. Et que si aucun geste, aucun acte n'a été accompli au bout d'un an, alors les exonérations de cotisations sociales seront supprimées sur ces emplois-là.

Mais l'égalité, c'est aussi la défense du pouvoir d'achat. Je suis conscient que c'est la préoccupation majeure de beaucoup de nos concitoyens. Que ce sera difficile. Et je préfère dire la vérité, parce que dans cette campagne je ne ferai aucune promesse que je ne serai capable de tenir ! Il ne sera pas possible, dans l'état de notre économie, d'augmenter les salaires parce que nous aurions remporté la victoire. Mais en même temps, nous aurons à réunir une conférence des partenaires sociaux pour fixer l'agenda. Pour dire ce que nous pourrons faire dans le temps. D'abord des réformes, puis ensuite la redistribution. Mais d'abord, la création de richesses supplémentaires ! Mais dans le même temps, je connais les urgences. C'est pourquoi les loyers pour la première location ou relocation seront encadrés. C'est

pourquoi sera instaurée une tarification progressive de l'électricité, du gaz, de l'eau : pour qu'un forfait de base soit proposé aux Français. C'est pourquoi je lancerai un grand plan d'isolation : 1 million de logements par an – qui sera d'ailleurs favorable à la création d'emplois et qui permettra de baisser les factures de chauffage de beaucoup de nos concitoyens.

C'est pourquoi le taux du crédit à la consommation, et souvent les commissions qui sont sévères à l'égard des ménages endettés, ce crédit verra ses conditions plafonnées. Parce que c'est inacceptable de laisser une partie des familles françaises être touchées par cette descente infernale qui s'appelle le surendettement.

De la même manière, si le prix du pétrole continue d'augmenter — ce qui est possible compte tenu de la situation politique au Proche et au Moyen Orient — je ferai en sorte tout d'abord de bloquer le prix de l'essence pendant trois mois, pour mettre au clair les comportements de marque des distributeurs. Et ensuite, je prends un engagement : il n'y aura pas un euro supplémentaire qui sera prélevé par l'Etat sur la hausse du prix des carburants. Je ne peux pas accepter que la TVA puisse rapporter quoi que ce soit de plus à l'Etat parce que le prix des carburants, lui-même, augmente. Ce sera le retour de la TIPP flottante. C'est important pour la France qui travaille et qui prend tôt sa voiture parce qu'elle n'a aucun autre moyen pour se déplacer.

Je veux aussi réconcilier la France avec son avenir. L'avenir de notre pays, c'est d'abord de réussir à concilier la croissance et l'écologie. Sans croissance, pas de redressement économique, pas de création d'emploi et de richesse. Mais sans écologie, pas de sécurité pour nos produits, pas de qualité de la vie, pas de préservation de la planète, pas d'avenir

non plus. Il faut réussir cette transition de civilisation. C'est une grande mission pour le prochain quinquennat.

Je dois être le président de la transition. Transition technologique, parce que de nouvelles formes de production apparaissent avec le numérique, avec les biotechnologies, avec tout ce qui va servir l'économie de demain. Mais transition énergétique aussi, car je dois préparer l'après pétrole, réduire le réchauffement climatique, faire monter les énergies renouvelables, diminuer progressivement la part du nucléaire. Transition écologique aussi pour reconvertir nos bâtiments, pour stocker l'énergie, pour inventer les véhicules électriques. Et transition éducative pour imaginer les nouveaux savoirs, les formations d'avenir, les pédagogies nouvelles et la lutte contre l'échec scolaire. Transition générationnelle aussi pour permettre que les plus jeunes, que ceux qui demandent à accéder à l'emploi, au logement, à l'indépendance, à l'autonomie, au savoir, à la connaissance puissent y parvenir. Parce que c'est notre responsabilité, réussir la transition.

C'est un beau projet que d'être ainsi des relais, des passeurs, des intermédiaires entre une France qui connaît une mutation, entre une génération qui doit permettre à une autre de réussir sa vie, de faire que nous sortions de la crise plus forts que nous y étions entrés. C'est le message que j'étais venu ici vous délivrer : nous devons être les acteurs d'une France réconciliée, d'une France redressée, d'une France harmonieuse, d'une France capable de réussir cette transition.

Mais je veux aussi permettre à la France de se réconcilier avec l'Europe. La France a besoin de l'Europe, et l'Europe a besoin de la France. La crise n'est pas seulement financière, pas seulement économique, elle est politique et elle est européenne.

Je veux l'évoquer devant vous ici à Lyon, alors que se tient à Bruxelles un Conseil européen au cours duquel le traité budgétaire voulu par le candidat sortant, ou plutôt imposé par Madame Merkel, sera signé.

Je considère que les décisions qui ont été prises depuis trois ans ont été insuffisantes, incomplètes et impropres à régler la crise qui nous a frappés. La situation de la Grèce est une terrible illustration. Je me réjouis qu'un accord ait pu être trouvé la semaine dernière — j'allais dire, enfin ! Il fallait bien, quand même, que les créanciers privés admettent qu'ils ne recouvreraient pas leurs créances ! Mais que de temps perdu, que de tergiversations, que d'humiliations aussi pour ce peuple ! Est-il raisonnable d'imposer à la Grèce et aux Grecs chaque jour un peu plus d'austérité ? La Grèce est à genoux, et notre devoir, notre devoir d'Européens, est d'être solidaires et en même temps exigeants pour le redressement des pays qui ont été mal dirigés.

Quant au projet de traité lui-même, celui qui va être signé dans les heures qui viennent, il inscrit des disciplines nécessaires, et je les admetts. Il évoque des sanctions qui sont les garanties du respect des règles qui sont posées. Mais il oublie l'essentiel, c'est-à-dire la croissance, l'activité, l'emploi, ce qui peut permettre à l'Europe de retrouver confiance dans son destin. C'est pourquoi ce traité instille lui-même le doute sur les objectifs de rétablissement des comptes publics qu'il prétend atteindre. La seule décision effective qui sortira du Conseil européen est en fait un traité qui risque, si rien n'est fait pour le compléter et l'améliorer, d'ajouter de l'austérité à l'austérité. L'Europe n'échappera pas aux grandes questions qui sont posées ni aux choix qui l'attendent. Veut-elle rassurer les marchés financiers ou les

citoyens ? Je considère que tous les efforts doivent être consacrés à la fois à remettre les comptes publics en ordre, mais aussi à permettre aux citoyens de croire de nouveau à la belle idée européenne.

L'Europe c'est la paix bien sûr, mais c'est plus que cela maintenant. C'est partager des valeurs, une monnaie, des cultures, un espace de vie et de travail pour tous, des règles qui doivent être harmonieuses. Voilà l'enjeu qui doit être le nôtre.

Le second choix, c'est de savoir quelle place nous donnons au sérieux budgétaire nécessaire et à la croissance. J'ai pris l'engagement de ramener les finances publiques à l'équilibre à la fin du prochain quinquennat. C'est l'obligation qui nous est faite. Parce que la dette est notre ennemie, parce qu'elle met en cause le pacte de solidarité entre les générations, parce qu'elle fait peser sur les jeunes la charge de nos incuries et de nos incapacités à gérer nos finances publiques. Le sérieux, la bonne gestion, la discipline sont aussi des valeurs qui appartiennent à la République et que la Gauche doit surtout défendre. Regardez ce qui s'est produit depuis cinq ans : c'est la dette, ce sont les déficits, c'est le creusement des inégalités ! Et nous, nous avons le devoir d'être ceux qui vont redresser la France.

Mais le sérieux ne suffira pas, il faut aussi de la croissance, de l'activité. C'est pourquoi je proposerai à nos partenaires une nouvelle négociation sur le traité pour le compléter, l'améliorer, le renforcer. Je dirai d'abord qu'il faut que nous ayons une Banque centrale européenne qui puisse lutter davantage contre la spéculation ; que nous ayons une possibilité d'emprunter pour l'Europe, pour qu'elle puisse investir dans les projets d'avenir, qu'elle mobilise des fonds pour faire en sorte que les délocalisations soient combattues et que les salariés victimes de ces

délocalisations puissent être formés, accompagnés et mis dans une situation de retrouver rapidement un emploi. J'ai fait le choix de la croissance.

Et le dernier choix que l'Europe aura à faire, c'est de savoir si elle se résigne ou si elle se mobilise pour la démocratie. Moi, je veux respecter le peuple français, à un moment très important, l'élection présidentielle. Je considère que si le chef de l'Etat peut signer un traité, ce sera au Parlement — et c'est la Constitution qui le prévoit — de ratifier ce traité. Entre le moment de la signature et le moment de la ratification, il y a le vote des Français. Je demande, à travers l'élection présidentielle, au peuple français de me confier la responsabilité d'ajouter, de discuter, de modifier, de renégocier le traité pour que nous puissions avoir une Europe qui permette à la fois le sérieux, la stabilité et la croissance.

On me dit : vous serez peut-être le seul. D'abord, c'est m'encourager, c'est indiquer que je pourrais être le prochain président de la République ! On me dit : mais comment arriverez-vous à convaincre les partenaires, et notamment la Chancelière allemande, quand le candidat sortant n'y est pas parvenu ? Justement, c'est pour cela que nous allons en changer ! Certains esprits chagrins me disent : comment allez-vous faire quand vous serez tout seul ? Ce n'est pas sûr ! Il y a peut-être des conservateurs qui sont à la tête des gouvernements européens — un certain nombre, je dois l'avouer — mais il y a aussi des esprits éclairés... Cela peut arriver, même chez les conservateurs, ne vous trompez pas ! Parce qu'il y en a quand même beaucoup qui constatent que la croissance sera nulle en 2012, faible en 2013 et que dans ces pays-là, ils ne pourront pas atteindre leurs objectifs de réduction des déficits et de maîtrise de la dette. Alors, ils nous attendent. Et ce qui me rendra fort, ce qui me permettra d'être écouté par les chefs d'Etat et de

gouvernement, c'est le vote des Français. Parce que la différence entre un président sortant et un nouveau président, c'est que le nouveau a obtenu la confiance du peuple français et qu'il se fait entendre.

Prenez-en la mesure, soyez-en conscients : l'élection présidentielle qui va se tenir les 22 avril et 6 mai est une élection décisive pour la France, qui va changer notre destin — non pas celui du candidat qui est devant vous, mais notre destin collectif. C'est un choix de conception de la politique que nous allons faire, un choix de l'avenir, peut-être même de la République. C'est un choix essentiel pour notre pays, et nous en avons conscience, nous peut-être plus que d'autres, parce que cela fait quand même dix ans que la Droite est au pouvoir et qu'elle a échoué, dix ans que les inégalités se sont creusées, dix ans que notre France a été affaiblie. C'est un choix décisif pour la France, et c'est le peuple français qui en jugera. Et nul ne peut savoir encore ce que sera sa décision. Respectons le peuple français.

Mais c'est aussi un choix majeur pour les Européens. Partout où je me déplace — je ne suis pas reçu, j'en fais confession, par les chefs d'Etat et de gouvernement, ça viendra peut-être — mais je suis reçu par les responsables des grands mouvements progressistes partout en Europe, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne. Et que me disent-ils partout : « nous vous attendons, vous les Français, pour que vous donniez à l'Europe le visage de l'espérance, du combat, de la démocratie, de la croissance, de la culture ! Nous vous espérons ! ». Ne décevez pas les Européens ! Je ne parle pas des chefs d'Etat et de gouvernement, nous apprendrons à les connaître et à les convaincre. Ne décevez pas les peuples européens qui voient dans la France, toujours, celle qui éclaire le chemin ! Nous ne sommes pas n'importe quel pays, n'importe quelle nation d'Europe et du monde. Nous sommes la France, un

grand pays chargé d'histoire, chargé de culture, porté par des valeurs fortes et qui a toujours la prétention – jamais l'arrogance, jamais – de dire au reste de l'Europe et du monde que nous avons un modèle qui n'a pas vocation à s'imposer, mais qui est tout simplement celui des valeurs, de la dignité, de la confiance en l'humanité. C'est nous la France, nous, par notre histoire, qui pouvons parler fort ! L'histoire des Lumières, de la Révolution, de l'émancipation des peuples ! Bien sûr que notre histoire n'est pas, forcément, que glorieuse. Bien sûr qu'il y a eu des périodes sombres. Mais nous avons toujours, finalement, été fiers de notre histoire au-delà de ces tâches qui ont pu, à un moment, occulter notre passé. Parce que ce sont toujours les valeurs de la République qui l'ont emporté sur le repli, sur la peur, sur l'extrémisme, sur la violence ! Et c'est pourquoi la France ne cédera pas aux populistes ou à l'extrême droite.

Parce que s'il peut y avoir de la colère, s'il peut y avoir de la détresse, s'il peut y avoir même de la haine de l'autre, alors qu'il devrait y avoir le souci de se mettre ensemble pour construire notre avenir, chacun se souvient que dans notre histoire, jamais – je dis bien jamais ! – une solution n'est venue de l'extrême droite, qui a toujours été un problème pour notre République.

Alors nous devons, mes chers amis, être à la hauteur du rendez-vous de l'élection présidentielle. Parce que notre peuple nous le demande. Nous devons être au niveau qu'exige la gravité du moment, ne jamais céder à la polémique inutile, à la violence verbale, et encore moins à la violence physique. Le seul droit que nous avons dans une République, quand nous voulons changer, c'est le droit de manifester, autant que nécessaire. Mais c'est aussi le droit, le devoir même, d'utiliser le bulletin de vote pour réussir le changement.

Nous sommes attendus dans le monde aussi. Je sais la situation que vit un pays aujourd'hui martyr de ses dirigeants, la Syrie. Je suis conscient que ce pays attend une intervention des Nations unies, qu'aujourd'hui il y a un blocage parce que deux pays, qu'il faut dénoncer, La Russie et la Chine, ne font rien pour qu'une solution soit trouvée en Syrie. Ce sera aussi, au-delà de l'élection présidentielle, notre devoir que de continuer cette pression. Ce sera notre devoir de répondre, aussi, aux espérances du Printemps arabe qui ne doivent pas être déçues ou trahies. Ce sera notre devoir que cette relation avec la Méditerranée. Et notre devoir aussi est dans ce que nous pouvons apporter au continent africain. Il y a une élection au Sénégal. Et je sais que beaucoup — quel qu'ait été leur vote de premier tour dans cette élection-là aussi — veulent le changement, et ils y ont droit aussi, là-bas, au changement ! L'élection présidentielle c'est une élection qui va intéresser la France, changer l'Europe, mais aussi être pour le monde entier une nouvelle — je souhaite qu'elle soit bonne. Je souhaite qu'elle soit à la hauteur de ce qu'est la France, que nous puissions nous-mêmes regarder notre démocratie, notre action extérieure, la représentation de notre pays comme une fierté, comme une reconnaissance de ce que nous sommes et comme un accomplissement de nos idéaux.

Mes chers amis, je vais vous confier mes derniers mots – enfin, les derniers mots pour ce soir ! C'est un grand honneur d'être candidat à l'élection présidentielle. Je m'y suis préparé depuis longtemps — un an déjà que j'ai annoncé ma candidature dans le cadre des primaires citoyennes. Et aujourd'hui je suis devant vous et devant les Français, candidat pour permettre le changement. Je mesure la responsabilité qui est la mienne. Je mesure votre attente. Je mesure même votre impatience.

Et en même temps, je mesure aussi la tâche qui pourrait m'attendre si je deviens le prochain président de la République. C'est un beau défi que de rendre confiance aux Français. C'est une magnifique mission que de retrouver le chemin du progrès. C'est une formidable chance qu'il nous faut saisir, de pouvoir représenter les citoyens et de les réunir, de les réconcilier, pour la plus belle cause qui soit : changer notre destin ! Donner à notre jeunesse la place qu'elle attend ! C'est le mandat que je sollicite auprès de vous.

Cette campagne est à la fois enthousiasmante – et en même temps je sais qu'elle sera dure, âpre. Ne pensez pas que ceux qui sont encore à la responsabilité de l'Etat nous laisseront la place sans combattre. Et c'est bien leur droit. Ne pensez pas que la Droite est fatiguée au point de nous laisser la responsabilité du pays. Elle nous fatigue peut-être, mais elle n'est pas encore prête à céder ! Et c'est bien normal, dans une démocratie. Ne pensez pas non plus que parce que leur bilan est ce qu'on en sait, que la victoire serait acquise. Ne croyez pas davantage les enquêtes d'opinion répétées – qui ne font pas de mal, mais ne doivent pas entretenir l'illusion : une élection ce sont des électeurs, et pas simplement des intentions dans une enquête ou dans un sondage !

Et je vous appelle donc – parce que c'est ma responsabilité de vous conduire à la victoire, de redresser la France, de lever une espérance – je vous appelle, donc, à participer massivement à cette belle aventure ! Je veux vous permettre, d'abord le 22 avril, d'avoir la première reconnaissance que nous serons au second tour pour défendre le changement. Ne vous dispersez pas ! Ne vous éloignez pas ! Faites en sorte, dès le premier tour, de créer cette dynamique qui deviendra irrésistible, irrépressible, inarrêtable. Mais ensuite, je veux vous donner, le 6 mai, cette belle victoire qui vous rendra fiers – non pas de

nous, mais fiers de la France qui aura exprimé la volonté de changer et de construire ensemble !

Je veux donner à une génération – la mienne, qui a connu 1981 –, à une autre qui a pu connaître 1988, 1997 avec Lionel Jospin, et à la nouvelle génération, je veux donner espoir dans la politique, bonheur dans l'élection, fierté dans la conquête et respect des autres ! Parce que la première tâche – et je vous l'ai dit ce soir – du prochain président de la République sera de réconcilier les Français, de les rassembler, de les réunir pour être les acteurs de cette nouvelle période qui va être le changement de destin de notre pays !

Merci ! Merci de votre confiance ! Merci pour cette France redressée, pour cette France rassemblée, pour cette France réconciliée !

Le changement, c'est vous ! Le changement, c'est maintenant

Mes chers amis, quel plaisir une nouvelle fois d'être à Dijon, la ville de mon ami François Rebsamen, la capitale de la Bourgogne, si chère à François Mitterrand, la région présidée par François Patriat. A Dijon, il y a cet après-midi comme un parfum de printemps, le printemps qui vient, le printemps qui annonce les victoires du mois de mai.

Chers amis, quel plaisir de retrouver ici les responsables des partis qui me soutiennent, Martine Aubry, Jean-Michel Baylet, et aussi les présidents de groupes, je pense à Jean-Marc Ayrault. Mais quel honneur vous me faites, comme candidat à l'élection présidentielle, d'être accueilli par le Président du Sénat ! Même François Mitterrand n'avait pas eu cette faveur, et pourtant il s'y était remis à trois fois ! C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'il y a un Président socialiste du Sénat. Cher Jean-Pierre Bel, sois fier de cette responsabilité. C'est un symbole, celui de tous nos succès aux élections municipales, cantonales, régionales de ces dix dernières années. Sois fier aussi parce que ton élection a été un signe, celui de l'annonce de notre prochaine victoire.

Quel plaisir aussi de vous saluer, foule immense, foule nombreuse, ici rassemblée et en dehors même de ce Zénith, plusieurs milliers qui nous regardent au soleil ! Quel bonheur de retrouver ici les élus de toute la France, socialistes, radicaux, républicains, venus si nombreux. Vous êtes les premiers représentants de la République, mais aussi, vous êtes ses premiers serviteurs. Vous vous dévouez chaque jour pour améliorer le cadre de vie des Français, pour changer nos villes, pour donner espoir à nos banlieues, pour animer nos villages, bref, pour donner de la vitalité et surtout de l'humanité à nos territoires.

Elus de toutes les assemblées de France, communales, départementales, régionales, je veux ici, à Dijon, et au-delà de vous rassemblés ici, rendre hommage à tous ces élus de la République. Dans ces moments de défiance que certains entretiennent avec complaisance à l'égard de la politique, vous, élus de la République, vous préservez le lien entre la France et les citoyens. Dans ces temps où l'argent est devenu la mesure du prestige, vous servez l'intérêt général sans rien demander en retour. Dans cette période où le pouvoir se concentre au sommet de l'Etat, vous faites vivre l'esprit de la décentralisation. Les lois de décentralisation ont trente ans. Nous les devons à François Mitterrand, à Pierre Mauroy, à Gaston Defferre. Ces lois ont changé la France. Elles ont libéré les collectivités de la tutelle de l'Etat. Elles ont surtout permis d'inventer les politiques publiques et de mieux répondre aux besoins de la population, et de donner aux élus les responsabilités qu'ils attendent depuis des décennies. Il y a trente ans, c'étaient encore les préfets qui étaient les exécutifs des départements. Il y a trente ans, les régions n'étaient pas des collectivités locales de plein exercice. Il y a trente ans, les communes étaient soumises à des tutelles financières, techniques, politiques. Voilà ce que les lois de décentralisation ont donné à notre pays : le souffle de la démocratie.

Elus de la République, je suis l'un d'entre vous. Je préside un conseil général, celui de la Corrèze, un département rural où l'agriculture souffre, où les services publics reculent, et qui en même temps crée, innove, invente. J'ai été maire de Tulle, une ville attachée à sa préfecture. Nous craignons toujours qu'on nous la prenne, et nous avons néanmoins perdu le Tribunal de grande instance. Une ville qui défend âprement son hôpital tous les jours, et qui subit, comme partout ailleurs, ce qui s'appelle la RGPP. Une ville qui se bat avec des moyens limités pour se construire un avenir, comme toutes les communes de France. J'ai éprouvé de la fierté d'être appelé « Monsieur le Maire ». Aujourd'hui je suis

appelé « Monsieur le Président », mais du Conseil général — je veux ici rassurer ceux qui pensent que je suis déjà passé de l'autre côté ! « Monsieur le Maire » était le plus beau compliment démocratique qu'il était possible de m'adresser. Je n'oublie pas qu'avec les cinq lettres de « maire », on écrit le mot « aimer ». Et c'est vrai qu'il faut aimer sa commune, qu'il faut aimer sa ville, son village, et les habitants d'où qu'ils viennent, pour exercer ce beau mandat de maire.

Je n'oublierai jamais le conseil qu'avait donné François Mitterrand à la fin de son second septennat, c'était au Congrès des maires de France en novembre 1994. Il leur avait dit cette chose simple que j'ai gardée en mémoire : « Pour être président de la République, il faut aimer la France ». Et il ajoutait : « pour être aimé, mieux vaut être aimable ». La leçon vaut bien au-delà d'ici, et elle doit être entendue partout. C'est parce que j'aime la France que je me suis porté candidat à la présidence de la République. Parce que je refuse de la voir affaibli, abaissée, amoindrie, abîmée.

Aimer la France, c'est la servir. Aussi, je suis venu ici, devant vous, élus de la République, pour vous livrer ma conception de la présidence. Vous dire comment diriger un grand pays comme la France, avec ses cultures politiques contradictoires, ses conflits d'intérêts, ses urgences brûlantes, ses attentes multiples. Un grand pays partagé entre la reconnaissance des diversités et le besoin d'unité nationale. Un pays dont le peuple aspire à être autant dirigé qu'écouté. Un pays qui attend beaucoup de l'Etat, parfois trop, mais s'en méfie tout autant. Un pays qui s'interroge sur son destin, sur son avenir, sur sa place en Europe dans le monde.

Je ne suis pas venu pour vous présenter une nouvelle constitution. Nous en avons eu dix-neuf depuis la Révolution française, et nous devons faire une pause. Ce qui ne signifie pas — je veux rassurer certains de mes amis — de renoncer à faire évoluer notre texte fondamental dans le cadre d'une République nouvelle.

Mais ce que je veux changer tient à une pratique, celle qui compte aux yeux des citoyens, et qui s'appelle le respect, la considération, la démocratie, le sens de l'Etat. Depuis cinq ans, nous vivons sous le règne de « l'omniprésidence ». Le régime d'un seul — parce qu'élu par toute la Nation —, qui prétend pouvoir décider de tout, sur tout, partout — en fait, certains l'ont reconnu ! Je m'interrogeais, je m'inquiétais — mais en fait, au-delà de cette tentation que d'autres avant lui ont pu connaître, l'omnipotence conduit à l'impuissance. A vouloir concentrer tous les pouvoirs, on finit par n'en exercer aucun ! Et cette impuissance elle-même engendre l'irresponsabilité. L'irresponsabilité, où ce qui est dit n'est pas fait et où ce qui est fait n'est pas dit. Bref, un système où le bilan n'est pas revendiqué, où l'erreur n'est pas reconnue et où l'échec est toujours mis sur le compte d'autrui plutôt que sur soi-même.

Je veux donc exprimer aux Français les principes qui guideront la nouvelle présidence que je veux incarner.

Le premier devoir du prochain président sera de rendre des comptes, de dire régulièrement au pays le sens de l'action publique, de présenter tous les six mois l'évaluation des résultats par rapport aux objectifs, de donner au Parlement les moyens efficaces pour contrôler les politiques publiques, et de vérifier chaque année la confiance de l'Assemblée nationale à l'égard du gouvernement.

Le prochain président devra montrer l'exemple. Je ne parle pas du statut du chef de l'Etat — qui devra être réformé —, ou de sa rémunération qui devra être diminuée. Je parle de la façon dont il devra remplir sa fonction. Le pouvoir entraîne toujours l'excès s'il ne s'impose pas à lui-même des limites.

Aujourd'hui, le premier engagement que je prends devant vous, c'est d'en terminer avec les outrances, d'en finir avec le « toujours trop », avec la confusion des genres, et d'ouvrir un temps nouveau : celui de la constance, de la cohérence, de la clarté.

Le mandat de président de la République est exceptionnel. J'en sais la grandeur, la servitude. J'en connais la rigueur. J'en mesure l'exigence. Je m'y suis préparé. Elle exige de celui qui en a la charge ou de celui qui la sollicite, des qualités particulières, une hauteur de vue, une vision de son pays, une capacité à affronter les risques et les aléas majeurs et l'aptitude à la décision. Mais toutes ces qualités ne sont pas incompatibles avec la simplicité, la proximité et, j'allais dire, la normalité.

Le pouvoir – et je l'ai observé depuis bien longtemps –, ne réside pas dans les apparences. Le pays s'est lassé des proclamations sans lendemain, des annonces sans suite, des indignations sans effet. Le pouvoir s'use à force de ne pas servir le pays. La brutalité heurte. L'agitation fatigue et l'isolement enferme. Ma démarche est donc l'inverse de ce que viens de décrire. L'autorité appelle la sérénité. La légitimité requiert le respect. Et la puissance suppose la confiance. C'est la meilleure façon de rester en contact avec le pays.

Le prochain président sera indépendant. Etre indépendant : il faut une vigilance de chaque instant, un esprit toujours alerté, le refus obstiné de céder aux tentations de tous ordres.

Indépendant, d'abord, de son propre parti. Socialiste je suis, socialiste je resterai. Mais je ne serai jamais le chef de mon parti ! Non pas parce que je l'ai déjà été, mais parce que la fonction présidentielle fait que celui qui l'exerce n'est plus le chef d'un parti : il est le chef de l'Etat. Indépendant de son parti veut dire que je n'aurai pas à nommer les responsables de ma formation politique. Je n'aurai même pas à contribuer par mes amitiés à son financement. Et je ne recevrai pas à l'Elysée les parlementaires qui me soutiennent. Le rôle des parlementaires et d'être au Parlement !

Indépendant, oui ! Indépendant des puissances de l'argent. Le nouveau président se doit de le mettre à distance, de n'entretenir ni complaisance, ni connivence – pas davantage d'indifférence. Recevoir les patrons du Cac 40 ? Autant que nécessaire. Etre invité par eux ? Le moins possible !

Etre indépendant, c'est être le garant de la laïcité. Respecter scrupuleusement la neutralité de l'Etat, la liberté de conscience et faire à tout moment la distinction entre sa propre croyance personnelle, respectable au demeurant, et la représentation de tous les Français dans leur diversité.

Le nouveau président décidera – mais pas de tout. Il décidera de l'essentiel, du cap à tenir, de la route à suivre. L'omniprésence est néfaste, ou plutôt elle est illusoire. « C'est être nulle part que d'être partout », disait Montaigne. Et pourtant, il n'y avait pas les moyens de déplacement que l'on connaît aujourd'hui ! Décider, oui, mais décider à sa place. Le gouvernement jouera tout son rôle – et j'entends retrouver la lettre de notre constitution : le Premier ministre ne doit pas être un collaborateur, mais l'animateur d'une équipe. Le gouvernement déterminera et conduira la politique de la Nation. Les ministres ne seront pas des souffre-douleur, des faire-valoir, des prête-noms. Ils seront les chefs de leur administration. Bref, je suis venu vous annoncer une grande nouvelle ici à Dijon : si je suis élu président de la République, il y aura donc un gouvernement !

Pour décider, il faut savoir écouter. Bien écouter, c'est déjà répondre. J'attacherai donc du prix, et donc du temps à la concertation et au débat sur les grandes questions. Je sais la complexité de notre pays, sa diversité, ses contradictions. Je sais aussi les difficultés qui nous attendent. En démocratie,

on préside par le dialogue, pas par le monologue. C'est cette méthode qui permettra de faire les choix nécessaires, indispensables, courageux. Car chacun, ici, connaît la situation de notre pays. Les défis qui nous attendent, les contraintes financières, les redressements à engager. Il n'y aura pas de perte de temps, mais il n'y aura pas non plus de précipitation. Un agenda sera fixé au lendemain de l'élection présidentielle, avec les partenaires sociaux comme avec les collectivités locales, pour établir sur la durée du mandat nos responsabilités respectives pour la transformation du pays.

Le président qui redressa la France ne le fera pas seul. Il n'aura d'ailleurs de chances de réussir que s'il rassemble autour de lui toutes les forces vives de la Nation, et d'abord les élus, les partenaires sociaux et les citoyens.

Le nouveau président veillera à l'impartialité de l'Etat. Un Etat impartial, c'est-à-dire un Etat qui sert les citoyens, et non le pouvoir. Un Etat impartial, c'est-à-dire un Etat qui concourt à l'intérêt général et non à l'intérêt d'un parti. Un Etat impartial c'est un Etat respectueux de son administration. Nous avons la chance, ici en France, et depuis des décennies, d'avoir une fonction publique de grande qualité, recrutée dans l'excellence, et enviée par beaucoup de nos voisins. La représentation de l'Etat, ce sont les préfets dans les départements et les régions, des ambassadeurs partout dans le monde, des directeurs d'administration centrale chargés de prendre en charge les grands dossiers du pays, et enfin des magistrats qui rendent la justice au nom du peuple Français.

Je ne suis pas sûr que ces hauts fonctionnaires, que ces magistrats, aient été bien traités, ces cinq dernières années. Déplacés comme des pions, moqués comme des petits pois, regardés comme des gêneurs, contournés comme des obstacles, considérés comme des subalternes... Je déplore également que durant le quinquennat qui s'achève, il ait été procédé à des nominations partisans, parfois issues des cercles les plus proches et les plus intimes, voire des obligés, particulièrement au ministère de l'Intérieur, et même au service des renseignements. Mais pour se renseigner sur qui ? Et sur quoi ? Cette politique de nomination a été jusqu'aux établissements financiers, jusqu'à l'audiovisuel public, et même dans les services hospitaliers.

Ce n'est pas ma conception. A l'avenir, les hauts fonctionnaires seront nommés sur leurs compétences et leur expérience ; et la seule loyauté, la seule qui leur sera réclamée, sera celle à l'égard de l'Etat et non à l'égard du chef de l'Etat.

L'Etat, ce n'est pas l'Etat UMP : ce ne sera plus l'Etat UMP, mais ça ne sera pas davantage l'Etat PS. L'Etat, c'est l'Etat ! L'Etat c'est la propriété de tous les citoyens et je leur rendrai cette justice et ce droit. Le nouveau président respectera les pouvoirs qui ne procèdent pas du sien et d'abord le pouvoir législatif.

Je suis député depuis 25 ans. Je n'aspire pas nécessairement à le rester mais en même temps, je sais ce qu'est la grandeur de ce mandat. Je connais et je mesure le rôle du Parlement. C'est le lieu où les idées s'expriment, où les controverses s'assument, où les propositions s'affrontent, où la loi républicaine s'écrit.

Mais je sais combien nos assemblées ont connu une forme de déclin, la majorité ayant constamment le sentiment de manquer d'utilité – c'est vrai – et l'opposition, la certitude qu'on lui manque de respect. C'est exact. De nouveaux droits seront reconnus au Parlement pour contrôler le gouvernement, enquêter sur les dysfonctionnements de l'administration, engager de grands débats. Et il y en a ! Sur

l'énergie, sur le nucléaire, sur les lois de bioéthique : voilà de belles délibérations pour un Parlement doté de pouvoirs. Lever la contradiction, et arbitrer entre les intérêts. L'opposition sera pleinement associée à ces initiatives.

Pour que ce Parlement puisse être doté de nouveaux droits, les membres devront se rendre entièrement disponibles, parce que c'est un travail à temps plein de représenter le peuple français. Et j'insiste sur ce point : un député, un sénateur, ne représentent pas une circonscription, un département, une région. Ils représentent la Nation toute entière. C'est pourquoi je ferai voter dès les débuts du prochain quinquennat, la fin du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction d'exécutif local.

Je sais ce qu'il en coûtera à beaucoup d'élus qui ont consacré leur vie, justement, à faire en sorte que leur commune, leur département, leur région, puisse être représenté au Parlement. En même temps, ils comprendront que dans ce nouveau Parlement, et avec la décentralisation qui sera approfondie, chaque mandat se suffira à lui-même.

Le Parlement en lui-même doit mieux représenter le pays. Nous introduirons donc une part de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif. C'est un engagement qui vient de loin et non pas une découverte subite. Je suis très heureux d'ailleurs que sur ce sujet, nous ayons convaincu largement, y compris les esprits les plus récalcitrants. Mais enfin, leur conversion aurait pu être plus précoce ! Le candidat sortant aurait pu en faire la démonstration dès le début de son mandat. J'ai envie de lui dire : « c'est trop tard ». Il ne l'a pas fait : nous le ferons !

Respecter les autres pouvoirs, c'est respecter l'autorité judiciaire, qui n'aura aucun lien de subordination avec le politique. Le conseil supérieur de la magistrature sera réformé. Les magistrats du Parquet seront nommés dans les mêmes conditions que ceux du Siègre. Et la justice appartiendra pleinement au peuple Français, au nom duquel d'ailleurs, elle rend ses décisions.

Je respecterai la liberté d'information. Sans le droit de tout dire, et de le dire en dehors de toute contrainte, il n'est pas de République. La presse écrite doit, dans notre pays, jouer un rôle majeur, y compris avec la révolution numérique. Je sais ce que les journalistes font, au-delà des campagnes présidentielles. Je sais ce qu'ils font partout, en France, dans le monde : chercher l'information, pour nous donner à nous-mêmes l'éclairage nécessaire pour former notre jugement. Je m'incline avec respect face à la douleur des familles qui ont été frappées parce que des journalistes ont fait leur devoir d'information, en allant en Syrie, pour nous dire combien ce régime massacrait son propre peuple. Je me souviens de ce photographe, Rémy Ochlik, qui nous suivait dans nos déplacements pour la campagne présidentielle, et qui a eu le courage d'aller en Syrie au péril de sa vie. Je regarde avec bonheur le retour des journalistes de Syrie, qui viennent enfin nous dire ce qui se passe là-bas. Alors si nous voulons qu'il y ait toujours cette liberté de la presse, nous avons besoin d'une presse indépendante et d'une presse écrite vivante. Nous aurons à revoir les aides à la presse.

Le prochain Président instaurera une nouvelle instance de régulation de l'audiovisuel. Ses membres seront nommés par les commissions des affaires culturelles de l'Assemblée nationale et du Sénat, à la majorité qualifiée des trois cinquièmes. C'en sera fini de ce pouvoir, qu'un seul s'était arrogé pour nommer les présidents des sociétés d'audiovisuel publiques. Ce sera cette instance, le conseil supérieur de l'audiovisuel, qui élira les prochains responsables des chaînes publiques, contrôlera leur cahier des charges et renforcera la spécificité de ces chaînes, c'est-à-dire le service public.

Le nouveau Président reconnaîtra les forces vives de la Nation. On les appelle les corps intermédiaires : drôle d'expression d'ailleurs. On cherche les corps, on s'inquiète des têtes. Mais pourquoi « intermédiaires » ? Mais parce que c'est précisément ceux-là qui nous permettent d'être représentés dans la société. Les collectivités locales, les partenaires sociaux, les associations, les mutuelles, les groupements professionnels : bref ! Tout cela fait que nous sommes ensemble, dans la même société. Le candidat sortant s'en méfie. Il les contourne, voire même les dénonce. Eh bien ce n'est pas ma démarche ! Je travaillerai avec cette somme d'énergie que sont les représentations citoyennes, économiques, sociales. C'est un atout extraordinaire pour notre peuple. Je sais aujourd'hui que ces forces-là se découragent, qu'elles étouffent, qu'elles voudraient davantage de place. Je leur demande un peu de patience, un tout petit peu de patience : nous arrivons au mois de mai.

C'est pour ça que je ferai inscrire la démocratie sociale dans la constitution. Le dialogue social permet de préparer l'indispensable décision. On ne réforme pas le travail contre les travailleurs. On ne fait pas évoluer la fonction publique contre les fonctionnaires. On ne change pas l'école contre les professeurs, la santé contre les professionnels de santé, et même les entreprises contre les entrepreneurs. Même si au final c'est le chef de l'Etat, c'est le gouvernement, qui arbitrent et qui décident. N'opposons pas la démocratie politique à la démocratie sociale et pas davantage la démocratie représentative à la démocratie directe.

Le référendum doit être un instrument de consultation du peuple lorsqu'il y a nécessité à le faire. Je note d'ailleurs que depuis 5 ans, il n'en a pas été fait usage, alors que plusieurs fois la demande en avait été faite, pour de bonnes et de mauvaises raisons : sur le traité de Lisbonne, les retraites et même sur la TVA qui a augmenté d'1,6 point. C'est vrai qu'il y aurait eu peut-être matière à demander au peuple français son avis, encore que c'est la responsabilité du Parlement que d'en décider. Sur la TVA, je vous rassure, ce n'est prévu qu'au mois d'octobre ; ça tombe bien... ! Je vois que vous êtes rassurés sur le sort de ce prélèvement. Enfin, faites le nécessaire. Ça ne tombera pas tout de suite.

En même temps le recours au référendum peut se justifier dans deux cas de figure : un changement institutionnel d'ampleur, nécessitant une révision profonde de la constitution. Ce fut le cas en 1962, quand le Général de Gaulle a proposé au peuple français d'élire le Président de la République au suffrage universel direct. Ce fut le cas aussi quand le quinquennat a été institué. Le second cas de figure, c'est le transfert de souveraineté, comme en 1992 quand François Mitterrand a demandé aux Français de ratifier le traité de Maastricht, pour engager la marche vers l'euro ; comme en 2005, quand Jacques Chirac a demandé au peuple français d'approuver – en fait de désapprouver – le traité constitutionnel européen. On ne convoque pas le peuple Français sur une cause secondaire. C'est sur un enjeu majeur qu'il doit être appelé à se prononcer. C'est cela, respecter le peuple français.

Mes chers amis, je vous ai dit comment, si les Français m'en donnent mandat, je voulais présider la France, quelle était ma conception de l'Etat, du pouvoir, des institutions, quel rapport je voulais avoir avec la justice, les médias, mais aussi tout ce qui concourt à l'intérêt général.

Mais je suis aussi venu à Dijon vous parler de la décentralisation, et de ce que doit être la nouvelle marche en avant pour les collectivités de notre pays. C'est une déclaration de confiance que je suis venu prononcer vers nos élus. C'est aussi un appel à la mobilisation des collectivités au service des Français.

J'annonce ici un nouvel acte de décentralisation. La République, elle est forte par son Etat, mais aussi par ses territoires. C'est ainsi qu'elle s'est construite dans son histoire. Ce fut très long, ce fut heurté. Rendez-vous compte ! Il a fallu un siècle, un siècle, entre la loi du 14 décembre 1789, qui a inventé le mandat de maire, et la loi de 1884, qui a permis au conseil municipal d'élire le maire. Un siècle ! Les monarchies et les empires se méfiaient des élus et de ses milliers de communes. Il a fallu attendre les Républicains pour ouvrir cette liberté – c'est Jules Ferry qui en a été l'acteur – et un siècle encore pour qu'il y ait une grande loi, celle de 1982 pour faire entrer la France sur le chemin de la décentralisation, grâce à une autre grande figure de la République, François Mitterrand.

François Mitterrand qui avait eu cette formule : « La France a eu besoin de la centralisation pour se faire. Elle a besoin de la décentralisation pour ne pas se défaire ». Tel était son constat. Et il a fallu que la Gauche, encore après, invente une nouvelle étape : les conseils régionaux, qui deviennent des collectivités de plein exercice, les communautés de communes, qui puissent enfin se former. Mais depuis cinq ans, l'autonomie fiscale des collectivités locales a été réduite. Les transferts de charges n'ont plus été compensés. Les préfets ont été incités à fixer les limites de nos communautés de communes. Et la maîtrise par nos territoires de nos propres destins a été, à chaque étape, mise en cause.

Et voilà que le candidat sortant se permet de nous faire la morale, accusant les élus d'incurie budgétaire, d'irresponsabilité financière, d'incapacité dans la gestion des personnels ! Alors, je vais faire les rappels à l'ordre qui conviennent. Je rappelle que 80 % de la dette publique en France, c'est la dette de l'Etat. Je rappelle que le déficit de l'Etat est 67 fois supérieur à celui des collectivités locales. Je rappelle que les collectivités locales assurent plus des trois quarts de l'investissement public national. Et je rappelle enfin que les collectivités locales n'ont pas la possibilité de présenter leur budget de fonctionnement en déficit, et qu'il leur est interdit d'emprunter un euro pour leurs charges courantes. Si l'Etat était soumis aux mêmes contraintes que les collectivités locales, sa défaillance aurait été constatée depuis longtemps ! Et c'est la Cour des comptes qui ferait l'exécution du budget national ! Car aujourd'hui, près d'un tiers — un tiers ! — des dépenses de fonctionnement de l'Etat est couvert par l'emprunt. Il y a une seule conclusion à tirer de ces rappels, c'est que la Gauche fait confiance aux élus et que la Droite s'en méfie ; que la Gauche leur propose des contrats et que la Droite leur impose des décrets.

Voilà pourquoi j'engagerai cette nouvelle étape de la décentralisation. Je le ferai non pas simplement par principe, mais parce que j'ai une conviction, c'est que nos territoires sont des lieux de démocratie, d'énergie, de vitalité, de croissance. Et qu'au moment où il faut redresser la France, où il faut chercher des gisements pour l'investissement, pour la formation, pour l'innovation, c'est sur les territoires que nous les trouverons.

J'ai une deuxième conviction, c'est que la décentralisation permettra la réforme de l'Etat. Elle sera un facteur de clarté, de responsabilité. Elle écartera les superpositions, les enchevêtrements, les confusions. Elle sera même une source d'efficacité de la dépense publique, car il y aura forcément, partout, des économies à faire pour mieux servir les Français sans qu'il soit besoin de rehausser les prélèvements.

Ma dernière condition, c'est que c'est la mobilisation commune de l'Etat et des collectivités locales qui nous permettra — qui me permettra — de traduire les priorités que j'ai présentées devant le pays : le

soutien des PME, la formation des jeunes, la petite enfance, le logement mais aussi la rénovation de nos universités, la recherche, la culture, l'environnement, l'écologie. C'est ensemble, Etat et collectivités locales, que nous arriverons à être à la hauteur des attentes qui sont portées sur nous.

Et si les Français m'accordent leur confiance, quelle chance, quelle opportunité s'ouvrirait pour le prochain président ! Ce serait la première fois qu'il aurait à ses côtés tous les présidents de régions — sauf un, mais peut-être viendrait-il vers nous ! Ce serait la première fois qu'il aurait tous les départements — enfin les deux tiers, mais je ne refuserai aucun concours ! — et de si nombreuses communes, la plupart des agglomérations. Alors oui, ensemble nous pourrions redresser le pays ! Voilà pourquoi je crois à la décentralisation.

Mais je sais aussi qu'il nous faudra un cadre pour travailler ensemble. C'est pourquoi je ferai voter une loi sur les territoires de la République, Responsabilité et confiance, qui sera présentée au Parlement avant la fin de cette année. Ce sera une des grandes réformes structurelles qui marqueront le début du quinquennat. Nous définirons là les bases du pacte de confiance et de solidarité entre l'Etat et les territoires de métropole comme d'Outre-mer pour la durée du quinquennat : objectifs en matière d'aménagement, règles stables sur les financements de l'Etat pour les cinq ans, engagement réciproque sur la période par rapport aux grandes priorités que j'aurai présentées.

Et pour y veiller, un Haut conseil des territoires sera créé, où les représentants des élus se réuniront régulièrement avec l'Etat, instance de concertation, de proposition, qui s'appuiera sur le Sénat qui doit rester le grand conseil des collectivités locales, puisque c'est son rôle dans la République.

Je ne crois pas à l'uniformité. Il faut accepter notre diversité territoriale, à condition qu'elle soit fondée sur la clarté et la confiance. La clarté, c'est la définition dans la loi du rôle de chacun, avec des compétences pleinement assumées et financées. Nos concitoyens doivent savoir qui fait quoi dans la République. La confiance, c'est tout simplement le principe de libre administration des collectivités locales. Les coopérations, les partenariats, les projets communs seront fondés sur le contrat. Je garantirai donc le niveau des dotations de l'Etat aux collectivités locales. J'engagerai une réforme de la fiscalité locale avec un seul objectif : la justice ; la justice entre les contribuables, la justice entre les territoires.

L'impôt local est un élément de l'autonomie des communes, des départements qui en sont maintenant privés ou presque, et des régions à qui l'on a ôté toute fiscalité. Les citoyens doivent pouvoir juger l'action de leurs élus. Et la responsabilité n'existe que si les élus sont capables de fixer les contributions locales et de rendre compte de l'usage qui est fait des deniers publics. C'est cela, la démocratie locale.

Mais je renforcerai parallèlement la solidarité financière de l'Etat et des collectivités locales vers les territoires. Je ferai de la péréquation entre collectivités un levier de la solidarité territoriale. Il est normal — et je ne veux stigmatiser personne ! — que Neuilly-sur-Seine paie pour Bobigny. Ça s'appelle la justice ! Ça s'appelle la justice entre les territoires !

La justice, c'est aussi — et j'en ai pris l'engagement — que l'Etat mette à disposition des communes les terrains dont il ne fait pas usage, et qui sont autant de mètres carrés dormants qui pourraient être utilisés au logement et au logement social. La justice, c'est la sanction financière qui devra être multipliée par cinq pour les communes qui ne répondent pas au pourcentage légal des logements

sociaux.

Mais je veux donner aussi, et c'est tout l'enjeu de cet acte de décentralisation, une plus grande lisibilité à notre organisation territoriale. Aux régions le développement économique, l'aménagement du territoire, les transports publics, la formation, bref la préparation de l'avenir. Elles doivent être parties prenantes des politiques de l'emploi, pleinement associées à la gestion de la Banque publique d'investissement que nous allons créer et aux outils de financement pour les PME, pour l'innovation, pour l'économie sociale et solidaire. Des compétences leur seront reconnues en matière d'investissement dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. Elles doivent aussi pouvoir disposer d'un pouvoir réglementaire leur permettant d'adapter la loi nationale aux réalités du territoire. Il reviendra au Parlement d'en décider à l'occasion de chaque loi. Et enfin, la gestion des fonds structurels européens devra être décidée par les régions, et non pas par l'Etat. Ce sont les régions qui doivent savoir ce qui est fait et ce qui doit être réparti sur le territoire.

L'Etat n'a rien à craindre de cette évolution. Il gardera la responsabilité de la politique économique, de la définition des grandes priorités et de la mise en cohérence des politiques.

Aux départements le rôle d'assurer et de renforcer les solidarités sociales et territoriales. Ils n'y parviendront que si les conseils généraux disposent de nouvelles ressources pour assumer les enjeux du handicap et du grand vieillissement. J'ai annoncé la réforme de la dépendance, qui a été tellement promise et jamais engagée. J'ai dit que cette fois-ci, ce sera fait, parce que c'est un devoir, un devoir à l'égard des plus anciens, un devoir à l'égard de leurs familles, un devoir de dignité. Cette réforme exigera de recourir à des recettes nouvelles, puisque les seules allocations dites APA n'y suffisent pas. Il y a deux façons de faire, soit aller chercher les techniques de l'assurance privée qui forcément, c'est son rôle, sélectionnera les âges, les risques, et peut-être même les fortunes. Et donc, nous avons comme option — oui, c'est vrai — la solidarité nationale, c'est-à-dire le fait que chacun, chacune, devra contribuer le plus tôt possible pour préparer sa fin de vie. C'est le sens de la réforme que nous conduirons.

De la même manière, puisque je parle du département, il sera mis fin au conseiller territorial — vous savez, cet être hybride qui ne verra jamais le jour. Ce qui supposera de revenir au mode de scrutin qui existait pour les conseils régionaux ; et pour les conseils généraux d'inventer un nouveau mode de scrutin qui devra assurer une proximité mais aussi une meilleure représentation de toutes les sensibilités, et respecter le principe de parité posé dans la Constitution.

Quant aux communes, nous en avons 36 000. On nous dit que ce serait un coût insupportable, que nous serions les seuls en Europe. C'est vrai, parce que c'est un héritage, qui n'est pas d'ailleurs celui simplement de la République. C'est ainsi que nous nous étions constitués pour faire des solidarités qui à l'époque s'inventaient sans avoir besoin de forme juridique. Eh bien, 36 000 communes, c'est une chance, c'est une présence humaine, administrative, c'est le maintien de services publics, c'est une somme d'engagements bénévoles. Mais c'est vrai aussi qu'il n'y aura d'avenir de la commune que s'il y a une intercommunalité de projets qui se donne une nouvelle structure avec un fonctionnement démocratique — ce qui suppose d'élire les conseils communautaires au suffrage universel en même temps que les conseils municipaux.

Mais il y a aussi les grandes villes et les agglomérations. Nous avons besoin de grandes métropoles européennes. Et là encore, il faudra franchir un pas décisif. Il faudra doter ces grandes

agglomérations, celles qui pèseront à l'échelle de l'Europe et du monde, d'un statut métropolitain simple et attractif, adapté à chacune des agglomérations, leur permettant d'atteindre en termes de compétences, de ressources, de moyens, le niveau requis à l'échelle de l'Europe. Là aussi, faisons le pari de l'expérimentation, de la liberté, de la souplesse. Ne craignons rien si nous voulons que chacune de nos structures soit la plus adaptée à la réalité de nos vies.

Et permettez-moi d'évoquer un territoire qui a sa spécificité et son originalité dans notre vie administrative et politique française : c'est Paris et l'agglomération parisienne. J'en parle avec une affection particulière, parce que Paris n'est pas n'importe quelle capitale. C'est la capitale de la France. Elle rayonne partout dans le monde. Je salue son maire Bertrand Delanoë, ici présent. La France est d'autant plus grande que Paris est plus grand. C'est notre fierté, Paris, et nous n'irons jamais opposer les régions de France et notre capitale. Parce que Paris, c'est la première région européenne, l'Ile-de-France, ville du monde, capitale de la France. Et il est légitime que l'Etat se préoccupe de la métropole parisienne et de l'Ile-de-France. Douze millions de personnes vivent en Ile-de-France. Des problèmes de logement, de transport, de solidarité territoriale se posent chaque jour avec plus de gravité. Eh bien, je fais confiance aux élus de cette agglomération, grande agglomération, capitale de la France, pour définir ensemble les outils de la solidarité métropolitaine et pour inventer la structure et l'administration qui permettront de mobiliser les élus locaux. Et je fais confiance à leur créativité et à leur sens des responsabilités.

Mais la décentralisation n'est pas simplement faite de structures, de financements. Ce n'est pas simplement de donner les moyens d'agir. C'est aussi de dire ce que doit être notre vie commune sur le territoire français. La France est un pays qui a une telle diversité de paysages, de situations, de vies. Nous appartenons au même ensemble et nous ne sommes pas toujours dans les mêmes conditions de vie, entre un territoire rural, un centre-ville, une banlieue. Nous pouvons chacun avoir des liens les uns avec les autres, mais notre devoir, c'est de vivre ensemble, c'est de partager en même temps les mêmes émotions, les mêmes aspirations, les mêmes volontés. C'est ça, le rôle du président de la République, et c'est ça, la vertu de la décentralisation.

L'une des grandes menaces qui pèsent sur notre pays, c'est la désertification de pans entiers de notre territoire. Il faudra mener une politique volontariste — je prends le mot à dessein — pour conduire en zone rurale les réformes nécessaires, préserver les services publics, et les écoles en particulier, permettre les transports ferroviaires, assurer les réseaux de communication. C'est pourquoi j'ai pris l'engagement de couvrir d'ici à dix ans l'ensemble du territoire de très haut débit, parce que nous avons besoin de l'accès à toutes les informations.

Parce que là encore, c'est le droit de chacun à pouvoir se soigner, et ne pas en être écarté pour des raisons financières ou territoriales. Je veux être le président qui réussira le retour de la République partout : dans les territoires désertés, mais aussi dans les territoires déshérités !

La ségrégation spatiale est devenue l'autre nom de l'injustice sociale. Cela fait des années qu'on nous annonce un « plan Marshall » — sans que je voie d'ailleurs pourquoi le général Marshall est mêlé à nos aventures de banlieues ! Vocabulaire d'autant plus militaire que le résultat est consternant : les services publics y ont été affaiblis, l'école y a été sacrifiée. La police a été, en définitive, souvent enlevée de ces quartiers, et le terrain laissé à une autre loi : la loi de la force, la loi des caïds qui prétendent, comme à Marseille, faire la loi à la place de la République ! Eh bien, dans ces territoires enclavés et parfois ségrégués, si loin de nos métropoles et parfois si proches aussi, la République ne passe plus. Et avec elle, ce sont l'instruction, la protection, la solidarité, la santé qui ne passent plus.

Eh bien, moi, je propose un pacte démocratique à toute la France : c'est qu'aucun enfant de la République ne puisse se considérer hors de la République ! Il ne doit pas y avoir un quartier, une cité, une zone urbaine qui n'appartienne pleinement, totalement, entièrement à la République !

Et c'est pourquoi j'ai dit que ma campagne serait autour de la jeunesse : parce que je veux donner à toute la France les moyens d'une réussite de la génération qui arrive. Et c'est la raison pour laquelle nous embaucherons – oui, en j'en revendique la nécessité –, nous embaucherons des professeurs, des surveillants, des assistantes sociales, des médecins scolaires, au nom de la justice dans les établissements où ces personnels sont nécessaires, sont attendus, tant ils ont été enlevés de là où ils étaient destinés ! La République ne laissera aucun de ses enfants se détourner d'elle. Elle sera partout, pour assurer sa promesse et rendre à chacune et à chacun la fierté – je dis bien la fierté – d'être un citoyen français, parce qu'il aura reçu ce que la République lui aura promis.

Dans le même esprit, je souhaite dire un mot fraternel à nos départements et territoires d'Outre-mer, dans un moment où ces régions et départements souffrent : souffrent d'une vie chère, souffrent du chômage. Là-bas, 60 % des moins de 25 ans sont au chômage. Où la crise est rude, lourde. Où la crise de confiance est installée. Eh bien là encore, je l'affirme, ces départements et ces régions font partie de la France, de la République ! Et si ces habitants ont pu en douter, c'est parce qu'ils n'ont pas été respectés. Et là encore, le maître mot pour ces territoires et des départements, c'est l'égalité – l'égalité de tous ! Voilà pourquoi je lancerai cette nouvelle étape de la décentralisation.

Et dans le même temps, je veux maintenir et renforcer l'autorité de l'Etat. Je crois en l'Etat. C'est la puissance qui protège les faibles. C'est la seule arme des désarmés. L'Etat, en France, a précédé la Nation. Il l'a façonnée. L'Etat est porteur des valeurs d'égalité, de liberté, de dignité, mais aussi d'efficacité. L'Etat, ce sont aussi les femmes et les hommes au service de leurs concitoyens. Les fonctionnaires, je veux saluer leur dévouement, leurs compétences et leur sens des responsabilités. Je veux leur dire ma confiance. Je ne leur dis pas que tout sera possible au lendemain de notre victoire. Partout il faudra rechercher la meilleure façon d'offrir des services à la population. Et j'ai déjà dit que si nous stabiliserons les effectifs de la fonction publique, je donnerai priorité à l'éducation, à la recherche, à la sécurité et à la justice.

Chers amis, l'Etat c'est la République. La République, ce sont des valeurs. C'est une histoire. La vôtre, la nôtre. La République, c'est l'esprit de 1789, quand furent abolis les privilèges, une nuit du 4 août, et que fut établie l'égalité de tous devant l'impôt. Cette formule n'a rien perdu de son actualité. La République, ce fut la Seconde République qui décida de l'abolition de l'esclavage en 1848. 1848 ! Il a fallu attendre ce temps-là pour assurer l'égalité entre tous les êtres humains. La République, c'est la Troisième, qui a institué l'école laïque, gratuite et obligatoire – et nous devons en être dignes ! La République, c'est un gouvernement provisoire au lendemain de l'Occupation qui a décidé de donner, enfin, le droit de vote aux femmes ! Que de temps perdu ! La République, ce fut la Quatrième, qui créa la sécurité sociale en 1946, au nom de la solidarité entre tous les citoyens. Et la Cinquième République, nous avons eu du mal à le reconnaître, mais c'est la Cinquième République qui a enfin terminé le processus de décolonisation – il était bien temps ! – et l'indépendance de l'Algérie avec le Général de Gaulle. Et c'est sous la Cinquième République que l'alternance, enfin, arriva, avec François Mitterrand, républicain et socialiste qui a permis les grandes conquêtes sociales, la décentralisation, les libertés et l'abolition – enfin ! – de la peine de mort en France !

C'est notre histoire ! C'est l'histoire de la France, qui nous unit, qui nous rassemble, qui nous

réconcilie au-delà de nos différences ! Voilà pourquoi je m'assigne cette belle tâche, si les Français m'accordent leur confiance, de rassembler et de réconcilier autour de la plus belle cause qui soit : la promesse de la République.

J'ai fait 60 propositions. C'était lors de notre rassemblement du Bourget. J'en formule devant vous une 61ème ! Elle ne concerne pas un impôt dont j'ai déjà parlé. Elle ne touche pas à la dette publique ni au déficit. Elle ne coûtera pas un seul euro – et c'est pourquoi elle doit être la plus chère à notre cœur et la moins coûteuse. Elle se résume tout simplement à l'application du premier article de notre constitution : « la France est une république indivisible, démocratique, laïque et sociale ». Voilà l'engagement que je prends !

La République indivisible, c'est la République qui sait ce qui nous rassemble, qui ne craint rien sur son unité, qui est capable de laisser une large place aux libertés locales, à la diversité, aux expérimentations, qui fait confiance aux territoires et qui fait aussi prévaloir la solidarité.

La République indivisible, c'est celle qui est fière de sa langue : la langue française. Belle langue ! Langue de la diversité, langue de l'exception, langue de la culture. Langue qui s'offre aux autres. Et parce que nous ne craignons rien pour la langue française, nous ratifierons aussi la charte des langues régionales – parce que c'est aussi une demande qui nous est faite et qui est légitime.

La République démocratique, oui – parce qu'elle ne l'est pas assez. Parce que nos modes de scrutin devront être modernisés. Parce que la parité devra être installée partout. Parce que la diversité, celle que je vois ici, devra se retrouver au Parlement, au gouvernement de la France, partout où il y a des lieux de décisions. La démocratie, parce que quand des personnes vivent sur notre territoire depuis des années – c'est déjà fait pour les résidents communautaires, ce sera fait pour les résidents non communautaires –, ces personnes-là ont bien le droit de voter aux seules élections municipales sans que nous n'ayons rien à craindre sur notre citoyenneté, ou notre cohésion nationale, ou notre liberté !

Le droit de pétition sera élargi, reconnu – et les assemblées locales devront se prononcer sur les sujets que les citoyens eux-mêmes voudront mettre en débat. Voilà ce que seront les nouvelles étapes de la démocratie.

La République, elle est laïque. Je dis mon attachement à cette belle valeur, à ce grand principe qui n'est pas la religion de ceux qui n'ont pas de religion. C'est le fondement du vivre ensemble. La laïcité protège la liberté individuelle la plus intime, la plus précieuse : la liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas croire. Elle protège l'égalité des femmes et des hommes entre eux. Elle protège contre les influences, contre les violences. Et c'est pourquoi j'ai proposé d'inscrire dans notre constitution les principes de la loi de 1905 : pour que le respect de ces principes puisse se traduire autant qu'il sera possible dans notre droit.

Et enfin, la République doit être sociale. Et là, nous avons beaucoup à faire ! Le quinquennat qui s'achève a été celui des plus favorisés. Et c'est pourquoi, comme candidat et si vous en décidez, comme président, je n'aurai qu'une idée qui m'animerait : la justice, l'égalité, la justice sociale, la justice territoriale, la justice fiscale ! C'est toujours la même histoire : la République contre les privilèges – privilège de l'argent, privilège de la naissance, privilège de la culture. La République est faite pour l'égalité. Elle est faite aussi pour la morale publique. Pour le patriotisme. Pour la vertu républicaine. C'est le sens de ce que j'ai proposé : dire à chacune et à chacun, surtout quand ils disposent des plus hauts revenus et des plus grands patrimoines, qu'il ne peut pas être possible de demander un effort à

tous les Français et de s'en dispenser au prétexte qu'on aurait plus de puissance, plus de talent !

1 million d'euros, ai-je dit, quand j'ai appris que certains patrons – pas tous, heureusement – s'étaient augmentés de 34 % en 2010, avec des revenus annuels en moyenne de 2 millions d'euros ! Et donc, c'est vers eux que je me tourne, en leur disant : si vous voulez participer à la marche du pays, montrer l'exemple, assurer la direction de vos affaires – et c'est légitime –, alors faites la démonstration que vous-mêmes vous êtes capables de faire l'effort. Non pas de payer plus d'impôt. La seule façon, d'ailleurs, de ne pas en payer, c'est de ne pas vous rémunérer à ce niveau-là. 100 Smic, ça permet de vivre, et de bien vivre ! Et tant mieux, c'est la récompense de l'effort et du talent. Mais la morale publique, la vertu, le patriotisme, ce sont des valeurs partagées. On me dit : attention, ils vont partir. Comment ? Je ne veux pas le croire ! Comment des hommes et des femmes qui se prétendent les dirigeants des sociétés les plus éminentes du pays – et je ne parle pas des sportifs – pourraient se dire que leur avenir serait ailleurs ? Mais moi je suis fier, je suis heureux de vivre en France, d'être là et d'être conscient que nous servons tous la patrie que nous aimons – que nous soyons au plus bas de l'échelle ou que nous puissions être aussi en haut, avec la même idée, la même approche, le même amour de notre pays, de notre République !

Je me souviens – et je veux terminer là-dessus –, je me souviens qu'en 1981 François Mitterrand avait été capable de créer un grand élan populaire pour réussir l'alternance, prendre le pouvoir. Eh bien je voudrais, 30 ans après, qu'un changement de même ampleur se produise. Le changement qui ne serait pas simplement le changement d'un pouvoir, celui du candidat sortant. Non, le changement n'est pas seulement le changement d'un pouvoir. C'est le changement du pouvoir en France. Le changement n'est pas simplement un acte de confiance pour le président, c'est une preuve de confiance à l'égard des Français. Je vous promets, si vous m'en confiez le mandat, que mes responsabilités ne m'éloigneront pas de vous, qu'elles ne m'empêcheront jamais d'être un, un parmi vous. Je ne perdrai jamais la force de mes convictions ni l'ardeur de mes indignations. Et je n'aurai pas d'autre ambition que de servir mon pays au nom de mes idées. Je veux une démocratie plus simple, mais aussi plus exigeante. Je vous promets donc le respect : respect des élus, respect des partenaires sociaux, respect des citoyens, respect du mandat qui m'aura été donné. Là est ma force ! Là est ma conscience ! Là est ma volonté !

Mes amis, une campagne présidentielle est un moment de vérité. Deux conceptions de la société, deux philosophies politiques, deux visions de l'avenir, deux manières de présider la France se font face. C'est une confrontation. Elle peut être belle, si elle n'est pas dégradée. C'est un combat qui n'est pas un pugilat, qui ne doit pas être une façon de dénigrer l'autre, mais une façon de nous rehausser nous-mêmes. La confrontation n'est pas faite pour détruire, elle est faite pour construire. Elle n'est pas faite pour diviser, elle est faite pour dépasser. Elle n'est pas faite pour dépasser, elle est faite pour surmonter.

Je n'ai pas été insensible à tous les « compliments » qui m'ont été faits par le camp d'en face ou à certaines promotions verbales qui parfois peuvent être des provocations. Mais je veille chaque jour à ne pas me laisser entraîner par la polémique, par la surenchère, par l'inflation du verbe. Les mots, qui ont toujours un sens, doivent être maîtrisés ! Les expressions qui parfois peuvent échapper à la pensée de leur auteur – c'est possible ! – doivent être retenues. Et les propositions doivent être faites pour convaincre et pas simplement pour vaincre l'adversaire du moment. Quant aux personnes, n'oublions pas, quels que soient nos sentiments, que l'un des candidats sera le prochain président.

Bref, soyons à la hauteur de ce qu'attendent les Français, de ce qu'ils vivent, des enjeux du pays, de l'Europe qui nous attend, du monde qui nous regarde. Je me suis engagé depuis maintenant un an dans cette course. Certains qui m'approchaient tout à l'heure me disaient : courage, courage ! Mais j'en ai ! J'en ai à foison ! Et celui qui viendrait à manquer m'est donné par vous. Je ne crains rien de ce côté-là. Je me suis donc engagé depuis un an dans cette course. La ligne d'arrivée est encore loin : 50 jours avant le premier tour – premier tour qui sera décisif, parce que c'est au premier tour que nous allons créer la dynamique pour la victoire. C'est au premier tour que nous allons nous rassembler pour être au plus haut le soir du 22 avril. Ne vous détournez pas ! Ne vous dispersez pas ! Ne vous éloignez pas ! Soyez là, le 22 avril ! Cette course, cette longue course, elle tient du marathon. De la course de haies. J'essaie de les franchir l'une après l'autre. Et beaucoup m'attendent encore. Après, il faudra faire le dernier coup de rein. Nous n'en sommes pas encore là, mais je compte sur vous. Je ne me détournerai pas de ma ligne. Je ne me laisserai pas emporter par je ne sais quels dénigrement et dévaluation, par je ne sais quelle surenchère. J'essaierai d'être toujours à la hauteur du mandat que vous m'avez confié à l'occasion des primaires citoyennes. Et dans cette course, je n'ai qu'un objectif, un seul objectif : la victoire ! La victoire de nos idées, sûrement. La victoire de nos valeurs, assurément. Et la victoire de la République ! La victoire de la France !

Vive la République ! Vive la France ! Vive la solidarité de l'Etat et la force des collectivités de notre territoire !

Merci à vous, à Dijon, de m'avoir donné une nouvelle fois la confiance que j'étais venu chercher ! Vive la République ! Et vive la France !

Mes chers amis, je vous remercie d'être venus nombreux, très nombreux. Partout où je vais, partout je rencontre les mêmes foules de jeunes — et je les salue -, de moins jeunes — et j'en suis -, chaque fois pour nous encourager, chaque fois pour nous porter, chaque fois pour nous permettre de représenter l'espoir. Parce que les Français attendent beaucoup de nous. Parce que les Français veulent le changement et parce que vous, vous êtes la première avant-garde, celle qui annonce le premier tour, celle qui va permettre d'avoir, déjà, la première vague, et qui va ensuite la renouveler pour le second retour et permettra la victoire. Merci, merci à tous.

A chaque fois que je passe parmi vous, il y en a toujours qui me disent : courage ! Courage, comme si j'en manquais ! Il y en a d'autres que me disent : tenez bon ! C'est bien mon intention ! D'autres qui voudraient me protéger. Mais me protéger de quoi, de qui ? Je ne suis pas entouré de forces de protection ici. Je n'ai pas besoin d'une sécurité renforcée, je ne risque rien ! Je peux me promener dans la rue sans encombre ! Je peux me déplacer sans crainte et sans risque. Et même quand je trouve — cela peut arriver — un de mes concitoyens qui ne partage pas mes idées, j'essaie de le convaincre. Et même s'il a une pancarte qui ne m'est pas forcément destinée, je me dis que c'est vers lui que je dois me tourner. Parce que si je veux, demain, être le président de tous, aucun de mes compatriotes ne doit être rejeté, renvoyé, exclu, écarté. Moi, j'aime la France dans toute sa diversité !

Ce n'est pas la première fois que je viens depuis le début de l'année ici, en Lorraine. J'y ai même installé mes quartiers. J'étais à Metz il y a peu, puis je suis allé à Gandrange. Vous allez me dire : mais pourquoi Gandrange ? Non, vous savez pourquoi ! Je suis allé à Thionville, je suis allé à Florange, je suis allé à Saint-Dié, et aujourd'hui je suis à Nancy. Mais je n'ai pas fini, vous me reverrez, je ne suis pas encore allé dans la Meuse ! Et puis, je veux aller à Longwy pour revoir Christian. Bref, la campagne est longue, et je serai autant que nécessaire ici, parmi vous, avec vous, pour vous venir en soutien chaque fois qu'il y a un risque pour l'emploi, chaque fois qu'il y a un doute pour un service public, chaque fois qu'il y a, aussi, une volonté de montrer l'excellence, ce que vous m'avez permis de faire. Parce qu'ici en Lorraine, et je parle devant le Président de la Région Jean-Pierre Masseret, vous êtes une grande région, une région industrielle, une région universitaire, une région agricole aussi. Vous êtes la vitrine de ce que l'on peut faire de mieux, et en même temps vous souffrez, comme toutes les régions de France, à la fois de la désindustrialisation et des délocalisations dont vous a parlé Arnaud Montebourg. Vous souffrez aussi des attaques contre le service public et contre l'école de la République. Je veux ici dire à tous les enseignants qu'ils doivent avoir confiance. Parce que nous arrivons, nous y sommes presque ! Je veux dire aussi à tous ceux qui se dévouent pour notre santé, agents hospitaliers, médecins, infirmières, aides soignantes, tous ceux qui se dévouent pour la plus belle cause qui soit, qui nous permettent de finir notre vie dans de meilleures conditions : nous sommes là avec vous ! Parce que cette élection présidentielle est pour vous. Elle est pour vous permettre de croire de nouveau qu'il est possible d'agir, en solidarité, avec la justice et aussi avec une haute exigence de ce que doit être le redressement du pays.

Merci de m'avoir une nouvelle fois invité ici en Lorraine ! Je viens devant vous, à moins de 50 jours du premier tour. Je compte chaque jour, parce que chaque jour nous rapproche du moment décisif. Cela inquiète certains qui se disent : un jour de moins. Nous, cela nous rassure. Et je veux vous faire une confidence — ne la répétez pas : même si nous avons encore plein de jours devant nous, nous aurions plein de confiance. Ce n'est pas le temps qui fera l'affaire pour le candidat sortant. C'est trop tard ! D'une certaine façon, pendant cinq ans, il a eu toute l'occasion de faire campagne ! Ce n'est pas maintenant qu'il convaincra les Français. Parce qu'un président sortant est jugé sur son bilan.

Mais nous, nous nous avons le devoir de convaincre — pas simplement de rejeter ce qui s'est produit depuis cinq ans, pas simplement d'écartier le candidat sortant, non ! Nous avons le devoir de convaincre les Français que nous représentons le changement — le changement possible, le changement crédible, le changement d'avenir, le changement de destin. Voilà ce que j'ai à faire : convaincre le plus grand nombre de venir voter pour leur avenir et pour un destin différent du pays !

C'est un moment important, l'élection présidentielle. C'est le moment où deux conceptions de la politique s'affrontent. C'est un moment où deux philosophies se font concurrence. C'est un moment où des personnalités se présentent pour incarner la France. C'est un moment important, l'élection présidentielle : nous ne devons pas gâcher ce rendez-vous avec le pays. Beaucoup de nos concitoyens attendent et espèrent ce rendez-vous, veulent que nous soyons à la hauteur de l'espérance, au niveau que requiert l'élection présidentielle ! Beaucoup de nos concitoyens veulent savoir nos réponses sur le chômage, le pouvoir d'achat, les services publics, le logement – bref, ce qui fait leur vie quotidienne. Notre responsabilité, la mienne, c'est d'être à la hauteur de ce grand rendez-vous ! D'être capable de me situer, déjà, au-delà même de l'élection présidentielle.

Et c'est la raison pour laquelle je ne me laisserai pas entraîner par les polémiques – il y a des spécialistes ! –, par les surenchères. Je ne me laisserai pas non plus détourner de la voie que j'ai fixée et tracée, de l'objectif que j'ai donné : celui de la victoire. Celui du changement. Je ne me laisserai pas non plus entraîner par les outrances, les polémiques. Je vois bien, d'ailleurs, l'intérêt de ceux qui les organisent ou qui les multiplient. Ils ont peur du verdict du peuple français. Ils craignent sa participation au scrutin. Ils espèrent que l'abstention rendra la sanction moins lourde. Eh bien, non, nous nous voulons que les Français participent massivement au scrutin, viennent voter, disent leur mot, choisissent leur destin !

Une confrontation présidentielle, c'est bien sûr un choix de personne, savoir lequel, laquelle d'entre les candidats et candidates peut devenir ou rester président de la République. Le chef de l'Etat exerce une fonction éminente. Et c'est très important pour les Français de savoir s'il a le caractère, ou les qualités, ou les capacités pour être le prochain président. Et je ne crains rien, de ce point de vue, dans la comparaison !

Il m'est dit, toujours avec beaucoup d'affection – parce qu'ils me font tellement de compliments, de l'autre côté ! – il m'est dit que je n'aurais jamais été ministre. C'est vrai. Mais il vaut mieux ne pas l'avoir été que d'avoir, hélas, exercé cette fonction depuis 10 ans ! Et pour autant, je voudrais rassurer mes concitoyens : j'ai été plus de 10 ans Premier Secrétaire du Parti socialiste, une grande formation politique. J'ai été associé, grâce à Lionel Jospin, cinq ans à la direction du pays pour mener des réformes importantes qui sont restées encore et qui resteront, non seulement dans les mémoires, mais dans la vie quotidienne des Français — que ce soit, et je les revendique, les 35 heures, l'allocation personnalisée à l'autonomie, la couverture maladie universelle, les emplois jeunes. Oui, j'ai été premier secrétaire pendant cette période-là. J'ai ensuite été premier secrétaire pendant une autre période, celle de l'opposition – et, je vais vous donner un conseil, mieux vaut ne pas y rester trop longtemps ! Et donc, je suis prêt à l'exercice des responsabilités.

Voilà un an que j'ai déclaré ma candidature, dans le cadre des primaires citoyennes d'abord, devant les Français. Un an que je rencontre autant mes concitoyens que les problèmes qu'ils peuvent vivre. Je connais bien la France ! J'en suis l'élu depuis 25 ans. J'essaie de faire en sorte de bien comprendre la diversité et, en même temps, l'unité du peuple français. J'essaie de saisir à la fois nos faiblesses – pour les comprendre, les surmonter – mais aussi nos atouts et nos forces.

Je me suis préparé à être le prochain président. Et ce qui donne de la force, du caractère, de la capacité, de la compétence, je vais vous le dire : c'est votre soutien ! C'est votre engagement ! C'est votre participation ! C'est vous qui allez choisir.

Il y en a aussi, toujours pour me tresser des louanges, qui me disent que je n'aurais pas d'expérience internationale. Là encore, dix ans Premier secrétaire, j'ai été associé à tous les grands sommets des chefs de parti, et lorsque nous étions au gouvernement de chefs d'Etat et de gouvernement. Mais, ce qui comptera pour choisir celui qui va diriger la France, c'est le vote des Français. Je ne sais pas si l'information est juste — et qu'importe, au bout du compte — que les dirigeants conservateurs ne verraient pas mon élection de la meilleure des façons. Je les comprends — ils sont conservateurs, je suis socialiste ! Mais ne les blâmez pas, c'est bien leur droit de venir en soutien d'un candidat conservateur en France. Il y a comme une solidarité entre les conservateurs. Et puis, ils ont bien remarqué que le candidat conservateur ici était en difficulté ! Alors, ils se sont mobilisés pour le soutenir. Je ne sais pas si lui-même en était forcément convaincu, que ce soutien lui serait bénéfique. Mais c'est ainsi ! Je les laisse faire comme ils l'entendent, y compris s'ils veulent venir en France faire

campagne. Je les accueillerai — enfin, je les laisserai faire parce qu'ensuite, j'aurai à travailler avec ces dirigeants. Même si je souhaite que les progressistes soient plus nombreux au sein du Conseil européen, qu'il y ait davantage de chefs de gouvernement et de chefs d'Etat de Gauche. Mais ça prendra du temps ! D'ici là, rien ne pourra peser sur la décision du peuple français. Ce sont les électeurs de France qui vont décider de leur avenir, et personne d'autre à leur place.

Chers amis, moi, je n'ai pas besoin de chercher un modèle à l'extérieur. J'ai bien conscience que nos amis allemands, sur un certain nombre de réformes, ont montré la voie. Je suis bien conscient de leur performance. Mais en même temps, je regarde ce qui est la nature, l'histoire, la caractéristique de notre peuple, de notre pays. C'est ici que nous allons trouver, ensemble, les voies du redressement. C'est ensemble que nous allons, avec les valeurs qui sont les nôtres, avec le modèle social qui est le nôtre, avec les atouts de la France, c'est ensemble que nous allons chercher les voies du redressement du pays sans avoir besoin de copier quoi que ce soit ou d'imiter qui que ce soit. Il n'y a pas de modèle autre que celui que nous définirons ensemble lors de l'élection présidentielle. Et ce que je peux vous dire, me déplaçant partout en Europe, c'est que beaucoup de pays — je ne dis pas de gouvernements mais de pays — nous attendent, espèrent en nous et se disent que les Français, s'ils choisissent le changement, vont pouvoir non seulement décider de leur destin ici dans notre pays, mais décider aussi de l'orientation de l'Europe. Rendez-vous compte de votre responsabilité et de la mienne ! Nous ne sommes pas n'importe quelle Nation, nous ne sommes pas n'importe quel pays, nous sommes la France, nous sommes la France en Europe, et c'est nous, avec d'autres, sans arrogance, sans prétention, qui allons chercher l'orientation nouvelle de l'Europe.

Je veux devant vous rappeler quel est le sens du projet que je porte. Ce projet, je l'ai présenté il y a déjà plusieurs semaines, voire plusieurs mois. C'était lors du rassemblement du Bourget. Vous êtes presque aussi nombreux ! Soixante propositions. J'ai tout dit aux Français, je continue à leur répéter. Je leur ai présenté la cohérence de mon orientation, la constance de mon engagement. J'ai même précisé le financement de mes propositions. Je suis le seul à l'avoir fait ! Je ne blâme pas les autres, chacun mène sa campagne comme il l'entend. Et comme je l'ai dit, le candidat sortant n'a pas besoin de présenter un projet : nous le connaissons, son projet, c'est son bilan ! Et il est lourd ! Mais moi, j'ai voulu que les Français soient éclairés, d'abord sur l'enjeu du redressement. Eclairés, et écoutés si c'est possible.

Je veux m'adresser aux Français pour leur dire : oui, nous allons redresser notre pays. Il en a besoin. Redresser son économie, redresser son industrie, redresser son agriculture, redresser ses finances publiques, redresser aussi son moral qui a été affecté, qui a été abîmé par cinq ans d'injustice, cinq ans d'incohérence, cinq ans d'inconstance. Mais si nous voulons redresser la France, réduire le chômage, améliorer notre production, permettre la distribution du pouvoir d'achat, conforter nos services publics, il faudra faire des efforts. Et je n'en dissimulerai aucun : efforts pour travailler davantage, efforts pour participer davantage au financement des dépenses de solidarité. Oui, il faudra qu'il y ait des efforts, mais ces efforts seront justes, seront répartis différemment d'aujourd'hui, appelleront les contributions de ceux qui ont le plus. Parce qu'il ne peut pas y avoir de rassemblement s'il n'y a pas de justice. Justice fiscale, et c'est la raison pour laquelle j'ai proposé une grande réforme fiscale qui fasse que les revenus du travail et les revenus du capital soient fiscalisés au même barème, avec les mêmes taux, dans les mêmes conditions. Faire en sorte qu'il n'y ait plus ces niches fiscales qui permettent aux plus hauts revenus d'être dispensés de l'effort. Faire aussi en sorte qu'il y ait un rapprochement entre l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée. Faire la réforme fiscale, aussi, pour les collectivités locales. Faire la réforme fiscale pour les entreprises, parce qu'il n'est pas normal que les plus petites paient le même taux d'impôt sur les sociétés que les plus grandes, voire davantage.

J'ai ajouté, c'est vrai une proposition récemment. Elle ne m'est pas venue spontanément à l'esprit, mais parce que j'ai constaté que dans cette période de difficulté, de crise, de souffrance même pour un grand nombre de nos concitoyens, certains hauts dirigeants, patrons de grandes entreprises qui ont sans doute toutes les qualités pour les diriger, se sont octroyé 34 % d'augmentation dans l'année 2010 avec des rémunérations moyennes de 2 millions d'euros, 200 Smic par an ! J'ai dit, à ce moment-là, que face à ces rémunérations à tous égards excessives pour ne pas dire indécentes, il était logique de prévoir un taux marginal d'imposition : au-delà de 1 million d'euros, 100 Smic, 75 % seraient effectivement prélevés. Très peu de personnes seraient concernées, c'est vrai, à peine 3 000. J'ai

même dit qu'elles avaient une seule façon de ne pas payer cet impôt, ce serait de limiter leur rémunération à ce niveau, 1 million d'euros. On doit pouvoir arriver à vivre ! Il faut montrer l'exemple quand on est au plus haut de l'échelle sociale, surtout quand on demande à ceux qui sont au plus bas de faire un effort, de calmer leurs exigences, et quand on ne remonte pas non plus le niveau du Smic.

J'ai parlé de patriotisme, parce qu'il s'agit bien de cela. On demande à nos soldats d'être présents sur un certain nombre d'opérations extérieures. Et ces hommes font preuve de grand patriotisme, parfois au péril de leur vie. Patriotisme parce qu'il y a aussi des chercheurs qui se dévouent chaque jour pour trouver des molécules, pour trouver tout ce qui va nous permettre de mieux vivre plus longtemps. Voilà un bel exemple de patriotisme ! Je pense aussi à ces professions de santé qui se dévouent pour le bien commun. Voilà du patriotisme ! Le patriotisme, il est aussi de la part des entrepreneurs, des créateurs d'entreprise qui font des paris risqués, quelquefois au détriment de leur patrimoine personnel, tout cela pour exporter, tout cela pour embaucher. Merci à ces chefs d'entreprises là ! Le patriotisme, c'est aussi celui des enseignants qui vont exercer leur métier dans des établissements difficiles et qui essaient de chercher dans chaque jeune ce qu'il a de meilleur en lui pour lui permettre de réussir et de s'élever. Parce que c'est ça, la mission de la République ! Patriotisme aussi des fonctionnaires qui servent l'intérêt général. Chacun fait œuvre de patriotisme. Et il ne faudrait pas qu'au plus haut niveau, il y ait aussi cette conception de l'exemple ? Est-ce que ce n'est pas le plus beau modèle que l'on puisse donner, lorsqu'on est au sommet, que de dire : pour un temps, j'accepte moi aussi de faire l'effort et de tout donner à la cause qui est la mienne, la cause de l'entreprise, la cause du redressement ? Mais j'entends aussi ce qui m'est dit des fonctions les plus éminentes de l'Etat. Oui, le prochain président de la République devra aussi montrer l'exemple, y compris sur sa propre rémunération, y compris sur sa protection !

La campagne présidentielle, je vous l'ai dit, est un moment de vérité. Chacun peut regarder les solutions qui sont proposées, les arguments qui sont échangés, les propositions qui sont faites. Je revendique toutes celles que j'ai livrées devant notre pays. En matière d'emploi, avec ce contrat de génération, cette belle idée — parce que c'est la seule qui vaille — de permettre que les plus jeunes puissent entrer enfin dans l'entreprise avec un contrat à durée indéterminée et que les plus anciens, ceux qu'on appelle les seniors, qui souffrent eux aussi d'une pression pour quitter l'entreprise alors qu'ils n'ont pas encore toutes les annuités, puissent aller jusqu'à leur retraite. Ce contrat de génération permettra de garder le senior et d'embaucher un jeune avec un contrat à durée indéterminée, sans que l'employeur n'ait à payer de cotisation sociale sur ces deux emplois. Réconciliation des âges, transfert des expériences : voilà le contrat que j'ai proposé.

J'ai dit aussi, et notamment pour nos quartiers les plus en difficulté, pour les jeunes qui sont les plus loin de l'emploi, que nous remettrons 150 000 emplois d'avenir — ce qu'on appelait les emplois jeunes — dans ces quartiers-là, pour ces jeunes-là.

Et puis, il y a ce que l'on doit faire pour améliorer les conditions d'études de ceux et celles qui veulent, à travers la réussite universitaire, s'élever, réussir pour eux-mêmes et pour le pays. C'est pourquoi j'ai annoncé, dans le cadre de la réforme universitaire, que les étudiants de milieu modeste pourraient avoir une allocation d'études sous conditions de ressources pour leur permettre de faire ce parcours d'autonomie.

Sur le pouvoir d'achat, je n'ai pas eu besoin d'inventer une mesure, qui d'ailleurs n'a été comprise par personne, supprimer la prime pour l'emploi pour avoir une baisse de cotisations sociales — sans qu'on soit sûrs à l'arrivée que les bénéficiaires tireraient quoi que ce soit de cette opération de passe-passe ! Ce que je veux, c'est qu'il puisse y avoir dès la rentrée une augmentation de l'allocation de rentrée scolaire de 25 %. Ce que je veux, c'est mettre en place un forfait de base pour les consommations d'électricité, d'eau, de gaz qui soient susceptibles d'être maîtrisées, contrôlées. Ce que je veux, c'est aussi que l'Etat ne gagne pas un seul euro, pas un seul centime d'euro, sur l'essence à travers la hausse du prix du pétrole. Pourquoi l'Etat viendrait ajouter encore une taxation supplémentaire ?

J'ai dit aussi, sur la question du pouvoir d'achat que je réunirais au lendemain de l'élection présidentielle une conférence avec les partenaires sociaux où nous examinerons ce que nous pourrions faire compte tenu de la situation économique. Nous fixerons l'agenda de nos réformes et nous ferons

en sorte de prévoir pour le Smic une autre indexation que celle qui existe aujourd'hui. Nous garderons bien sûr l'indexation sur les prix, mais nous y ajouterons l'indexation sur la croissance.

J'ai dit aussi, sur la question du pouvoir d'achat, que je réunirai au lendemain de l'élection présidentielle une conférence avec les partenaires sociaux, où nous examinerons ce que nous pourrons faire compte tenu de la situation économique. Nous fixerons l'agenda de nos réformes et nous ferons en sorte de prévoir, pour le Smic, une autre indexation que celle qui existe aujourd'hui. Nous garderons, bien sûr, l'indexation sur les prix. Mais nous y ajouterons l'indexation sur la croissance : chaque fois que la croissance économique sera plus haute, eh bien le Smic sera relevé de moitié. Parce que c'est la justice ! Parce que chacun doit être associé aux progrès du pays.

J'ai dit aussi, sur la justice sociale, que j'avais refusé la réforme des retraites telle qu'elle avait été présentée. Je n'ai pas pour autant dissimulé le fait que nous aurions à faire une nouvelle réforme des retraites, pour assurer sa pérennité. Mais en même temps, je considère que ceux qui ont commencé tôt à travailler et qui ont leurs 41 années de cotisations doivent pouvoir partir à 60 ans. C'est la justice !

Mais pour réussir, il nous faut produire. Ce sera long, pour redresser la croissance. Et donc il faudra s'y préparer dès le lendemain de l'élection. Nous mettrons en place la banque publique d'investissement qui permettra d'accompagner les PME vers l'investissement, l'exportation et le développement. Nous créerons un livret d'épargne industrie pour que l'épargne soit affectée, notamment aux plus petites entreprises. Nous ferons en sorte que les PME puissent accéder davantage à la commande publique. Nous permettrons aussi, par une fiscalité différenciée, que les PME soient renforcées, qu'elles puissent accéder aussi au crédit d'impôt recherche. Bref, nous devons produire ! Produire davantage. Par une politique industrielle qui fixera les filières. Par une mobilisation de tous les acteurs économiques : publics d'abord – Etat, collectivités locales, régions –, mais aussi privés. Nous avons besoin de rassembler tous les acteurs, tous ceux qui veulent participer à l'effort. Les entreprises, les partenaires sociaux : tous seront associés. Voilà : nous devons produire, si nous voulons redistribuer.

Je pense aussi qu'il n'y aura pas de plus grand enjeu, plus beau pour notre pays, que de se rassembler autour de sa jeunesse. C'est le cœur de la campagne présidentielle que je développe devant vous.

La jeunesse, cela veut dire commencer dès les premiers âges de la vie, avec un service public de la petite enfance que nous mettrons en place avec les collectivités locales. La jeunesse, cela veut dire faire le pari éducatif, c'est-à-dire avoir une grande ambition pour l'école de la République ! J'ai annoncé 60 000 postes pour les cinq ans qui viennent : 12 000 par an. Non pas pour faire plaisir à une catégorie, mais parce que c'est la seule solution si nous voulons réussir les réformes indispensables : le travail en équipe, l'accompagnement scolaire, la lutte contre l'échec scolaire. Comment pourrais-je accepter, comment pourriez-vous admettre que 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification, aucune formation ? Nous mettrons ces postes-là dans les établissements qui en ont le plus besoin.

Nous rétablirons la formation initiale des enseignants sans laquelle il ne peut pas y avoir de métier possible.

Nous changerons les rythmes scolaires.

Nous permettrons un pré-recrutement pour qu'il y ait davantage de candidats aux concours.

Voilà ce que nous avons à faire ! Et après : l'université, la formation professionnelle. Et je n'oublie pas les jeunes qui sont perdus. Ceux qui ont décroché. Ceux qui ont été abandonnés ou qui se sont mis en rupture. Nous ne devons laisser aucun enfant de la République sans espoir, sans solution, sans situation. Aucun jeune de 16 à 18 ans, si nous sommes demain aux responsabilités, ne sera livré à lui-même ou à sa famille. Nous trouverons une solution, soit par l'emploi, l'apprentissage, l'éducation, soit par le service civique !

Oui, nous devons nous rassembler !

Nous rassembler autour de cette belle cause : la jeunesse. L'avenir de la génération qui arrive, qui demande quelle place nous lui faisons. Parce que c'est notre responsabilité. C'est la mienne ! Moi, je veux être jugé sur deux engagements. Je veux qu'au terme du quinquennat, s'il m'est donné, les Français puissent se dire : est-ce que pendant cinq ans la société française est devenue plus juste ? Alors, il aura réussi. Et est-ce qu'il aura permis que les jeunes vivent mieux en 2017 qu'en 2012 ? Eh bien là, j'en prends devant vous l'engagement – j'ose le dire, même, le serment : oui, les jeunes devront vivre mieux dans cinq ans qu'aujourd'hui !

Je ne peux pas admettre qu'un jeune sur quatre de moins de 25 ans soit au chômage ! Je ne peux pas accepter qu'un jeune sur cinq vive dans la pauvreté ! Je ne peux pas imaginer que nous puissions laisser sans perspective notamment des diplômés qui ont fait l'effort de se former, qui ne trouvent pas d'emploi et qui se disent que la société n'a pas été au rendez-vous de la promesse qui leur avait été faite ! D'où ma proposition de contrat de génération.

Mais il faut aussi remettre l'Europe en marche. Ce sera la responsabilité du prochain président. Cette Europe que nous aimons. Cette Europe dont nous sommes les héritiers. Cette Europe que les plus anciens avant nous, après la Seconde Guerre mondiale, ont été capables de former, de fonder. Cette Europe qui a été prête à réunifier ceux qui, hier, étaient sous la dictature soviétique et qui sont devenus des Européens. Cette Europe qui a été capable de faire une monnaie unique et un grand marché. Et cette Europe qui ne serait pas capable aujourd'hui de résister à la spéculation ? Cette Europe qui céderait à la finance ? Cette Europe qui ne serait pas capable de donner une solidarité aux pays qui sont les plus vulnérables ? Eh bien non ! Cette Europe-là doit être changée aussi.

Et c'est là le grand enjeu. J'avais dit, au Bourget : mon adversaire c'est la finance. Non pas la finance qui permet de donner à l'économie dont elle a besoin. Non pas la finance capable de prendre des risques. Mais je parle de la finance qui spéculé, de la finance qui se sert de l'économie, de la finance qui amène beaucoup de nos concitoyens à payer des frais bancaires – parce qu'eux n'ont pas le droit à un découvert. Cette finance qui met les Etats en péril sur leur dette souveraine. Eh bien, cette finance-là devra être maîtrisée ! Nous le ferons, ici, en France, à travers une réforme bancaire qui séparera les activités de dépôt et de crédit des banques des activités spéculatives. Nous le ferons en écartant les produits financiers qui ne sont pas liés à l'économie réelle. Nous le ferons en faisant en sorte que les banques installées en France ne puissent pas avoir de relations avec les paradis fiscaux. Nous le ferons aussi en mettant en œuvre une taxation, avec les pays européens qui le voudront – mais une vraie taxation sur les transactions financières.

Et puis nous le ferons aussi à l'échelle de l'Europe. Nous avons besoin de l'Europe. Et l'Europe a besoin de la France. C'est là, le rendez-vous ! J'ai demandé que le traité qui vient d'être signé soit renégocié pour être complété, pour être modifié, pour être amélioré. Bien sûr qu'il faut des disciplines. Je les accepte. Bien sûr qu'il convient d'avoir des sanctions lorsque les règles ne sont pas respectées. Mais j'ai dit aussi, et je le réaffirme : il nous faut mettre un volet de croissance ! Il nous faut avoir des projets communs. Il nous faut développer une industrie à l'échelle de l'Europe. Il nous faut préparer la transition énergétique, écologique, ensemble, en Europe. Il nous faut de grands projets : et pour cela, il nous faut aussi les instruments financiers qui nous permettront de les couvrir.

On me dit : mais vous allez être seul à développer cette ambition. Mais nullement ! Beaucoup de gouvernements, déjà, disent qu'ils ne pourront pas atteindre leurs objectifs de réduction des finances publiques parce qu'il n'y a pas de croissance. Et ces gouvernements ne sont pas socialistes. Ils sont conservateurs. Beaucoup de gouvernements, sans rien dire, espèrent en notre victoire. Parce qu'ils pensent que nous allons peser – et c'est vrai – dans le débat européen pour réorienter l'Europe et permettre qu'il y ait davantage de croissance, d'instruments financiers et une banque centrale qui puisse être au soutien de l'économie et dans l'intervention contre la spéculation.

Voilà ce que nous avons à faire ensemble, chers amis !

Et il nous reste un mois et demi avant le premier tour. Je vous demande de vous convaincre que rien n'est joué, rien n'est acquis, rien n'est fait. Je sais qu'en face, un peu de précipitation les a saisis. De l'inquiétude, aussi. Je le connais, je vois leurs visages : ils ne sont pas sereins — je les comprends ! Nous, nous ne devons pas relâcher l'effort. Pas davantage nous détourner de l'objectif. Nous devons

être dignes, plus que d'autres, parce que nous, nous portons la responsabilité de la victoire — et demain, si vous en décidez, du pays ! Nous devons être exemplaires. Nous n'avons pas besoin de recourir à je ne sais quelle manifestation. La seule manifestation que je connaisse, c'est le bulletin de vote le jour de l'élection !

Ne pensez pas non plus que ce sera facile, que le pouvoir va nous être donné parce qu'ils n'en peuvent plus, parce qu'ils sont fatigués — ils le sont, et nous allons leur permettre de se reposer un peu. Mais ils se mettront toujours en travers jusqu'au bout ! Parce que la Droite considère que la Gauche n'est jamais légitime pour accéder au pouvoir. Oh, bien sûr, la Gauche peut détenir les régions, les départements — et encore, pas tous —, les grandes villes — et encore, pas toutes. A Nancy, il faudrait quand même y songer ! Alors on nous dit : vous avez déjà le pouvoir et ça ne vous suffit pas, vous voulez en plus exercer la responsabilité de l'Etat ? Eh bien, oui ! De la même manière qu'il n'y avait pas de raison que le Sénat reste à droite pour l'éternité. Nous y avons mis bon ordre !

Et voilà qu'un autre argument nous est asséné : vous vous rendez compte, la Gauche a déjà le pouvoir local ! Elle a déjà la majorité au Sénat ! Elle aura peut-être demain la présidence de la République ! Et après-demain ? Et après-demain, il faut d'ailleurs y songer : une majorité à l'Assemblée nationale ! Alors, la Droite s'inquiète. Elle dit : mais la Gauche aura tous les pouvoirs. Mais nous, à la différence de la Droite, le pouvoir nous voulons le rendre au peuple français ! Nous voulons le partager. Nous voulons permettre que chacun puisse prendre sa part de la décision. Le pouvoir, nous ne voulons pas le garder pour nous-mêmes. Le pouvoir doit être au service d'une grande cause, d'une belle œuvre, de l'aventure humaine qui est la nôtre : le redressement du pays, la justice, l'espérance, la jeunesse !

Le pouvoir, nous allons le faire ensemble. D'abord avec un contrat avec les collectivités locales, avec les régions, avec les départements, avec les communes — parce que nous avons des objectifs communs : la petite enfance, l'amélioration de la formation, la lutte contre le chômage, les aides économiques, le logement, si important. Oui, nous allons le faire ensemble avec les collectivités locales — je peux vous dire que c'est quand même mieux d'avoir 21 régions pour venir en notre soutien. Et il y a la 22ème : l'Alsace ! Mais elle ne sera pas maltraitée. Et je suis sûr que lui-même, le président de la région Alsace, n'aura de volonté que de travailler avec nous. Nous ne récuserons aucune initiative, aucun concours. Et ce sera, finalement, une belle entreprise que de pouvoir travailler tous ensemble à la réussite du pays : l'Etat, les collectivités locales ! Et nous ferons, donc, ce contrat de confiance, ce pacte entre l'Etat et les territoires.

Mais nous aurons aussi à cœur de faire que les partenaires sociaux, les syndicats, les représentants des employeurs puissent travailler aussi au bien commun. Nous leur laisserons un certain nombre de négociations à mener — parce que le dialogue social est très important. Et j'inscrirai même la démocratie sociale dans la Constitution, pour qu'il y ait bien le clair entre ce qui relève de la responsabilité de l'Etat et ce qui relève de la responsabilité des partenaires sociaux.

Et que les Français ne s'inquiètent pas, s'ils étaient saisis par cette crainte : l'Etat que nous voulons demain ne sera pas l'Etat d'un parti, d'un homme, d'une famille, d'un clan. Ce sera un Etat pour les citoyens, pour leur service. Ce sera un Etat indépendant. Ce sera un Etat impartial. Ce sera aussi un Etat intraitable à l'égard de ceux qui ne veulent pas respecter la loi, qui s'en écartent soit par la fraude, soit par des actes de violence.

Nous sommes le parti, aussi, de la justice, et donc le parti de la sécurité. Je ne laisserai pas la Droite faire de surenchère sur ce terrain-là, annoncer des lois. Combien ont été votées depuis 2002 ? Ils ne le savent pas eux-mêmes ! Aussitôt cette loi votée, ils en annoncent une autre ! Ce ne sont pas des lois dont nous avons besoin, ce sont des moyens pour les appliquer, une volonté pour les faire respecter. Voilà ce que nous ferons ! Et aucun quartier, aucune ville ne seront laissés à eux-mêmes. Chaque fois qu'il y aura des bandes ou des gangs — parce qu'il s'agit bien de cela dans certaines villes — qui font peser un autre ordre que celui de la République, nous les chasserons, nous les pourchasserons, parce que c'est cela aussi, la responsabilité de l'Etat. Et qu'ils ne viennent pas nous donner des leçons ! Depuis 2007, 10 000 postes de gendarmes et de policiers ont été supprimés. La Police de proximité a été rayée de la carte. La Justice a été privée de moyens. Et voilà qu'ils s'étonnent que la violence aux personnes ait augmenté ! Ils en sont responsables. Nous aurons aussi à relever ce défi-là. Je le ferai dans le rassemblement, sans qu'il soit besoin de stigmatiser telle ou telle population. Parce que je ne

veux pas — entendez-vous, je ne veux pas — distinguer entre les Français. Je ne veux pas opposer les chômeurs et les travailleurs. Je ne veux pas opposer les plus jeunes et les plus vieux. Je ne veux pas opposer les fonctionnaires et les travailleurs du privé. Je veux que nous soyons ensemble dans le redressement de la France. De la même manière que je ne laisserai pas faire de distinction entre les Français selon qu'ils sont venus ici depuis quelques années, parfois depuis longtemps, et selon qu'ils ont toujours été, par leurs parents, français. Non, il n'y a que des Français dans la République !

De la même manière, je ne laisserai pas la campagne être saisie par la surenchère, où l'on viendrait maintenant regarder l'alimentation des uns ou des autres ou créer je ne sais quelle inquiétude par rapport aux règles d'abattage, où l'on inventerait des formules toutes faites pour rassurer les Français — qui n'ont pas besoin d'être inquiétés. La laïcité s'appliquera, la laïcité dans toutes ses conséquences. Parce que la laïcité, c'est ce qui permet de protéger la liberté de chacun, la liberté de conscience, la liberté religieuse, et en même temps de faire que nous puissions ensemble avoir les mêmes règles de vie et la même protection de nos droits. Oui, le rassemblement contre la division !

C'est un paradoxe, que ce soit le candidat du changement qui représente le rassemblement et le candidat sortant qui représente la division. Nous devons assumer ce rôle et cette responsabilité. Il n'y a pas de redressement sans rassemblement. Et nous serons les acteurs de ce rassemblement. Rassemblement des Socialistes. Je remercie ceux qui sont ici, ceux qui ont participé aux primaires citoyennes, qui ont permis que ce soit, déjà, le premier élan populaire. Rassemblement de la Gauche, parce que nous devons demander à toute la Gauche, même celle qui est quelquefois frondeuse — elle en a bien le droit -, boudeuse — ça, elle n'est pas obligée... — de venir au second tour. Mais je ne veux dissuader personne : dès le premier tour, c'est mieux pour rassembler la Gauche !

Rassemblement parce que nous avons aussi besoin des hommes et des femmes qui ne sont pas socialistes et qui ne sont pas de Gauche — en tout cas pas encore -, qui veulent la réussite de leur pays et qui regardent vers nous en se posant une seule question : est-ce que nous pouvons être dignes de leur confiance ? Est-ce que nous pouvons être capables de tenir nos engagements ? Est-ce que nous pouvons être exemplaires en termes de morale publique ? Est-ce que nous pouvons diriger la France autrement qu'elle l'a été jusque-là ? C'est notre tâche, c'est notre devoir. Je fais en sorte qu'aucun de nos concitoyens ne soit dissuadé de venir vers nous. Parce qu'au lendemain de l'élection présidentielle, je ne ferai pas de distinction — pardonnez-moi — entre ceux qui ont voté pour le nouveau président et les autres. Parce que devenant président de la République, je deviendrai le président de tous les Français pour servir mon pays. Je n'oublierai rien de ce que j'aurai fait et de ce que je suis : je suis socialiste ! Je suis de Gauche ! Et c'est du fond de moi-même, parce que je crois à la justice, je crois à l'égalité, je crois en l'humanité. Et en même temps, devenant, si les Français en décident, président de la République, je dois réunir toutes les sensibilités, toutes les philosophies pour être capable de servir la cause qui est la nôtre, la réussite de notre pays.

Voilà, mes amis, cette campagne qui s'annonce. En face, ils déploieront tous les moyens : ceux de l'Etat — ça a été fait pendant des mois -, ceux des forces de l'argent depuis tant de décennies liées à la Droite. Ils déploieront là encore toute leur énergie, elle est grande. Ne vous méprenez pas. Ils déploieront toute leur force, mais vous êtes plus forts. Vous êtes plus forts si vous êtes décidés au changement. Vous êtes plus forts si vous êtes ouverts à d'autres. Vous êtes plus forts si vous êtes capables de vous rassembler. Vous êtes plus forts si vous portez un idéal qui vous dépasse. Vous êtes plus forts si vous aimez la France au point de réunir toutes les consciences, toutes les volontés, toutes les forces du pays.

Voilà, mes chers amis, pourquoi je suis dans cette campagne présidentielle à la fois fier de vous représenter, conscient de mes responsabilités et confiant dans ce qui nous attend. Parce que vous allez voir, de jour en jour, de réunion en réunion, le mouvement est de notre côté. Nous portons des idées, des propositions qui font écho dans notre pays. Je le sens au regard de beaucoup. Et je m'adresse à tous : vous êtes chacun, chacune, un atout pour la France. Je veux que vous soyez pleinement dans cette campagne. Je veux que vous soyez avec moi pour convaincre. Je veux que vous soyez associés autant que vous le pourrez à cette victoire. Je vous la dois, cette victoire ! Vous l'attendez depuis trop longtemps : 10 ans d'opposition, 25 ans qu'il n'y a pas eu une victoire à l'élection présidentielle — c'était en 1988, c'était la grande figure de François Mitterrand. Je sais que parmi vous, ici, il y en a, toujours jeunes, qui ont vécu ce moment qui reste gravé dans leur mémoire : la victoire de 1981. Elle

ne doit pas rester un événement exceptionnel, presque unique. Elle ne doit pas être un élément de nostalgie, mais une anticipation d'autres victoires. J'ai rencontré beaucoup de jeunes dans cette salle, qui n'ont pas connu 1981. Eh bien, je leur dois la victoire en 2012. Je veux qu'ils puissent avoir la même émotion, la même conviction, la même ferveur, le même engagement, le même enthousiasme. Je le lui dois, à cette génération-là !

C'est pourquoi je vous dis, chers amis, préparez-vous, engagez-vous, mobilisez-vous, nous devons gagner si nous en sommes dignes !

Vive la République et vive la France !

Mesdames, Messieurs, chers amis, nous voilà de nouveau à Reims, cette fois-ci non plus pour un congrès qui permit à Martine, ici, d'être première secrétaire du Parti socialiste, congrès qui fut regardé comme celui de la division. Et voilà que trois ans après, nous sommes, les Socialistes, rassemblés comme jamais nous ne l'avons été dans notre histoire. Martine y est pour beaucoup, tous les responsables aussi, et les primaires citoyennes qui ont été une belle réussite démocratique et qui m'ont permis d'être votre candidat après que trois millions de Français aient participé à cette belle consultation.

Nous sommes à Reims, la ville dirigée et conduite par Adeline Hazan, une ville chargée d'histoire. C'est là que les rois se faisaient consacrer.

Nous n'avons pas ces usages, mais être à Reims nous rend inspirés, comme héritiers de l'histoire de France. Belle ville que la ville de Reims, ville changée, ville transformée. Merci à tous les élus qui ont permis le changement, ici à Reims, changement qu'il faut maintenant porter pour notre pays, au mois de mai, et c'est ce que nous allons faire, ensemble.

Je suis venu à Reims pour saluer une femme qui est élue d'une ville de plus de 100 000 habitants. Il y en a trois en France : Adeline ici à Reims, Hélène Mandroux à Montpellier et Martine Aubry à Lille. Et au-delà d'elles, je veux saluer toutes les élues de France qui travaillent, qui militent pour changer la vie des femmes et des hommes de notre pays. Je veux leur dire ma reconnaissance parce que jour après jour, elles montrent l'exemple. Elles sont mieux que des symboles : elles sont la preuve que le combat des femmes est juste et utile à notre collectivité. Parce que le féminisme, ce n'est pas seulement l'égalité entre les femmes et les hommes. Le féminisme, c'est un levier pour l'émancipation et la

transformation d'une société comme la nôtre.

Vous êtes venus nombreux, très nombreux ce soir à Reims, venus de loin, venus de près, venus pour me voir de près ou de loin. Venus pour permettre l'enthousiasme, l'engagement, pour permettre la victoire. Mais je veux m'adresser, au-delà de vous, à toutes les femmes de France pour leur dire que ma mission, si je suis demain le prochain président de la République, ma mission, mon devoir, ma responsabilité, c'est l'égalité. Et l'égalité d'abord entre les femmes et les hommes de France. Je veux leur dire que la France de demain, la France de l'après 6 mai, ce sera la France où les femmes auront les mêmes chances, les mêmes droits, les mêmes capacités que les hommes pour réussir leur vie.

Nous sommes le 8 mars, c'est la Journée internationale des femmes. Mais ce ne peut pas être le combat d'un jour ; ce doit être le combat de chaque jour, de tous les jours, et ce sera le sens de ce que nous allons engager ensemble.

Le combat féministe est un combat social. C'est un combat pour la reconnaissance de la dignité, pour l'égalité, pour la solidarité. C'est un combat qui reconnaît la situation particulière des femmes, mais au-delà, qui veut dépasser ce qui est forcément des différences liées au sexe, à la nature, au parcours, aux origines, pour nous mettre ensemble dans la même République, la République française, fondée sur des valeurs.

Je m'adresse aux femmes, et notamment à celles qui se dévouent pour le bien commun, à ces infirmières, à ces aides soignantes, à ces auxiliaires de vie, qui nous permettent d'être mieux soignés. Je m'adresse à ces caissières de la grande distribution, à ces employées de commerce, à ces employées administratives, celles qui nous reçoivent, celles qui nous

accueillent, qui nous permettent d'être informés de nos droits. Je m'adresse aux ouvrières, qui sont les premières à être licenciées dans les entreprises. Je m'adresse à ces femmes qui sont à temps partiel. Je m'adresse à celles qui commencent leur vie au Smic et la terminent au Smic, à toutes ces femmes qui n'arrivent pas à avoir des droits à la retraite, à ces femmes qui chaque jour ne savent pas où elles vont pouvoir mettre leur enfant et qui doivent travailler, à ces femmes qui s'inquiètent pour leur famille, à ces femmes qui souffrent de l'insécurité ou des violences. Oui, à toutes ces femmes de France, je veux leur dire ma gratitude, ma reconnaissance et également mon engagement.

Je veux saluer aussi les femmes qui luttent en ce moment pour leur emploi, à Lejaby. Et je remercie la présence de Nicole Mendez. Mais je veux aussi évoquer les salariées du journal Paru-vendu, 2 500 licenciements, ou plutôt 2 500 dans un plan social, conçu pour les commodités financières d'un grand groupe. Et le plus important plan social de 2011.

"La date du 8 mars a été choisie pour commémorer une révolte, celle d'ouvrières américaines dans le secteur du textile"

Curieuse expression que le « plan social ». C'est comme la TVA sociale. Chaque fois qu'on met « social » avec une mauvaise intention, ça ne la rend pas plus pure, ça la rend confuse. Un plan « social », c'est d'abord des licenciements, des pertes d'emploi, des angoisses pour celles et ceux qui en sont les victimes. Et la TVA « sociale », ce n'est rien d'autre qu'un impôt de plus qui touche toutes les Françaises et tous les Français. Les mots n'y changent rien. La réalité est violente, elle est dure et d'abord pour les femmes. Cette rencontre entre la lutte des

femmes pour leur émancipation et le combat des travailleurs pour leurs droits, en fait ce combat-là est le même. Il s'est inscrit dans l'Histoire, Histoire dans laquelle la Gauche et les Socialistes ont pris leur part.

La date du 8 mars a été choisie pour commémorer une révolte, celle d'ouvrières américaines dans le secteur du textile. C'était en 1857. La lutte pour le droit des femmes, c'est la lutte pour les humbles, les oubliés, les offensés, c'est-à-dire en définitive bien plus que les femmes, tous ceux qui veulent améliorer leur condition ; tous ceux qui souffrent de l'exploitation, de la dure condition de travailleur. Et c'est bien normal que le socialisme y ait pris sa part dans ce combat-là, parce que c'était au nom de l'égalité que les socialistes et les féministes se sont retrouvés.

Bien sûr, je connais bien les Socialistes. Ils sont comme les autres. Ils ont leurs conservatismes, leurs archaïsmes. Et parfois eux aussi, ils ne sont pas parfaits. D'ailleurs, si nous étions parfaits, nous serions déjà au pouvoir ! Nous avons aussi nos réticences, nos blocages, nos luttes d'arrière-garde. Mais ces blocages-là, ces verrous-là, nous devons – je dois, et Martine Aubry est là aussi pour le permettre –, nous devons les lever. Nous devons les dépasser. Nous devons avoir de l'audace, parce que c'est avec de l'audace, du courage et de la volonté, que nous transformerons notre pays. Soyons capables d'être à la hauteur de notre grande Histoire.

Elle remonte à loin, l'histoire du féminisme. Olympe de Gouges s'était battue avec beaucoup d'énergie pour que les droits de l'homme soient aussi les droits de la femme. Elle est l'auteur de la première déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. Elle défendait

l'abolition de l'esclavage, l'instauration du divorce, la suppression du mariage religieux, la création de maternités. C'en était trop. A cette époque, y compris dans la Révolution, elle a été guillotinée.

Ensuite, une autre femme, Flora Tristan, une des grandes voix du monde ouvrier, a évoqué pour la première fois, l'émancipation des femmes. Et c'était déjà être considérée comme une dangereuse révolutionnaire. Louise Michel, pionnière des indignés, elle, avait considéré que la femme devait être elle-même l'artisanne de son émancipation. Elle participa à la Commune, fut exilée et elle fut une des premières à se battre pour l'abolition de la peine de mort.

Mais il n'y a pas que des femmes qui ont permis l'émancipation et la liberté. Léon Blum, chef du gouvernement du Front populaire, fut le premier à faire entrer des femmes dans un gouvernement. C'était en 1936. Trois femmes comme sous-secrétaires d'Etat, l'audace était quand même limitée... Mais trois femmes déjà, quand à ce moment là, le droit de vote des femmes n'était même pas reconnu, qu'elles ne figuraient pas au Parlement, eh bien trois femmes étaient au gouvernement du Front populaire.

Après, d'autres femmes se sont illustrées, mais aussi des hommes. Et comment ne pas parler de François Mitterrand, qui en 1982, affirmait l'exigence de dignité. Celle de ne pas tolérer que l'on propage de l'image des femmes, dans les livres scolaires, parfois jusqu'aux murs de nos villes, une image tronquée. François Mitterrand qui nomma pour la première fois une femme au ministère des Droits des femmes, Yvette Roudy. Yvette Roudy, qui fit voter en 1983, une loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, encore timidement, si timidement, appliquée.

Enfin, Lionel Jospin qui en 1999, après une bataille âpre, réussit à faire réviser la Constitution pour y inscrire le principe de parité.

Enfin, pour établir que sur les listes, une femme, un homme, devaient se succéder. Oui, c'est grâce à l'intervention de femmes, d'hommes de la Gauche que le combat a pu atteindre toutes ces étapes, sans qu'on soit au bout du processus. Il y a encore tellement à faire.

Je suis fier que ce soit la Gauche qui ait permis à une femme de devenir la première femme Premier ministre, Edith Cresson. Que ce soit le parti socialiste qui désigna la première femme qui figura au second tour de l'élection présidentielle de 2007, Ségolène Royal. Et en 2008, pour la première fois dans l'histoire du parti socialiste – j'avais retardé pendant dix ans cet avènement – une femme devint première secrétaire du parti socialiste, Martine Aubry. Mais le combat pour l'égalité, le féminisme, n'est pas l'apanage, le monopole d'une famille politique. C'est à toutes les femmes, à tous les hommes de lutter pour la liberté et la dignité, et pour changer l'ordre de la société.

"Il est temps d'écrire ensemble une nouvelle page, pour le féminisme et pour l'égalité entre les femmes et les hommes"

Je sais ce que l'on doit à de grandes figures de la République, au général de Gaulle qui a accordé, enfin, à la Libération, le droit de vote des femmes, par une ordonnance du 5 octobre 1944. Il a fallu qu'il y ait cette haute personnalité, après quatre années noires, pour qu'enfin les femmes puissent devenir des citoyennes ; je n'oublie pas le combat de Simone Veil, exemple de courage, de dignité et qui là encore dut subir tous les affronts, toutes les moqueries, tous les quolibets, parce qu'elle voulait tout simplement que les femmes puissent accéder au droit

à interrompre une grossesse non désirée.

Cette marche-là, il est temps de la reprendre. Il est temps d'écrire ensemble une nouvelle page, pour le féminisme et pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est d'autant plus temps que depuis cinq ans notre pays a perdu du terrain, par négligence, par frilosité, par irresponsabilité.

Quel est le bilan de ces cinq dernières années ? Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes sont restés aussi hauts que par le passé. Le temps partiel s'est diffusé. Le chômage des femmes a progressé. Les centres IVG ont été fermés. Les crédits du planning familial amputés. Les associations qui accompagnent l'insertion des femmes, et notamment des femmes étrangères, ont vu leurs moyens réduits. C'est une histoire qui s'est interrompue ; c'est un fil qui s'est brisé. Eh bien, je vous demande de renouer le fil qui s'est un moment rompu, de reprendre la marche, de réécrire l'histoire, de tourner une page.

C'est le sens de ma candidature, une candidature de changement. D'abord le changement pour que l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une priorité. Je prendrai, si les Français m'en donnent mandat, trois décisions.

Au lendemain du 6 mai, je constituerai un gouvernement paritaire : autant de femmes que d'hommes. Je ne m'arrêterai pas là. Toutes les grandes instances de la République : Conseil constitutionnel, Conseil supérieur de l'audiovisuel, l'ensemble des autorités indépendantes, toutes les instances qui s'occupent de régulation, bref, l'ensemble de ces commissions, conseils, autorités, instances, seront également composés à parité. Autant de femmes que d'hommes. Tous les conseils d'administration

des entreprises publiques seront également composés selon le principe de parité.

"Le deuxième engagement que je prends devant vous, c'est qu'il sera créé, récréé, un ministère du Droit des femmes"

Le deuxième engagement que je prends devant vous, c'est qu'il sera créé, récréé, un ministère du Droit des femmes. Il sera rattaché au Premier ministre et veillera à ce que, dans chaque département ministériel, toute intervention administrative, toute préparation de projet de loi, puisse comprendre la dimension d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'écriture de ces textes.

La première mission de ce ministère-là ne sera pas de produire de nouvelles lois mais de faire tout simplement appliquer celles qui existent. J'ai à l'esprit la formule de Montesquieu qui appelait les futurs législateurs à la prudence : « Ne faites pas de loi inutile, elles affaiblissent les lois nécessaires ». Beaucoup trop de lois ont été adoptées ces cinq dernières années — je crois même que c'est un record -, mais des lois injustes, inefficaces, inappliquées parce que souvent inapplicables. Ce que je propose, et notamment pour les droits des femmes, ce n'est pas des lois de plus, c'est des lois mieux appliquées, effectives et capables de mettre le droit dans la réalité.

Une grande loi existe, je l'évoquais à l'instant, celle de juillet 1983, la loi Roudy « égalité professionnelle ». A compétences égales, à responsabilités égales, une femme et un homme doivent percevoir une rémunération identique. Or aujourd'hui, le salaire moyen des femmes est inférieur de 25 % à celui des hommes. Et à postes équivalents, à diplômes comparables, l'écart reste de 20 %. Non seulement les femmes sont trop

condamnées à occuper des postes inférieurs, mais quand elles échappent à cette fatalité, quand elles s'imposent à des fonctions de responsabilité, elles se voient contester le droit de percevoir la même rémunération que leurs collègues hommes.

Au lendemain du 6 mai, c'en sera fini. Je donnerai aux grandes entreprises un délai d'un an pour se conformer à la loi, pour établir l'égalité. Un an, et pas un jour de plus ! Et si les entreprises renoncent à cet objectif, elles perdront le bénéfice des exonérations de cotisations sociales sur les emplois féminins. Plus aucune femme n'aura à constater à la seule lecture de sa feuille de paie qu'elle est lésée parce qu'elle est une femme.

"Les adolescents, comme les adultes, ont droit à leur intimité, ce qui veut dire la gratuité de la contraception pour les mineures, quelles que soient les modalités de contraception, et même en dehors de centres de planification"

Une autre loi n'est pas appliquée, c'est la loi de 2001 votée sous le gouvernement de Lionel Jospin, qui posait le principe de la contraception anonyme et gratuite des mineures. J'entendais le candidat sortant — on l'entend beaucoup en ce moment, il parle, il parle de tout, surtout de lui ! Il s'intéresse beaucoup à lui ! (Huées). Vous vous intéresserez à lui le 6 mai, parce que c'est le 6 mai que vous aurez à faire le choix essentiel, celui de savoir qui vous voulez comme président de la République. Mais nous n'en sommes pas encore là ! Donc, je reviens un instant — un instant seulement — à un propos qu'il a tenu ce matin, en disant qu'il n'était pas favorable à la contraception gratuite pour les mineures. Mais c'est la loi ! C'est la loi ! Qu'un chef d'Etat ignore la loi est déjà un problème, mais cette loi-là, cette loi qui doit protéger

les mineures, qui doit leur permettre d'accéder à la contraception, de vivre leur vie comme elles l'entendent, sans risque et dans la sécurité !

Oui, nous, nous aurons à appliquer cette loi. Et si je suis élu, cela voudra dire que le recours à la contraception pour une mineure doit être réellement confidentiel, car trop de jeunes filles y renoncent aujourd'hui par peur de le révéler. Les adolescents, comme les adultes, ont droit à leur intimité, ce qui veut dire la gratuité de la contraception pour les mineures, quelles que soient les modalités de contraception, et même en dehors de centres de planification. Et j'ajoute que cette gratuité devrait être étendue aussi, sous conditions de ressources, aux jeunes entre 18 et 25 ans. C'est la liberté, c'est le droit de choisir sa vie.

Ma priorité c'est la jeunesse, c'est la réussite, c'est l'accomplissement de son destin, c'est la liberté d'une génération à se projeter dans son avenir, c'est la capacité de décider en conscience de ce qui est souhaité ou de ce qui ne l'est pas. Et donc, c'est dès le plus jeune âge que les femmes doivent créer les conditions de leur dignité et fixer le cadre de leur liberté. Le rôle de la République est de le leur permettre. Il n'y a rien à craindre, rien à redouter, parce que c'est le droit des jeunes filles de France de pouvoir savoir ce qu'elles ont à faire, en tant que jeunes femmes, de leur corps et de leur vie.

Mais ce n'est pas la seule loi, hélas, inappliquée. Il y a même la loi sur la parité dont des partis se sont affranchis, préférant payer une sanction plutôt que de désigner autant de femmes que d'hommes aux élections législatives. Là encore, je veux prendre des engagements. Nous imposerons le respect de la parité pour les candidatures aux élections législatives, et les partis qui ne s'y conformeront pas perdront l'ensemble des dotations de l'Etat au financement des formations politiques.

Et puis, parmi le cortège de ces lois non appliquées, il y a celle qui a été votée sous une majorité de Droite et qui est néanmoins une loi utile, la loi de juillet 2010 sur les violences faites aux femmes. Combien de femmes savent seulement qu'elle existe, cette loi ? Je veillerai à ce que chacune en soit informée pour pouvoir y recourir. Et nous lutterons contre toutes ces violences, violences conjugales, violences familiales, mais aussi, dans notre pays, les mutilations sexuelles, les mariages forcés. Rien, rien ne doit être accepté !

Mais il nous reviendra, au lendemain de l'élection, de franchir de nouveaux pas, d'aller plus loin, d'être à la hauteur de l'espérance qui est portée sur nous. Les femmes sont les premières victimes de la précarité et de l'emploi. 80 % des temps partiels sont occupés par les femmes. Elles sont deux fois plus nombreuses à être, hélas, dans des contrats précaires, des contrats instables, des contrats sans lendemain. Certaines font plusieurs CDD le même jour. Elles ont des retraites minorées. Tout cela devra changer !

De la même manière que la pauvreté, aujourd'hui, est dans les familles monoparentales. Ces monoparents qui sont, hélas, toujours des femmes, qui font les sacrifices les plus douloureux. Femmes qui sont obligées de recourir aux prestations familiales, lesquelles viennent de voir leur revalorisation bloquée et leur indexation empêchée en 2012 par le gouvernement et le président sortant. Ces femmes qui élèvent seules leurs enfants dans des conditions difficiles n'ont pas à être suspectées, n'ont pas à être montrées du doigt. Ce n'est pas là que la fraude sociale existe. Ce n'est pas là qu'il y a à avoir le moindre doute sur le droit à pouvoir disposer de revenus minimaux. Et je mets en cause aussi cette mauvaise idée qui a consisté à punir des parents à cause du comportement

de leurs enfants et à suspendre le versement des allocations familiales, à ces pauvres familles, rendant encore plus difficile l'éducation des enfants.

"Une femme qui ne peut pas faire garder ses enfants n'est pas une femme libre"

A cet égard, je fais trois propositions.

D'abord pour la garde des jeunes enfants, qui doit devenir un véritable service public, c'est-à-dire avec la pérennité, la continuité, l'accessibilité, l'égalité répartition sur le territoire national. Car une femme qui ne peut pas faire garder ses enfants n'est pas une femme libre. Et donc, nous aurons un contrat entre l'Etat et les collectivités locales pour que partout, nous puissions créer davantage de places en crèche, davantage de places dans les réseaux d'accueil, davantage de places d'assistantes maternelles. Mais aussi davantage d'enfants en école maternelle, parce que l'école maternelle, c'est la condition pour réussir, déjà, sa vie scolaire. J'allongerai aussi le congé de paternité qui avait été créé par Lionel Jospin et Ségolène Royal, pour que les pères puissent avoir le bonheur d'accompagner les premiers jours de leur enfant. Et nous l'équilibrerons, c'est-à-dire en partageant entre femmes et hommes, entre les deux conjoints, le congé parental, pour qu'il y ait une responsabilité commune dans l'éducation de l'enfant.

"Je souhaite que l'IVG soit remboursé intégralement, à 100 %, pour toutes les femmes"

Le deuxième engagement que je prends devant vous, il est plus grave. Je sais que l'interruption volontaire de grossesse est un acte toujours

grave, difficile, lourd. Il ne doit jamais être banalisé. Il ne peut pas être un substitut à la contraception. Mais je sais qu'en France, une femme sur deux doit faire face au moins une fois dans sa vie à une grossesse non prévue, et qu'une fois sur deux encore, cette situation aboutit à un avortement. Je souhaite donc que tous les établissements hospitaliers de notre pays puissent être dotés d'un centre IVG, et que l'IVG soit remboursé intégralement, à 100 %, pour toutes les femmes et pas seulement pour les mineures, et de façon confidentielle pour toutes.

Le troisième engagement, c'est la lutte contre les violences faites aux femmes. Tous les deux jours, dans notre pays, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Je pense aussi à celles qui n'en meurent pas mais qui se consomment silencieusement dans la honte, dans la peur, dans la solitude. Je pense à celles qui sont humiliées, qui se replient, qui ne se confient à personne, qui sont parfois chassées. Eh bien moi, je veux qu'elles puissent être accueillies, je veux qu'il y ait des structures, davantage qu'aujourd'hui, des associations, des communes qui puissent partout mettre en place des lieux où les femmes puissent se réfugier. Les femmes victimes de violence qui ne savent aller nulle part trouveront là une possibilité d'échapper à la violence. Président de la République, je ne pourrai pas accepter qu'une femme victime de violence puisse être sans solution. Je poserai un principe : ce n'est pas à la femme victime de quitter le domicile, mais au conjoint violent de quitter la place. Nous avons assez de la loi de la force, et nous lui opposerons la force de la loi, parce que c'est ça, le rôle de la République !

La République justement, je voulais vous en parler ce soir, au-delà même de la question de l'égalité femmes-hommes. La République, c'est cette capacité qui nous permet de vivre ensemble en étant fiers, en étant libres, en étant dignes, en étant réunis. La République, c'est la

liberté. La liberté de vivre sa vie, la liberté de préparer son avenir, la liberté d'être capable de réussir le destin que l'on s'est forgé lorsqu'on était tout jeune et qui peut se traduire tout au long d'une existence. La liberté pour les femmes, c'est d'être libres de toutes les oppressions, en France et dans le monde. La République est ouverte au monde. La République française vient en soutien de toutes les causes où la liberté est froissée dans le monde. Et ma pensée va particulièrement vers les femmes du monde arabe, ces femmes qui ont pris une part décisive dans le printemps démocratique dont nous fêtons aujourd'hui le premier anniversaire. Des femmes qui continuent de lutter, qui ont lancé un appel pour la dignité et l'égalité. Rien, et surtout pas une vision dévoyée de la religion, ne saurait justifier l'humiliation des femmes. Je m'adresse là à des régimes qui ont choisi de réduire les femmes à l'état d'esclaves, à ceux qui leur interdisent de se montrer, qui les emmurent, qui les empêchent de s'élever, de s'instruire et même de se soigner, à tous ceux qui justifient ces abjections, ces crimes d'honneur, à ceux qui tolèrent voire qui organisent cette oppression, voire même la lapidation des femmes. Je leur dis, à tous ces intégristes d'où qu'il viennent et où qu'ils se situent : la France les a toujours combattus et les combattra toujours. Nous ne céderons rien. Toute négligence serait un abandon, tout recul une capitulation, tout compromis une compromission. Je sais ce qui se passe en Iran, et là aussi des femmes comme Shirin Ebadi se battent. Je sais ce qui s'est passé et se passe encore en Birmanie, ou Aung San Suu Kyi a mené le combat, elle aussi, pour la liberté et pour la démocratie. Nous devons être à leurs côtés. La République, c'est la liberté partout dans le monde. Depuis la Révolution française, avec les Lumières, nous avons toujours voulu éclairer le monde, nous la France.

La République, c'est aussi la fraternité. En prononçant ces mots de fraternité, je pense à une jeune immigrée polonaise venue ici en France

pour suivre des études de sciences, Maria Skłodowska. Le monde entier la connaît sous le nom de Marie Curie. Elle a apporté deux prix Nobel à la France, celui de physique en 1903 pour ses travaux sur la radioactivité, et huit ans plus tard celui de chimie pour la découverte du radium. Deux prix Nobel ! Notre pays ne les aurait pas obtenus s'il avait interdit à l'époque aux étudiants étrangers de venir chercher, travailler, penser, créer ici sur son sol ! Ces deux prix Nobel, il ne les aurait pas eus, notre pays, s'il avait choisi la fermeture, la peur, le rejet, le repli. Le ministre actuel de l'Intérieur nous en aurait privés avec sa circulaire, s'il avait été en fonction ! Il ne le sera plus bientôt !

"Aujourd'hui même, il y a chaque année 30 000 régularisations. Ces régularisations continueront, mais sur la base de critères simples, connus de tous, et sans qu'il y ait d'arbitraire ni de différence entre les préfectures."

Et voilà que revient le sujet de l'immigration dans cette campagne. Politique de l'immigration ? Parlons-en. Elle n'a été ni efficace ni digne. Elle affiche maintenant des objectifs chiffrés sans dire les moyens de les atteindre. En 2007, le candidat qui se présentait et qui a été élu avait prôné l'immigration choisie. Il voulait que l'immigration économique représente la moitié de l'immigration régulière, 100 000 sur les 200 000. Cinq ans plus tard, l'immigration économique se situe à 10 %, 20 000. Le résultat n'a pas été atteint. Et voilà que le candidat sortant — celui qui avait été élu la dernière fois, vous me suivez, et vous me suivrez jusqu'au bout ? — déclare abruptement qu'il veut diviser par deux le chiffre de l'immigration légale. C'est-à-dire, en définitive, qui ? C'est un objectif qui est non seulement contradictoire, mais irréaliste. Je vais vous le démontrer. Depuis dix ans — dix ans, c'est le même qui était ministre de l'intérieur et président de la République — le

nombre d'immigrés venus légalement sur notre territoire a été de l'ordre de 180 000 par an. Ces arrivées sont liées au regroupement familial prévu par le droit, aux conjoints de Français prévus par les conventions internationales, aux étudiants étrangers (60 000 dans notre pays) et à l'immigration économique. Et voilà donc, ne pouvant plus réduire l'immigration économique, ne pouvant pas s'en prendre au droit d'asile prévu par les conventions internationales, qu'il s'en prend aux conjoints de Français. Ces Français ou Françaises qui ont eu la curieuse idée de vouloir épouser un étranger ! Mais ces êtres humains ont quand même des droits, celui de se marier avec la personne qu'ils aiment, et donc de vivre avec elle et avec lui ! Nous avons là une curieuse conception et du mariage — dont ils se font pourtant les grands défenseurs, sauf pour les homosexuels, j'en conviens. Mais maintenant, si j'ai bien compris, pour se marier avec une personne étrangère, il faudra des revenus, des moyens. Si je puis dire, ceux qui auront des ressources pourront se marier avec qui ils veulent ou qui elles veulent ! Et les autres, tant pis, il faudra y renoncer ! Et que dire aussi de la façon dont sont traités les étrangers en situation régulière, dans notre pays, obligés de faire la queue devant les préfectures et les sous-préfectures pendant des heures et des heures, la nuit, pour accéder à un guichet et se faire renouveler des papiers qui sont, de toute façon, automatiques ? Est-ce digne ? Est-ce conforme à un grand pays comme le nôtre ? Et que dire de la lutte contre l'immigration clandestine ? C'est un échec aussi, parce que l'on s'attaque aux clandestins sans s'en prendre aux causes de l'immigration clandestine, les filières organisées, les réseaux de travail au noir, les secteurs en manque de main-d'œuvre qui prennent aujourd'hui même des travailleurs clandestins, au su d'ailleurs de l'administration qui laisse faire. Alors, il nous est dit qu'on voudrait régulariser de façon massive les sans-papiers. Ce n'est pas vrai, et répéter un mensonge ne fait jamais une vérité. Nous voulons qu'il y ait des critères clairs qui

soient appliqués partout sur le territoire, et que ces critères soient ceux du travail, de la vie de famille et de la présence d'enfants. Aujourd'hui même, il y a chaque année 30 000 régularisations. Ces régularisations continueront, mais sur la base de critères simples, connus de tous, et sans qu'il y ait d'arbitraire ni de différence entre les préfectures.

Depuis dix ans — dix ans ! — six lois — six lois ! — sur l'immigration ont été votées, et chaque fois on nous en annonce une nouvelle sans qu'elle ait plus d'effet, si ce n'est de créer l'incertitude et l'insécurité — sans d'ailleurs ralentir le nombre d'immigrés en situation régulière qui viennent sur notre territoire, et sans lutter vraiment contre l'immigration clandestine. Je vois bien l'utilisation qui peut être faite de ce sujet. C'est tellement simple ! Dire aux Français que si ça va mal, c'est d'abord à cause des étrangers, distinguer entre les Français, distinguer entre les Français et les étrangers. Le candidat sortant a même imaginé un référendum sur cette question ! Nous n'accepterons pas cette démarche qui consiste à montrer du doigt, à faire peur, à créer de la division, du repli, de la stigmatisation. Et s'il veut un référendum, il arrive, c'est le 6 mai que les Français vont choisir !

"Ce sera six mois, pour traiter une demande d'asile !"

Mais autant je pense que l'immigration ne doit pas être instrumentalisée, autant je considère qu'il est légitime de régler les questions liées aux déplacements de populations – et donc à l'immigration. Je propose qu'il y ait des allers-retours plus simples, que certains puissent venir et que les mêmes puissent repartir. Il faut répondre beaucoup plus vite aux demandes d'asile. Il n'est pas digne, il n'est pas utile de faire

attendre un an, un an et demi, deux ans des familles pour accéder au droit d'asile ou pour se faire dire qu'elles ne peuvent pas y prétendre – et ensuite les mettre dans une situation impossible. Ce sera six mois, pour traiter une demande d'asile ! Il faudra aussi sécuriser l'immigration légale pour les renouvellements de titres de séjour, accueillir les étudiants qui sont une chance pour nos universités ! Lutter, là encore, contre les fraudes, contre les mariages blancs – c'est nécessaire. Mais permettre l'intégration, surtout l'intégration.

L'intégration, d'abord, de ceux qui sont ici depuis longtemps et qui attendent de la République qu'elle soit conforme à sa promesse d'égalité et de réussite. Eviter les ghettos, les enfermements, les superpositions de problèmes dans les mêmes quartiers. Et avoir le souci de faire vivre ensemble la population, avec le même espoir : le même espoir de changement.

Et c'est là, aussi, que la République doit être laïque. Parce que la laïcité protège la liberté individuelle la plus intime : la liberté de conscience, la liberté religieuse, la liberté de croire ou de ne pas croire. Mais la laïcité, c'est la capacité de vivre ensemble. De respecter les mêmes droits, les mêmes devoirs : la neutralité de l'espace public, le refus de l'influence des religions là où elles n'ont pas leur place, c'est-à-dire la vie de nos services publics, la vie de nos écoles. C'est pourquoi j'ai proposé d'inscrire dans notre constitution les principes de la loi de 1905 de séparation des églises et de l'Etat. La laïcité, ce sera aussi le moyen de protéger les femmes contre tous ces fanatismes, tous ces intégrismes, toutes ces violences qu'on leur fait subir. La laïcité, c'est une protection pour les femmes. Mais la laïcité, c'est aussi pour les autorités politiques l'obligation de ne pas se mêler des affaires religieuses qui appartiennent au seul domaine privé. Que le

Premier ministre se soit permis d'interpeller l'islam et le judaïsme en France à propos de pratiques d'abattage, dans des termes qu'il a malencontreusement choisis, est une maladresse qui l'a conduit, lui aussi – et ça devient même une répétition, de leur côté – à une repentance de plus. Ils ne cessent de s'excuser de ce qu'ils ont dit, de ce qu'ils ont fait. Mais ils n'ont pas à s'excuser : ils ont à présenter un bilan au moment de l'élection – et aux Français de choisir ! Et moi, je n'imaginai pas que nous en soyons arrivés là dans cette campagne. Que les questions de rite d'abattage ou de viande puissent devenir un sujet d'élection présidentielle. Les seuls critères, sur ces affaires-là, que nous devons poser sont des critères sanitaires : c'est l'équilibre de la filière viande et le respect du consommateur. Voilà ce que nous avons à poser comme principes dans une République laïque !

Et je ne laisserai pas le débat pour l'élection présidentielle être abaissé, abîmé par ces polémiques ou ces outrances. Oh ! Je vois bien l'opération, la manœuvre : multiplier les annonces pour évacuer le bilan. Chaque jour une annonce ! Ce qu'il aurait voulu faire et qu'il n'a pas pu faire parce qu'il n'a pas eu le temps. Quand même, cinq ans ! Cinq ans, c'est long. L'autre jour, il a découvert que les grandes entreprises ne payaient plus d'impôt sur les sociétés en France. Je n'avais cessé de le répéter, avec les Socialistes, toutes les semaines à la télévision – vous pouviez voir les questions d'actualité. Et nous avons fait apparaître que les grandes entreprises, sur les 50 milliards d'impôts sur les sociétés, n'en payaient qu'à peine cinq – et que parmi ces cinq, il y avait déjà la moitié qui était versée par les entreprises publiques. Qu'est ce qu'il reste ? Nous le disions, qu'il fallait mettre en cause ces niches fiscales – qu'ils avaient d'ailleurs fait voter eux-mêmes, la Droite, le gouvernement, le président sortant ! Des niches fiscales pour empêcher, justement, ces grandes entreprises de payer davantage d'impôt

sur les sociétés. Je me souviens même d'un débat où nous avons évoqué le fait que Total ne payait pas d'impôt sur les sociétés en France, ce qui était quand même inconvenant, nous faisant payer si cher le prix de l'essence. Et qu'il pouvait quand même avoir un petit geste de générosité fiscale, pas plus. Il a simplement, ce groupe-là, condescendu à payer un peu – un peu – d'impôt sur les sociétés, en 2011, pour solde de tout compte. Et voilà que le candidat sortant vient de s'en rendre compte ! Il est pris d'un remords : j'aurais dû le faire. Mais il a préféré, avant de partir, augmenter la TVA que d'augmenter l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises ! Je vois bien la manœuvre : on évoque des problèmes plutôt que des solutions. On règle des comptes plutôt que de rendre des comptes.

"Ce qu'on attend d'un président sortant, ce n'est pas qu'il parle de lui, c'est qu'il parle des Français, de ce qu'il a fait, de ce qu'il avait dit et qu'il n'a pas fait"

Et puis il y a cette répétition d'excuses, de regrets, de repentance, où il ne cesse de parler de lui. Oh, j'ai beaucoup de respect pour sa vie personnelle. Je ne veux pas, ici, y entrer. Mais ce qu'on attend d'un président sortant, ce n'est pas qu'il parle de lui, c'est qu'il parle des Français, de ce qu'il a fait, de ce qu'il avait dit et qu'il n'a pas fait. Ce que l'on attend d'un président sortant, ce ne sont pas des états d'âme, ce sont des états de service !

Eh bien, pour ce qui me concerne, je ne dévierai pas de la ligne de conduite que je me suis fixée il y a maintenant près d'un an : redresser la France, redresser son économie, redresser son industrie, redresser ses comptes publics, redresser aussi la morale publique. Rassembler les Français autour d'une grande idée, d'une belle cause : la jeunesse !

L'avenir de la génération qui arrive, qui attend, qui espère, qui veut prendre sa place ! Et donner une espérance à chacun, quels que soient son parcours, sa couleur de peau, ses origines, sa situation : lui dire qu'il a toute sa place dans la République ! Et que le rôle de la République, c'est lui donner toutes ses chances de réussir sa vie.

Je veux que la campagne, celle que nous menons, soit utile – utile à la France, utile aux Français. Une campagne utile, c'est celle qui éclaire les citoyens et non une campagne qui vise à les impressionner. Une campagne utile, c'est une campagne qui veut le débat et pas un pugilat. Une campagne utile, c'est une campagne qui prépare l'avenir, qui a un projet, qui le défend. Celui que j'ai présenté – c'était le 14 janvier, au Bourget –, ce projet-là est devant tous les Français. Chacun peut le connaître. Chacun peut le consulter. Et je vous demande d'ailleurs de le diffuser largement!

Un débat utile, c'est de défendre son bilan. Ils en ont un – ah, ils voudraient bien le cacher, dire qu'ils n'y sont pour rien, que ce n'est pas de leur faute, que c'est la crise. La crise a sa part, mais eux aussi ont leur part de responsabilité ! Ce serait très commode de diriger un grand pays comme la France, de constater l'échec et de dire que finalement il serait possible de briguer un mandat supplémentaire sans dire pourquoi autant de promesses n'ont pas été tenues, autant d'injustices ont été créées et autant d'erreurs ont été faites. Moi, j'assume !

J'assume le bilan. Le bilan de la Gauche. Je vois qu'ils veulent revenir à François Mitterrand. Mais ils peuvent aller même plus haut, plus loin, aller jusqu'à Léon Blum. Je prends tout ! Je prends les congés payés, je prends les libertés conquises ! Je prends la retraite à 60 ans voulue par

François Mitterrand ! Je prends la décentralisation, je prends les grandes lois de liberté pour l'audiovisuel, qui en aurait bien besoin. Je prends aussi le bilan de Lionel Jospin, la couverture maladie universelle, l'allocation personnalisée à l'autonomie, les 35 heures avec Martine Aubry. Je prends tout ! Bien sûr qu'il faut adapter, réviser, revoir, mais c'est la vie. Nous n'allons pas faire ce qui a été fait : nous allons inventer ! Nous allons imaginer les politiques nécessaires pour demain, mais sans rien renier de notre histoire et de notre passé. Ils viendront nous chercher. Là, je défendrai ce qu'a été l'histoire de la République et l'histoire de la Gauche !

Une élection présidentielle, notamment dans le contexte que nous connaissons, avec un monde fragile, avec des pays émergents qui veulent prendre toute leur place et davantage, avec des conflits qui demeurent, des risques, des menaces, en Iran, au Proche-Orient. Oui, une élection dans un environnement européen tellement bouleversé par la crise, tellement tourmenté par la spéculation. Oui, une élection présidentielle dans la France que nous aimons et qui attend tellement, qui souffre, qui parfois s'inquiète, se désespère. Oui, une élection présidentielle doit être un grand moment, où tous, toutes, doivent vouloir participer aux choix. Rien ne serait pire que de décourager la mobilisation civique, que de parier sur l'abstention, que d'espérer que les Français soient fatigués du suffrage pour ne pas venir aux urnes le 22 avril et le 6 mai ! Et si j'ai un message à vous transmettre, c'est de venir voter ! Largement voter ! Pleinement voter ! Parce que c'est votre décision qui va compter !

"J'ai proposé aux Français d'abord que les PME soient plus nombreuses, plus fortes, plus encouragées, plus stimulées"

Qui va compter d'abord pour la France, pour lui donner une espérance en matière de lutte contre le chômage. Parce que c'est là que nous avons à faire : 3 millions de chômeurs, 4 millions si nous ajoutons ceux ou celles qui n'ont pas d'activité à temps plein. 1 million de chômeurs de plus depuis cinq ans ! Nous avons beaucoup à faire. Pacte productif : j'ai proposé aux Français d'abord que les PME soient plus nombreuses, plus fortes, plus encouragées, plus stimulées. Ce sera le rôle de la banque publique d'investissement.

J'ai proposé, aussi, que la fiscalité des entreprises soit rendue plus juste. Que l'impôt sur les sociétés soit abaissé pour les plus petites et soit relevé pour les plus grandes. Que les bénéficiaires qui sont réinvestis dans l'entreprise puissent être moins taxés que les bénéficiaires qui sont distribués aux actionnaires sous forme de dividendes.

J'ai dit – c'était à Dijon – que nous ferons un Acte de décentralisation pour confier de nouvelles compétences, de nouvelles libertés, de nouveaux pouvoirs, de nouveaux moyens financiers, pour que notamment les régions puissent intervenir encore plus efficacement pour la formation, pour le développement économique, pour l'emploi. Nous réformerons Pôle Emploi. Cela a été créé ainsi, ce regroupement. Mais nous lui donnerons les moyens d'accompagner les demandeurs d'emploi, les chômeurs, et de les former. C'est quand même incroyable que le président sortant vienne de découvrir que seulement 10 % des chômeurs étaient formés ! Mais qu'a-t-il fait pendant cinq ans ? Qu'a-t-il su ? Que lui a-t-on dit ?

J'entendais aussi le candidat sortant demander que les bénéficiaires – ils les appellent comme cela – du RSA – vous parlez d'un bénéficiaire, que d'avoir le RSA ! –, que les bénéficiaires du RSA devraient tous les 18 mois être accueillis, accompagnés. Belle espérance, de faire attendre les

prestataires du RSA 18 mois ! Mais ce n'est pas 18 mois qu'il faut leur donner, c'est trois mois pour qu'ils puissent être accompagnés, reçus, formés et ramenés vers l'emploi !

"L'employeur qui gardera le senior et le jeune ne paiera plus de cotisations sociales sur les deux emplois"

J'ai proposé le contrat de génération, pour que les jeunes puissent entrer dans l'entreprise avec un contrat à durée indéterminée et que les seniors puissent rester dans l'entreprise pour partir à la retraite dans des conditions dignes. Ce contrat de génération qui alliera les âges, qui permettra la transmission de l'expérience, du savoir – et notamment du savoir-faire. Eh bien l'entrepreneur, l'employeur qui gardera le senior et le jeune ne paiera plus de cotisations sociales sur les deux emplois.

Voilà ce que nous devons faire si nous voulons encourager des comportements d'embauche et de stabilité dans l'emploi !

Nous aurons aussi les emplois d'avenir, les emplois jeunes, que nous mettrons dans les quartiers les plus difficiles – et pour assurer, justement, un certain nombre de missions pour les familles, pour les activités extrascolaires, pour l'accompagnement des élèves qui sont les plus en difficulté et pour l'environnement. Voilà ce que nous avons à faire pour l'emploi !

Moment de vérité, que l'élection présidentielle. Parce que c'est aussi autour de l'enjeu de l'éducation, de la jeunesse, que j'ai voulu placer la confrontation. L'école de la République a été abîmée, depuis cinq ans : suppressions de postes, fermetures de classes, mises en cause des Rased, des structures pour les élèves les plus en difficulté, fin de la

carte scolaire, rythmes scolaires aberrants... Eh bien nous, nous redonnerons confiance à l'Education nationale ! Nous donnerons fierté aux enseignants, aux personnels de l'Ecole ! Et nous y mettrons les moyens ! Les 60 000 postes, ce n'est pas pour complaire à une catégorie, c'est pour permettre à la jeunesse de France d'être mieux formée, mieux éduquée, mieux préparée à l'avenir.

Oui, l'enjeu d'une élection présidentielle c'est aussi le pouvoir d'achat. Vous savez mon engagement : je ne dirai rien que je ne puisse tenir après. Je réunirai les partenaires sociaux au lendemain de l'élection présidentielle où nous aurons à définir la responsabilité de chacun, ce qui relève de la loi, ce qui relève de la négociation, sur l'emploi, sur le travail, sur la souffrance au travail – qui hélas, maintenant, est devenue une réalité. Et je vois bien ce qui se passe dans un certain nombre d'entreprises, y compris publiques. Alors, dans le cadre de cette conférence, nous verrons ce que nous pourrons faire en matière salariale et notamment sur le Smic. Mais, je n'ai rien caché, rien dissimulé : d'abord il faut créer de la richesse. D'abord il faut produire. Et ensuite nous redistribuerons autant que ce que nous aurons produit. Mais le premier objectif, c'est redresser le pays. Ensemble ! Ensemble, les collectivités locales, l'Etat, les partenaires sociaux. Nous avons besoin de chacun.

"Les loyers dans les zones de tensions seront encadrés, régulés, pour éviter, là encore, que ce soit les ménages les plus fragiles qui soient les plus affectés."

Et sur le pouvoir d'achat, il y a aussi urgence. Et c'est pourquoi j'augmenterai dès le mois de septembre l'allocation de rentrée scolaire de 25 %. Je ferai en sorte que le prix du carburant, d'abord soit bloqué

pendant trois mois pour éviter les comportements de marge des distributeurs, et ensuite aucun euro, aucune recette fiscale ne sera tirée de l'augmentation du prix du carburant pour l'Etat ! Tout sera reversé aux consommateurs. Les loyers dans les zones de tensions seront encadrés, régulés, pour éviter, là encore, que ce soit les ménages les plus fragiles qui soient les plus affectés. Le logement des jeunes sera favorisé. Et je mettrai à disposition immédiatement – immédiatement, au lendemain de la victoire – les terrains disponibles que l'Etat possède, pour que les collectivités locales tout de suite y créent les logements attendus.

Mais l'enjeu d'une campagne présidentielle, c'est aussi l'Europe. La France a besoin de l'Europe et l'Europe a aussi besoin de la France.

J'ai annoncé que je ne pouvais pas admettre que tous les pays d'Europe fassent des plans d'austérité sans qu'il y ait une perspective de croissance. Que nous avons besoin de disciplines, je les admetts. Des sanctions pour ceux qui ne les respectent pas. Une meilleure coordination économique des pays membres de la zone euro. Une meilleure solidarité pour venir en soutien à des plus faibles. Un fonds de stabilité financière qui ait la puissance nécessaire. Une banque centrale qui puisse intervenir. Et de la croissance ! J'ai compris que certains dirigeants conservateurs n'avaient pas la même conception que moi du traité européen. C'est possible. Il y aurait eu, paraît-il – je n'ai pas pu vérifier, mais peu m'importe – une coalition qui se serait donné le mot pour ne pas me recevoir. J'attendrai ! Et c'est bien leur droit, à ces dirigeants conservateurs d'être solidaires d'un conservateur en France. Comme je le dis souvent, c'est la première fois que des conservateurs viennent en soutien d'une personne en difficulté ! Mais enfin, c'est bien leur choix. Et j'aurai à travailler avec ces

dirigeants, si les Français m'en donnent mandat.

Mais qu'est-ce qui va me permettre de me faire entendre ? C'est vous !

C'est le peuple français ! C'est la décision qu'il prendra le 6 mai.

Parce que nous sommes un grand pays ! Un pays qui a toujours, avec d'autres, contribué à construire l'Union européenne. Et je serai heureux de répondre à l'invitation d'Adeline ! Je ne peux pas aller beaucoup plus loin dans la réponse protocolaire – après, on m'accuserait de me croire déjà élu, alors que je ne suis que candidat à l'élection présidentielle.

Nous sommes à six semaines du premier tour. Je ne sais rien de ce que sera la décision des Français. C'est vous, et vous seuls qui me permettrez de répondre à l'invitation du maire de Reims pour nous retrouver le 8 juillet ici, avec la Chancelière allemande, pour préparer le 50e anniversaire du traité qui avait uni la France et l'Allemagne, le général de Gaulle et Konrad Adenauer, pour tracer les voies de l'avenir.

Permettez-moi de revenir à Reims le 8 juillet ! Et pour cela, mes chers amis, il faut gagner ! Gagner ! Gagner pour nous-mêmes, sans doute. Pour nos idées. Mais pour la France, pour la République ! C'est maintenant, maintenant qu'il faut nous rassembler ! Nous rassembler ici ! Nous rassembler partout ! Rassembler la Gauche, au-delà de la Gauche ! Rassembler les Français ! Lever une grande espérance !

Alors, faites avec moi le choix du changement !

Vive la République et vive la France !

Messieurs les Premiers ministres, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs,

J'appartiens à une génération qui a eu la chance inestimable de ne pas avoir connu la guerre dans son pays. Je me sens néanmoins dépositaire du message que François Mitterrand délivra le 17 janvier 1995 avant de quitter ses fonctions. C'était à l'occasion d'un ultime discours devant le Parlement européen. Il déclarait : « la guerre, ce n'est pas le passé, cela peut être l'avenir. Et c'est à vous d'être les gardiens de notre paix, de notre sécurité, de cet avenir. » C'est pourquoi, candidat à l'élection présidentielle, j'ai voulu m'exprimer aujourd'hui sur un sujet grave et important, trop peu présent dans la campagne jusqu'à aujourd'hui, celui de la défense de la France.

En m'adressant à vous et au-delà de vous, je pense à nos soldats engagés au péril de leur vie en Afghanistan, mais aussi à ces marins qui luttent contre la piraterie dans le Golfe d'Aden, à nos aviateurs qui sont intervenus avec tant d'efficacité pour protéger la population libyenne et à tous ceux, anonymes, qui se dévouent pour la sécurité de notre pays.

Candidat à la présidence de la République, je connais toute l'exigence qui est celle de la fonction de chef des Armées. Et je veux vous livrer la conception que j'ai de cette responsabilité.

Elle implique d'abord une vision, une vision du monde, une vision aussi de la France, une constance dans les choix et dans les décisions, un sens de l'intérêt général et une conception élevée de la Nation. La défense en effet est l'instrument de préservation de notre bien commun qui s'appelle l'indépendance nationale. Je veux redonner à notre pays sa place et son rang. J'entends qu'il puisse à nouveau faire résonner en Europe et dans le monde sa voix singulière, celle qui promeut des valeurs, sert la paix sans jamais affaiblir la défense de nos intérêts nationaux.

Une politique de la défense exige de fixer une stratégie pour préciser avec netteté les missions confiées aux forces armées sur le territoire national, et qui doivent clairement être distinguées de la sécurité intérieure. La stratégie repose sur une appréhension claire des menaces. En ce début du XXI^e siècle, elles sont multiples. J'en identifierai trois.

La première, c'est le terrorisme. Le terrorisme fait toujours partie des maux que nous devons affronter. Al-Qaida a certes été affaibli, son chef Ben Laden tué, mais sa branche au Sahel, l'AQMI, s'est renforcée de façon préoccupante ces derniers mois. Je n'oublie d'ailleurs pas nos compatriotes dans cette partie du monde. D'où l'enjeu du renseignement et de la capacité d'intervention. Cela vaut aussi pour combattre la piraterie.

Il y a une seconde menace, qui n'est pas d'ailleurs militaire. J'en parle à l'occasion de ce jour anniversaire de la tragédie de Fukushima, catastrophe naturelle, catastrophe industrielle sans précédent. C'est un risque qui, pour n'être pas militaire, peut impliquer des militaires pour en surmonter les conséquences, pour exiger une mobilisation de toutes les forces de sécurité.

Enfin, il y a une troisième menace, c'est la course aux armements que l'on constate depuis dix ans en Asie et au Moyen-Orient. Et un sujet d'inquiétude particulièrement lourd pour la stabilité de la paix mondiale, c'est notamment la prolifération. Il s'agira, face à cette menace précise et en même temps diffuse, de ne pas baisser la garde et de poursuivre le contrôle des armements et la lutte implacable contre la prolifération.

Sur le plan géographique, les menaces existent mais ne sont pas de même nature. En Europe même, il y a moins de vingt ans, les conflits des Balkans nous ont renvoyé aux pages terribles du début du XX^e siècle. L'emploi raisonné de la force armée a été déterminant pour rétablir la construction pacifique et tolérante qui existe aujourd'hui. J'y ai apporté à l'époque mon soutien, et notamment aux décisions qui avaient été prises par Jacques Chirac et Lionel Jospin. Ces choix étaient fondés.

La situation dans les régions qui entourent notre continent est instable, notamment autour de la Méditerranée. Elle exige donc une vigilance réelle et des efforts de coopération et de prévention des conflits. Je la sais partagée, cette vigilance, avec nos partenaires de l'Union européenne.

Au Proche et au Moyen-Orient, non seulement la paix n'a pas progressé, mais les négociations sont bloquées. Avec un risque, qui est celui du retour des violences, et à tout le moins des incompréhensions.

Mais c'est en Iran et dans le Golfe que réside notre plus grande inquiétude. L'Iran a certes droit à l'énergie nucléaire civile, mais ce pays doit respecter ses engagements internationaux en matière de non-prolifération nucléaire. Les rapports de l'AIEA sont préoccupants. Ils justifient pleinement la mise en place de sanctions et une attitude de fermeté à l'endroit des ambitions nucléaires iraniennes. Ces sanctions devront si nécessaire, être renforcées. Je souhaite qu'elles puissent l'être dans le cadre des Nations unies, dès lors que l'ensemble des membres permanents du Conseil de sécurité y prendront leurs responsabilités. Parallèlement, la porte doit rester ouverte pour le dialogue afin de trouver une issue à cette crise. C'est l'intérêt de tous, de l'Iran, de l'ensemble de la région, du monde, mais aussi de la France.

A l'inverse, toute initiative militaire unilatérale, dont chacun mesure bien les dangers d'escalade, serait inopportune. Vigilance, fermeté, sanction, disponibilité pour un dialogue sérieux, telle est notre ligne de conduite.

De cette crise, je retire aussi un enseignement. Notre défense doit impérativement s'appuyer à l'avenir sur une expertise, sur des capacités notamment dans le renseignement et sur une organisation solide pour prévenir les risques de prolifération. Elle doit s'adapter rapidement aux nouvelles menaces, en particulier celles qui pèsent sur les espaces maritimes, mais aussi extra-atmosphériques ou encore les cyber échanges de données.

Evoquant cette région du monde, je veux redire ma condamnation absolue des massacres perpétrés par Bachar el-Assad en Syrie. La Russie et la Chine, là encore, doivent assumer leurs responsabilités au service des principes fondamentaux de la charte des Nations unies, et cesser d'entraver l'action internationale. Aucun effort, là encore, ne doit être ménagé pour venir en appui des initiatives de la Ligue arabe et pour venir en aide aux populations civiles. Par ailleurs, Bachar el-Assad devra un jour ou l'autre rendre des comptes pour les crimes qu'il commet, rendre des comptes devant la Cour pénale internationale.

En Afghanistan, la situation reste grave et confuse. Je veux saluer la mémoire de nos soldats qui ont payé de leur vie la défense de notre sécurité et la mission qui leur était confiée. 82 d'entre eux sont morts en Afghanistan, morts pour la France. Mes pensées vont à leurs familles, à leurs camarades de combat, mais aussi à tous les blessés meurtris dans ces opérations. Nous ne les abandonnerons pas, nous ne les oublierons pas.

J'ai annoncé qu'au lendemain du 6 mai, si les Français m'en donnent mandat, la France engagera le retrait de ses troupes combattantes d'Afghanistan. C'est la conclusion logique de l'analyse de la situation, dix ans après le début des opérations. En 2001, Jacques Chirac et Lionel Jospin avaient décidé d'engager la France militairement dans la lutte contre le terrorisme international. C'était logique après les attentats du 11 septembre. Il n'était pas possible de transiger ou de tergiverser. L'objectif était clair, précis : renverser le régime taliban et lutter contre le terrorisme d'Al-Qaïda. Il s'est produit au printemps 2008 un changement. Les missions dévolues à nos Armées ont changé. Des renforts ont été envoyés avec une implication directe dans les zones de combat. Des drames récents ont justifié dans la hâte un nouvel infléchissement de notre présence en Afghanistan, sans que la cohérence en sorte renforcée.

C'est pourquoi l'objectif que je fixe dans le cadre d'une élection présidentielle permettra de dire à nos alliés au lendemain de cette échéance quelles seront nos décisions.

Nous accélérerons dans les meilleures conditions de sécurité le retrait de nos forces combattantes pour que, fin 2012, nos soldats soient rentrés. Nous agissons en concertation — et c'est légitime — avec nos alliés. Nous n'imposerons pas notre rythme à d'autres, mais nous agissons en toute indépendance.

Plus largement, puisque j'évoque les opérations extérieures, je procéderai à un réexamen de l'ensemble de ces missions entreprises en partenariat le plus souvent avec des Nations amies et toujours placées sous un mandat des Nations unies. Elles devront garder, dans la durée, leur légitimité et leur efficacité. A cette fin, j'entends instaurer une pratique nouvelle rendue possible par le progrès représenté par la réforme de l'article 35 de la Constitution. Au lieu de demander au Parlement un assentiment en bloc pour l'ensemble des opérations, comme l'a fait le gouvernement sortant, le nouveau gouvernement entendra procéder régulièrement à une évaluation de chacun de nos engagements dès lors qu'une certaine durée a été consentie. Cela se fera en dialogue approfondi avec le Parlement, pour constater publiquement si la mission reste conforme à nos orientations ou si elle doit donner lieu à une évolution — tout en respectant la solidarité avec les autres Nations intervenantes.

Voilà le sens de ce que nous engagerons par rapport à l'ensemble des opérations extérieures.

Certaines ont concerné l'Afrique. L'Afrique, traversée par des conflits, par des convoitises suscitées par la présence de matières premières particulièrement recherchées. L'Afrique où des nouvelles puissances veulent s'installer. L'Afrique que l'on regarde souvent avec commisération alors que c'est un continent plein de puissance économique, plein de gisements, avec un formidable potentiel humain et économique. Là se joue aussi une part de l'avenir du monde.

Je souhaite faire de la France un partenaire présent avec l'ensemble des Nations africaines. Cela implique une coopération débarrassée des formes anciennes héritées de la période post-coloniale qui dure, et tournée résolument vers les défis des sociétés africaines du XXI^e siècle. Nous accorderons enfin les paroles et les actes et changerons les rapports avec certains régimes. Je veux refonder la politique de coopération de défense avec l'Afrique, en mettant en œuvre un partenariat global avec l'Union africaine qui s'est nettement affirmée comme un acteur crédible de maintien de la paix. Et je veillerai à associer à cette politique nos amis européens.

Voilà le tour d'horizon des menaces, des défis, des enjeux qui me conduisent à cette conclusion : le premier devoir de la France est de continuer à prévenir la guerre et à construire la paix, par le droit, par la négociation, par la coopération, et quand c'est nécessaire par l'action.

Pour définir la politique de défense, je prends cinq engagements.

Le premier, c'est de fixer un cap pour notre stratégie de défense. Les Etats-Unis sont désormais dans une perspective de réorientation de leurs moyens vers l'Asie Pacifique. La Russie vient d'annoncer son intention de moderniser massivement et rapidement son outil de défense. La Chine et d'autres puissances émergentes entendent peser dans les affaires du monde, en tout cas n'acceptent plus de se laisser conduire ou entraîner. Qui ne voit que nous changeons d'époque ? D'où la question pour la France avec ses moyens, mais avec son histoire, sa géographie, sa volonté de pouvoir porter ses valeurs : comment relever les défis ?

D'abord dans le cadre européen. L'Europe de la défense a été tant de fois évoquée, espérée, engagée. Elle doit prendre une nouvelle dimension. Peut-on en effet concevoir que des pays qui ont mis en commun leur destin, et certains même leur monnaie, qui sont liés depuis le traité de Lisbonne par une clause de défense mutuelle et même clause de solidarité face au terrorisme, comment ces pays pourraient-ils continuer de considérer que les questions de défense et de sécurité seraient taboues ? Il nous faut reprendre les travaux laissés en plan sur le concept stratégique de l'Union européenne, en envisageant de les prolonger par un inventaire des capacités et des technologies indispensables à la défense et à la sécurité future de l'Europe.

Je veux que l'alternance politique en France, si elle vient, soit l'occasion d'une relance de la défense européenne. Je sais le scepticisme ambiant. Et il ne s'agit pas de psalmodier « Europe de la défense,

Europe de la défense, Europe de la défense » de façon incantatoire, mais d'être avant tout politique et pragmatique.

Avec trois ambitions. D'abord, poursuivre les efforts d'approfondissement de la relation la franco-britannique qui avait été engagée à Saint-Malo, qui s'est poursuivie ces derniers mois, mais aussi en revivifiant la coopération franco-allemande et en favorisant les convergences avec tous nos partenaires européens — en tout cas ceux qui veulent participer à cette démarche. Je pense aux Belges, aux Espagnols, aux Italiens, aux Polonais qui sont, ils me l'ont rappelé, demandeurs.

Deuxième orientation, c'est d'explorer toutes les pistes permettant une rationalisation des appareils militaires des pays membres de l'Union : mutualisation des moyens nationaux existants, programmation collective des équipements futurs, spécialisation des tâches, renforcement des capacités communes, critères de convergence, là encore.

La troisième orientation, c'est d'œuvrer dans le sens de la consolidation de la base technologique et industrielle européenne, ce qui suppose un soutien commun à l'effort de recherche aéronautique et de défense, mais aussi des rapprochements d'entreprises. Dans le volet de croissance que je préconise pour l'Europe, il y a aussi des projets qui peuvent être liés à notre volonté commune d'avancer sur l'Europe de la défense.

Je disais l'Europe. Je veux aussi évoquer notre alliance, c'est-à-dire l'Alliance atlantique. Elle est une garantie de notre sécurité. C'est un instrument de gestion de crise. Faut-il ou fallait-il revenir dans le commandement militaire intégré de cette organisation ? Le président sortant en a décidé ainsi au début de son mandat, sans d'ailleurs avoir alerté les Français de cette intention au moment de sa candidature, et il l'a fait dans la précipitation et sans contrepartie effective.

La France, plusieurs années après, n'en a retiré aucun bénéfice probant. Il faudra donc évaluer cette décision. Quelle est aujourd'hui la raison d'être de l'OTAN ? Quelle est sa mission essentielle ? Quel est l'avantage de notre participation au commandement militaire intégré ? Je veillerai donc à ce que cette évaluation nous permette à la fois d'avoir les contreparties qui avaient été un moment évoquées, et aussi la préservation de notre indépendance. Il se trouve que l'un des premiers sommets internationaux auxquels le nouveau Président de la République, je l'espère, viendra, sera le sommet de l'OTAN à Chicago les 20 et 21 mai prochains. Si les Français m'en ont donné mandat à travers leur vote, c'est là que j'annoncerai notre décision sur l'Afghanistan. J'évoquerai l'engagement des pays européens dans le projet de défense antimissile, qui mérite réflexion, tant les moyens qu'il faudrait y consacrer seraient considérables et tant une telle approche pourrait avoir des conséquences à terme sur notre force de dissuasion.

Toutes ces questions se posent et j'entends les poser à nos interlocuteurs et alliés européens comme américains. Mais notre effort de défense repose d'abord sur nous-mêmes. C'est pourquoi je souhaite que soit entreprise au plus tôt la rédaction d'un nouveau livre blanc de la défense. Il sera centré sur les missions assignées à nos forces, une loi de programmation militaire suivra, avec deux objectifs : répondre aux menaces identifiées et dimensionner nos équipements aussi précisément que possible par rapport à ces enjeux. J'appellerai les militaires à participer à cette réflexion, elle devra être conduite rapidement pour ne pas retarder nos choix et pour donner au Parlement et donc à la Nation l'occasion d'un débat démocratique approfondi.

D'ores et déjà, je veux réaffirmer deux orientations. La première, c'est la consolidation de notre dissuasion nucléaire. Elle est indissociable de notre sécurité et de notre statut international. Elle est, selon la formule trop souvent employée mais juste, « l'assurance-vie » de notre pays, notamment face à la menace de la prolifération. Elle est dédiée à la défense de nos intérêts vitaux, donc elle sanctuarise le territoire. Elle est l'arme de l'autonomie de nos choix. Dissuasion, siège permanent au Conseil de sécurité et capacité crédible de nous engager dans les crises : voilà l'articulation qui nous permet de parler fort et d'exprimer notre point de vue dans le concert des nations.

Je me suis rendu il y a quelques semaines à l'Île Longue pour marquer cet engagement mais dire aussi combien je regarde avec respect les sentinelles et les garants de la sécurité suprême de notre Nation,

ceux qui nous permettent, sans que nous le sachions tous, d'être toujours protégés. Le contexte international n'autorise aucune faiblesse. Nous ne devons en aucune façon baisser la garde. Notre effort pour la paix dans le monde, pour le désarmement et pour la construction européenne va de pair avec notre volonté de préserver les intérêts vitaux de notre Nation. Je ne transigerai donc en rien ni n'abandonnerai aucune de nos prérogatives en ce domaine. Nous conserverons donc les deux composantes, aérienne et sous-marine, de notre dissuasion.

La deuxième orientation que je voulais réaffirmer, c'est le niveau crédible de l'effort de défense pour notre Nation. Nous sommes dans un contexte budgétaire que chacun connaît, une dette considérable. La tentation peut être forte de faire de la défense une variable d'ajustement. Il y aura des économies à faire. Mais il y aura aussi un respect à avoir par rapport à ce qui est la condition même de notre indépendance. La défense contribuera, dans les mêmes proportions que les autres missions de l'Etat. C'est dans ce cadre que des mesures de rationalisation seront réalisées, sans faux-semblant et sans dissimulation. Chacun connaît ici les artifices budgétaires destinés à masquer les insuffisances de crédits. Chacun sait que la loi de programmation militaire qui a été votée ne sera pas en définitive appliquée selon les objectifs qui avaient été affichés. Chacun sait que nos opérations ont coûté beaucoup plus cher qu'il n'est souvent dit ou qu'il n'avait été prétendu. Il y aura donc des choix à faire. Ils seront faits, expliqués, assumés.

Dans ce cadre, seront notamment confirmés plusieurs besoins prioritaires pour notre défense : en termes de capacités d'abord, au premier rang desquels les moyens d'anticipation, d'analyse, de renseignement, susceptibles d'éclairer les décideurs tant politiques que militaires, ainsi que les instruments d'orientation et de coordination de ces moyens. Je pense en particulier au domaine spatial. Nous veillerons aussi à la satisfaction des besoins opérationnels les plus immédiats qui concernent les forces engagées, notamment la protection des unités combattantes, leurs moyens de commandement, leur interopérabilité, leur logistique. J'attacherai aussi de l'importance aux drones qui ont été trop longtemps négligés dans la période précédente. Voilà ce que nous aurons à faire dans le cadre des choix qui concerneront notre Nation, par rapport à un contexte budgétaire, par rapport à des économies à faire mais aussi par rapport à des objectifs à respecter.

Mon deuxième engagement est de construire une politique industrielle de défense. Parce que c'est un secteur économique significatif, mais aussi un réservoir d'avance technologique et d'emplois qualifiés, très peu exposé aux délocalisations, qui touche de nombreux domaines – aéronautique, espace, sécurité, communication – avec des retombées importantes en termes de recherche sur l'activité civile. Je veux une industrie de défense forte, cohérente, contrôlée. Forte, car l'existence d'une industrie de défense renforce la crédibilité de nos Armées ainsi que l'autonomie de décision de l'autorité politique. C'est aussi un instrument au service d'une politique extérieure. A ce titre, nos politiques d'exportation et de coopération se devront d'être plus rigoureuses, s'adaptant sans cesse aux réalités stratégiques, politiques, financières et même éthiques des contractants. Industrie forte, industrie cohérente, qui supposera de rassembler sous une même autorité nos instruments de contrôle des technologies civiles et militaires, de défense et de sécurité, trop souvent dispersées. Une industrie contrôlée, ce qui justifiera que le gouvernement puisse rendre des comptes, chaque année, au Parlement, de ses choix. Un effort de transparence renouvelé : nous ajouterons des mécanismes de vérification plus efficaces sur les matériels, sur les intermédiaires et sur les destinataires finaux.

Nous avons, pendant la période du gouvernement de Lionel Jospin, fait des regroupements utiles qui ont renforcé notre industrie de défense et qui, de plus, ont créé des partenariats européens. Donc, nous devons continuer à agir au sein de l'Union européenne. Nous devons renforcer les mécanismes communs, faisant obstacle à l'approvisionnement des Etats déstabilisateurs ou retournant, à des fins de répression – c'est arrivé – les équipements qui leur avaient été fournis contre des populations désarmées. Nous avons aussi à construire des grands groupes industriels de défense. Ces choix sont cruciaux, ils sont les garants de nos intérêts de souveraineté et aussi de nos emplois. La crédibilité de notre action politique est indissociable de notre volonté de construire des ensembles cohérents au plan industriel et à l'échelle de l'Europe. Je n'entends donc déléguer à quiconque cette responsabilité de tracer l'avenir des grands groupes industriels de défense, et certainement pas à des intérêts privés ou financiers à qui le gouvernement sortant s'est trop souvent plié. Qu'il y ait des fournisseurs, c'est bien légitime. De grands industriels, nous les respectons. Mais attention à la confusion. Je soutiendrai parallèlement le rôle des PME dans le domaine de la défense car leur dynamisme, leur capacité

d'innovation en font un réservoir technologique précieux. Et les grands groupes de la défense seront incités, un peu plus encore qu'aujourd'hui, dans leurs réponses aux appels d'offres du ministère de la Défense, à associer les PME-PMI à leurs projets. Cette impulsion concernera tous les domaines liés à l'innovation, à la recherche et au développement.

Les récents événements en Libye ont permis d'illustrer de nouveau, s'il en était besoin, l'absolue nécessité de l'excellence technologique de l'équipement de nos forces. Et le défi portant sur les drones est une autre illustration de cet impératif. Je consulterai les industriels du domaine concerné pour envisager avec eux les perspectives de démultiplication des actions de l'Etat. Les coopérations industrielles, je l'ai dit, seront encouragées. En témoignent nos deux champions industriels, l'un et l'autre de dimensions européenne et mondiale, EADS et Thalès. Des alliances, sur la base de projets communs ou d'intérêts industriels structurants, seront également suscitées avec des partenariats stratégiques en Asie et en Amérique du sud.

Troisième engagement : rétablir un fonctionnement équilibré des pouvoirs publics dans le domaine de la défense. Le quinquennat qui s'achève a été marqué par une pratique du pouvoir exagérément concentrée et souvent désordonnée. Il reviendra donc au Président nouveau, celui qu'auront choisi les Français, de rétablir une cohérence adaptée à cette grande fonction régaliennne. Il s'agit d'une prérogative éminente de l'exécutif et donc du Président de la République, mais aussi du gouvernement et d'abord du Premier ministre, constitutionnellement responsable de la défense nationale. Le ministère de la Défense lui-même sera organisé autour du principe de la primauté du politique. Le rôle du Parlement sera étendu dans l'approbation des décisions – j'ai parlé de l'engagement de nos forces –, sera élargi dans le domaine du contrôle du budget et de la gestion des opérations qui peuvent être menées au nom de la France. Nous aurons aussi à permettre que les militaires eux-mêmes puissent être davantage associés. A cet égard, je suis confiant de la possibilité de trouver, au sein de la Nation, un consensus, qui n'a jamais manqué sauf à de rares occasions, en matière de défense. Les occasions qui ont été celles du dissensus, c'est lorsque les principes essentiels n'étaient plus ceux de notre défense nationale. Je sais qu'il y a dans le pays et aussi dans le futur Parlement, une majorité très large pour adhérer aux principaux enjeux de la défense. Cette politique doit être la plus partagée possible et j'en tiendrai compte dans les décisions que j'aurai à prendre si le peuple français en décide ainsi. Dans la préparation des décisions de l'exécutif, la qualité du dialogue avec les chefs militaires est un soutien essentiel pour éclairer les choix du politique. Je fais confiance aux grands serviteurs de l'Etat, civils et militaires, qui sont les rouages humains de cette fabrication des décisions régaliennes.

Je sais pouvoir compter sur leur exigence et leur sens des responsabilités. Ils pourront aussi compter sur le prochain président pour utiliser pleinement leurs compétences et pour assurer un débat suffisamment ouvert pour que la décision tienne compte de tous les éléments d'information et de réflexion.

Mon quatrième engagement est par rapport aux personnels de la défense, pour leur accorder la reconnaissance et la concertation auxquelles ils ont droit. Nos soldats continuent à remplir admirablement leur mission. Le font-ils dans les meilleures conditions possibles ? Ce n'est pas sûr. Depuis 2007, là encore, la politique a été, en termes de moyens, velléitaire et confuse. Des réorganisations sont en cours sans cohérence. Elles renforcent le sentiment de désordre dans la conduite des réformes. Il était prévu que nos Armées en 2008 suppriment 54 000 emplois, une ponction massive. Or par inconséquence, les nécessaires rationalisations qui devaient accompagner ces baisses d'effectifs ont été renvoyées à plus tard. Au total, la réforme est mal pilotée. L'impasse budgétaire est probable — elle est camouflée.

C'est pourquoi, pour assurer au mieux l'accès à une organisation cohérente, je demanderai au gouvernement de mener dès son entrée en responsabilité un point précis du budget de la mission Défense et également de faire une évaluation des réformes en cours.

La Direction générale de l'armement a subi des réductions importantes d'effectifs, ce qui prive l'Etat des moyens de construire et d'animer correctement une politique industrielle. Là encore, nous aurons à renforcer cette grande administration qui poursuit une belle mission au service de l'équipement de nos forces. Tous les personnels, ingénieurs, techniciens, fonctionnaires, ouvriers, doivent savoir qu'ils ont ma confiance pour relever les défis qui se présentent.

J'entends être aussi le garant vigilant de la condition des personnels et de leurs familles, que je n'oublie pas. Les militaires et les personnels civils de la défense ont fait le choix de servir la Nation. Nous leur devons solidarité et vigilance pour le respect de leurs droits. La professionnalisation des Armées est achevée depuis dix ans. Il est temps de franchir une nouvelle étape dans la définition et le rôle de chacun. Il est temps aussi de perfectionner les modes de concertation, de représentation des personnels. Au-delà des conditions dans lesquelles ils exercent leur métier, qu'ils soient civils ou militaires, ils doivent être les acteurs de notre propre destin et tous respectés en tant que citoyens. Des décisions seront prises en ce sens pour les militaires. Le statut des militaires adopté par la loi du 24 mars 2005 tire des conséquences de la professionnalisation décidée en 1995. Il y a néanmoins deux domaines qui sont encore obscurs : la participation à la vie citoyenne et la liberté professionnelle. Il est temps de reconnaître aux militaires qu'ils sont des citoyens à part entière. Les seules restrictions, elles sont néanmoins indispensables, sont celles qui découlent des exigences des opérations, de l'indispensable neutralité des Armées et de la totale cohésion qu'on est en droit d'attendre.

Sur la représentation professionnelle, nous donnerons une nouvelle impulsion aux mécanismes de concertation propres aux militaires. Pour la participation à la vie de la Cité, nous déterminerons avec les militaires ce qu'ils peuvent attendre afin que nous puissions mettre en place une citoyenneté plus active. Bien sûr, je l'ai dit, la neutralité sera préservée car nos Armées doivent absolument demeurer en dehors de tout débat partisan. Il s'agit de l'Armée de la Nation. Mais nous pouvons favoriser des modes d'expression différents d'aujourd'hui.

Par ailleurs, les militaires doivent avoir une considération. Je pense à eux et aussi à leurs familles. Nous n'accepterons plus que des problèmes de retard dans le versement des soldes, notamment de militaires en opération, mettent des familles en difficulté. On me parle d'un logiciel qui aurait créé du désordre. C'est inacceptable, et encore plus inacceptable quand cela touche des soldats qui sont en opération et d'une manière générale des fonctionnaires, qu'ils soient militaires ou qu'ils soient civils.

Je veux aussi évoquer un autre sujet plus délicat encore, qui est la judiciarisation des événements de combat. Les familles veulent comprendre ce qui s'est passé quand il y a eu des morts en opération ou des blessés. En face, les responsables au combat s'inquiètent de penser que chacun de leurs actes de commandement pourrait demain ou après-demain devenir un facteur de responsabilité pénale contre eux. C'est un dilemme — il n'est pas insoluble. Sans attendre d'être dans une impasse sur un cas dramatisé et dramatique, le gouvernement et le Parlement devront engager une réflexion pour répondre à ces situations.

Je veux aussi dire aux militaires qui assurent la sécurité et la protection de nos concitoyens, les gendarmes, que certes ils sont rattachés depuis 2009 pour leur gestion au ministère de l'Intérieur après avoir été mis à disposition. J'entends clairement un certain nombre de leurs messages, souvent relayés par les élus du monde rural ou périurbain que je connais bien. Je demanderai donc en cas d'élection aux deux ministres de l'Intérieur et de la Défense, sous la conduite du Premier ministre, de faire l'évaluation, là encore, de cette nouvelle organisation en veillant à préserver la spécificité militaire et le déploiement de terrain de la Gendarmerie. Les gendarmes sont des militaires au service de la République et de notre sécurité. Ils le resteront.

Voilà ce que je voulais dire aussi à tous ceux qui concourent à notre sécurité, et même aux militaires de la brigade des Sapeurs-pompiers, à ceux des Marins pompiers de Marseille, bref à tous les personnels qui servent dans les départements de l'hexagone comme dans les départements d'Outre-mer.

Pour les civils, leur place souvent recule depuis 2007 au profit de militaires qui eux-mêmes s'éloignent de leur métier pour exercer des fonctions qui pourraient être assurées sans avoir le statut militaire. Comment comprendre ? Donc, nous devons renforcer les unités opérationnelles avec des effectifs militaires, qui manquent souvent, en redessinant les superstructures pour consolider la place des civils dans les fonctions non directement opérationnelles.

Mon dernier engagement, c'est le rôle de la défense comme élément de notre cohésion nationale. Notre histoire s'est construite autour de la capacité de la France à intégrer tous les Français, quelles que soient leurs origines, quels que soient leurs parcours, quelle que soit leur couleur de peau, dans le

creuset républicain de la Nation. Et nos Armées ont toujours tenu une place éminente pour réaliser cette cohésion. Avec la conscription sans doute, aujourd'hui sans la conscription, l'Armée doit rester un creuset de la cohésion. Au-delà du traditionnel lien entre Armée et Nation, il y a des thématiques que je veux évoquer : le recrutement, la formation, l'ouverture aux jeunes dans la diffusion de l'esprit de défense, la place des anciens combattants, les réserves.

Un certain nombre de décisions devront être prises vis-à-vis des jeunes d'abord. Vous savez combien je suis attaché à ce que la jeunesse soit une priorité. Je rappelle que nos Armées sont les premiers recruteurs de jeunes de 18 à 25 ans : 25 à 30 000 jeunes embauchés par an dans des contrats. Les services de recrutement vont au contact des jeunes, y compris dans les quartiers difficiles. Et je salue ici leur action. Nos Armées doivent être ouvertes à la diversité. Elles doivent jouer encore, et plus que jamais même, un rôle intégrateur, parce que le principe d'intégrité y est la règle. Parce que chacune, chacun doit pouvoir penser, où qu'il vive, qu'il peut ou qu'elle peut servir la Nation, à condition aussi de recevoir, par le moment qui sera celui de la vie au service de nos concitoyens dans un cadre militaire, une formation professionnelle et aussi une expérience qui permettra d'accomplir une vie après. Le rôle des Armées facteur d'intégration, facteur d'égalité, représentantes de la diversité, doit être valorisé.

Je veux aussi parler de l'esprit de défense. La journée Défense et citoyenneté, qui a été réduite à quelques heures, devra faire l'objet d'un recentrage sur cette fonction première. Et pourquoi pas d'ailleurs l'allonger un peu et même la dédoubler ? Nous verrons bien. Cela fera partie, aussi, des décisions à prendre.

Pour la réserve opérationnelle, le recrutement à partir des périodes militaires de perfectionnement sera développé. L'accent sera mis sur la fidélisation des réservistes. Là encore, une formation sera apportée prenant davantage en compte les interruptions de carrière temporaires du réserviste qui fait face à des obligations professionnelles. La réserve citoyenne elle-même sera valorisée et ouverte à des pans entiers de la société qui aujourd'hui n'y ont pas accès.

Le développement de l'esprit de défense passe aussi par l'école, l'école de la République. Toutes les actions qui découlaient des protocoles Défense — Education nationale qui avait été mis en place au début des années 80 par la Gauche seront revivifiées dans un nouveau protocole orienté vers la diffusion de l'esprit de défense auprès des jeunes et auprès des enseignants. L'implication des citoyens dans la mémoire, dans la connaissance de l'histoire de ce qu'ont été nos engagements militaires sera encouragée. Il faut associer les acteurs des dernières générations du monde combattant, à une époque où la mémoire ne peut reposer, maintenant, que sur quelques acteurs. Pour le premier conflit, c'est terminé. Dès lors, c'est du second conflit dont nous avons encore des témoins vivants. Nous avons pu récemment ouvrir droit à une commémoration officielle du sacrifice des militaires professionnels tombés au combat, qui s'ajoutera à des commémorations existantes.

Je pense qu'il faut créer un événement fortement symbolique de notre histoire. Nous proposerons de mettre à profit le centième anniversaire du déclenchement de la première guerre mondiale — ce sera en 2014 — pour créer sur notre territoire, sur le sol où sont tombés tant d'hommes venant de tous les continents du monde, un événement qui sera étendu à toutes les Nations qui ont été engagées dans ce conflit. Cette journée sera un acte de fraternité et de solidarité européennes pour tous les pays qui ont été engagés dans ce conflit majeur. Ce centenaire de la première guerre mondiale doit être un moment très important pour la Nation, pour l'Europe et pour le monde.

Voilà ce que je voulais vous dire, à l'occasion de cette campagne présidentielle, sur une question majeure qui est celle de notre défense, mais qui est aussi celle de notre Nation.

La France est une grande et belle Nation. Elle n'est pas n'importe quelle Nation. Elle a toujours su apporter dans le concert mondial une voix originale, indépendante, généreuse, solidaire. Elle a toujours manifesté son attachement à la démocratie, à la reconnaissance des peuples, à la défense de la paix. La France est respectée chaque fois qu'elle a cette attitude si singulière, si éminente, qui fait résonance pour les peuples dans la souffrance quand ils luttent pour leur liberté ou pour des valeurs qui sont aussi les nôtres.

De cette Nation, l'Armée représente un élément vital. Elle est bien sûr l'élément de la défense de la Nation, mais aussi un pilier de la République. A ce titre, elle mérite notre respect, comme elle mérite la considération et le soutien de nos concitoyens. Mais elle est au service, et au service exclusif, de la République. Si les Français me donnent la lourde tâche d'être le prochain président de la République, j'agirai avec détermination sur tous les sujets que je viens d'évoquer. C'est ce qu'ils attendent de moi, mais c'est ce qu'ils attendent aussi des militaires et de ceux qui ont vocation à conduire le destin de notre pays.

Mais les Français, comme les militaires, veulent un président qui décide mais qui soit aussi capable de sérénité. Des réformes successives sans cohérence d'ensemble, des opérations extérieures multiples ont entraîné des doutes ou des interrogations. Je veux marquer aux militaires la reconnaissance de leur dévouement et de leur professionnalisme, mais dire aussi que nous devons à chaque fois évaluer nos interventions en fonction des objectifs qui ont été, au départ, fixés.

Je veux évoquer la grande figure de Jean Jaurès pour conclure, lui qui au début du XXe siècle rappelait que les Armées participaient de la cohésion de la Nation. Comme lui, je crois que la patrie est une idée vivante, une idée vivace même, et qu'elle se transforme et gagne même à s'agrandir. Au lieu de fermer les volets sur le nez de la Nation, il faut au contraire lui ouvrir des horizons, lui permettre de voir loin et l'investir de cette belle mission de servir la paix. La politique de défense de la France doit incarner cette responsabilité dans le monde mais aussi construire une Europe plus solide et plus sûre.

C'est ainsi que je veux servir la République pour servir la France.

Merci.

Mon cher Alain, merci de m'accueillir ici à Valence. Mon cher Didier, une nouvelle fois je suis dans la Drôme. Et cette fois-ci, vous êtes venus nombreux, très nombreux.

Le printemps est annoncé ici, le vent se lève, il est dans la bonne direction, il va nous porter. C'est pourquoi je suis venu pour être emmené le plus loin possible vers la victoire, grâce à vous !

Chers amis, l'échéance approche, quarante jours. Les candidatures se révèlent, ce sera l'épreuve de vérité dans quelques jours. L'enjeu se précise. Il est simple : est-ce que la France veut poursuivre, avec le candidat sortant, la politique qui a échoué ? Ou est-ce que la France veut changer de destin en se rassemblant autour du redressement, de la justice, de la jeunesse ? C'est cela que je suis venu proposer devant vous, ici, à Valence.

Tout devrait conduire nos concitoyens à faire le choix du changement.

D'abord la perte de confiance à l'égard de celui qui a dirigé la France depuis cinq ans : défiance à l'égard des promesses qui n'ont pas été tenues ; défiance à l'égard de la brutalité avec laquelle les décisions ont été prises ; défiance à l'égard de l'injustice qui a, en définitive, été la marque de fabrique des choix qui ont été faits depuis cinq ans.

Tout devrait conduire les Français à vouloir le changement, par rapport aux difficultés qui sont les leurs dans leur vie quotidienne : la vie chère, la précarité, qui n'est pas simplement celle des Français qui cherchent un emploi ou qui ne disposent que d'un temps partiel, non, la précarité qui s'est installée dans toutes les entreprises par rapport à leur avenir, par rapport aux risques de licenciement, par rapport à la

souffrance au travail. Difficultés pour accéder à la santé partout sur le territoire ; difficultés pour accéder au logement ; difficultés pour avoir une école digne de la République, ouverte à tous et capable de donner à chacune et à chacun la réussite.

Tout devrait conduire les Français à choisir le changement, cette conscience que les inégalités se sont creusées, que les injustices se sont marquées : baisse d'impôts pour les plus favorisés ; augmentation de la TVA pour tous les Français ; injustice sociale avec aujourd'hui l'impossibilité pour les travailleurs qui ont commencé tôt leur vie professionnelle de pouvoir accéder à la retraite à soixante ans alors qu'ils ont leurs annuités ; injustice territoriale des villes qui n'ont plus aujourd'hui les ressources nécessaires pour poursuivre leur politique dans les quartiers les plus difficiles, les zones rurales qui sont abandonnées par l'Etat incapable d'assurer le bon fonctionnement des services publics. Oui, tout devrait conduire les Français à changer !

Et nous portons — c'est ma responsabilité — la belle idée, la grande idée de l'alternance, du changement quoi doit venir si vous en décidez. Un changement pour la France, parce que la France attend un changement, d'abord dans la conception même de l'exercice du pouvoir, de la fonction présidentielle. La France attend du respect, et les Français de la considération pour chacun et chacun. La France attend de l'impartialité, de l'indépendance. La France aspire aussi à la cohérence, à la constance, à la confiance. Tout cela s'est perdu depuis cinq ans.

La France veut le changement aussi dans le redressement productif du pays. Elle a conscience que les entreprises ne disposent pas de toutes leurs capacités pour investir, pour embaucher. Et c'est ce que je porte ici dans cette campagne, au-delà de savoir comment je présiderai la

France, au-delà de la conception que j'ai de la politique, c'est que mon devoir sera de redresser l'industrie de notre pays, l'agriculture, la production, notamment en offrant des instruments nouveaux, cette banque publique d'investissement qui est attendue par beaucoup de PME pour faire leurs projets de développement.

J'agirai avec les collectivités locales, avec les régions. Je porterai un nouvel acte de décentralisation parce que j'ai confiance dans les territoires. Je sais que c'est ici que vous déciderez de votre avenir.

Oui, je veux porter le changement dans la justice. C'est la raison pour laquelle je porterai la réforme fiscale qui permettra que les revenus du capital soient imposés comme les revenus du travail, que nul n'échappe à l'impôt selon les privilèges qu'il a pu recevoir ou qu'il a pu acheter.

Nous plafonnerons les niches fiscales, nous ferons en sorte aussi qu'il y ait plus de justice pour la progressivité de l'impôt. C'est la raison pour laquelle quand j'ai appris qu'un certain nombre de dirigeants d'entreprises s'étaient octroyé 34 % d'augmentation de leur rémunération, j'ai considéré qu'au-delà d'un million d'euros, il devait y avoir une maîtrise, une décence, une limite. Et puisqu'ils ne l'ont pas posée eux-mêmes, nous la déterminerons et nous l'imposerons par la fiscalité.

Mais je veux changer la France, surtout, pour donner à la jeunesse la place qui doit être la sienne, la confiance dans son avenir, dans sa capacité de réussir. Parce que je sais bien que si vous êtes une même génération, nous n'avons pas tous le même âge, mais nous sommes réunis sur un grand enjeu qui nous dépasse les uns et les autres. Permettre à la jeunesse qui vient de pouvoir vivre mieux que nous. C'est ce que nous avons reçu de nos parents, de nos grands-parents, cet idéal républicain qui faisait que quels que soient les épreuves, les vicissitudes, les

crises, les conflits, il y avait une marche vers le progrès, que nous étions sur ce chemin et qu'il n'était pas freiné ou ralenti. Il était à son rythme. Aujourd'hui, cette marche est s'arrêtée. Elle doit reprendre. C'est l'engagement que je veux ici porter pour le peuple français.

Cela commencera bien sûr par l'école, l'école abîmée, l'école abaissée, l'école affaiblie. Avec nous, l'école reprendra confiance parce que nous lui donnerons les moyens indispensables pour permettre que dès la maternelle, le primaire, aucun jeune ne soit laissé de côté, aucun atout pour la France ne soit gâché, aucun espoir ne soit floué. Et que tous les jeunes de France et leurs parents puissent se dire que par l'école, il est possible de changer son destin. C'est pourquoi j'ai affirmé la nécessité de créer 60 000 postes dans l'éducation — parce qu'ils en ont supprimé 80 000 ! Je les mettrai là où il y a le plus de besoins. Je n'accepterai pas que dans les zones rurales, il soit possible de fermer des classes quand il y a des élèves que nous devons accueillir. Je n'accepterai pas davantage que dans les quartiers difficiles, il n'y ait pas plus d'enseignants qu'il n'y en a aujourd'hui, plus d'encadrants, plus de surveillants, plus d'infirmières scolaires. Ce n'est pas simplement un droit, c'est un devoir pour que nous réussissions tous !

Enfin, je veux changer la France pour qu'elle se retrouve autour d'une grande cause qui est celle de la laïcité, qui nous permettra, sans qu'il soit besoin de pointer du doigt telle ou telle religion, de vivre ensemble avec le souci de la liberté de chacun et en même temps la garantie qu'aucune religion ne viendra là où elle n'est pas attendue, c'est-à-dire l'espace public, c'est-à-dire l'école publique, c'est-à-dire les services publics. Parce que c'est la condition de vivre ensemble.

La France doit se rassembler sur des idées autres, sur des grands enjeux,

mais par sur des peurs, par sur des replis, par sur des crispations. La France n'a pas besoin d'avoir peur pour être unie. Elle peut se rassembler en ayant d'abord espoir. La France n'a pas besoin d'être brutalisée comme elle l'a été depuis cinq ans pour être protégée.

Moi, je veux protéger la France en la rassemblant, en la réunissant, et non pas en stigmatisant, en montrant du doigt, en écartant, en repoussant, en opposant. Il n'y a pas plusieurs France dans le pays de France, il y a des Françaises et des Français qui veulent vivre ensemble et qui n'ont pas besoin de s'opposer entre les jeunes et les plus anciens, entre les fonctionnaires et les salariés du privé, entre les chômeurs et les travailleurs, entre les Français de souche et ceux qui sont venus depuis plus récemment, entre les Français et les étrangers qui sont là avec des droits qui sont ceux de l'accueil dès lors qu'ils sont en situation régulière. Nous devons vivre ensemble pour porter ensemble les valeurs de la République.

La France, notre France, n'a pas besoin d'inventer un modèle pour être elle-même. Nous n'avons pas besoin de regarder ce qui se passe outre-Atlantique ou en Angleterre — encore que maintenant, c'est moins un exemple. Mais voilà qu'on nous dit qu'il faudrait ressembler aux Allemands. J'ai beaucoup de sympathie pour les Allemands, beaucoup d'amitié. Ils réussissent formidablement dans bien des domaines. Mais notre peuple n'imité personne ! La France n'a pas besoin d'aller regarder ailleurs pour savoir ce qu'elle doit faire. La France a suffisamment d'atouts, suffisamment de force, suffisamment de talent, et un modèle social qui a fait ses preuves. Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas être réformé pour porter l'avenir de notre pays et relever le défi de la production, de la compétition mais aussi du partage.

Voilà pourquoi je mène campagne. En venant ici, j'ai reçu les mêmes témoignages que partout ailleurs. On me dit : courage ! Mais nous l'avons, le courage ! Nous l'avons parce que nous sommes conscients de l'enjeu, nous ne céderons rien et nous irons jusqu'au bout. Et vous savez que le bout du chemin, ce n'est pas simplement le premier tour — c'est important -, c'est le second tour, la victoire. Mais au-delà de la victoire, c'est le changement de la France que nous devons accomplir.

On me dit aussi : tenez bon ! Mais je tiens ! On m'encourage, on me dit : accrochez-vous ! Mais je m'accroche à tout ce que je peux ! Mais c'est vous, c'est vous qui me donnez du courage, de la force, et la capacité de faire gagner la France !

Le candidat sortant s'est lancé dans une course à bride abattue. Mais c'est plutôt une fuite en avant. Il n'a d'ailleurs pas de bilan. A peine sait-il — et je veux lui rappeler — qu'il a présidé la France depuis cinq ans ! Il finirait par l'oublier au prétexte qu'il aurait changé. Il nous a fait une confiance. Il faut l'entendre ! Il nous a confié l'autre dimanche qu'élu président de la République depuis cinq ans, il avait appris. Il avait appris que ce n'était pas facile. Il avait appris que la tâche était lourde. Il avait appris qu'il ne pourrait pas respecter ses promesses. Mais nous, nous avons appris surtout qu'il avait été un mauvais président ! Et même si chacun doit, bien sûr, en accédant à une responsabilité aussi éminente que celle de président de la République, avoir une période d'observation, je tiens à dire qu'un quinquennat n'est pas un stage d'apprentissage, et qu'il convient de s'y préparer suffisamment à l'avance pour ne pas être surpris par les événements et par les charges de la fonction !

Il s'est lancé dans une course, il n'a pas de bilan et il n'est

responsable de rien. Ce sont ses prédécesseurs, y compris même les plus proches dont il était le ministre. Ce sont aussi ses lointains prédécesseurs, la Gauche bien sûr, alors que nous sommes dans l'opposition depuis dix ans ! Cela ne va pas durer ! Et je me demande parfois en l'écoutant s'il ne pense pas que la responsabilité de la situation, c'est aussi celle de son successeur... C'est possible, ce n'est jamais lui, c'est toujours les autres, jamais sa politique mais la crise, jamais sa gestion mais celle de l'Europe, du monde, des voisins. Il voulait décider de tout. Il nous disait qu'avec lui, tout deviendrait possible. Et de tout aujourd'hui, il n'est jamais pour rien !

Et le voilà qui est touché en cette fin de mandat non pas par la grâce — je ne veux pas mettre la religion là où elle n'a pas sa place — mais par la révélation. Après avoir été inerte pendant cinq ans devant les pertes d'emploi (400 000 emplois industriels), voilà que toutes affaires cessantes, il se porte au secours des entreprises en difficulté, en appelant d'ailleurs ses amis les patrons du CAC 40 à la rescousse pour trouver des solutions qui je l'espère — car je pense à ces travailleurs, et notamment à ces travailleuses de Lejaby — seront durables. Je ne voudrais pas qu'il y ait eu là encore des illusions qui soient distribuées en cette période d'élection.

Après avoir laissé l'Europe dont il a assumé la présidence, après avoir dirigé la France pendant cinq ans et laissé ouvertes — grandes ouvertes — les portes de notre continent aux produits venant de l'étranger, voilà qu'il découvre avec effroi les horreurs de la mondialisation et qu'il veut y porter remède, lui tout seul, cinq ans après, alors qu'il n'est plus qu'un candidat et bientôt plus un président ! La révélation, vous dis-je. Après avoir servi les intérêts des grandes entreprises du CAC 40, voilà que bien informé, il prend conscience qu'elles ne versent plus

l'impôt sur les sociétés, et que même Total, grande entreprise pétrolière, n'aurait pas versé d'impôt sur les bénéfices pendant plus de quatre ans. Alors, il invente un impôt minimal sur les bénéfices. Mais pourquoi minimal ? Ce qu'il faut, c'est une réforme de l'impôt sur les sociétés, qui fasse que les grands groupes payent 35 % d'impôt sur les sociétés, et les plus petites seulement 15 % d'impôt sur les sociétés.

Révélation toujours. Après avoir protégé les plus riches avec un bouclier fiscal, avec la baisse de l'impôt sur la fortune, avec la diminution de l'impôt sur le revenu grâce à des niches fiscales particulièrement opportunes, voilà qu'hier soir, il prétend aller les chercher dans leur exil. Je voudrais les rassurer : ils n'ont rien à craindre, car sa mesure de fiscaliser les exilés est un leurre. Car la plupart en seraient dispensés. Ceux qui ont des revenus exceptionnels ne seraient pas touchés. Ceux qui ont mis leur patrimoine dans un certain nombre de pays ne seraient pas concernés. Qui les serait alors ? Certains revenus du capital dont la rémunération serait plus haute ici en France que dans leur pays d'exil. Très peu de monde en fait, dès lors qu'il ne touche pas à l'impôt sur la fortune, qu'il permet à ces exilés d'en être exonérés. Voilà pourquoi la mesure annoncée n'aurait pas de conséquence. Et s'il faut chercher une mesure par rapport à l'exil fiscal, ce serait de rappeler non pas les revenus du capital, mais en définitive l'impôt sur le patrimoine qui échappe au Trésor public et qui normalement devrait être versé. Nous y réfléchissons. Il nous a donné une idée.

Mais, chers amis, nous n'avons pas tout vu, tout entendu ! Après avoir fait six lois sur l'immigration en dix ans, prôné l'immigration choisie qui laissait entendre que la moitié de l'immigration légale devait venir de travailleurs accueillis dans notre pays, voilà qu'il prend conscience qu'il y a trop d'étrangers. Et il s'en prend à qui ? Aux conjoints de

Français, à ceux qui sont mariés et qui ne pourraient pas se retrouver !
Ou alors, pour se retrouver, il faudrait qu'ils fassent la démonstration
qu'ils ont suffisamment de revenus pour pouvoir vivre ensemble. Curieuse
conception de l'égalité ! Ou le mariage est faux et il doit être annulé,
ou le mariage est réel et ceux qui se sont mariés doivent avoir les mêmes
droits, même quand il y a un conjoint étranger.

Et maintenant, voilà qu'il s'en prend à Schengen. Toujours son
irresponsabilité : ce n'est pas lui, c'est l'Europe ! Et cette Europe,
c'est l'Europe de Schengen. La négociation est en cours. J'ai appris que
le ministre de l'Intérieur n'y était pas venu, il est trop pris par la
campagne électorale. Belle entreprise que celle qui a été engagée par la
France !

Mais j'ai entendu bien pire. J'ai entendu le président de l'Office
national pour l'immigration, nommé par le candidat sortant, qui disait
qu'il fallait élever un mur, avec des barbelés si c'était nécessaire,
entre la Grèce et la Turquie. Outre le fait qu'entre la Grèce et la
Turquie il y a aussi la mer, ce qui pour le mur serait quand même une
difficulté... mais même pour la partie terrestre, en arriver à prôner dans
l'Europe des 28, aujourd'hui, qu'il faut mettre des murs quand ils se
sont effondrés sous la pression des peuples pour la liberté ! Eh bien
notre, ce n'est pas notre conception de l'Europe et notre vision du monde.

Mais le plus cocasse encore restait à venir. Il y a encore quelques
jours, il nous déniait le droit de renégocier un traité, celui sur les
disciplines budgétaires, traité à peine signé et pas encore ratifié, au
prétexte que c'était trop tard et que l'élection présidentielle arrivait
après. Oubliant que c'est le peuple français qui va décider de son avenir
et lui seul, que c'est le peuple français qui à travers l'élection

présidentielle va dire ce qu'il veut comme avenir en Europe et notamment sur ce traité. J'ai indiqué clairement le sens que je voulais donner à cette renégociation. Nous respecterons les disciplines budgétaires — c'est nécessaire de retrouver l'équilibre des comptes publics, ici comme ailleurs. Nous acceptons l'idée d'une gouvernance économique de l'Europe — c'est indispensable si nous voulons coordonner nos politiques économiques. Mais nous voulons ajouter une dimension indispensable : la croissance, l'emploi, l'industrie, tout cela devra être mis dans le traité si nous voulons qu'il y ait une Europe qui bien sûr assure les disciplines, mais porte ensemble une dimension indispensable pour les peuples et qui s'appelle la croissance et la confiance.

Et voilà que lui-même, alors qu'il nous déniait ce droit de renégocier un traité pas ratifié, j'entendais l'autre soir qu'il était prêt à renégocier trois traités signés, ratifiés et appliqués depuis des années ! Et même, il annonçait — ce qui a fait trembler dans les capitales européennes qui le connaissent bien, qui savent ce qu'il faut penser de ses incantations... — que s'il n'obtenait pas satisfaction au bout d'un an, s'il est réélu — ce n'est pas que ce n'est pas sûr, c'est que ce n'est pas sûr du tout — il était prêt à se retirer de l'application de ces traités, oubliant que là, il y a des règles européennes qui s'imposent à tous et à toutes les Nations. Et que le rôle d'un Européen c'est à la fois de renégocier tout ce qui doit être renégocié, et en même temps de faire avancer l'Europe sans lui faire pour autant chantage à notre séparation, y compris sur des parties de traités.

Nous demanderons de renégocier le traité sur le pacte budgétaire. Et d'ailleurs, s'il n'était pas renégocié, comment pourrions-nous le ratifier ? Nous avons, nous, cet instrument qui s'appelle la volonté du peuple et qui s'exprimera à l'occasion des élections présidentielle et

législatives.

Je veux vous dire que dans cette campagne qui est maintenant engagée, où nous connaissons les protagonistes, nous ne laisserons pas faire cette manœuvre, cette mystification et cette manipulation. La France ne peut pas se faire abuser cinq ans de plus. En 2007, un candidat s'est présenté avec un programme, ce qui n'est pas le cas cette fois-ci. Ce programme n'a pas été respecté, ou plutôt ce qu'il avait de pire a été appliqué, et ce qui avait été promis de mieux — le pouvoir d'achat, l'emploi, la sécurité — ne l'a pas été. Eh bien, le temps de la responsabilité est venu, et le temps du changement aussi. C'est mon rôle, c'est mon devoir.

Dans cette campagne, j'ai trois principes. Le premier : dire la vérité. Vous allez me dire, chacun le dit aussi à sa façon, sans doute que chacun a sa vérité. Mais il y a la vérité, il y a la vérité des chiffres, il y a la vérité des faits, il y a la vérité des engagements. Ce qui est possible sera fait. Ce qui n'est pas possible ne sera pas promis par moi. Parce que j'ai le sens de ce respect en démocratie qui s'appelle l'engagement. Parce que l'authenticité, ce n'est pas de changer perpétuellement pour changer, en définitive, la vérité des faits et des actes.

Mon second devoir, c'est le devoir de cohérence. J'ai présenté soixante propositions. C'était au Bourget à la fin du mois de janvier. Ces propositions sont connues, sont diffusées largement — et j'en remercie tous les amis qui y contribuent. Ces propositions sont chiffrées, le financement a été établi. Cela ne m'empêche pas d'en ajouter une ou deux de plus au cours de la campagne. Mais il y a une cohérence : cohérence politique, cohérence économique, cohérence financière.

J'ai mis tout devant les Français, je n'ai rien dissimulé, rien caché. Et ce n'est pas parce que d'autres n'ont pas cette conception-là de la démocratie que pour ma part, je me lancerai dans je ne sais quelle surenchère, improvisation, et en définitive manipulation ou instrumentalisation. Je crois que les Français, épuisés par les cinq dernières années, veulent de la constance, de la ténacité, de l'harmonie, j'allais presque dire du calme. Ils veulent du respect et de la considération.

Mon troisième devoir, c'est de donner de l'espoir, de l'espoir à la France qui est un beau et grand pays et qui mérite mieux que ce qu'elle a depuis trop longtemps, maintenant ! La France qui est une grande Nation, qui vient de loin, qui porte des valeurs, qui a une jeunesse forte et en même temps exigeante. La France qui a été capable à chaque fois de surmonter ses épreuves. La France du Conseil national de la Résistance qui a inventé un modèle social dont nous allons bientôt fêter l'anniversaire. La France qui a surmonté des crises, la France de la solidarité, la France de la citoyenneté. Merci, merci aux élus locaux qui se dévouent pour la démocratie locale ! Merci, merci aux syndicats qui défendent les salariés ! Merci, merci aux organisations professionnelles qui défendent leurs droits ! Et enfin gratitude, oui gratitude, aux associations qui se battent tous les jours pour que notre vie soit meilleure. On les appelle les corps intermédiaires, non, c'est le corps de la France qui veut changer son destin !

Chers amis, une élection présidentielle telle que je la conçois, telle que je la prépare, telle que je la veux, doit élever et non pas abaisser, doit rassembler et non pas diviser, doit réunir autour d'une grande cause et pas de petites manœuvres ou de petites tactiques, allant regarder quel électorat pourrait nous venir en soutien. Je m'y refuse ! Viendront ceux

qui voudront venir. Et je ne flatte personne, je ne me tourne vers aucun groupe, aucune faction, aucun clan en espérant son soutien. Une élection présidentielle, quel qu'en soit le vainqueur — j'ai ma préférence... — c'est ce qui doit nous rendre plus fiers, plus forts, plus solidaires, plus conscients d'appartenir à un même destin. Ce sera une élection, d'un certain point de vue, historique, celle du mois de mai qui arrive, du mois de mai comme celui de 1981 qui avait été tellement attendu, espéré. Sauf que cette fois-ci, nous avons en plus l'expérience, nous savons ce qu'il convient de faire et de ne pas faire, et nous sommes conscients de ce qui nous attend dans le vaste monde et en Europe. Rien ne nous sera épargné. Il nous faudra combattre, après, toujours. Une élection n'est pas un aboutissement, c'est un point de départ.

Mais nous n'en sommes pas là. Nous sommes en campagne. Elle sera âpre, rude, difficile. La Droite ne nous lâchera rien que nous ne soyons capables d'aller conquérir par nous-mêmes. Elle se battra jusqu'à son dernier souffle. Elle considère que le pouvoir est sa propriété, son patrimoine, que la Gauche ne peut venir à la responsabilité du pays que par accident ou par effraction. Eh bien non, la Gauche vient quand les Français ont décidé de lui accorder la confiance du peuple et du suffrage !

Le candidat sortant considère que nul ne peut devenir président sauf celui qui l'est déjà, parce qu'il en aurait l'expérience, parce qu'il aurait connu les affres de la fonction, parce qu'il aurait appris tout simplement à être président. Eh bien non, je n'ai pas l'expérience d'un président, et encore moins d'un ancien président, je ne demande pas qu'on me juge par rapport à une expérience, celle d'un pouvoir que je n'exerce pas. Je demande qu'on me juge sur ma cohérence, qu'on me juge sur mes propositions, qu'on me juge sur ma capacité de devenir président. Il y a

toujours un risque, il y a toujours une peur. Selon le vieil adage populaire « on sait ce qu'on a mais on ne sait pas ce qu'on pourrait avoir » ! Mais retournez l'adage : c'est parce qu'on sait ce qu'on a qu'on peut prendre le risque de ce qu'on pourra avoir.

Chers amis, je veux interrompre là notre échange, notre dialogue, je pourrais y passer toute l'après-midi sous ce beau soleil, j'aurais tellement de choses à vous confier. Mais il faut que chacun fasse son travail. Vous devez repartir faire le vôtre, et moi faire la campagne. Mais surtout, un dernier conseil : ne vous laissez impressionner par rien, ni par le déferlement des moyens, de l'argent, ni par le cortège des images ou l'accumulation de sondages. Un ne nous serait pas aussi favorable que les autres ? Je les regarde, et ce qui compte pour moi ce n'est pas des sondages qui m'ont déjà vu élu depuis tellement de mois, c'est le vote des Français ! Le vote dont je ne sais rien et à qui nous devons tout.

Ne vous laissez pas intimider par les confusions, les agitations, les opérations, mais souvenez-vous d'une chose : rien n'est fait, rien n'est acquis, rien n'est gagné. Et encore moins, rien n'est perdu ! Tout recommence toujours, chaque jour est un nouveau jour de campagne. Et jusqu'au bout, nous devons, je dois faire ce devoir civique d'aller convaincre. Tout se mérite, et une élection présidentielle encore davantage. Solliciter le peuple pour devenir le chef de l'Etat, cela suppose effectivement beaucoup de constance, beaucoup d'engagement, beaucoup de volonté, beaucoup de préparation, et beaucoup d'encouragements.

Un dernier conseil : ne craignez rien, ne pensez pas que la peur peut être l'argument. Vous n'êtes pas les candidats, les militants, les

acteurs de la peur. Vous êtes d'une certaine façon avec moi candidats, les militants, les sympathisants, les acteurs de l'espoir. Vous êtes plus que cela, vous êtes des citoyens qui voulez l'égalité, l'égalité au cœur de la République, l'égalité jusqu'au bout, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité entre les personnes handicapées et les autres, l'égalité entre les Français de droit et de devoir, égalité partout ! Egalité parce que c'est la République ! Egalité parce que c'est notre projet.

Soyez dans cette campagne comme je le suis : serein, calme, tranquille, mobilisé, ardent, décidé, ambitieux même pour mon pays et pour l'Europe. Tenez bon ! A mon tour, je vous le dis, tenez bon ! ça vient, ça arrive, c'est proche ! Respectez les Françaises et les Français, allez les chercher, allez les convaincre, dites-leur que c'est au premier tour — au premier tour — que la dynamique se crée, que les écarts se font. C'est au premier tour que, ce premier dimanche, nous comprenons ce que va être une possible victoire. C'est le premier tour qui fait le second, et le second confirme le premier tour. Alors, nous devons nous rassembler dès le premier tour.

Je respecte les autres candidats de la Gauche. Ils ont leur place, ils ont leurs droits, ils ont leurs idées. Mais ce qui m'habite, moi, c'est que je veux gagner l'élection présidentielle ! C'est la tâche, c'est le mandat que vous m'avez confié, gagner, gagner l'élection présidentielle. Alors, permettez-moi d'y parvenir, non pas pour moi-même, non pas pour nous, mais pour la France.

Je tiens le cap, je ne dévie pas, je connais la route, je garde le rythme, je sais où je veux vous emmener : c'est le 6 mai, c'est la victoire pour la République et pour la France !

Marseille, la plus ancienne ville de France ! Marseille si intimement liée à la nation française. Marseille, façonnée, travaillée par des apports successifs de populations qui ont construit sa personnalité et son identité. Je salue Marseille et tous ceux qui l'ont peuplée: les Provençaux venus du haut pays, les hommes et les femmes venus ici pour échapper aux violences et parfois aux génocides. Je pense aux Juifs et aux Arméniens. Marseille, faite aussi par ceux que l'on avait fait venir de loin : les Kabyles, ceux qui ont libéré aussi Marseille, en août 1944, Algériens, Sénégalais, des bataillons de l'armée d'Afrique. Je pense aussi aux Italiens, venus dans l'entre deux-guerres, chassés par la misère et le fascisme. Je pense aux Espagnols fuyant la chute de la République et aux Maghrébins recrutés dans les villages pour faire tourner les usines, aux Comoriens cherchant une vie meilleure. Et je n'oublie pas tous les autres, venus de plus près, les Corses, les Languedociens. Voilà Marseille ! Voilà la ville de la Méditerranée ! Soyez fiers de votre ville, soyez fiers de votre histoire, de ce que vous en avez fait, ou plutôt vos parents et vos grands-parents, à l'image de celui qui fut un des grands maires de la ville de Marseille, qu'il avait libérée de ses propres mains, Gaston Defferre. Je pense aussi à un grand résistant, Raymond Aubrac, qui fut nommé commissaire de la République à Marseille par le Général de Gaulle, en août 1944, et à travers lui, je salue l'œuvre du Conseil National de la Résistance, à qui la République doit tant et au nom duquel tant de progrès sociaux ont été accomplis. Voilà ce que j'étais venu vous dire.

J'aime Marseille parce que j'aime la France. J'aime Marseille parce qu'elle est diverse, parce qu'elle rassemble. J'aime Marseille parce qu'elle est à l'image de notre pays, unie et indivisible. J'aime Marseille parce que je sais les difficultés que vous traversez. J'aime Marseille parce que cette ville a donné l'hymne de la République, la Marseillaise. Elle a donné le travail, le labeur de ses hommes et de ses femmes et en même temps elle se sent, je le sais, Michel Vauzelle le rappelait, abandonnée par l'Etat.

Je mesure aussi, venant ici régulièrement, le poids des inégalités, l'intensité des violences, l'insupportable injustice, la brutalité des ségrégations. Sous le mandat du candidat sortant, chaque année, à Marseille il y a eu un lot de drames économiques et humains. Dois-je les citer tous ? En 2008, c'était le groupe Les trois Suisses qui délocalisait son centre d'appels. En 2009, c'était l'entreprise Legré-Mante qui était liquidée sans préavis. En 2010, c'était Netcacao qui était une nouvelle fois victime de ce qu'on appelle un abandon, et qui,

heureusement aujourd'hui, grâce à ses travailleurs, retrouve l'espoir. En 2011, c'est Fralib dont les employés ont dû se battre et se battent encore, avec les élus de gauche, pour faire valoir leurs droits contre les décisions d'une multinationale. Je pense aussi plus loin aux salariés de Lyondelbasell ou à la SNCM. Et quand j'ai évoqué une proposition de loi – et Jean-Marc Ayrault l'a également présentée devant vous – qui obligerait un grand groupe qui ne veut plus garder un site, à le céder à un repreneur s'il se présente plutôt que de fermer l'entreprise, pour ne pas avoir un concurrent. Eh oui, cette proposition de loi deviendra, à partir du 6 mai, si vous en décidez, deviendra la loi de la République. Marseille, ville qui souffre. C'est ici que 30 % de la population vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. C'est ici que le chômage est plus élevé que partout ailleurs dans le pays. C'est ici que le chômage des jeunes atteint 30 ou 40 % selon les quartiers. C'est ici que des écoles ferment, que des classes sont supprimées, que des postes d'enseignants sont effacés, que l'accès à la santé est rendu plus difficile. C'est ici que les services publics se dégradent. Eh bien c'est ici que vous avez décidé de lutter et de changer ! Et je vous y aiderai.

C'est ici aussi que l'insécurité s'est développée à un rythme infernal, que les violences s'en prennent aux plus faibles, aux plus fragiles, aux plus démunis. C'est à Marseille hélas que trop souvent des trafics, des violences, des caïds, tiennent tête à l'Etat. Eh bien je l'annonce : ici, à la loi de la force arrivera maintenant la force de la loi !

Eh oui, tant de problèmes, tant de difficultés qui vous assaillent ! Et en même temps, tant de volonté, tant d'énergie, tant de confiance en vous-mêmes ! Parce qu'à Marseille, quelle jeunesse, quel talent,

quelle capacité de redressement vous portez tous ensemble. Et en plus quelle volonté de faire confiance à la culture. En 2013, je souhaite être le président de la République qui, ici, inaugurer la capitale européenne de la culture.

Je fais campagne depuis plusieurs mois. Je ne m'en lasse pas, mais ça finira par, un moment, trouver son terme et j'espère le plus heureux. Mais depuis toutes ces semaines, je m'adresse à tous les Français dans ce qu'ils ont de meilleur, dans la conscience qu'ils portent, de la foi qui les anime dans les atouts de la France. Je veux rendre l'espoir. Je veux donner confiance. L'espoir, c'est mon projet. Je m'adresse à tous les citoyens, sans distinction, sans hiérarchie, sans discrimination, sans regarder leurs parcours, leurs origines, leurs couleurs. Tous les Français ! Je n'ai pas un projet pour les centres villes, un autre pour les banlieues, un projet pour le rural, un projet pour l'urbain, un projet pour les jeunes un projet pour les anciens, un projet pour les riches – sans doute pas – et un projet pour les plus démunis. Je ne suis pas dans le double discours, dans le double jeu. Je n'ai pas un discours pour temps de campagne et un discours, ensuite, pour découvrir la réalité.

Non. Je m'adresse à vous tous avec le même engagement, avec la même authenticité, avec le même sens de la vérité parce que je veux redresser notre pays. Je veux le faire dans la justice, dans l'espérance, dans la confiance et dans le lien que je veux tisser, dès à présent, avec les citoyens. L'espoir, la confiance, je veux d'abord les donner à la jeunesse de France. Elle y a droit. Nous lui devons. Et en même temps, notre espoir, l'espoir de la France, c'est sa jeunesse. C'est pourquoi je l'ai portée au cœur de mes engagements, au cœur de mon projet. Je n'ai qu'un objectif : faire que si je deviens président de la République, je sois jugé sur cette seule réalité. Aurais--je permis à la jeunesse de France de vivre mieux en 2012 qu'en 2007 ? Aurais--je assuré le passage d'une génération à une autre ? Aurais--je été capable de donner confiance à ceux et à celles qui veulent travailler et vivre dans leur pays ? Aurais--je été capable aussi de leur donner leur autonomie et leur indépendance ? Eh bien, devant vous, ici, à Marseille, je vous dis : jugez--moi en 2017, si je suis devenu votre président, sur ce seul résultat, sur ce seul engagement.

Aujourd'hui, 25 % des jeunes sont au chômage, 40 % dans nos quartiers et tant d'autres qui vivent dans la précarité, dans le désespoir de pouvoir enfin accéder à leur indépendance. Mon devoir, c'est de leur ouvrir des horizons, c'est de leur permettre de considérer leur vie non pas comme une suite d'échecs, non pas comme un parcours d'obstacles, non pas comme des verrous qu'il faudrait lever mais comme une chance de plus, comme une réussite possible, comme une capacité qui leur sera donnée de réussir leur vie et leur destin.

La jeunesse, les jeunes, le candidat sortant les traite comme des assistés. Moi je m'adresse à eux comme des citoyens. Il pense que la jeunesse c'est un fardeau. Mais non ce n'est pas un fardeau. C'est une chance pour le pays ! Sait-il seulement celui qui a présidé la France pendant 5 ans, qui dit qu'il a appris ; sait-il seulement à quel point les jeunes se battent ? Sait-il seulement combien les jeunes envoient de CV, hélas sans réponses ? Sait-il seulement combien de démarches ils accomplissent chaque jour, pour obtenir même un stage, un intérim, un contrat à durée déterminée ? Sait--il à combien de portes ces jeunes ont frappé sans que jamais une seule, une seule, ne s'entrouvre ? Sait--il à quel point et combien de temps et avec quelle obstination, tant d'entre eux s'accrochent et continuent de se battre ? Non, il ne le sait pas et vous allez lui rappeler. Vous allez lui rappeler le 22 avril et le 6 mai.

Mais moi, moi votre candidat, je le sais ! Et je tends la main à la jeunesse. Je la comprends. Je l'entends. Et je lui dis que la République, jamais, ne la laissera tomber. C'est pour elle que j'ai donné priorité à l'école de la République. C'est pour elle, pour sa réussite, que j'ai annoncé la création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale sur 5 ans, des postes d'enseignants, des postes de surveillants, des postes d'assistantes sociales, des postes d'infirmières, de médecins scolaires. Ces recrutements sont nécessaires. Il m'est dit, mais ça coûtera cher. Les comptes ont été faits : 2 milliards d'euros à la fin du quinquennat. Et combien à coûté le bouclier fiscal ? 2,5 milliards d'euros ! Eh bien, une nouvelle fois je le dis : je préfère protéger la jeunesse de France que simplement les plus riches de France. Voilà la différence dans cet enjeu de la campagne présidentielle.

L'école de la République, c'est d'abord le lieu où s'acquièrent les connaissances, le savoir, l'élévation

d'esprit. L'école c'est le lieu de l'instruction mais c'est aussi l'endroit où se forment la liberté de conscience, la faculté de penser par soi-même, la découverte de sa propre intelligence, du raisonnement, de la contradiction et aussi le lieu de la citoyenneté, qui permet à un jeune d'entrer dans la société française avec la capacité de décider pour lui-même et pour les autres.

L'école c'est aussi l'enseignement des arts, de la culture. C'est le goût de la beauté. Ce sont les trésors de l'esprit humain, qui doivent être ouverts à tous et pas conservés par quelques-uns. Je ne veux pas qu'un seul enfant de la République puisse être, à cause de l'endroit où il est né, du milieu où il a grandi, écarté de la culture, l'art, la peinture, la sculpture, la connaissance. C'est pour tout le monde ! C'est pour tous les enfants de la République.

Mais l'espoir, l'espoir que je veux donner, la confiance que je veux rendre aux Français, c'est aussi l'emploi, le travail, qui est une valeur, mais dès lors qu'elle est partagée par tous, que chacun puisse accéder, enfin, à la dignité qui est représentée par une activité, un travail, un emploi, un salaire, un revenu et la capacité de vivre sa vie. Il y a aujourd'hui 3 millions de chômeurs, 4 si on ajoute tous les demandeurs d'emplois, 1 million de plus qu'il y a 5 ans. Ma priorité, ce sera donc la croissance, la production, la création d'emplois et c'est la raison pour laquelle j'ai fait la proposition du contrat de génération. Ce contrat, qui permettra à un employeur qui garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite – la retraite qui sera d'ailleurs à 60 ans pour ceux qui ont cotisé 41 années et qui ont commencé à 18 ans. Oui, l'employeur qui fera l'effort de garder le senior jusqu'à ce moment où il pourra partir à la retraite, mais qui embauchera un jeune, avec un contrat à durée indéterminée, eh bien cet employeur-là, il ne paiera plus de cotisations sociales sur les deux emplois, celui du senior, celui du jeune, le senior transmettant son expérience au jeune, le jeune donnant sa vitalité et son dynamisme, son engagement à l'entreprise.

Voilà la belle réconciliation des âges que je propose. Voilà ce qui servira l'emploi, la croissance, la compétitivité, la productivité de notre pays. Et je sais aussi les impatiences. Et si nous devons relancer la croissance – et nous le ferons au plan européen – si nous devons permettre qu'il y ait plus d'entreprises qui se développent et ce sera tout le rôle de la banque publique d'investissement, de la mobilisation de l'épargne vers les entreprises qui ont besoin d'avoir un soutien du système bancaire. J'ai dit que mon adversaire dans cette campagne c'était la finance, non pas la finance qui sert l'économie, mais la finance qui se sert de l'économie pour faire des profits qui ne sont pas dus, qui ne sont pas utiles. Alors dans l'attente de cette croissance, et quand je mesure les urgences, oui, je créerai 150 000 emplois jeunes, emplois d'avenir et je les affecterai exclusivement dans les quartiers où il y a du chômage, où il y a la nécessité de trouver là un espoir de rentrer dignement sur le marché du travail.

L'espoir, l'espoir toujours, c'est la formation. La formation tout au long de la vie. Bien sûr que l'économie est cruelle. Bien sûr qu'elle est brutale. Et en même temps, l'économie elle nous appelle, chaque fois, à de nouvelles mutations. Personne ne peut dire qu'il va commencer dans un emploi et qu'il finira, au terme de son existence, dans le même poste de travail. Et c'est heureux car la vie doit être une promotion, car la vie doit être un changement. Mais si nous voulons réussir cette mobilité, il nous faut assurer la formation professionnelle tout au long de l'existence. C'est la sécurisation des parcours. Et c'est pourquoi je veux lutter contre cette inégalité qui fait que ceux qui ont été le moins longtemps à l'école, ceux qui sortent du système scolaire, souvent sans qualification, ils sont 150 000 par an – ce sont ceux-là mêmes qui ne parviennent pas à accéder à la formation professionnelle tout au long de leur vie. Eh bien j'instituerai un nouveau droit : 20 heures de droit de formation par an pour les personnes qui ont quitté l'école sans diplôme ou avec une faible formation qualifiante. Et ce crédit de 20 heures pourra être utilisé sans limite de temps et cumulable. Voilà pourquoi à chaque fois redonner une chance, remettre de nouveau la possibilité de réussir sa vie à tout moment. L'école de la première chance sûrement, de la deuxième, de la troisième... autant qu'il faudra pour que personne ne se sente abandonné, relégué, oublié.

L'espoir, l'espoir encore, c'est l'investissement. Nous en avons besoin. Nous avons besoin d'entreprises qui créent, qui innent. C'est la raison pour laquelle nous devons encourager les petites et moyennes

entreprises, permettre leur développement. Et c'est la proposition que je fais en termes de fiscalité : les plus petites entreprises, en termes d'impôt sur les sociétés, ne paieront plus que 15 %, les moyennes 30 %, et les plus grandes paieront davantage, 35 %. Pour qu'il y ait une puissante incitation pour les moyennes et petites entreprises.

Mais je sais aussi que dans nos quartiers, y compris les plus déshérités, il y a tant que jeunes qui veulent entreprendre et qui ne le peuvent pas, qui vont vers une banque qui leur refuse le moindre microcrédit, qui vont vers des actionnaires qui leur refusent leur concours. Je veux que la banque publique d'investissement, celle qui sera créée au lendemain de l'élection présidentielle, ait une filiale dédiée aux quartiers pour développer l'entreprise, dans ces quartiers, et permettre des projets qui aujourd'hui ne voient pas le jour. Parce qu'il y a tant de talents dans cette jeunesse de France, que je ne veux qu'il n'y en ait aucun qui puisse se sentir écarté parce qu'il vient de ce quartier, parce qu'il porte un nom qui ne fait pas forcément confiance aux banquiers ou aux actionnaires. C'en sera terminé de cette discrimination, là aussi !

Je veux qu'il y ait à la fois de la solidarité et de l'initiative personnelle. Je ne veux pas faire de l'assistantat, comme le prétend le candidat sortant. C'est tout le contraire. Je veux l'égalité, je veux la solidarité, mais je veux aussi que ceux qui sont le plus loin puissent être aidés davantage que ceux qui sont au plus près des forces de l'argent et des puissants.

Je ferai aussi en sorte que dans tous les marchés publics de France, il y ait une clause d'insertion qui permette aux entreprises qui sont justement dans ces quartiers de pouvoir embaucher des jeunes, pour pouvoir accéder enfin à l'emploi sur des commandes publiques, sur des constructions de logements qui se font dans ces quartiers--là, et qui doivent d'abord embaucher des jeunes de ces quartiers avant les autres.

L'espoir au-delà de l'école, de l'emploi, de l'investissement, l'espoir c'est la République. Je veux faire vivre ensemble tous les Français, quelle que soit leur origine, quelle que soit leur couleur de peau, quelle que soit leur sensibilité, où qu'ils habitent. Ils sont les enfants de la République et vous êtes tous ici, quel que soit votre âge, quelle que soit votre condition, quelles que soient vos origines, vous êtes chacune, chacun, un atout pour la France. Je n'écarterai personne. Je ne mettrai aucun citoyen de côté. Comme président de la République, je voudrais rassembler, rassembler encore, rassembler toutes les énergies de France, toutes les forces de la France pour la redresser dans la justice. C'est ça, la République.

La République, ce sont des valeurs, des principes, mais la République c'est aussi une langue, une langue superbe parlée partout dans le monde, aimée de millions de personnes qui lisent notre littérature. Notre langue, le français. Le français, c'est aussi notre Patrie, c'est notre bien commun. Je veux que tous les enfants de France la connaissent, cette langue, la maîtrisent, la parlent avec plaisir, avec fierté, la fassent vivre. C'est la raison pour laquelle l'apprentissage du français, de l'expression française, sera une priorité pour moi, en particulier dans les quartiers où vivent de nombreux enfants issus de l'immigration. Parce que c'est à l'école, avec le français que tout se joue, très tôt, dès le cours préparatoire, en sixième. Et c'est là aussi que les inégalités se produisent, très tôt, au début de la scolarité, au début du collège. Après, il est souvent trop tard.

Je pense aussi à ces femmes qui élèvent seules leurs enfants dans des quartiers où la vie est difficile et qui, en plus, ne maîtrisent pas toujours bien la langue française, sont en difficulté pour aider leurs enfants. C'est encore une inégalité de plus. Nous mettrons en place un réseau d'aide aux parents isolés pour favoriser l'apprentissage de la langue française. Nous y mettrons tous les moyens de l'Education nationale, les conseils généraux, les caisses d'allocations familiales, les associations de parents. Parce que nous devons aussi aider les parents, pour qu'ensuite ils puissent aider leurs propres enfants.

L'espoir, l'espoir toujours pour nos quartiers. Six millions de Français vivent dans ce qu'on appelle dans des « zones urbaines sensibles », les ZUS. Eh bien moi, je commencerai par changer de vocabulaire. Je mettrai un terme au zonage, qui est une stigmatisation. Finies les ZRU, les ZUS, les ZRR ! Qui a envie de vivre dans une zone, d'appartenir à une zone ? La République, elle ne connaît pas les zones, elle ne connaît que les territoires, que les citoyens égaux en droits et en devoirs. Il n'y a qu'une seule France ! Mais dans ces quartiers où la vie est difficile, où sont concentrés tous les problèmes, où sont mises

toutes les populations, entassées là par le fait de la fragilité où de la misère, eh bien il y aura dans ces quartiers des politiques publiques qui seront toutes amplifiées, renforcées, démultipliées. Dans les quartiers, la République sera de retour après le mois de mai.

Je ne propose pas je ne sais quel plan Marshall pour les banlieues. Personne ne sait d'ailleurs dans les banlieues qui était le Général Marshall, même si c'était un homme estimable — grâce à lui, il y a eu un plan pour reconstruire l'Europe. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas de reconstruire l'Europe, il s'agit de reconstruire la République. Et nous n'avons pas besoin de plan exceptionnel. Personne ne l'a vu d'ailleurs, le plan Marshall pour les banlieues, personne ne l'a rencontré ! En revanche, a été divisé par deux le budget de la politique de la ville, a été diminué le plan de rénovation urbaine de 227 millions d'euros à 16 millions d'euros. Et qui l'a fait ? Mais c'est le candidat sortant, qui aujourd'hui laisserait penser qu'il a un nouveau plan pour les banlieues. Mais c'est le même, il a disparu — je ne parle pas du candidat sortant, je parle de son plan pour les banlieues ! Eh bien moi, je me suis engagé devant vous à renforcer l'école dans ces quartiers, à y remettre des services publics, à construire un million de logements sociaux pendant toutes ces années qui seront nécessaires pour rattraper les retards. Je ferai également prévaloir la mixité sociale, et je porterai de 20 % à 25 % les obligations de construire des logements sociaux des communes. Et celles qui s'y refusent verront leurs pénalités multipliées par cinq. C'est la loi, et ce sera une loi renforcée encore après le mois de mai !

La République, c'est la sécurité. C'est un sujet que le candidat sortant aimait beaucoup aborder il y a cinq ans, et plus encore il y a dix ans. Et aujourd'hui, c'est un sujet qu'il préfère éviter... Et on le comprend ! Il craint d'être ramené à son bilan, à la contradiction entre les promesses et les réalités, c'est-à-dire à l'explosion des violences aux personnes. Ici à Marseille, les vols avec violence ont augmenté de 15 %, les cambriolages de 17 %, les vols à main armée ont explosé, et le taux d'élucidation des enquêtes est resté à 7 %. Hélas, et je sais que cela vous peine, cela vous afflige, il y a trop souvent des règlements de comptes ici dans cette ville, avec treize morts d'hommes ces derniers mois. Dans le seul département des Bouches-du-Rhône, il y a eu 4 000 vols commis avec violence en dix mois, soit une augmentation de près de 20 %. Et à Marseille, grande ville de France, la nuit, il n'y a que deux cars de Police secours, deux ! Le pouvoir a cru s'en sortir en nommant et en démissionnant les préfets chargés de la Police à Marseille. Pas moins de trois préfets délégués en une seule année 2011, et combien de visites du ministre de l'Intérieur ? (Huées.) Je constate qu'il n'est pas plus populaire ici qu'ailleurs ! Et à chaque fois, ce même ministre, à chaque déplacement, à chaque remplacement de préfet de

Police, prétend que la sécurité est rétablie. La sienne peut-être, mais pas celle de la population ! Je l'avais affirmé dans mon discours du Bourget et je le redis ici à Marseille : la République rattrapera tous ceux qui se croient au-dessus de la loi. Je n'accepterai pas un ordre social où les plus puissants, les moins scrupuleux, les plus violents prendraient le pas sur les autres. Mon premier devoir si je deviens le chef de l'Etat, c'est de protéger les faibles. Et le premier devoir du chef de l'Etat, c'est de protéger tous les Français où qu'ils vivent sur le territoire.

C'est pourquoi j'ai annoncé la création de 1000 postes supplémentaires de policiers, de gendarmes, de magistrats chaque année. Ils seront d'abord affectés dans les quartiers les plus difficiles, les plus délaissés. Ici à Marseille, je n'oublie pas que 376 postes de policiers ont été supprimés depuis 2007. C'est inacceptable et cela doit changer. L'Etat doit d'abord être là où les populations ont besoin de lui, où on demande sa présence avec la force nécessaire. Pourquoi c'est dans les quartiers les plus favorisés qu'il y a le plus de forces de Police, et pourquoi c'est dans les quartiers les plus difficiles qu'il y en a le moins ?

La République c'est aussi — au-delà de la lutte contre le crime, la délinquance -, la République c'est l'exemplarité. Exemplarité à tous les niveaux de l'Etat, exemplarité pour le président de la République, exemplarité pour les ministres, exemplarité pour les fonctionnaires, exemplarité aussi pour les élus de la République. Et celui qui se rendra coupable de corruption, là encore, rencontrera toute la rigueur de la loi. C'est la justice, c'est la République, et il n'y aura aucune faiblesse.

La République, c'est la laïcité. La laïcité, la liberté de croire ou de ne pas croire. La laïcité, l'égalité qui ne reconnaît que des citoyens à égalité de droits et de devoirs. La laïcité, la fraternité qui permet de

vivre ensemble en étant différents, d'être unis et en même temps d'être uniques dans la République. La laïcité, elle doit être revendiquée partout — partout ! — au nom de la France, dans le monde où tant de conflits sont déclenchés ou attisés par la confusion, la confrontation entre la religion et la politique. Mais la laïcité, c'est aussi un combat ici, en France. Je ne peux pas accepter que ces dernières années, des professeurs aient pu témoigner des difficultés rencontrées pour faire cours d'histoire, cours de sciences naturelles au motif que ces enseignements heurtaient des dogmes religieux ou idéologiques. Je ne peux pas accepter que dans la République française, des approches intégristes dénaturant la foi autant que la République attaquent les centres d'interruption volontaire de grossesse ou entravent le bon fonctionnement des hôpitaux, ou mettent en cause la neutralité des services publics. Ce ne sera pas admis !

Pas davantage les écarts de langage. Ici en France, il y a quelques années, un ministre de l'Intérieur a accepté de s'exprimer dans une salle où les hommes et les femmes étaient séparés par une allée centrale. C'était en 2003. C'est le candidat sortant aujourd'hui. C'était au Bourget — chacun a ses réunions au Bourget ! Le langage, c'est aussi d'avoir pu dire il y a quatre ans que « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de la vie ». Mais c'est ne pas comprendre que dans la République laïque, ce qui compte ce n'est pas de savoir ce que nous pensons de l'éternité ou de la vie dans l'au-- delà, ce qui compte c'est le respect de la vie ici, de la liberté ici, de l'égalité ici !

La laïcité, si demain je suis le chef de l'Etat, ce sera de rassembler les citoyens et de ne pas opposer les consciences. Ce ne sera pas un programme, ce sera un principe. Ce ne sera pas une affirmation, ce sera une promesse. La laïcité est indispensable à la République parce qu'elle est la condition de l'intégration de chacun de ses membres. Voilà pourquoi je ne transigerai pas : la laïcité sera le socle que je promets de préserver, de garantir, de défendre contre tous les assauts, contre tous les intégrismes.

Et pour toutes ces raisons, j'inscrirai les principes de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat dans la Constitution. Je ferai respecter la neutralité du service public. Je garantirai la mission de l'école publique gratuite, laïque, obligatoire. Je serai intransigeant - intransigeant ! — sur le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les femmes et les hommes. Je n'accepterai aucune violence; elles seront durement sanctionnées. Les femmes seront accueillies quand elles sont, hélas, flouées dans leurs droits. Et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes sera respectée et sera enfin appliquée, puisque c'est une loi de la République qui l'exige.

Voilà mon projet, c'est la République. Voilà mon projet, c'est rendre l'espoir, rendre confiance aux Français. C'est un projet à la fois national, mais aussi européen. Parce qu'il nous faut, dans cette élection, non seulement changer la France, mais aussi changer l'Europe. Non pas en nous éloignant d'elle, non pas en la désignant comme un bouc émissaire de nos faiblesses, non pas en nous séparant des règles qui constituent cette Europe, mais en changeant son orientation. Parce qu'europpéen, je sais que l'Europe s'est éloignée des peuples. Trop souvent elle devient incompréhensible pour les citoyens. Elle ne protège pas leurs emplois, leurs entreprises, leurs produits. Et je n'ai pas besoin d'inventer je ne sais quel acte qui viendrait des Etats--Unis pour m'en convaincre ! Il y a longtemps que nous en avons fait le constat. Mais qu'a fait le candidat sortant depuis cinq ans, alors qu'il a présidé les destinées de l'Europe ? Qu'a-t-il fait pour lutter contre les délocalisations, pour lutter contre le dumping fiscal, environnemental ? Qu'a-t-il fait pour permettre la réciprocité dans les échanges ?

En revanche, ce qui a été fait ces derniers mois, c'est de vouloir, par un nouveau traité, généraliser l'austérité en Europe. Oui, les disciplines sont nécessaires. Oui, le retour à l'équilibre de nos comptes publics est indispensable. Oui, il nous faut des disciplines — d'ailleurs, pour réparer les dégâts qui ont été causés par les conservateurs. C'est eux qui ont aggravé la dette publique, c'est eux qui ont creusé les déficits, c'est eux qui ont déséquilibré les comptes sociaux !

Oui, nous devons faire des efforts. Oui, nous aurons sûrement à réduire des dépenses et à lever des prélèvements. Mais je le dis aussi à Marseille comme partout ailleurs : si des efforts seront consentis pas le peuple français, ce sera à une seule condition, celle que je poserai, c'est-à-dire que ce soit juste, que ce soit ceux qui ont le plus qui paient davantage. C'est pourquoi je ferai la réforme fiscale qui est

tant attendue et qui permettra que les revenus du capital soient soumis aux mêmes prélèvements que les revenus du travail, que s'en soit fini avec les niches fiscales, que personne n'échappe à l'impôt par sa situation ou par son privilège. Alors, si nous allons faire des efforts pour redresser nos comptes, nous ne pourrons parvenir aux résultats espérés que s'il y a de la croissance. C'est notre responsabilité en France, mais c'est aussi celle de l'Europe.

Je n'accepterai pas que l'Europe se réduise à des plans d'austérité ou à des plans de rigueur pour tous les peuples et pour tous les pays. C'est pourquoi j'ai contesté le traité qui venait d'être signé. Parce que s'il posait des disciplines nécessaires, il n'avait pas la dimension qui était exigée par les temps que nous traversons, c'est-à-dire la croissance, l'emploi, l'activité, la relance industrielle, de grands projets communs, la transition énergétique, écologique dont nous avons tant besoin. Oui, j'ai dit que je voulais renégocier le traité qui a été signé au début du mois de mars. Ce texte ne sera d'ailleurs pas ratifié même s'il a été signé. Il ne sera pas ratifié par le prochain Parlement si nous n'obtenons pas, justement, cette réorientation de la construction européenne.

Comme président de la République, j'aurai à convaincre mes partenaires. On me dit « mais vous n'y arriverez pas, puisque le candidat sortant n'y est pas parvenu ». Mais justement, c'est ce qui nous distingue ! D'ailleurs, au-delà des personnes, la différence est qu'un président sortant ne peut pas avoir la force qu'a un président nouveau, porté par le peuple français qui lui a donné sa confiance. Cette confiance je la sollicite, je la demande. Si je deviens le prochain président de la République, les Français m'auront donné comme contrat de renégocier ce traité pour lui redonner ce qui lui manque, la croissance, l'activité, l'emploi, la solidarité.

Jusqu'à ces dernières heures ou ces derniers jours, le candidat sortant me déniait le droit, la capacité, la possibilité, la légitimité de prétendre renégocier un traité. Un traité juste signé, pas ratifié, un traité qui d'ailleurs n'est pas son œuvre mais celle de Madame Merkel. Non, il ne voulait pas qu'on touche à ce traité. Je n'en aurais pas le droit ! Et voilà que toutes affaires cessantes, devant tous ses amis convoqués à Villepinte, il annonce non pas la renégociation d'un traité mais de trois : du traité de Schengen, du traité sur les marchés publics et du traité sur la réciprocité des accords commerciaux ! Mais je n'avais pas tout vu, tout entendu. Voilà que sur une grande chaîne de télévision, n'écoutant que son courage — qui arrive tard ! — il veut maintenant chasser les exilés fiscaux, aller les rechercher ! Ils n'ont rien à craindre, rien à craindre de lui !

Mais là, ce n'est plus un traité, deux traités, trois traités qu'il veut renégocier: ce sont 117 conventions fiscales ! Cela lui prendra du temps. On me dit dix ans. Mais ce n'est qu'un mandat de cinq qu'il sollicite ! Cinq ans de trop — il vient d'en faire cinq. Mais pourquoi voulez-vous qu'il fasse dans les cinq prochaines années ce qu'il n'a pas été capable de faire les cinq dernières années ?

Voilà, mes chers amis. Il nous faut changer la France, changer l'Europe ! Mais je me sens porté, encouragé par vous. C'est une vaste tâche. Elle ne m'effraie pas ! Avec votre force, avec votre soutien, avec le vote du peuple français, nous ferons de grandes choses ensemble ! Mais ce sont nos concitoyens qui vont décider. C'est vous qui allez parler, les 22 avril et 6 mai prochains !

Une élection présidentielle, c'est un choix. Un choix de personne : il s'agit de désigner le prochain président de la République. Un choix de conception de la République elle-même, de l'exercice de la fonction. Mais aussi un choix de projet. Le mien, je vous l'ai présenté il y a déjà plusieurs semaines. On m'en faisait d'ailleurs exigence, quand j'ai été désigné après les primaires citoyennes. Belle réussite démocratique ! C'était au mois d'octobre. Il m'était demandé, toutes affaires cessantes, de présenter mon projet. J'ai demandé un peu de temps, un peu de patience. Et puis, à la fin du mois de janvier — c'était au Bourget —, j'ai présenté mes 60 propositions pour la France. C'était mon devoir de le faire en transparence, en clarté. Transparence sur les objectifs, clarté sur les financements — et également volonté d'engager le débat.

Je suis le candidat de la cohérence, de la constance, de la confiance. Je suis devant les Français, capable de fournir des réponses à toutes leurs questions. Mon objectif, c'est le redressement du pays ! Ma préoccupation, c'est la justice ! Ma priorité, c'est la jeunesse !

Tout sera dit. Et ce qui sera dit sera fait ! Je ne ferai aucune promesse — et je n'en ai fait aucune — que

je ne serai capable de tenir et de respecter. Je ne dis pas, aujourd'hui, dans cette campagne, qu'avec mon élection tout redeviendrait possible. Non ! Celui qui a prononcé cette phrase doit s'en repentir aujourd'hui. Car effectivement, rien n'a été possible : rien pour le pouvoir d'achat, rien pour l'emploi, rien pour la justice, rien pour la sécurité !

Alors face à mon projet – qui ne faiblira pas selon les circonstances, qui ne sera pas une virevolte, qui ne sera pas une surprise, qui ne sera pas une improvisation – il existe un autre projet. Ce projet, c'est de continuer la politique suivie depuis cinq ans. Ce projet, c'est d'accepter tout ce qui s'est fait et ce qui s'est défait depuis cinq ans. Je comprends que le candidat sortant veuille cacher, occulter son bilan: comment pourrait-il le défendre? Ce bilan n'est pas présentable. Alors que fait-il? Il multiplie les annonces. Chaque jour qui passe, il fait effectivement une promesse nouvelle. Tout ce qu'il s'est refusé à faire pendant cinq ans, il l'annonce comme possible, il est prêt à l'engager. Protéger l'industrie, dit-il ? 400 000 emplois industriels ont été supprimés ! Comment le croire ? Sauver des entreprises ? Mais nous avons eu un million de chômeurs de plus, depuis cinq ans. Comment pourrait-on le croire ? Sauf s'il vient sauver quelques entreprises en fin de mandat – et je ne m'en plains pas – grâce à quelques patrons amis qu'il a sollicités pour l'occasion. Poursuivre les exilés fiscaux ? Mais il n'a donné que des privilèges aux plus favorisés, aux plus puissants, aux plus privilégiés ! Non, son programme, si je voulais le résumer, c'est de dire que tout doit changer pour que rien ne change dans le pays.

Eh bien le seul moyen de changer, je vous l'annonce, c'est de changer de président ! C'est de changer de politique ! C'est de changer de destin ! Voilà le changement que je sollicite !

Le changement, je veux l'apporter à tous les Français qui, aujourd'hui, subissent la vie chère, des prix qui flambent – et notamment celui des carburants, même s'il y a des causes qui l'expliquent. C'est dur à vivre. Et qui n'entend pas aujourd'hui la plainte de ceux qui n'en peuvent plus ? Pour qui la fin de mois est le 15 de chaque mois ? Oui, je veux m'adresser à tous les Français. Ceux qui sont dans la précarité, pas simplement parce qu'ils seraient dans un temps partiel ou dans un contrat à durée déterminée. Mais même ceux qui sont en contrat à durée indéterminée, même ceux qui sont fonctionnaires aujourd'hui craignent pour leur avenir ! Je veux leur apporter la sécurité à laquelle ils ont droit, la confiance, la solidarité.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui attendent : attendent de la justice, attendent de l'égalité. J'ai dit ce qu'il fallait faire pour les jeunes. Mais je n'oublie pas non plus les plus anciens, qui se posent la question de l'avenir de leur retraite, à qui l'on doit solidarité et respect.

Je veux dire aussi que le sort qui est fait aux personnes handicapées dans notre pays n'est pas acceptable ! Pas acceptable à l'école, où elles ne sont pas reçues comme elles doivent l'être. Pas acceptables dans la dignité de leurs conditions pour le travail. Pas acceptable dans la reconnaissance de leur diversité, de leur culture.

Oui, nous avons à faire un grand projet pour l'égalité !

Nous devons aimer notre pays, pour bien le servir. Je crois au patriotisme. Non pas à la haine des autres, mais à l'amour de son pays, à l'amour des siens, à l'amour de la République !

Le patriotisme, c'est celui du créateur, de l'entrepreneur, qui invente, qui innove, qui crée – de l'emploi, de la richesse – qui embauche, qui exporte. Oui, ces entrepreneurs sont des patriotes ! Patriotes aussi sont les salariés qui se dévouent pour que leur entreprise soit la meilleure dans la compétition. Qui font des sacrifices et qui savent bien que leur entreprise appartient au capital, mais aussi au travail qui, d'ailleurs, devra être reconnu – y compris dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance des grandes entreprises.

Le patriotisme, c'est celui des infirmières, des aides-soignantes, de l'hôpital, qui se dévouent pour nous, pour nous apporter les soins nécessaires ! Et celui des médecins, des professions de santé.

Le patriotisme, c'est celui des artistes qui permettent d'avoir la plus belle image de la France au plan culturel.

Le patriotisme, ce sont aussi les sportifs qui veulent la réussite ou leur club – cela a été fait hier à Marseille hier, et de quelle façon ! – ou pour leur pays.

Le patriotisme, c'est celui des jeunes qui s'engagent dans les associations, qui veulent être d'ailleurs plus souvent dans le service civique. Oui, là où on peut être utile aux autres et à soi-même.

Mais le patriotisme, c'est aussi celui des fonctionnaires qui servent l'Etat de la meilleure des façons. Le patriotisme, c'est celui des personnels de l'Ecole qui, malgré des moyens réduits, malgré l'abandon dont ils ont été victimes depuis cinq ans, se dévouent pour l'égalité des chances dans notre pays. Oui ! Je crois au patriotisme. Et c'est pour cela que j'ai dit – et je le confirme ce soir – que ceux qui sont au plus haut dans la hiérarchie de leur entreprise, dans la hiérarchie des revenus, doivent aussi considérer qu'ils doivent limiter leur rémunération lorsqu'elle devient indécente par rapport à ce qu'est le sort commun. On ne peut pas demander aux salariés d'attendre un peu pour leur augmentation et octroyer 34 % d'augmentation au revenu des dirigeants qui gagnent plus d'un million d'euros par an ! C'en sera fini, et nous aurons donc cette tranche supérieure de 75 % – parce qu'il ne s'agit pas de rechercher des recettes supplémentaires, mais il s'agit de dire qu'au-delà d'un million d'euros, il y a peut-être, dans cette période de crise, à avoir des précautions, des limites et, finalement, de la morale publique.

Voilà, chers amis, ce que j'étais venu vous dire ce soir à Marseille. Oui, il est possible que nous gagnions ! Ce serait même souhaitable ! Mais nous n'en sommes pas sûrs. La victoire dépendra de la capacité qui sera la nôtre de convaincre nos concitoyens. La victoire sera celle que nous offrirons aux Français si nous en sommes dignes. Si nous sommes capables d'élever le niveau. Si nous ne cédon pas aux polémiques, aux surenchères, aux manœuvres, aux instrumentalisation. Oui, la victoire, nous irons la chercher parce que nous en serons dignes et parce que nous en serons fiers !

Mais en même temps, il nous reste 39 jours avant le premier tour. Et chaque jour doit être un jour utile pour notre pays. Chaque jour doit être une occasion de retrouver confiance et espoir dans l'avenir. Chaque jour doit être un temps de campagne pour le candidat que je suis devant vous, et pour vous aussi. Je ne gagnerai pas seul ! Je dois être soutenu par vous. Je ne vous demande pas votre aide. Je n'ai pas besoin d'aide. Je n'ai pas besoin de secours. J'ai simplement besoin de la volonté du peuple français de changer ! De sa conscience de l'enjeu.

Je vous respecte trop pour vous prier de m'apporter le suffrage qui me manquera. Non ! C'est vous, lucidement, peuple de France qui allez décider de votre avenir. Rien n'est joué, c'est vrai. Rien n'est fait. Rien n'est conquis. Rien n'est acquis. Et ceux qui imaginaient que la campagne serait un parcours de santé – moi, je m'y suis préparé – mais ce sera un parcours du combattant pour la démocratie, pour la République et pour la justice.

Je ne vous demande pas de gagner pour moi-même. Je ne veux rien pour moi ! Je ne vous parle pas de moi. J'ai cette pudeur. J'ai cette réserve. Je ne veux pas parler de moi parce que je veux parler de la France ! Parce que je veux parler des Français ! Parce que je suis à leur service ! Je ne veux pas gagner pour mon parti. J'ai du respect pour lui : je lui dois tout. Et en même temps, je veux gagner bien plus que pour la Gauche. Je veux gagner pour la France ! Parce que nous avons ce devoir-là de donner l'espoir qu'attend notre grand pays !

Mais rien ne nous sera donné que nous ne soyons capables de gagner par nous-mêmes. Nous devons éviter plusieurs risques. D'abord celui de la confiance excessive – pourquoi donc ? Qui nous la donnerait, si ce n'est le peuple français ? Les sondages n'indiquent rien que des intentions. Ce que nous sollicitons, ce ne sont pas des intentions, ce sont des votes !

Rien ne nous sera acquis, parce qu'il y aura toujours des personnes, des citoyens qui plutôt que d'aller vers le changement sont tentés – parce que la vie est trop dure, parce que les peurs sont trop grandes – d'aller voir y compris dans des idées qui ont fait tant de mal à la République, le refuge de leur inconscience, de leur colère, de leur désespérance.

Peuple de France, vous ne pouvez pas vous tourner vers les extrêmes ! L'extrême droite qui, par son histoire, par ses idées, par ses conceptions de la République, justement, n'a jamais été dans la République. Parce que ce n'est pas être dans la République que de discriminer, que de stigmatiser, que de nier le progrès et la liberté.

Mais nous avons d'autres risques à conjurer. Celui de l'abstention, de tous nos concitoyens qui n'y croient plus, qui pensent que la politique est devenue impuissance. Qui considèrent que finalement, puisque le candidat sortant aurait échoué, nul ne peut réussir. Nous devons leur montrer, à ceux-là, ceux qui doutent, ceux qui sont devenus fatalistes, résignés, désespérés, qu'il n'y a rien de plus beau

dans la République que le suffrage, que le droit à l'expression – qui est la plus belle des révoltes quand on n'en a plus aucune !

Nous devons dire à ceux-là, toujours prompts à manifester leur colère – dans la rue ou ailleurs –, leur dire que la plus belle manifestation civique, c'est le jour du vote! Quand tous les concitoyens se lèvent le même jour pour aller porter un bulletin – même si ce n'est pas toujours le même bulletin dans l'enveloppe – parce qu'ils ont confiance dans la démocratie et le suffrage.

Nous devons dire aussi que si nous voulons créer une dynamique, et donc une victoire, c'est au premier tour, au premier tour que nous devons donner au changement que je porte la force nécessaire, la capacité de vaincre ! En face de nous, ils n'espèrent qu'une chose : la dispersion, l'abstention, la résignation. Ne leur offrez pas ce qui serait finalement leur seule chance ! Nous devons faire que les Français viennent massivement voter, massivement voter au premier tour, et donnent à la candidature que je porte en votre nom la force et la légitimité qui nous permettront, à ce moment-là, les plus belles des victoires : celle de la Gauche, celle de la France et celle de la République !

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Marseille. Nous avons devant nous un grand rendez-vous. Le plus beau rendez-vous qui soit ! Le rendez-vous de l'espérance. Le rendez-vous de la confiance. Le rendez-vous de la cohérence. Le rendez-vous que nous avons pris avec les Français. Et donc, nous devons faire de ce rendez-vous un moment heureux pour la France.

J'ai le souvenir, parce que c'était ma génération, de la grande victoire de 1981 ! J'ai encore le visage de François Mitterrand sous les yeux en ce 10 mai 1981. Eh bien, depuis des années et des années, je me suis fait une promesse à moi-même. Et je la livre devant vous : il faut donner, enfin, un successeur de Gauche à François Mitterrand à la présidence de la République !

Et tout au long de ces prochains jours, je poursuivrai ma rencontre avec les Français, avec le même esprit – celui du respect et de la considération –, mais aussi avec la cohérence, la constance, la confiance dont je ne me départirai jamais, et avec l'espoir que je veux donner à notre pays. Je parlerai aux Français, et je leur dirai calmement, dignement ma conviction. Je ferai en sorte d'être en harmonie avec moi-même, d'être authentique, sincère. Parce que je ne veux pas que le peuple français se trouve abusé, trompé comme il l'a été en 2007.

Je pense qu'à un moment, il faut à la fois qu'une page se tourne et qu'une autre s'écrive. Oublions déjà la page qui est en train de se tourner et écrivons ensemble le livre de la République, au nom de la France, au nom de l'espérance que nous portons ensemble !

Merci Marseille, de m'avoir donné, votre force, votre ferveur, votre enthousiasme ! Rendez-vous le 22 avril, et le 6 mai !

Merci Marseille !

Première question de la soirée sur le croisement des courbes. Quel enseignement en tirez-vous ?

20h50 - Je suis candidat depuis de longs mois. Je me prépare à ce rendez-vous. Je ne me suis jamais illusionné. J'ai mon expérience. J'ai de la confiance.

Etre dans l'excès, comme nous l'avons vécu depuis cinq ans, avec ses phrases, avec parfois ses vulgarités - j'ai l'impression même que cela le reprend - vous pensez que c'est la meilleure manière de donner une dignité au débat public ?

Vous pensez que les Français, qui attendent de cette élection qu'elle soit au niveau de leurs préoccupations, veulent que je me livre moi-même à un combat de rue ?

Est-ce que l'antisarkozysme suffit pour être président de la République ?

Non. Je ne suis pas seulement un candidat contre mais un candidat pour. Je dois donner confiance aux Français.

Interrogé sur ses propos passés concernant la taxation des hauts revenus

20h58 - Entre le moment que vous avez rappelé et mon annonce, il s'est produit un fait. J'ai appris que les patrons du CAC 40 s'étaient augmentés de 30%. J'ai considéré que ma responsabilité était d'envoyer un signal. Ceux qui s'octroient un revenu au-delà d'un million d'euros devront s'acquitter d'un impôt supplémentaire.

Je rétablirai le plafonnement des impôts directs nationaux à 85% des revenus.

Lorsqu'il y avait l'ISF avec les taux qui existaient précédemment, il y avait un plafonnement qui avait été créé par Michel Rocard.

** L'ancien Premier ministre socialiste avait instauré l'ISF en 1988, et l'avait assorti d'un plafonnement afin que la somme de tous les impôts directs nationaux (ISF, impôt sur le revenu, CSG-CRDS) ne soit pas jugée confiscatoire.*

Je rétablirai l'impôt sur la fortune, vous savez qu'il a été allégé à un tel point qu'aujourd'hui il ne représente qu'une recette très résiduelle. Dès lors que l'impôt sur la fortune sera rétabli, le plafonnement qui allait avec le sera aussi et ça n'a rien à avoir avec le mesure dont je viens de parler (sur les 75%, NDLR)

21h02 - Première séquence, le portrait

Je me livrerais à aucun combat de rue. Respecter les Français n'est jamais une erreur. J'ai le sens de ce que doit être le vocabulaire.

Moi ce que je veux, c'est rassembler les Français.

Interrogé sur la montée de Jean-Luc Mélenchon : Je le connais bien, Jean-Luc Mélenchon, je l'ai pratiqué pendant des années, ou il m'a pratiqué, je ne sais pas. Chacun a son tempérament et son style. Il a une fonction tribunicienne, au meilleur sens du terme.

Au vu des premiers résultats, j'ai plutôt plus de chance que lui. Compte tenu de ma position. J'ai le devoir de ne pas brutaliser le pays.

Sur les socialistes. Quand je vois Ségolène Royal faire ce qu'elle fait, quand je vois Martine Aubry, quand je vois Laurent Fabius, c'est la même volonté de gagner. Jamais les socialistes n'auront été aussi unis.

Sur François Bayrou. Il y a nécessité de clarté dans la vie politique française. François Bayrou aura à faire son choix. Il a dit qu'il en ferait un : j'attends.

Séquence économie

21h23 - Il nous fait arriver à l'équilibre. Pour trouver 50 milliards d'euros, j'ai indiqué que la dépense publique n'augmenterait que de 1%.

Sur les effectifs de la Fonction publique, nous les stabiliserons. Il y aura effectivement des secteurs où il n'y aura pas de remplacement lors des départs de retraite, par exemple l'administration des impôts.

21h35 - Sur la fiscalité des entreprises. Les petites entreprises ne payeront d'impôt sur les sociétés que de 15%, les moyennes de 30% et les grandes de 35%. Je fais une différence entre les bénéficiaires réinvestis et les bénéficiaires distribués.

L'investissement en France est trop faible car il y a un problème de marge des entreprises et d'accès au crédit, d'où ma proposition de banque publique d'investissement.

Enfin, il y aura un crédit d'impôt innovation.

21h40 - Si l'Europe n'est pas capable d'avoir un objectif de croissance, alors elle ne pourra pas réduire ses déficits. Je ferai des économies nécessaires mais en même temps, je ne sacrifierai pas mon pays. Si l'Europe n'est pas capable de croissance, je ne ratifierai pas le Traité

Séquence politique

Sur l'immigration - L'immigration obéit à des règles. Depuis 10 ans, c'est 180.000 à 200.000 immigrés supplémentaires chaque année.

Sur les étudiants immigrés, je supprimerai la circulaire Guéant. Ensuite, il y a les demandes d'asile qui devront être traitées en 6 mois.

Enfin, l'immigration économique doit être limitée. Il ne peut pas y avoir d'immigration économique s'il n'y a pas de demande. L'immigration économique dans un contexte de croissance ralentie doit être limitée.

Il y aura un débat au Parlement chaque année pour savoir quel est le volume de l'immigration. Aujourd'hui, quelques secteurs seulement sont en demande.

L'immigration légale peut être réduite mais à la marge.

Ce que je ne peux pas tolérer, c'est l'immigration irrégulière venant chaque année s'installer parce qu'il y a des filières de travail clandestin. Donc je fais une proposition là-dessus: il y aura une brigade spécialisée de lutte contre les filières clandestines, les passeurs parce que c'est là que nous devons agir.

Nous devons avoir des critères simples, clairs, applicables. Ceux qui ne peuvent pas être sur notre territoire seront reconduits à la frontière.

Sur les dépenses de santé. Il y a un prix du médicament qui est trop élevé et il y a des dépenses de médicaments trop importantes. Sur les médicaments, nous réduirons les prix et les dépenses.

Je préfère financer la prévention que réparer.

Sur l'école. Il n'y a que 10% des enfants de moins de trois ans qui sont accueillis en maternelle. Si je suis choisi par les Français, nous triplerons les enfants accueillis dans les écoles maternelles. C'est une question de justice, et une question aussi de réussite scolaire.

21h55 - Sur l'euthanasie. Je ne prends pas le mot d'euthanasie, ça laisse penser qu'il serait accepté une forme de suicide mais c'est un sujet très important qui intéresse toutes les familles.

Il y a une loi utile, la loi Leonetti qui organise les soins palliatifs. Je veillerai à ce qu'il y ait beaucoup plus de soins palliatifs dans les établissements.

Ensuite, il y a les personnes qui demandent à pouvoir abréger leurs souffrances. Il faudra une procédure pour encadrer cette mort dans la dignité.

22h05 - Sur la proposition de taxe de Nicolas Sarkozy. La réponse en images.

22h08 - Sur la percée de Jean-Luc Mélenchon dans les sondages. Jean-Luc Mélenchon représente une sensibilité dans le pays. Toute la question est de savoir si cette gauche voudra une victoire commune. Moi ce que je veux, ce n'est commenter la campagne des autres ; ce que je veux, c'est être le plus haut possible au premier tour pour enclencher une dynamique.

Si les Français m'élisent président de la république, viendront au gouvernement ceux qui m'ont soutenu au second tour et voudront participer au changement du pays.

22h11 - Sur les cas de Jean-Noël Guérini et Robert Navarro. J'ai été Premier secrétaire du Parti socialiste pendant dix ans, il n'y avait aucune mise en examen de ces personnes. Si j'avais eu vent, j'aurais dénoncé à la justice.

22h12 - Début du débat avec Jean-François Copé

Sur le retrait des troupes françaises d'Afghanistan. Le duel en images.

Sur la filière nucléaire. François Hollande (FH) : J'ai fixé l'objectif de réduire la part de production d'électricité d'origine nucléaire de 75% aujourd'hui à un peu plus de 50% en 2025.

Sur ma mandature, il y aura une centrale qui fermera, Fessenheim. Une pas deux.

Jean-François Copé (JFC). Pourquoi Fessenheim ?

FH. Parce que c'est la plus vieille de nos centrales et qu'elle est sur une faille sismique. Les autres, il y aura des travaux qui seront faits.

22h42 - JFC. Votre programme ne comprend aucune économie de dépenses et une accélération d'impôt pour l'ensemble des Français. En revanche, on trouve 30.000 milliards d'euros d'augmentation de charges pour les entreprises ce qui va plomber notre économie.

Vous voulez réduire l'énergie nucléaire. Sur les questions de sécurité, votre programme est ambigu et vous voulez augmenter massivement les impôts.

FH. Vous, vous avez un bilan très lourd, celui de votre majorité, depuis 5 ans, depuis 10 ans même. Il y a eu pour les Français une période très difficile qui ne tient pas qu'à la crise mais aux choix qui ont été faits. Et vous nous faites croire que demain sera mieux qu'aujourd'hui ? Non. Et s'il y a un exemple qui doit illustrer vos méfaits, c'est l'école. Vous avez déstructuré l'école.

22h47 - Hélène Jouan et Franz-Olivier Giesbert commentent la prestation de M. Hollande et concluent l'émission.

Discours Paris, « grand discours » Europe, le 17 mars 2012

Mesdames, Messieurs, Messieurs les premiers ministres, Messieurs les chefs de gouvernement, Mesdames, Messieurs les parlementaires européens, chers amis, je vous remercie de m'avoir permis aujourd'hui de conclure les travaux de quatre fondations européennes sur le beau thème de la renaissance de l'Europe.

Renaissance, le mot est juste. Une Europe nouvelle doit voir le jour, plus solide, plus solidaire, plus sociale. Les conservateurs dirigent l'Europe depuis de longues années, de trop longues années. Leur bilan est lourd. L'Europe, en effet, traverse la plus grave crise de son histoire, crise financière, crise économique, crise politique et même une crise institutionnelle — pour ne pas dire existentielle. Et ils n'y seraient pour rien ! Les marchés dominant, l'austérité s'impose, la récession s'installe, le chômage s'accroît, et non, ils n'y sont toujours pour rien !

Il y a donc aujourd'hui un péril plus grave que tous les autres, c'est que les Européens, à force de déceptions et de désillusions, se détournent de l'idéal qui a été le leur et celui des générations précédentes depuis plus de cinquante ans.

Cette crise, je dois le rappeler, n'est pas venue de nulle part. Elle n'est pas produite par la fatalité. Elle n'est pas une conséquence de turbulences dont nous ne serions en aucune façon responsables. Cette crise, c'est celle du libéralisme débridé, de la finance sans règle et de l'effacement méthodique des interventions publiques. Face à cet échec, devant ce péril, il y a pour les progressistes un devoir : redonner un nouvel espoir à l'aventure européenne. Ceux qui sont au pouvoir parmi les progressistes — trop rares — ont déjà cet engagement. Je pense à Elio Di Rupo en Belgique, et j'y pense avant d'autant plus d'émotion qu'aujourd'hui, il traverse avec son peuple un moment extrêmement grave et dur. Mais je pense aussi au Danemark dirigé par les socio-démocrates, à l'Autriche, à la Slovénie, à la Slovaquie, et je n'oublie pas la Croatie qui rejoindra bientôt l'Union européenne. C'est peu, j'en conviens, c'est trop peu, et c'est ce qui doit changer, et d'abord ici en France.

Certes, je sais l'influence de Martin Schulz, nouveau président du Parlement européen. Certes, je n'ignore rien de ce que fait le groupe socialiste au même Parlement européen. Mais notre responsabilité aujourd'hui est plus grande. Nous sommes à la veille d'échéances décisives, en France d'abord — et c'est ma tâche — mais aussi bientôt en Allemagne avec Sigmar Gabriel, président du parti Social-démocrate, et en Italie avec Pier Luigi Bersani. Voilà ce que nous avons à faire, permettre le changement dans nos pays et en Europe.

Jamais sans doute une élection présidentielle française n'aura eu un tel enjeu, dans un tel contexte, à la fois permettre une alternance en France et lever une espérance en Europe. L'alternance au service de l'espérance, la France au service de l'Europe, voilà ce que les électeurs et électrices de France auront à déterminer dans les prochains jours.

Je sais que nous sommes attendus. Je sais que nous sommes regardés. Et si nous avons pu faire la réunion d'aujourd'hui, c'est bien parce qu'au-delà de nos partis, il y a des femmes et des hommes en Europe qui nous regardent, qui nous espèrent, qui nous attendent et qui pensent que si le mouvement se lève en France, il sera irréversible dans toute l'Europe, en Allemagne d'abord, en Italie ensuite et dans d'autres pays.

Les dirigeants conservateurs l'ont d'ailleurs parfaitement compris. C'est ainsi que j'ai interprété la « sainte alliance » qui se serait organisée. Il y a quelque chose de touchant à voir tous ces dirigeants conservateurs venir en aide, en soutien, au candidat de Droite en France. Il en avait peut-être bien besoin... Même si, je le rappelle, ce sont les Français, les citoyens français, qui vont décider de leur avenir le 6 mai prochain. Mais c'est bien le droit des dirigeants conservateurs de se retrouver à la veille d'une échéance importante en France. Et c'est le devoir des progressistes aussi, en Europe, d'être ensemble aujourd'hui pour porter le même message, celui d'un changement en Europe.

Je fais partie de la génération des hommes et des femmes à qui l'Europe paraît si familière, si évidente, si naturelle. Les pères fondateurs avaient dû surmonter tant de passions, pleurer tant de deuils, s'arracher à tant de vengeances, oublier tant de haines pour accomplir cette tâche prodigieuse. Et ils l'ont fait.

Ils ont réconcilié d'abord, rassemblée ensuite, réunifié après, et ouvert un destin commun à des peuples déchirés et à des pays séparés hier par un mur. Ma génération a pris le relais, et je suis avec d'autres, ici, dépositaire de ce précieux héritage. Je l'ai recueilli pour ma part auprès de deux grands européens, François Mitterrand et Jacques Delors. Ce legs prestigieux m'oblige et me conduit aujourd'hui à être ambitieux pour l'Europe, et en même temps à être inquiet. Je mesure, comme vous tous ici, le doute profond, insidieux, qui s'est installé en France et partout en Europe à propos du projet lui-même de notre continent. L'Europe s'est affaiblie à mesure qu'elle s'éloignait des peuples, qu'elle ne répondait plus à leur attente, qu'elle était perçue comme impuissante face aux forces du marché, obsédée même par la dérégulation, incapable de résister à la mondialisation libérale.

C'est cette Europe que je ne veux plus. C'est cette Europe que je veux réorienter.

Nous sommes à un moment crucial, car l'élection présidentielle en France se tient au moment même où un nouveau traité est signé. Face à un pacte qui porte le nom de stabilité mais qui peut devenir un pacte d'austérité, j'oppose un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance.

La responsabilité, je l'assume. Il y a aujourd'hui des disciplines à mettre en place partout en Europe. La discipline est nécessaire si nos pays veulent retrouver de la liberté, de la souveraineté, de la capacité d'agir. Le sérieux est indispensable pour sortir de la main froide des marchés dans laquelle les conservateurs nous ont plongés en creusant les déficits, en laissant filer la dette, en détériorant les comptes publics. Ne laissez jamais dire que les conservateurs gèrent bien leurs pays respectifs ! Ne laissez jamais penser qu'ils savent mieux que les progressistes maîtriser les dettes, réduire les dépenses et éviter les hausses d'impôts ! Au contraire, c'est sous un gouvernement de Droite depuis cinq ans que la dépense publique a progressé, que la dette s'est creusée et que les impôts ont augmenté. Eh bien, c'est notre tâche, maintenant, de remettre de l'ordre dans les finances publiques en France et en Europe !

Ai-je besoin d'illustrer mon propos ? Chacun se souvient du président sortant, qui était à l'époque le président entrant, nous étions en 2007 au lendemain de l'élection présidentielle ; il s'est rendu lui-même contre tous les usages — c'est son tempérament -, contre toutes les convenances — c'est sa façon de faire -, à la réunion de l'Eurogroupe, c'est-à-dire des ministres des Finances de l'Europe, pour leur demander une chose : de ne pas respecter le pacte de stabilité car il avait à accorder des avantages fiscaux aux plus favorisés. Et c'est le même qui viendrait, au nom d'un traité qu'il vient de signer et qui n'est pas encore ratifié, nous faire des leçons de bonne gestion financière ici en France et dans toute l'Europe ?

J'assume des règles. Je revendique la responsabilité. Je reconnais l'obligation du sérieux. Et c'est pourquoi, si les Français m'en donnent mandat, au lendemain de l'élection présidentielle, j'inscrirai dans une loi de programmation budgétaire pour cinq ans le cadre de responsabilité de nos finances publiques conduisant à un équilibre de nos comptes en 2017. Cette maîtrise se fera graduellement, méthodiquement, durablement. Et elle se fera dans la justice, car il n'est pas possible de demander quelque effort que ce soit à nos compatriotes s'il n'y a pas un partage, un partage juste du sacrifice à faire, et notamment du côté des plus favorisés.

Mais si les disciplines sont nécessaires, si la gouvernance est indispensable, il n'y aura pas de réussite, il n'y aura pas de retour à l'équilibre si le traité n'est qu'un traité budgétaire, c'est-à-dire n'est qu'un traité de disciplines, de sanctions qui deviendront vite des austérités pour tous les peuples. C'est pourquoi j'ai affirmé à plusieurs reprises, et je le fais encore aujourd'hui solennellement, que je renégocierais le traité budgétaire, non pas simplement pour la France mais pour l'Europe tout entière. Personne ne peut imaginer que si la croissance n'est pas là, les objectifs posés par ce pacte, par ce traité, pourront être atteints. Même les agences de notation, même les marchés le savent et s'inquiètent face à la menace de récession et au niveau des dettes. Et même certains gouvernements conservateurs qui expliquent déjà, après avoir apposé leur signature, que ce pacte est intenable, et qui

demandent déjà de le revoir pour ce qui concerne les objectifs qui sont assignés à leur pays. Voyez l'Espagne, voyez les Pays-Bas, et bientôt d'autres ! J'en sais aussi qui ne disent rien pour le moment et, quoique conservateurs, espèrent notre victoire pour renégocier le pacte budgétaire.

Ce traité est une illusion, mais c'est aussi un risque, celui de devoir faire dans quelques mois ou dans quelques années, après des efforts parfois insupportables pour les Européens, le constat de l'échec et de l'impuissance. Le traité, à bien des égards, est son pire ennemi. Il prétend en terminer avec la crise financière à travers une annonce de stabilité, mais il crée les conditions d'une crise économique durable, laquelle ne peut faire que ressurgir les déséquilibres financiers qui ont fait naître, justement, la première. C'est le sens de ma demande de renégociation. Ce n'est pas une improvisation électorale — je laisse ça à d'autres ! Ce n'est pas une découverte soudaine. Ce n'est pas non plus un défi. Non, c'est un choix européen. Le traité est signé, il n'est pas ratifié, il y a donc un espace de négociation.

J'ai donc demandé un mandat au peuple français. S'il fait le choix de me porter à la présidence de la République, j'aurai alors le devoir, l'obligation de renégocier ce traité parce que le peuple français en aura souverainement décidé. Ma détermination sera entière, contrairement à celui qui annonce d'emblée — vous le reconnaîtrez — qu'il quittera la table des négociations s'il n'est pas suivi. Parce que ce qu'il veut, lui, ce n'est pas négocier un traité signé et pas ratifié, c'est renégocier y compris les traités signés, ratifiés, appliqués depuis de nombreuses années. Et je ne parle pas des 140 conventions fiscales que toute sa vie durant, il voudrait remettre en cause, s'il est encore président de la République ! Non, je mettrai toute ma détermination non pas à quitter la table des négociations, mais à y rester tout le temps nécessaire pour obtenir la croissance, l'emploi, le développement, le progrès. Et nos partenaires le savent. Il ne s'agit pas simplement d'un choix personnel. Je sais aussi que la nouvelle Assemblée nationale que le peuple français aura à choisir au lendemain de l'élection présidentielle et le Sénat ne ratifieront pas en l'état le traité s'il ne fait pas l'objet d'une renégociation sérieuse pendant le temps qu'il nous sera donné de le faire.

Mais de quelle renégociation s'agit-il ? La question est légitime. Je propose de nouveaux instruments pour atteindre de nouveaux objectifs. Je l'ai dit, j'accepte les disciplines, la gouvernance. Je veux en revanche qu'il y ait pour l'Europe de nouvelles capacités pour agir, et pour l'Union européenne de nouveaux défis à relever. Les instruments sont simples. Il s'agit de mobiliser des financements supplémentaires pour permettre la croissance et l'emploi.

Le premier de ces financements, c'est le recours à la Banque européenne d'investissement qui devra lever de nouveaux emprunts pour intervenir dans des domaines que nous connaissons bien : des projets de développement et de financement des entreprises. Mais cela ne suffira pas.

Le deuxième instrument, c'est l'euro-bond, la capacité pour l'Europe en tant que telle d'émettre des obligations — non pas pour mutualiser les dettes souveraines, mais pour financer de nouveaux projets de développement.

Et le troisième instrument, pour capter de nouvelles ressources, ce sera la taxe sur les transactions financières, avec une assiette large couvrant tous les échanges, tous les produits dérivés — et qui sera appliquée à autant de pays qui voudront y adhérer.

Mais je dois aussi mobiliser des fonds qui ne le sont plus : des fonds structurels qui restent gelés, faute de pouvoir être affectés. Il avait même été créé un fonds européen anti-délocalisations, appelé Fonds d'ajustement à la mondialisation — mais qui, aujourd'hui, n'est consommé que pour 10 % des crédits qui avaient été affectés. Qu'attend-on ? Il n'y aurait plus de délocalisations ? Il n'y aurait plus de mutations industrielles ? Eh bien, nous mobiliserons tous les fonds européens pour agir pour l'industrie, pour les mutations, pour l'emploi, pour la croissance !

Et pour quels objectifs ? Il y a d'abord l'énergie, la transition que nous devons opérer, la montée des énergies renouvelables, les économies d'énergies, les réseaux de transport — bref, tout ce qui nous permettra d'être à la fois plus économes dans les ressources que nous devons maîtriser (les matières premières), et en même temps d'avoir les capacités d'investissement qui nous permettront de lever de nouveaux emplois. Voilà le premier objectif : la transition énergétique.

Le second objectif de cette mobilisation exceptionnelle de financements, c'est la recherche, l'innovation, les universités – grand enjeu de l'Europe !

Et puis, enfin, il y a tout ce qui a trait à la rénovation urbaine, à la mutation de nos villes, à l'emploi des jeunes. Je veux faire de la jeunesse une grande cause européenne ! Je ne peux pas accepter que le chômage des jeunes en Europe soit autour de 25 %, qu'il y ait du désespoir dans la génération qui arrive et qui doute même de notre capacité d'agir. Eh bien l'Europe devra faire place à sa jeunesse.

Au-delà de cette renégociation, il y aura d'autres défis à relever. Nous devons aller vers de nouvelles avancées, vers la réciprocité des échanges commerciaux. Là encore, soudaine révélation pour le candidat sortant ! Voilà cinq ans qu'il est le chef de l'Etat. Il a présidé l'Union européenne. Et il découvre qu'il y a des asymétries entre les accès aux marchés publics pour un certain nombre de pays ici, et une difficulté pour nos entreprises d'accéder aux marchés publics ailleurs ! Et le voilà qui menace. Je considère que l'Europe doit rester ouverte. Mais elle ne peut pas être offerte. Elle doit riposter aux mesures protectionnistes adoptées par certains pays émergents.

Et si des partenaires commerciaux ont accès à nos marchés publics, nous aurons accès aux leurs. Et s'ils ne se conforment pas aux normes sociales, aux normes environnementales, nous taxerons leurs produits. C'est le sens de la taxe carbone aux frontières que nous proposons. Cela, c'est le défi commercial – mais qui ne nous empêchera pas d'améliorer notre compétitivité et de faire de l'Europe une puissance économique qui s'affiche comme telle.

Nous avons aussi un second défi, qui est celui de lutter contre la spéculation financière. Et c'est la raison pour laquelle le mécanisme européen de stabilité qui va bientôt être mis en place devra avoir des liquidités plus importantes à sa disposition pour agir quand les marchés eux-mêmes doutent d'un certain nombre de dettes souveraines ou mettent en cause la stabilité de notre continent. Ce mécanisme européen de stabilité doit être davantage lié à la Banque centrale européenne pour pouvoir, en cas d'urgence, disposer des liquidités indispensables. Comment comprendre que les banques puissent accéder sans limite aujourd'hui à la Banque centrale européenne et qu'un mécanisme d'intervention pour lutter contre la spéculation financière en Europe ne pourrait pas le faire ? Eh bien, nous le ferons !

Et puisque je parle de la Banque centrale européenne, elle a renforcé ses interventions – et c'est une évolution louable. Mais elle devra aller plus loin pour jouer pleinement son rôle de prêteur en dernier ressort. Je sais que cette position n'est pas partagée par tous en Europe. Mais nous ne nous interdisons rien pour faire évoluer le mandat de la Banque centrale européenne. Stabiliser les prix : c'est fait. Lutter contre la spéculation : il y a encore à faire. Et, surtout, agir pour la croissance. Telle doit être, également, la mission de la Banque centrale européenne.

Enfin, toujours pour relever le défi financier, nous avons besoin de supervision des banques et des acteurs financiers, de contrôle pour maîtriser les activités spéculatives, de réformes bancaires dans nos pays respectifs. Et pour ce qui concerne la France, je l'ai annoncé, il y aura une réforme bancaire qui séparera les activités de dépôt et de crédit et les activités spéculatives pour qu'il y ait une étanchéité entre les interventions.

Enfin, je reprendrai la proposition de créer une agence publique de notation pour ne pas laisser simplement les agences que nous connaissons aujourd'hui décider des dégradations qui peuvent toucher des Etats.

Bref je n'accepterai pas pour ma part que l'économie, que la finance, que les marchés puissent échapper au contrôle des politiques, des élus des Nations, des élus européens. Je sais que nos amis allemands le comprennent. Et c'est d'ailleurs la raison qui a voulu que la souveraineté budgétaire du Bundestag soit un principe constitutionnel indépassable. Eh bien il en sera de même pour le Parlement européen.

L'Europe a besoin de toutes ses Nations. Et je salue ici tous ceux qui représentent les différents pays européens et notamment le président du Parti socialiste européen. L'Europe a besoin de l'Allemagne,

parce que c'est une grande nation, parce que c'est une puissance économique, parce qu'elle est aussi une référence en matière de compétitivité et, aussi, de démocratie sociale. Mais l'Europe a également besoin de la France. La France, pays fondateur. La France, grand pays capable d'orientations politiques utiles à l'Europe. L'Europe a besoin de la France, de sa capacité à porter un idéal. Mais la France a besoin de l'Europe. La France et l'Allemagne ont besoin de l'Europe. La France et l'Allemagne ne peuvent pas penser diriger à elles seules l'Europe. L'Europe est la responsabilité commune de la France et de l'Allemagne. L'Europe n'est pas la propriété commune de la France et de l'Allemagne.

L'Europe doit rester notre avenir. Quel est le grand défi de ma génération ? Ce n'est plus la reconstruction : elle est faite. C'est de réussir la transition. La transition économique : passer d'un monde qui s'achève à un autre monde. La transition financière : passer des marchés sans règles à une finance organisée. La transition écologique, pour que les ressources soient maîtrisées, que les dangers du réchauffement climatique soient le plus possible combattus. La transition énergétique, par rapport à l'épuisement des ressources naturelles. Et la transition générationnelle, pour donner à la jeunesse la place qu'elle attend. Voilà la responsabilité de celles et ceux qui demain doivent diriger l'Europe !

Et puisque j'ai évoqué l'énergie, je considère que nous avons besoin d'une Europe de l'énergie. L'Europe s'est construite autour du charbon et de l'acier, dans les années 50, puis de l'agriculture, puis d'un grand marché, puis d'une monnaie unique. Et si son destin était aussi de maîtriser son énergie ? L'Europe de l'énergie, ce n'est pas de libéraliser les marchés pour baisser les prix : c'est assurer une sécurité d'approvisionnement et un meilleur usage. L'expérience de la libéralisation, c'est que les prix de l'électricité et du gaz ont fortement augmenté. C'est que des entreprises ont finalement créé des monopoles privés ou des ententes. Et c'est pourquoi j'instaurerai une directive cadre sur les services publics, si elles Européens veulent bien nous suivre dans cette direction, de façon à ce qu'il y ait une sorte de bouclier énergétique qui protège les ménages européens par rapport à un risque de précarité énergétique face à la hausse constante du prix de l'énergie.

L'idée n'est pas nouvelle. Là encore, Jacques Delors avait en son temps proposé l'idée d'une communauté européenne de l'énergie. Mettons-la enfin en œuvre, à travers des recherches communes sur les énergies propres, à travers la montée des énergies renouvelables, à travers les techniques de stockage, à travers les véhicules propres. Voilà ! Prenons de l'avance en dominant l'énergie, en faisant en sorte que nous soyons pionniers dans ces domaines.

Il y a d'autres défis. Celui de la maîtrise des flux migratoires. Là encore, nul besoin de menacer. Il suffit de faire en sorte que les traités qui existent – je parle de Schengen – puissent être modifiés autant que nécessaire, c'est d'ailleurs le cas, pour renforcer les dispositifs existants. Mais cela doit se faire avec tous les Etats-membres, même si dans des circonstances particulières, il peut y avoir des décisions urgentes – nous n'en sommes pas là. Mais je n'accepterai pas que l'immigration soit, une fois encore, utilisée comme un sujet de discorde en France et en Europe ! C'est la responsabilité des chefs d'Etat et de gouvernement de trouver ensemble des solutions et d'appliquer les traités. C'est leur responsabilité, aussi, d'avoir une approche globale et concertée avec les pays d'origine et de transit, d'Afrique et de Méditerranée, en menant des politiques de développement dont l'Europe doit prendre davantage l'initiative.

L'Europe, c'est aussi la culture, le savoir, la connaissance, l'échange. Je défendrai l'exception culturelle qui veut qu'un bien culturel n'est pas une marchandise et que chaque pays doit défendre sa diversité pour en faire bien commun de l'humanité.

Je veux que l'Europe instaure davantage de mobilité pour tous les jeunes et pas simplement les étudiants ou de rares privilégiés. Je veux qu'il y ait un courant y compris avec les jeunes des quartiers de nos villes, pour qu'elles se connaissent davantage qu'aujourd'hui et partagent, à ce moment-là, la conscience d'appartenir non seulement à une nation, mais aussi un continent qui les lie les uns les autres.

Enfin, l'Europe doit prendre davantage de responsabilités politiques à l'échelle du monde. L'Europe, grande puissance économique – la première. Mais encore tellement timide pour affirmer ses principes, ses volontés, ses engagements pour régler les grandes affaires du monde. Oui, nous devons reprendre à partir du mois de mai et avec d'autres, avec les Européens, les processus nécessaires pour

enfin aboutir à des négociations au Moyen-Orient. Oui, nous devons aussi mener une politique européenne de défense – sans qu'il y ait là trop d'illusions à entretenir –, mais à échanger, à coopérer, à monter des projets communs, à pouvoir, là encore, affirmer une industrie commune pour notre défense.

L'Europe est une puissance qui s'ignore trop, une puissance qui se retient – car elle a peur, même, d'être une puissance. Elle n'a rien à craindre. Elle porte des valeurs, des principes qui sont ceux de la démocratie, de la liberté, du bien commun, du progrès. Elle n'est pas une puissance qui veut influencer les autres. Elle est une puissance qui veut convaincre, qui veut donner ce qu'elle a conçu de meilleur en elle-même, c'est-à-dire des valeurs d'humanité, de respect et de dignité humaine.

L'Europe doit être aussi mieux gouvernée. C'est le rôle du Conseil européen, des chefs d'Etat et de gouvernement. C'est le rôle, aussi, des institutions communautaires – que je respecte. L'Europe a avancé quand elle a été capable d'avoir des chefs d'Etat et de gouvernement qui avaient une vision, mais aussi des institutions communautaires qui prenaient l'initiative, qui anticipaient, qui traduisaient, qui engageaient. Et un Parlement européen qui faisait entendre sa voix. Et c'est pourquoi nous devons aller vers une responsabilité encore plus grande de la Commission européenne devant le Parlement européen, et du président de la Commission européenne devant le Parlement européen.

Et il y a le rôle des Parlements nationaux, qu'il convient là encore de respecter, car chacune de nos nations doit être regardée en tant que telle.

Et je n'oublie pas non plus l'enjeu social de la construction européenne, le rôle des partenaires sociaux à l'échelle de l'Europe, la démocratie sociale à l'échelle de l'Europe. L'Europe ne peut pas être simplement que des institutions politiques ou des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe doit être aussi cette représentation des citoyens – et notamment pour ce qui concerne les travailleurs, leurs représentants syndicaux à l'échelle de l'Europe.

On me dira, à la veille d'une élection présidentielle en France : mais comment allez-vous faire si vous êtes élu – car c'est l'objectif ? Vous vous trouverez peut-être seul - c'est possible, dans un premier temps. Mais je ne suis pas seul. D'ailleurs, vous êtes là, déjà, aujourd'hui. Je ne suis pas seul parce qu'il y a le mouvement progressiste en Europe. Je ne serai pas seul parce qu'il y aura le vote du peuple français qui me donnera mandat. Je ne serai pas seul parce qu'il y aura des alliés, qui ne seront pas tous progressistes. Il y en aura de toutes les sensibilités, parce que beaucoup en Europe veulent changer. Je ne serai pas seul parce que je respecterai mes partenaires, parce qu'ils n'ignoreront rien de ce qu'est ma volonté. Et en même temps, je ne tiendrai pas deux langages, un langage à Bruxelles et un langage à Paris.

La France se fera respecter parce que c'est un grand pays, et parce que l'Allemagne et la France ont un partenariat nécessaire. Je crois à l'amitié entre la France et l'Allemagne. Nous avons été capables — c'était il y a cinquante ans après tant d'épreuves, c'étaient Konrad Adenauer et Charles de Gaulle — de nouer un traité, le Traité de l'Élysée, qui a porté l'idée de l'amitié, de la coopération, du renforcement des liens entre nos deux pays. Cinquante ans après, nous aurons à donner un nouveau contenu au Traité de l'Élysée, à l'amitié franco-allemande. Et j'en prends ici l'engagement.

De la même manière, nous avons avec nos amis italiens tellement de relations politiques, culturelles, économiques. Nous avons tant de solidarité par rapport à notre histoire commune, mais aussi par rapport à tant de projets que nous pouvons porter, notamment le beau projet méditerranéen. Alors, là encore, j'attendrai autant qu'il sera nécessaire, si les Français m'en ont donné mandat, mais pas trop longtemps. Venez, venez vite nous rejoindre à la table, si elle nous est ouverte, du Conseil européen !

Mais nous n'en sommes pas là. J'ai à convaincre les Français. Il reste un peu plus de quatre semaines avant le premier tour, six semaines avant le second tour. Nous avons un peuple qui à la fois veut le changement, et en même temps en a toujours une forme d'inquiétude. Donc, nous devons convaincre et nous devons vaincre les scepticismes, les résignations, les fatalités. Il en est de même d'ailleurs pour l'Europe. Et j'ai la même méthode : je serai un défenseur obstiné des intérêts de la France, et en même temps un promoteur déterminé des intérêts de l'Europe. Quand je défends ici en France

l'emploi, la croissance, la solidarité, la justice fiscale, je sers aussi les intérêts de l'Europe qui attend la croissance, l'emploi, la justice et la solidarité.

Voilà ce que j'étais venu vous dire ici sur l'Europe, c'est-à-dire sur la plus belle idée, la plus belle aventure humaine qu'il ait été possible de porter après les désastres et les drames du XXème siècle. Cette idée demeure. Elle est menacée. Elle est fragile. Chaque responsable public doit veiller à protéger autant qu'il est possible cette flamme, à donner vie à cette espérance. Tout relâchement dans l'ambition européenne serait en définitive un retour, un repli, un risque de recroquevillement sur nos Nations, et de proche en proche un doute aussi sur la possibilité de changement. Les progressistes, plus que les conservateurs, doivent se mobiliser pour l'Europe. Quand l'Europe recule, les conservateurs peuvent rester sur la même ligne. Pas les progressistes. Le sort du mouvement socialiste et social-démocrate est intimement lié au développement de l'Europe, et l'Europe intimement liée à la cause du progrès.

C'est la raison pour laquelle je n'ai jamais considéré l'Europe comme un marché, comme une monnaie, comme une somme de traités, et même comme des institutions. L'Europe est une espérance. C'est ce qui nous a permis d'être un continent qui a été regardé, toujours, comme un continent qui porte l'histoire, qui ne l'impose pas mais qui la fabrique. L'Europe, c'est aussi un mode de vie, une culture, une façon d'être que nous n'avons pas à protéger derrière des barbelés, que nous avons à offrir au monde.

J'ai parlé, c'est vrai, d'un rêve français, celui d'un dépassement de nous-mêmes, cette obligation que nous avons de faire à la génération qui vient un meilleur sort que le nôtre, de donner la main à cette jeunesse pour la conduire à notre place, de lui donner tout ce qu'elle attend, c'est-à-dire tout simplement une reconnaissance, une émancipation, une capacité de vivre. Voilà le rêve français qui s'est établi décennie après décennie, génération après génération, cette continuité dans la construction du progrès et de l'égalité. Eh bien ce rêve français que je porte dans cette élection, y compris dans le contexte de crise que nous connaissons — parce qu'il y a la crise et que nous devons retrouver l'espérance et le rêve -, ce rêve français est indissociable du rêve européen.

Voilà pourquoi, candidat à l'élection présidentielle, je veux servir la France et je veux aussi servir l'Europe.

Vive la France, et vive l'Europe !

Quel accueil ici, à Bondy ! Chère Sylvie, cher Gilbert, chers amis élus, chers citoyens ici rassemblés, je venais au Bondy Blog ce soir et je me suis dit : je vais bien rencontrer la population ! Et vous êtes venus à ma rencontre, presque de façon inopinée, sans avoir besoin d'être convoqués. Vous saviez que j'étais à la Mairie et vous êtes passés ! Parce que vous voulez, dans cette campagne, être utiles. Vous voulez, vous, que ça change au mois de mai ! Et vous avez compris que j'étais le candidat du changement.

Ce changement, vous l'attendez peut-être ici, en Seine-Saint-Denis, plus que partout ailleurs, parce que vous savez que vous avez à la fois des atouts considérables — Claude Bartolone les rappelait : département le plus jeune de France, département où s'installent de grandes entreprises, département où il y a une vitalité, un entrepreneuriat, une capacité de développement — mais aussi un département qui cumule tant de difficultés, tant de précarité, tant de chômage, tant de logements impossibles à trouver, tant de moyens qui sont en défaut en matière de santé, tant d'écoles qui sont attendues comme des lieux d'espérance et qui sont, hélas, parfois des lieux de relégation. Oui, vous attendez de la République qu'elle soit là. Eh bien, vous aurez demain un président qui fera que la République sera pleinement présente dans votre département !

Je ne dis pas qu'ailleurs, c'est plus simple. Et d'ailleurs, soyez conscients que la France traverse aujourd'hui une épreuve, celle d'une crise qui se prolonge, d'une austérité qui est chaque fois plus douloureuse, et ce chômage qui ne cesse de s'élargir, de s'amplifier. J'entendais le candidat sortant ce matin à la radio, il avait un chiffre, je ne sais pas comment il en disposait, c'était celui du chômage, avant

même qu'il ne soit publié. Il savait qu'il n'était pas bon... je parle du chiffre ! Et il a eu cette formule — j'ai mis plusieurs minutes avant de la comprendre -, il a annoncé « une baisse tendancielle de l'augmentation du chômage »... Ceux qui avaient une oreille distraite disaient : tiens, c'est une baisse. Ceux qui prolongeaient l'écoute disaient : tiens, c'est une tendance. Mais après, il y avait le mot « augmentation » ! Et nous avons eu la vérification ce soir, hélas.

Au-delà de la courbe, au-delà de la statistique, au-delà de la tendance, je pense à ces hommes et à ces femmes, près de 3 millions dépourvus de toute activité, plus de 4 millions qui sont demandeurs d'emplois. Voilà la réalité, voilà le quinquennat qui s'achève et ce qu'il a produit !

Dois-je avoir la cruauté de rappeler quel était l'engagement du candidat de 2007 qui, en définitive, fut élu ? Il avait dit : moi je demande à être jugé sur les résultats. Et il avait annoncé qu'au terme de son quinquennat, le chômage serait tombé à 5 % de la population active. Et nous sommes à 10 % ! Pour autant, il est candidat pour cinq ans de plus ! Mais la seule question qu'il faut poser aujourd'hui, au moment où les Français vont faire leur choix, c'est : est-ce que vous vivez mieux en 2012 qu'en 2007 ? Est-ce qu'il y a plus ou moins de chômage ? Plus ! Est-ce qu'il y a plus ou moins de pouvoir d'achat ? Moins ! Est-ce qu'il y a plus ou moins d'insécurité ? Plus ! Alors, est-ce que nous voulons continuer encore cinq ans de plus ? Non !

Mais, chers amis, nous ne pouvons pas être simplement dans la dénonciation d'un quinquennat qui s'achève. Nous ne pouvons pas être seulement dans la condamnation d'une présidence qui connaît aujourd'hui ses derniers instants. Nous devons être dans la promesse. Et quelle est-elle, cette promesse, celle que je suis venu ici, devant vous, vous annoncer ? C'est la promesse de la République, c'est la promesse de

l'égalité partout, pour tous, c'est la promesse de la justice — justice fiscale, justice sociale, justice territoriale. C'est la promesse de la jeunesse qui doit retrouver toute sa place dans notre République. C'est la promesse de l'espérance, du vivre ensemble, de la capacité que nous aurons les uns et les autres à être des citoyens français, fiers de l'être et capables de redresser notre pays.

Je vous regarde tous, ici, toutes, vous êtes chacune, chacun d'entre vous une chance pour la France, un atout pour la France. Et mon devoir, ma mission, c'est de permettre que notre pays, notre grand pays, retrouve confiance en lui-même, en ses atouts, en ses capacités, en ses forces vives. Nous devons rassembler, réunir, nous devons éviter toute division, toute séparation, toute stigmatisation. Il n'y a pas de différence entre nous, nous sommes tous citoyens français. Je ne regarde pas les origines, les parcours, les couleurs de peau, les religions. Et quand je regarde l'un d'entre vous, l'une d'entre vous, je ne regarde pas une apparence, je regarde une évidence, l'évidence d'être dans la même communauté nationale que moi-même, l'évidence du respect que vous attendez, l'évidence de l'égalité, l'évidence de la conscience d'être dans le même ensemble qui s'appelle une Nation.

Voilà, chers amis, l'enjeu de l'élection, il est important. Mais je ne veux pas ignorer non plus toutes les difficultés qui vous assaillent ici, dans ce département comme dans tant des territoires de France. Quel est mon premier engagement ? Tout faire — je dis bien tout ! — dans le prochain quinquennat pour que la génération qui arrive vive mieux que la nôtre, pour que la jeunesse qui arrive ait toutes les conditions de sa réussite. Il nous faudra sans doute d'abord redresser le pays, redresser sa croissance. Parce que s'il n'y a pas de production supplémentaire, comment distribuer les richesses, comment créer les emplois ? Et c'est

bien là la raison qui fait qu'aujourd'hui, continûment, le chômage s'élève, parce qu'il n'y a pas suffisamment d'activité. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé de renégocier le traité européen, si nous ne voulons pas rester dans un environnement où seule l'austérité serait la perspective.

Au-delà, il y a l'effort qu'il faut faire pour l'éducation et l'école de la République. J'ai plusieurs fois ici même en Seine-Saint-Denis rappelé l'engagement qui est le mien de créer 60 000 postes dans l'Education nationale. Je rappelle que 80 000 postes ont été détruits ces cinq dernières années, et que ce sont souvent les filières qui étaient supposées accueillir les enfants les plus en difficulté, les plus fragiles, qui ont été mises en cause. Je pense notamment aux RASED, aux structures qui permettaient aux enfants des familles les plus en difficulté de trouver un appui. Eh bien, les premières décisions que j'aurai à prendre dès la prochaine rentrée seront justement de mettre les moyens là où ils sont attendus, là où il y a une accumulation de difficultés sociales, familiales, économiques. Nous ferons en sorte aussi d'affecter dans les établissements les plus difficiles les enseignants qui ont le plus d'expérience, et pas ces jeunes professeurs que l'on envoie ici, dans votre département, sans avoir la formation nécessaire pour affronter les difficultés.

Mais j'entends bien aussi l'autre exigence qui m'est rappelée à chaque instant, l'emploi, l'emploi des jeunes notamment. Comment admettre que dans ce département, le chômage des jeunes puisse atteindre 40 % de la population qui a moins de 25 ans ? Nous avons donc le devoir, d'abord, de mettre les emplois-jeunes, les emplois d'avenir, là où ils sont attendus, ici même, dans les quartiers difficiles, de prévoir des clauses d'insertion dans tous les marchés publics pour qu'ici, les emplois soient

d'abord pour ceux qui vivent dans vos quartiers, dans vos villes. Que la banque publique d'investissement ait aussi une filiale dans les départements comme les vôtres pour accueillir, accompagner les jeunes chefs d'entreprise qui veulent investir et embaucher. Et puis, que chaque jeune qui vienne d'un quartier, d'un département comme le vôtre puisse être exonéré de cotisations sociales, parce que c'est lui qui doit compter. D'où mon idée de contrat de génération qui permettra à des jeunes d'entrer sur le marché du travail avec un contrat à durée indéterminée, et pas avec cette accumulation de précarité, de « petits boulots », de CDD, d'intérim qui désespèrent.

Je sais aussi combien le logement est une préoccupation quotidienne. Logements qui ne sont pas dignes le plus souvent, logements qui ne sont pas suffisamment nombreux pour accueillir celles et ceux qui en demandent, logements qui sont, hélas, réhabilités avec retard. Et je pense aussi à cette concentration des mêmes problèmes, des mêmes difficultés dans les mêmes quartiers parce qu'il n'y a pas la mixité sociale, parce qu'il n'y a pas la volonté de faire en sorte que la mobilité puisse être la règle — et qu'elle devient donc l'exception.

Et puis, il y a cette discrimination insupportable : discrimination à l'embauche, discrimination au logement, discrimination dans la vie quotidienne. Et puis ce doute qui existe toujours, de savoir si l'on est considéré comme un citoyen comme les autres, si l'on n'est pas en définitive victime d'une forme de relégation, quand ce n'est pas une forme de suspicion. Eh bien non, dans la République que nous voulons, chacune, chacun doit être considéré avec le même respect, avec la même dignité, avec la même considération.

C'est pourquoi je suis aussi attaché à ce que les principes de laïcité

soient bien affirmés dans notre République. Je respecte la liberté de conscience, la liberté religieuse, la liberté de culte. Les religions ont leur place, et en même temps nous devons avoir dans l'espace public, dans les règles communes, les mêmes droits et les mêmes devoirs, et respecter à chaque instant les lois de la République.

Là encore, je ne peux pas admettre qu'il y ait eu depuis cinq ans une montée des violences, des trafics, des agressions, et toujours dans les mêmes villes, et toujours dans les mêmes quartiers ; qu'ait été abandonné ce qui était finalement un progrès, la Police de proximité ; qu'il y ait eu aussi la volonté de supprimer des postes de policiers là où ils étaient attendus. Il y a eu 12 000 suppressions de postes de policiers depuis cinq ans. Comment le comprendre ? Je veux rétablir une Police de proximité avec les moyens qui lui permettront d'agir, avec d'autres concours lorsqu'il y a montée des violences. Mais il ne peut pas y avoir de sécurité s'il n'y a pas aussi une confiance qui est donnée, avec les élus, aux associations, à tous ceux qui permettent la prévention, l'accompagnement, le suivi des jeunes.

Alors, chers amis, je veux vous convaincre — mais vous l'êtes sans doute déjà, convaincus — que le changement, ce sera d'abord la capacité que nous aurons à vous donner les moyens de réussir. Vous devez réussir ! Vous êtes une chance pour la France dans votre diversité. Vous êtes une chance pour la France, jeunesse de la Seine-Saint-Denis, jeunesse de France, parce que nous avons besoin de ce renouvellement des générations. Vous êtes une chance parce que vous êtes le fruit de l'histoire, mais en même temps la capacité de bâtir notre avenir ensemble.

Oui, nous sommes à un moment décisif, un mois avant le premier tour. Un mois, un peu moins même. Et donc, je veux vous appeler à la mobilisation,

à la participation. Je sais bien ce que certains peuvent ressentir.

J'entends, et Sylvie avait raison de le rappeler, ce rôle de la résignation, le soupir de la fatalité, l'idée qu'on ne peut rien changer, que c'est trop dur, que le monde est trop violent, que l'Europe est trop divisée, que la France est trop affaiblie et qu'il n'y aurait plus rien à espérer. J'en entends même qui escomptent que la peur puisse être le ressort de leur légitimité ou de leur prétention à poursuivre cinq ans de plus.

Eh bien moi, je veux lutter contre toutes les peurs ! Je veux lutter contre cette peur de l'autre qui nous empoisonne. Je veux lutter contre la peur à l'égard d'une religion dont on pourrait regarder comme une suspicion celles et ceux qui la pratiquent, et qui en ont le droit dans la République française, et qui ne doivent rien craindre pour leur liberté de conviction. Je veux lutter contre la peur qui, à un moment, peut saisir celles et ceux qui doutent de la République. Oui, je veux lutter contre toutes les peurs. Les peurs liées, toujours, au risque du changement, celles et ceux qui se disent : on sait ce que l'on a — oui, on le sait ! — et on ne sait pas ce qu'on aurait — non, mais on va le savoir ! Il y a toujours à un moment, lors d'une élection, cette confrontation entre la peur et l'espoir. Je dois vous donner espoir et vaincre les peurs : espoir dans votre avenir, espoir dans vos forces, espoir dans la République, espoir dans la justice, espoir dans l'égalité ! Espoir qui n'est pas une illusion, qui n'est pas une promesse sans lendemain, qui est simplement l'affirmation d'engagements dans le cadre d'un projet cohérent que nous allons ensemble redresser notre pays dans la justice et en donnant à la jeunesse la place qu'elle attend.

Voilà la démarche qui est la mienne, et j'ai besoin de vous. Je ne vous demande pas votre aide, comme d'autres candidats ! Parce que, qu'est-ce

qu'il a fait pour aider les autres, ce candidat ? Moi, je vous demande non pas une aide, je vous demande une action, je vous demande un engagement, je vous demande une confiance, je vous demande une mobilisation, je vous demande une participation !

Dans cette élection, je ne redoute rien. Je sais que le combat sera rude, que rien ne nous sera épargné, qu'il y aura toujours l'usage de tous les arguments qui seraient susceptibles d'atteindre notre crédibilité. Mais ce que je sais, c'est que la menace la plus grande est celle de l'abstention, c'est-à-dire du découragement, du désintérêt, du désœuvrement civique. Je vous appelle donc à lutter contre cette menace en allant chercher tous ceux, toutes celles qui ont le droit de vote et qui doivent l'exercer. Le changement, il passe par le suffrage. C'est le jour du vote que l'on doit donner à la fois la sanction nécessaire à l'égard du candidat sortant, mais aussi la force nécessaire, indispensable, pour que je puisse être, demain, le prochain président de la République. Et c'est au premier tour — au premier tour ! — que nous devons créer la dynamique. C'est au premier tour que nous devons aller à l'essentiel. Qu'est-ce que nous voulons ? Le changement ! Qu'est-ce que nous voulons ? La victoire. Qu'est-ce que nous voulons ? Nous rassembler. Qu'est-ce que nous voulons ? Effacer le doute. Qu'est-ce que nous voulons ? Permettre à chacune et à chacun d'être fier — oui, fier ! Fier d'être citoyen de la République, fier d'être pleinement français, fier de participer à la plus belle aventure humaine, qui est la conquête de l'égalité, des droits, du progrès social, économique, du redressement de notre pays.

Je veux vous rendre fiers ! Je veux qu'au soir du second tour de l'élection présidentielle, si la victoire nous a été donnée, nous n'ayons pas l'esprit de revanche, nous ne réglions aucun compte, mais que nous

soyons rassemblés dans cette belle idée de rendre encore plus grande notre Nation, plus forte notre espérance et plus sublime notre fierté d'être dans le même ensemble, dans la République. Il n'y a pas de plus beau nom que d'être français comme citoyen du monde. Oui, nous sommes français, citoyens dans la République, et je ne veux qu'aucun d'entre vous, aucune d'entre vous puisse se sentir oublié, abandonné, écarté. Parce que nous avons besoin de tous !

Voilà mon message de Bondy, devant vous rassemblés. Je mesure le terrible devoir que j'ai de vous permettre la victoire, et je mesure aussi l'ampleur du soutien que vous m'apportez et qui sera décisif. Je veux vous demander, autant qu'il sera possible, de contribuer à une belle victoire, à une grande journée de fête républicaine. Ensuite, nous aurons beaucoup à faire ensemble, tellement de choses à construire, tellement de liens à resserrer, tellement de projets à bâtir ensemble.

Chers amis, il nous faut réussir, réussir d'abord à gagner, réussir ensuite à convaincre le pays qu'il a un avenir et que vous êtes, vous tous et toutes ici, l'avenir de la France et la plus belle image qui soit de la République rassemblée.

Merci, merci à tous ! Travaillez, travaillez encore ! Nous devons la victoire, nous vous la devons, et vous devez la produire ! Merci à Bondy, merci à la Seine-Saint-Denis, merci à cette espérance qui se lève, et à bientôt pour la victoire !

Mes chers amis, j'étais invité par les organisations agricoles ici à Montpellier. Je n'étais pas le seul, tous les candidats étaient conviés. Je ne sais pas quel a été l'impact de mon discours dans cette salle où il y avait tous les professionnels — ils n'étaient pas tous forcément favorables à ma candidature, et c'est bien normal dans une démocratie. Mais je me devais de venir aussi à votre rencontre. Et c'est impressionnant ! [...]

Vous avez compris que l'élection qui venait dans un peu plus de trois semaines était essentielle pour la vie de notre pays. Vous avez compris que j'étais devant vous le candidat qui devait réussir le changement, et que j'avais une mission, celle qui m'avait été donnée par les primaires citoyennes, un devoir, celui de permettre la victoire. Moi, je ne suis pas candidat simplement pour faire le meilleur résultat — je le respecte, et je respecte toutes ces démarches -, je suis le candidat qui doit demain, si les Français veulent changer, être le prochain président de la République.

Alors, vous m'avez convié sur une place chargée d'histoire. J'ai là toutes les forces de l'esprit qui m'accompagnent, celle de Jean Jaurès, et aussi le Front populaire, Léon Blum, puisque c'est ici qu'a été fêtée cette victoire. Et je n'oublie pas non plus le visage de François Mitterrand, parce que c'est ce visage-là qui en 1981, quand il est apparu sur les écrans de télévision, a donné tant de fierté à ce peuple de Gauche qui attendait, qui attendait depuis des années, des décennies, qu'enfin le changement puisse venir. Eh bien là encore, c'est la même responsabilité, celle qui m'est donnée, le même mouvement, celui que vous créez, de produire cette victoire qui changera la gestion de notre pays.

La question qui est posée dans cette élection est simple : est-ce que les Français veulent continuer cinq ans de plus une politique qui a échoué ? Ou est-ce que les Français veulent changer, redresser la France dans la justice et s'élever autour d'une cause qui nous dépasse, chacune et chacun d'entre nous, mais qui est la plus belle, la plus belle qui soit, celle de permettre à la jeunesse de France, ici présente, de vivre mieux, de réussir, de prendre sa place ? Est-ce que nous sommes capables, enfin, de faire respecter la promesse républicaine que nous avons adressée à nos enfants et que nous avons tant de peine aujourd'hui à honorer ? Est-ce que nous voulons [...] mettre tous les moyens pour que l'école de la République puisse enfin retrouver les moyens qui lui ont été retirés ? Est-ce que nous voulons permettre à chaque jeune d'être accompagné dans un parcours d'autonomie pour trouver, à la fin de sa démarche, l'emploi qu'il attend ? Est-ce que nous voulons enfin promouvoir ce contrat de génération, dont j'ai fait la proposition centrale dans ma campagne, qui permettra à l'employeur qui garde un senior de pouvoir embaucher un jeune avec un contrat à durée indéterminée ? Parce que je veux réduire la précarité qui frappe tant de jeunes de moins de trente ans qui ne peuvent pas entrer sur le marché du travail sauf en intérim, en « petits boulots », en CDD. Nous devons mettre un terme à cette humiliation que nous imposons à la jeunesse de France !

Je suis convaincu que les Français le veulent, le changement. Ils cherchent comment, à la veille de ce premier tour, traduire cette aspiration, ce désir, cette volonté de changement. Ils peuvent s'interroger. Eh bien moi, je dois leur dire ma vérité, elle est toute simple : c'est au premier tour qu'il convient de donner la force nécessaire au candidat qui va représenter le changement.

J'entends la colère, j'entends la souffrance de beaucoup de nos concitoyens. Ils n'en peuvent plus de subir, pour 4 millions d'entre eux, le chômage, de subir l'angoisse de perdre éventuellement son emploi, la pression, la souffrance au travail. Je sais ce qu'est aussi l'accès de plus en plus difficile au logement, à la santé. Je sais également combien les enseignants, les personnels de l'école ont vécu avec épreuve, parfois avec colère, les moyens qui leur ont été retirés pour assurer l'égalité des chances.

Je sais tout cela. Je rencontre tant de mes concitoyens qui n'en peuvent plus. Certains veulent même, par une abstention, se mettre de côté. Je les retiens. C'est maintenant, oui, maintenant qu'il convient de vous exprimer, d'affirmer votre exigence ! J'en connais d'autres qui pensent affirmer avec plus de force encore une colère — et ils en ont bien le droit. Mais moi, je veux créer toutes les conditions de la victoire !

J'entends, je vois à la télévision le candidat sortant, incapable de présenter un bilan. Ou plus exactement, nous le connaissons son bilan : chômage qui a augmenté de plus de 30 % en cinq ans, chômage qu'il avait promis de réduire à 5 % de la population active et qui va bientôt dépasser les 10 % ; ce pouvoir d'achat qu'il avait promis de respecter, d'augmenter, et qui s'est finalement abîmé, abaissé. Sans parler des valeurs de la République dont son devoir était d'assurer le respect et qui ont été à chaque instant contournées, voire, hélas, parfois elles aussi abîmées.

Donc, faute de pouvoir présenter son bilan, il invente des propositions. Chaque jour une nouvelle ! Je félicite ses conseillers de tant d'ingéniosité, de tant d'imagination ! Je suis admiratif devant tant d'improvisation ! Mais que ne l'ont-ils fait depuis cinq ans, et même

depuis dix ans, parce qu'ils sont au pouvoir depuis dix ans ? Et ils viendraient maintenant nous dire qu'ils ont les solutions aux problèmes qu'ils sont eux-mêmes créés ! Et comme il ne peut pas convaincre, le voilà qui enfourche une nouvelle fois le cheval de l'insécurité, comme si d'ailleurs il avait des preuves à administrer. Depuis dix ans, les violences aux personnes ont augmenté. Depuis cinq ans, les effectifs de Police ont diminué. Depuis hélas trop longtemps, des quartiers ont été laissés à l'abandon par la République. Et puis, le voilà encore qui a trouvé sa cible, l'étranger, l'immigré. Parce que ce serait finalement de l'immigration que viendraient tous nos problèmes ! Je croyais que c'était l'apanage d'une candidature d'extrême droite que de nous faire ce type d'argumentation ou de peur ! Mais je vois bien la manœuvre, aller chercher des électeurs de l'extrême droite pour hausser le niveau du premier tour, pour arriver en tête et ensuite dire que finalement, une nouvelle fois, tout deviendrait possible. Eh bien non, ce ne sera pas possible, parce que vous en déciderez !

Dans ces trois semaines qui restent, ou un peu plus, avant le premier tour, ils utiliseront — et le candidat sortant en tête — tous les arguments de la peur. Ils diront aux Français : « Attention, la Gauche revient, elle est là, elle va vider les caisses ». Mais c'est fait, les caisses sont vides, ils nous l'ont dit, et ils l'ont fait ! « Attention, nous diront-ils, ils vont endetter le pays ». Mais c'est fait, la dette est à un niveau historique ! « Attention, ils vont détériorer, dégrader la compétitivité de l'économie française ». Mais c'est fait : 70 milliards d'euros de déficit, et les agences de notation qui ont dégradé la note de la France en ce début d'année ! Ils nous diront : « Ils vont mettre en cause l'industrie nucléaire ». Je vois d'ailleurs le candidat faire campagne dans toutes les centrales ! Alors que nous avons simplement dit que nous allions réduire la part du nucléaire dans la

production d'électricité, parce que nous voulons faire monter aussi les énergies renouvelables, les économies d'énergie qui créeront des emplois. C'est ainsi que nous défendons l'indépendance nationale !

Ils diront tant de choses... Que nous voulons régulariser tous les sans-papiers, alors que nous avons dit, répété, que nous le ferions dans la clarté, dans la transparence, au cas par cas. Mais le mensonge, la caricature, la peur seront leurs seules armes. Et puis, les voilà encore qui voudraient nous dire que si nous arrivons, la laïcité serait mise en cause. Comment ? La laïcité, c'est le bien de la République. La laïcité, c'est ce que des générations avant nous ont bâti. La laïcité, c'est la liberté de conscience, la liberté de culte, mais c'est aussi la garantie que l'Etat est aujourd'hui en capacité de permettre à chacune et à chacun de vivre ensemble dans la dignité et dans le respect, mais aussi dans des valeurs communes qui ne doivent être à aucun moment influencées par quelque religion que ce soit.

Ce qui exige d'avoir, pour celui qui exerce la plus haute responsabilité de l'Etat, le sens des mots, l'intelligence du vocabulaire et la précaution nécessaire. Il n'y a aucun citoyen, aucune citoyenne qui ait une apparence ici. Il n'y a ici que des citoyens de France, de toutes couleurs, de toutes origines, de tous parcours. Moi, je ne regarde jamais la religion en regardant un visage, je regarde le citoyen !

Rien, je vous le dis, ni les peurs, ni les instrumentalisation, ni les manœuvres, rien n'empêchera le changement. Le changement il est là, il est à notre portée. Le changement, c'est celui que beaucoup attendent, d'abord pour que l'emploi soit considéré comme la première priorité. Parce que c'est de l'emploi que nous avons aujourd'hui la première nécessité ! L'emploi comment ? Par de la croissance, par du redressement

productif, par la banque publique d'investissement que nous créerons, par l'accompagnement des PME, par le contrat de génération, par l'emploi pour les jeunes — 150 000. L'emploi, par une véritable formation pour les demandeurs d'emploi. Chaque demandeur d'emploi aura un contrat de formation pour trouver, à l'issue de cette période, un nouvel emploi.

Nous nous appuyerons sur les collectivités locales. Ce sera un nouvel acte de décentralisation pour donner davantage de force aux territoires.

La croissance, nous la soutiendrons par une stimulation de l'investissement. Est-il normal qu'une entreprise qui verse des bénéfices à ses actionnaires ait le même taux d'imposition sur les sociétés que lorsqu'elle réinvestit son profit pour l'embauche, pour l'exportation et pour la compétitivité ? Non ! Nous distinguerons l'impôt sur les sociétés selon que le bénéfice est affecté aux actionnaires ou à l'investissement.

L'emploi, la croissance, c'est d'ailleurs la raison qui m'a conduit à demander, au lendemain de l'élection présidentielle, si les Français m'en ont donné mandat, de renégocier le traité européen. Moi, je ne peux pas accepter que l'Europe soit soumise à l'austérité ! Les disciplines sont nécessaires, bien sûr. Il nous faut réduire notre endettement. Il nous faut accepter un certain nombre de rigueurs dans la gestion de nos finances publiques. Mais l'austérité ne peut jamais conduire au rétablissement de nos comptes, parce qu'elle se diffusera partout et nous empêchera d'avoir les recettes que la croissance, elle seule, peut procurer. Donc, nous avons besoin de renégocier ce traité. Et les Européens nous regardent, nous attendent aussi. Ils se disent : « Qu'est-ce qu'il va se passer en France ? Est-ce que cela va être le même président ou un autre ? ». Je sais bien que les conservateurs soutiennent plutôt le candidat sortant. C'est normal, c'est légitime, il est

conservateur ! Mais il y en a même parmi ceux-là — je ne veux pas lire dans leurs pensées — qui se disent : « Finalement, ce ne serait pas forcément mal qu'il y ait le changement en France ; cela donnerait une nouvelle impulsion, une nouvelle confiance, une nouvelle croissance, un nouveau respect, une nouvelle considération ». Parce qu'en Europe aussi, les peuples veulent changer. Et ils nous attendent !

Ce changement, il est aussi celui de la justice. La justice, elle a tant manqué depuis cinq ans ! Autant de décisions, de choix, toujours pour les mêmes. Cadeaux fiscaux au début du mandat, et augmentation de la TVA pour tous les Français à la fin ! Irresponsabilité budgétaire au début à cause de ces faveurs distribuées, et maintenant austérité pour tous ! La justice ! Où était le principe de justice lorsque ceux qui avaient commencé tôt, travaillé 40 ans, 41 ans, 42 ans, 43 ans ont été victimes d'une réforme des retraites particulièrement inéquitable ? Eh bien moi, je le dis ici, tous ceux qui ont commencé à 18 ans, qui ont leurs 41 années de cotisation pourront partir à 60 ans dès le lendemain de l'élection présidentielle.

Justice ! Où a-t-elle été quand l'accès aux soins a été rendu plus difficile : dépassements d'honoraires, augmentation des taxes sur les mutuelles, difficulté à trouver un médecin, encore davantage un spécialiste ? Où l'hôpital a été considéré comme une entreprise et pas comme un service public ? Où la réforme de la dépendance a été renvoyée à plus tard, alors que tant de familles sont confrontées à cette difficulté. Et je pense aussi aux personnes handicapées qui avaient tant espéré en 2007 – tant elles avaient été, elles aussi, abreuvées de promesses –, et qui, en définitive, sont de nouveau discriminées dans l'emploi, dans le logement et même dans l'accès aux bâtiments publics. Oui, l'injustice a été au cœur, en définitive, du mandat de Nicolas Sarkozy.

Eh bien nous, nous devons être le candidat de la justice, de l'égalité, de la solidarité, de la dignité ! Et c'est pourquoi j'engagerai dès le lendemain de l'élection la réforme fiscale. Ah, la réforme fiscale ! Il y en a qui la redoutent. Encore que... L'été dernier, j'avais lu avec beaucoup d'intérêt une pétition de chefs d'entreprise importants qui demandaient à être taxés. Je les avais entendus. J'avais voulu répondre à leurs revendications, à leurs sollicitations. Et donc, dans le cadre de la réforme fiscale, j'avais dit que les revenus du travail devaient être fiscalisés comme les revenus du capital, ou les revenus du capital comme les revenus du travail, que nous allions plafonner les niches fiscales et introduire un taux de 45 % pour les hauts revenus. Mais je n'avais pas tout vu ! Un de ces signataires a cru bon de s'augmenter, lui, de 16 millions d'euros ! J'avais anticipé, puisque j'avais fait la proposition qu'au-delà de 1 million d'euros – on doit pouvoir vivre, à mon avis, au-delà de 1 million d'euros par an – eh bien ce serait le taux de 75 % qui s'appliquerait. Je ne dis pas cela pour punir, pour spolier. Je dis tout simplement qu'il y a des règles dans la République, qu'il y a des limites à poser, qu'il y a des décences à avoir. Il n'est pas possible de demander à tous les Français des efforts et, quand on est au plus haut sommet – ou de l'Etat, ou des entreprises – de s'en exonérer. Eh bien non ! Il y aura l'exemplarité. C'est ce que j'appelle le patriotisme économique – et il peut même y avoir un patriotisme fiscal ! Oui, chacun, chacune doit prendre sa part. Mais ceux qui ont reçu le plus doivent davantage contribuer au bien public que les autres !

Et puis il y a cet espoir qu'il convient de lever. Dans cette campagne, on me dit quelque fois que les Français sont sans enthousiasme. Je comprends, dans cette période si difficile, où la promesse politique a été, en définitive, tellement mise à mal. Où la parole politique a perdu son crédit. Où la crise sévit depuis déjà tant d'années. Où le chômage

progresses, où les inégalités se creusent, où le monde est devenu de plus en plus dur dans la compétition, où l'Europe – hélas ! – n'a pas joué tout son rôle pour dominer les marchés. Oui, beaucoup se posent la question : est-ce qu'il est encore possible de faire le changement ? Est-ce qu'il y a une place pour un autre chemin ? Est-ce que l'alternative a encore un sens ? Eh bien c'est ce que nous allons démontrer dans cette élection ! Oui, nous pouvons changer le destin de la France !

Notre volonté est intacte ! Notre lucidité est grande. Nous savons bien que nous ne pourrions pas tout promettre. Méfiez-vous, d'ailleurs, de celles et ceux qui vous en font ici ou là l'incantation ou l'illusion. Moi, je veux devant vous – parce que je ne veux pas vous décevoir au lendemain de l'élection présidentielle –, je veux vous dire la vérité. Je veux vous dire ce que je ferai au lendemain de l'élection présidentielle.

La première décision sera d'augmenter immédiatement l'allocation de rentrée scolaire de 25 %.

La deuxième décision sera d'engager la réforme fiscale dès l'été.

La troisième décision sera de rétablir, pour ceux qui ont cotisé 41 années, le droit de partir à la retraite à 60 ans.

Et avant tout cela, j'aurai constitué le gouvernement avec toutes celles et tous ceux qui voudront contribuer au redressement de la France – et je n'en écarterai aucun. Toutes les bonnes volontés devront être réunies, rassemblées. Ce gouvernement sera constitué avec autant de femmes que d'hommes et représentera la diversité de notre société. Eh bien le gouvernement et, bien sûr, le chef de l'Etat auront comme première

précaution de réduire leur propre rémunération de 30 % et de faire en sorte que les premières économies concernent le fonctionnement de l'Etat – pour que chacune, chacun soit bien convaincu que diriger la France n'est pas un privilège, mais une mission, un devoir ! Que diriger la France n'est pas une captation du pouvoir pour soi-même ! Ce n'est pas décider de tout, sur tout, partout, mais faire en sorte que tous les acteurs publics, privés, les partenaires sociaux, les collectivités locales soient ensemble portés par le même mouvement de changement.

Oui, nous ferons en sorte, aussi, de faire prévaloir l'impartialité de l'Etat. Nous ne choisirons pas les dirigeants de notre pays, les hauts fonctionnaires, selon leur loyauté à l'égard du chef de l'Etat, mais à l'égard de l'Etat lui-même.

Et sur la justice, ah, la justice ! Nous n'entravons pas son processus, même quand elle peut concerner un de nos proches. Non ! La justice sera indépendante. Les Parquets seront maintenant indépendants du pouvoir politique. L'exécutif n'interférera pas dans les affaires individuelles.

Et il n'y aura aucun Premier ministre qui fera des commentaires sur le déroulement d'une procédure judiciaire comme je l'ai entendu ce matin ! Les juges travailleront comme ils l'entendent, même si cela peut les effrayer – parce qu'il y a là, sans doute, quelque crainte du côté de la Droite. Moi, je n'en sais pas davantage. Et je me garderai bien de faire des commentaires, pour ne pas finalement, avoir à me reprocher ce que je peux également mettre en cause chez nos concurrents. Non ! Laissons la justice travailler en toute liberté, en toute indépendance.

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire, ici, à Montpellier. Je pourrais vous parler encore tout l'après-midi, parce que j'ai tant de choses à vous dire, tant de confidences à vous confier, tant de messages

à vous délivrer ! Et donc je veux aller à l'essentiel. Je ne vous demande pas de m'aider. J'entends le candidat sortant, tous les soirs, s'adresser à son auditoire avec un peu de pathétisme je trouve, comme s'il était en péril. Mais, d'une certaine façon, il veut tant garder le pouvoir pour lui-même ! Il considère, d'ailleurs, que tout autre que lui ne peut pas prétendre à être président de la République. Parce que – que voulez-vous ! –, c'est leur raisonnement. Ils pensent que seule la Droite peut diriger le pays. Seule elle a la légitimité pour le faire. Seuls ses dirigeants ont la crédibilité – les autres, non. Oh, bien sûr, il y a eu François Mitterrand. Mais c'était une exception, une erreur, une « effraction », même, avait dit un des ministres du gouvernement. Cela devrait ne se produire qu'une seule fois. Eh bien non, cela va se reproduire ! Cela va revenir !

Eh bien, comme je vous le disais, je ne vous demande pas de m'aider. Mais je vous demande de VOUS aider. De vous aider à voir différemment votre avenir ! De vous aider à construire un autre destin pour la France ! De vous aider à être plus heureux dans la France que vous aimez, à être plus fiers, à être pleinement citoyens français ! De vous aider à reprendre la marche du progrès, la marche de l'égalité ! A aller vers le rêve français, celui qui permet à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre ! D'être fidèles à notre histoire, celle de la République, celle que la Gauche a pu, à chaque étape, façonner elle-même pour la France. Oui, je vous demande de reprendre la marche ! La marche en avant vers ce qui fonde notre République : ses grandes valeurs. Il nous faut réussir ce changement.

Imaginez, seul un instant – je ne veux pas vous faire peur à mon tour ! –, mais imaginez que le candidat sortant... je ne vais pas plus loin : il n'ira pas plus loin !

Rien, mes amis, rien n'empêchera le changement ! Ni les forces coalisées de la Droite – parce que reconnaissons qu'il a tout fait pour qu'il n'y en ait pas d'autres : il les a tous écartés, de gré ou de force, je ne sais – ils ne sont pas d'ailleurs très loquaces pour témoigner de leur soutien. Mais il n'y a qu'un candidat de Droite qui, d'ailleurs, essaie de faire quelque lien avec l'électorat d'extrême-droite. Cette Droite-là ne veut rien céder ! Et donc nous serons dans cette campagne face à des forces puissantes : forces de la Droite, forces de l'argent, forces de la réaction et, si je puis dire, les peurs coalisées. Eh bien, par rapport à ces forces-là, nous devons en créer une plus grande encore, plus puissante, qui s'appelle la volonté du peuple français !

Il me revient de la porter, cette volonté ! Et de vous demander de me donner la dynamique, la capacité, la force, la légitimité de pouvoir rassembler ! Rassembler ! Rassembler dès le premier tour ! Rassembler ensuite toutes les forces de la Gauche – nous en avons besoin – au second tour ! Rassembler les Français pour leur dire que notre destin est maintenant de nouveau possible entre leurs mains. C'est eux qui vont décider de leur avenir ! C'est nous qui allons porter le changement ! Le changement, c'est maintenant ! Le changement, c'est le 22 avril ! Le changement, c'est celui d'une Gauche qui veut faire avancer la France. Le changement, c'est la candidature que je porte devant vous pour la France et pour la République ! Merci !

En déplacement à Nice, François Hollande a tenu un meeting devant plus de 2 000 personnes. Il est revenu sur des thèmes majeurs de sa campagne :

Décentralisation

"Je prends l'engagement que les collectivités locales, demain, seront respectées, reconnues, et qu'un nouvel acte de décentralisation sera posé pour donner plus de liberté et de responsabilité à nos territoires."

Précarité

"Nous ne pouvons pas vivre avec 4 millions de personnes privées d'emploi. Nous ne pouvons pas admettre que la précarité soit aujourd'hui le seul horizon de tant de nos compatriotes."

Santé

"Je ne veux pas qu'un seul de mes concitoyens soit éloigné de plus de trente minutes d'un service d'urgence."

Retraites

"Je rétablirai le droit de partir à 60 ans pour celles et ceux qui ont cotisé 41 années et ont commencé à travailler à 18 ans."

Retrouvez l'intégralité du discours de François Hollande à Nice le mercredi 28 mars :

Discours de François Hollande à Nice le 28 mars 2012

Mes chers amis, vous êtes venus nombreux, le théâtre est plein, d'autres sont à l'extérieur et nous écoutent, je les salue. Je remercie Patrick Allemand d'avoir organisé cette réunion. Je salue Michel Vauzelle de nous rappeler une fois encore que le sud ne doit pas être oublié, car le sud est une chance pour la France à condition qu'on le regarde à la fois avec la fierté qu'il revendique et la solidarité qu'il réclame. Je veux aussi saluer ici Jean-Pierre Bel, le Président du Sénat, et devant lui je prends l'engagement que les collectivités locales, demain, seront respectées, reconnues, et qu'un nouvel acte de décentralisation sera posé pour donner plus de liberté et de responsabilité à nos territoires. Arnaud Montebourg a rappelé par son discours que les Socialistes étaient unis, rassemblés avec ces primaires pour, maintenant, permettre le changement.

Je suis là devant vous, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle. J'en mesure à chaque instant l'enjeu. L'enjeu, c'est de savoir, d'abord, si les Français veulent continuer ou veulent changer. Est-ce qu'ils veulent poursuivre avec le même président, la même politique, ou est-ce qu'ils veulent par un choix de conscience, de confiance, donner au changement toute sa réussite ? Je suis devant vous le candidat pour le changement !

Nous sortons d'un quinquennat marqué par l'échec. Echec face à la montée du chômage. Dois-je avoir la cruauté — mais même dans cette période de campagne présidentielle je finis par être indulgent... —

de rappeler que le candidat de 2007, qui fut hélas élu, avait promis de ramener le chômage à 5 % de la population active ? Il avait même ajouté qu'il ne demandait qu'à être jugé sur son résultat en matière de lutte contre le chômage, et que s'il n'avait pas ramené le chômage à 5 %, il envisagerait de ne plus se représenter ! J'ai compris qu'il voulait persévérer... Mais c'est le peuple français qui va décider de l'arrêter ou de poursuivre !

Quinquennat de l'échec par rapport à une croissance qui est devenue si faible qu'elle sera sans doute de zéro au premier trimestre. J'entendais le candidat sortant nous parler de la « baisse tendancielle de la hausse » ! La croissance ? Cela aurait pu être pire ! Les déficits ? Ils seront moins lourds demain ! Toujours cette forme d'excuse, toujours cette façon de ne jamais être responsable de ses choix.

Quinquennat de l'échec, mais quinquennat de l'incohérence, de la virevolte, du zigzag, de la contradiction. Quinquennat qui commence avec des baisses d'impôts pour les plus favorisés et qui se termine par une hausse des prélèvements sur tous les Français. Quinquennat qui commence par le refus de la TVA dite « sociale » et qui s'achève par la hausse de la TVA — qui n'est pas plus sociale que la première.

Contradiction, incohérence ! Voilà que le candidat sortant — parce que je crois qu'il voulait plaire à un de ses ralliés — annonce qu'il va maintenant s'occuper de l'école et en terminer avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans l'école primaire et dans l'école maternelle. Il est bien temps, quand ont été supprimés 80 000 postes dans l'Education nationale !

Quinquennat de l'injustice, avec ses inégalités qui n'ont cessé de croître, avec ses faveurs pour les plus privilégiés et ses taxes multiples, ses prélèvements innombrables sur les plus modestes. Ce pouvoir d'achat qui recule pour tant d'entre nous, retraités, salariés précaires. Tant de doutes qui s'installent dans les esprits !

Face à ce quinquennat-là, le candidat sortant a bien conscience — je ne lis pas encore dans ses pensées, encore que, cela m'arrive... — de ses insuffisances, bien conscience de ses manquements, bien conscience de ses faiblesses. Alors, il veut occulter son bilan, comme s'il n'avait pas gouverné. Par moments dans cette campagne, je me demande si je ne suis pas le sortant ! Parce qu'il nous en ferait même le reproche, pour expliquer ses déconvenues ; ce serait finalement de notre faute, celle de François Mitterrand, de la retraite à 60 ans, celle de Lionel Jospin, des 35 heures ! Et parfois même il se prend à remonter à Léon Blum et aux congés payés ! Oui, ce serait de notre faute !

Je veux le rappeler, la Droite est au pouvoir depuis dix ans. Nicolas Sarkozy est au gouvernement de la France depuis dix ans, d'abord comme ministre, ensuite comme président de la République. Ce serait trop simple de laisser penser que finalement, ils ne seraient coupables de rien alors qu'ils sont responsables de tout !

Occulter le bilan, c'est multiplier les annonces. Alors matin, midi et soir, j'entends le candidat sortant, il a une nouvelle proposition à nous faire... Il avait oublié de l'appliquer pendant cinq ans ! Et voilà qu'il nous annonce des lois, des lois, toujours des lois... En matière de sécurité il en avait déjà fait seize, il en faut encore, toujours. Et même sur le chômage, il a la solution ! Mais que ne l'avait-il trouvée plus tôt ? Annonces toujours, sur le pouvoir d'achat. Il veut baisser les cotisations qu'il avait augmentées. Il veut encourager l'investissement qu'il avait dissuadé. Et même sur la formation des chômeurs, il a la solution ! Et même, il propose un référendum — encore qu'il n'en parle plus ces temps derniers, du référendum... Et toujours cette façon de considérer qu'en définitive, si ça va mal, c'est aussi parce qu'il y a des étrangers qui seraient venus. Alors même que là aussi, depuis dix ans, les chiffres sont incontestables, il y a en effet 200 000 nouveaux immigrés qui sont venus en situation régulière sur notre territoire. Mais c'était Nicolas Sarkozy qui était ministre de l'Intérieur et président de la République ! Et ces étrangers avaient des droits pour être acceptés sur notre territoire !

Mais le voilà qui invente la crise, il n'y serait pour rien. La crise se serait abattue comme une mauvaise pluie — vous ne la connaissez pas beaucoup, vous, la pluie, disons alors comme une mauvaise sécheresse. Comme si d'ailleurs, il n'y était pour rien, dans la crise ! Mais c'est la crise de la finance, c'est la crise du libéralisme, c'est la crise d'un capitalisme débridé — ce capitalisme, ce libéralisme qu'il

revendiquait encore il y a quelques années. Et cette crise, les dirigeants européens, et donc le candidat sortant, l'ont-ils suffisamment anticipée, maîtrisée, surmontée ? Deux ans ont été laissés, hélas, à l'Europe pour surmonter la crise de la zone euro, et notamment de la Grèce. La Grèce, 3 % du PNB européen, qui connaît une défaillance, et c'est toute l'Europe qui a failli vaciller ! Et les voilà qui ressortent avec un traité : nous sommes sauvés ! Nous allons mettre l'austérité partout et nous allons chasser les mauvais vents des marchés ! Non, la logique c'est d'abord de dominer les marchés et de mettre de la croissance tout en veillant aux disciplines budgétaires indispensables.

Mais je n'avais pas tout vu ni tout entendu, et vous non plus. J'apprends ce matin en lisant un grand magazine que le candidat sortant promet d'être un président différent s'il était réélu. Nous connaissons la méthode. A chaque élection, c'est la même découverte qu'il fait de lui-même. Il se rend compte d'un seul coup qu'il lui faut changer. C'est vrai, il va falloir changer, changer de président si nous voulons changer de présidence ! Changer de président, changer de présidence mais surtout changer de politique, changer de direction, changer de perspective, changer de destin.

Nous devons, et c'est le deuxième enjeu de l'élection présidentielle, lever l'espoir, donner une belle cause à la France, une grande fierté d'aller vers l'élection en ayant toute confiance dans la suite, celle qui arrive et qui doit permettre de répondre aux angoisses, aux inquiétudes qui traversent notre pays.

Il y a, et j'en suis conscient, tant de résignation, tant de doute, tant d'interrogation sur la capacité de la politique, tant de crainte qu'il ne soit plus possible, à l'échelle d'un grand pays comme le nôtre, de maîtriser notre destin. C'est tout le sens de la campagne présidentielle que je mène depuis déjà tant de mois : non pas faire une illusion, non pas porter un discours qui ne serait qu'incantation, mais démontrer que la démocratie est plus forte que les marchés, que la politique est capable de donner une cohésion à la France, une vision à nos concitoyens, une capacité de redressement.

Je n'ignore rien, je l'ai dit, des difficultés qui assaillent tant de nos compatriotes, la précarité qui s'est élargie, ces hommes et ces femmes qui n'en peuvent plus, ces agents publics dans les hôpitaux qui s'interrogent sur la suite qu'il sera possible de donner à l'idée même de service public, ces enseignants qui eux-mêmes sont chaque jour frappés par les suppressions de postes, ces ouvriers qui s'interrogent sur la pérennité de leur emploi, ces retraités qui n'arrivent même plus à faire la jonction. D'autant que c'est sur eux, les retraités, que la solidarité entre les générations, en définitive, est demandée. Ce sont eux qui permettent aux actifs de pouvoir élever dignement leurs familles. Et parfois, ce sont toujours eux qui sont obligés de suivre les plus anciens vers la fin de vie, avec tout l'enjeu de la dépendance.

Oui, je connais toutes ces difficultés. Je sais bien qu'il y a tant d'urgences, et que je vous dois aussi, en même temps que j'affirme la volonté politique, la vérité. Nous aurons à faire des choix. Nous aurons à nous donner du temps. Mais nous aurons aussi, au-delà de l'effort, à le faire partager. C'est la raison pour laquelle j'ai tant insisté sur le redressement de notre pays, sur la justice dans les choix à faire et sur l'espérance que nous devons lever pour la jeunesse de France. Voilà mon projet, voilà ma cohérence !

Dans cette campagne, on me demande toujours si je n'ai pas une proposition à ajouter. Est-ce qu'il ne faudrait pas en donner une de plus pour convaincre ? Moi, j'ai eu la volonté de présenter 60 propositions et 60 engagements, et donc de faire en sorte que les Français sachent bien quel est le sens de l'action que je veux conduire.

J'ai voulu donner une cohérence, montrer une vision, donner une confiance, et je ne me détournerai pas de cet objectif. D'abord le redressement, le redressement en maîtrisant la finance, en permettant que la production soit la priorité de notre action. La banque publique d'investissement, le soutien aux PME, le livret d'épargne industrie ; la volonté de permettre que l'impôt sur les sociétés soit d'autant plus élevé que l'entreprise est grande est puissante, et plus bas pour les PME ; faire en sorte que l'impôt sur les sociétés soit abaissé quand l'entreprise réinvestit son bénéfice et qu'il soit augmenté quand le bénéfice est distribué aux actionnaires ; soutenir l'innovation et la création d'entreprises.

Mais aussi affirmer la priorité pour l'emploi. Nous ne pouvons pas vivre avec 4 millions de personnes privées d'emploi. Nous ne pouvons pas admettre que la précarité soit aujourd'hui le seul horizon de tant de nos compatriotes.

C'est la raison pour laquelle je fais deux propositions. Tout d'abord, la conditionnalité des aides et des exonérations de cotisations sociales pour l'emploi. C'est tout l'enjeu du contrat de génération, de la lutte contre la précarité, de la modulation des cotisations chômage selon le nombre de contrats à durée indéterminée dans l'entreprise, de manière à dissuader le temps partiel, l'intérim, la précarité obligée — notamment pour trop de femmes qui subissent cette situation.

La seconde proposition est un contrat de formation pour tous les demandeurs d'emploi qui en font la demande. Parce que pour un chômeur, et notamment pour un chômeur de longue durée, la condition du retour vers l'emploi, c'est la formation, c'est la qualification, c'est l'accompagnement.

Le redressement, mais aussi la justice qui a été si malmenée ces dernières années. Cette justice fiscale qu'il nous conviendra de rétablir par une réforme de tous les prélèvements : prélèvements des ménages, prélèvements des entreprises, fiscalité nationale, fiscalité sociale, prélèvements sociaux. Parce que nous ne pouvons pas accepter de demander quelque effort que ce soit à nos concitoyens s'il n'y a pas la conscience de la justice. Lorsque j'ai fait la proposition de taxer au-delà d'un million d'euros 75 % des rémunérations indécentes, certains s'en sont effrayés.

Et voilà que j'apprends, ces dernières heures, qu'un des patrons du CAC 40 n'avait rien trouvé de bon ou de meilleur que de s'augmenter lui-même de 16 millions d'euros ! Comment peut-on admettre qu'il y ait une rémunération supplémentaire de 16 millions d'euros ? Eh bien oui, il y aura de la justice ! Oui, il y aura, à un moment, une limite à ces revenus indécents. C'est ce que j'appelle le patriotisme : patriotisme économique, patriotisme citoyen, patriotisme fiscal aussi !

Mais la justice, ce n'est pas que la réforme des prélèvements. C'est aussi la justice sociale, et notamment la justice dans l'accès aux soins. J'encadrerai les dépassements d'honoraires. Je ferai en sorte qu'une garantie soit posée pour l'accès aux soins de tous, au-delà même de la couverture maladie universelle. Je supprimerai cette taxation qui est intervenue sur les mutuelles ou les complémentaires santé. Parce que nous avons besoin de la médecine de ville en même temps que d'hôpitaux qui doivent être rendus à leur mission de service public et qui ne peuvent pas travailler comme une entreprise, je ferai en sorte que les médecins de ville puissent avoir non seulement la rémunération de leurs actes, mais un forfait qui prendra en compte la prévention mais aussi l'installation dans des territoires déshérités ou difficiles. Je ne veux pas qu'un seul de mes concitoyens soit éloigné de plus de trente minutes d'un service d'urgence.

Et, enfin, je veux que la justice soit aussi dans l'accès à la retraite. Je rétablirai le droit de partir à 60 ans pour celles et ceux qui ont cotisé 41 années et ont commencé à travailler à 18 ans.

La justice, c'est de faire en sorte – et ici, vous savez de quoi je parle, en matière de logement – d'encadrer les loyers là où il y a spéculation et inflation, mais aussi de mettre à la disposition de toutes les collectivités locales qui s'engagent à construire tous les terrains de l'Etat, sans aucune autre contrepartie que l'obligation de construire. Et nous imposerons – il y a ici des collectivités concernées – que les communes respectent enfin les obligations pour le logement social dans le cadre de la loi SRU. Et celles qui ne le feront pas seront lourdement dissuadées et sanctionnées.

Redressement ! Justice ! Espérance !

Espérance, parce que notre pays mérite mieux que ce qu'il a aujourd'hui ! Notre pays mérite le changement ! Notre pays mérite l'espoir. Parce que nous devons, nous tous, et au-delà de nous, retrouver dignité, confiance, respect, vision de notre avenir ! Espérance ! Espérance dans le progrès : dans le progrès scientifique, dans la recherche qu'il nous convient de soutenir. Espérance aussi dans la transition énergétique et écologique qu'il convient de conduire pour nous permettre d'avoir davantage d'énergies renouvelables, des économies d'énergie, un plan d'isolation du logement – bref, tout ce qui nous permet d'imaginer la croissance de demain.

Progrès aussi dans les nouvelles technologies. Nous devons être les premiers, en France, en matière de numérique, en matière de diffusion de toutes ces technologies de l'information. Nous devons être, aussi, une grande Nation industrielle. Et nous ferons en sorte que les grandes filières industrielles puissent avoir tout le soutien nécessaire de l'Etat et des collectivités locales pour gagner, demain, la bataille de la compétition mondiale !

Confiance, espérance dans le progrès ! Confiance, espérance dans la jeunesse de France à laquelle je veux donner toute sa place ! Ce qui veut dire que l'Education nationale sera prioritaire dans les choix, dans les arbitrages, dans les décisions que j'aurai à prendre avec le gouvernement. Les créations de postes, bien sûr, mais aussi les réformes pédagogiques, l'accompagnement des élèves les plus en difficulté, le rétablissement des moyens aux RASED, à toutes ces filières qui ont été sacrifiées, abandonnées. La priorité donnée à la maternelle, à l'école primaire, là où s'acquièrent les premiers savoirs ! Mais aussi la démocratisation de l'enseignement supérieur, la fin de ce gâchis inacceptable qui fait que trop d'étudiants sortent de l'université sans diplôme et en ayant perdu confiance dans la promesse républicaine. Et c'est la raison pour laquelle j'établirai une allocation d'études pour les jeunes qui font des parcours de formation – avec, bien sûr, des conditions de ressources.

Et espérance, aussi, dans les valeurs de la République, dans ces moments éprouvants que nous avons traversés. La seule conclusion qu'il nous faut tirer, au-delà de la protection de nos concitoyens, c'est de mettre plus de République et non pas moins de République dans la France d'aujourd'hui et de demain. C'est de mettre plus de laïcité et pas moins de laïcité dans la France d'aujourd'hui et de demain. C'est de mettre plus de citoyenneté et pas moins de citoyenneté, plus de respect, plus de dignité !

Ah la laïcité, parlons-en ! Mais parlons avec les justes mots. Ce qui doit faire aussi la distinction entre les uns et les autres dans cette élection présidentielle c'est, si je puis dire, la maîtrise du langage. Le sens des mots. Le respect des principes. Une forme d'élégance dans le vocabulaire. Le refus de la confusion, de la division, de la stigmatisation. Oui, ne pas faire une règle d'équivalence entre « immigré », « étranger », « Français d'origine étrangère ». Dire tout simplement que chacun, dans la République, doit avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs. Et ne pas regarder les uns, les autres, simplement dans leur apparence, mais dans leur évidence ! Et l'évidence, c'est que chaque Français est un citoyen de France et appartient à la République ! La laïcité n'est pas une valeur à éclipse que l'on sort dans les moments difficiles ou tragiques. Il n'y a pas de laïcité ouverte ou positive. Il y a LA laïcité. Et elle doit être regardée non pas comme une intransigeance, mais comme un principe intangible qui suppose le respect de la liberté, de l'égalité et de la dignité humaine. Je me souviens d'un ministre de l'Intérieur qui était allé dans un congrès ou une réunion – je ne sais – d'une organisation religieuse où les femmes étaient d'un côté et les hommes de l'autre. Eh bien dans la République telle que je la conçois, les ministres n'ont pas à aller dans des réunions où il y a les femmes d'un côté et les hommes de l'autre ! Je me souviens du candidat sortant qui était allé dans un déplacement – et c'était bien son droit – au Vatican et qui avait à ce moment-là fait une distinction entre le pasteur, le curé et l'instituteur. Eh bien il n'y a pas de distinction à faire, parce que dans la République, c'est l'instituteur qui transmet le savoir – même s'il appartient, et c'est là la liberté dans la République, à chacune et à chacun d'avoir sa conscience, sa conviction et son culte, protégés et respectés.

La République, c'est notre espérance ! Et la République suppose aussi le respect de la sécurité de chacun, qui est une liberté fondamentale. Et la sécurité n'est pas l'apanage d'une formation politique ou d'un candidat. La sécurité, c'est une obligation pour tout gouvernement et tout chef de l'Etat de la faire respecter et de faire craindre à tous les délinquants la fermeté de la loi. Et là encore, depuis cinq ans, les violences aux personnes ont continué de progresser. Les effectifs de Police et de Gendarmerie ont été diminués. Un certain nombre de quartiers sont laissés à l'abandon. Des bandes se sont organisées. Eh bien je considère que la République doit être partout chez elle ! Et qu'aucun lieu, aucun territoire, aucun quartier de France ne doit être laissé à lui-même, abandonné, relégué, oublié !

Et c'est la raison pour laquelle nous rétablirons la Police de proximité qui travaillera avec d'autres forces de sécurité. Nous créerons des zones de sécurité prioritaires. Nous accompagnerons les jeunes délinquants pour qu'aucun ne puisse être frappé par la tentation de la récidive. Nous renforcerons les moyens de la protection judiciaire de la jeunesse, qui ont été – hélas ! — réduits. Nous créerons des établissements fermés pour qu'un certain nombre de jeunes puissent être là réinsérés, rééduqués, de

façon à leur éviter la prison qui est souvent l'école même de la récidive – mais en même temps en leur faisant comprendre la rigueur de la loi, qui est la loi pour tous.

Espérance dans la République ! La promesse que chacune et chacun peut réussir sa vie. Voilà ce que nous avons reçu des générations qui nous ont précédés. Et voilà pourquoi nous devons reprendre cette marche vers le progrès, vers la confiance, vers notre destinée commune. Parce que nous sommes un grand pays. Nous sommes la France ! Nous n'avons pas besoin de nous replier sur nous-mêmes, de nous recroqueviller. Mais, au contraire, nous avons besoin d'être capables de nous redresser en étant fiers – et de nos valeurs, et de nos capacités à produire davantage et à le faire dans la justice ! Et pour mener cette politique, il y aura besoin d'un Etat impartial, d'un chef de l'Etat exemplaire, d'une justice indépendante, d'un Etat capable de se faire entendre – parce qu'il sera juste – et capable aussi de déléguer une part de ses compétences aux collectivités locales dans le cadre de la décentralisation, et de faire confiance aux partenaires sociaux pour négocier un certain nombre d'avancées. Et un Etat qui lui-même, dans toutes les nominations qu'il aura à prononcer, aura le souci de ne retenir que la compétence, la loyauté à l'égard de l'Etat et non à l'égard du chef de l'Etat !

Voilà, mes chers amis, ce que je veux pour la France, ce que je veux pour la République ! Dans cette campagne que je mène depuis près d'un an – et je me demande ce que je vais faire après, encore que, j'ai quelque idée ! –, quel bonheur d'être dans ces moments de rencontre ! Je mène cette campagne avec ténacité. J'ai un cap et je n'en dévie point. Je ne réponds pas aux polémiques, aux attaques, aux outrances. Je leur laisse cela ! J'ai aussi une constance. J'ai présenté 60 engagements. J'attends encore que le candidat sortant fasse son projet. En même temps, je le connais son projet : c'est son bilan !

Je le fais avec cohérence, parce que je veux que les Français sachent, lorsqu'ils voteront, ce qui sera engagé au lendemain de l'élection présidentielle. Je ne veux pas décevoir. Je ne veux pas créer une illusion, une victoire sans lendemain qui aggraverait encore le rapport de nos concitoyens à l'égard de la politique. Beaucoup de ceux qui me soutiennent – et, sans doute, une partie d'entre vous – me rappellent à ce devoir : « Surtout, surtout, promettez ce que vous êtes capable de tenir. Surtout, ne nous décevez pas. Soyez au rendez-vous et tenez bon jusqu'au bout. » Oui, je tiendrai bon jusqu'au bout !

Tenir bon, parce que je veux que nous puissions gagner l'élection présidentielle ensemble ! Tenir bon, parce que je veux que la victoire soit belle ! Tenir bon, parce que je veux donner à notre pays la conscience de son destin ! Je ne vous demande pas de m'aider. Quand je vois le candidat sortant, devant ses propres amis, lancer ce cri : « aidez-moi, aidez-moi » – mais comprenez-le, ce n'est pas facile ! Moi, ce que je veux, c'est que vous vous aidiez vous-mêmes ! C'est vous qui allez faire le choix. Je veux que vous vous aidiez à redresser la France, à réussir le changement, à préparer l'avenir – et notamment celui de la jeunesse ! Dans cette campagne – et, de ce point de vue, ce n'est qu'une répétition de l'histoire –, c'est toujours la même confrontation entre la peur et l'espoir. La Droite utilisera toutes les peurs, toutes les craintes, toutes les angoisses. Elles existent, dans notre pays : la peur de l'autre, la peur de l'avenir, la peur du changement. On nous dira : « Mais, si la Gauche revient » – c'est possible ! –, « si la Gauche revient, elle va vider les caisses. » C'est fait ! Ils nous l'ont dit ! Ils nous disent : « Mais si la Gauche revient, ça va être la dette. » Elle est historique ! C'est un niveau record ! Ils ajoutent : « Mais si la Gauche revient, la compétitivité de l'économie française sera dégradée. » Mais nous avons déjà le déficit du commerce extérieur le plus élevé de notre histoire, 70 milliards d'euros ! Et la dégradation est déjà intervenue au mois de janvier !

Et ils nous disent : « Mais si la Gauche revient, elle sera seule en Europe. » C'est un peu vrai. J'ai compris qu'il y avait une forme de Sainte-Alliance des conservateurs et des conservatrices qui s'était formée. Mais, en même temps, ils ont été choisis par leurs peuples respectifs. Et, en même temps, je sais que dans toute l'Europe, notre élection ici en France est attendue, espérée. Que beaucoup de progressistes – tous les progressistes d'Europe se disent : « Mais si seulement la Gauche française, le candidat socialiste devenait le prochain président de la République, alors il serait possible de changer l'orientation de l'Europe. » Et c'est vrai ! Nous allons changer l'orientation de l'Europe ! Parce que, voyez-vous, même chez les conservateurs d'Europe, il y en a qui ont compris – sans devenir socialistes pour autant – que s'il n'y avait pas de croissance en Europe, que s'il n'y avait pas la renégociation du traité budgétaire d'austérité, alors il ne serait pas possible de réduire les déficits et de maîtriser la

dette dans chacun de leur pays. Et même – je ne veux pas, là non plus, anticiper –, je pense que chez certains chefs de gouvernement, même conservateurs, préféreraient que ce soit nous plutôt que lui. Parce que la France est attendue ! Parce que la France est espérée ! Parce que la France un grand pays qui peut par lui-même, en respectant tous les pays qui veulent eux aussi qu'il y ait de la prospérité et de la croissance, oui, la France peut être capable, avec vous, avec le mandat que vous me donnerez le 6 mai, de changer la direction de l'Europe!

Alors ces peurs, surmontez-les ! Je vais vous raconter une histoire qui m'avait été rapportée par un député de Droite, mais qui était un grand écrivain et un académicien. Cette histoire était la suivante. Un jour, le courage frappe à la porte de la peur. La peur demande : « Qui est là ? » Le courage répond : « C'est moi, le courage. » La peur avertit : « Courage, sachez bien que je suis la peur et que vous ne devez pas entrer. » Le courage, n'entendant que son courage, force la porte et, à sa grande surprise, découvre qu'il n'y a personne derrière la porte. Parce que la peur est un spectre. Parce que la peur est, en définitive, une invention, une illusion de l'esprit. Un fantôme que l'on agite. Et à chaque fois que l'espoir prend son courage, eh bien il vainc l'angoisse, la peur et la crispation !

Le danger le plus grand serait, en définitive, de penser que nous ne pouvons plus agir. Et toute cette campagne doit nous permettre de rendre irréversible le changement. Rien n'empêchera le changement qui arrive ! Rien n'arrêtera le mouvement qui est engagé ! Le changement nécessaire ! Le changement exigeant. Rien ne pourra le freiner. Ah, je connais les forces qui sont devant nous : les forces de la division, les forces de la soumission, les forces de l'argent, les forces de la réaction. Mais, en même temps, je sais que la plus grande force, c'est celle du suffrage universel. C'est celle de la mobilisation citoyenne. C'est celle de la confiance du peuple à l'égard de son avenir. Donnez-moi, dès le 22 avril, la force nécessaire ! Je suis candidat non pas simplement pour exprimer une colère, un refus, une volonté simplement de m'opposer ! Non ! Je suis candidat pour gagner, pour changer, pour réussir !

La Droite ne peut escompter rester au pouvoir que si les Français venaient à douter d'eux-mêmes, que si l'abstention était au rendez-vous du premier tour et du second tour. La Droite ne peut escompter se prolonger encore cinq ans de plus que si nous étions dispersés, divisés. Je veux rassembler ! Rassembler dès le premier tour le plus grand nombre d'électeurs et d'électrices ! Rassembler au second tour toutes celles et tous ceux qui voudront le changement ! Je veux créer ce mouvement dès maintenant ! Le rendre irréversible. Je veux que la victoire se dessine. Elle est là, elle est tout proche ! Elle n'est pas acquise. Rien n'est fait. Rien n'est joué. Rien n'est décidé. Cela dépend de vous !

La victoire, c'est vous qui allez la construire avec moi si vous en décidez ! La victoire ! La victoire de la Gauche, la victoire de la République et la victoire de la France, qui doit elle-même se sentir, avec nous, en confiance pour son destin !

Le changement, c'est le 22 avril ! Le changement, c'est maintenant ! Et le changement, c'est la France !

34-Mont de Marsan- Discours- 29 mars 2012

Discours Mont-de-Marsan, le 29 mars

Chers amis, nous voici dans les Landes. Je ne suis donc pas dans n'importe quel département de France ; département d'Henri Emmanuelli. Rien que pour cela je devais être parmi vous. Les Landes, département socialiste, département de Gauche, département dans lequel François Mitterrand venait régulièrement puiser des ressources qui lui permettaient de repartir au combat. Je vais m'en inspirer.

C'était il y a plus de trente ans. 1981, première victoire d'un candidat socialiste à l'élection présidentielle. Et il y en a eu une deuxième en 1988, c'était avec le même. Alors je viens vous annoncer une nouvelle. En 2012 il y aura un président socialiste qui succédera à François Mitterrand. La société française a bien changé depuis 30 ans et rien ne se répète, rien ne s'imité. Et en même temps, les mêmes leçons valent encore aujourd'hui. Lesquelles ? La ténacité. Ne jamais perdre son cap. Ne pas dévier. Ne pas céder aux humeurs, aux modes, aux circonstances. Non, rien. Ne pas se détourner, rester sur l'objectif. Gagner, gagner parce que nous le devons à ce que nous portons comme intérêt, à ce que nous voulons défendre, à la France et aussi à toutes les valeurs de la République. Et puis, la deuxième leçon : être capable de cohérence, de savoir exactement ce que l'on peut proposer au pays ; ne pas être dans la virevolte, dans la circonstance, dans l'improvisation. Laissons ça à d'autres. Ils sont dans cette inconstance depuis toujours. Nous, nous avons un devoir plus grand encore qui n'est pas simplement de gagner mais de réussir après. Et la première leçon, c'est celle du rassemblement, du rassemblement toujours, du rassemblement des socialistes, du rassemblement de la Gauche, du rassemblement des Français, parce que nous ne voulons pas diviser, nous ne voulons pas séparer. Nous ne voulons pas distinguer les Français selon leurs origines, leurs couleurs ou leurs

convictions. Non, nous sommes candidat à l'élection présidentielle, pour demain, être le chef d'Etat de tous les Français.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Il y a d'abord le premier tour, qui est le tour majeur avant le tour décisif. C'est là où les dynamiques se construisent, c'est là où les mouvements se déclenchent. C'est là où l'espoir, à un moment, s'incarne et où le choix peut se faire au second tour. Nous sommes à la veille d'un rendez-vous très important pour le pays, pour l'Europe. Et à chaque fois nous sommes devant les mêmes menaces, les mêmes risques.

Le premier c'est le risque de l'abstention, parce que je connais tant de colère, tant de frustration qui débouchent sur la résignation. Tant de désespérance, tant de soumission à la fatalité. Ce serait trop dur, aujourd'hui, finalement, pour la politique de changer l'ordre des choses. Le monde serait devenu incontrôlable, l'Europe incapable et la France tellement faible que nous ne pourrions plus par la volonté politique changer. Eh bien moi je suis venu dire à tous ceux qui doutent : oui le changement est possible. Oui le changement est nécessaire. Oui le changement est à portée de mains. Il ne dépend que de vous.

Je suis venu dire à tous ceux qui doutent : oui le changement est possible, il est à portée de main, il ne dépend que de vous. #Landes #FH2012

— François Hollande (@fhollande) Mars 29, 2012

Le second risque, nous le connaissons aussi, c'est celui de la dispersion. De ce point de vue, le candidat de droite – le candidat sortant – a fait tout ce qu'il fallait pour décourager de gré ou de force toute candidature autre que la sienne à Droite. Finalement ils s'y sont tous soumis.

Nous à Gauche, nous avons nos traditions, nos histoires, nos familles et je les respecte. Mais ce qui doit compter au moment où le choix du premier tour va se faire, ce n'est pas simplement la pluralité – elle est nécessaire à Gauche – c'est de savoir qui, qui peut conduire, réussir le changement. Qui a la responsabilité, la mission, la tâche de gagner l'élection présidentielle ? Et c'est le rendez-vous que j'ai au premier tour de l'élection. C'est le rendez-vous de la victoire que je veux vous donner, donner à la France qui n'en peut plus et qui veut retrouver l'espoir. Et puis le dernier risque c'est celui de la confusion. Comme si d'ailleurs tous les candidats étaient en équivalence. Parfois, quand j'entends le sortant je me dis : mais, est-ce qu'il est bien le sortant ? Est-ce que je n'aurai pas manqué des épisodes ? Il parle, il parle, il promet. Mais qui donc a gouverné le pays depuis cinq ans ? Qui dirige la France depuis dix ans ? Parfois je me demande si dans leur esprit ce ne serait pas nous qui serions sortants. Et d'ailleurs comme ils ne veulent être responsables de rien alors qu'ils sont coupables de tout, ils viennent chercher très loin la Gauche. Ce seraient Léon Blum et les congés payés qui expliqueraient la situation dans laquelle nous sommes. Ce serait le programme du conseil national de la résistance qui aurait finalement créé trop de droits sociaux, qui expliquerait le défaut de compétitivité. Et puis bien sûr, ce serait François Mitterrand avec la retraite à 60 ans, Lionel Jospin avec les 35 heures. Eh bien oui ! Nous revendiquons, nous, notre histoire. Nous sommes fiers des conquêtes sociales qui ont pu être arrachées, décidées par la Gauche pendant ces décennies.

Et voilà que le candidat sortant, toujours lui – enfin plus pour très longtemps – voilà qu'il est pris d'un trop plein d'imagination. Chaque jour et même parfois chaque nuit, il sort une proposition sur l'emploi,

sur le pouvoir d'achat, sur la sécurité. Mais je me demande : pourquoi ne l'a-t-il pas eu plus tôt, cette idée ? On lui avait laissé le temps : dix ans. Dix ans c'est long. Cinq ans comme président. Que n'y avait-il pensé ? Que n'a-t-il fait ? Et aujourd'hui, il nous annonce qu'il va présenter un projet. Une impatience nous saisit. Mais que va-t-il aller chercher ? J'ai eu la confiance : son projet c'est son bilan !

Pourquoi ferait-il différemment pour les cinq prochaines années que ce qu'il a fait depuis 2007 ? Je l'ai entendu et vous aussi, nous faire cet aveu : il a changé. Il a compris ce qu'était être président de la République. Il a mis du temps hein ! Il était dans l'apprentissage ! Long ! Moi j'appelle ça la période d'essai. On a vu. Eh bien je vous propose de ne pas renouveler le contrat.

Et voilà qu'il fait repentance. Il veut maintenant être un président différent. Eh bien moi je vous propose plutôt que de chercher un président différent, de trouver un nouveau président. Parce que la seule question, la seule qui est posée pour le premier tour et a fortiori pour le second, c'est : est-ce que nous voulons continuer ou changer ? Est-ce que nous voulons continuer avec le même président ? Avec la même majorité ? Avec la même direction ? Avec la même politique ? Avec les mêmes résultats ? Alors nous voulons changer !

Je comprends bien qu'il voudrait que nous ne parlions pas de son bilan ; eh bien nous allons le faire. Quinquennat de l'échec. Il avait annoncé que le chômage, à la fin de son mandat, devait tomber à 5 % de la population active. Et il avait même dit – car il est capable de tout – que si le chômage n'était pas à 5 % à la fin de son mandat, ce serait un échec. Nous le confirmons.

Mais voilà qu'il est devenu facétieux avec les mots. Je l'entendais l'autre jour, c'était le matin. Il évoquait un chiffre qui n'était pas encore publié, celui du chômage. Il parlait de « baisse » : déjà j'étais rassuré ; « tendancielle » : encore davantage ; mais de « l'augmentation » : voilà que j'ai retrouvé mon accablement. Et là aujourd'hui c'est le chiffre de la croissance. C'est zéro au premier semestre. Mais il paraît que la reprise est là. Il nous l'annonce. Eh bien oui, si l'on veut la reprise, il faut sans doute aussi changer de président.

Quinquennat de l'incohérence. Tout commence par une suite de baisses d'impôts mais pour les plus favorisés et tout se termine par une hausse de prélèvements mais sur tous les Français. Le quinquennat avait commencé avec une annonce de TVA sociale, immédiatement annulée et il se termine par une augmentation de la TVA pour le mois d'octobre. Allez comprendre ! Incohérence quand l'irresponsabilité budgétaire a été en définitive la marque de fabrique de ce quinquennat qui se termine par l'austérité parce qu'il y a maintenant le rappel de l'exigence de payer nos dettes. Incohérence aussi sur le plan international. Dois-je avoir la cruauté — oui je l'aurai — de rappeler qu'avaient été invités à Paris, Kadhafi, puis ensuite pour le défilé du 14 juillet, le dirigeant syrien, Bacher el Assad ? Et là encore il a fallu cinq ans pour ouvrir les yeux sur ce qu'étaient ces dictatures qui massacraient les peuples. Incohérence et injustice.

Tant d'injustices ! Injustice fiscale où la répartition des richesses a été aggravée encore par la distorsion dans les prélèvements, par tous les manquements à la progressivité de l'impôt. Injustice sociale. Il s'arroge finalement la fierté d'avoir remis en cause la retraite à 60 ans alors que c'était un droit pour ceux qui avaient cotisé 41 années de pouvoir partir à 60 ans. Eh bien ce droit, nous le rétablirons. Injustice

salariale. Il est demandé aux travailleurs français d'être raisonnables. Quand même, avec le commerce extérieur qui est à ce point déséquilibré, avec cette croissance qui est si faible, comment pouvez-vous demander une augmentation de votre propre rémunération ? Ce n'est pas sérieux. Ah mais si vous êtes PDG du CAC 40, vous avez droit à une dérogation, à un sauf-conduit. Vous pouvez vous augmenter ! 34 % en 2010. J'avais souhaité qu'on y mette bon ordre et dit qu'au-delà de 1 million d'euros, c'était un taux d'imposition de 75 % qui devait s'appliquer. 3 000 personnes étaient concernées. Je ne demandais pas là que des recettes nombreuses viennent combler les déficits de l'Etat mais quand même c'était une règle, j'allais dire presque de précaution. Je n'avais pas tout vu. Et voilà que nous apprenons qu'un dirigeant parmi les plus responsables s'est octroyé 16 millions d'euros de rémunération, de bonus.

Le ministre de l'Economie et des Finances trouve que c'est normal. Moi je me demande, mais qu'est-ce qu'on fait avec 16 millions d'euros ? Eh bien on paie des impôts, tout simplement parce que c'est ce que dans une société, dans une République, chacun doit faire en fonction de ses revenus ou de son patrimoine. Injustice, injustice toujours ! Injustice territoriale où les départements ruraux sont abandonnés par l'Etat, où les services publics reculent, où les écoles sont affaiblies, où les RASED sont rasés de la carte scolaire. Ces structures qui pourtant accompagnent les élèves les plus en difficulté. Injustice territoriale aussi où les quartiers de nos villes ont été relégués, abandonnés. Injustice toujours comme marque de ce quinquennat. Alors ils ont trouvé la réponse. Ce n'est pas leur faute. Ce n'est pas la responsabilité du chef de l'Etat. Il décide de tout mais que voulez-vous ? Il n'y peut rien. C'est la crise. Mais qui a donc produit la crise ? Elle est venue toute seule. Elle s'est abattue sur nous comme un orage que nous n'avions pas pu anticiper. Mais la crise, c'est celle du libéralisme outrancier.

La crise, c'est celle du capitalisme financier. La crise, c'est la mondialisation sans limites. La crise, ce sont les dirigeants conservateurs, qui non seulement ne l'ont pas prévenue, empêchée, mais ne l'ont pas réglée. Il a fallu deux ans, deux ans, pour que la zone euro retrouve un début de stabilité parce que la Grèce avait connu une défaillance, deux ans pour que l'on invente des instruments, deux ans pour que l'on puisse mobiliser des fonds exceptionnels, deux ans où on a mis à genoux ce pays et où on se prépare à mettre de l'austérité partout. Voilà ce dont il serait fier ! Eh bien non ! Cette gestion-là, aussi au plan européen, méritera d'être condamnée.

C'est pourquoi j'ai annoncé dans cette campagne que, si les Français m'en donnent mandat en me portant à la tête de l'Etat, je renégocierai le traité européen. Non que je veuille remettre en cause les disciplines — elles sont nécessaires -, les obligations qui pèsent sur les Etats les plus endettés de remettre leurs finances publiques en ordre, et notamment les nôtres. Non pas que je refuse les sanctions, quand un certain nombre d'Etats ne respectent rien.

Mais il ne pourra y avoir de maîtrise de la dette, de réduction des déficits, que s'il y a de la croissance. Sinon, nous n'aurons que de l'austérité, et nous n'aurons aussi que des dettes supplémentaires, parce qu'il n'y aura pas les recettes qui permettront de les éponger. On me dit : « Mais vous allez être isolé ». Est-ce si sûr ? Certes, les gouvernements progressistes ne sont pas si nombreux dans l'Europe d'aujourd'hui. A l'évidence, les conservateurs ont organisé, si je puis dire, une « sainte alliance ». Ils se sont coalisés pour défendre le candidat conservateur, le candidat sortant. Je ne sais pas si ça lui bénéficie beaucoup dans cette campagne, d'avoir tant de solidarité d'autant de conservateurs ! Enfin, c'est sa famille.

Mais je sais aussi qu'il y en a, parmi ces gouvernements — et parfois des conservateurs — qui espèrent secrètement notre victoire, se disant : « Mais si la France, elle, arrive enfin à donner à cette Europe une autre direction, si elle permet d'aller au-delà des disciplines budgétaires et de remettre l'Europe dans une orientation de croissance, d'activité, d'emploi, de projets industriels, bref, de relance, alors nous pourrons aussi atteindre nos objectifs dans chacun de nos pays ».

Parce que, chers amis, l'élection qui va se faire en France est aussi une élection européenne. Partout les peuples nous regardent, beaucoup nous espèrent. En Europe, les progressistes n'ont qu'une espérance, notre victoire. Ils nous disent : « Surtout, réussissez ; surtout, que les Français fassent le choix qui correspond à l'intérêt de leur pays, mais aussi à l'intérêt de l'Europe ! ». Alors, chers amis, faites un vote aussi pour le changement en Europe !

L'élection présidentielle en France est aussi une élection européenne.

#Landes #FH2012

— François Hollande (@fhollande) Mars 29, 2012

Le candidat sortant, finalement, ne pouvant présenter son propre bilan, ne peut utiliser que l'arme de la peur. La peur ! La peur de tout, la peur de l'autre d'abord, de l'étranger, de l'immigré qui serait finalement, lui, le responsable de nos déconvenues, de notre échec. L'autre que l'on montre du doigt, l'autre que l'on écarte, l'autre que l'on soupçonne, l'étranger, le différent et même maintenant « l'apparent ». Parce qu'on peut avoir aussi une apparence ! Eh bien moi je vous le dis, dans la République telle que je la conçois, il n'y a que des citoyens ! Et je ne regarde jamais à travers leurs yeux et devant leur

visage ce qu'ils pensent, ce à quoi ils croient, je ne regarde que des citoyens dans la République !

Oui la peur. La peur du changement. Rendez-vous compte, s'il n'y avait plus au sommet de l'Etat un homme qui connaîtrait déjà le fonctionnement de la présidence de la République ! Mais vous pouvez prendre le risque de choisir un candidat qui n'est pas déjà président ? Parce que maintenant, il faudrait avoir été déjà président pour le rester ? Eh bien non ! Le candidat sortant dit : « Mais je veux vous protéger ». Mais on ne lui demande rien ! Il ne nous a pas protégés pendant cinq ans, ni du chômage, ni de l'insécurité ! Il n'a pas protégé notre pouvoir d'achat ! Il n'a pas protégé notre santé ! Il n'a pas protégé nos retraites ! Alors, nous devons faire en sorte qu'il ne se protège pas lui-même.

La peur, la peur toujours. La peur de la Gauche, parce que vous le savez, pour la Droite nous avons le droit de diriger les collectivités locales — encore que c'est le suffrage universel qui nous l'a permis. Nous pouvons diriger les villes de France, les départements de France, les régions de France, mais enfin pour l'Etat, non. Une fois a suffi : François Mitterrand c'était l'exception. La Gauche avait gagné, ils l'avaient dit d'ailleurs eux-mêmes, « par effraction ». Parce que nous n'aurions pas — je ne sais pourquoi — la capacité, la légitimité, la crédibilité de diriger la France ? Mais au nom de quels critères ?

Ils nous disent : « Mais si la Gauche revient, elle va vider les caisses ». C'est fait ! Et c'est un lourd héritage que nous aurons à combler. Ils nous disent : « Si la Gauche revient, elle va augmenter la dette ». C'est fait ! Elle est à un niveau historique, près de 90 % de la richesse nationale. « Si la Gauche revient, elle va augmenter les impôts. » C'est fait ! Trente taxes ont été créées depuis 2007, et les prélèvements se

sont abattus sur une grande majorité de Français. « Mais vous n'y pensez pas, si la Gauche revient, elle mettra en cause la compétitivité de l'économie française. » C'est fait ! Nous avons perdu près de 400 000 emplois industriels. Le déficit commercial est de 70 milliards d'euros. « Mais alors, si la Gauche revient, elle va mettre en cause l'indépendance énergétique de la France. » Le candidat sortant va de centrale nucléaire en centrale nucléaire pour dire : « Attention, la Gauche va les fermer ». On a dit une ! Parce que nous vous voulons engager un processus de diminution de la part du nucléaire dans la production de l'électricité, mais nous voulons surtout renforcer les énergies renouvelables, développer les emplois qui correspondent à ces inventions, à ces progrès. Nous voulons économiser l'énergie, faire un plan d'isolation des logements, 1 million par an !

Alors, « si la Gauche revient, elle mettra en cause la sécurité des Français ». Mais c'est fait aussi, hélas ! Qui a supprimé 12 000 postes de policiers ou de gendarmes depuis 2007 ? C'est la Droite ! Et pendant cinq ans, les violences aux personnes ont continué de progresser.

Mais je n'avais pas tout entendu. Si la Gauche revenait, les principes de la laïcité pourraient s'en trouver froissés. Mais là, c'en est trop ! Quel est le ministre de l'Intérieur qui est allé à Bourget — ce n'était pas pour la réunion que j'avais faite — en janvier 2003, devant une salle où d'un côté il y avait les femmes, et de l'autre côté il y avait les hommes ? C'est le candidat sortant, qui était ministre de l'Intérieur ! Qui a pu dire, dans notre République, que le curé ou le pasteur avait une autorité supérieure à celle de l'instituteur ? Qui a pu parler de « laïcité ouverte », alors que je ne connais qu'une laïcité, celle qui permet la liberté de culte mais aussi qui garantit le vivre ensemble dans la République ?

C'est la raison pour laquelle au lendemain de l'élection présidentielle, lorsque nous réviserons la Constitution, nous introduirons les articles principaux de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, pour que chacune comprenne bien ce qui relève de la liberté de conscience, la liberté religieuse que nous devons protéger, et ce qui appartient au domaine public dans lequel les mêmes droits, les mêmes devoirs doivent être appliqués pour tous.

La peur ! La peur est un spectre que l'on agite, une virtualité qui n'effraie que ceux qui craignent toujours que demain soit pire qu'aujourd'hui. Eh bien moi, je vous appelle au courage et à l'espérance. La peur ne ressemble pas à la France. La peur, pour tout dire, est bien peu républicaine. La peur, c'est le repli, c'est la résignation, c'est la revanche, c'est la rancœur, c'est le ressentiment, c'est le rejet. La France, c'est l'espérance, c'est le progrès, c'est l'égalité, c'est la confiance !

La France c'est l'espérance, le progrès, l'égalité et la confiance!

#Landes #FH2012

— François Hollande (@fhollande) Mars 29, 2012

La France, la République a surmonté bien des épreuves dans son histoire, et de bien plus terribles que celles que nous connaissons. Et chaque fois, c'est toujours en allant de l'avant, en se relevant elle-même, en appelant aux valeurs les plus belles de la République qu'elle a réussi. Je veux une France plus solide, une France plus juste, une France plus confiante dans son avenir, dans sa jeunesse qui doit être à sa place, c'est-à-dire dans une situation meilleure que la nôtre. Parce que c'est ça, l'enjeu de la République, la promesse que nous devons faire à chaque

génération : de vivre mieux que la précédente.

Chers amis, j'ai la même volonté, et vous avez le même engagement, la même espérance que ceux et celles qui se battaient en 1936 pour le Front populaire. Nous avons la même volonté de changement qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, quand il fallait tout reconstruire. Nous avons la même volonté que celle des hommes et des femmes courageux — qui n'étaient pas tous de Gauche, loin de là — qui ont voulu la décolonisation. Oui, nous avons la même volonté que celle qui a porté François Mitterrand à la tête de l'Etat en 1981. C'est le même mouvement que nous devons créer. C'est la même confiance que nous devons lever. C'est la France qui se bat, la France qui y croit, la France qui ne renonce à rien, la France qui porte ses valeurs de la République non pas comme un drapeau, mais comme un levier pour élever la France elle-même.

C'est ça, le rêve français, considérer que la démocratie est plus forte que les marchés, que la République est plus puissante que l'argent. Le rêve français qui permet à chacune et à chacun de croire que la marche ne s'est pas arrêtée, que nous continuerons à avancer quoi qu'il en coûte, que l'humanité n'est pas condamnée à l'arrêt, au repli, à la régression, mais que nous sommes toujours dans la République en conquête, en conquête de droits, en conquête de liberté, en conquête d'espérance.

Il ne s'agit pas d'entretenir je ne sais quelle chimère ou illusion. Et je vous dois la vérité. Les dettes sont à un niveau élevé, les déficits sont considérables. Même pour payer le chômage, aujourd'hui, c'est à travers la dette que les prestations sont versées. Oui, nous héritons d'une croissance tellement faible qu'elle est devenue nulle, d'un commerce extérieur déséquilibré. Mais autant je vous dois cette vérité, autant je dois dire que je ne promettrai rien que je ne pourrai tenir.

Parce que c'est mon devoir, parce que je ne veux pas décevoir.

Je veux vous appeler aussi à la lucidité. Nous avons plein d'atouts en France. Nous avons l'Etat, à condition qu'on ne l'abaisse pas et qu'on n'humilie pas ses serviteurs. Nous avons les services publics, à condition qu'on ne les altère pas dans leur capacité de fonctionnement.

Nous avons des entreprises remarquables : des grandes qui conquièrent des marchés, des petites qui se battent pour l'innovation – à condition qu'on leur apporte les financements nécessaires, à condition qu'on les encourage pour investir, pour embaucher, pour exporter. Nous avons des travailleurs qui sont dotés de grandes qualités, de savoir-faire, à condition qu'on ne les abandonne pas quand, à un moment, un groupe d'actionnaires considère qu'en définitive, il n'a plus besoin d'eux, de ces travailleurs qui se sont tant dévoués pour la réussite de notre pays. Nous avons des chercheurs remarquables, de grands savants, des prix Nobel, et tant de jeunes qui veulent continuer à travailler en France et qu'un système administratif aboutit à faire partir à l'étranger. Eh bien nous devons retenir tous les chercheurs, les jeunes chercheurs ! Leur permettre d'avoir les moyens de fonctionner dans les laboratoires. Et, de la même manière, nous devons dire que les étudiants étrangers, les chercheurs étrangers seront bienvenus en France pour nous apporter leur talent, leurs compétences, leur invention !

Et puis, nous avons la jeunesse de France ! Nous sommes le pays le plus jeune, en Europe. Nous avons une vitalité démographique. Nous avons une jeunesse qui ne demande qu'à servir, à condition que l'école de la République soit renforcée, que les moyens donnés à chaque jeune de réussir sa vie soient accordés. A condition que l'université et l'enseignement supérieur bénéficient, enfin, des priorités budgétaires.

Voilà nos atouts !

Et puis il y en a un autre qui ne se mesure pas, et qui s'appelle la confiance. La confiance est un mot qui ne figure pas dans les lois ou dans les règlements. La confiance ne coûte rien, mais peut rapporter énormément. La confiance ne résout pas par elle-même, mais elle autorise tout si on sait la saisir. C'est d'ailleurs ce qui fait l'enjeu de cette élection, la confiance. Je veux redonner confiance aux Français, dans leur avenir, dans leur destin, dans leur capacité, dans leur force ! Mais je dois aussi mériter la confiance. Et c'est la raison pour laquelle des actes forts seront posés immédiatement après notre élection à la présidence de la République.

Premier acte : maîtriser la finance, pour la mettre au service de l'économie. Faire cette réforme bancaire qui séparera les activités de dépôt et de prêt des activités spéculatives. Mobiliser l'épargne. J'ai appris que nous avons un taux d'épargne record en ce début d'année 2012 – qui s'explique beaucoup par la crainte, la précaution. Eh bien, notre devoir sera de mobiliser cette épargne des ménages pour l'affecter à l'investissement, à l'emploi, à tout ce qui peut concourir à la croissance et ne pas stériliser cette épargne dans des placements spéculatifs ou dans les obligations d'Etat.

Je dois mériter votre confiance. Le premier acte sera de maîtriser la finance pour la mettre au service de notre économie. #Landes #FH2012
— François Hollande (@fhollande) Mars 29, 2012

Le deuxième acte que nous poserons, c'est la stimulation de l'investissement. D'où la création de la banque publique d'investissement

qui accompagnera le développement des entreprises, en liaison avec les fonds des régions. Nous distinguerons les taux d'impôt sur les sociétés selon la taille des entreprises et selon que le bénéfice est distribué aux actionnaires – l'impôt sera plus haut – ou, au contraire, réinvesti dans l'entreprise – l'impôt sera plus bas.

Nous aurons aussi un troisième acte à poser : garantir le pouvoir d'achat des Français. La première décision sera d'annuler l'augmentation de TVA prévue pour le mois d'octobre, de bloquer immédiatement le prix des carburants pendant trois mois – pour comprendre les mécanismes de la distribution – et de réintroduire la TIPP flottante, pour que l'Etat ne gagne pas un seul centime d'euro sur la hausse du prix des carburants. Nous augmenterons l'allocation de rentrée scolaire de 25 %. Nous introduirons des tarifs de base pour l'eau, l'électricité, le gaz. Nous encadrerons les loyers là où il y a visiblement un déséquilibre entre l'offre et la demande.

Et nous donnerons, dès la rentrée, priorité à l'école de la République. Nous ne pourrons pas créer les postes qui ont été supprimées dès la prochaine rentrée : les concours auront eu lieu. En revanche, nous augmenterons les dotations aux collèges. Dotations horaires qui ont été, hélas, réduites. Et, autant qu'il sera possible, nous rétablirons les moyens des RASED vers les élèves les plus en difficulté.

Nous rétablirons l'accès de tous à la santé. Oh, ce sera plus long, mais enfin nous pouvons déjà encadrer les dépassements d'honoraires. Nous pouvons aussi engager une réforme de l'hôpital public, qui doit être un service public et pas une entreprise comme c'est le cas aujourd'hui !

Et enfin, nous engagerons tout de suite une politique de l'emploi.

Comment accepter 4 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi ? 3 millions qui n'ont aucune activité – une augmentation de plus de 35 % en cinq ans. Chômage des jeunes, chômage des séniors. C'est pourquoi j'ai fait la proposition, dans cette campagne, du contrat de génération pour que l'employeur qui garde un sénior et qui embauche un jeune avec un contrat à durée indéterminée ne paie plus de cotisations sociales. Et d'ailleurs, plus largement, l'Etat consent 25 milliards d'exonérations de cotisations sociales chaque année aux entreprises. Le principe sera posé de la conditionnalité de toutes ces exonérations de cotisations sociales par rapport à l'enjeu de l'embauche, de l'emploi, de la lutte contre la précarité – et, aussi, de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, qui est inscrite dans les lois et qui n'est pas appliquée.

Voilà, chers amis, l'autre chemin que nous voulons ouvrir ! Le libéralisme a échoué. La finance est devenue folle. La Droite a conduit le pays dans une impasse. Ce sont donc nos idées, nos valeurs, nos propositions qui sont l'avenir de notre pays. Ces valeurs, ces principes, ce sont l'égalité, la justice, le respect, la laïcité, le patriotisme économique, le rassemblement des Français!

Je ne suis pas un candidat comme les autres. D'abord parce que je ne suis pas un candidat sortant, je le rappelle. Mais parce que je dois être le prochain président de la République ! Parce que j'ai cette mission ! J'ai ce devoir ! J'ai ce mandat, celui que vous m'avez confié à travers les primaires citoyennes ! Je ne méconnais pas l'influence d'autres candidatures. Je respecte celles qui sont à gauche. Je reconnais celles qui sont au centre. Je combats celles qui sont à droite et à l'extrême droite. Mais ce que je dis ici, devant vous, c'est que si nous voulons changer, si les Français veulent tourner la page, je suis le seul qui, avec vous, et avec la Gauche rassemblée et, au-delà, peut écrire la prochaine !

Je mesure – Henri Emmanuelli l'évoquait – l'ampleur de ma responsabilité, parce que cela fait dix ans que la Gauche est écartée du pouvoir. Parce que cela fait depuis 1988 que la Gauche n'a pas gagné une élection présidentielle. Je mesure l'ampleur de ma tâche parce que je sais combien, dans le pays, beaucoup souffrent, attendent, espèrent. Je sais combien d'intérêts nous avons à défendre. Et, en plus, l'intérêt général du pays qui nous attend.

Donc, je suis candidat pour exercer pleinement la responsabilité du pays, pour répondre aux urgences, pour entendre des colères, pour porter des protestations, pour affirmer l'exigence d'un changement radical – sans doute. Mais, surtout, pour demain, transformer notre pays ! Je suis le candidat de la Gauche, de changement et de gouvernement ! Parce que nous avons une tâche bien supérieure à toutes les autres : nous devons diriger, gouverner et transformer notre pays, comme l'ont fait avant nous François Mitterrand, Lionel Jospin. Ah, il faut avoir certaines qualités, j'en conviens. D'abord la sérénité. Cela nous changera de l'agitation ! Ensuite, de la cohérence. Cela nous distinguera de l'inconstance ! Enfin, de la détermination – qui n'a rien à voir avec les velléités. Et puis nous aurons aussi à assurer l'impartialité de l'Etat, l'exemplarité dans la conduite de l'Etat, l'indépendance de la justice, le respect des élus de la République, des collectivités locales, le respect des syndicats – qui ne sont pas des ennemis, mais des partenaires dans un changement nécessaire –, le respect des associations, le respect du civisme, le respect des citoyens, le respect des uns, des autres, sans distinction. Je considère que chacun, chacune d'entre vous, et au-delà, est un atout pour notre pays.

Alors le prochain président, s'il veut devenir président, devra rassembler. Rassembler les Socialistes : c'est mon acquis depuis les primaires. Rassembler la Gauche : c'est ma vocation, c'est mon devoir. Rassembler les Français : c'est ma responsabilité. Rassembler, rassembler toujours ! Et même, au lendemain du scrutin, rassembler celles et ceux – il y en aura, allez comprendre ! – qui n'auront pas voté pour nous. Il ne faudra pas les écarter. Chaque citoyen a à apporter sa pierre à l'édifice.

Mais enfin, d'abord, construisons une majorité. Je ne vous demande pas de m'aider ! J'entends le candidat sortant, à chaque fois qu'il s'adresse à son public, qui lance ce cri. Moi, je l'entends. Il vient jusqu'à moi. Il demande de l'aide ! Mais qu'a-t-il fait, d'ailleurs, pour aider les Français pendant cinq ans ? Moi, je ne vous demande pas de m'aider ! Je vous demande de VOUS aider. Parce qu'il conviendra, à vous citoyens de France, de décider de votre avenir. C'est vous qui allez porter le changement. C'est vous qui allez construire la victoire. C'est vous qui allez bâtir la majorité de demain. C'est vous qui allez décider dès le premier tour. Parce que c'est dès le 22 avril que nous devons créer la force qui ne s'arrêtera plus !

Je suis venu ici, dans cette terre des Landes, cette terre républicaine, cette terre socialiste, cette terre de Gauche, avec le souvenir de la victoire de François Mitterrand en 1981. Je le dis sans nostalgie. Je le dis, en même temps, avec émotion. Je veux vous permettre d'avoir la même fierté, le même bonheur, la même émotion que beaucoup ont ressenti ce jour-là, ce soir-là du 10 mai 1981 ! Je veux que la jeunesse de France qui n'a pas vécu cet instant, qui en a retrouvé la trace dans les livres d'histoire, puisse elle aussi avoir ce moment, où la conscience qu'un changement est là et qu'il va conduire à de nouvelles étapes de progrès crée la même ferveur, le même enthousiasme – et, en même temps, la même

appréhension de se dire qu'un autre temps va s'ouvrir : celui de la responsabilité. Celui de la direction du pays. Il naît ! Avec les forces de l'argent, avec les droites coalisées, il nous faudra, là encore, être capable de nous unir. Mais j'ai confiance. J'ai confiance dans ce moment qui arrive. Cet instant qui se décide, là, dans quelques jours ! Celui du changement. J'ai confiance parce que je vous vois réunis, rassemblés partout. Je sais que certains sont toujours pris – et ils ont raison – par une forme d'inquiétude. Et si... Et si – vous vous rendez compte ! – et si l'on en reprenait ? Non ! On n'en reprendra pas ! Parce que vous allez décider de la victoire ! Parce que le changement, c'est maintenant !

Merci à tous ! Vive la République ! Vive la France !

Education : "Je créerai 60 000 postes supplémentaires" -
francoishollande.fr

Education : "Je créerai 60 000 postes supplémentaires"

En politique il y a des moments où de grands discours fixent le cap, mobilisent les volontés, les envies de faire. Le discours de François Hollande sur l'éducation en fait partie. Inspiré, il trouve les mots pour formuler là où nous en sommes de notre histoire et vers où nous pouvons aller.

"Je m'adresse à tous ces Français négligés, abandonnés, angoissés pour eux-mêmes et surtout pour leurs enfants, soucieux de l'avenir de notre pays, mais aussi du sort qui sera réservé à la génération qui vient. Je leur dis : retrouvons ensemble le chemin des valeurs de la République et de notre Histoire."

1. Un système scolaire en échec

Les mesures que prône François Hollande pour l'éducation et qui ont été détaillées à Orléans jeudi 9 février, s'appuient sur un constat implacable que vous pouvez découvrir ci-dessous. Une façon rapide et simple de rapprocher le constat du projet présidentiel.

Les inégalités explosent

Aujourd'hui la France est devenue l'un des pays où les inégalités

sociales ont l'impact le plus fort sur les inégalités scolaires. Aussi la suppression progressive de la carte scolaire depuis 2008 n'a fait que renforcer la ségrégation sociale.

Les élèves en difficulté scolaire abandonnés

Entre 2000 et 2009, les élèves français sont passés, dans les enquêtes PISA de la 12^e à la 18^e place en lecture ; entre 2003 et 2009, de la 13^e à la 16^e place en mathématiques. à ce jour 15 % des élèves sont toujours en échec scolaire en fin de CM2, et 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification ni diplôme.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement actuel a supprimé 1 500 postes d'enseignants spécialisés dans l'accompagnement et le soutien des élèves en difficulté (RASED).

Violences scolaires

Les violences scolaires ont également augmenté. Au cours de l'année scolaire 2008 – 2009 on comptait 10,5 incidents pour 1 000 élèves, et 12,6 incidents en 2010-2011

2. Les engagements de François Hollande

Les engagements de François Hollande pour l'Education

François Hollande proposera au monde éducatif une "refondation", une "réforme globale", qui passera, notamment, par des créations de postes et des réformes dans l'enseignement primaire, la formation et le métier d'enseignant, ou encore les rythmes scolaires.

"L'école maternelle et l'enseignement primaire" seront "une priorité" pour François Hollande, qui veut "remonter le taux d'encadrement" des élèves par les professeurs, "remonter le taux de scolarisation chez les enfants de moins de trois ans" ou encore créer une "obligation d'accueil pour le service public à partir de l'âge de trois ans".

"Je veux remettre l'éducation et la jeunesse au coeur de l'action publique"

Je créerai en cinq ans 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation. Ils couvriront tous les métiers. Je mettrai en place un prérecrutement des enseignants avant la fin de leurs études. Pour tous, je rétablirai une formation initiale digne de ce nom.

Je ferai en sorte que les enfants de moins de trois ans puissent être accueillis en maternelle. Je donnerai la priorité à l'acquisition des savoirs fondamentaux et d'un socle commun de compétences et de connaissances. Nous transformerons, avec les enseignants, les méthodes pédagogiques. Les élèves les plus en difficulté bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour que, à la fin du quinquennat, le nombre de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire soit divisé par deux. Je renforcerai et valoriserai les filières d'enseignement professionnel et technologique. Je veux lutter contre la précarité des jeunes. J'offrirai à tout jeune déscolarisé de 16 à 18 ans une solution de formation, d'apprentissage ou un service civique.

Dans l'affectation des nouveaux personnels, ma priorité ira aux écoles maternelles et primaires, car c'est là que les premières difficultés se manifestent et que l'échec scolaire se forme, ainsi qu'aux zones en

difficulté. Dans l'intérêt de nos enfants, je reverrai les rythmes scolaires, qui n'ont aucun équivalent en Europe.

3. Lutter contre la violence à l'école et le décrochage scolaire

1. Augmenter le nombre d'adultes dans les établissements les plus difficiles : enseignants, psychologues, infirmières, mais aussi personnel d'encadrement, et un nouveau métier : le métier de la prévention et de la sécurité dans l'enseignement, affecté dans les établissements, à plein temps.

2. Revoir le mode d'affectation des personnels : privilégier les enseignants et les encadrants ayant de l'expérience dans les établissements concernés par les difficultés sociales.

3. Rétablir la formation initiale des enseignants avec des modules de gestion des conflits pour appréhender ces phénomènes nouveaux qui peuvent heurter verbalement et physiquement dans la classe.

4. Valoriser le travail en équipe : ne pas laisser le professeur seul, et lui permettre de travailler en équipe avec des médiateurs, psychologues, associatifs, accompagnants scolaires.

5. Travailler en co-production avec tous les services de l'Etat : pour une meilleure compréhension des situations grâce à une plus grande circulation de l'information entre l'éducation nationale, la justice et la police.

6. Améliorer la prise en charge des élèves en situation de rupture : collectivités locales, établissements scolaires et associatifs agiront

ensemble. Aucun élève ne doit être exclu.

4. Discours sur l'Ecole et la Nation

François Hollande, à l'occasion de son discours à Orléans devant les militants, a déclaré que l'Ecole était le "fondement de la République", "le fondement de notre pacte démocratique". Ainsi en faisant de la jeunesse sa priorité, il annonce "la refondation de notre école", "un nouveau contrat entre l'école et la Nation, un pacte éducatif". "L'Ecole est l'affaire de toute la Nation, parce qu'elle prépare la Nation de demain" a-t-il expliqué.

"La jeunesse, c'est l'atout de la France" a insisté François Hollande, "c'est l'enjeu de notre cohésion nationale", "un levier pour la France". Il a appelé les Français à "unir [cette jeunesse] autour des mêmes valeurs, celles de la République, de la laïcité, du civisme, de l'engagement".

Le candidat à la présidentielle a signalé qu'il ne voulait pas que des économies soient faites sur l'Ecole ou sur la préparation de l'avenir. "La connaissance, le savoir, l'Ecole, ce ne sont pas seulement des dépenses, ce sont des investissements" s'est-il exclamé.

François Hollande a expliqué que selon lui, "il n'y a pas d'un côté l'instruction, et de l'autre l'éducation ; il nous faut les deux". "L'Ecole doit former tout à la fois un travailleur, un citoyen, un homme" a-t-il exprimé.

"En faisant de l'Ecole une priorité de mon action, je veux redonner à notre pays une ambition et une espérance" a conclu le candidat.

>> Retrouvez l'intégralité du discours sur l'Ecole et la Nation <<

5. Interview de François Hollande à Vousnousils.fr

Si vous accédez à l'Elysée le 6 mai 2012, quelles mesures prendrez-vous en priorité pour l'école ?

La droite laisse une dette éducative particulièrement lourde et plusieurs chantiers devront être menés de front. Je ferai d'abord adopter un certain nombre de mesures d'urgence, dès mon élection, pour limiter autant que possible les fermetures de classe et d'écoles, et faire en sorte que la rentrée prochaine se passe dans les meilleures conditions. J'engagerai ensuite, dès l'été, une vaste concertation avec les enseignants, les parents, mais aussi le milieu associatif et les collectivités locales pour refonder entièrement notre école.

L'heure n'est plus à une énième réforme sectorielle. Je veux proposer un projet éducatif global et cohérent, avec un seul objectif : la réussite à l'école pour tous et partout. La lutte contre l'échec scolaire sera donc ma grande priorité. Il faut traiter les difficultés à la racine, dès qu'elles apparaissent : les efforts seront concentrés sur l'école maternelle et primaire et sur les zones en difficulté.

Vous avez dit récemment qu'il faudra « tout reprendre » en matière de politique éducative. Reconnaissez-vous néanmoins quelques réussites au gouvernement actuel ?

Le bilan du gouvernement actuel en matière d'éducation est sans appel. Même la réforme du lycée, qui dans sa conception n'était pas

inintéressante, a vu ses aspects positifs réduits à néant par la pénurie de moyens et les suppressions de postes. Nicolas Sarkozy a affaibli l'école moralement, humainement et matériellement car il a voulu y appliquer le modèle du marché. Les valeurs de l'école républicaine ont été attaquées en leur cœur. La laïcité a été mise à mal et le rôle des professeurs méprisé. Les différentes réformes — non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, suppression de la formation des enseignants, assouplissement de la carte scolaire, démantèlement des réseaux d'aide aux élèves en difficulté... — se sont traduites par un effondrement des résultats des élèves français. Nous le voyons dans toutes les études indépendantes. Et comme toujours, ce sont les plus fragiles qui en ont été les premières victimes.

Votre proposition de recréer 60 000 postes en cinq ans est très critiquée par vos adversaires. Est-il raisonnable, vu le contexte actuel, d'avancer une telle proposition ? Ne peut-on pas faire mieux avec les moyens existants ?

Contrairement au gouvernement actuel, je ne considère pas l'école comme un coût, mais comme un investissement ! L'école d'aujourd'hui, c'est l'emploi et la croissance de demain, c'est aussi la condition de notre vivre ensemble. Cela mérite qu'on y consacre les moyens nécessaires. Il est bien sûr possible de mieux utiliser les moyens existants mais cela ne suffit pas. Pour améliorer les pédagogies, pour revoir les rythmes scolaires, pour lutter contre l'échec scolaire et permettre à chaque élève de réussir, des moyens supplémentaires sont nécessaires. D'autant que nous partons de très bas : la France a le taux d'encadrement des élèves le plus faible des 34 pays de l'OCDE.

Que préconisez-vous en termes de rythmes scolaires à l'école ? Y a-t-il un problème ?

La réforme des rythmes scolaires est essentielle. Les rythmes actuels ne respectent pas les rythmes biologiques et psychologiques de l'enfant. Ils sont source de fatigue, de stress, et donc d'échec. La généralisation de la semaine de quatre jours a aggravé tout cela. En primaire, nos enfants ne vont plus à l'école que 144 jours par an, contre environ 180 en Allemagne ou 190 au Royaume-Uni. A l'inverse, les journées de classe sont beaucoup plus longues et chargées que chez nos voisins. Je souhaite alléger ces journées et mieux répartir le temps scolaire. Cela passera inévitablement par le retour à la semaine de quatre jours et demi et par un allongement de l'année. Nous en parlerons bien entendu avec l'ensemble de la communauté éducative.

La carte scolaire a été assouplie en 2007 à la demande de Nicolas Sarkozy. Reviendrez-vous en arrière ?

Oui, car les conséquences de cet assouplissement ont été néfastes pour notre système éducatif : mise en concurrence des établissements pour attirer les meilleurs élèves, accroissement des inégalités et, en définitive, recul de la mixité sociale et scolaire. Or celle-ci est autant la garantie de la construction du vivre ensemble qu'un moyen d'augmenter le niveau général de nos élèves. Je reconnais toutefois que la carte scolaire telle qu'elle existait avant n'atteignait pas tous ses objectifs. Elle était même parfois contre-productive. Je proposerai donc la mise en place d'une sectorisation plus juste, fondée sur le critère de mixité scolaire, dans le cadre de secteurs aux périmètres élargis et établis en concertation avec les collectivités, en associant parents et établissements. Cette

nouvelle sectorisation sera accompagnée par une politique volontariste d'éducation prioritaire car offrir une école de qualité à tous nos enfants, où qu'ils habitent, est la meilleure et la plus juste des manières de lutter contre l'évitement.

Concrètement, comment comptez-vous lutter contre l'échec scolaire ?

Nous nous attaquerons aux difficultés et aux inégalités là où elles naissent : à la maternelle et au début du primaire, et dans les quartiers populaires. Beaucoup des mesures que j'ai annoncées s'inscrivent dans cette idée : développement de la scolarisation des enfants de deux ans, mise en œuvre du principe « plus de maîtres que de classes » en cycle 2 (Grande Section, CP, CE1), rétablissement des RASED supprimés par le gouvernement, renforcement de l'éducation prioritaire, mise en place de dispositifs favorisant la stabilité des équipes pédagogiques dans les établissements sensibles, diversification des méthodes et des outils pédagogiques. La reconstruction d'une formation de qualité pour les enseignants et la révision des rythmes scolaires participeront aussi de cet objectif.

A ces mesures préventives viendront s'ajouter des mécanismes de « rattachage » permettant aux jeunes sortis précocement du système éducatif de réintégrer un cursus structurant et formateur. Un service public de l'orientation profondément rénové aura ainsi l'obligation de proposer à chacun de ces jeunes une réponse adaptée à sa situation individuelle, qu'il s'agisse d'une formation, d'un apprentissage ou d'un service civique. Aucun d'eux ne devra être laissé sans solution.

Et que proposez-vous pour améliorer la formation des enseignants ?

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de l'améliorer, mais de la reconstruire. Avec la réforme de la masterisation, 70% des nouveaux enseignants se retrouvent devant une classe sans aucun bagage pédagogique et sans jamais avoir rencontré un seul élève ! Or enseigner est l'un des métiers les plus beaux mais aussi les plus durs qui soient. Il ne s'improvise pas, il doit s'apprendre.

Je reconstruirai donc une formation des enseignants digne de ce nom en rétablissant l'année de stage et en créant, au sein des universités, des Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation. Ces Ecoles seront chargées de la formation professionnelle des enseignants, ainsi que de la relance et de la diffusion de la recherche pédagogique. Tous les professeurs, qu'ils se destinent à enseigner en maternelle ou à l'université, y partageront un moment de formation commun. Je souhaite également qu'il y ait un meilleur équilibre entre connaissances disciplinaires, didactique et pratique professionnelle. Les professeurs doivent être en mesure d'assurer l'ensemble des tâches qui font partie du métier d'enseignant : transmettre le savoir, mais aussi gérer une classe parfois difficile, accompagner individuellement les élèves, accueillir les enfants en situation de handicap, parler aux familles, travailler en équipe, utiliser le numérique. Je mettrai aussi l'accent sur la formation continue que l'on oublie trop souvent.

Nous ferons enfin en sorte de financer des études longues, avec une filière de pré-recrutements de façon à orienter les vocations et à aider les jeunes à financer leurs études.

Mes chers amis, Mesdames, Messieurs, je suis heureux de retrouver Blois sous la direction de Marc. Et comme j'étais venu il y a maintenant plus de quatre ans lui apporter mon soutien pour permettre l'alternance ici à Blois, c'est à mon tour de vous demander votre soutien pour permettre l'alternance en France.

Christophe Degruelle nous a à la fois fait une leçon d'histoire, et en même temps donné des informations précieuses : il n'y aurait donc plus personne à l'Élysée... Mais entre le vide et le plein, il y a une élection présidentielle. Le moment arrive, le choix approche. C'est vous qui allez décider. C'est dans les derniers jours d'une campagne que se détermine l'avenir d'une Nation. Je suis en mouvement. [...] Mais en même temps, rien n'est joué, rien n'est fait, rien n'est décidé. Ce sont les citoyens qui vont, à un moment, prendre la responsabilité de continuer — il y en a qui y pensent — avec le président sortant, ou décider de changer. Et moi, je veux vous appeler à changer.

C'est dans ces derniers instants qu'en définitive, un pays change de destin ; ce qui fait une intention, l'envie, le désir de connaître un autre avenir, et la décision un dimanche, le 22 avril — parce que c'est le premier dimanche qui compte — d'aller choisir le bulletin qui va faire la victoire. C'est tout le sens de ma campagne de ces dernières semaines. Il ne reste pas trop de jours. Parfois, on me dit : « La campagne est longue ». Moi, j'ai tout mon temps ! Mais en même temps, il faut bien qu'à un moment, les Français décident.

J'en connais qui, encore, doutent, s'interrogent : « Faut-il venir voter le 22 avril ? Pourquoi ne pas attendre le second tour, puisqu'il est déjà dit, prévu, que ce sera forcément entre le candidat sortant et moi-même que le débat se fera ? ». Qui le sait, qui peut le dire ? Avez-vous — en tout cas moi, je l'ai — à l'esprit le souvenir d'un 21 avril 2002 où, là encore, sondage après sondage, impression après impression, les Français pensaient que c'était déjà joué, que ça se ferait nécessairement au second tour ? Et puis la violence de l'annonce, la brutalité de ce résultat de premier tour, le 21 avril, quand on apprend que la Gauche a été écartée et qu'il nous faut, terrible choix, écarter l'extrême droite et voter pour le seul candidat qui reste de la République.

Mais moi, j'en ai gardé la mémoire, le souvenir, la blessure. Et je sais que pour cette fois-ci, il peut encore y avoir des tentations : ne pas venir voter, aller se disperser. C'est d'ailleurs ce qu'espère la Droite. Elle connaît bien sa situation. Le candidat sortant sait qu'il n'est pas populaire. Il a dû être informé ! Quand il circule, il a bien des retours — encore que ce n'est pas sûr, parce que chaque fois qu'il se déplace, les villes sont bouclées, les barrières installées. Et quand il voit des manifestants, il croit que c'est nous qui les envoyons. Nous n'y sommes pour rien ! Et quand des syndicats protestent, vous avez vu, il voudrait même les remplacer ! Donc, le seul espoir qu'il peut avoir, c'est que la colère, la frustration, le mécontentement se traduisent ou par l'abstention, ou par la dispersion.

Je l'entendais ce matin dire du bien du candidat du Front de Gauche. Il n'y est pour rien, Jean-Luc Mélenchon. Mais Nicolas Sarkozy n'avait pas assez de compliments à lui adresser. Il trouvait ses propositions formidables. Il trouvait qu'il faisait une bonne campagne — enfin, Jean-Luc Mélenchon ! Il trouvait qu'en définitive, les Français devaient se porter sur lui. Mais pourquoi tant de compliments ? A un moment, je me suis dit : « Mais il va peut-être appeler à voter pour le Front de Gauche ? ». Nous avons compris, autant de compliments traduisent une volonté, celle de disperser la Gauche. Moi, je respecte les autres candidatures à Gauche. Il est bien qu'il y ait toutes les familles représentées. Encore que la Droite n'a pas ce genre de pudeur ou de pluralisme. A Droite, ils se sont organisés pour présenter un seul candidat — quand je dis qu'ils se sont organisés, c'est que le candidat n'a pas laissé d'autres candidatures apparaître ! De gré, de force, ils se sont ralliés...

Mais nous, nous sommes dans cette situation. Et en même temps, je préfère vous dire la vérité : nous avons besoin d'avoir la force dès le premier tour, la dynamique, le mouvement, l'envie de victoire. Parce que c'est au premier tour que s'engagera, à ce moment-là, un processus irréversible. Ou au contraire, si nous nous sommes laissés aller, une autre campagne démarrera au lendemain du 22 avril. Alors soyons simples : la confrontation est entre la Gauche et la Droite. C'est un choix important pour la France de savoir quel sera son destin pour les cinq ans qui viennent, quelle sera la conception de

l'Etat, quelle sera la part de la solidarité, que sera, aussi, ce qui relèvera de la cohésion nationale, des services publics, de la capacité à vivre ensemble.

C'est un choix important aussi pour l'Europe qui nous regarde, qui nous espère, qui se dit : « Ce n'est quand même pas possible d'avoir de l'austérité pour toujours, nous, Européens, qui avons voulu un espace de paix — c'est fait — mais aussi un espace de croissance ». Et beaucoup d'Européens espèrent notre victoire pour changer la direction de l'Europe. Jamais peut-être une élection en France n'aura eu une aussi grande portée pour l'ensemble de notre continent. Faites-en aussi la preuve, montrant que les Français sont capables de donner une autre ambition pour l'Europe !

Nous sommes dans un contexte exceptionnel, c'est vrai : la crise, crise européenne, sentiment d'impuissance. Beaucoup doutent. Nous devons les lever, ces doutes. Nous devons montrer que nous sommes plus forts que les marchés et que nous pouvons dominer les forces de la finance. C'est tout l'enjeu de cette élection présidentielle.

J'étais à Tours et je rappelais à celles et ceux, nombreux comme vous ce soir, qui m'écoutaient ; je leur disais : moi, je suis sérieusement de gauche, mais je suis pour une Gauche sérieuse, une Gauche qui ne peut pas décevoir mais une Gauche qui doit gagner. Parce que, rendez-vous compte si nous ne gagnons pas, vous imaginez ? Vous voyez les risques ? Vous n'en voulez pas ? Je n'ai pas besoin d'aller plus loin dans ma démonstration ? Vous imaginez les dégâts ? Vous les connaissez déjà ! Donc, ça n'ira pas plus loin, ça s'arrêtera le 6 mai !

Ce qui est en jeu, ce sont deux visions de la France entre la Droite et la Gauche, deux conceptions de la République. Le prochain président devra travailler avec toutes les forces vives, fixer la direction, montrer un respect des engagements — ça nous changera ! Mais il devra aussi être capable de faire vivre la communauté nationale avec ses élus, les villes, les départements, les régions, les territoires. Nous en avons besoin. Le prochain président devra également respecter les partenaires sociaux, les organisations professionnelles, les syndicats. Quand j'entends le candidat sortant attaquer les syndicats, j'entends surtout le président sortant attaquer les salariés ! Et c'est ce qui se prépare si nous n'y mettons pas bon ordre.

Et le voilà qui promet des référendums sur tous sujets. Consulter le peuple est plutôt une bonne approche. Que ne l'a-t-il fait, d'ailleurs, depuis cinq ans ? Avait-il consulté le peuple sur les retraites, sur le traité européen, sur les franchises médicales ? Et maintenant, ça le prend. Il veut consulter le peuple sur les étrangers, sur les chômeurs qui ne travailleraient pas — comme si les chômeurs étaient responsables de leur situation ! Ceux qui sont responsables du chômage, ce ne sont pas les chômeurs, ce sont ceux qui dirigent le pays ! Voilà même qu'il annonce un référendum si les élus locaux ne mettent pas leur gestion en bon ordre comme — comme si c'étaient les finances locales qui étaient déséquilibrées, alors que c'est l'Etat qui a aggravé la dette publique depuis cinq ans !

Eh bien moi, je conteste cette vision. La France doit être unie dans ce moment si difficile. Et demain, je serai le président qui rassemblera les Français, qui les mobilisera sur un grand objectif, qui demandera le concours de toutes les forces vives, les élus des territoires, les citoyens engagés dans les associations. Heureusement qu'ils sont là, ces bénévoles de tous les jours, ces républicains anonymes qui font que nos villes, nos quartiers peuvent encore tenir malgré les épreuves et les chocs !

Je travaillerai avec les syndicats et même avec le patronat — c'est vous dire ! J'ai compris qu'il n'était pas en notre faveur, qu'il soutenait le candidat sortant. C'est le bien le droit de ce syndicat patronal, soutenir un « candidat du peuple » comme il se prétend... Mais nous, nous devons travailler avec tous. Nous avons besoin des entreprises, nous avons besoin d'investissement, nous avons besoin des syndicats.

Nous avons besoin de confiance, tout simplement de confiance. Voilà le mot que je veux prononcer devant vous, ce beau mot qui permet de donner du sens à la politique. Parce que la politique doit montrer qu'elle peut agir. Parce que la République a des valeurs qui peuvent servir de levier. Parce que nous avons des atouts considérables dans notre pays, atouts économiques, atouts culturels, les

services publics, mais aussi cette jeunesse sur laquelle je veux m'appuyer, ou plus exactement cette jeunesse à qui il faut faire confiance pour demain.

Le rôle d'un chef, ce n'est pas d'être chef de tout, c'est d'être chef d'Etat. Etre chef de l'Etat, ce n'est pas être chef de la majorité — il y a un premier ministre, qui ne peut pas être un collaborateur. Ce n'est pas être chef de parti. Ce n'est pas être chef de clan ou de caste. Etre chef de l'Etat, c'est être capable de fixer la direction, de donner un sens à l'action publique, de respecter les pouvoirs, de faire que la justice puisse être indépendante, de donner l'exemple, d'assurer une moralisation de la vie politique — oui, elle est nécessaire. Et nous aurons aussi à prendre des engagements là-dessus, sur le non-cumul des mandats, sur la parité, sur la décentralisation qui devra être renforcée, et aussi sur les financements de campagne électorale. On en apprend beaucoup en ce moment ! Je ne connais rien des instructions en cours et je ne veux pas les commenter, mais il faudrait quand même mettre un terme à ces financements par les particuliers s'ils atteignent un certain niveau et s'ils se répètent. Et je ne parle pas de ce qui est en dehors même de la loi ! La moralisation de la vie politique doit être une exigence de la part du prochain chef de l'Etat.

Un président de la République — faut-il encore qu'il soit choisi par les Français — doit être porté par une grande cause, par un grand idéal, par un dépassement de lui-même et de tout ce qui traverse notre pays. Cette grande cause, celle que j'ai annoncée depuis le début de cette campagne, c'est la jeunesse de France, c'est l'école de la République, c'est de donner les moyens de la formation, de la qualification. C'est le sens des 60 000 postes que j'ai promis et qui seront affectés le plus tôt possible, les 12 000 premiers dans les réseaux des enfants et des élèves qui sont les plus en difficulté, les RASED, les SEGPA, là où il y a ce devoir moral, dans les zones rurales comme dans les quartiers, d'apporter le concours de l'école de la République pour donner sa chance à chacun.

Nous ferons en sorte qu'aucun jeune de 16 à 18 ans ne puisse connaître la déscolarisation. Chaque jeune — chaque jeune ! — devra avoir une solution : ou un emploi, ou un apprentissage, ou une formation, ou un service civique. Je n'abandonnerai aucun enfant de France ! Et je ferai aussi de l'emploi des jeunes la grande priorité. A la fois avec les emplois d'avenir, les emplois-jeunes que nous devons affecter là où les quartiers nous envoient le pire des messages, celui du désœuvrement ou du découragement avec des taux de chômage des jeunes qui dépassent 30 % ou 40 %. Nous introduirons le contrat de génération, qui permettra de recruter des jeunes — enfin ! — avec des contrats à durée indéterminée et de garder des seniors pour qu'ils puissent partir en retraite dans les meilleures conditions. Oui, tout sera fait pour la formation, la qualification, l'entrée dans l'emploi, l'accès au logement pour les jeunes.

Je n'oublie pas les autres. Je connais les parents, qui souffrent aussi mais qui attendent, qui espèrent que d'abord, la vie sera meilleure pour leurs enfants. C'est ce que j'appelle le rêve français, la capacité que nous devons avoir de permettre à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre. C'est ce que nous avons reçu de nos propres parents, de nos propres grands-parents. Eh bien, nous sommes en dette aujourd'hui à l'égard de nos enfants.

Il en est de même d'ailleurs sur la question écologique, environnementale. Nous avons une transition énergétique à accomplir et nous la mènerons. Nous ferons en sorte qu'un million de logements chaque année puissent être isolés pour que nous puissions faire des économies d'énergie. Nous ferons monter les énergies renouvelables, parce que nous en avons le devoir. Nous investirons sur l'économie verte.

Bref, nous avons à préparer l'avenir ensemble. C'est ça, le rôle du président de la République. C'est cela la confiance que nous devons apporter dans notre avenir.

Et puis il y a la justice. La justice ! Voilà ce qui a manqué depuis cinq ans, tant toutes les décisions qui ont été prises ont été à rebours de cet idéal républicain de l'égalité. Eh bien nous la remettons, cette égalité, sur ses pieds !

Justice fiscale, avec une réforme qui permettra que les revenus du travail et les revenus du capital soient imposés de la même façon. Nous en terminerons avec ces niches fiscales. Nous mettrons aussi la progressivité de l'impôt pour les entreprises. Il n'est pas normal que les plus petites paient plus

d'impôt, en proportion de leurs bénéficiaires, que les plus grandes ! Et puis certains revenus sont à ce point indécentes que nous les fiscaliserons à un niveau qui dissuadera la distribution de ces bonus, de ces stock-options qui atteignent des montants qu'un smicard ne pourrait pas espérer plusieurs vies durant ! Nous y mettrons bon ordre, là encore.

Justice ! Justice toujours ! Justice sociale ! Nous permettrons à ceux qui ont travaillé 41 années de partir, enfin, à 60 ans !

Justice aussi dans l'accès à la santé. Nous contrôlerons les dépassements d'honoraires. Nous ferons que l'hôpital public soit un service public et pas une entreprise. Nous installerons davantage de médecins dans de meilleures conditions. Nous rémunérerons différemment la médecine de ville. Nous engagerons enfin la réforme de la dépendance qui est tant attendue, tant espérée par les familles qui n'en peuvent plus, où on est obligé de céder son patrimoine si on veut finir sa vie dignement. Ah, il faudra sans doute la solidarité nationale, parce que je refuse que ce soient les assurances qui déterminent de notre existence, la protection des risques !

Justice, toujours ! Justice territoriale, parce que nous devons avoir une solidarité entre les collectivités et l'Etat lui-même, assurant une péréquation.

Justice toujours, parce que nous devons protéger le pouvoir d'achat. Eh bien oui, il y aura des tarifs de base pour l'eau, l'électricité, le gaz, pour que les familles puissent savoir ce qu'elles peuvent dépenser sans craindre une augmentation des tarifs. Nous bloquerons aussi le prix de l'essence pendant trois mois, pour contrôler les marges de distribution. Et nous introduirons une fiscalité sur les carburants différente d'aujourd'hui, parce que l'Etat ne peut pas gagner, quand même, un centime d'euro sur la hausse du prix des carburants ! Protection du pouvoir, d'achat parce qu'aujourd'hui c'est quand même la crainte que beaucoup de nos concitoyens expriment : comment faire non pas pour boucler la fin de mois, mais déjà au milieu du mois ? Et là encore, nous devons aussi donner une protection aux salariés. Je ne sais pas ce que sera le projet du candidat sortant. Enfin si, je le connais – vous aussi : c'est son bilan. On le connaît, son bilan ! Il a été précisé. C'est le chômage au plus haut, le pouvoir d'achat au plus bas, des déficits, des dettes. Voilà le bilan. Comment le présenter, ce bilan ? C'est compliqué pour lui, mettez-vous un peu à sa place – enfin, si l'on peut dire ! Mais il y a aussi une manœuvre de sa part qui consiste à annoncer autant de propositions qu'il y a de jours de campagne. Je m'y perds, moi aussi ! Il paraît que ça vient jeudi. Jeudi, il nous annonce son projet ! J'ai pensé qu'il allait le faire après le 6 mai ! Il nous annonce même des surprises. Mais la surprise, on l'a déjà eue depuis cinq ans – et elle est mauvaise ! Et autant de propositions, pour quoi faire ? Pour cacher quel bilan, en définitive ? L'autre jour c'était vers les jeunes qu'il s'adressait. Il avait trouvé une nouvelle idée : les jeunes ont des difficultés, eh bien il y aura une banque pour les jeunes. Comme si, aujourd'hui, les jeunes cherchaient un crédit ! Mais non, ils ne cherchent pas un crédit. Ils cherchent une formation, une qualification, un emploi, un logement, une dignité ! Et quand je regardais ce qu'était la banque en question, c'était en fait un service Internet qui servait, comme on dit, d'interface entre les banques et les jeunes. Je me suis même demandé si cette proposition n'annonçait pas une augmentation des frais d'inscription dans les universités, vieille idée de la Droite. Moi, je vous dis qu'il y a aussi, au-delà de ce qui sera annoncé, un programme caché – mais que vous connaissez. Des conventions emplois compétitivité, qui ne seraient rien d'autre que l'abandon de la durée légale du travail. Ils y pensent depuis tellement de temps ! Ces 35 heures, ils nous en parlent comme si c'était les 35 heures qui étaient responsables de la compétitivité de l'économie française dégradée. Non, ce sont eux les responsables ! Les entreprises peuvent aujourd'hui faire autant d'heures supplémentaires qu'il leur est loisible de faire. Donc leur idée, c'est de faire que désormais, il n'y ait même plus d'heures supplémentaires. Il n'y aura même plus d'heures légales ! Et c'est aussi de faire en sorte que les salariés soient sous la contrainte, s'ils veulent garder leur emploi, de renoncer à leurs droits. Voilà le programme caché de la Droite ! Et le programme caché, c'est aussi l'austérité. Ils nous disent : « Avec la Gauche, vous aurez des impôts ». C'est fait ! Les impôts sont là ! Et on a même l'annonce d'une TVA au mois d'octobre ! Eh bien le choix est simple : si vous ne voulez pas de ce programme-là, changez de président !

Ne croyez pas que l'élection serait faite. Ne pensez pas qu'il suffit simplement de capter la colère, de prononcer une sanction – non, nous avons mieux à faire, parce que nous sommes la Gauche ! La Gauche n'est pas simplement un refus, un rejet, une condamnation. La Gauche, c'est une espérance.

C'est celle que nous devons porter. La confiance. La justice. Le respect. Oui, le respect ! Le respect, d'abord en étant exemplaire au sommet de l'Etat. Exemplaire sur le plan de l'autorité de l'Etat. Faire appliquer les lois de la République. Faire vivre la laïcité. Pas de leçon à recevoir du candidat sortant en matière de laïcité ! Quand je pense qu'il se saisit de ce principe, de cette belle valeur, qui d'ailleurs rassemble tous les Républicains, pour s'arroger là le monopole de la promotion de la laïcité et nous faire éventuellement leçon là-dessus ! Quand c'est lui qui est allé, comme ministre de l'Intérieur, devant un congrès – celui de l'UOIF – où il y avait d'un côté les hommes et de l'autre côté les femmes ! Quand c'est lui qui a pu dire que les pasteurs, les curés avaient une autorité supérieure à celle des maîtres, des instituteurs et des enseignants ! Non, pas de leçon !

Le prochain président de la République devra être le garant de la laïcité, protéger la liberté de conscience, la liberté de culte et, en même temps, garantir le vivre ensemble, le respect des droits et des devoirs de chacun. Le prochain président de la République, quand il regardera les citoyens, ne regardera pas une apparence en pensant qu'il y a déjà une appartenance à une religion. Non ! Il n'y a d'apparence et d'appartenance qu'à la République ! Personne, aucun visage n'indique une religion. Tous les visages que je vois ici sont des visages de citoyens, sans qu'il me soit nécessaire de connaître leur conviction religieuse, leur appartenance, leur histoire ou leur parcours. Vous êtes tous, toutes, d'abord des citoyens de la République !

Respect, parce que je le disais, nous avons besoin du concours de tous pour réussir. Respect, parce que celui qui est à la tête de l'Etat doit respecter les serviteurs de l'Etat, les fonctionnaires qui ne doivent pas être regardés simplement comme des variables d'ajustement. Et voilà que le candidat sortant voudrait que la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, qui a déjà fait tant de mal dans l'Etat, puisse s'appliquer pour les collectivités locales – et les collectivités locales récalcitrantes viendraient à perdre leurs dotations, celles qui sont versées par l'Etat. Rendez-vous compte du processus qui serait en marche ! De la perte de solidarité ! De l'effacement des services publics !

Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'efforts à faire, d'économies à engager. Sûrement. Mais il y a aussi des secteurs prioritaires de l'action publique : l'éducation – qui sera sanctuarisée, protégée –, la justice, la sécurité, la santé, parce que ce sont des droits essentiels qui garantissent la cohésion nationale.

Le respect aussi en matière de sécurité. Là encore, ne nous laissons pas impressionner. Il s'est passé des événements tragiques, sur lesquels l'ensemble des Français a eu l'attitude qui convenait, de nous réunir, d'éviter tout amalgame, de partager le deuil des familles. Mais je vois bien, maintenant, qu'on voudrait installer le sujet de la sécurité dans le cœur de cette campagne, quand il y a tant d'attente en matière d'emploi et de pouvoir d'achat. Il est annoncé l'expulsion de prédicateurs islamistes. Je n'ai rien contre ces décisions. Mais pourquoi n'ont-elles pas été prises avant ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi ce zèle – nécessaire –, mais pourquoi cette précipitation ? Pourquoi n'y avait-il pas eu, avant, des décisions en ces matières ? Ne vous laissez pas impressionner. Dans tous les domaines de la vie publique, de l'action étatique, nous avons, nous la Gauche, et j'aurai, comme premier responsable de l'état, la volonté de prendre en main ces dossiers. Celui de la sécurité comme tous les autres ! Les violences aux personnes ont augmenté de 20 % depuis que Nicolas Sarkozy a la responsabilité de l'Etat. Les effectifs de Police et de Gendarmerie ont diminué de 10 000. Des zones ont été abandonnées. Eh bien là encore, nous montrerons que c'est la Gauche qui peut agir !

Mesdames, Messieurs, chers amis, je vais bientôt interrompre mon propos. Je ne voudrais pas que vous preniez froid ! J'ai besoin de vous. Vous devez bientôt aller convaincre bien au-delà de ce cercle déjà imposant. Vous avez à favoriser un changement. Je ne vous demande pas votre aide ! Quand j'entends le candidat sortant, devant ses partisans, lancer ce cri pathétique : « Aidez-moi, aidez-moi, aidez-moi ! »... Il est bien temps ! Pourquoi ne s'est-il pas posé la question, depuis le début de son mandat : « Comment aider les Français ? ». C'est son rôle – enfin, c'était son rôle ! Parce que bientôt, ce sera le nôtre ! Aider les Français, aider la France.

Le combat que je mène en votre nom est le combat de toute ma vie. Jamais il n'est possible de confier une mission aussi élevée à un responsable public que de défendre ses idées dans une campagne présidentielle. J'ai dirigé dix dans le Parti socialiste. J'ai eu à mener des campagnes européennes, régionales, municipales, départementales. Je suis aujourd'hui votre candidat pour l'élection

présidentielle. Je sais l'attente que vous portez sur moi, la mission qui doit être la mienne, le devoir de victoire que je me suis assigné. J'irai jusqu'au bout. On me dit souvent, partout où je me déplace : « Courage, courage ! ». Je n'en manque pas, et vous m'en donnez beaucoup. On me dit : « Tenez bon, accrochez-vous ». Je m'accroche, à vous ! On me dit : « Allez jusqu'au bout ! ». J'irai jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, celle que vous attendez, celle que vous espérez !

Et je ne me détournerai jamais de mon objectif. Oh ! Les attaques, je les connais ! Les polémiques, les caricatures ! Ils diront tant de nous, pour dire si peu d'eux. Ils essaieront d'occulter, de maquiller leur bilan, triste bilan. Ils essaieront de faire peur. Ils diront : « Vous allez voir, avec la Gauche ! Elle va vider les caisses ». C'est fait ! « Si la Gauche revient, cela va être la dette publique à un niveau record ». C'est fait ! Et ils ajouteront : « Mais si la Gauche revient, ce sera la dégradation de la France ». C'est fait ! « si la Gauche revient, ce sera l'insécurité. » Elle est là !

N'ayez aucune peur. Dites à nos concitoyens qu'ils n'ont rien à perdre en faisant le changement. Que le plus grand risque, d'ailleurs, ce serait de ne pas changer.

Ce que nous devons lever, c'est l'espérance. Pas simplement la colère. La colère est l'expression de ce désordre à l'échelle du monde, de ces injustices, de ces misères, de ces marchés qui nous soumettent à leur propre dérèglement. La colère devant tant d'inégalités, je la comprends. Je l'exprime aussi. Ces souffrances, ces pauvretés, ces précarités, nous les connaissons à chaque instant. Non, ce que nous avons à faire, c'est bien plus que d'exprimer une colère : c'est de la traduire en changement, en transformation, en gouvernement, en lois !

J'en connais toujours, parmi le peuple de Gauche et même au-delà du peuple de Gauche, parmi les Français, qui vont dans les manifestations – et ils ont raison –, qui font grève – et parfois c'est nécessaire –, qui protestent, qui ont des calicots, qui ont des banderoles – et c'est leur droit le plus strict. Et c'est même leur devoir. Mais lorsque nous avons la possibilité, par un vote, de changer, de transformer et d'agir, prenons ce droit et exprimons-le dès le premier tour du scrutin !

Le changement, ce n'est pas simplement maintenant, c'est tout de suite ! Ce sera dès le premier jour de notre accession à la présidence de la République. Nous ne perdrons pas de temps. Nous ne vous décevrons pas. Nous agissons tout de suite. Nous aurons notre calendrier jusqu'aux élections législatives. Ensuite, pensez bien à nous donner une majorité à l'Assemblée nationale – Nous aurions l'air de quoi ! Et puis après, nous aurons à amplifier le mouvement. Rien ne nous sera facilité. Ne pensez pas que ce serait simple, dans le contexte que l'on connaît, avec ces gouvernements conservateurs, avec ces marchés financiers qui ne nous espèrent pas, eux, qui nous craignent. Les gouvernements conservateurs se sont, paraît-il, ligués contre moi. J'en suis fier ! Il aurait manqué, maintenant, qu'ils me soutiennent ! Je laisse cela au candidat sortant. Et en même temps, je sais bien qu'il y en a, même parmi ces conservateurs, qui se disent : « Peut-être qu'il vaudrait mieux qu'il y ait en France un changement ». Ils le connaissent aussi. Ils l'ont pratiqué. Et puis ils savent bien que si c'est nous, si c'est moi, l'Europe changera de direction !

(...)

Nos concitoyens qui arrivaient dans le bureau de vote ne savaient pas encore ce qu'ils allaient faire. Je voulais leur dire – je n'en avais pas le droit. Je les regardais. Ils se détournaient – et ils en avaient le devoir. Eh bien oui, jusqu'au dernier moment, c'est ce miracle qui peut se produire : celui de la démocratie du suffrage universel.

Je suis ici, Christophe l'évoquait, devant ce monument, ce bâtiment où se tiennent les rendez-vous de l'histoire. Eh bien une fois encore, la France a rendez-vous avec l'histoire. Et l'histoire, nous la ferons le 22 avril et surtout le 6 mai. L'histoire, nous la ferons avec la victoire ! L'histoire, c'est la Gauche qui fera une nouvelle fois avancer la France !

Chers amis, je vous dis rendez-vous

Discours Tours, le 3 avril 2012

Mesdames, Messieurs, chers amis, vous êtes venus nombreux. Rendez-vous a été pris devant le château, nous y sommes. Vous voyez ce qu'il nous reste à prendre, un autre château, dans une autre ville, et le moment arrive ! Le choix, c'est le 22 avril. Le choix, c'est de savoir dans quel pays nous voulons vivre, quel destin nous voulons donner à la France, quelle place nous voulons donner à la République. C'est vous qui allez décider.

La campagne est longue, me dit-on. C'est vrai ! J'y suis depuis un an, j'ai encore tout mon temps ! Enfin, il faudrait bientôt passer aux choses encore plus sérieuses, pas simplement faire campagne, mais diriger la France. C'est pourquoi je suis devant vous comme candidat à l'élection présidentielle. Pas pour faire campagne simplement, mais pour devenir, en votre nom, président de la République.

Le choix que notre peuple va faire pour la France, pour maîtriser son destin, pour agir dans la cohérence, dans la justice, pour redresser notre économie, ce choix se suffirait déjà à lui-même. Mais nous avons davantage encore à faire. Nous sommes la France, une grande Nation, un pays attendu partout et notamment en Europe. Beaucoup en Europe — je ne parle pas des gouvernements, mais je parle des forces vives de ces pays — attendent le choix que nous allons faire, espèrent que les Français vont donner une nouvelle orientation à l'Europe, une nouvelle direction, un nouvel espoir. Le vote des 22 avril et 6 mai n'est pas simplement un vote pour la France, c'est aussi un vote pour l'Europe !

Il est vrai que cette élection se situe dans un contexte exceptionnel. La crise est là, elle est lourde, elle est brutale. Il y a aussi une Europe qui peine à trouver la voie de la prospérité, et à qui l'on fait subir une austérité sans fin. Oui, il y a des marchés qui pèsent, il y a la finance. Eh bien là encore, le 22 avril et encore davantage le 6 mai, la démocratie doit être plus forte que les marchés, et nous devons dominer ce qui, ici ou là, nous est présenté comme une étreinte.

On m'interroge, on me dit : « Mais vous, pourrez-vous faire ce que vous promettez ? ». Oui, parce que nous ne sommes pas comme l'autre. Mais je sais bien le scepticisme, l'inquiétude, la résignation, le fatalisme. Moi, je suis sérieusement de gauche, mais je suis pour une Gauche sérieuse, celle qui ne décevra pas, celle qui ne déviara pas, qui ne se détournera pas de ses engagements.

Alors, je ne suis pas le seul candidat. Il y a en une multiplicité, dix, et je respecte les familles politiques — encore que je fais la distinction entre celles qui sont dans la République et celles qui contestent les valeurs de la République. Et je n'oublie pas la lutte que nous devons mener contre l'extrême droite, contre toutes ses thèses du mépris, du recroquevillement, du mépris de l'autre.

Au bout du compte, quand je regarde ces candidatures, et avant même le second tour, la confrontation est toujours la même : c'est celle entre la Droite et la Gauche. On peut essayer de faire des malentendus, de s'habiller de toutes manières, de se travestir, au bout du compte c'est toujours la même bataille, depuis que la République est là et a fortiori depuis que l'élection du président de la République se fait au suffrage universel, c'est toujours de savoir qui de la Droite ou de la Gauche va diriger le pays. Aujourd'hui, c'est la Gauche qui demande à prendre sa responsabilité ! Après dix ans de Droite et cinq ans sous la direction du président sortant — je dis souvent que ces années comptent double — il n'y a pas besoin de répéter l'exercice !

Ce sont deux visions de la France qui vont s'opposer. Deux visions par rapport à l'effort qu'il conviendra d'engager — il en faudra. Il devra être juste et pas simplement demander toujours aux mêmes, comme avec cette TVA sociale qui n'est rien d'autre qu'une TVA patronale — parce qu'en définitive, c'est bien pour baisser les cotisations des employeurs et pour augmenter la fiscalité sur l'ensemble des consommateurs.

Oui, deux conceptions de la solidarité, deux conceptions de l'Etat. Deux conceptions de la République et notamment des corps intermédiaires. Moi, je crois à la place, au rôle des élus dans la République.

J'ai confiance dans les territoires, je salue ici le Président de Région, la Présidente du Département, les élus de la Ville. Ils représentent les citoyens. Ils animent chaque jour la vie de nos compatriotes. Ils se dévouent. Et je ne vais pas faire une campagne en prétendant que c'est contre eux que nous allons faire le changement ! Mais c'est avec eux que nous allons réussir !

Je pense aussi que les syndicats sont utiles à notre démocratie, qu'ils représentant bien plus que des intérêts particuliers. L'ensemble des partenaires sociaux concourent à l'intérêt général. Et quand on fait une guerre aux syndicats — j'en connais un qui l'a engagée —, en définitive on fait une guerre aux salariés, puisque les salariés sont représentés par des syndicats.

Je crois aux forces vives de notre pays, à tous ces militants associatifs, à tous ces grands mouvements, à toutes ces grandes organisations qui font notre fierté, qui se dévouent pour les autres. Oui, si je deviens le prochain chef de l'Etat, j'aurai besoin du concours de tous, des élus, des partenaires sociaux, des associations, parce que nous devons ensemble transformer la France.

Et voilà que le candidat sortant a trouvé la réponse. Lui, il veut faire des référendums. Il n'en a pas fait depuis cinq ans, mais ça lui a pris ! Une espèce de repentance l'aurait saisie : il aime le peuple, maintenant ! Il l'a maltraité, mais il l'a découvert. Il ne l'avait pas spécialement invité pour fêter son élection, mais là il en a besoin parce qu'il y a une élection. Je constate qu'il a reçu l'appui — et il lui est sans doute précieux — de la Présidente du Medef, qui a dit tout le bien qu'elle pensait de sa politique. C'est un signe ! Cela devrait éclairer bon nombre de nos concitoyens...

Et voilà que le candidat sortant, donc, veut faire des référendums sur tout. Sur les étrangers, pour demander sans doute s'il y en a trop. Sur les chômeurs, pour demander qu'il y en ait moins. Sur les élus locaux, pour qu'ils fassent des économies, précisément par rapport à tout ce que l'Etat a transféré de dépenses supplémentaires vers les collectivités. Et bientôt un référendum pour savoir s'il faut des syndicats — enfin des syndicats revendicatifs, vous n'y pensez pas ! Mais des syndicats maison, pourquoi pas ? Eh bien moi, je reconnais l'utilité d'appeler au vote populaire, la nécessité à certains moments de recourir au référendum quand il s'agit de changer nos institutions ou de transférer notre souveraineté. Mais pas de référendum pour diviser les Français entre eux, pas de référendum pour stigmatiser, pour opposer, pour dénoncer !

La confrontation, c'est aussi deux manières de faire de la politique. La nôtre, la mienne, c'est de présenter un projet. Je l'ai fait à la fin du mois de janvier, après la grande réunion du Bourget, 60 engagements qui ont été largement diffusés partout — et vous y avez sans doute contribué, je vous en remercie — pour établir le contrat qui serait le mien avec les Français, pour qu'on puisse me juger le moment venu sur le respect de ces propositions. Cela ne veut pas dire que je ne puisse pas en ajouter. J'ai été amené, notamment lorsque j'ai appris que certains dirigeants d'entreprise s'étaient rémunérés jusqu'à l'indécence, à dire qu'au-delà de 1 million d'euros, une tranche supérieure d'imposition de 75 % serait introduite. J'ai cru comprendre que la proposition recevait quelque appui — mais quelque opposition aussi. Parce qu'il y a 3 000 contribuables qui disent : « Il n'en est pas question ! ». Mais si vous ne voulez pas payer, payez-vous moins et vous aurez, finalement, la solution !

Ma conception de la politique, ma conception de l'Etat, ma conception de la vérité, c'est de donner mes engagements et de les faire partager, discuter, évaluer, contester si c'est nécessaire. Le candidat sortant, lui, a attendu, je crois, jusqu'au dernier moment. Il nous dit qu'il va présenter son projet jeudi. Il aurait même pu attendre le 6 mai ! Parce qu'en fait, son projet, c'est son bilan ! Mais justement, il ne veut pas en parler. Pourquoi il ne veut pas en parler ? S'il était bon — je n'ai pas dit excellent, mais bon seulement — il se vanterait, il dirait qu'il ne veut que continuer. Eh bien non, il a fait un examen de conscience — ça lui arrive, tous les cinq ans à peu près... — et il dit : « Je veux être un président différent ». Mais moi un président différent ? S'il veut changer, c'est bien son droit... Mais moi, je crois que la meilleure façon d'y parvenir, c'est de changer de président !

Mais depuis quelques jours, avouons-le, c'est le feu d'artifice. Chaque jour, une nouvelle proposition. Je m'y perds ! J'étais sur l'Île de la Réunion avant-hier, et j'apprends qu'il a inventé une banque de jeunes — enfin, une banque pour les jeunes. Je me dis, quand même, est-ce que la première demande des jeunes c'est d'avoir un crédit, ou c'est d'avoir une formation, c'est d'avoir un emploi, c'est d'avoir un logement, c'est d'avoir un droit à la santé ? Mais je regarde dans le détail, et plutôt qu'une banque

pour les jeunes, il s'agit d'un site Internet qui rapprocherait les offres et les demandes. Voyez l'ampleur du changement qui nous est proposé ! Mais chaque jour — chaque jour, même la nuit ! Quand je ne trouve pas le sommeil, cela peut m'arriver, je me dis : « Peut-être a-t-il trouvé une nouvelle proposition ? ». Mais pourquoi faudrait-il faire de nouvelles propositions, s'il ne les a pas faites pendant cinq ans ? Pourquoi les réaliserait-il, ces propositions, dans les cinq prochaines années ? Non, jugez le bilan, jugez les projets, et faites votre choix lucidement.

Il y a même, je le crains, un projet caché, celui qu'on ne vous présentera pas, qui est tout simplement l'abandon des règles en matière de temps de travail. Cette fameuse Convention emploi-compétitivité qui n'est rien d'autre que de négocier, sous la contrainte pour les salariés, le renoncement à la durée légale du travail pour garder leur emploi. Et ensuite, ce sera quoi ? Leur salaire, pour garder leur emploi ! Et bientôt, il y en a qui seront obligés de payer pour rester dans l'entreprise ! Nous refusons cette logique-là.

Projet caché d'austérité, à travers ce traité qui n'obligera pas seulement à réduire les déficits — et j'en prends ma part, nous devons y aller, parce que nous ne pouvons pas accepter l'accumulation des dettes ; nous ne pouvons pas transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants, nos propres incapacités à payer nos propres dépenses. Mais en même temps, instaurer l'austérité pour toujours, jamais ! Ce sera le sens de la renégociation que nous ferons du traité européen.

Oui, la confrontation approche. On me dit : « Mais, ce sera aussi un choix de personnalité ». J'assume ! J'y suis prêt ! Faisons la comparaison ! Il s'agit aussi de prendre la responsabilité de désigner l'un d'entre nous comme président de la République. On me dit : « Il faut être un chef ». Chef de l'Etat oui, pas chef de tout ! Pas chef de l'Etat, chef de la majorité, chef de parti, chef de clan, comme c'est le cas depuis maintenant cinq ans ! Moi, je revendique d'être le chef de l'Etat et d'être responsable, aussi, de mes actes, de mes décisions et de mes choix — plutôt que d'être chef de tout et n'être responsable de rien, comme c'est le cas. Deux conceptions, aussi, de l'autorité. L'autorité doit élever. Elle doit permettre de nous dépasser les uns les autres, de nous donner une grande cause à poursuivre. Elle doit nous permettre d'être fiers de nous, de nous engager au-delà de nos sensibilités, de nos parcours ou de nos places dans la vie économique ou sociale, de nous mobiliser pour un enjeu qui nous paraît plus grand que d'autres, plus grand que nous-mêmes. Et cet enjeu, je l'ai dit, c'est la jeunesse de France : permettre que nous nous rassemblions autour de la réussite de nos enfants ! Voilà ce qu'est l'autorité. Fixer la direction, ouvrir le chemin, rassembler.

Et puis il y a une troisième exigence, pour être chef de l'Etat : celle de la cohérence. C'est-à-dire faire des choix qui durent, en matière fiscale. Ne pas baisser les impôts des plus favorisés au début et augmenter les impôts de tous à la fin. Ne pas dépenser sans compter en début de mandat et demander, ensuite, l'austérité pour tous. Eviter de faire des invitations de dictateurs au début de mandat, pour ensuite considérer qu'ils massacrent leur peuple. Avoir de la cohérence ! On a beaucoup parlé de « bling-bling ». C'était son affaire, si je puis dire. Ce que conteste le plus, c'est le zigzag, c'est-à-dire ne pas être capable d'avoir une ligne et de s'y tenir. La cohérence, pour moi, c'est la fiscalité, qui devra être réformée dès le début — et chacun aura le cadre dans lequel il pourra agir. La cohérence, c'est la sécurité. Nous avons besoin d'une législation, mais surtout de moyens pour la faire appliquer, plutôt que d'avoir eu 16 lois — 16 ! — sur la sécurité. Et j'entendais encore le candidat sortant dire : « Je m'étais trompé la dernière fois sur les peines de moins de deux ans. Je vais refaire une nouvelle loi ». D'ailleurs, il parle comme s'il était lui-même le législateur ! Dois-je rappeler qu'il y a un Parlement dans notre pays, et que ce Parlement devra être respecté ? La cohérence, c'est aussi d'appliquer les valeurs de la République, de les défendre, de les promouvoir. Et notamment la laïcité.

Ah ! Il s'en fait le champion, maintenant, de la laïcité. La laïcité, c'est un principe qui a toujours déterminé ma conduite, qui a toujours inspiré mes choix, et qui a toujours permis de rassembler les Français. C'est la liberté de conscience, la liberté religieuse qui doit être protégée. Et c'est la capacité de vivre ensemble, tous ensemble, dans le même espace, à égalité de droits, de devoirs ! C'est permettre la dignité de chacun, l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect des libertés, le refus de l'intrusion de la religion là où elle n'a pas sa place, l'acquisition par chacun de son libre arbitre, de sa conscience personnelle. Et, en même temps, c'est permettre de nous élever, là encore, autour de valeurs collectives. Ce n'est pas moi qui suis allé devant l'UOIF. C'était un ministre de l'Intérieur devenu président de la République — vous le reconnaîtrez ! — où il s'est adressé à une salle

où il y avait les femmes d'un côté et les hommes de l'autre. Je suis conscient qu'il était nécessaire, sans doute – sûrement même – d'expulser un certain nombre de prédicateurs dangereux. Mais la question que je me suis posée, c'est pourquoi étaient-ils encore là dans la République ? Pourquoi a-t-il fallu attendre la période des élections ou une tragédie terrible pour s'en rendre compte ? La laïcité, c'est aussi de maîtriser, lorsqu'on est au sommet de l'Etat, son vocabulaire. Et c'est ne jamais considérer que le pasteur ou le curé pourrait avoir une supériorité à celle de l'instituteur ou du maître !

Voilà le choix, mes chers amis, que vous avez à faire. Si vous êtes venus, c'est que vous vous prépariez à aller dans le sens que je souhaite. Mais nous ne sommes pas tout seuls. Il faut en convaincre d'autres. Je vais leur dire ! Leur dire d'abord que nous avons à redonner confiance. Confiance, c'est un beau mot qui ne coûte rien et qui peut rendre grand service à la Nation. Donner confiance. Confiance dans la politique. Confiance dans notre capacité de changement. Confiance dans la République, dans ses valeurs. Confiance dans nos atouts, ils sont nombreux : économiques, industriels. Je pense aussi aux services publics, à l'Etat, mais aussi à nos territoires, à notre culture qui, là encore, nous grandit, à notre démographie, à notre jeunesse. Nous avons des atouts ! Nous pouvons réussir ! Mais pour cela, il faut que nous ayons un objectif ultime.

J'ai évoqué la jeunesse – non pas pour m'adresser à elle, mais pour m'adresser à toute la Nation. Nous devons mettre d'école de la République au cœur de nos engagements. J'ai présenté mes propositions là-dessus : les 60 000 postes, mais aussi la réforme des rythmes scolaires, la reconstitution des Réseaux d'accueil des élèves les plus en difficulté, qui ont été sacrifiés ces dernières années. J'ai dit qu'il nous fallait mettre aussi, au-delà des professeurs, bon nombre de professionnels du suivi des enfants : des assistantes sociales, des infirmières scolaires, des médecins scolaires, des surveillants. Et puis un service public de l'orientation, pour que les élèves aillent dans les bonnes directions pour avoir, demain, les bons emplois. J'ai pris l'engagement qu'aucun jeune de 16 à 18 ans ne se retrouvera sans solution. S'il n'est plus dans l'Education nationale ou en apprentissage, eh bien il y aura une formation spécifique pour ce jeune ! Parce que rien ne doit être abandonné pour aller chercher celui, celle qui peut, demain, être une chance pour la France.

Je sais les urgences. Je sais les difficultés. Eh bien nous recréerons les emplois jeunes, les emplois d'avenir et nous le mettrons dans les quartiers où il y a, justement, le plus de chômage. Je reviens, vous le savez, d'un déplacement à la Réunion, à Mayotte. 60 % — 60 % ! – des moins de 25 ans sont au chômage. Dans un certain nombre de quartiers de nos villes, ici, dans l'Hexagone, 35, 40 % des jeunes sont au chômage ! La priorité, ce sera l'emploi des jeunes ! Emplois d'avenir, contrat de génération, service civique : tout, tout sera fait pour l'emploi des jeunes !

Le deuxième mot essentiel, c'est la justice. Je serai le président de la justice rétablie. Justice fiscale, à travers la réforme fiscale ! Justice sociale, pour donner accès à tous à une santé de qualité ! L'hôpital public ne sera plus considéré comme une entreprise, mais comme un service public ! Les dépassements d'honoraires seront. La médecine de ville encouragée à s'installer là où elle est attendue. Justice sociale en matière de retraite, avec l'esprit de responsabilité qui est le mien. Celles et ceux qui ont travaillé tôt, qui ont eu leurs années, 41 années, partiront à 60 ans ! Et ce sera la première décision que nous prendrons au lendemain de l'élection. J'instaurerai aussi, parce que je suis conscient des difficultés des concitoyens en termes de pouvoir d'achat, une forme de bouclier sur les prix essentiels. Je pense à l'eau, à l'électricité, au gaz, où nous introduirons un tarif de base. Je pense aussi à l'essence, au carburant, au gasoil, dont nous bloquerons les prix pendant trois mois pour bien comprendre les circuits de distribution. Et ensuite, nous introduirons une fiscalité différente de celle d'aujourd'hui pour que l'Etat ne gagne pas un seul centime d'euro sur la hausse du prix des carburants.

Justice ! Justice ! Je pourrais vous en parler ! Ce sera le sens du mandat que j'exercerai, si vous m'en donnez la responsabilité. Je ne demanderai à être jugé que là-dessus. Qu'aurai-je fait pour les jeunes ? Qu'aurai-je fait pour la justice ?

Mais je sais aussi qu'il y a un besoin de respect, d'exemplarité. Le prochain chef de l'Etat devra, de ce point de vue, être au-dessus de tout. Etre capable de faire respecter les lois de la République, de faire vivre le Parlement, d'avoir un vrai gouvernement – rendez-vous compte, même, avec un vrai Premier ministre et avec des ministres qui auront des responsabilités ! Quel changement ! Avoir une justice

indépendante, avec des magistrats du Parquet nommés comme les magistrats du Siègre, sans avoir rien à redouter de l'intervention de la Justice. Avoir également des comportements politiques différents. Et des lois seront votées pour le non cumul des mandats, pour la parité, qui devra être un fait puisqu'elle est déjà reconnue dans nos textes. Bref, une autre manière d'exercer le pouvoir, d'incarner la responsabilité. Bref, dire aux Français que le changement, c'est aussi dans les pratiques et les méthodes !

J'engagerai aussi – et je suis conscient que cela va bien au-delà de la Gauche et de la Droite et que cette question n'est pas l'apanage de quelque candidat que ce soit – la moralisation de la vie politique. Et puisqu'il y a des débats qui reviennent après chaque campagne sur le financement des campagnes électorales, justement, eh bien il nous faudra faire une nouvelle réforme là-dessus. Pour qu'on soit sûr qu'aucun argent, y compris de particuliers, puisqu'il y en a de plus riches que d'autres, ne puisse venir troubler la transparence et la clarté de ces financements. Je ne souhaite pas que la campagne se fasse sur des affaires, mais je ne souhaite pas non plus que les affaires soient étouffées, parce qu'il y a là aussi une exigence de responsabilité !

Pour tout dire – parce que je sais que vous êtes pressés, vous devez revenir à votre travail, je pourrais vous retenir tout l'après-midi. Il fait beau, nous sommes rassemblés, nous avons envie de gagner ! Mais nous avons aussi envie de convaincre d'autres. Je vais donc vous résumer mon état de pensée. Nous devons provoquer une nouvelle donne à l'occasion de cette élection présidentielle. Pas simplement écarter le candidat sortant. C'est nécessaire. Ce sera difficile de faire avec, je préfère vous le confier. Mais nous avons un objectif bien plus élevé, une cause bien plus grande. Nous devons redonner espoir à notre pays ! Nous devons faire preuve d'audace. Il en faudra. Ne croyez pas que nos décisions seront toujours soutenues par tous nos concitoyens. Il y aura des résistances. Il y aura des conflits. Nous devons montrer un sens du rassemblement, une capacité de compromis. Mais nous devons faire avancer notre pays ! Réforme fiscale, réforme bancaire, réforme territoriale, redressement de notre industrie, mobilisation de l'épargne vers l'investissement, changement des modes de décision dans l'Etat, dans la société, dans l'entreprise. Nous avons tant à faire ! Nous ne sommes pas là pour conserver, pour garder, pour préserver. Nous ne sommes pas en résistance. Nous ne sommes pas là simplement pour défendre. Nous sommes là pour conquérir, pour arracher, pour avancer, pour faire que notre pays retrouve le chemin du progrès. J'ai appelé cela « le Rêve français ». C'est, en définitive, tout ce que nos parents, grands-parents, tous ceux qui nous ont précédés ont, à un moment, conçu et réalisé. Parce que notre pays, il en a traversé, des épreuves ! Il en a supporté, des crises ! Il a parfois douté de lui-même, y compris à travers des guerres. Eh bien chaque fois, il a été capable de se redresser, de faire appel à ce qu'il y a de meilleur chez nos concitoyens et de reprendre la marche vers le progrès, vers la liberté, vers plus de République ! Nous n'avons pas à faire moins de France pour nous redresser, moins de République pour nous faire avancer, mais au contraire, rappeler la fierté de la France et les valeurs de la République pour nous permettre d'être meilleurs demain !

Dans cette élection, où l'on nous dit qu'il n'y a pas toujours la passion – je la comprends cette insuffisance de passion parfois, quand il y a tant de douleur, tant de souffrance, tant de misère, tant de précarité et quand on se refuse, comme je le fais moi-même, de promettre ce que je ne pourrai pas tenir –, nous devons donner du sens pour que les Français décident de venir voter. Nous devons donner ce rêve, qui n'est pas inaccessible ! Il est à notre portée puisque d'autres avant nous y ont accédé. Donner du sens, cela veut dire d'abord convaincre tous nos concitoyens de venir voter le 22 avril !

Il y en a toujours qui sont en colère, qui sont les plus prompts – et je les en remercie – à aller dans les manifestations, à aller dans les grèves, à aller dans les conflits. Et puis, le jour du vote, ils se disent qu'ils ont bien le temps. Eh bien moi je vais vous dire : la meilleure leçon, pour éviter les manifestations, les conflits et les grèves, qui sont parfois nécessaires, c'est de venir voter pour le changement ! Et il y en a d'autres qui se disent toujours : « S'il y a deux tours, je peux faire l'impasse du premier. J'irai quand ce sera plus simple, quand il n'y en aura plus que deux ». Oui, mais lesquels ? C'est bien la question du premier tour ! Personne ne peut dire qui seront les deux premiers. On me dit : les sondages. Mais enfin, moi, j'ai de la mémoire. En 2002, on m'avait dit : « Il y en aura forcément deux, la Gauche et la Droite ». Et on a eu qui ? La Droite et l'extrême droite ! On me dit : « Mais ça ne

reviendra plus ». Mais c'est déjà arrivé ! Et si on veut avoir la Gauche et la Droite – là, je ne parle pas aux électeurs de Droite, mais je parle aux électeurs de Gauche – eh bien faites en sorte qu'il y ait un candidat de Gauche qui soit au second tour, et le plus haut possible !

Ensuite, il y a tout ce que la Gauche sait faire, c'est-à-dire montrer sa diversité. La Gauche est belle ! Et elle est multiple ! Et parfois, elle est tellement multiple qu'elle peut ne pas être aussi belle que souhaité. Moi, je respecte toutes les candidatures. Elles représentent une sensibilité. Je remarque simplement que la Droite, elle, quand il y a l'épreuve, quand il y a le danger, quand il y a la menace, la nôtre – parce que la Droite ne veut pas quitter le pouvoir, pour celles et ceux qui auraient des doutes, elle va se battre jusqu'au bout, parce qu'elle considère que nous ne sommes pas légitimes, nous, à venir aux responsabilités du pays. Une fois ça suffit, avec François Mitterrand, mais pas deux. Surtout qu'ils ont eu deux fois François Mitterrand ! Mais nous, nous ne pouvons pas simplement être dans la nostalgie – dans le souvenir pour les plus anciens, ou dans la découverte dans les livres d'histoire pour les plus jeunes – de 1981. Nous avons de nouveau rendez-vous avec la victoire ! L'espoir de la Droite, qui utilise tellement de peurs qu'elle peut avoir parfois, elle aussi, droit de rêver à son succès et de le préparer, quel est-il ? C'est que la Gauche se disperse, la Droite s'étant unie derrière une seule candidature et, ainsi, que le premier tour puisse être moins difficile que prévu. Et ensuite, nous dire que tout serait de nouveau possible. J'ai même entendu le candidat sortant faire des compliments sur le candidat du Front de Gauche ! Il l'a trouvé très bien ! Jean-Luc Mélenchon n'y est pour rien. Il n'est pas responsable. Mais alors Nicolas Sarkozy, s'il avait à voter, c'était pour le candidat du Front de Gauche ! Il a trouvé très bien ses propositions. Il a trouvé qu'il faisait une bonne campagne, qu'il avait du dynamisme. Moi j'ai tout compris, parce qu'il n'est pas difficile à déchiffrer, Nicolas Sarkozy !

Eh bien vous, si vous voulez gagner, si vous voulez changer, c'est au premier tour que vous devez le faire !

Voilà, chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Tours, tout près de ce château où, me dit-on, Jeanne d'Arc était venue après avoir conquis Orléans. Eh bien je reviendrai à Tours, moi aussi, après avoir conquis ce que vous me permettrez de faire !

Je n'ai pas d'armure, pas de cote de mailles, pas de protection particulière. Ma seule arme, c'est vous ! C'est le suffrage universel ! C'est votre appui ! C'est votre soutien ! C'est votre engagement !

Et je retiens cette belle expression qui m'a été donnée, là encore, à l'occasion d'un de mes déplacements d'Outre-mer. Un de nos concitoyens a dit : « Nous allons voter. Nous allons vous voter. Nous allons voter la victoire ».

Eh bien oui, votons la victoire le 22 avril ! Votons la victoire pour nos idées, pour la Gauche pour la République et pour la France !

Merci !

Mesdames, Messieurs, chers amis, vous êtes venus nombreux. Rendez-vous a été pris devant le château, nous y sommes. Vous voyez ce qu'il nous reste à prendre, un autre château, dans une autre ville, et le moment arrive ! Le choix, c'est le 22 avril. Le choix, c'est de savoir dans quel pays nous voulons vivre, quel destin nous voulons donner à la France, quelle place nous voulons donner à la République. C'est vous qui allez décider.

La campagne est longue, me dit-on. C'est vrai ! J'y suis depuis un an, j'ai encore tout mon temps ! Enfin, il faudrait bientôt passer aux choses encore plus sérieuses, pas simplement faire campagne, mais diriger la France. C'est pourquoi je suis devant vous comme candidat à l'élection présidentielle. Pas pour faire campagne simplement, mais pour devenir, en votre nom, président de la République.

Le choix que notre peuple va faire pour la France, pour maîtriser son destin, pour agir dans la cohérence, dans la justice, pour redresser notre économie, ce choix se suffirait déjà à lui-même. Mais nous avons davantage encore à faire. Nous sommes la France, une grande Nation, un pays attendu partout et notamment en Europe. Beaucoup en Europe — je ne parle pas des gouvernements, mais je parle des forces vives de ces pays — attendent le choix que nous allons faire, espèrent que les Français vont donner une nouvelle orientation à l'Europe, une nouvelle direction, un nouvel espoir. Le vote des 22 avril et 6 mai n'est pas simplement un vote pour la France, c'est aussi un vote pour l'Europe !

Il est vrai que cette élection se situe dans un contexte exceptionnel. La crise est là, elle est lourde, elle est brutale. Il y a aussi une Europe qui peine à trouver la voie de la prospérité, et à qui l'on fait subir une austérité sans fin. Oui, il y a des marchés qui pèsent, il y a la finance. Eh bien là encore, le 22 avril et encore davantage le 6 mai, la démocratie doit être plus forte que les marchés, et nous devons dominer ce qui, ici ou là, nous est présenté comme une étreinte.

On m'interroge, on me dit : « Mais vous, pourrez-vous faire ce que vous promettez ? ». Oui, parce que nous ne sommes pas comme l'autre. Mais je sais bien le scepticisme, l'inquiétude, la résignation, le fatalisme. Moi, je suis sérieusement de gauche, mais je suis pour une Gauche sérieuse, celle qui ne décevra pas, celle qui ne déviara pas, qui ne se détournera pas de ses engagements.

Alors, je ne suis pas le seul candidat. Il y a en une multiplicité, dix, et je respecte les familles politiques — encore que je fais la distinction entre celles qui sont dans la République et celles qui contestent les valeurs de la République. Et je n'oublie pas la lutte que nous devons mener contre l'extrême droite, contre toutes ses thèses du mépris, du recroquevillement, du mépris de l'autre.

Au bout du compte, quand je regarde ces candidatures, et avant même le second tour, la confrontation est toujours la même : c'est celle entre la Droite et la Gauche. On peut essayer de faire des malentendus, de s'habiller de toutes manières, de se travestir, au bout du compte c'est toujours la même bataille, depuis que la République est là et a fortiori depuis que l'élection du président de la République se fait au suffrage universel, c'est toujours de savoir qui de la Droite ou de la Gauche va diriger le pays. Aujourd'hui, c'est la Gauche qui demande à prendre sa responsabilité ! Après dix ans de Droite et cinq ans sous la direction du président sortant — je dis souvent que ces années comptent double — il n'y a pas besoin de répéter l'exercice !

Ce sont deux visions de la France qui vont s'opposer. Deux visions par rapport à l'effort qu'il conviendra d'engager — il en faudra. Il devra être juste et pas simplement demander toujours aux mêmes, comme avec cette TVA sociale qui n'est rien d'autre qu'une TVA patronale — parce qu'en définitive, c'est bien pour baisser les cotisations des employeurs et pour augmenter la fiscalité sur l'ensemble des consommateurs.

Oui, deux conceptions de la solidarité, deux conceptions de l'Etat. Deux conceptions de la République et notamment des corps intermédiaires. Moi, je crois à la place, au rôle des élus dans la République. J'ai confiance dans les territoires, je salue ici le Président de Région, la Présidente du Département, les élus de la Ville. Ils représentent les citoyens. Ils animent chaque jour la vie de nos compatriotes. Ils se

dévouent. Et je ne vais pas faire une campagne en prétendant que c'est contre eux que nous allons faire le changement ! Mais c'est avec eux que nous allons réussir !

Je pense aussi que les syndicats sont utiles à notre démocratie, qu'ils représentant bien plus que des intérêts particuliers. L'ensemble des partenaires sociaux concourent à l'intérêt général. Et quand on fait une guerre aux syndicats — j'en connais un qui l'a engagée —, en définitive on fait une guerre aux salariés, puisque les salariés sont représentés par des syndicats.

Je crois aux forces vives de notre pays, à tous ces militants associatifs, à tous ces grands mouvements, à toutes ces grandes organisations qui font notre fierté, qui se dévouent pour les autres. Oui, si je deviens le prochain chef de l'Etat, j'aurai besoin du concours de tous, des élus, des partenaires sociaux, des associations, parce que nous devons ensemble transformer la France.

Et voilà que le candidat sortant a trouvé la réponse. Lui, il veut faire des référendums. Il n'en a pas fait depuis cinq ans, mais ça lui a pris ! Une espèce de repentance l'aurait saisie : il aime le peuple, maintenant ! Il l'a maltraité, mais il l'a découvert. Il ne l'avait pas spécialement invité pour fêter son élection, mais là il en a besoin parce qu'il y a une élection. Je constate qu'il a reçu l'appui — et il lui est sans doute précieux — de la Présidente du Medef, qui a dit tout le bien qu'elle pensait de sa politique. C'est un signe ! Cela devrait éclairer bon nombre de nos concitoyens...

Et voilà que le candidat sortant, donc, veut faire des référendums sur tout. Sur les étrangers, pour demander sans doute s'il y en a trop. Sur les chômeurs, pour demander qu'il y en ait moins. Sur les élus locaux, pour qu'ils fassent des économies, précisément par rapport à tout ce que l'Etat a transféré de dépenses supplémentaires vers les collectivités. Et bientôt un référendum pour savoir s'il faut des syndicats — enfin des syndicats revendicatifs, vous n'y pensez pas ! Mais des syndicats maison, pourquoi pas ? Eh bien moi, je reconnais l'utilité d'appeler au vote populaire, la nécessité à certains moments de recourir au référendum quand il s'agit de changer nos institutions ou de transférer notre souveraineté. Mais pas de référendum pour diviser les Français entre eux, pas de référendum pour stigmatiser, pour opposer, pour dénoncer !

La confrontation, c'est aussi deux manières de faire de la politique. La nôtre, la mienne, c'est de présenter un projet. Je l'ai fait à la fin du mois de janvier, après la grande réunion du Bourget, 60 engagements qui ont été largement diffusés partout — et vous y avez sans doute contribué, je vous en remercie — pour établir le contrat qui serait le mien avec les Français, pour qu'on puisse me juger le moment venu sur le respect de ces propositions. Cela ne veut pas dire que je ne puisse pas en ajouter. J'ai été amené, notamment lorsque j'ai appris que certains dirigeants d'entreprise s'étaient rémunérés jusqu'à l'indécence, à dire qu'au-delà de 1 million d'euros, une tranche supérieure d'imposition de 75 % serait introduite. J'ai cru comprendre que la proposition recevait quelque appui — mais quelque opposition aussi. Parce qu'il y a 3 000 contribuables qui disent : « Il n'en est pas question ! ». Mais si vous ne voulez pas payer, payez-vous moins et vous aurez, finalement, la solution !

Ma conception de la politique, ma conception de l'Etat, ma conception de la vérité, c'est de donner mes engagements et de les faire partager, discuter, évaluer, contester si c'est nécessaire. Le candidat sortant, lui, a attendu, je crois, jusqu'au dernier moment. Il nous dit qu'il va présenter son projet jeudi. Il aurait même pu attendre le 6 mai ! Parce qu'en fait, son projet, c'est son bilan ! Mais justement, il ne veut pas en parler. Pourquoi il ne veut pas en parler ? S'il était bon — je n'ai pas dit excellent, mais bon seulement — il se vanterait, il dirait qu'il ne veut que continuer. Eh bien non, il a fait un examen de conscience — ça lui arrive, tous les cinq ans à peu près... — et il dit : « Je veux être un président différent ». Mais moi un président différent ? S'il veut changer, c'est bien son droit... Mais moi, je crois que la meilleure façon d'y parvenir, c'est de changer de président !

Mais depuis quelques jours, avouons-le, c'est le feu d'artifice. Chaque jour, une nouvelle proposition. Je m'y perds ! J'étais sur l'Île de la Réunion avant-hier, et j'apprends qu'il a inventé une banque de jeunes — enfin, une banque pour les jeunes. Je me dis, quand même, est-ce que la première demande des jeunes c'est d'avoir un crédit, ou c'est d'avoir une formation, c'est d'avoir un emploi, c'est d'avoir un logement, c'est d'avoir un droit à la santé ? Mais je regarde dans le détail, et plutôt qu'une banque pour les jeunes, il s'agit d'un site Internet qui rapprocherait les offres et les demandes. Voyez l'ampleur du changement qui nous est proposé ! Mais chaque jour — chaque jour, même la nuit !

Quand je ne trouve pas le sommeil, cela peut m'arriver, je me dis : « Peut-être a-t-il trouvé une nouvelle proposition ? ». Mais pourquoi faudrait-il faire de nouvelles propositions, s'il ne les a pas faites pendant cinq ans ? Pourquoi les réaliserait-il, ces propositions, dans les cinq prochaines années ? Non, jugez le bilan, jugez les projets, et faites votre choix lucidement.

Il y a même, je le crains, un projet caché, celui qu'on ne vous présentera pas, qui est tout simplement l'abandon des règles en matière de temps de travail. Cette fameuse Convention emploi-compétitivité qui n'est rien d'autre que de négocier, sous la contrainte pour les salariés, le renoncement à la durée légale du travail pour garder leur emploi. Et ensuite, ce sera quoi ? Leur salaire, pour garder leur emploi ! Et bientôt, il y en a qui seront obligés de payer pour rester dans l'entreprise ! Nous refusons cette logique-là.

Projet caché d'austérité, à travers ce traité qui n'obligera pas seulement à réduire les déficits — et j'en prends ma part, nous devons y aller, parce que nous ne pouvons pas accepter l'accumulation des dettes ; nous ne pouvons pas transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants, nos propres incapacités à payer nos propres dépenses. Mais en même temps, instaurer l'austérité pour toujours, jamais ! Ce sera le sens de la renégociation que nous ferons du traité européen.

Oui, la confrontation approche. On me dit : « Mais, ce sera aussi un choix de personnalité ». J'assume ! J'y suis prêt ! Faisons la comparaison ! Il s'agit aussi de prendre la responsabilité de désigner l'un d'entre nous comme président de la République. On me dit : « Il faut être un chef ». Chef de l'Etat oui, pas chef de tout ! Pas chef de l'Etat, chef de la majorité, chef de parti, chef de clan, comme c'est le cas depuis maintenant cinq ans ! Moi, je revendique d'être le chef de l'Etat et d'être responsable, aussi, de mes actes, de mes décisions et de mes choix — plutôt que d'être chef de tout et n'être responsable de rien, comme c'est le cas. Deux conceptions, aussi, de l'autorité. L'autorité doit élever. Elle doit permettre de nous dépasser les uns les autres, de nous donner une grande cause à poursuivre. Elle doit nous permettre d'être fiers de nous, de nous engager au-delà de nos sensibilités, de nos parcours ou de nos places dans la vie économique ou sociale, de nous mobiliser pour un enjeu qui nous paraît plus grand que d'autres, plus grand que nous-mêmes. Et cet enjeu, je l'ai dit, c'est la jeunesse de France : permettre que nous nous rassemblions autour de la réussite de nos enfants ! Voilà ce qu'est l'autorité. Fixer la direction, ouvrir le chemin, rassembler.

Et puis il y a une troisième exigence, pour être chef de l'Etat : celle de la cohérence. C'est-à-dire faire des choix qui durent, en matière fiscale. Ne pas baisser les impôts des plus favorisés au début et augmenter les impôts de tous à la fin. Ne pas dépenser sans compter en début de mandat et demander, ensuite, l'austérité pour tous. Eviter de faire des invitations de dictateurs au début de mandat, pour ensuite considérer qu'ils massacrent leur peuple. Avoir de la cohérence ! On a beaucoup parlé de « bling-bling ». C'était son affaire, si je puis dire. Ce que conteste le plus, c'est le zigzag, c'est-à-dire ne pas être capable d'avoir une ligne et de s'y tenir. La cohérence, pour moi, c'est la fiscalité, qui devra être réformée dès le début — et chacun aura le cadre dans lequel il pourra agir. La cohérence, c'est la sécurité. Nous avons besoin d'une législation, mais surtout de moyens pour la faire appliquer, plutôt que d'avoir eu 16 lois — 16 ! — sur la sécurité. Et j'entendais encore le candidat sortant dire : « Je m'étais trompé la dernière fois sur les peines de moins de deux ans. Je vais refaire une nouvelle loi ». D'ailleurs, il parle comme s'il était lui-même le législateur ! Dois-je rappeler qu'il y a un Parlement dans notre pays, et que ce Parlement devra être respecté ? La cohérence, c'est aussi d'appliquer les valeurs de la République, de les défendre, de les promouvoir. Et notamment la laïcité.

Ah ! Il s'en fait le champion, maintenant, de la laïcité. La laïcité, c'est un principe qui a toujours déterminé ma conduite, qui a toujours inspiré mes choix, et qui a toujours permis de rassembler les Français. C'est la liberté de conscience, la liberté religieuse qui doit être protégée. Et c'est la capacité de vivre ensemble, tous ensemble, dans le même espace, à égalité de droits, de devoirs ! C'est permettre la dignité de chacun, l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect des libertés, le refus de l'intrusion de la religion là où elle n'a pas sa place, l'acquisition par chacun de son libre arbitre, de sa conscience personnelle. Et, en même temps, c'est permettre de nous élever, là encore, autour de valeurs collectives. Ce n'est pas moi qui suis allé devant l'UOIF. C'était un ministre de l'Intérieur devenu président de la République — vous le reconnaîtrez ! — où il s'est adressé à une salle où il y avait les femmes d'un côté et les hommes de l'autre. Je suis conscient qu'il était nécessaire, sans doute — sûrement même — d'expulser un certain nombre de prédicateurs dangereux. Mais la

question que je me suis posée, c'est pourquoi étaient-ils encore là dans la République ? Pourquoi a-t-il fallu attendre la période des élections ou une tragédie terrible pour s'en rendre compte ? La laïcité, c'est aussi de maîtriser, lorsqu'on est au sommet de l'Etat, son vocabulaire. Et c'est ne jamais considérer que le pasteur ou le curé pourrait avoir une supériorité à celle de l'instituteur ou du maître !

Voilà le choix, mes chers amis, que vous avez à faire. Si vous êtes venus, c'est que vous vous prépariez à aller dans le sens que je souhaite. Mais nous ne sommes pas tout seuls. Il faut en convaincre d'autres. Je vais leur dire ! Leur dire d'abord que nous avons à redonner confiance. Confiance, c'est un beau mot qui ne coûte rien et qui peut rendre grand service à la Nation. Donner confiance. Confiance dans la politique. Confiance dans notre capacité de changement. Confiance dans la République, dans ses valeurs. Confiance dans nos atouts, ils sont nombreux : économiques, industriels. Je pense aussi aux services publics, à l'Etat, mais aussi à nos territoires, à notre culture qui, là encore, nous grandit, à notre démographie, à notre jeunesse. Nous avons des atouts ! Nous pouvons réussir ! Mais pour cela, il faut que nous ayons un objectif ultime.

J'ai évoqué la jeunesse – non pas pour m'adresser à elle, mais pour m'adresser à toute la Nation. Nous devons mettre d'école de la République au cœur de nos engagements. J'ai présenté mes propositions là-dessus : les 60 000 postes, mais aussi la réforme des rythmes scolaires, la reconstitution des Réseaux d'accueil des élèves les plus en difficulté, qui ont été sacrifiés ces dernières années. J'ai dit qu'il nous fallait mettre aussi, au-delà des professeurs, bon nombre de professionnels du suivi des enfants : des assistantes sociales, des infirmières scolaires, des médecins scolaires, des surveillants. Et puis un service public de l'orientation, pour que les élèves aillent dans les bonnes directions pour avoir, demain, les bons emplois. J'ai pris l'engagement qu'aucun jeune de 16 à 18 ans ne se retrouvera sans solution. S'il n'est plus dans l'Education nationale ou en apprentissage, eh bien il y aura une formation spécifique pour ce jeune ! Parce que rien ne doit être abandonné pour aller chercher celui, celle qui peut, demain, être une chance pour la France.

Je sais les urgences. Je sais les difficultés. Eh bien nous recréerons les emplois jeunes, les emplois d'avenir et nous le mettrons dans les quartiers où il y a, justement, le plus de chômage. Je reviens, vous le savez, d'un déplacement à la Réunion, à Mayotte. 60 % — 60 % ! – des moins de 25 ans sont au chômage. Dans un certain nombre de quartiers de nos villes, ici, dans l'Hexagone, 35, 40 % des jeunes sont au chômage ! La priorité, ce sera l'emploi des jeunes ! Emplois d'avenir, contrat de génération, service civique : tout, tout sera fait pour l'emploi des jeunes !

Le deuxième mot essentiel, c'est la justice. Je serai le président de la justice rétablie. Justice fiscale, à travers la réforme fiscale ! Justice sociale, pour donner accès à tous à une santé de qualité ! L'hôpital public ne sera plus considéré comme une entreprise, mais comme un service public ! Les dépassements d'honoraires seront. La médecine de ville encouragée à s'installer là où elle est attendue. Justice sociale en matière de retraite, avec l'esprit de responsabilité qui est le mien. Celles et ceux qui ont travaillé tôt, qui ont eu leurs années, 41 années, partiront à 60 ans ! Et ce sera la première décision que nous prendrons au lendemain de l'élection. J'instaurerai aussi, parce que je suis conscient des difficultés des concitoyens en termes de pouvoir d'achat, une forme de bouclier sur les prix essentiels. Je pense à l'eau, à l'électricité, au gaz, où nous introduirons un tarif de base. Je pense aussi à l'essence, au carburant, au gasoil, dont nous bloquerons les prix pendant trois mois pour bien comprendre les circuits de distribution. Et ensuite, nous introduirons une fiscalité différente de celle d'aujourd'hui pour que l'Etat ne gagne pas un seul centime d'euro sur la hausse du prix des carburants.

Justice ! Justice ! Je pourrais vous en parler ! Ce sera le sens du mandat que j'exercerai, si vous m'en donnez la responsabilité. Je ne demanderai à être jugé que là-dessus. Qu'aurai-je fait pour les jeunes ? Qu'aurai-je fait pour la justice ?

Mais je sais aussi qu'il y a un besoin de respect, d'exemplarité. Le prochain chef de l'Etat devra, de ce point de vue, être au-dessus de tout. Etre capable de faire respecter les lois de la République, de faire vivre le Parlement, d'avoir un vrai gouvernement – rendez-vous compte, même, avec un vrai Premier ministre et avec des ministres qui auront des responsabilités ! Quel changement ! Avoir une justice indépendante, avec des magistrats du Parquet nommés comme les magistrats du Siègre, sans avoir rien à redouter de l'intervention de la Justice. Avoir également des comportements politiques

différents. Et des lois seront votées pour le non cumul des mandats, pour la parité, qui devra être un fait puisqu'elle est déjà reconnue dans nos textes. Bref, une autre manière d'exercer le pouvoir, d'incarner la responsabilité. Bref, dire aux Français que le changement, c'est aussi dans les pratiques et les méthodes !

J'engagerai aussi – et je suis conscient que cela va bien au-delà de la Gauche et de la Droite et que cette question n'est pas l'apanage de quelque candidat que ce soit – la moralisation de la vie politique. Et puisqu'il y a des débats qui reviennent après chaque campagne sur le financement des campagnes électorales, justement, eh bien il nous faudra faire une nouvelle réforme là-dessus. Pour qu'on soit sûr qu'aucun argent, y compris de particuliers, puisqu'il y en a de plus riches que d'autres, ne puisse venir troubler la transparence et la clarté de ces financements. Je ne souhaite pas que la campagne se fasse sur des affaires, mais je ne souhaite pas non plus que les affaires soient étouffées, parce qu'il y a là aussi une exigence de responsabilité !

Pour tout dire – parce que je sais que vous êtes pressés, vous devez revenir à votre travail, je pourrais vous retenir tout l'après-midi. Il fait beau, nous sommes rassemblés, nous avons envie de gagner ! Mais nous avons aussi envie de convaincre d'autres. Je vais donc vous résumer mon état de pensée. Nous devons provoquer une nouvelle donne à l'occasion de cette élection présidentielle. Pas simplement écarter le candidat sortant. C'est nécessaire. Ce sera difficile de faire avec, je préfère vous le confier. Mais nous avons un objectif bien plus élevé, une cause bien plus grande. Nous devons redonner espoir à notre pays ! Nous devons faire preuve d'audace. Il en faudra. Ne croyez pas que nos décisions seront toujours soutenues par tous nos concitoyens. Il y aura des résistances. Il y aura des conflits. Nous devons montrer un sens du rassemblement, une capacité de compromis. Mais nous devons faire avancer notre pays ! Réforme fiscale, réforme bancaire, réforme territoriale, redressement de notre industrie, mobilisation de l'épargne vers l'investissement, changement des modes de décision dans l'Etat, dans la société, dans l'entreprise. Nous avons tant à faire ! Nous ne sommes pas là pour conserver, pour garder, pour préserver. Nous ne sommes pas en résistance. Nous ne sommes pas là simplement pour défendre. Nous sommes là pour conquérir, pour arracher, pour avancer, pour faire que notre pays retrouve le chemin du progrès. J'ai appelé cela « le Rêve français ». C'est, en définitive, tout ce que nos parents, grands-parents, tous ceux qui nous ont précédés ont, à un moment, conçu et réalisé. Parce que notre pays, il en a traversé, des épreuves ! Il en a supporté, des crises ! Il a parfois douté de lui-même, y compris à travers des guerres. Eh bien chaque fois, il a été capable de se redresser, de faire appel à ce qu'il y a de meilleur chez nos concitoyens et de reprendre la marche vers le progrès, vers la liberté, vers plus de République ! Nous n'avons pas à faire moins de France pour nous redresser, moins de République pour nous faire avancer, mais au contraire, rappeler la fierté de la France et les valeurs de la République pour nous permettre d'être meilleurs demain !

Dans cette élection, où l'on nous dit qu'il n'y a pas toujours la passion – je la comprends cette insuffisance de passion parfois, quand il y a tant de douleur, tant de souffrance, tant de misère, tant de précarité et quand on se refuse, comme je le fais moi-même, de promettre ce que je ne pourrai pas tenir –, nous devons donner du sens pour que les Français décident de venir voter. Nous devons donner ce rêve, qui n'est pas inaccessible ! Il est à notre portée puisque d'autres avant nous y ont accédé. Donner du sens, cela veut dire d'abord convaincre tous nos concitoyens de venir voter le 22 avril !

Il y en a toujours qui sont en colère, qui sont les plus prompts – et je les en remercie – à aller dans les manifestations, à aller dans les grèves, à aller dans les conflits. Et puis, le jour du vote, ils se disent qu'ils ont bien le temps. Eh bien moi je vais vous dire : la meilleure leçon, pour éviter les manifestations, les conflits et les grèves, qui sont parfois nécessaires, c'est de venir voter pour le changement ! Et il y en a d'autres qui se disent toujours : « S'il y a deux tours, je peux faire l'impasse du premier. J'irai quand ce sera plus simple, quand il n'y en aura plus que deux ». Oui, mais lesquels ? C'est bien la question du premier tour ! Personne ne peut dire qui seront les deux premiers. On me dit : les sondages. Mais enfin, moi, j'ai de la mémoire. En 2002, on m'avait dit : « Il y en aura forcément deux, la Gauche et la Droite ». Et on a eu qui ? La Droite et l'extrême droite ! On me dit : « Mais ça ne reviendra plus ». Mais c'est déjà arrivé ! Et si on veut avoir la Gauche et la Droite – là, je ne parle pas

aux électeurs de Droite, mais je parle aux électeurs de Gauche – eh bien faites en sorte qu’il y ait un candidat de Gauche qui soit au second tour, et le plus haut possible !

Ensuite, il y a tout ce que la Gauche sait faire, c’est-à-dire montrer sa diversité. La Gauche est belle ! Et elle est multiple ! Et parfois, elle est tellement multiple qu’elle peut ne pas être aussi belle que souhaité. Moi, je respecte toutes les candidatures. Elles représentent une sensibilité. Je remarque simplement que la Droite, elle, quand il y a l’épreuve, quand il y a le danger, quand il y a la menace, la nôtre – parce que la Droite ne veut pas quitter le pouvoir, pour celles et ceux qui auraient des doutes, elle va se battre jusqu’au bout, parce qu’elle considère que nous ne sommes pas légitimes, nous, à venir aux responsabilités du pays. Une fois ça suffit, avec François Mitterrand, mais pas deux. Surtout qu’ils ont eu deux fois François Mitterrand ! Mais nous, nous ne pouvons pas simplement être dans la nostalgie – dans le souvenir pour les plus anciens, ou dans la découverte dans les livres d’histoire pour les plus jeunes – de 1981. Nous avons de nouveau rendez-vous avec la victoire ! L’espoir de la Droite, qui utilise tellement de peurs qu’elle peut avoir parfois, elle aussi, droit de rêver à son succès et de le préparer, quel est-il ? C’est que la Gauche se disperse, la Droite s’étant unie derrière une seule candidature et, ainsi, que le premier tour puisse être moins difficile que prévu. Et ensuite, nous dire que tout serait de nouveau possible. J’ai même entendu le candidat sortant faire des compliments sur le candidat du Front de Gauche ! Il l’a trouvé très bien ! Jean-Luc Mélenchon n’y est pour rien. Il n’est pas responsable. Mais alors Nicolas Sarkozy, s’il avait à voter, c’était pour le candidat du Front de Gauche ! Il a trouvé très bien ses propositions. Il a trouvé qu’il faisait une bonne campagne, qu’il avait du dynamisme. Moi j’ai tout compris, parce qu’il n’est pas difficile à déchiffrer, Nicolas Sarkozy !

Eh bien vous, si vous voulez gagner, si vous voulez changer, c’est au premier tour que vous devez le faire !

Voilà, chers amis, ce que j’étais venu vous dire à Tours, tout près de ce château où, me dit-on, Jeanne d’Arc était venue après avoir conquis Orléans. Eh bien je reviendrai à Tours, moi aussi, après avoir conquis ce que vous me permettrez de faire !

Je n’ai pas d’armure, pas de cote de mailles, pas de protection particulière. Ma seule arme, c’est vous ! C’est le suffrage universel ! C’est votre appui ! C’est votre soutien ! C’est votre engagement !

Et je retiens cette belle expression qui m’a été donnée, là encore, à l’occasion d’un de mes déplacements d’Outre-mer. Un de nos concitoyens a dit : « Nous allons voter. Nous allons vous voter. Nous allons voter la victoire ».

Eh bien oui, votons la victoire le 22 avril ! Votons la victoire pour nos idées, pour la Gauche pour la République et pour la France !

Merci !

Mes chers amis, c'est une grande et belle réunion ce soir. D'abord parce que vous êtes venus nombreux ici, et au-delà même de cette salle. C'est une grande et belle réunion parce que nous sommes en Bretagne, la région de toutes les conquêtes, la région de toutes les cultures, de toutes les histoires, la région capable de tant d'invention, la région qui donne à la France ses usines, ses terres et aussi sa surface maritime, la mer grâce à laquelle la France est une puissance. Merci la Bretagne ! Merci à toi Jean-Yves Le Drian, qui a conquis cette région, c'était en 2004 — une belle année, 2004 ! Je suis ici à Rennes, une ville exemplaire. Merci Edmond Hervé de l'avoir bâtie ainsi ! Merci à toi, Daniel Delaveau ! Merci à tous les élus de l'agglomération, merci à tous les élus bretons — souvent de Gauche — parce que la Bretagne, elle est à Gauche !

C'est une grande et belle réunion ce soir à Rennes parce que Ségolène Royal est là, elle qui fut notre candidate en 2007, qui mena une campagne courageuse, audacieuse. Elle est là pour montrer la continuité. Parce qu'aucun candidat ne part de rien, il est l'héritier d'une longue histoire. Et la mienne, c'est celle de toute la Gauche, capable à des moments décisifs de son histoire de donner à la France une espérance. Ségolène Royal est là aussi comme symbole de l'unité, cette unité qui avait manqué en 2007 et qui est là maintenant, puissante, irréversible.

Nous sommes réunis ce soir avec Ségolène Royal mais aussi avec Laurent Fabius, avec Jean-Marc Ayrault, avec Marylise Lebranchu qui, chacun à sa place, ont servi la France et le Socialisme. Mais il y a aussi Jean-Michel Baylet pour les Radicaux de Gauche, et Robert Hue pour le mouvement qu'il préside.

Cette réunion n'est pas une réunion comme les autres, parce que nous sommes à dix-huit jours du premier tour. Dix-huit jours avant que le peuple français donne son verdict. Dix-huit jours avant que déjà, la première étape vers le changement soit franchie. Dix-huit jours pour convaincre. Dix-huit jours pour dire que nous pouvons demain non pas simplement gagner, mais réussir pour la France !

Il nous reste 18 jours pour convaincre, dire que nous pourrons demain pas simplement gagner, mais réussir pour la France! [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Ce soir à Rennes, je suis venu vous dire ce qu'ensemble, nous pourrons faire de juste, de grand, d'utile, de durable pour notre pays, si les Français nous en donnent comme je l'espère, comme je le souhaite, comme je le veux, mandat le 6 mai.

La France que nous aimons, nous voulons la redresser. Redresser la France, car elle va mal. On lui a fait mal pendant cinq ans. Le chômage est au plus haut. Le pouvoir d'achat est au plus bas. 8 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté. La précarité est partout, la justice nulle part. L'école et l'hôpital ont été abîmés. La dette a explosé. Les déficits se sont accumulés. A cause de qui ?

Eh bien oui, c'est l'échec d'un président, c'est l'échec d'un gouvernement, c'est l'échec d'une majorité, c'est l'échec aussi d'un système. Et ce système a un nom, c'est le libéralisme, c'est la mondialisation sans limite, c'est la finance folle. Voilà ceux qui sont responsables de la situation de la France !

Le candidat sortant est au pouvoir depuis dix ans — dix ans ! Il est président depuis cinq ans. C'est long cinq ans, c'est interminable dix ans, et vous voudriez continuer ? Le candidat sortant voudrait faire croire aux Français qu'il serait un homme neuf, sans passé, sans passif. Il se vante chaque jour qu'il est le chef de tout — et il aime bien être le chef ! Chef de l'Etat, chef de la majorité, chef de parti, chef de famille, chef de clan, chef de caste ! Chef de tout, mais jamais responsable de rien !

Alors, il prétend qu'il a changé, qu'il est un autre président, qu'il a appris, qu'il a compris, qu'il ne le fera plus... A chaque jour d'ailleurs, sa mesure. A chaque événement, une posture. Une imagination dont vous n'avez pas ici conscience ! Chaque jour qui passe, une nouvelle proposition. Même la nuit, il réfléchit : « Qu'est-ce que je vais pouvoir trouver ? ». Je l'écoutais, j'étais loin pourtant, j'étais sur l'Île

de la Réunion, et j'apprenais qu'il avait promis à des jeunes qui étaient venus l'écouter une banque pour les jeunes. Comme si d'ailleurs, les jeunes voulaient un crédit ? Non, ils ne veulent pas un crédit aujourd'hui les jeunes, ils veulent une formation, ils veulent un emploi, ils veulent un logement, ils veulent une dignité !

Il paraît qu'il prépare une mesure sur le permis de conduire. Ça tombe bien, parce que le permis de conduire de l'Etat, les Français vont bientôt lui retirer ! Il me fait penser à ces enfants un peu brouillons à qui leurs parents offraient pour de belles occasions, pas toujours pour Noël, une ardoise magique. Vous savez, ce petit matériel qui permettait aux enfants qui avaient du mal avec les mathématiques de faire des calculs qui ne tombaient jamais juste, et qui ensuite, de guerre lasse, tiraient l'ardoise et tout disparaissait ! Cette fois-ci la magie n'opère plus, mais l'ardoise, c'est nous qui allons en hériter !

Mes chers amis, j'ai l'impression que nous sommes là pour longtemps parce que j'en suis au début de mon propos, et j'ai tant de choses à vous dire ! Je voulais d'abord vous parler de son bilan, puisqu'il n'en parle jamais. Or il est doublement d'actualité. D'abord parce que l'élection présidentielle, c'est le moment de rendre des comptes. Mais aussi parce qu'il a annoncé qu'il allait bientôt, demain, présenter son projet. Je vois votre impatience ! Je mesure votre inquiétude ! Je vais vous faire une confidence, son projet, moi, je le connais. Et je vais vous le dévoiler, vous gagnerez 24 heures : son projet, c'est son bilan en pire ! Son projet, c'est de conduire la même politique 5 ans de plus avec la même méthode, l'intolérance, l'inconstance et l'incohérence. Mais cette fois-ci sans aucune contrainte, aucune limite, aucun tabou, puisque ce serait — dans l'hypothèse où il pourrait convaincre les Français — son ultime mandat.

Et de la même manière qu'il escamote son bilan, il veut aussi cacher son projet. Je vais ici vous le révéler. Son projet, c'est le démantèlement du droit du travail. C'est l'objectif plus ou moins avoué, d'ailleurs, des Accords compétitivité-emploi, produit d'appel pour organiser tous les chantages, pour mettre fin — c'est leur objectif depuis tant d'années — aux 35 heures, ne plus payer même les heures supplémentaires avec un tarif majoré. C'est-à-dire que ce second mandat serait sous le slogan « travailler moins pour gagner moins » !

Son projet, c'est le démantèlement du droit du travail. [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Et avec demain une pression sur les salaires. Et avec cette menace, pour chaque salarié, s'il n'obtempère pas, de perdre son propre emploi. Le projet caché, c'est aussi une augmentation des impôts pour tous les Français. Cela a commencé, avec la TVA qui va passer de 19,6 à 21,2 – enfin, non, qui ne passera pas, puisque nous allons arriver, nous allons venir !

Mais déjà, cette hausse de TVA a été précédée d'un gel du barème de l'impôt sur le revenu, qui a rendu imposables 200 000 — 200 000 ! — nouveaux foyers fiscaux, les plus modestes. Les impôts vont augmenter de plus de 50 milliards d'euros entre 2011 et 2016. La moitié de cette augmentation concerne des prélèvements déjà acquis, votés et qui ne sont pas encore appliqués. Voilà le programme fiscal caché du candidat sortant ! Son projet, c'est l'austérité ! Et c'est même un traité qui viendrait consacrer, et pour longtemps, l'austérité. Pas seulement parce qu'il prévoirait des disciplines – je les accepte –, des sanctions – elles sont nécessaires quand des Etats sont imprévoyants. Mais parce que ce traité renonce à la croissance, à l'emploi, à l'activité, à l'idée même que l'Europe pourrait être un espace de prospérité pour les prochaines années. Le candidat sortant a cédé à la chancelière d'Allemagne qui voulait ce traité. Eh bien c'est le vote, c'est votre vote, peuple français, qui va permettre de faire sauter ce verrou et qui va donner à l'Europe – enfin ! –, une espérance : celle de sortir de cette austérité interminable pour donner enfin confiance aux peuples dans l'Europe que nous aimons !

Le projet caché, c'est l'attaque contre les collectivités locales. J'ai entendu les propositions qui sont faites : c'est, en définitive, de menacer les élus locaux, s'ils ne mettent pas eux aussi des politiques d'austérité, de leur retirer les dotations de l'Etat. Si ces élus n'appliquent pas la règle du non-

remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ils perdraient le bénéfice des dotations auxquelles ces élus et ces collectivités ont droit. Et qui en seraient les premières victimes ? Les Français ! Qui perdraient les services collectifs ou qui se verraient imposer de nouveaux prélèvements.

Le projet caché, c'est l'attaque contre les syndicats, ces gêneurs, ces empêcheurs, ces porteurs de pancartes ! Mais en définitive, accuser les syndicats, c'est agresser les salariés, parce que ce sont les salariés qui ont mandaté les syndicats pour les défendre, qui leur ont donné mandat de porter leurs revendications.

Le projet du candidat sortant, c'est la poursuite de la dégradation de l'Education nationale, avec de nouvelles suppressions de postes et avec aussi la remise en cause du collègue unique, avec l'autonomie des établissements, avec la fin des concours nationaux de recrutement d'enseignants et pour l'enseignement supérieur, le relèvement des droits d'inscription ! Je comprends mieux l'idée de la banque des jeunes : prêter aux étudiants pour qu'ils puissent payer des droits qui aujourd'hui sont limités et qui, demain, seraient à discrétion des universités.

Le projet caché, ce sont les assurances privées qui prendraient progressivement la place de la Sécurité sociale ! C'est l'affaiblissement des mutuelles, de la garantie de remboursement qui jusqu'à présent était acquise pour tant d'assurés sociaux et qui aujourd'hui ne parviennent plus à accéder à la santé. Voilà le projet caché !

Le candidat sortant prétend qu'il a changé ? Il n'a pas changé de projet : c'est le même ! Il n'a pas changé de personnalité : je vous le confirme, c'est la même ! Il ne changera pas de comportement : c'est le même ! Le voilà candidat du peuple ! Vous avez vu, vous, un candidat du peuple soutenu à ce point par le patronat français, par le Medef ?

Mais il ajoute aussi une méthode qu'il n'avait pas pu utiliser durant le quinquennat qui vient de s'achever. Une méthode qui peut avoir sa force, sa légitimité : c'est le référendum. Mais cette fois-ci, il serait utilisé pour diviser les Français. Qu'un référendum soit, un jour, décidé – et je peux en avoir aussi, demain, la responsabilité – sur les institutions, sur les transferts de souveraineté, cela fait partie de notre constitution. Mais faire des référendums sur les étrangers ! Avec quelle question : y en aurait-il trop ou pas assez ? Sur les chômeurs : pour qu'ils travaillent ? Sur les partenaires sociaux : parce qu'ils n'obtempèrent pas suffisamment ? Sur les élus, les collectivités locales : parce qu'ils ne se soumettent pas ? Sur la justice : parce qu'elle deviendrait curieuse ?

Ce n'est pas une prolongation de mandat qui est sollicitée. C'est un changement de conception même de la République !

Eh bien Mesdames, Messieurs, chers amis c'est une autre direction que je vous demande de choisir. C'est un autre chemin qu'il convient d'emprunter. Et c'est pourquoi nous sommes là réunis. C'est pourquoi avec vous, avec des millions de femmes et d'hommes, nous nous battons pour que l'avenir soit différent de notre présent ! Pour que nos enfants trouvent leur place dans une République pleine, entière, respectueuse !

Mon message est simple ce soir, et je le répéterai autant de jours qu'il conviendra. Il faut changer : changer d'avenir, changer de politique, changer de président ! Je veux être le président du redressement, le président de la justice, le président du rassemblement, le président de la jeunesse de France !

Je veux être le Président du redressement, de la justice, du rassemblement, de la jeunesse de France. [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Depuis plusieurs mois que j'ai reçu l'investiture du Parti socialiste et des Radicaux de gauche, grâce aux primaires citoyennes, je n'ai jamais dévié. Je n'ai jamais changé de capacité. La cohérence est la condition de la confiance. La constance est la marque du respect. Voilà un an, j'ai annoncé ma

candidature. C'était en Corrèze, dans ma ville de Tulle, là où à défaut de racines, j'ai ma légitimité. Celle du suffrage universel. Je l'ai fait parce que j'ai senti au plus profond de moi-même l'ardente responsabilité de m'engager pour mon pays, pour qu'il se rassemble – j'allais dire pour qu'il se ressemble de nouveau, pour qu'il soit à la hauteur de son histoire. Une histoire glorieuse, qui a inspiré le mouvement du monde ! J'avais dit que je rassemblerais les Socialistes et, au-delà, tous ceux qui se reconnaissent dans notre démarche, dans notre projet, dans notre promesse. Je l'ai fait ! C'était au soir du vote des primaires. J'avais dit que je rendrais public mon projet avant la fin du mois de janvier. Je l'ai fait ! C'était au Bourget, 60 engagements pour la France : chacun peut les consulter, les partager, les évaluer, les chiffrer, les contester, les approuver aussi, les diffuser – c'est très important. Tout est connu, rien n'est tu ! Tout est chiffré, rien n'est dissimulé ! Et quand il le faut, je peux préciser mes propositions. Il m'est même arrivé, si je puis dire – le mot est peut-être mal choisi – de les enrichir.

Par exemple quand, scandalisé par les rémunérations d'un certain nombre de patrons du CAC 40, en hausse de 35 % dans l'année 2010 alors que le pouvoir d'achat des Français stagne, j'ai proposé une imposition de 75 % à partir d'un million d'euros. Certains s'en sont offusqués. On me dit : « Mais ils vont partir ! ». Et pourquoi donc ? S'ils sont payés à ce prix, c'est déjà pas mal ! Et puis ils servent leur pays. Et puis ces hommes, ces femmes qui sont à la tête des plus grandes entreprises de France, nous devons les respecter. Ce sont des patriotes. Et eux aussi doivent respecter l'effort qu'ils demandent à leurs propres salariés ! Mais cette proposition a eu un avantage. Elle permet de donner plus de clarté aux choix qui nous sont présentés. Je m'explique. Quand on gagne plus d'un million d'euros avec le candidat sortant, on reçoit un chèque du Trésor public. Cela s'appelle le bouclier fiscal, maintenu jusqu'à aujourd'hui et qui sera peut-être rétabli si affinité. Avec moi, si je deviens le prochain président de la République, quand on gagera plus d'un million d'euros, ce sera l'inverse : on fera un chèque au Trésor public. Cela s'appelle la justice, la justice fiscale !

J'avais dit que j'engagerais un travail pour préciser quand et comment mes engagements seraient mis en œuvre. J'ai demandé à Laurent Fabius, qui n'est pas le moins expérimenté d'entre nous, de préparer ce calendrier, les modalités, les premières mesures que nous pourrions prendre la première année du changement, si les Français m'accordent leur confiance. Nous devons être prêts – et je l'en remercie – dès la première heure de notre nouveau mandat, pour agir, pour changer, pour donner confiance. Et je vous le dis, ce soir, à Rennes : nous sommes prêts ! Prêts à agir ! Prêts à décider ! Prêts à changer !

Et je vais vous dire, ce soir, ce que seront les six premiers mois de mon quinquennat. Chacun, chacune pourra choisir là encore en connaissance de cause. Le changement commencera tout de suite, pas seulement dans les mots, dans les actes.

Trois principes me guideront. La cohérence. Celle du projet, celle de la décision, celle de l'action. Tenir le cap, ne pas dévier. Le second principe c'est la clarté. Tout sera dit ! Et si des difficultés nouvelles ou inattendues surgissaient, je le dirais aux Français. Et je ne ferai aucune promesse que je ne serai capable de tenir. Car je ne veux pas décevoir. Je ne veux pas abaisser la politique, abîmer la parole publique. Et le troisième principe c'est la rapidité. Parce que quand il y a urgence, quand nos concitoyens vivent l'épreuve, la souffrance, la dureté des temps, les pouvoirs publics, ceux qui ont reçu mandat du suffrage universel doivent prendre des mesures tout de suite.

La première décision que j'aurai à formuler, ce sera de composer un gouvernement, avec un Premier ministre – rendez-vous compte ! –, qui ne sera pas un collaborateur, mais qui sera le chef d'une équipe. D'une équipe composée d'autant de femmes que d'hommes. D'une équipe où aucun ministre ne pourra être en même temps à la tête d'un exécutif local. D'une équipe où sera strictement respecté un code de déontologie. On ne pourra plus, par exemple, être ministre et trésorier d'un parti – cela porte malheur, d'ailleurs ! Un gouvernement qui sera responsable devant le Parlement, parce que c'est aussi sa légitimité. Un gouvernement qui sera composé de 15 pôles ministériels avec une capacité d'action. Le président présidera, le gouvernement gouvernera – c'est si simple ! –, le Parlement délibérera et les partenaires sociaux négocieront. Et le chef de l'Etat sera un chef de l'Etat. Il aura, dès les premiers jours du prochain mandat, des décisions lourdes à annoncer sur le plan international.

Une équipe qui sera composée d'autant de femmes que d'hommes! [#Gouvernement](#) [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

L'un des premiers rendez-vous sera le G8 aux Etats-Unis, les 18 et 19 mai. Si j'en ai reçu par la volonté du suffrage universel la responsabilité, je réaffirmerai ma fermeté à l'égard de l'Iran, dont la course à l'arme atomique doit être arrêtée comme la prolifération nucléaire. Je demanderai également dans ce G8 à tous les pays de porter solidarité aux Nations de la Méditerranée, celles où s'est produite la transition démocratique, là où doit être respectée la volonté des peuples à l'écart des dérives autoritaires ou des tentations intégristes.

Le lendemain, viendra le sommet de l'Otan. Il se tiendra à Chicago. J'y annoncerai à nos alliés le retrait des troupes françaises d'Afghanistan.

Nous y sommes allés il y a plus de dix ans. C'était la décision conjointe de Jacques Chirac et de Lionel Jospin à la suite de l'agression du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, pour faire barrage à un régime, celui des Talibans, qui avait abrité Al-Qaïda. Mais à partir de 2008, j'ai refusé la décision qui a été prise de renforcer notre présence et de faire jouer à nos armées un rôle qui n'était pas le leur. Eh bien, je l'annonce ici : il n'y a pas de solution militaire en Afghanistan. J'organiserai ce retrait en bon ordre, en assurant la sécurité de nos soldats et en pleine concertation avec nos alliés.

Un mois plus tard, se tiendra le Conseil européen. J'ai dit, et je le réaffirme ici, que je n'approuve pas le traité budgétaire — non pas parce qu'il a été signé par le candidat sortant, cela ne suffit pas et je respecte la continuité de l'Etat. Je le refuse aujourd'hui parce que ce traité est dépourvu de la dimension de croissance indispensable et qu'il ne donne aucune perspective à l'Europe. Je ferai tout pour le modifier. On me dit : « Mais vous ne pourrez pas compter sur l'appui des conservateurs ». C'est possible. Mais tant de progressistes regarderont dans notre direction ! Et même parmi les conservateurs, j'en connais, qui ne le disent pas mais qui le pensent, qui préfèrent, à mon avis, notre arrivée plutôt que son maintien. Parce que ces conservateurs savent bien que l'Europe a besoin d'énergie, de force, de capacité industrielle ! Et donc si ce traité n'était d'ailleurs pas renégocié, il ne pourrait pas être ratifié par le Parlement. Lors de ce même Conseil européen, je proposerai que l'Union se rassemble sur un nouveau projet : une communauté de l'énergie, pour faire monter les énergies renouvelables, la transition écologique, l'efficacité énergétique, l'innovation dans tous ces domaines. Et je ferai aussi en sorte que la politique agricole commune, qui tient tant aux agriculteurs bretons, puisse être préservée avec des conditions environnementales qui puissent aussi permettre cet équilibre entre la production nécessaire et le respect de la nature.

Mon premier déplacement, ensuite, en tant que chef de l'Etat sera pour me rendre à Berlin. L'amitié entre nos deux pays, France et Allemagne, a toujours fait avancer l'Europe. Mais à une condition : que ce rapport reste équilibré. Que chacun fasse une part du chemin. A nous les Français de remettre un peu d'ordre dans nos comptes publics et d'améliorer notre compétitivité. Nous le ferons ! Et aux Allemands aussi de prendre conscience que leur pays ne peut pas rester un îlot de croissance dans un océan de stagnation, que la solidarité n'est pas un problème, mais est la solution pour l'Europe.

La solidarité n'est pas le problème mais la solution pour l'Europe! [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Et je proposerai à la chancelière d'Allemagne, 50 ans après le traité de l'Élysée qui avait été signé par le général de Gaulle et Conrad Adenauer, oui je proposerai un nouveau temps, un nouveau cycle pour renforcer les liens entre la France et l'Allemagne ! Et pour donner une dimension, une perspective à l'avenir de l'Union européenne. Je le ferai en pensant aux jeunes générations d'Europe qui nous espèrent.

Et puisque je reviens aux jeunes générations, le prochain chef de l'Etat aura une seule priorité : la jeunesse ! Un grand ministère d'Etat consacrera cette ambition. Le candidat sortant avait voulu

innover. C'était en 2007, souvenez-vous en : il avait évoqué un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration. Il pensait que c'était conforme à notre histoire. Eh bien non ! Moi je propose un ministère de l'Education, de la Jeunesse, de l'Avenir, parce que c'est ça notre histoire ! Et c'est ça aussi notre futur !

Avant même que les élections législatives n'aient donné leurs résultats – car je rappelle qu'après la présidentielle, il y a des élections législatives : ce serait trop bête de gagner la première et de ne pas remporter les secondes. Donc d'ici les élections législatives, si vous m'avez donné mandat d'agir, je ne perdrai pas mon temps. Je ne resterai pas enfermé. J'agirai tout de suite pour le pouvoir d'achat. Le prix des carburants sera bloqué trois mois. L'allocation de rentrée scolaire sera revalorisée de 25 %. Les loyers seront encadrés dans les zones où la tension existe, pour la première location ou la relocation. Les sanctions pour les communes qui ne respectent pas le quota nécessaire de logements sociaux seront multipliées par cinq. Toujours au mois de juin, une caution solidaire sera instaurée par décret pour que les jeunes puissent accéder enfin au logement et améliorer leur vie quotidienne.

J'agirai aussi pour la justice sociale en permettant, là encore par décret, à ceux qui ont commencé à travailler tôt et qui ont toutes leurs annuités de partir à la retraite à 60 ans.

Au début du mois de juillet, des mesures d'urgence seront prises pour préparer la rentrée scolaire, parce qu'il y a tout à craindre pour le mois de septembre avec les suppressions de postes qui sont déjà prévues et qui seront effectives. Nous reviendrons sur certaines fermetures de classes – et notamment par rapport aux RASED qui doivent être soutenus, encouragés, parce qu'il s'agit des élèves les plus en difficulté. Nous recruterons, à défaut de professeurs à ce stade puisqu'il n'y aura pas de concours, 2 000 assistants d'éducation. Nous constituerons un corps de personnel chargé d'assurer la prévention, la lutte contre les incivilités, les violences. Et, notamment dans certains établissements, des dispositions d'urgence seront prises pour la formation des 14 000 professeurs néotitulaires qui auront un stage, pour ne pas les exposer tout de suite sans préparation à l'exercice du métier le plus difficile qui soit, qui est de transmettre le savoir.

A la mi-juillet, déjà renforcés par une majorité législative, nous préparerons le projet de loi de programmation et d'orientation pour l'Education nationale et l'Enseignement supérieur, parce que je me suis fixé un objectif : faire reculer l'échec scolaire et élargir la réussite. Moi je n'accepte pas que 20 % d'une classe d'âge, 150 000 jeunes, puissent sortir de l'école sans aucun diplôme, sans aucune qualification. Tout au long de mon quinquennat j'agirai pour réduire ce chiffre et pour parvenir à tout le moins à ce que seulement 10 % — et c'est déjà trop — d'une classe d'âge puissent sortir ainsi de l'école sans avoir la capacité de réussir immédiatement sa vie.

En juillet, une grande conférence sera organisée avec les partenaires sociaux, que je respecte. Patronat et syndicats débattront des grands sujets du quinquennat : l'emploi des jeunes, la formation, la souffrance au travail, le partage de la valeur ajoutée. Et j'introduirai dans cette discussion, pour préparer la prochaine loi, les contrats de génération. Ces contrats qui vont permettre aux seniors de rester dans l'emploi et qui vont permettre à des jeunes d'être embauchés avec des contrats à durée indéterminée.

Mais vous ne savez pas tout encore. Dès que le Parlement pourra être convoqué et réuni, il sera en session extraordinaire. Je m'engage à ramener le déficit public à 3 % de la richesse nationale. Il y aura une loi de programmation qui affichera un objectif de retour à l'équilibre en 2017. Je demanderai au premier président de la cour des comptes de recenser l'ensemble des économies possibles dans la mise en œuvre de la dépense publique. La croissance de nos dépenses ne dépassera pas 1 % et trois budgets seront reconnus prioritaires : l'éducation, la sécurité, la justice et pour les hôpitaux, la santé.

Le Parlement continuera à travailler, peut-être même jusqu'au 4 août. Ça tombe bien ! Ce sera la réforme fiscale, la fin des privilèges. Nous plafonnerons les niches fiscales, rétablirons l'impôt de solidarité sur la fortune, abaisserons l'impôt sur les sociétés des petites entreprises, augmenterons aussi l'impôt sur les plus grandes. Nous privilégierons l'investissement. Nous taxerons un certain nombre de groupes pétroliers et financiers et nous supprimerons la TVA sociale, non, la TVA du candidat sortant. 13 milliards qui seront restitués aux ménages.

A l'automne, une grande loi de sécurité bancaire sera votée. Elle séparera les activités de dépôt, de crédit, dont nous avons besoin, des activités spéculatives. Elle interdira, cette loi, les produits toxiques, des activités bancaires dans les paradis fiscaux et le financement des PME sera amélioré grâce à un livret d'épargne industrie qui sera à la disposition de tout le réseau bancaire, dont nous doublerons le plafond, pour que les entreprises qui innovent, qui embauchent, qui investissent, puissent accéder au crédit. Nous favoriserons aussi l'économie sociale, solidaire dont nous avons besoin et nous créerons la banque publique d'investissement en liaison avec les régions pour développer les entreprises.

Toujours à l'automne, si vous me suivez encore, nous ferons voter une loi de développement économique, avec la prévention et la lutte contre les licenciements boursiers. Nous introduirons des contrats de relocalisation des activités. Les aides aux entreprises seront conditionnées à l'activité en France, à la production en France, à l'investissement en France. Et nous demanderons le reversement des aides qui ont été versées en cas de délocalisation sauvage ou de fermeture d'entreprise.

Dans cette même loi, nous introduirons une notation sociale. C'est bien une agence de notation. Pas simplement pour les Etats, pas simplement pour les appels aux marchés financiers. Non, une agence pour noter les bons comportements en matière sociale, en matière environnementale. Eh bien il y aura aussi cette évaluation pour les plus grandes entreprises. Et nous introduirons des salariés aux comités de rémunération des grands groupes et aux conseils d'administration et de surveillance des grandes entreprises.

Nous introduirons une agence de notation sociale. Une agence pour noter les bons comportements pour les plus grandes entreprises. [#Rennes](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Dans cette même loi, nous imposerons l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Et là encore, les entreprises qui ne se mettront pas en conformité avec ce principe, avec ce devoir d'égalité, perdront là encore le bénéfice d'exonération de cotisations sociales.

Améliorer la vie quotidienne, c'est aussi agir pour la sécurité. Je n'annoncerai pas de nouvelles lois. Rendez-vous compte, nous ne savons même plus combien il y en a eu, tant elles ont été annoncées, préparées dans la hâte, votées et parfois corrigées aussitôt publiées ; 16 me dit-on. J'entendais le candidat sortant, qui annonce des lois comme si c'est lui qui les votait, toujours cette confusion des pouvoirs. Il ne sait peut-être pas qu'il y a un Parlement. Il avait annoncé un certain nombre d'alourdissements de peines parce qu'à chaque fait divers, il agit en annonçant des lois, des lois, toujours des lois. Mais là, il était en repentance. Il disait « j'ai eu tort, parce que je devais en voter une qui prévoyait l'aménagement des peines inférieures à deux ans, mais il faudrait mettre inférieur à un an ». Et puis après, un autre fait divers l'amènera à dire qu'il faut aménager les peines inférieures à six mois, à trois mois, à deux mois...

Non, il nous faut appliquer les lois de la République, permettre qu'il y ait des moyens pour la justice, pour la protection judiciaire de la jeunesse, pour la police, pour la gendarmerie, pour les zones de sécurité prioritaire, là où il y a des violences, là où il y a des quartiers qui sont laissés à l'abandon. Oui ! La Gauche, elle considère que la sécurité c'est la première des libertés. Nous aurons aussi à réviser la constitution. Ce sera fait avant la fin 2012 pour faire souffler un esprit démocratique car il ne peut pas y avoir de changement durable s'il n'y a pas une société en mouvement. Et d'abord s'il n'y a pas d'exemplarité. Le statut pénal du chef de l'Etat sera révisé afin de le rendre responsable pour les actes commis en dehors de l'exercice de ses fonctions. Et pour ma part je n'ai rien à craindre pour le financement des campagnes électorales.

Je ne ferai pas de nouvelle loi. Il nous faut appliquer les lois de la République! [#Sécurité](#) [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

La Cour de justice de la République sera supprimée, afin que les ministres soient jugés comme des citoyens, parce que les ministres sont des citoyens ! L'indépendance de la Justice sera garantie. Les magistrats du Parquet seront nommés par le Conseil supérieur de la magistrature lui-même, rendu indépendant.

La démocratie sociale sera reconnue par la constitution. Aucun texte ne pourra être délibéré par le Parlement s'il n'a pas reçu, avant, la concertation avec les partenaires sociaux. Nous introduirons aussi, si c'est nécessaire, dans le texte fondamental le non-cumul des mandats. Et le droit de vote des étrangers aux élections locales, parce que nous en avons pris l'engagement depuis tant d'années. Et parce qu'il n'y a rien à craindre ! Parce qu'il ne s'agit pas de reconnaître une citoyenneté, mais tout simplement un principe de résidence : qui paie des impôts en France depuis cinq ans doit participer à la vie locale. Et cela ne changera rien à la nature de notre République, à notre capacité de décider nous-mêmes de notre avenir.

Nous avons pris l'engagement du droit de vote des étrangers aux élections locales! [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

J'introduirai aussi, si le Parlement en convient, les principes de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat dans la constitution, pour que nous donnions encore plus de force à ces principes, parce que nous avons besoin, dans ce moment, de la laïcité – de la laïcité qui n'a pas besoin d'être ouverte, qui est la laïcité républicaine, celle qui garantit la liberté de culte, la liberté de croyance, la liberté de conscience ! Et qui permet aussi à chacune et à chacun de vivre ensemble avec les mêmes droits, les mêmes devoirs. Et que l'on ne vienne pas nous chercher chicane là-dessus ! Moi, je l'écoute, le candidat sortant. Je connais son refrain, et même les paroles. Quant à la musique, elle n'adoucit pas mes mœurs ! Mais il revient toujours sur des choses fausses : les piscines à Lille, la nourriture halal dans les écoles et que sais-je encore. Non ! La laïcité c'est le respect, mais c'est aussi l'obligation de vivre ensemble de la même manière. Et je n'ai pas de leçon à recevoir, parce que ces faits-là, je les récuse. Je n'ai pas de leçon à recevoir de celui qui, ministre de l'Intérieur, est allé devant un congrès d'une organisation qui s'appelle l'UOIF, qu'il dénonce aujourd'hui, où il s'est exprimé avec d'un côté les hommes et de l'autre côté les femmes ! Pas de leçon à recevoir de celui qui avait prononcé cette phrase qui est dans tous les esprits, où il disait que le curé ou le pasteur, pour lesquels j'ai grande considération, avaient plus d'autorité que l'instituteur ou le maître !

Non, mes chers amis, la République n'a rien à concéder. Et nous sortirons de cette épreuve avec plus de République, avec plus de France, et pas avec moins de République et moins d'esprit de la France !

Et de la même façon, la République n'a rien à craindre et je ferai dans cette révision constitutionnelle voter une disposition qui permettra de ratifier enfin la charte des langues régionales, pour que ces langues – sans qu'elles menacent la langue officielle, la plus belle langue qui soit, la langue française –, puissent être diffusées et enseignées. Voilà, mes amis, ce que je propose. Voilà ma cohérence. Cohérence de dire aux Français dès à présent les mesures que nous prendrons, sitôt élus. Cohérence qui est de lancer dès la première année le changement, les réformes de structures qui permettront de remettre la France sur les rails pour enfin être maîtres de notre destin. La cohérence pour préparer la croissance de demain. Pour innover. Pour investir. Pour renforcer les entreprises. Pour redresser nos comptes. La première moitié du quinquennat sera entièrement mobilisée pour le redressement du pays, à travers ces réformes profondes, structurelles, durables. Le second temps du quinquennat sera le fruit des efforts que nous aurons réalisés dans la justice. Il faut produire pour répartir. Il faut créer pour distribuer. Et puis, nous allons innover : nous partagerons ! Nous partagerons les gains de la croissance, les gains de l'activité retrouvée. Un quinquennat pour le changement !

Nous ratifierons la charte des langues régionales! [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Mais il y aura deux actes majeurs que je voudrai engager vite, pour donner toute la force à nos territoires : un nouvel acte de décentralisation, pour donner plus de responsabilité aux régions, en

matière de développement, d'emploi, de logement, pour renforcer la cohésion territoriale, pour clarifier les responsabilités, pour moderniser la fiscalité locale. Nous concluons un pacte de confiance avec les territoires. J'ai confiance dans les territoires de France ! Je sais ce que la Bretagne pourrait faire encore de mieux, de plus, de plus fort si on lui donnait tous les moyens pour assurer son développement, son effort de recherche et d'innovation ! Et le deuxième acte, qui vaut pour les générations futures, c'est la transition écologique et énergétique. Une loi, là encore, sera soumise au Parlement, pour préserver les ressources naturelles, la biodiversité et l'eau – l'eau qui est un bien essentiel et non pas une marchandise. Nous moderniserons l'industrie nucléaire. Nous sécuriserons au maximum les installations sur le territoire. Je dis cela pour rassurer le candidat sortant qui, vous l'avez vu, est parti dans un tour de France – qui ne l'amènera pas en Bretagne : vous n'avez pas de centrales nucléaires ! Mais lui, il fait la tournée des centrales – pas des centrales syndicales, des centrales nucléaires. Et il laisse penser aux salariés de ces centrales que leur avenir serait menacé. Eh bien non ! Une seule centrale, qu'ils m'entendent bien, une seule fermera durant le prochain quinquennat. Mais en même temps, mon devoir est de faire monter les énergies nouvelles, c'est de faire monter le solaire, l'éolien en mer, la biomasse, la géothermie et, ici en Bretagne, les houles les marées. Bref, tout ce qui peut faire l'autonomie énergétique !

Il y aura deux actes majeurs : un nouvel acte de décentralisation, et l'acte de la transition écologique, énergétique. [#Rennes](#) [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Voilà, mes chers amis ! Je ne veux pas vous retenir toute la nuit. Vous insistez, je vais le faire ! Parce que nous avons tant à réaliser ensemble, après le 6 mai. Mais, voyez-vous, je vais vous rappeler à la réalité. Nous n'y sommes pas encore, au 6 mai. Et avant le 6 mai, il y a le 22 avril ! Voilà le changement que nous devons préparer. Voilà pourquoi, ici à Rennes, en Bretagne, j'appelle les Français aux urnes, à venir voter massivement dès le premier tour, pour le changement !

Je m'adresse à ceux qui doutent, qui s'interrogent, qui se posent toujours des questions. Plutôt que de faire simple, ils cherchent à être compliqués. Ils se disent : « Mais, finalement, à quoi bon venir au premier tour ? Nous pourrions venir au second ». Mais si on n'est pas au second ? C'est déjà arrivé ! Moi, je n'oublie rien ! Et bien d'autres, qui se disent : « A quoi bon ? Est-ce que la politique peut encore changer nos destins ? Est-ce que les marchés ne sont pas devenus plus forts ? ». Eh bien moi je réponds non ! La démocratie est plus forte que les marchés ! La République est plus puissante que la finance ! La France est plus grande que la spéculation, parce que nous sommes la France ! Parce que nous sommes capables, et c'est notre idéal, de créer le mouvement. Nous avons à faire un effort comparable à ceux qui nous ont précédé, qui avaient affronté tant d'épreuves – que ce soit le Front populaire au moment où les totalitarismes étaient là, que ce soit après la guerre lorsqu'il fallait reconstruire la France, que ce soit même au début des années 60 quand il fallait décoloniser ce qu'on appelait encore l'empire. Oui ! Et puis il y a eu cette volonté humaine, à chaque fois, de nous relever en étant dignes de notre histoire et capables d'inventer les solutions pour demain. Oui, le bel effort qui fut aussi celui de François Mitterrand pendant toutes ces années, avant de conquérir, de gagner, de parvenir enfin à la présidence de la République !

La démocratie est plus forte que les marchés. La République est plus puissante que la finance. La France est plus grande que la spéculation.

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Et l'effort qui fut le sien avec ici, des hommes et des femmes qui l'ont accompagné, de mettre en mouvement le changement en 1981, de faire avancer nos libertés, le progrès social, de donner des pouvoirs nouveaux à nos territoires, de faire la décentralisation, de réaliser enfin les revendications que portaient depuis tant d'années un certain nombre de mouvements sociaux, féministes. Effort de faire aussi en sorte que la France retrouve son honneur avec l'abolition de la peine de mort. C'est la Gauche, toujours la Gauche qui a su vaincre, là encore, les réticences, les préjugés, les conservatismes !

Là encore, mes chers amis, c'est le même effort, la même volonté qui nous animent, de faire avancer notre pays, de continuer le rêve français, le récit républicain, celui qui nous oblige à l'égard de nos enfants, de nos petits-enfants, de faire qu'ils vivent mieux que nous. Parce que c'est notre devoir, parce que c'est notre réussite, parce que c'est l'aspiration d'un pays !

Mais ne croyez pas que nous allons y venir simplement par la force de notre conviction, par notre grandeur d'âme. Non, il va falloir nous battre. Dix-huit jours nous séparent de l'élection présidentielle, du premier tour. Le candidat sortant de la Droite est en fin de parcours. Mais il va tenter — c'est son tempérament, c'est son caractère. Nous devons lui répondre : « Mais pourquoi, alors que vous êtes au pouvoir depuis dix ans, que depuis cinq ans vous avez échoué avec une constance, une régularité, une récurrence, une obstination même qui devraient normalement vous écarter, pourquoi arriveriez-vous pour les cinq prochaines années à faire ce que vous n'avez pas réussi pendant les dix dernières ? ». Oui, poser cette question, c'est donner la réponse !

Il ne suffira pas, mes chers amis, de susciter le rejet, de dénoncer le candidat sortant. Il nous faut faire bien mieux que cela, lever une espérance. J'ai la passion de l'intérêt général. J'ai l'amour de mon pays. Dans cette campagne aujourd'hui comme demain, ou dans la responsabilité qui me serait confiée, j'ai toujours les mots que Jean Jaurès avait prononcés un jour de 1903 dans un lycée d'Albi où, jeune agrégé de philosophie, il avait remis des prix. A l'époque, on remettait encore des prix, ce n'était pas l'ardoise magique, c'étaient des livres... Il avait prononcé cette phrase : « Le courage, c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, et si même il lui réserve une récompense ».

La promesse de Rennes, la promesse que je vous fais à vous tous et à tous les Français, c'est d'aller chercher cette récompense à travers le suffrage universel, c'est de donner toute ma force, toute mon énergie pour être à la hauteur de cette exigence. Vous me le demandez. Chaque fois que je parcours vos rangs, vous me dites « courage ! ». Je vous le donne ! Vous me dites « tenez bon ! ». Je m'accroche ! Vous me dites « allez jusqu'au bout ! ». J'irai jusqu'au bout ! Jusqu'au bout, ce n'est pas simplement le 6 mai en passant par le 22 avril. Jusqu'au bout, ce sera le bout du mandat que vous m'aurez donné.

La promesse que je vous fais ici à [#Rennes](#), est de donner toute ma force, toute mon énergie pour être à la hauteur de vos espérances. [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 4, 2012](#)

Le changement, il est proche, il arrive, il vient, il est nécessaire, il est attendu. Rien — je dis bien rien ! — ne pourra l'arrêter sinon l'abstention, celle qui pourrait détourner des suffrages qui devraient venir vers nous, sinon la dispersion que le candidat sortant cherche à entretenir. Je l'entendais l'autre matin faire des compliments au candidat du Front de Gauche. Il admirait son talent — il est grand. Il saluait ses propositions — il y en a d'intéressantes. Il pronostiquait son succès. Je me demandais : mais, il allait voter pour lui ? Alors, j'ai commencé à réfléchir — cela peut m'arriver... — et je me suis dit : mais dans quel dessein fait-il autant d'hommages à Jean-Luc Mélenchon ? A mon avis, il aime tellement la Gauche, le candidat de Droite, qu'il la voudrait divisée, séparée ! Eh bien non, il n'y parviendra pas parce que nous nous rassemblerons, nous nous rassemblerons toujours pour gagner, pour la victoire !

C'est vrai que la Gauche — c'est son histoire, c'est sa coutume, et là c'est à cause de nous — se présente dans toute sa diversité. Quand la Droite, elle, s'unit de gré ou de force. Certains n'ont pas eu le choix. Ils ont voulu, ils n'ont pas pu ! Et ceux qui pouvaient ont été arrêtés. La Droite, elle, s'est réunie derrière son candidat, derrière son champion, fût-il insupportable à beaucoup, y compris chez eux qui le connaissent bien. Mais quand même, ils se sont mis derrière lui. Parce que pour eux, c'est le pouvoir qui est en jeu. Et le combat va être rude. Nous avons devant nous des adversaires puissants, la Droite coalisée, les forces de l'argent. Je ne parle pas de celles qui distribuent des enveloppes — ça, c'est le vieux temps, l'Ancien Régime ! — mais de celles qui se versent elles-mêmes des revenus indécents. C'est ça, les forces de l'argent !

Et puis il y a le conformisme, la peur. C'est le ressort du conservatisme. C'est comme ça qu'ils peuvent détourner des suffrages qui devraient se porter vers nous, vers la Gauche, et qui par crainte de perdre quelquefois rien, le peu que la Droite ne leur a pas encore pris, s'accrochent à ce qu'ils craignent de perdre si nous arrivions. Je les rassure, nous ne leur prendrons rien.

On nous dit : « Attention, la Gauche revient, elle va vider les caisses ». C'est fait ! « Attention, la Gauche, si elle revient, va augmenter la dette ». C'est fait ! « La Gauche va dégrader la compétitivité ». C'est fait ! Eh bien nous, nous ferons tout l'inverse. Nous protégerons les Français, nous redistribuerons davantage et nous appellerons la solidarité vers celles et ceux qui ont le plus pour permettre à la France de se redresser.

Ne pensez pas que nous ayons partie gagnée à travers ces enquêtes d'opinion qui, régulièrement, annoncent notre victoire. Le candidat sortant a capté une part des voix d'extrême droite. C'était bien ce qu'il recherchait. Et le voilà qui plastronne, il fanfaronne, il claironne, toujours sa même méthode, impressionner, intimider, inquiéter.

Alors, je vous appelle au combat, pas à l'indignation, je vous appelle à la victoire ! Cette victoire, nous devons aller la chercher tout au long des prochains jours. Cette victoire, nous devons en être dignes. Cette victoire, nous devons la mériter. Je regarde toutes les sensibilités. J'entends tous les vacarmes. Je mesure toutes les colères, les urgences, les fracas. Je peux comprendre qu'il y ait, à un moment, des exigences ou des refus. Mais moi, je suis le candidat qui doit permettre le changement en France. Et ce candidat-là a besoin d'avoir la force nécessaire dès le premier tour !

Je suis candidat à l'élection présidentielle pour poursuivre l'histoire, pour écrire une nouvelle page, pour lever l'espoir, pour annoncer la conquête qui vient, pour préparer la France de demain, pour faire de la jeunesse le cœur de nos engagements. Je suis candidat pour que la France réussisse, pour que la France se redresse dans la justice. Je suis candidat pour l'alternance. Je suis candidat pour l'espérance. Je suis candidat pour la France.

Votez la victoire ! Vive la Bretagne, vive la République et vive la France !

Mesdames, Messieurs, chers amis, chers amis audois, vous me manquez !
J'étais venu il y a plusieurs mois, c'était à Barbaira, sur un site que
je ne peux oublier, le site du Tonkin. Venir au Tonkin dans l'Aude,
c'était déjà un voyage, une expédition ! Mais là, vous retrouver nombreux
à Narbonne, et non plus comme candidat aux primaires mais comme candidat
à l'élection présidentielle, c'était un plaisir mais c'était aussi un
devoir.

Je sais devant qui je m'exprime, des hommes et des femmes qui ont
beaucoup donné à la Gauche, qui ont fait en sorte à chaque moment d'être
fidèles au grand rendez-vous de l'Histoire. Jacques Bascou a évoqué la
grande figure de Léon Blum. Ici, vos parents, vos grands-parents
l'avaient accueilli. Il venait de Paris. C'était le chef du Parti
Socialiste, celui qui, à ce moment-là, donnait l'espoir. Et c'est grâce à
vous qu'il a eu cette légitimité, parce qu'il n'y a pas d'autre
légitimité que le suffrage universel. Et c'est grâce à vous qu'il a pu
devenir le chef du gouvernement du Front Populaire. Merci amis audois,
merci terre audoise d'avoir été au rendez-vous de l'Histoire !

Vous l'avez été aussi en soutenant François Mitterrand dans les années 80
et en lui permettant à son tour d'être l'homme qui fit rêver la France et
qui la transforma. Je veux saluer aussi, parmi toutes les figures qui ont
été évoquées par Jacques, celle de Raymond Courrière qui fut au
gouvernement de François Mitterrand. Je salue vos élus, Christian
Bourquin pour la région et André Viola, jeune président de conseil
général, mon collègue — enfin pour quelques semaines je l'espère ! Car
président de conseil général je le suis, mais j'aspire à ne plus l'être !
Quand je retourne dans mon département, la Corrèze, de moins en moins

souvent d'ailleurs, l'opposition me souhaite de rester président du conseil général. J'essaie de ne pas tenir compte de leur soutien précaire. Je vois bien ce qu'ils voudraient faire, me retenir. Eh bien non, aujourd'hui je suis au service de la France et pas seulement de mon département.

Je viens ici dans l'Aude, une terre qui souffre comme hélas tous les départements de France : ses pertes d'emplois industriels, les difficultés de la viticulture — je recevrai tout à l'heure la profession. Mais elle a aussi des atouts : sa main-d'œuvre, une qualité de service public — enfin, pour ce qu'il en reste ! — et enfin, aussi, le tourisme sur lequel André Viola ici présent, Pascal Terrasse et d'autres m'aident pour préparer les propositions pour demain

Je suis devant vous à un moment qui devient décisif. A force d'être en campagne, nous oublierions les dates et les étapes. Le 22 avril, c'est le premier tour, le tour décisif, celui qui donne le mouvement, la dynamique, le sens. C'est bien ce qu'ont compris nos adversaires. Quand je dis nos adversaires, je n'en ai qu'un : la Droite, Nicolas Sarkozy. Ils savent qu'ils ne sont pas populaires, et je le constate encore en venant ici — même si vous n'êtes pas forcément le reflet de toute la France. Mais c'est vous qui allez le faire ! C'est vous, par vos votes, qui allez décider de votre avenir ! Et c'est au premier tout qu'il convient de le faire.

(Interpellations du public). On me souffle les réponses... Il y en a qui me demandent de l'écraser... Mais j'ai de la pitié, et je ne place pas le débat politique simplement sur ce terrain-là. Nous n'avons pas à écraser, nous avons à élever, à élever la France, à élever les ambitions que nous portons, à élever le débat.

Nous sommes au premier tour. Il y a plusieurs candidatures, mais en même temps, le débat se résume toujours de la même façon : la Gauche ou la Droite, continuer ou changer. Eh bien moi, je vous propose de changer avec la Gauche et de ne pas continuer avec la Droite.

Bien sûr que l'élection présidentielle, c'est un débat entre des personnes qui ont leurs qualités, et des défauts aussi — je ne parle pas des miens ! Il y aura là, pour beaucoup de nos compatriotes, au moment de voter, l'idée que celui qui sera choisi représentera toute la France et pas simplement un parti, une majorité ou un clan. C'est pourquoi quand je dis que je veux être chef de l'Etat, j'ajoute que je ne veux pas être chef de tout. Je laisse ça à l'autre ! Etre chef de l'Etat, ce n'est pas être chef de la majorité — il y a un premier ministre pour cela. Ce n'est pas être chef de parti — ce sont les militants qui le désignent. Ce n'est pas non plus être chef de clan ou de caste, non, c'est être capable, sans rien renier de son identité, de rassembler les Français. Parce qu'ils nous le demandent, parce qu'ils veulent eux aussi être considérés, être respectés et emmenés vers un autre chemin.

Une élection présidentielle avec un candidat sortant voudrait que nous puissions parler de son bilan. Nous allons le faire. Mais lui, que voulez-vous, il ne le présente jamais, son bilan. C'est qu'il n'est pas bon, à mon avis ! S'il était excellent, il viendrait nous dire : « Je ne vous propose rien d'autre que de continuer ». Mais personne ne veut continuer avec un bilan pareil ! Alors, plutôt que de défendre ce qu'il a fait ou ce qu'il n'a pas fait, ce qu'il a tenu — des promesses pour les plus favorisés -, ce qu'il n'a pas tenu — hélas, ses engagements pour le pouvoir d'achat qui est au plus bas, pour l'emploi, tandis que le chômage est au plus haut -, bref, plutôt que de présenter son bilan, il va nous

dit-on, cet après-midi, présenter un projet. J'avais déjà donné aux Bretons auxquels je m'adressais hier soir l'essentiel de ce qui serait dit par le candidat sortant aujourd'hui. J'ai des informations et je ne veux pas vous en priver ! Son projet c'est son bilan, mais en pire !

Alors bien sûr, il est conscient qu'il ne peut convaincre simplement avec l'évocation de tous les échecs qui ont été les siens. Et voilà qu'il invente des propositions chaque jour. Il m'arrive de m'y perdre ! D'ailleurs, parfois, je me demande si je ne suis pas le sortant dans cette élection... Parce que ce qui ne va pas, ce n'est pas à cause de lui ; lui, il n'est responsable de rien ! Mais c'est à cause de nous, de Léon Blum sans doute, de François Mitterrand sûrement, de Lionel Jospin et de tant d'autres. Jamais lui ! Mais quand je l'écoute inventer, imaginer des propositions, je me pose la question : « Mais pourquoi donc ne les a-t-il pas appliquées pendant cinq ans ? Et pourquoi donc le croirait-on pour cinq ans de plus ? ».

Je vais vous rappeler trois propositions qu'il avait faites en 2007. Il avait dit : « Jamais, vous m'entendez, jamais je ne toucherai à la retraite à 60 ans ». Et il l'a fait hélas, et au détriment de ceux qui avaient commencé tôt leur vie professionnelle.

Il avait dit : « Jamais je n'augmenterai la TVA ». Et il l'a fait. Mais s'il a augmenté le taux réduit de 5,5 % à 7 % — et un certain nombre de professions en sont victimes, je pense notamment aux libraires -, il a augmenté la TVA au taux normal, mais pour le mois d'octobre. Alors, si vous en rencontrez dans votre entourage qui ne veulent pas payer la TVA au mois d'octobre, dites-leur de voter pour nous ! Ce sera la meilleure façon de faire une économie !

Et puis, il avait pris un autre engagement qui était de retirer nos troupes d'Afghanistan. Il considérait que la mission était accomplie et qu'il n'y avait plus à maintenir le dispositif. Et qu'a-t-il fait ? Il a renforcé encore le nombre de nos soldats à partir de 2008 en Afghanistan. J'ai d'ailleurs dit qu'une des premières décisions que j'aurais à prendre serait, devant nos alliés — ce sera à la fin du mois de mai, si les Français m'en ont donné mandat — de retirer tous nos soldats d'Afghanistan pour la fin de l'année.

Alors, comment pourrait-on le croire aujourd'hui ? Mais je dois dire que je suis impressionné, quand même, être capable jour et nuit de nous faire des propositions nouvelles ! Hier, c'était pour le permis de conduire. Comme je l'ai dit — pardon de me répéter — le seul permis de conduire qu'on ait envie de retirer, c'est le sien pour la conduite de l'Etat ! On me dit qu'aujourd'hui, ce serait un « chèque essence » qui serait distribué. Quand j'avais évoqué le blocage des prix des carburants, que n'avais-je entendu ! Eh bien nous, nous le ferons, le blocage des prix des carburants. Et ceux qui imaginent recevoir un chèque demain risquent, une nouvelle fois, d'être trompés. Il dit : « Ce sera pareil que le chèque restaurant ». Ce n'est pas la même marchandise !

Et puis, il y a toujours ce sentiment qu'il peut, en définitive, créer je ne sais quel trouble parmi les Français. On leur promet mille euros de pouvoir d'achat supplémentaire. Mais mille euros, c'était déjà la prime qu'il avait évoquée, que peu de salariés ont reçue. Toujours la même affaire, créer l'illusion. Mais la magie n'opérera plus. Une fois, un peuple peut être trompé. Deux fois, alors c'est lui, ce peuple-là, qui se tromperait lui-même. Et moi, j'ai trop confiance dans la lucidité du peuple français pour penser qu'il ferait la même erreur !

Mais s'il n'y a pas de bilan revendiqué, il y a aussi un projet qui est dissimulé. Car au-delà des mots et des phrases, il y a bien des intentions. Si d'aventure — je ne me place pas dans cette hypothèse — le candidat sortant devenait le prochain président... (Huées) Vous ne le voulez pas ? Mais, tant que les Français n'ont pas voté, nous devons regarder ce qui se passerait, ne serait-ce que pour les éclairer. Parce qu'il nous dit qu'il a changé. Il nous le dit à chaque élection : « J'ai changé, j'ai changé ». Vous savez, comme ces enfants au moment où ils vont recevoir, comme on dit chez moi, la calotte : « J'ai changé, je ne le ferai plus ». Il y a de l'indulgence au départ, après ce serait de l'impunité. Il nous dit : « J'ai changé, je serai enfin président, un président différent ». Mais si vous voulez un président différent — et je vous comprends -, changez de président !

Il a, dans ses déclarations, énoncé ce qu'il ferait. Les Accords compétitivité emploi, qu'est-ce que ce serait, si ce n'est la fin de la durée légale du travail ? Ce qu'ils ont cherché depuis des années à remettre en cause, les 35 heures mais pas seulement, à travers les heures supplémentaires. Cette fois-ci, ce serait le principe « travailler moins pour gagner moins ». La possibilité pour l'employeur de décider du temps de travail de chacun et de le payer en conséquence. On verrait bien aussi cette pression se faire sur les salaires : vous voulez garder votre emploi, acceptez d'être moins rémunéré. Voilà le premier risque que les Français prendraient.

Il y en a un second, c'est l'austérité pour longtemps. L'austérité, c'est-à-dire moins de dépenses publiques sur les services essentiels — ça a commencé, sur l'éducation, sur la santé. Et chacun peut en faire, hélas, le constat dans sa vie de tous les jours. Mais cette fois-ci, ce seraient les collectivités locales qui seraient visées. Il aurait

reproché de ne pas aller jusqu'au bout de la logique de l'Etat, de remplacer les fonctionnaires partant à la retraite, d'avoir un souci de proximité, de couverture des aléas, des risques de chacun d'entre nous. Cette fois-ci, ce seront les collectivités locales qui seront mises à la diète, avec toutes les conséquences sur notre vie de chaque jour.

Et puis, toujours dans le projet caché, il y a cette remise en cause des syndicats. Avez-vous entendu le candidat sortant proférer des attaques contre les syndicats ? Au départ, il prenait la CGT. Et puis après, la CFDT. Les autres attendent d'être reçus de la même manière. Pourquoi ? Parce que ces syndicats ne seraient pas complaisants avec le pouvoir ? Mais le rôle des syndicats, c'est de n'être complaisants ni avec la Gauche ni avec la Droite, mais d'être revendicatifs pour les salariés qu'ils représentent !

Derrière tout cela il y a bien un projet, toujours le même, affaiblir les résistances, amoindrir les droits, déséquilibrer les rapports de force, mettre en cause le droit du travail.

Et puis, il y a aussi le projet caché de renforcer les assurances privées par rapport à la Sécurité sociale, de dire à ceux qui sont les plus anciens : « Si vous voulez finir votre vie dignement, il va bien falloir que vous souscriviez je ne sais quelle mutuelle, si vous voulez que votre patrimoine soit préservé. Et si vous n'avez pas de patrimoine, alors nous vous renverrons vers l'aide sociale du conseil général ». Et pour la santé, c'est aussi le risque qui se profile avec les dépassements d'honoraires, avec la difficulté de trouver un médecin. Est-ce que nous voulons cette vie-là pour nous-mêmes et pour nos enfants ?

Et enfin, le projet caché, c'est aussi la mise en cause de l'Education

nationale à travers ces suppressions de postes, la fin du collège unique, la concurrence entre les établissements, les universités mises en compétition et un certain nombre d'étudiants obligés de payer des frais sans cesse plus élevés pour continuer leur parcours et obtenir leur diplôme.

J'entendais encore le candidat sortant — je l'entends toujours, ne croyez pas qu'il m'obsède, mais j'écoute la radio — dire : « J'ai un projet pour les jeunes ». Je l'entends. Moi, la jeunesse, cela fait des mois et des mois que je dis que je veux en faire le cœur de mes engagements. Je suis toujours heureux quand je vois qu'on me copie et qu'on m'imité. Quel est le projet ? Une banque pour les jeunes. Comme si aujourd'hui, les jeunes demandaient un crédit ! Non, les jeunes, ils demandent une formation, ils demandent un emploi, ils demandent un logement, ils demandent une considération. En définitive, ce n'était pas une banque, c'était un site Internet. Avec lui, ça part de haut et ça finit assez bas ! Mais si les jeunes avaient éventuellement besoin, demain, d'un crédit, ce serait pour payer quoi ? Leur formation, leurs études ? C'est ça, le destin ? On veut surendetter les jeunes avant même qu'ils n'aient commencé à gagner leur vie ? Jamais !

Et puis, il y a cette nouvelle méthode de direction qu'il nous propose pour le pays. Le recours au référendum. J'ai beaucoup de respect pour la consultation populaire. Je suis un démocrate. Le référendum peut parfaitement se justifier lorsque nous avons des changements institutionnels importants à proposer au pays. De la même manière que le référendum peut parfaitement trouver sa place lorsque des transferts de souveraineté sont consentis à une institution qui peut être l'Europe. Mais là, il ne s'agit pas de cela. Lui qui n'a pas fait un seul référendum depuis cinq ans – et certains lui avaient demandé, sur La

Poste par exemple, sur la retraite ou même sur l'Europe –, eh bien, lui qui n'a fait aucun référendum, le voilà pris – je ne sais pas ce qui lui est arrivé, par cette envie irrépressible de consulter le peuple ! Mais, méfiance ! Il ne s'agit non pas de consulter le peuple, mais de le diviser. De mettre des étrangers dans l'accusation qui leur serait faite de nos difficultés ici. De diviser les Français en laissant penser que ce serait les chômeurs qui seraient responsables du chômage, alors que ce sont les responsables du pays qui sont, hélas, comptables de la montée du chômage. Et le voilà aussi qui voudrait faire un référendum sur les collectivités locales. Méfiance ! Parce que là, il ne s'agit plus simplement d'un changement de législation, il s'agit d'un changement de conception même de la politique, et même de la République.

J'ai compris que vous ne vouliez pas cette direction. Mais en même temps, je ne peux pas être simplement le candidat d'un refus, d'un rejet, d'une peur qui serait celle de la reconduction du candidat sortant. Nous méritons mieux. Nous ne voulons pas, simplement, nous, être l'instrument d'une colère. Nous voulons changer la direction du pays ! Nous voulons lever l'espoir. Nous voulons conduire des réformes, des changements, des conquêtes, que la Gauche de gouvernement a toujours été capable de faire!

Ma démarche, c'est celle de la cohérence et de la clarté. Il y a maintenant plus de trois mois, j'ai présenté – c'était à la fin du mois de janvier – mes 60 engagements pour la France. Ils auront été évalués, contestés, précisés, diffusés – je vous en remercie. Ils sont connus. Moi je n'ai pas eu besoin d'attendre le dernier jour pour présenter mon projet. Monsieur me demandait, d'ailleurs, s'il n'allait pas attendre le 7 mai ! J'ai considéré que c'était le devoir que j'avais vis-à-vis des Français. D'ailleurs, on me pressait de le faire. On me disait : « Quand est-ce qu'elles arrivent, les propositions ? ». Elles sont venues après

le Bourget. Ensuite, j'ai fait en sorte de les chiffrer aussi précisément que possible. Et voilà que l'on me fait je ne sais quel procès, que cela coûterait trop cher. Ce sont toujours les mêmes peurs, vous savez, de la Droite. J'ai retrouvé une très belle citation de François Mitterrand, en 1981, parce que finalement tout se répète, même si c'est dans un contexte très différent. Il disait : « De toute manière et de quelque façon que je m'y prenne, je coûterai toujours moins cher que l'autre ne vous coûtera ». Il n'y a rien à ajouter, rien à enlever à cette citation ! L'autre est éternel. L'autre, c'est la Droite. C'est la Droite qui fait des leçons de gestion et qui a déséquilibré nos comptes publics, là, de 600 milliards d'euros, au point de voir dégrader la note de la France, et qui nous ferait peur ? Ils nous disent : « Attention, la Gauche revient ! Elle va vider les caisses ». Ils l'ont fait ! « Elle va aggraver la dette. » Ils l'ont fait ! « Elle va créer des déficits. » Ils l'ont fait ! « Elle va créer des inégalités. » Ils l'ont fait ! Alors, puisque vous connaissez toutes les réponses, nous ne le ferons pas, nous !

Cohérence, clarté, et en même temps rapidité. De l'expérience politique qui est la mienne, j'ai retenu, aussi bien dans mes fonctions locales que dans le soutien que j'ai pu apporter aussi bien à François Mitterrand qu'à Lionel Jospin, une grande leçon : il n'y a jamais de temps à perdre. Ce que l'on croit, finalement, une liberté que de laisser le temps agir est en fait une contrainte. Plus que jamais, ce que nous aurons à faire tout de suite sera d'une exigence très grande. Ce que nous aurons à faire tout de suite déterminera le succès de notre propre entreprise. C'est souvent ans les premiers mois que se décide le sort d'un quinquennat. Je pense que le candidat sortant, c'est dès les premiers mois qu'il a donné son vrai visage, qu'il a pris des décisions qui, en définitive, ont scellé le sort de son mandat. C'est en accordant ces avantages fiscaux aux plus riches, aux plus favorisés, qu'il a en définitive compromis les

chances du pays mais aussi – je le crois, je l'espère – ses propres chances pour sa reconduction. Il nous faudra agir tout de suite.

Dès le 6 mai, enfin le 7 – lorsque les Français auront choisi s'ils nous permettent d'agir –, dès le lendemain de l'élection présidentielle, je veux donner une exemplarité au sommet de l'Etat. Exemplarité en constituant un gouvernement à la parité : autant de femmes que d'hommes.

Un gouvernement exemplaire : pas de cumul de mandats, pas de conflit d'intérêts. Un gouvernement avec 15 pôles, parce qu'il faut de la cohérence, là encore, dans l'action publique. Un gouvernement et un président de la République qui auront d'abord à prendre comme première décision de réduire de 30 % leur rémunération – non pas pour faire des économies, mais parce qu'il y a là une volonté, aussi, de respecter les Français.

Mais au-delà de ces premières décisions, il y aura une autre façon de présider la France. Elle est toute simple. Le président présidera, le gouvernement gouvernera, le Parlement délibérera, les partenaires sociaux seront respectés, les élus locaux seront considérés et les associations seront encouragées. La société, elle, sera en mouvement !

Avant même que vous n'ayez renouvelé vos députés – enfin, maintenu certains et changé d'autres, cela dépendra de l'endroit de France où vous vous placez –, avant même ces élections législatives, le gouvernement avec le président prendra quatre décisions.

Les prix des carburants seront bloqués pendant trois mois, le temps que l'on voie ce que la distribution mérite comme corrections. Et sera introduite, ensuite, une fiscalité qui fera que l'Etat ne recevra pas un centime de la hausse du prix des carburants.

La deuxième décision sera d'introduire une caution solidaire pour les jeunes, pour qu'ils puissent accéder au logement sans qu'il soit besoin de demander à leurs parents – quand les parents le peuvent – une garantie qui devient même impossible.

Troisième décision, l'allocation de rentrée scolaire sera immédiatement augmentée de 25 %, pour que les familles puissent préparer, là encore, l'avenir de leurs enfants.

Et la quatrième décision, c'est que celles et ceux qui auront travaillé pendant 41 années, commencé leur vie professionnelle à 18 ans, partiront immédiatement à 60 ans pour leur retraite.

Mais je sais aussi que nous avons un moment difficile, celui de la rentrée scolaire. Je recevais tout à l'heure des enseignants des RASED, des maternelles, des primaires, qui supportent l'insupportable, c'est-à-dire la perte des postes qui permettaient justement aux enfants les plus en difficulté de pouvoir être accompagnés, suivis, et parfois mis dans un parcours de réussite. Ce sont sur ces filières-là que les suppressions d'effectifs ont porté. Je sais bien que nous ne pourrons pas rétablir les postes dès cette rentrée : les recrutements sont faits, les postes sont affichés au concours. Alors comment allons-nous faire ? Moi je ne veux pas être le président qui constatera à la rentrée des fermetures de classes ou des filières mises en cause ! Eh bien nous ferons un recrutement exceptionnel d'assistants d'éducation, de contractuels, pour que la rentrée se fasse dans de bonnes conditions.

Mais ensuite, une fois le Parlement renouvelé pour l'Assemblée nationale, nous aurons à agir. Et là, à passer encore à un autre rythme. Ce sera

tout le mois de juillet. La réforme fiscale, celle qui permettra aux revenus du capital d'être taxés comme les revenus du travail, de limiter les niches fiscales, d'introduire une fiscalité différente selon la taille des entreprises – un peu plus haute pour les grandes entreprises, un peu plus petite pour les petites entreprises –, et puis cette volonté que nous avons de moderniser notre fiscalité, d'avantager davantage l'investissement plutôt que la distribution de profits à des actionnaires, de limiter les rémunérations indécentes, celles qui ont choqué à juste raison. Quand j'entends pleurnicher certains qui touchent des millions d'euros en disant : « Mais qu'est-ce que nous allons faire ? Nous sommes condamnés à l'exil » ! Mais comment font ceux qui sont au Smic ? Ils partent, aussi ? Ils vont en Belgique ? Ils vont en Suisse ?

Réforme fiscale, réforme bancaire. Parce que nous devons lutter contre la spéculation. Parce que nous devons dominer la finance. Nous séparerons les activités de dépôt et de crédit des activités de spéculation.

L'épargne des Français, très haute en ce moment, ne doit pas servir à la spéculation. Mais au contraire, l'épargne des Français doit aller vers l'investissement, vers les entreprises, vers l'embauche, vers l'exportation, vers la compétitivité. Nous créerons dès l'été la banque publique d'investissement qui permettra d'accompagner les entreprises dans leur développement. Et puis nous ferons voter la réforme territoriale. Nous abrogerons d'abord celle qui existe, et cette invention d'un conseiller territorial qui ne verra jamais le jour.

Mais nous avons mieux à faire que d'abroger. Nous avons à faire un acte supplémentaire de décentralisation, confier aux régions le développement économique, la politique de l'emploi, le logement – bref, tout ce qui peut accompagner la dynamique des territoires. Moi, je crois aux territoires. Je suis conscient du rôle de l'Etat et en même temps, parce

que c'est finalement toute notre histoire qui nous l'enseigne, nous avons besoin que des hommes et des femmes s'emparent de compétences et travaillent au plus près de leurs concitoyens pour agir au plus juste.

C'est François Mitterrand qui avait fait la première décentralisation.

Nous ferons la seconde !

Et puis arrivera l'automne. Nous aurons un peu plus d'expérience. Nous aurons déjà affronté, sans doute, des difficultés. Et nous traiterons ce qu'il y a de plus urgent : le chômage – le chômage des jeunes, le chômage des seniors. Eh bien, ce sera le contrat de génération, le contrat qui réunira dans l'entreprise le senior et le jeune, et qui permettra aux employeurs de ne plus payer de cotisations sociales sur les emplois des seniors et des jeunes quand il y aura ce recrutement de jeunes en contrat à durée indéterminée. Parce que la précarité ne peut pas être l'horizon d'une génération !

Et puis nous aurons à donner tous les moyens à l'Education nationale, en faisant les réformes indispensables avec la concertation avec les enseignants, avec les parents d'élèves, avec les élus locaux. Parce que moi, je veux mettre la jeunesse au cœur ! Je veux que la génération qui arrive vive mieux que la nôtre. Et j'ai confiance dans l'école de la République !

Alors ensuite, nous agirons pour le logement, encadrant les loyers, réservant des terrains de l'Etat aux collectivités locales qui construiront, modifiant les sanctions pour les communes qui ne font pas assez de logements sociaux, mobilisant l'épargne des ménages à travers le livret A dont nous doublerons le plafond pour affecter cette somme supplémentaire vers les logements et les logements sociaux.

Nous agissons pour la santé. L'hôpital public, auquel nous sommes attachés, ne sera pas géré comme une entreprise comme c'est le cas aujourd'hui, mais comme un service public, parce que nous en avons besoin. L'hôpital public travaillera aussi avec la médecine de ville. Nous en avons également la nécessité, car nous sommes conscients, ici comme ailleurs, du risque des déserts médicaux, de l'éloignement, des dépassements d'honoraires. Un certain nombre de généralistes nous disent qu'avant, leurs patients leur demandaient : « Est-ce que vous connaissez un bon spécialiste ? ». Et maintenant, ils leur demandent : « Est-ce que vous connaissez un spécialiste qui ne me coûtera pas trop d'argent ? ». Voilà, dans la France du XXI^e siècle, ce que nous avons fait du beau contrat qui avait été passé à la Libération avec le Conseil national de la résistance ! Est-ce que nous sommes capables, nous, de nous élever une nouvelle fois pour assurer le droit à la santé ?

A l'instant, Jacques Bascou parlait de la révision de la Constitution. Elle sera nécessaire sur un certain nombre de points : sur le non-cumul des mandats, sur le droit de vote des étrangers aux élections municipales, sur les chartes que nous devons ratifier pour les langues régionales – parce que c'est aussi, pour beaucoup, un souhait de pouvoir garder la diversité culturelle –, pour permettre que la parité soit effective. Bref, nous avons tant à faire ensemble ! Et en six mois, nous n'aurons pas tout fait – parce que je voudrais quand même vous rassurer. Vous pourriez vous dire : « Mais finalement, s'il fait tout en six mois, il peut partir au bout d'un an ». Non ! Nous resterons jusqu'au bout. Jusqu'aux cinq ans. Et si nous avons bien travaillé, nous verrons ce que nous aurons à faire le moment venu. La Gauche doit venir pour longtemps ! Elle ne doit pas simplement gagner, faire avancer le pays et puis partir. Non ! C'est une fatalité que nous refusons. Nous demandons l'exercice de la responsabilité, pas simplement pour venir changer l'insupportable,

mais pour transformer durablement notre pays.

Mes chers amis – je ne sais pas si vous entendez tout au fond, j’allais dire de la salle, au fond du pré – mais enfin, je ne veux pas compromettre notre ami Jean-Paul non plus ! Dans le bois, là, on me demande de faire mieux que lui : ce ne sera pas difficile ! Mais il faut faire mieux que lui à l’élection présidentielle d’abord ! A l’élection présidentielle, il faut faire mieux que lui au premier et surtout au second tour. Nous verrons bien pour le premier tour. Mais cela dépend, là encore, de deux écueils que nous devons à chaque fois rencontrer, à chaque élection. Le premier s’appelle l’abstention. Il y a toujours, dans notre pays, des hommes et des femmes désespérés au point de renoncer à exercer leur droit de citoyen. Celles et ceux qui n’y croient plus, qui se disent que le monde est devenu trop dur, trop impitoyable, que le capitalisme est trop fort, que l’Europe est trop faible et que les politiques ne tiennent jamais leurs engagements, qui se détournent du scrutin. Nous en rencontrons chaque jour, et parfois parmi les plus jeunes qui devraient être les plus mobilisés. Alors à ceux-là, à celles-là, nous devons leur dire que ce que la République a été capable de faire dans des épreuves bien plus considérables – des guerres, des crises, des chaos, des conflits – eh bien la République peut encore le faire en ce début de XXIe siècle ! Que la démocratie est plus forte que les marchés. Que la République est plus forte encore que la finance. Que la France est un grand pays, qu’elle a montré, parfois, dans son histoire, qu’elle pouvait éclairer le monde tout entier. Et on nous attend, y compris en Europe !

Vous savez que j’ai annoncé que j’allais renégocier le traité européen, celui qui a été signé par les chefs d’Etat et de gouvernement il y a quelques semaines. Je n’ai pas dit cela parce que Nicolas Sarkozy l’avait

paraphé. Cela n'avait pas, pour moi, d'importance au sens où la continuité de l'Etat doit exister. Je l'ai annoncé parce que ce traité n'est pas satisfaisant dans la mesure où il n'impose que des disciplines, que des sanctions, et en aucune façon une perspective de croissance et d'emploi. Et s'il n'y a pas de croissance, s'il n'y a pas de dynamique économique, s'il n'y a pas d'emploi en Europe, il n'y aura pas non plus de retour à la discipline budgétaire, de réduction des déficits et de maîtrise des dettes. Alors j'ai dit que si le peuple français me permettait d'être le prochain président de la République, je renégocierai ce traité. Ah, qu'ai-je entendu ! La Sainte-Alliance s'est reformée. Les conservateurs se sont ligués, coalisés. Ils ne m'ont pas reçu. Qu'à cela ne tienne ! Nous attendrons. Ils veulent sans doute que ce traité demeure, parce que c'est leur politique, l'austérité. Et en même temps, certains pays, même dirigés par des conservateurs, se disent : « Mais si nous poursuivons dans cette voie, nous n'y arriverons plus ». Regardez ce qui se passe en Espagne, au Portugal, en Italie. Et donc au fond d'eux-mêmes, ces dirigeants, aussi conservateurs soient-ils, ne veulent pas forcément conserver le président actuel de la République. Et ils se disent : « Peut-être que l'autre, on ne le connaît pas, on ne l'a pas rencontré, mais il va pouvoir faire avancer l'Europe dans une autre direction ». Eh bien oui, nous ferons avancer l'Europe dans une autre direction ! Et donc il nous faut vaincre cette résignation, cette abstention, cette désespérance. Et puis aussi, un certain nombre de nos concitoyens qui sont revenus de tout et qui se disent : « De toute manière, il y a deux tours, je vais partir en vacances pour le premier et je reviendrai pour le second ». Mais il y en a qui l'avaient déjà fait. C'était il y a dix ans. Et cela a donné le résultat que l'on sait. Et moi, dans ma mémoire, je l'ai gravé profond en me disant : « Jamais, jamais je ne reverrai cette situation où la Gauche est obligée d'appeler à voter pour la Droite pour écarter l'extrême droite ». On me dit : «

Mais ça ne se reproduira pas ». Mais qu'est-ce qu'on en sait, si on ne vient pas voter, si on pense que c'est fait ?

Et puis l'autre risque, c'est la dispersion. La Gauche est ainsi faite. Il y a plusieurs familles. Il y a plusieurs candidatures. La Droite, elle, fait toujours au-delà des détestations – et il y en a – au-delà du candidat sortant – ils le connaissent bien, peut-être mieux que nous. Il y a un moment où, pour garder le pouvoir, ils se retrouvent toujours, parce que le pouvoir c'est ce qui les cimente, qui les unit – et pas simplement eux, les puissances d'argent. Ah je ne parle pas, je parle des grandes fortunes qui distribuent des enveloppes : cela, c'est l'Ancien régime ! Je parle des puissances d'argent qui veulent garder leurs privilèges, leur indécente rémunération, leur manière d'agir, leur pouvoir. Donc, la Droite, elle, elle ne se trompe pas. Elle sait se retrouver au moment opportun, garder, garder le pouvoir, c'est le leur, c'est à eux, nous ne sommes pas légitimes. Et puis il y a la Gauche qui aime exprimer sa colère – je la comprends, la partage. La Gauche qui a ses impatiences. Je les comprends, tant il y a d'urgence. La Gauche qui a envie, toujours, du vacarme du fracas, qui aime conquérir les Bastille. Mais en même temps, après, aussi, nous avons le devoir d'agir et de transformer le pays. La Droite, le candidat sortant, là encore, je l'écoutais à la radio – ou à la télévision, je ne sais plus : comme je ne le vois plus, je n'entends que les paroles – et à ma grande surprise – enfin, au début – je l'entendais faire beaucoup de compliments sur le candidat du Front de Gauche. Il le trouvait talentueux. Il l'est, Jean-Luc, talentueux ! Il le trouvait ardent, faisant une bonne campagne, ayant des bonnes propositions. Je me suis dit ça y est, il a basculé, il a changé, il va maintenant appeler à voter pour le Front de Gauche. Non ! Tant de compliments, tant d'empressement montraient — et Jean-Luc Mélenchon n'y est pour rien – montraient le calcul qu'ils ont en tête,

c'est-à-dire diviser, séparer, écarteler et diminuer le candidat qui peut faire gagner la Gauche ! Eh bien, nous ne tomberons pas dans ce piège !

La Gauche sera rassemblée ! Rassemblée au premier tour, rassemblée au second tour. Toute la Gauche ! Parce que nous avons le devoir, le devoir de victoire !

La mission que vous m'avez confiée, ce n'est pas simplement de venir faire une campagne, de soulever l'enthousiasme – et je vous en remercie –, de vous donner un moment de bonheur partagé en portant les idées qui sont les vôtres. Non, la mission que vous m'avez confiée, la tâche que vous m'avez assignée, le devoir qui est le mien, que je dois accomplir, c'est de faire gagner la Gauche et de faire avancer la France !

Et c'est pourquoi je suis ici devant vous le candidat de l'alternance, le candidat du changement, le candidat de la République nouvelle qui doit se prononcer demain pour un autre avenir !

Faites en sorte, dès le premier tour, de m'apporter la force que je réclame pour faire triompher non pas simplement nous, nous Socialistes, Radicaux de gauche, non pas simplement nous la Gauche, non : faire triompher les valeurs de la République dans cette belle élection présidentielle !

Quel accueil ! Mon cher Jean-Claude, à un moment, j'ai pensé ne jamais arriver à la mairie tant il y en avait qui voulaient m'embrasser, me serrer, me donner des encouragements ! Je me suis posé la question : est-ce que ça valait bien la peine de faire ce rassemblement ? Oui ! D'abord pour saluer tous les élus qui sont à mes côtés, président de conseil général, président de conseil régional, parlementaires, députés-sénateurs, mais surtout vous ! Vous sans lesquels nous ne sommes rien et grâce auxquels nous serons tout demain !

J'ai compris en faisant ces quelques mètres qui séparaient la gare de la mairie, que vous étiez nombreux à vouloir le changement. Vous me le disiez avec vos mots, pas toujours agréables pour le candidat sortant, mais tellement favorables à la candidature que je porte. Mais il ne suffit pas de mettre quelqu'un dehors, il faut mettre quelqu'un dedans ! Il ne convient pas simplement d'exprimer un rejet, un refus, voire un licenciement comme le disait Jean-Claude, il faut faire une embauche, et pour cinq ans ! Et il ne faut pas se tromper, il n'y a pas de période d'essai !

Et donc, dès le premier tour — parce que, pas la peine d'aller convoquer une nouvelle réunion — vous devez faire votre choix, tout de suite, dimanche 22 avril. Vous devez le faire pour vous, habitants de Creil, de l'Oise, qui avez tant souffert depuis cinq ans, de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises. Et je n'oublie pas les agriculteurs qui ont éprouvé aussi un grand nombre de difficultés. Mais je pense aussi, et surtout, à tous ceux qui, citoyens de ce département, ont vu la dégradation au quotidien de leurs conditions de vie, conditions de transport, avec une montée des violences et de l'insécurité,

conditions d'accueil des élèves à l'école, à l'école publique, avec ces suppressions de postes, ces RASED mis en cause, ces filières qui viennent accompagner les élèves les plus en difficulté, qui ont été saccagées par une politique aveugle.

Oui, je pense aussi — et cela m'a été dit tout au long de ces mètres que j'ai pu faire avec vous, tant vous avez été nombreux à m'interpeller — à ces personnels soignants des hôpitaux qui se dévouent pour la solidarité à l'égard des plus affectés par la maladie ou par l'épreuve, et qui voient, là encore, leurs conditions de travail mises en cause. Je pense aussi à ces agents des services publics qui s'interrogent sur leur avenir. Je pense à tous ces retraités qui, lorsqu'ils entendent que leur pouvoir d'achat aurait augmenté, se posent la question de savoir si ceux qui dirigent savent bien ce qui se passe. Et voilà qu'on leur promet de verser la pension dès le premier du mois. Mais ça ne changera pas son montant !

Nous devons changer de président, changer d'avenir, changer de politique pour une cause qui nous dépasse tous et qui nous élève, chacune et chacun d'entre nous, celle que je porte depuis le début de cette campagne : la jeunesse de France qui espère, qui attend, qui veut sa place, qui veut sa reconnaissance, qui veut ses droits, qui veut retrouver confiance dans l'avenir à travers une formation de qualité et, surtout, la perspective d'un emploi. Parce qu'aujourd'hui, 4 millions de nos concitoyens sont frappés par ce mal qui ne vient pas de nulle part, qui vient d'une politique, qui vient d'un système, qui vient d'un laisser-aller. Quatre millions de nos concitoyens, un million de plus qu'en 2007. Dois-je rappeler les engagements qui avaient été pris, où le chômage devait baisser jusqu'à 5 % de la population active ? Et voilà qu'il est à 10 % !

Je pense à ces jeunes, mais je pense aussi aux seniors écartés de l'entreprise trop tôt pour pouvoir partir à la retraite et qui sont obligé d'attendre deux ans de plus, jusqu'à 62 ans, alors que ces personnes ont leurs droits. Eh bien, je vous l'annonce ici comme je l'ai fait à chaque occasion : dès le lendemain — je dis bien dès le lendemain — de notre victoire sera publié un décret qui permettra à celles et ceux qui ont commencé tôt à travailler, qui ont leurs annuités, de partir à 60 ans, parce qu'ils l'auront mérité !

Vous voulez le changement ? Vous le voulez vite ? Vous le voulez fort ? Alors, il faut nous accompagner tout au long de ces derniers jours. Je sens l'enthousiasme monter d'un cran ! Je sens la ferveur nous porter ! Mais il ne suffira pas d'être simplement celles et ceux qui sont rassemblés ici, il faut être bien plus nombreux ! Vous savez ce qu'ils espèrent, les autres, de l'autre côté ? Ils espèrent que vous ne veniez pas voter dimanche. Ils espèrent l'abstention. Ils espèrent la désespérance, le découragement, la résignation. Eh bien, vous devez vaincre d'abord la résignation, le découragement, le fatalisme. Et vous devez vous adresser à toutes celles et tous ceux qui se posent la question de l'utilité du vote. Vous devez leur dire : « Mais c'est pour vous, pour votre destin, pour votre avenir, que nous sommes candidat à l'élection présidentielle ! ».

Je sais qu'ici, il y a ceux qu'on appelle les « volontaires du changement ». Ils sont là, ils font du porte à porte, tous les jours, tous les soirs — et même la nuit, j'en suis sûr, ils viennent réveiller un certain nombre d'assoupis pour leur dire : « N'oubliez pas, c'est le 22, c'est dimanche ! ». Pas dimanche prochain, c'est Pâques, mais l'autre dimanche et l'autre après ! Le 22, votez bien ! Et pour ceux qui ont des troubles de mémoire — ça peut arriver —, le 22 c'est après le 21. Et le 21,

qu'est-ce qui s'était passé il y a dix ans ? Il y en avait qui avaient oublié de voter. Et qu'est-ce qui s'est produit ? Il avait fallu voter pour la Droite contre l'extrême-Droite. Eh bien là, le 22, vous n'allez pas vous tromper. Et le 6 mai, ce sera bien la Gauche, toute la Gauche, la Gauche rassemblée, la Gauche unie contre la Droite !

Parce que la Droite trouve toujours dans les circonstances les plus difficiles, lorsque son pouvoir est en cause, la façon de se réunir, de gré ou de force. J'ai le sentiment que ça a été plutôt de force que de gré cette fois-ci, parce que le champion qu'ils ont choisi — enfin, c'était il y a cinq ans — n'est pas facile à vivre, même pour ses propres amis... Mais c'est ainsi, la Droite ne se trompe pas quand il s'agit de ses propres intérêts. Et quand elle l'oublie, les forces de l'argent le lui rappellent.

Parce que dans cette campagne, les forces nous le rappellent, le Medef a choisi son candidat. Le patronat a décidé, lui, de s'engager. J'entendais les compliments que lui adressait Madame Parisot, au candidat de Droite. Elle n'avait pas de mots assez élogieux pour parler de son bilan. Je la comprends ! Les plus favorisés ont été bien servis. Les plus grandes entreprises ont été bien dotées. Et j'entendais le candidat sortant ce matin, sur une radio, dire qu'il n'avait pas baissé les impôts des riches, puisqu'il avait augmenté les impôts de tout le monde... Mais il y a eu une exception : tout le monde a payé les impôts, sauf les plus favorisés, sauf ceux qui ont été protégés par un bouclier fiscal et qui ont eu, en plus, la baisse de l'impôt sur la fortune !

Alors, cette Droite qui fait son unité dans les circonstances que l'on connaît, quand elle a trop peur de perdre ce qui est pour elle l'essentiel — le pouvoir —, elle espère quoi, cette Droite ? Que la

Gauche va se séparer ? Là encore, que de compliments fait-on au candidat du Front de Gauche, y compris de la part du candidat de Droite ! Il trouve qu'il a du talent — c'est vrai ! —, qu'il parle bien, qu'il a de bonnes propositions. L'autre jour, j'ai même pensé que le candidat Sarkozy allait voter pour le candidat du Front de Gauche ! Il n'est pas allé jusque-là... Parce que, quel est leur espoir, que la Gauche se divise ? Eh bien non, elle ne se divisera pas ! Elle se rassemblera, dès le premier tour et ensuite au second tour.

Après, ils essayeront de faire peur en disant : « La Gauche va faire pression, le candidat socialiste ne pourra pas faire ce qu'il dit ». Eh bien si, nous ferons non seulement ce que nous avons dit, mais ce que les Français veulent, c'est-à-dire le changement, la victoire ! Nous ne forcerons personne. Chacun viendra, parce que je sais que parmi tous ces électeurs qui au premier tour peuvent se disperser et qui choisiront une candidature à Gauche ou écologiste, je sais que ces citoyens veulent créer le mouvement avec nous, travailler avec nous, relever le pays avec nous, parce que nous en avons le devoir, parce que c'est notre responsabilité !

Voilà, Mesdames et Messieurs, chers amis, ce que je n'avais pas prévu de vous dire, parce qu'on ne m'avait pas prévenu que vous alliez venir si nombreux et que je m'adresserais à vous. Mais c'est un bonheur, c'est un plaisir, c'est une joie d'être comme cela rassemblés, d'être porté par vous, investi par vous !

J'ai le devoir de vous conduire à la victoire, c'est ma mission, c'est ma tâche, c'est mon obligation. Et vous, vous avez la responsabilité, maintenant, de me conduire, de m'accompagner vers la victoire !

Et comme je le dis à chaque réunion que je fais, devant des foules différentes mais semblables — différentes parce que de toutes les régions de France, différentes parce que de toutes les couleurs de France, différentes parce que de toute la diversité de France — j'entends toujours au milieu des amis qui m'accompagnent ces mêmes phrases, et je réponds de la même façon. On me dit : « Tenez bon ! ». Je m'accroche, je tiendrai ! On me dit : « Courage ! ». J'en ai plein, vous m'en donnez ! On me dit : « Allez jusqu'au bout ! ». J'irai jusqu'au bout, jusqu'à la victoire !

Mais la victoire, elle n'est pas faite. Rien n'est acquis, rien n'est conquis, rien n'est fait, tout encore est possible. Alors, je vous demande — et c'est l'appel de Creil que je veux lancer —, je vous demande de créer le même mouvement, la même aspiration, la même ampleur, la même ferveur que celle que les plus anciens ont connue et que Jean-Claude a rappelée. Oui, nous devons donner un successeur à François Mitterrand. Et je souhaite que le 6 mai, ici même, vous soyez une foule innombrable, jusqu'à la gare, pour annoncer aux voyageurs qui ne le sauront peut-être pas encore que nous avons gagné l'élection présidentielle !

Merci, merci à tous ! Au 22 et au 6 mai ! Bon voyage !

Mes chers amis, chers amis d'Aulnay, merci Gérard pour ton accueil. Je vous salue tous, d'Aulnay, de la Seine-Saint-Denis, et au-delà de vous tous ces habitants des quartiers populaires qui espèrent, qui attendent, qui exigent le changement.

Je reviens d'un parcours qui m'a conduit en 48 heures de Vaulx-en-Velin à Aulnay ici, ce soir, en passant par Clichy-sous-Bois, Trappes, Aubervilliers, ce qu'on appelle la « banlieue » et qui est tout simplement la France ! La France qui veut vivre dignement, la France qui veut vivre fièrement, la France que vous représentez.

Je veux rendre hommage à ces hommes et à ces femmes que j'ai rencontrés au cours de ces derniers jours. Je revois ces mères courageuses avec qui j'ai échangé aux Ulis, dans l'Essonne, et qui luttent chaque jour pour rester debout alors même qu'elles n'arrivent plus à payer leur loyer, à assurer le repas de leurs enfants, et qui malgré tout se battent et combattent pour permettre à leurs fils et à leurs filles de vivre mieux qu'elles. Hommage à ces femmes qui tiennent les familles ! Elles aussi attendent le changement, une vie meilleure, une vie plus douce, une vie plus juste. J'ai vu des hommes et des femmes qui habitent des logements indignes et qui attendent aussi la reconnaissance et la dignité.

J'ai rencontré pendant ces derniers jours des jeunes pleins d'énergie qui réussissent leurs études, qui créent des entreprises, qui exercent des responsabilités et qui démontrent que nos villes, nos quartiers permettent à la France de se relever. Mais j'ai aussi vu des jeunes qui, après des parcours d'excellence, ne trouvent pas l'emploi qui correspond à leur diplôme et qui se désespèrent, qui se découragent et qui se mettent aussi à attendre le changement.

J'ai vu aussi à Creil et ici, à Aulnay, des hommes, des femmes qui travaillent chez Peugeot et qui espèrent que demain, leur emploi sera préservé. Je veux leur dire toute notre solidarité aujourd'hui, ici. Nos amis de Peugeot sont là, je les salue ! Je les rencontrerai après la réunion publique pour voir comment, avec eux, accompagner leur lutte.

Mes chers amis, nous partageons la même force, la même envie, la même volonté, tous ensemble, celle du changement. Nous avons la même ambition, le rêve français, ce rêve qui veut que chaque régénération passe le flambeau du progrès à la suivante. Ce rêve qui fait que les enfants vivent mieux que leurs parents. C'est ce rêve-là que nous devons de nouveau insuffler dans tout le pays.

Vous m'avez donné un mandat, un devoir, une tâche, un impératif, une obligation. Vous m'avez demandé de faire de cette élection présidentielle une victoire. Nous sommes là aujourd'hui, à quinze jours du premier tour, devant cette responsabilité — la mienne mais aussi la vôtre — de concourir de toutes nos forces à la recherche de cette victoire pour nous, pour nos idées, pour nos quartiers, pour nos villes, pour nos

enfants et pour la France !

Je sais qu'il y en a encore qui doutent, qui s'interrogent. Ne les blâmez pas ! Il reste quinze jours pour les convaincre d'aller voter. Parce qu'il y en a, en haut lieu, qui n'ont qu'une seule préoccupation, un seul souci, une seule espérance : et si seulement les jeunes des quartiers ne venaient pas voter pour l'élection présidentielle ! Si seulement les catégories populaires, celles qui souffrent d'une politique injuste, pouvaient se détourner, par découragement, du scrutin ! Alors, ce moment-là, la Droite pourrait de nouveau penser prolonger son mandat. Le voulez-vous ? (Non !) C'est la mission que je vous confie : allez partout autour de vous, allez convaincre, allez chercher tous ces électeurs qui ont le droit de changer leur destin et le nôtre, et qui ont donc le droit de l'exercer pour le changement que nous appelons.

Alors, ils nous diront : « Mais de quel changement parlez-vous, que peut-on espérer ? ». Il y a eu tant de promesses, il y a cinq ans, du candidat qui fut élu, tant de désillusions, tant de déceptions, tant de trahisons. Pourquoi, ils nous interrogent, faudrait-il nous croire nous, quand lui a tout manqué, et d'abord manqué à ses promesses ? Je suis conscient que la parole politique a été abîmée, a été abaissée. Je veux convaincre ces électeurs que le changement c'est maintenant, et que le changement c'est possible !

Le changement d'abord pour le logement. Comment peut-on accepter encore aujourd'hui que tant de femmes, d'hommes, cherchent un toit et ne le trouvent pas ? Comment admettre autant de logements indécents, insalubres ? Comment peut-on accepter que des familles entières s'entassent dans des pièces trop petites pour assurer le confort minimal ? Comment peut-on admettre encore, au début du XXI^e siècle en France, qu'il y ait plus d'un million de personnes qui cherchent à accéder à un logement social ? Eh bien moi, je refuse que ce soit toujours dans les mêmes communes que l'on construise les logements sociaux, quand tant d'autres s'exonèrent de toute obligation en matière de construction de logements. Vous connaissez ces communes ! Vous connaissez les maires qui les dirigent ! Si au lendemain de ce beau dimanche du 6 mai vous m'avez confié la présidence de la République, je demanderai que dans ces communes, il y ait le respect de l'obligation de construire 25 % de logements sociaux.

Je vous entends demander des HLM à Neuilly... Mais je connais le département, Neuilly-sur-Seine, pas Neuilly-sur-Marne ? Oui mais pas seulement dans cette banlieue-là, partout où il y a des communes qui accueillent des emplois, qui accueillent des services, qui accueillent des commerces, ces communes-là peuvent aussi accueillir les populations qui viennent travailler !

Dans la République que je veux, je refuse qu'il y ait du ghetto — du ghetto pour les riches et du ghetto pour les pauvres. Je veux de la mixité, je veux de l'échange, je veux du partage. Et la promesse républicaine que je vous adresse, c'est d'offrir un logement digne et abordable à chacun.

Il y a cinq ans — certains étaient trop jeunes, ils ne peuvent pas s'en souvenir — le candidat qui fut élu et qui est aujourd'hui sortant avait promis... (Huées) Ce sont les Français qui vont bientôt lui adresser la lettre de licenciement, mais d'ici là il faut les convaincre, ce n'est pas fait, ce n'est pas acquis ! Revenons à ce qui s'est passé en 2007. Parce qu'en 2007, il fut élu. En 2007, il avait promis le droit opposable au logement, c'est-à-dire la possibilité pour chacune, chacun qui, cherchant un logement, pouvait déposer un dossier pour obtenir un droit qui serait reconnu par les tribunaux et qui permettrait, le moment venu, d'avoir un logement... Les malheureux qui se sont engagés dans cette procédure n'en ont jamais trouvé la fin ! Le droit a été posé, mais jamais, en définitive, reconnu. Je veux ici affirmer des engagements que je tiendrai, pour les jeunes notamment.

Je veux faire en sorte que chaque jeune puisse avoir un système de caution solidaire qui fasse qu'il ne sera pas obligé à l'avenir, pour obtenir un logement, de présenter une caution, un salaire, un contrat à durée indéterminée, bref des conditions qui l'excluent et qui font qu'à la précarité du travail s'ajoute la précarité de la résidence, la double peine.

Nous ferons en sorte aussi que pour ces locataires, il n'y ait pas de loyer qui soit augmenté à chaque fois que le locataire change de logement. Donc, nous encadrerons les loyers dans les zones de tension, pour permettre à chacune et à chacun de pouvoir accéder à un logement. Nous créerons plus de logements, plus de logements sociaux. Tous les terrains de l'Etat — et il y en a de nombreux en Seine-Saint-Denis — seront mis à disposition des collectivités locales, pour construire.

Ici, vous aimez vos villes, vous aimez vos quartiers, vous voulez leur rénovation et vous avez raison. Mais en même temps que l'on réhabilite des immeubles, que l'on abat des barres, que l'on construit d'autres tours ou d'autres résidences, on oublie les services publics, l'accompagnement, les associations, bref l'humain. Eh bien, nous rétablirons, nous réinstaurerons l'humain à côté du bâti. Parce que vous avez besoin de bureaux de poste, de commerces, de services publics, d'écoles. Vous avez besoin de ce qui vous permet de vivre, de vivre dignement !

Vous avez aussi besoin de transports. Vous ne pouvez pas vivre enclavés comme c'est le cas d'un certain nombre de quartiers. Sentiment d'être mis à l'écart, loin de tout, d'être à part. Eh bien, les transports seront améliorés, les transports seront sécurisés, et le prix des transports sera modulé en fonction du revenu, et pas simplement en fonction de la distance.

Mes chers amis, je veux vous parler avec franchise : nous avons beaucoup à faire ensemble, et j'ai beaucoup à vous demander. Ce que je vous demande, c'est d'être des citoyens à part entière, c'est de ne jamais renoncer à vos projets, à vos rêves. Ici, il y a beaucoup de jeunes. La

Seine-Saint-Denis est le département le plus jeune de France, soyez-en fiers ! Jeunesse de France, ayez de grands rêves, de grandes ambitions ! Poussez les murs, repoussez les limites, dépassez les barrières ! Aucune frontière ne sera opposée à votre propre réussite !

Le prochain président de la République aura pour mission de vous faire réussir. Je créerai un grand ministère de l'éducation, de la jeunesse, de l'avenir, parce que je veux que dans toutes les villes, tous les quartiers de France, les enfants aient toutes les conditions pour arriver à l'accomplissement de leur destin. Il y aura pour l'école une lutte contre l'échec scolaire. Je ne peux pas admettre que 150 000 jeunes décrochent chaque année. Parce qu'ils décrochent non pas de l'école, mais de l'avenir ! La moitié de ces « décrocheurs » sont dans les quartiers populaires. C'est pour ces quartiers-là, et c'est pour lutter contre l'échec, que j'ai annoncé que je créerai 60 000 postes dans l'Education nationale. Je le ferai pour les enfants, pour leurs parents mais aussi pour la France tout entière. Parce que cette jeunesse est sa chance ! C'est la condition de son propre redressement.

Je ne laisserai pas les filières pour les élèves les plus en difficulté être saccagées comme elles l'ont été depuis cinq ans, dix ans, ce qu'on appelle les RASED, ce qui servait justement au soutien des élèves les plus fragiles, les plus en difficulté. Je veux que les parents d'élèves puissent être associés encore davantage à l'éducation de leurs enfants. Je n'accepte pas qu'on pénalise des familles parce qu'elles ne parviennent plus à élever leurs entrants. Je veux au contraire qu'on les aide, qu'on les accompagne, qu'on les suive, qu'on forme les parents parfois démunis à être des parents, surtout pour ces mères qui ne maîtrisent pas la langue française et qui ne comprennent pas l'enjeu même de l'école et ce qu'elle exige d'accompagnement.

Je veux une école de l'égalité. Je ne veux pas que ce soient les enfants des quartiers populaires qui aillent dans les mêmes filières, qui aillent dans l'apprentissage, dans la formation professionnelle parce que ce seraient des enfants des catégories populaires. Non, si ces enfants doivent aller dans les filières professionnelles, c'est parce que ces filières seront d'excellence. C'est qu'elles conduiront à des emplois, et ce n'est pas parce qu'on voudra les reléguer. Si l'éducation prioritaire a un sens — mettre davantage de moyens —, c'est bien ici en Seine-Saint-Denis que cette éducation prioritaire doit être rendue possible !

Je veux une nouvelle carte scolaire qui garantisse la mixité des quartiers, des recrutements, pour éviter, là encore, qu'on ait des collèges pour les plus favorisés et des collèges pour les plus modestes.

Je veux aussi que dans tous les lycées de France, et donc les lycées de la Seine-Saint-Denis, les meilleurs élèves puissent aller dans les grandes écoles de la République. Et de la même manière, je veux que les universités françaises soient ouvertes à tous les étudiants de France, ceux qui sont aujourd'hui découragés, qui ne peuvent pas, faute de

moyens, poursuivre leurs études. C'est la raison pour laquelle, en fonction des moyens que nous aurons et que nos finances publiques nous autoriseront, nous créerons l'allocation d'études pour la formation, sous condition de ressources.

Oui, j'ai une grande ambition pour la jeunesse et donc pour les quartiers que vous représentez. Aucun jeune, je dis bien aucun jeune de 16 à 18 ans ne sera laissé à lui-même : soit il sera dans l'Education nationale, soit en formation, soit en apprentissage, soit en service civique. Et je ne veux qu'aucun jeune de 16 à 18 ans soit abandonné, relégué, oublié, écarté !

Je sais aussi que vous êtes, les jeunes ici présents, pleins d'engagement, pleins de fougue, non pas simplement pour nous permettre de gagner l'élection présidentielle – je vous en remercie –, mais pleins d'engagement, pleins de fougue, pleins d'enthousiasme, pleins de volonté pour votre pays, pour être utiles aux autres. Et c'est la raison pour laquelle j'encouragerai le service civique ! Tous ceux qui voudront participer à une belle cause pourront le faire, pour rendre service aux autres, pour animer des actions humanitaires, pour porter secours aux plus défavorisés, pour faire de l'accompagnement scolaire. Eh bien tous ceux, je l'ai dit, qui accepteront de donner leur temps dans un service civique auront une récompense au sens de ce dévouement qui leur sera consacré par la Nation, mais je ferai en sorte que chaque jeune en service civique puisse être aidé à passer son permis de conduire, avec un forfait qui lui sera attribué. Mon objectif, c'est 100 000 jeunes dans le service civique, à la fois pour rendre service à la Nation et pour vous rendre service !

Et je pense à l'emploi. Je sais que c'est la priorité. Je sais que c'est votre préoccupation, vous parents, vous jeunes et nous tous, conscients que c'est un gâchis formidable que de laisser une partie de la génération qui arrive sans perspective, sans confiance et dans la précarité, quand on voit tant de jeunes qui voient tant de portes se fermer, quand à chaque fois que l'on parle emploi on répond intérim, quand vous dites travail et qu'on vous annonce stage, quand vous dites salaire et qu'on vous répond Smic. Eh bien la promesse républicaine que je veux vous adresser, c'est que nous ferons de l'emploi et de la formation la priorité de l'action gouvernementale !

Pour créer des emplois, nous mettrons en place une banque publique d'investissement qui accompagnera les PME et la création d'entreprises.

Pour tous les marchés publics, il y aura une clause d'insertion pour qu'à chaque fois ce soit les jeunes de ces quartiers qui soient embauchés dans les entreprises qui ont le succès de ces marchés publics.

Je créerai 150 000 emplois d'avenir, ces emplois jeunes, et notamment dans les quartiers populaires.

Je lancerai le contrat de génération, ce contrat qui permet à un sénior

de rester dans l'emploi et à un jeune d'être recruté avec un contrat à durée indéterminée parce qu'on ne peut pas accepter ce parcours interminable qui va de l'intérim au CDD mais jamais ne permet à un jeune de fonder une famille, d'être indépendant, parce qu'il n'a jamais pu accéder à ce contrat à durée indéterminée – qui devra être la règle et non plus l'exception.

Voilà ce que j'étais venu vous dire, jeunesse de France, jeunesse de Seine-Saint-Denis, jeunesse diverse ! Vous devez être, à chaque fois, considérés, respectés, et aussi représentés.

Le contrat de génération que j'évoque pour l'entreprise vaut aussi pour la politique. A un moment, c'est à vous de prendre la responsabilité, dans les collectivités locales, au Parlement, dans l'Etat. C'est vous qui devez, à un moment, prendre le pouvoir. Votre génération ! Ce que vous représentez, votre diversité, vos quartiers, vos ambitions !

Je veux être le président du respect et de la justice. Le respect, c'est d'abord voir chacune et chacun d'entre vous pour ce qu'il est, et non pour ce qu'il paraît. Pour ce qu'il est comme citoyen et non pas pour ce qu'il paraît avec sa couleur de peau, avec son origine, avec son parcours, avec sa religion. Le président du respect, c'est le président du respect de la laïcité, qui garantit la liberté de culte et qui en même temps permet de vivre ensemble, tous ensemble, sans être regardé selon son apparence. Et quand je vous vois, les uns, les autres, je ne devine pas votre religion à votre visage. Je ne vois que des citoyens qui veulent appartenir à la communauté nationale !

Refusez, refusez toujours le miroir déformé que tend votre société. Ce miroir dominant, déformé, qui se nomme la discrimination. Le respect, c'est le refus de toute discrimination ! Comment admettre qu'à 16 ans on puisse être empêché de rentrer dans un établissement pour y passer une partie de la nuit ? Qu'à 20 ans, on soit contrôlé cinq fois dans la même journée ? Qu'à 25 ans, avec un bon diplôme, on craigne de ne pas pouvoir être embauché ? Qu'à 30 ans, quand on veut s'installer pour fonder un ménage, on peine à trouver un logement, quel que soit son nom, quelle que soit sa nationalité, quelle que soit son adresse ?

Eh bien la France, la République devra faire respecter le principe d'égalité !

Chacun doit respecter la République. Chacun doit respecter l'Etat. Chacun doit respecter les services publics. Chacun doit respecter la loi républicaine. Et en même temps, la République doit respecter chacune et chacun d'entre nous. Je ne laisserai pas humilier les enfants de France ! Et si vous me faites confiance, je ferai en sorte non seulement de vous appeler à chaque moment et dans chaque circonstance à respecter la République et son ordre, les droits et les devoirs, et en même temps, je veillerai à ce que chacun de mes compatriotes soit respecté et non pas suspecté sur sa seule apparence.

Je lutterai – non pas contre les contrôles d’identité, qui sont nécessaires –, je lutterai contre les contrôles au faciès qui sont inacceptables. Je lutterai contre toutes les discriminations, discriminations liées à l’âge, liées à la couleur, liées à l’origine, liées à un quartier, liées aussi à l’orientation sexuelle. Je sais combien il faut lutter sans relâche contre l’homophobie. Je sais que c’est dur, pour un certain nombre de jeunes. Je ne veux plus voir des garçons ou des filles dans mon pays se replier sur eux-mêmes, se réfugier dans la honte, dans la solitude, dans le secret.

Je sais aussi combien pour des jeunes filles l’accès à la contraception est devenu difficile, notamment pour les mineures. Eh bien nous établirons, là encore, un dispositif qui permettra à toute mineure de pouvoir accéder gratuitement et anonymement à la contraception pour ne pas vivre la situation de grossesse non désirée ou d’un IVG toujours insupportable à vivre quand on a 16 ans ou 17 ans. Et puisque je parle de l’IVG qui est un droit et qui doit être reconnu comme tel, je ne peux pas accepter que des centres hospitaliers aujourd’hui ne pratiquent plus cette intervention. Et donc partout où il y a un centre hospitalier, il y aura un centre pour l’intervention volontaire de grossesse.

Je ne peux pas admettre non plus que trop de nos compatriotes, notamment ici mais aussi dans les zones rurales, soient maintenant contraints financièrement et territorialement dans l’accès aux soins. Comment peut-on tolérer que dans notre pays, dans notre République, pour des raisons financières, pour des raisons territoriales, certains de nos compatriotes ne parviennent plus à se faire soigner ? Que des maladies qu’on pensait disparues ressurgissent ? Qu’un certain nombre de personnes renoncent à une intervention médicale tant elles ne peuvent pas penser qu’elles pourront l’honorer financièrement ? Nous lutterons contre les dépassements d’honoraires. Nous lutterons contre les déserts médicaux. Nous permettrons l’installation de jeunes médecins ici, dans vos quartiers, dans vos villes, pour que chacune, chacun puisse être en sécurité, en sûreté aussi par rapport à ce risque.

Et puisque je parle de sécurité et de sûreté, oui, vous avez aussi le droit d’être protégés. Vous avez aussi le droit d’avoir une présence de la Police dès lors qu’elle vous assure la tranquillité publique. Vous avez le devoir, aussi, de participer à la lutte contre les trafics, contre les bandes, tous ceux qui mettent en cause la vie dans ces quartiers. Nous ne vous laisserons pas abandonnés à un autre ordre que celui de la République ! La seule loi que vous devez accepter, c’est la loi votée par le Parlement, ce n’est pas la loi des bandes, ce n’est pas la loi des mafieux ou des trafics.

Chers amis, ici je vois des jeunes, parmi nous, qui n’ont jamais connu la Gauche au pouvoir. Et donc, certains n’ont connu que la Droite. Et ils imaginent que le pouvoir, c’est la Droite et c’est toujours la Droite. Eh bien je veux leur annoncer cette grande nouvelle : la Gauche a gouverné et elle aspire de nouveau à prendre sa part dans la responsabilité du pays !

Mais la Gauche, parce que c'est la Gauche, doit être exemplaire. Elle ne peut pas être arrogante dans l'exercice du pouvoir. Elle ne peut pas être injuste dans les choix. Elle ne peut pas être frileuse dans les avancées. Elle ne peut pas être inerte et, pire encore, impuissante. La Gauche doit être conquérante ! Elle doit être volontaire ! Elle doit être fière ! Et en même temps, elle doit dire à tout moment la vérité. Elle ne peut pas promettre ce qu'elle ne serait pas capable de tenir. Elle n'a pas le droit de décevoir. Elle doit parler, mais surtout agir. Elle doit être conforme à ses promesses. Et c'est parce que je suis de gauche que je suis aussi conscient de l'obligation de gagner l'élection présidentielle et de réussir, après, à transformer le pays !

Mes chers amis d'Aulnay et de Seine-Saint-Denis, dans quelques jours – deux semaines à peine – vous allez avoir une nouvelle occasion de faire entendre votre voix, votre voix forte, votre voix jeune, votre voix puissante. Ne sous-estimez pas la force de votre décision. Avec le suffrage universel, une voix en vaut une autre. La voix d'un jeune dans un quartier est équivalente à la voix d'un patron du CAC 40. Et si certains sont plus riches que vous, vous êtes plus nombreux qu'eux ! C'est vous la force dans la démocratie ! C'est vous la puissance ! C'est vous le suffrage ! C'est vous qui devez être maîtres de votre destin. Ne laissez pas d'autres décider à votre place. Venez voter, prenez votre part ! Décidez de votre avenir, le 22 avril d'abord, premier tour, et le 6 mai ensuite. Mais le 6 mai ne peut exister que s'il y a la dynamique du 22 avril, celle que vous allez me donner !

Et si, là encore, autour de vous certains se demandent s'ils vont exercer le droit de vote, dites-leur bien que leurs parents, leurs grands-parents auraient bien voulu avoir le droit de vote. Et que nous, nous avons pris un engagement pour les élections municipales : c'est de donner le droit de vote à ceux qui vivent ici depuis longtemps, qui paient leurs impôts, qui sont parfois vos parents ou vos grands-parents, et qui pourront participer à la délibération locale parce qu'ils ont le droit de le faire sans être citoyens français.

Eh bien je voulais, ici à Aulnay, vous lancer cet appel, cet appel à la confiance, celle que vous allez me donner. Cet appel, aussi, à la mobilisation – celle que vous allez engager. Cet appel à prendre votre destin en main. Soyez fiers de ce que vous êtes, dans votre diversité, dans votre unité, dans ce que vous êtes capables de produire ici dans ce département, de tout ce que vous avez donné ou que vos parents vous ont donné pour être des citoyens français ! Exercez jusqu'au bout votre droit de citoyen. Soyez fiers, dès lors que la République est à vos côtés, soyez fiers d'être des citoyens français ! Français, oui, français : c'est le plus beau nom que l'on peut donner à un citoyen que d'être un citoyen français, à la condition que la France soit à la hauteur de son message historique d'apporter de la liberté, d'apporter de la dignité, d'apporter de la considération, du respect et aussi de la fraternité. Voilà ce que nous avons à faire ensemble !

Oui, je vous lance cet appel pour la levée en masse ! La levée en masse, c'est ce qu'on disait au début de la Révolution française, quand elle était menacée. On appelait tous les citoyens à venir participer à l'effort. Eh bien oui, encore aujourd'hui, c'est la levée en masse, pour l'élection, pour le relèvement, pour le redressement et, enfin, pour la marche vers le progrès !

Faites peur à ceux qui vous utilisent ! Faites peur à ceux qui font des quartiers une menace. Vous n'êtes pas une menace. Si l'on vous donne confiance en vous, vous êtes une chance pour la France !

La France s'est toujours redressée grâce à sa jeunesse. Je crois en vous qui êtes encore à l'âge où tout peut être possible, où tout peut être regardé comme une nouvelle frontière que l'on aurait à déplacer. Je veux vous dire que dans ce moment si grave pour notre pays, nous pouvons mobiliser tant d'atouts, tant de chances, tant de leviers que jamais nous ne pouvons regarder l'avenir comme une inquiétude. L'avenir, c'est ce que nous allons construire ensemble. Le rêve français, c'est de faire votre génération, celle qui vient, va vivre mieux que nous. C'est mon choix, c'est mon projet, c'est mon devoir, c'est ma mission.

Alors la question que je vous pose maintenant, à 15 jours : avez-vous la volonté du changement ? (Oui !) Etes-vous prêts pour le changement ? (Oui !) Voulez-vous être le changement en marche ? (Oui !) Alors, je vous l'annonce, le changement arrive ! Il vient ! Il est devant nous ! Ce sera le 22 avril ! Ce sera le 6 mai ! Ce sera le changement pour la jeunesse de France, le changement pour la République, le changement pour la France, le changement aussi pour tous ceux qui rêvent d'une humanité meilleure !

Oui, le changement, c'est maintenant !

Mes chers amis, j'avais plusieurs raisons de venir à Besançon ce soir. D'abord pour vous entendre. Ensuite pour rendre hommage à cette ville chargée d'histoire, de l'histoire du mouvement ouvrier, de l'histoire de la Gauche, de l'histoire du socialisme, puisqu'il y a eu tant de références qui restent gravées dans la mémoire de cette ville, des hommes qui ont donné leur vie, et puis des combats qui sont restés ici gravés, mais partout en France, marqués. Je pense au combat des Lip. J'avais 19 ans à l'époque et partout on achetait – eh oui, déjà ! – et partout on achetait une Lip. Et donc c'était notre façon d'être solidaires avec un homme qui aussi est resté dans ma mémoire, comme Charles Piaget, qui fut effectivement un combattant. Je pense aujourd'hui au combat des Peugeot qui doivent savoir, ici, que nous serons à leurs côtés demain, aux responsabilités du pays. J'avais plusieurs raisons pour rendre hommage aussi au développement durable, la priorité qu'a donnée Jean-Louis Fousseret à l'action de sa municipalité. J'avais aussi la volonté de rendre hommage à la présidente de la région parce que c'est important d'avoir aussi des femmes à la tête d'une collectivité, Marie-Guy. Je voulais dire aussi toute ma gratitude à Pierre Moscovici qui m'accompagne dans cette campagne et qui fait un travail, chaque jour, pour coordonner l'action et pour impulser mes propres proclamations ou déclarations. Et puis je voulais aussi être avec Jean-Pierre Chevènement parce que je veux le rassemblement de la Gauche. Je veux le rassemblement des Républicains. Je veux dépasser ce qui nous a séparés. Alors merci vous tous d'être là ; merci de prendre patience. C'est long. Merci de me soutenir dans ces derniers moments et ces derniers jours de la campagne, qui vont être décisifs.

Moi, je suis parti candidat à l'élection présidentielle il y a déjà un an. Je ne m'en lasse pas mais en même temps il faudra que ça se termine. Et j'ai fixé moi-même les dates : le 6 mai, pour la victoire !

Depuis tous ces mois, à travers de nombreux déplacements, j'ai ressenti tant d'attentes, tant d'espérances, tant de volonté. J'ai mesuré aussi les colères, les impatiences, les inquiétudes. Et donc, mon devoir c'est de les traduire en actes de gouvernement. Ce qui est demandé autour de ma candidature, c'est de gagner l'élection présidentielle, c'est de faire en sorte que nous puissions non seulement être présents au plus haut au premier tour, mais gagner, gagner l'élection présidentielle. J'ai saisi aussi les blessures, les déchirures, les ruptures. Eh bien je devrai demain, président de la République, réconcilier les Français, les réunir autour d'une grande cause, les rassembler autour d'une grande ambition, d'une grande espérance : la réussite de la génération qui vient, de la jeunesse de France à laquelle je veux tout consacrer dans le prochain mandat !

J'ai pu aller partout, me déplacer dans tous les endroits du territoire. Aucun ne m'a été empêché. Quel bonheur, je peux vous le confier, de pouvoir circuler sans CRS, sans barrières, sans protections, dans tous les quartiers, dans toutes les villes sans rien avoir à craindre, sauf quelques interpellations, mais c'est la vie démocratique. Et si demain je suis, grâce à vous, le prochain président de la République, je veux garder cette liberté, cette proximité, cette capacité à pouvoir parler à mes compatriotes sans entraves, sans limites, sans protocole.

Depuis des mois, j'ai adopté une démarche de cohérence et de vérité. J'ai présenté mon projet – c'était à la fin du mois de janvier : 60 engagements pour le redressement, pour la justice, pour l'avenir de la jeunesse, pour le rassemblement autour des valeurs de la République. Ces propositions je les ai précisées, évaluées, chiffrées, diffusées, grâce à vous. Et je n'ai pas attendu les derniers jours de la campagne pour en inventer de nouvelles, comme pour impressionner, comme pour dire : « Ah, cela, les autres n'y avaient pas pensé, je vais être le premier ». Mais ce n'est pas le premier qui sort une proposition qui va gagner ! C'est le premier qui va donner la confiance de pouvoir respecter la proposition et la promesse.

J'ai fixé aussi le calendrier du changement. Il n'y aura pas de temps à perdre au lendemain de notre victoire, si elle vient. Nous aurons à décider vite. D'abord, dans les premiers jours, une République exemplaire – cela nous changera ! Un chef de l'Etat qui ne sera pas chef de tout, pas chef de la majorité – c'est le Premier ministre –, pas chef du parti – c'est le responsable qu'ont choisi les militants

–, pas le chef d'une caste, d'un clan ou d'une équipe et pas davantage d'une famille. Je serai le chef de l'Etat, responsable de ce que je ferai et sans avoir besoin d'un statut pour être protégé.

Je composerai un gouvernement paritaire avec autant de femmes que d'hommes. Chaque membre de l'équipe gouvernementale devra respecter une charte éthique, ne devra pas cumuler un autre mandat que celui de servir le pays.

Et sans attendre le renouvellement de l'Assemblée nationale, je prendrai des premières mesures pour protéger le pouvoir d'achat des Français et d'abord l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, un système de caution solidaire pour les jeunes, pour qu'ils puissent enfin accéder au logement. Et je prendrai par décret une disposition qui permettra à celles et ceux qui ont commencé tôt leur vie professionnelle, à 18 ans, et qui ont toutes leurs annuités, de pouvoir partir à la retraite à 60 ans.

Ensuite, dès l'été et avec un Parlement renouvelé, j'engagerai les réformes fiscales, bancaires indispensables et la réforme territoriale pour donner un nouvel acte de la décentralisation. A l'automne – et nous ne serons pas fatigués ! – nous engagerons là encore la grande réforme de l'école parce que ça doit être la priorité, le préalable à tout effort productif. Nous mobiliserons toutes nos forces pour le redressement de notre industrie. Et puis nous réviserons nos institutions autant que nécessaire pour les moderniser et les démocratiser. Nous engagerons de grandes négociations avec les partenaires sociaux parce que je respecte les partenaires sociaux, aussi bien les syndicats que les organisations professionnelles. J'associerai les élus, tous les élus, et au-delà même de la Gauche, tous ceux qui dans leurs collectivités veulent concourir au bien public, pour participer à la transition énergétique, écologique, pour aller plus loin sur les services publics de la petite enfance, pour faire en sorte que nous ayons de meilleurs transports. Bref, il y aura une mobilisation nationale pour le redressement du pays.

Je suis conscient de toutes les attentes. Mais j'ai un devoir : ne pas décevoir, ne rien promettre que je ne serai capable de tenir. Et ce sera toujours ma ligne de conduite dans cette campagne et au lendemain des élections. Ici, à Besançon, je suis venu vous dire cette chose simple : je suis prêt. Prêt à gagner l'élection présidentielle. Prêt à présider la France. Prêt à transformer notre pays. Prêt à changer concrètement la vie de nos concitoyens. Eh bien, vous, au-delà de cette salle, soyez prêts à faire dès le 22 avril le choix du changement !

Depuis tant de mois que je suis en campagne, tant d'enquêtes d'opinion nous indiquent que nous aurions – paraît-il – la faveur des pronostics. Moi, je suis prudent. Je les connais ces enquêtes qui disent toujours une prévision mais qui n'indiquent pas un vote. Parce qu'entre une intention un moment exprimée dans un sondage, et le suffrage universel, il y a tout ce qui fait la démocratie. Rien n'est fait. Rien n'est acquis. Rien n'est conquis. C'est vous, peuple français, qui allez décider de votre avenir. J'ai toujours maîtrisé les emballements – il y en a toujours dans les équipes – ceux qui s'imaginent déjà et qui ne sont rien, rien d'autre que des militants qui doivent d'abord être conscients que c'est la victoire qui autorisera toutes les ambitions, pour servir le pays et rien que pour servir le pays.

J'ai prévenu aussi que la campagne serait rude, la bataille âpre, la confrontation brutale. Pensez donc, la Droite aime tellement le pouvoir ! Et vous l'imaginez le lâcher comme ça, par lassitude ? Ce n'est pas son genre, et encore moins le comportement et le caractère de celui qui aujourd'hui est au sommet de l'Etat, pour un temps qui va bientôt s'achever. Pour la Droite, le pouvoir c'est sa chose. C'est sa propriété, c'est son domaine, son enclos, elle a mis des barrières. Et la Gauche ne pourrait y accéder que par effraction, par inadvertance, par surprise. Une fois ça va, c'était François Mitterrand. La République aurait donné. Maintenant c'est terminé. Passez votre chemin. C'est pour toujours à la Droite, le pouvoir. Et vous laisseriez faire ? Eh bien non. C'est le peuple français qui va décider de savoir qui de la Droite ou de la Gauche, qui des candidats présents au premier tour, va être le prochain responsable du pouvoir. Eh bien, n'ayez aucune crainte. Ne vous laissez pas intimider. J'en connais qui se disent « ils vont nous préparer quelque chose ». C'est possible. « Ils ont tous les moyens » – c'est sûr. Mais ils ne peuvent pas disposer du suffrage. Ce sont les électrices, les électeurs, qui sont les seuls maîtres, les seuls propriétaires de la Nation, les détenteurs de la légitimité.

Alors dans l'adversité, la Droite s'est regroupée derrière son champion. Ah cela n'a pas dû être facile, parce qu'ils le connaissent bien ! Et il ne fait pas l'unanimité. Mais que voulez-vous, le péril est trop grand. La Gauche est là, à la porte, elle frappe. Ils ne veulent pas la laisser entrer, mais nous sommes là ! Je vous entends. Alors, la Droite fait bloc autour du candidat sortant. Moi, cela me touche tant de sollicitude, tant de solidarité. Ils sont là, derrière lui. Et même les leaders conservateurs ont été convoqués. Au niveau européen, chacun a donné son onction, presque extrême-onction.

C'est la Sainte-Alliance, la fédération des conservateurs. Ah lui, il s'en défend ! Maintenant il veut être – que voulez-vous c'est ainsi – il veut être le candidat du peuple, allez savoir pourquoi. Alors, conscient de son échec, et aussi de son impopularité – il doit lire les mêmes enquêtes que nous –, de son retard également, il mobilise son camp. Il cherche même un renfort du côté de l'électorat de l'extrême droite. Et prend l'immigration comme cible et la peur comme levier. Et il ne ménage pas sa peine. Et il prend avec la vérité une liberté sans limites, au point qu'à ce niveau-là, ce n'est plus de la liberté, c'est de la licence.

Faute de pouvoir de nouveau tout promettre, il prétend maintenant protéger. Il serait le président protecteur. Mais protecteur de qui ? Des ouvriers dont les emplois sont menacés ? Mais il a laissé disparaître, durant son quinquennat, 400 000 emplois industriels ! Des agriculteurs, victimes de la désorganisation des marchés ? Mais une exploitation agricole disparaît toutes les deux heures dans notre pays ! Des retraités ? Mais leur pouvoir d'achat a fondu ! Ah j'en conviens, il a fait un geste – c'était d'ailleurs prévu par la loi sur les retraites, il l'avait oublié : maintenant, les pensions seront payées le premier du mois. Cela ne les augmentera pas, mais l'intention est louable. Protecteur vous dis-je : des jeunes victimes de la crise ? Mais le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans atteint 25 %. Protecteur des fonctionnaires ? Ils ont tout à craindre. Des agents hospitaliers ? Ils font un travail terrible. Des précaires ? Ils souffrent de la pauvreté. Et des familles ? Elles perdent chaque mois un peu plus de pouvoir d'achat.

Non, les seuls que le candidat sortant aura protégés durant ces cinq dernières années, ce sont les puissants ; ce sont les rentiers ; ce sont les fortunés. Je lisais une déclaration qui venait à l'appui de ma démonstration. La présidente du Medef déclarait que Nicolas Sarkozy, je la cite avait accompli un « boulot » — c'est son mot –, « un boulot extraordinaire en intensité, en quantité ». Eh bien voilà le candidat du peuple bien accompagné ! Eh bien moi je vous propose qu'il arrête ce boulot-là.

Le candidat sortant voudrait continuer au prétexte qu'il a maintenant appris, qu'il a compris, qu'il a changé. Je l'entends proclamer que l'échec serait une forme de justification à poursuivre. Il sait maintenant ce qu'il ne faut plus faire, les erreurs à ne plus commettre, les fautes à ne pas reproduire, les promesses à ne pas tenir. Il sait tout. Eh bien nous en savons assez, pour ce qui nous concerne, pour décider aujourd'hui de changer de président.

Dimanche, il annonçait dans un entretien à un journal qu'il sentait « monter la vague ». Moi aussi ! Je la sens monter la vague, la vague de l'indignation, la vague de l'exaspération, la vague de la colère, celle du peuple qui n'en peut plus ! Et cette vague, elle monte depuis cinq ans, d'année en année. Nous l'avons vue progresser de scrutin en scrutin : municipales de 2008, régionales de 2010, cantonales de 2011. Et elle s'est transformée au fil des mois, non pas pour une vague de rejet, mais pour une vague d'espérance. La vague d'une Nation qui se relève, d'un peuple qui se redresse, d'un sursaut qui s'opère. Eh bien c'est cette vague-là qui submergera l'arrogance, la suffisance, l'outrance. Mais patience, encore. Il reste quelques semaines, douze jours pour convaincre ; douze jours pour nous mobiliser, douze jours pour être le plus haut possible – je dis bien le plus haut possible – au premier tour, le 22 avril. Et encore un peu plus de quinze jours, après le 22 avril, pour vaincre, le 6 mai. C'est cette vague-là, c'est la vague du changement qui arrive. Et si vous en décidez, rien ne pourra l'arrêter !

Mais il m'est rapporté que le candidat sortant tient un certain nombre de propos dans des réunions auxquelles je ne peux parvenir, vous non plus... Il répète un certain nombre de demi-vérités qui deviennent de vrais mensonges et qui laissent penser que nous sommes nous-mêmes coupables de tous les errements. La seule générosité du candidat sortant est à notre égard. Il ne manque jamais de nous délivrer tous les sarcasmes, les caricatures et les polémiques. Je lisais ses dernières déclarations. Il prétend d'abord que la victoire de la Gauche ferait, dans cette hypothèse qui est la nôtre, que notre

pays deviendrait la Grèce ou l'Espagne. Ce propos a quand même choqué du côté de nos amis espagnols, qui se sont alarmés d'être ainsi affublés d'un bonnet d'âne. Le premier ministre conservateur a fait valoir que quand même, son pays ne pouvait pas servir de mauvais exemple. Surtout venant — et là, je parle à sa place — d'un président sortant détenteur d'un triple record. La dette publique de notre pays n'a jamais été aussi élevée dans son histoire. La sécurité sociale a enregistré un déficit cumulé de 135 milliards d'euros depuis cinq ans. Et le déficit de notre commerce extérieur atteint 75 milliards d'euros. Triple record, qui a d'ailleurs justifié la perte du triple A ! Et voilà que celui qui en est responsable viendrait nous donner des leçons de gestion sur les finances publiques, sur l'économie, sur la compétitivité ? Mais non, nous n'accepterons aucune leçon d'un président qui a un bilan aussi lourd !

Je ne laisserai rien passer. Je ne laisserai pas faire cette accumulation de contre-vérités. Voilà qu'il annonce que mon élection — il commence à y songer ! — conduirait à davantage d'impôts pour les Français. Là encore, quel paradoxe ! Plus d'impôts, prétend le candidat sortant, mais c'est impossible ! Même si je le voulais — ce n'est pas mon cas — je ne le pourrais pas ! Il a créé 41 impôts depuis cinq ans, 41 taxes ! Reconnaissons, quel sens de l'invention, de la créativité, de l'imagination... Les prélèvements obligatoires ont augmenté de 2 points par rapport à la richesse nationale — il avait prévu une baisse de 4 points. Et il termine son quinquennat avec l'annonce, hélas validée par une loi, qu'il y aurait une augmentation de la TVA de 19,6 % à 21,2 %. Et il viendrait nous dire que nous serions responsables d'un matraquage fiscal ? Il a eu lieu ! Il a eu lieu pendant cinq ans. J'ajoute que 200 000 foyers fiscaux parmi le plus modestes vont se retrouver redevables de l'impôt sur le revenu, parce que le barème de cet impôt n'a pas été indexé sur l'inflation. Avec comme résultat cette injustice situation inédite, dans laquelle tous les impôts auront augmenté sur tous les Français sauf sur une seule catégorie, les plus fortunés, les rentiers, qui ont été épargnés de toute contribution !

Alors, je réponds avec gravité et sérieux. Nous, nous ferons la réforme fiscale avec un seul objectif : la justice. La justice, ce sera d'imposer de la même façon les revenus du capital et ceux du travail. Ce sera de revenir sur les cadeaux fiscaux accordés aux plus favorisés depuis cinq ans. Ce sera de plafonner les niches fiscales. Ce sera de faire que chaque Français contribuera à l'effort national de redressement à mesure de ses capacités. Et ceux qui veulent s'attribuer des revenus de plus d'un million d'euros par an dans notre pays en auront parfaitement le droit, et leurs dirigeants pourront parfaitement leur accorder ce type de rémunération indécente. La seule différence, c'est qu'au-delà d'un million d'euros, un taux supérieur d'imposition d'impôt de 75 % sera appliqué à ces revenus !

Et voilà que nous serions accusés, aussi, de pénaliser les familles parce que nous supprimerions le quotient familial. Une fable de plus ! J'ai simplement indiqué que nous baisserions le plafond pour l'avantage que procure le quotient familial de 2 300 euros à 2 000 euros. Ce qui améliorera la progressivité de l'impôt, et qui évitera que des familles qui ont plus de six ou sept Smic puissent avoir un avantage fiscal supérieur à 2 000 euros, 2 300 euros, alors que beaucoup de familles qui ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu n'ont aucun avantage lié au quotient familial. Avec les montants que nous récupérerons justement sur le plafonnement du quotient familial, nous augmenterons l'allocation de rentrée scolaire sur toutes les familles. C'est ça, la différence !

Mais je n'avais pas tout entendu ! Voilà que parce que je veux faire la transition énergétique, parce que je veux, à l'horizon 2025, réduire progressivement la part du nucléaire dans la production de l'électricité, voilà que parce que j'annonce qu'il n'y aura qu'une seule centrale nucléaire qui fermera dans le prochain quinquennat — une et une seule à Fessenheim -, voilà que j'entends le candidat sortant dire que lui, il défend l'indépendance nationale, la souveraineté nationale, le tout nucléaire — il en a le droit. Et pour étayer sa démonstration, il dit que c'est sans doute la plus vieille des centrales, qu'elle est peut-être sur une zone sismique, la centrale de Fessenheim, mais qu'elle n'est pas près de la mer et donc qu'il n'y a pas de risque de tsunami. L'argument est fort, je le reconnais ! La géographie est implacable ! Fessenheim n'est pas au bord de la mer, j'en conviens ! Mais je n'avais pas, là encore, tout entendu. Voilà qu'il nous donne son expérience. Il nous dit qu'il est allé à Fukushima pour constater le tsunami et ses effets. J'ai vérifié : il n'est jamais allé à Fukushima. C'est donc la première fois dans l'histoire de la République qu'un candidat sortant relate un voyage qu'il n'a jamais fait. Nicolas Sarkozy aura donc été un précurseur en tout, même en voyages qu'il n'aura jamais accomplis !

Mais je veux être complet. Je l'entendais dire et répéter que je voulais une régularisation massive de tous les sans-papiers. Alors que depuis que je suis entré en campagne et que j'ai présenté mes propositions, je n'ai parlé que de régularisation au cas par cas et sur des critères objectifs, parce que je refuse l'arbitraire. Oui, je suis pour une politique ferme. Et en même temps, je me refuse — et je me refuserai toujours — à instrumentaliser le débat, à désigner les immigrés à la vindicte, à les présenter comme les responsables de tous nos maux. Je dénonce cet abaissement de la France qui consiste à flatter les mauvais sentiments en espérant en trouver une récompense politique. C'est une démarche inconséquente, surtout de la part du candidat sortant puisque, je le rappelle, sous son autorité — si l'on peut dire — 200 000 nouveaux immigrés sont arrivés chaque année légalement dans notre pays, et 30 000 ont été régularisés. Et donc, refuser de regarder cette évidence, ne pas assumer ce qui a été fait depuis cinq ans et laisser penser que d'autres, en l'occurrence moi-même, pourraient avoir une politique irresponsable en matière d'immigration, c'est caricaturer à la fois les faits et en même temps faire peur et désigner les immigrés comme la seule cible sur laquelle les Français pourraient se retrouver.

Et sur la laïcité, qu'ai-je entendu ! Martine Aubry a même été désignée comme la maire communautariste de Lille par le candidat sortant. C'est vous dire jusqu'où il peut aller ! Lui qui s'était rendu à un congrès d'une organisation où il s'était exprimé comme ministre de l'Intérieur devant une salle où d'un côté il y avait les hommes et de l'autre les femmes ! Lui qui avait considéré que le curé et le pasteur avaient une autorité supérieure à celle de l'instituteur ! Jamais je ne laisserai le candidat sortant, sur la laïcité, faire la moindre leçon à qui que ce soit. La laïcité n'est pas une valeur qui doit diviser les Français. La laïcité doit nous rassembler, parce que la laïcité permet de garantir à chacune et à chacun la liberté de conscience, de conviction, de croyance, et en même temps permettre le vivre ensemble.

Je voulais devant vous, ici à Besançon — je ne le fais pas aussi souvent — faire justice de toutes ces outrances, de toutes ces confusions, de toutes ces polémiques. Je les entends ; je ne les accepte pas. Et pour autant, je ne tomberai pas dans le piège grossier qui m'est tendu, me jeter dans une mêlée confuse, me tirer par la manche dans un pugilat obscur. Parce que le débat pour l'élection présidentielle mérite mieux que ces caricatures, que ces invectives, que ces dénigrement, que ces polémiques !

L'enjeu, c'est la France dans l'élection présidentielle, le redressement de notre pays, de sa production, de son industrie, de ses entreprises. C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé la création d'une banque publique d'investissement, une mobilisation de l'épargne pour l'industrie, une fiscalité différente selon la taille des entreprises, plus basse pour les PME et plus élevée pour les grandes. J'ai aussi dit que chaque fois que le bénéfice était réinvesti, il devait être moins taxé que le bénéfice qui est distribué aux actionnaires. Et nous aurons à réfléchir à mieux appréhender les bénéfices des entreprises sur l'ensemble des marchés mondiaux.

Oui, nous avons à redresser nos finances, nos finances publiques, mais également à maîtriser la finance. Parce que je ne veux pas que ce soient les marchés qui décident à notre place. C'est pourquoi nous ferons la réforme bancaire. Nous séparerons les activités spéculatives des activités de dépôt et de crédit. En même temps, j'ai le devoir d'appeler au redressement de nos finances publiques parce que la dette, si elle s'accumule, est un transfert que nous adressons à nos enfants, un legs que nous laissons aux générations futures. Je m'y refuse ! Nous devons assumer nos dépenses d'aujourd'hui pour ne pas transmettre nos charges, pour demain, à celles et ceux qui auront à poursuivre la tâche qui est la nôtre au nom de notre pays.

Nous aurons à redresser la morale publique — et il y aura à faire ! Rendre la justice indépendante, assurer l'impartialité de l'Etat, nommer les hauts fonctionnaires sur le strict plan de leurs compétences et de leur loyauté non pas à l'égard du pouvoir politique mais à l'égard de l'Etat lui-même. Toutes les nominations dans les instances de régulation seront faites à une majorité des deux tiers au Parlement, ce qui veut dire que l'opposition sera directement associée aux décisions que nous prendrons.

L'enjeu c'est l'avenir, aussi, de la République, de ces valeurs qui nous unissent, de cette promesse que nous avons faite à toutes les générations qui se sont succédé de vivre mieux que la nôtre. Eh bien oui, de nouveau, c'est le rêve français qu'il faudra poursuivre et amplifier !

Je veux que la jeunesse de France sache bien que notre premier devoir, c'est de lui assurer non seulement sa place mais son avenir, et de faire en sorte qu'au bout de cinq ans, au terme du quinquennat — si vous décidez que je serai le prochain président de la République —, les jeunes vivront mieux qu'aujourd'hui.

L'enjeu, c'est la justice ! L'âme de la France, c'est l'égalité ! L'égalité fiscale, l'égalité devant l'impôt, l'égalité devant les charges publiques, devant les contributions. Oui, il y a un effort à faire, et il sera demandé à ceux qui ont le plus. J'en connais qui s'effarouchent : « Nous allons partir, nous allons nous exiler ! ». Et comment font les Smicards, ils s'exilent, eux, quand ils ne sont pas augmentés ? Non, ils restent ici, ils servent leur pays, ils sont patriotes.

Je fais appel au patriotisme, parce que c'est la plus belle idée que nous puissions promouvoir dans la République. Patriotisme des chefs d'entreprise. Il y en a beaucoup qui s'engagent y compris sur leur patrimoine personnel pour créer de l'emploi, pour investir, pour exporter. Oui, je salue ces chefs d'entreprise, ils sont nombreux dans notre pays et méritent toute la considération de l'Etat. Oui, je salue le patriotisme également des salariés qui s'engagent, qui se démultiplient pour améliorer la performance de leur outil de travail et qui espèrent que la récompense sera non seulement leur propre salaire, mais le développement de l'emploi. Oui, je salue le patriotisme aussi de ces agriculteurs qui font un travail dur et parfois sans le revenu correspondant, mais contribuent à notre souveraineté alimentaire. Oui, je salue le patriotisme de ces agents hospitaliers qui se dévouent pour assurer le meilleur accès aux soins à tous les Français. Oui, je salue aussi le patriotisme des fonctionnaires qui assurent le service public. Le patriotisme vaut pour chacune et chacun. Et plus haut on est dans l'exercice de la responsabilité, dans une entreprise, dans un Etat, plus exemplaire encore on doit être dans ses rémunérations et dans son comportement. Voilà ce patriotisme qui doit nous unir.

L'enjeu c'est la justice fiscale, c'est la justice sociale, c'est l'accès aux soins pour tous lorsqu'il y a tant de dépassements d'honoraires, lorsque l'hôpital public a été, par une loi, confondu avec une entreprise. Nous devons mettre bon ordre à ces dérèglements, à ces injustices, à ces inégalités. Nous encadrerons les dépassements d'honoraires. Nous lutterons contre les déserts médicaux. Et nous ferons que l'hôpital public redevienne un service public !

Je mesure aussi les attentes de nombreuses personnes handicapées qui exigent non pas l'assistance, non pas l'aumône, non pas la générosité, non pas la compassion, mais tout simplement la reconnaissance de leur différence et l'honneur d'être acceptées comme des citoyens, avec des droits et avec des devoirs. Nous devons lutter contre toutes les discriminations, toutes les inégalités. Et l'une des premières décisions que nous aurons à prendre, ce ne sera pas de faire de nouvelles lois, ce sera de les appliquer, et notamment pour l'égalité salariale femmes-hommes. Parce que nous ne pouvons pas accepter que pour les mêmes emplois, pour les mêmes diplômes, pour les mêmes fonctions, il y ait des écarts qui demeurent.

La justice, c'est aussi la justice entre les territoires. Je reviens d'un long périple dans les quartiers de nos villes. On y trouve plein de talents, plein d'initiatives, plein de vie et plein d'envie de réussir. Et puis, on y trouve aussi cette accumulation de difficultés, ces promesses trahies, ces services publics qui ne sont pas là, l'école qui n'a pas été renforcée, les inégalités qui se sont creusées avec le risque d'une rupture qui puisse se faire dans le pacte républicain.

Mon devoir, ma responsabilité, ce ne sera pas d'annoncer un nouveau plan pour les quartiers, ce sera de mettre tous les moyens des politiques publiques au service de l'égalité, dans le cadre d'un grand ministère de l'égalité des territoires, aussi bien pour les zones urbaines que pour les zones rurales, pour que chacun se sente pleinement citoyen de France !

L'enjeu c'est l'avenir, c'est-à-dire les générations futures, c'est-à-dire le rêve français, c'est-à-dire la jeunesse de France. Ma première priorité sur le plan budgétaire, ce sera l'éducation, l'Education nationale. Nous mettrons les moyens pour l'école publique — 60 000 postes — non pas pour servir je ne sais quelle revendication, mais pour être attentifs à lutter contre l'échec scolaire. Je ne peux pas accepter que 150 000 jeunes sortent de notre école sans qualification, sans formation. Je ne peux pas accepter que les RASED aient été sacrifiés par une politique à courte vue. Je ne peux pas admettre qu'au début du collège déjà, les déterminismes et les fatalités aient fait que certains jeunes seraient

condamnés à certains métiers — quand ce n'est pas au chômage. Eh bien non, nous devons donner une chance, une seconde chance, une troisième chance pour qu'aucun jeune de France, aucun enfant de la République, ne puisse être laissé de côté, abandonné, oublié, écarté !

Ce n'est pas simplement un devoir moral, c'est une exigence économique. Notre atout est d'avoir une démographie dynamique, une vitalité, une jeunesse qui est la plus nombreuse d'Europe. Oui, c'est cela qui doit nous permettre de nous redresser plus vite que d'autres, parce que nous avons le renouvellement des générations. C'est dans cet esprit que j'ai avancé l'idée du contrat de génération qui permettra à l'employeur qui gardera un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite dans de bonnes conditions, et qui embauchera un jeune avec un contrat à durée indéterminée, de ne plus payer de cotisation sociale sur ces deux emplois.

L'avenir, c'est aussi l'écologie. Ce n'est pas un sujet secondaire. Ce n'est pas un enjeu qui serait effacé par la crise. Ce n'est pas simplement à l'aune des candidatures à l'élection présidentielle que nous mesurons la priorité écologique. C'est une question dont dépendent toutes les autres dans une planète dont la survie et la pérennité ne sont pas garanties. Aucune politique n'a de sens, de portée ni de durée si elle n'intègre pas la dimension environnementale et écologique. Je suis socialiste et je me sens écologiste parce que je sais que nos pays ne sont pas seuls au monde, que notre génération n'est pas la dernière de toutes, et que l'humanité n'est pas la seule espèce vivante sur la planète. Nous avons une biodiversité à respecter pour notre propre intérêt vital.

Je ne crois donc pas, contrairement au candidat sortant qui avait eu cette formule — une de plus — que « l'environnement, ça commence à bien faire ». Non, nous commencerons plutôt à bien faire la politique pour l'environnement ! Là aussi, le changement est attendu. Il suppose du courage. Nous avons à réaliser une transition énergétique, écologique, à nous rendre moins dépendants du pétrole et des énergies fossiles, à faire monter les énergies renouvelables, à être capables de fixer des objectifs et des étapes, à assurer la diversification de nos sources d'énergie autour de trois principes. La sûreté pour que la sécurité soit garantie. L'indépendance, parce que notre Nation a besoin de faire monter un certain nombre d'énergies que nous produirons ici. Et l'emploi, parce que c'est une dimension importante dans la transition énergétique.

Une politique industrielle sera mise en œuvre pour les énergies renouvelables, avec la création d'un fonds de capital développement pour toutes les entreprises qui s'engageront dans cette filière. C'en sera fini des politiques contradictoires telles que nous les avons connues depuis cinq ans, où tout part d'un Grenelle pour l'environnement et tout se défait à la fin, où les énergies renouvelables qui avaient été encouragées fiscalement, où l'énergie solaire, photovoltaïque, avait été particulièrement encouragée par des prix de rachat, mais où tout cela a été démonté, démantelé, désorganisé. Nous avons perdu trop de temps et trop d'emplois !

Je veux en même temps un grand plan pour l'efficacité énergétique, c'est-à-dire pour les économies d'énergie. Nous mettrons aux normes un million de logements par an. L'innovation thermique sera une grande priorité. Nous réduirons la consommation de carburants. Nous favoriserons le véhicule propre et ce sera un puissant stimulant pour les grandes entreprises françaises de l'automobile – Peugeot, Renault – qui ont pris de l'avance là-dessus. Nous ferons en sorte que le fret ferroviaire et le développement des transports doux soient encouragés.

C'est à la fois un enjeu planétaire, un enjeu environnemental, un enjeu de cadre de vie. C'est aussi un enjeu de justice sociale. L'air et l'eau sont des biens publics ! Ils appartiennent à tous. L'énergie, d'une certaine façon, aussi. Et quand un bien commun a un prix, celui-ci doit être régulé par la puissance publique. Et c'est pourquoi j'ai proposé une nouvelle tarification progressive qui garantira l'accès de tous les consommateurs aux usages indispensables de l'électricité, du gaz et de l'eau ! Pour que soit assuré et garanti un forfait de base. Je sais aussi les écarts dans le prix de l'eau, qui sont très importants et qui créent de nouvelles injustices territoriales et sociales. Nous mettrons en place un mécanisme de solidarité et de péréquation, car il n'y a pas d'équité sans l'accès à l'eau. C'est une dimension fondamentale de justice et je n'entends pas y renoncer.

Je proposerai aussi à nos partenaires européens un nouveau temps pour de nouveaux projets et notamment une Communauté européenne de l'énergie, parce que nous mettrons ensemble nos

recherches communes sur les énergies propres. Nous monterons ensemble en gamme sur les énergies renouvelables. Nous développerons ensemble des véhicules propres. Voilà un grand programme européen qui peut permettre et la croissance et l'amélioration de notre cadre de vie ! Et nous devons mettre en place, aussi, une taxe carbone à l'échelle européenne pour décourager un certain nombre de comportements et de productions.

Je veux relancer l'Europe. Et je le dis ici à Besançon, « vieille ville espagnole » comme le disait Victor Hugo. Voyez que tout est lié : même quand on s'en prend à l'Espagne, vous êtes concernés ! Je veux relancer l'Europe, parce que si elle est en crise, l'idée européenne est vivante, elle ! Qui peut croire que nous pourrions faire face, seuls contre tous, repliés sur nous-mêmes, aux enjeux des cinq, dix, vingt prochaines années ? Il n'est pas temps d'être moins européens : il est temps d'être enfin européens. Mais en changeant l'orientation de l'Europe, parce que l'Europe telle qu'elle va aujourd'hui a oublié de protéger les citoyens et de se protéger elle-même. D'où cette récession qui menace, ce chômage qui s'accroît, cette désindustrialisation qui s'accélère. Les Droites européennes ont pris une grave responsabilité : c'est non seulement d'accepter l'austérité, mais c'est de la promouvoir, de la pérenniser, de l'organiser. Et donc je veux vous le dire ici : nous ouvrirons un nouveau chemin dès le mois de juin 2012 ! Et je renégocierai autant qu'il sera possible le traité budgétaire, parce que je n'accepte pas l'austérité, parce que je respecte les disciplines, je veux réduire les dettes, mais je ne veux pas que l'Europe renonce à la croissance, à la prospérité, à l'ambition !

Nous devons vaincre un certain nombre de réticences. Je les connais, les réticences des conservateurs. Mais en même temps, ils sont conservateurs mais ils sont lucides. Si la récession s'installe, si la croissance s'effondre, comment pourrait-il être possible de réduire les déficits et de maîtriser la dette ? Déjà certains pays en sont arrivés à cette prise de conscience. Et je sais que certains, même à la tête de leur pays, tout conservateurs qu'ils sont, se disent « mais si seulement, en France, cela pouvait changer ». Bien sûr, les progressistes partagent notre ambition. Soyez conscients que cette élection qui arrive, l'élection présidentielle française, n'est pas simplement une ambition pour le destin de la France. C'est déjà beaucoup. Mais vous n'êtes pas n'importe quel peuple. Vous n'êtes pas n'importe quel pays. Vous êtes la Nation française ! Celle qui inspire, celle qui mobilise, celle qui donne parfois la direction et qui à chaque fois qu'elle prend elle-même la volonté de changer, mobilise autour d'elle tant de peuples et tant d'aspirations ! C'est une élection européenne qui va se décider là, le 6 mai !

Mes chers amis, une élection déterminante pour notre pays, une élection sans doute décisive pour l'Europe, une élection attendue partout dans le monde. Nous sommes observés, scrutés, regardés, parfois avec espérance, parfois avec inquiétude. On se dit : « Mais qui pourrait succéder à Nicolas Sarkozy ? ». Nous le savons, nous ! Nous avons des informations. Vous me connaissez. *(Oui !)* Vous savez qui je suis. *(Oui !)* Vous savez quelles sont ma cohérence, ma constance, ma démarche. *(Oui !)* Vous savez comment je respecte les uns, les autres, comment je veux rassembler le pays, comment je veux changer la direction de l'Etat en le rendant enfin exemplaire. Vous savez que je veux donner un nouveau souffle démocratique. Vous savez tout cela ! *(Oui !)* Eh bien d'abord, convainquez les Français ! Nous devons faire en sorte que ce moment si décisif, ce moment qui approche, cette attente qui est là soit une espérance. Pas simplement une vindicte, pas simplement une vengeance, pas simplement un rejet. Ce serait trop simple – et, en même temps, trop dangereux. Je ne suis pas candidat contre le candidat sortant. Je suis candidat pour la France, pour le changement, pour l'espérance.

Nous sommes à douze jours – douze jours ! – du premier tour. Il y a dix candidats. Je ne me prétends pas être un candidat supérieur aux autres. *(Si !)* Non, je respecte le moment que nous vivons. Il y a dix candidats et je ne me mets pas déjà au second tour. J'entendais le candidat sortant qui, lui, me proposait déjà des débats pour le second tour. Mais est-il sûr, lui, d'y arriver ? Les Français ont-ils voté ? Et moi-même, en quoi devrais-je m'autoproclamer ? C'est vous qui allez faire la décision ! C'est vous qui allez décider de me porter le plus haut possible au premier tour ! C'est vous qui allez permettre qu'il y ait un débat au second tour, le seul qui vaille : le débat entre la Gauche et la Droite, le débat entre le changement et la continuité, le débat entre l'espérance et la peur. Alors à ce moment-là, mais seulement à ce moment-là, le choix sera non seulement entre deux styles – j'en conviens, ils sont différents et chacun pourra faire son choix de l'un ou de l'autre –, pas simplement entre deux personnalités – même si chacun pourra évaluer les caractères, je me fais confiance et je suis prêt à

assumer la comparaison y compris pour la constance, y compris pour la capacité de décider. On l'avait dit « bling bling ». C'était possible. Il est surtout « zigzag » ! Il n'a pas de direction, pas de cap ! Il fait à la fin de son mandat le contraire de ce qu'il avait annoncé au début. Je voyais qu'il me reprochait d'avoir annoncé les premières décisions que je prendrai et pas le reste. Mais s'il nous avait annoncé le reste, lui, quand il avait été candidat élu, les Français auraient peut-être réfléchi ! Non, le choix n'est pas simplement entre deux projets, même si j'ai présenté le mien et que l'autre c'est le bilan en pire. Le choix est entre deux conceptions de la République, entre deux visions de la France, entre deux modèles de la société. Moi, je crois à la volonté politique. Je crois à la sincérité des engagements. Je crois en la démocratie qui sera toujours plus forte que les marchés. Je crois aux valeurs de la République face à la valeur de l'argent. Et c'est là-dessus que se portera le débat au lendemain du premier tour. Mais tout va dépendre du premier tour !

Moi, je sais ce qui nous menace : à la fois le découragement d'un certain nombre de nos concitoyens, le fatalisme, la résignation, le scepticisme qui peuvent conduire – on le sait bien ! – à l'abstention, c'est-à-dire une forme de rupture avec le pacte civique. L'idée qu'il n'y aurait rien à attendre, que la politique serait devenue impuissante, qu'il n'y aurait pas de changement possible, que le monde est trop dur, que l'Europe est trop faible, que la France est trop incapable d'assurer maintenant son destin. Je me refuse, moi, à cette idée que la France aurait terminé son message historique. Je crois en tout le contraire ! Je pense que la France peut encore marcher en avant pour assurer son destin. Alors ne laissez personne douter de nos intentions, personne renvoyer dos-à-dos Gauche et Droite, personne se dispenser de ce droit de vote qui est essentiel dans une démocratie ! J'en connais qui participent à toutes les manifestations, qui vont faire la grève autant qu'il sera nécessaire et qui doutent, à un moment, de la nécessité de voter. Eh bien moi je leur dis : la meilleure manifestation, la meilleure grève, la meilleure mobilisation, c'est le droit de vote, le jour où il est attendu !

Et puis l'autre menace, c'est l'affaiblissement de l'enjeu, la perte des repères, l'insouciance, la volatilité des opinions, qui nous font perdre l'essentiel. L'essentiel c'est quoi ? C'est d'exprimer une colère ? Oui, elle est nécessaire. Une frustration ? Elle est légitime. Une impatience ? Je la comprends. Mais l'essentiel, c'est de gagner l'élection présidentielle ! C'est mon devoir ! C'est ma mission ! C'est ma tâche ! Oui, gagner ! Gagner ! Gagner pour nous, pour nos idées, pour nos convictions bien sûr, pour la Gauche, mais surtout gagner pour la jeunesse, pour la France, pour préparer l'avenir, pour la République, ce qui doit nous élever, nous dépasser, nous rendre plus grands que nous sommes. Parce que nous avons une mission : c'est de faire que la Gauche rencontre la France pour changer son avenir !

Je suis le candidat du changement, celui qui veut agir, celui qui accepte la responsabilité du pouvoir, qui la revendique. Parfois, certains d'entre vous me disent : « Mais qu'est-ce qu'il faudrait pour gagner, est-ce que ça ne va pas être trop dur, est-ce que nous n'allons pas être de nouveaux vaincus par les forces de l'agent ? ». Mais si nous renoncions à cette grande ambition qui est de transformer notre pays, mais nous ne serions plus la Gauche ! Nous ne serions plus fidèles à notre histoire. L'histoire, cela a été des hommes et des femmes qui se sont mis en lutte non pas simplement pour protester, non pas simplement pour résister, non pas simplement pour empêcher, mais pour gouverner, pour diriger, pour réformer, pour transformer. Nous sommes les héritiers de cette histoire-là ! De la belle République, de celle qui s'est levée en 1848, qui s'est levée après la Commune de Paris, qui s'est levée pour faire la République, qui s'est levée avec le Front populaire, qui s'est levée avec la Résistance, qui s'est relevée à la Libération ! Oui, nous sommes les héritiers de cette histoire. Pas nous seuls : la France est elle-même rassemblée autour de cette belle espérance. Mais nous, nous la Gauche, nous sommes conscients d'où nous venons.

Et je veux que 2012 soit une étape aussi belle, aussi forte que celle de 1936, que celle de 1945, que celle de 1981, que celle de 1988, que celle de 1997 ! Oui, vous devez vous inscrire dans ce mouvement, parce que l'histoire ne s'est pas arrêtée. Parce que les Français attendent encore beaucoup de nous. Parce qu'ils se disent que oui, une fois encore, c'est la Gauche qui va ouvrir de nouveaux chemins, permettre de nouvelles conquêtes, arracher de nouvelles libertés et donner de la fierté. Je veux que nous soyons fiers de notre victoire ! Pas pour nous-mêmes, mais pour la mission que nous recevrons du peuple français.

Je suis candidat à l'élection présidentielle pour l'alternance. Je suis candidat pour l'espérance. Je suis le candidat pour la victoire. Je dois gagner grâce à vous et réussir ensuite !

Dans douze jours, c'est le choix de la victoire que vous devez faire ! Dans douze jours, je ne vous demande qu'un seul vote : le vote de la victoire. Parce que c'est là qu'il va se prononcer. C'est là qu'il va s'affirmer. C'est le dimanche du premier tour, lorsqu'on verra la capacité qui aura été la nôtre de mobiliser le plus d'électeurs que vous verrez les visages : les visages de la confiance de notre côté, les visages de dépit de l'autre. Ne vous privez pas de ce moment-là parce que vous en aurez d'autres ! Parce que nous n'en aurons pas terminé ! Parce que ce mouvement ne s'arrêtera pas !

Parce que si le 22 avril nous sommes forts, le 6 mai nous serons victorieux pour la République et pour la France !

Mes chers amis, j'entends la clameur. Je mesure la ferveur. J'imagine demain le bonheur qui pourrait être le nôtre si nous y parvenons, vous et moi, à la victoire, le 6 mai. Nous sommes nombreux, très nombreux, innombrables même, ici à Paris, rassemblés pour appeler les Français au changement. Aujourd'hui à une semaine du premier tour, nous leur demandons de faire le choix, de nous donner la force nécessaire pour être demain le prochain président de la République. Déjà le soleil luit. Il ne chauffe pas encore. Il arrive ! Nous sommes ici à Paris parce que c'est notre capitale, qui symbolise pour le monde entier la Révolution française, les libertés, la culture, le rayonnement de la France. Nous sommes ici à Paris parce que c'est là, tant de fois, que s'est écrite l'histoire de la France, l'histoire de la République, l'histoire de l'Europe et même l'histoire du monde. Nous sommes ici à Paris parce que c'est là que Bertrand Delanoë a produit le grand changement, il y a onze ans, à Paris, désormais dirigée par la Gauche. Bel exemple de ce que nous devons faire pour l'ensemble du pays !

Mes chers amis, le moment approche. Les Français vont déterminer leur destin. C'est un choix exceptionnel, dans un moment exceptionnel, que de désigner celui qui va diriger la France, au moment où la crise est là, où l'Europe est faible et où la France a été amoindrie. Je veux vous dire ma confiance. Je sens monter – et vous aussi – un grand espoir, un espoir des profondeurs de notre pays, de vous, un espoir calme, un espoir ferme, un espoir lucide, l'espoir du sursaut, l'espoir du redressement, l'espoir de la justice, l'espoir de la jeunesse de France, qui est là et qui nous encourage !

Je mesure aussi les obstacles qui restent, les embûches devant nous et même les pièges, d'ici le 22 avril. Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Ce retrait civique qui empêche bon nombre de nos concitoyens qui auraient tout intérêt au vote et qui s'en détournent alors qu'ils pourraient exprimer le dernier droit qu'il leur reste.

Jusqu'au bout, je vous le promets, j'irai chercher tous ces électeurs pour les sortir de leur isolement, de leur doute, de leur repli et pour les appeler, fièrement, à construire leur avenir ensemble avec nous. Nous avons aussi à convaincre les Français qui veulent sincèrement le changement sans savoir encore comment l'exprimer. Je leur dirai de ne pas se disperser, de ne pas se réfugier dans des votes sans lendemain, ou pire encore, de se perdre dans un vote indigne de la grandeur de la République. Je n'admets pas qu'une partie de notre jeunesse, parce que désespérée, puisse être tentée, par lassitude, par frustration, d'aller dans cette dérive. Nous nous y opposerons de toutes nos forces !

J'entends, à mesure que je traverse la France, les colères qui tonnent contre l'accumulation des injustices, contre les désordres du monde, contre le saccage de la planète, contre le cynisme des marchés. Il me revient, parce que je suis le candidat de la Gauche, de les exprimer, de les porter. Mais parce que je suis le candidat de la Gauche qui veut diriger la France, je dois traduire ces colères en actes de gouvernement. C'est ma responsabilité, revendiquée hautement, fièrement, le devoir de présider la France pour la faire avancer. Et de refuser la surenchère, la suspicion et la division. La Gauche, elle est diverse ; elle ne sera pas désunie. C'est le pari de la Droite. Il sera perdu. La Gauche se rassemblera, toute entière ! Les électeurs le veulent ! Et nous porterons cette exigence de rassemblement. Nous ferons tout pour le réaliser au premier tour. Et je rappellerai ce qu'écrivait François Mitterrand il y a exactement 31 ans, jour pour jour, à la veille lui aussi d'un premier tour, en 1981. « Candidat des socialistes, je suis aussi le seul candidat de Gauche qui soit en mesure de l'emporter. Et je serai fort dans le scrutin du premier tour pour permettre de conduire le changement.

Et c'est pourquoi je demande - disait François Mitterrand - à ceux qui veulent le changement, à ceux qui veulent une autre politique - et disait-il lui aussi à cette époque - un autre président, de me donner, dès le premier tour, tous les moyens de gagner l'élection présidentielle. »

Allons-nous faire, 31 ans après, ce que d'autres générations ont fait avec François Mitterrand ? Je dis oui ! Nous le ferons.

Nous avons aussi à conjurer les peurs. La Droite les agite, faute de pouvoir elle-même susciter l'adhésion. Peur de l'étranger, peur de l'assisté, peur de l'impôt, peur du désordre, peur des marchés et même peur de la Gauche.

La Droite n'a jamais fait autrement quand elle est menacée. Elle y avait réussi ; c'était en 1968. Elle n'avait pas pu convaincre en 1981. Alors elle tente de nouveau l'aventure. Elle coalise les craintes. Elle agite les spectres. Elle attise les fantasmes. Le candidat sortant connaît sans doute la difficulté de sa situation. Il doit en être informé. Alors il n'est pas regardant sur les arguments susceptibles d'effrayer les Français. Il a prétendu que j'allais régulariser tous les sans papiers. C'est faux. Augmenter tous les prélèvements. Ça, c'est lui : il l'a fait pendant cinq ans ! Pour faire bon poids, il a allégué que je voulais sortir du nucléaire. C'est une fable. Il a même assuré être allé, lui-même, à Fukushima pour faire une étude géologique comparée avec Fessenheim. Vérification faite, il n'y est jamais allé. Eh bien il y retournera !

Oui, après avoir asséné tant de contrevérités et avoir menacé le pays de tant de cataclysmes ou de catastrophes, le voilà qui annonce maintenant que la perspective de notre victoire - souhaitons-la - affolerait les marchés. Pour l'instant il n'y a que lui qui s'affole. Les marchés, eux, restent impassibles. Il veut les réveiller. Curieuse conception de la responsabilité pour un président : appeler la spéculation à l'aide pour empêcher l'alternance ! Il n'y parviendra pas car le peuple français a toujours le choix. C'est lui qui décide. Il est libre. Il est souverain. Et en appeler à la peur, c'est déjà battre en retraite. Et le voilà maintenant engagé dans une ultime manœuvre. Il convoque la majorité silencieuse à sa rescousse. Celle des travailleurs contre les chômeurs, des ouvriers contre les assistés, des Français contre les étrangers, la province contre Paris, les ruraux contre les banlieues, les sans voix contre les élites. Mais cette France, toute cette France, ici, elle est rassemblée, elle est réunie, elle n'est pas divisée.

Je ne connais qu'une seule France, celle qui est fière de son unité, qui détermine pacifiquement, tranquillement son avenir. Et je récusé cette façon pernicieuse de dresser la moitié de la France contre l'autre comme si elles n'avaient pas, chacune d'entre elles, la même volonté de servir le pays, avec loyauté et avec fidélité. Il n'y a pas d'un côté une minorité bruyante et de l'autre une majorité silencieuse. Il y a simplement l'expression, à un moment, dans une élection, de l'expression de la volonté générale à travers le suffrage universel. Le bulletin de vote est la plus belle prise de parole qui soit. Et la seule majorité que je connaisse, c'est celle qui se dégage des urnes. Et cette majorité tranquille, cette majorité confiante, cette majorité décidée à prendre en main la conduite du pays, cette majorité populaire, dimanche prochain, ce sera nous !

Cette majorité, je vous l'assure, ne sera pas silencieuse ; elle sera audacieuse. Ce sera la grande, la belle majorité du changement et elle aura un seul visage, le visage de la France. Mais parmi les embûches encore qui sont devant nous, d'ici le premier tour et même pour le second, nous avons aussi à nous méfier de nous-mêmes, repousser l'anesthésiante euphorie, celle qui voudrait que nous ayons gagné avant que le premier bulletin de vote n'ait été glissé dans l'urne. Cette anesthésie qui confond sondages et élections, prédictions et scrutins, pronostics et résultats. Alors nous aurions perdu la

mémoire ? Nous n'avons pas assez payé le prix de ces illusions pour y succomber de nouveau ? Ne nous laissons pas engourdir par les fausses évidences, les coupables servitudes, ou même les tentations des plus empressés de se partager des postes, alors que c'est le peuple français qui nous donnera la responsabilité du pays.

Non, une victoire, elle ne se proclame jamais. Elle se mérite ; elle se conquiert ; elle s'arrache. Et c'est notre tâche, la mienne et la vôtre. J'ai reçu de vous – c'était au mois d'octobre dernier – une mission. Je m'y tiens. Vous m'avez demandé de vous rassembler. C'est fait. De réaliser l'alternance. Ça vient. Et de réussir le changement. C'est demain. Je ne me suis pas détourné de cet objectif. J'ai tenu mon cap, imposé ma cohérence, démontré ma constance. J'ai résisté aux polémiques grotesques, aux attaques insidieuses, aux dénigrement ridicules. Il y a eu, comme toujours, des fluctuations. Je n'ai jamais douté. Il y a eu des épreuves. Je pense à Toulouse, à Montauban. Nous avons veillé au respect des douleurs des familles et salué le travail des forces de sécurité. Mais rien ne nous a détournés de notre combat. Nous n'avons rien caché non plus de nos intentions. J'ai présenté, c'était à la fin du mois de janvier, au Bourget – et vous étiez déjà là – mes 60 engagements. Ils ont été évalués, chiffrés, commentés mais heureusement diffusés par vous, quand le candidat sortant a préféré exposer ses propositions dans l'improvisation, le désordre, l'inconséquence. Le voilà qui promet – c'était hier ou avant-hier, je ne sais plus – en une après-midi en Corse, un milliard d'euros. Heureusement qu'il n'y est pas resté plus longtemps !

Nous, ce n'est pas notre méthode. Nous n'inventons pas des propositions au fur et à mesure de la campagne. Et d'ailleurs si ces propositions sont bonnes, ce qui reste à démontrer, pourquoi ne les a-t-il pas réalisées déjà ? Et si elles ne le sont pas, pourquoi lui donner cinq ans de plus pour les engager ? J'ai décrit aussi, par le souci qui m'anime de clarté et de transparence devant les Français, ce que seraient les premières semaines, les premiers mois de notre action, quand le candidat sortant cache ses intentions et son projet. Bref, je l'ai dit et je le répète devant vous : aujourd'hui, je suis prêt, prêt à vous représenter au second tour de l'élection présidentielle. Prêt à gagner, le 6 mai, et prêt enfin à présider la France.

Reste l'essentiel dans une démocratie, c'est le vote et c'est le sens de l'appel aux Français que je lance aujourd'hui, ici, à Paris. Mes compatriotes, il faut d'abord venir voter. Votez pour vous-mêmes. Votez pour la République. Votez pour la France, mais venez voter. Je vous appelle aussi à prononcer un jugement sévère sur le quinquennat qui s'achève. La sanction est légitime, elle est nécessaire, elle est même morale. Tant de promesses non tenues, tant de décisions non réfléchies, tant de comportements non maîtrisés, tant d'échecs non assumés, qui justifient un mandat non renouvelé et un quinquennat non reconduit. C'est la règle. Et il n'y a pas de ma part quelque vindicte que ce soit. Je n'ai aucune revanche à prendre, aucun ressentiment. J'affirme simplement l'évidence.

Pourquoi prolonger ce qui a failli ? Pourquoi continuer avec de si piètres résultats ? Pourquoi poursuivre dans un sens qui n'est pas le bon et avec une méthode qui est la pire ? Voilà ! Il faut d'abord en finir avec le quinquennat qui s'achève, tourner la page, clore la parenthèse, fermer le ban. Je sens que beaucoup de Français le veulent, me le disent avec insistance, avec constance et parfois avec véhémence. Mais l'appel que je lance n'est pas simplement le rejet d'un candidat sortant, c'est de porter un projet pour la France. Ma responsabilité est plus élevée. Il ne suffit pas de récuser une équipe, une majorité, un président sortant, de condamner un bilan. Ma responsabilité, c'est d'ouvrir un nouveau temps, de distribuer une nouvelle donne et de fixer une nouvelle frontière, pour une nouvelle France qui doit espérer demain dans son destin !

L'enjeu de cette élection c'est la France, et d'abord sa jeunesse ! Entendez son souffle, entendez sa force, entendez son impatience ! Cette jeunesse doit retrouver confiance en elle, trouver toute sa place dans son propre pays. Je parle de toute la jeunesse dans sa diversité, celle des quartiers, celle qui nous offre les visages colorés de la République, qui est une chance pour la France et non pas un fardeau comme certains voudraient le dire !

C'est pourquoi j'ai affirmé que la grande priorité du prochain quinquennat sera l'école, l'éducation. Je revendique les 60 000 postes d'enseignants, de surveillants, d'assistantes sociales, d'infirmières, de tous ces personnels qui assureront l'avenir de nos enfants, et d'abord au début de leur vie scolaire, en maternelle et en primaire, et notamment dans les quartiers et dans les filières qui ont été sacrifiées par tant de suppressions de postes. Aucun enfant de la République ne sera oublié, délaissé, abandonné ! Voilà l'engagement que je prends ici devant vous.

Voilà pourquoi, aussi, j'ai lancé la belle idée du contrat de génération, que j'ai réaffirmé 150 000 emplois d'avenir et le parcours d'autonomie pour les jeunes. Parce que je veux faire accéder une génération à l'activité, aux responsabilités, à la dignité et à la réussite. Et c'est dans le même esprit que je veux assurer la transition écologique, énergétique, pour que nous transmettions à la génération qui arrive non pas une dette, comme c'est le cas aujourd'hui, mais un crédit sur lequel elle puisse elle-même investir pour son avenir.

L'enjeu de cette élection, c'est le redressement de la France. La France, ce n'est pas simplement la crise qui l'a affaiblie, c'est une suite de politiques incohérentes faites d'abandons industriels et de cadeaux fiscaux irresponsables parce qu'injustes. Le défi qui nous attend est immense, et je le mesure : réduire la dette, rééquilibrer nos comptes, renforcer nos filières industrielles, l'automobile, la sidérurgie — je sais qu'il y a ici des salariés d'Arcelor Mittal et je les salue —, rétablir notre compétitivité, donner à nos entreprises plus de moyens pour investir. Bref, c'est une mobilisation générale qu'il faudra décréter, comme à d'autres périodes de notre histoire.

Nous aurons à dominer la finance, à faire la réforme des banques, à séparer les activités de dépôt des activités de spéculation, à interdire les produits financiers qui n'ont pas leur place dès lors qu'ils offrent aux marchés des moyens et des instruments pour affaiblir les Etats. Nous aurons, pour relever ce défi, besoin de tous, de l'Etat, des collectivités locales mais aussi des entreprises et des partenaires sociaux. C'est la raison pour laquelle nous créerons une banque publique d'investissement, nous soutiendrons les PME, nous ferons confiance aux territoires par un nouvel acte de décentralisation. Et nous respecterons les partenaires sociaux, aussi bien les organisations patronales — nous ne le maudissons pas — que les syndicats, que nous respectons. Nous élargirons la démocratie dans l'entreprise en permettant la représentation des salariés au conseil d'administration des grandes entreprises pour être informés de ce qui se passe dans les lieux de production.

Nous avons de nombreux atouts. La vitalité démographique à condition que nous donnions à la jeunesse la place qu'elle attend, mais aussi le niveau de notre épargne qui est l'un des plus élevés d'Europe et qui nous permettra, si nous en faisons bon usage, de nous libérer des marchés financiers ou en tout cas de leur influence. Le patrimoine des Français est six fois supérieur à la dette publique. La France n'est pas en faillite, même si ce sont ses dirigeants qui ont failli ! Mon projet, c'est de mobiliser l'épargne des Français au service du redressement de notre pays. C'est ma proposition de doubler le plafond du Livret A pour qu'il y ait davantage de fonds qui s'investissent dans les logements sociaux et dans les constructions. C'est ma proposition de créer un nouveau livret d'épargne pour que les fonds qui seront déposés soient mis à la disposition de la banque publique d'investissement et des

PME pour investir, pour embaucher, pour exporter. Oui, la voilà la belle idée, mettre l'épargne des Français, chacun de vos placements, au service de la croissance pour tous !

Et cela vaut aussi pour l'Etat. Je souhaite que les obligations européennes soient créées, que les citoyens puissent y souscrire. C'est au peuple d'investir dans les grands projets d'un pays ou de l'Europe, et pas simplement aux marchés financiers. C'est à nous qu'appartient le patrimoine de nos écoles, de nos services publics, de nos universités. C'est un bien commun, et ce bien ne doit pas appartenir aux marchés.

L'enjeu, c'est aussi l'égalité, l'âme de la République. L'égalité devant l'impôt. Nous la ferons, cette réforme fiscale tant attendue qui appellera la contribution de chacun en fonction de sa fortune ou de ses revenus ! Ceux du capital seront imposés comme ceux du travail. Nous plafonnerons les niches fiscales. Nous rétablirons l'impôt sur la fortune. Nous modulerons l'impôt sur les sociétés selon la taille de l'entreprise ou selon que le bénéfice est réinvesti ou distribué aux actionnaires. Nous n'accepterons pas des rémunérations indécentes. Et celles et ceux qui menacent de quitter le territoire devraient comprendre que leur premier devoir est de servir leur pays, surtout quand ils sont les principaux dirigeants !

L'enjeu, c'est l'égalité. L'égalité devant la protection sociale, devant la santé. L'hôpital public sera de nouveaux considéré comme un service public et pas comme une entreprise ! Nous lutterons contre les dépassements d'honoraires, éviterons les déserts médicaux, rémunérerons différemment les médecins de ville pour leur permettre de s'installer là où c'est difficile.

Nous ferons l'égalité aussi dans l'accès à la retraite. Ceux qui sont entrés tôt dans la vie professionnelle doivent pouvoir partir à 60 ans quand ils ont leurs annuités !

L'égalité, l'égalité toujours. Egalité entre les femmes et les hommes. Lorsque pour le même travail, le même diplôme, il n'y a pas la même rémunération, nous corrigerons cette humiliation qui frappe tant de femmes dans les entreprises. Nous lutterons contre toutes les discriminations, discriminations à l'embauche quand on vient de certains quartiers, discriminations qui frappent aussi les personnes handicapées. Et nous lutterons aussi contre toutes les discriminations par rapport à l'orientation sexuelle. Ce sera le droit au mariage pour tous ! Voilà l'esprit d'égalité.

L'enjeu en 2012, c'est la République. Exemplarité de l'Etat, fin des protections, justice indépendance, impartialité dans les nominations, et charte éthique au sommet et l'Etat — ça nous changera !

L'enjeu c'est la République et donc c'est la laïcité, qui devra être promue comme une grande valeur autour de laquelle un pays doit se rassembler et non se diviser !

L'enjeu en 2012 c'est aussi la France en Europe et dans le monde. Nous sommes attendus ! Et je sais ici qu'il y a des hommes et des femmes qui viennent loin : d'Allemagne, d'Espagne, et on m'a même dit de Suisse ! Partout, en Europe et ailleurs, on attend le vote de la France, on espère le changement. Chacun sait que si je suis demain le président de la République, il y aura une renégociation du traité, que l'austérité ne sera pas la seule norme, la seule règle, que la croissance sera portée.

Oui, c'est un vote européen que vont faire les Français ! Décider non seulement de leur avenir, de leur destin, mais aussi de celui de leur continent. Je leur rappelle : ce qui va se décider maintenant va conditionner pour longtemps la direction de l'Europe. Nous sommes également attendus partout dans le monde, de l'autre côté de la Méditerranée, au Maghreb, en Afrique, où l'on attend du respect de nous, de la solidarité et en même temps aussi de la dignité et de la lutte intransigeante contre toutes les corruptions, et pour que la démocratie ne soit pas simplement une valeur de circonstance, mais une valeur universelle proclamée partout.

Oui, nous savons aussi les graves situations qui existent au Sahel, en Syrie, en Iran, et nous prendrons nos responsabilités. Que le monde soit bien informé : la France sera toujours présente là où il s'agit de défendre la démocratie, de lutter contre la prolifération nucléaire, ou d'éviter les désordres du monde – y compris sur la grande question climatique, nous reprendrons l'initiative et l'offensive ! Sur l'Afghanistan, j'ai dit clairement – et ce serait la première décision que j'aurai à prendre à nom du peuple français s'il m'en donne mandat – que nous retirerons nos troupes et qu'à la fin de l'année, la mission sera considérée comme accomplie.

L'enjeu, je vous l'ai dit, c'est la France. Et la Gauche doit être à la hauteur de la France elle-même. C'est quand la Gauche rencontre l'histoire de notre pays qu'elle réalise de grandes choses, dans de grandes heures. La grandeur de l'histoire, ce sont les journées révolutionnaires de 1789, de 1830, de 1848, de 1871 où les plus humiliés, les plus humbles ont pris en mains leur destin. Ce n'était pas encore la Gauche, mais c'était déjà le mouvement, c'était déjà la République en marche ! La grandeur de l'histoire, c'est lorsque la République elle-même a apporté au peuple de France la liberté, l'égalité et offert à tous les peuples du monde ce que nous avons de plus cher : l'esprit des Lumières. La grandeur de l'histoire, c'est Léon Blum qui avec le Front populaire a permis à tous les travailleurs de France de relever la tête et de partir enfin en congé. La grandeur de l'histoire, c'est la Résistance – ces femmes et ces hommes qui sauvèrent l'honneur de la Partie. Et je pense à Raymond Aubrac aujourd'hui qui vient de rejoindre sa femme Lucie. Honneur à ces hommes et à ces femmes qui n'étaient pas tous de gauche mais qui ont servi la France et la République ! La grandeur de l'histoire, c'est aussi Pierre Mendès France qui en sept mois de gouvernement fit davantage pour la France que tant d'autres en cinq ans. La grandeur de l'histoire, c'est François Mitterrand qui fit de l'alternance une chance pour la France et pour l'Europe. La grandeur de l'histoire, c'est Lionel Jospin et les grandes avancées économiques et sociales de son gouvernement. Eh bien la grandeur de l'histoire, ce sera demain, c'est-à-dire dans une semaine, dans trois semaines, de prolonger ensemble la marche vers le progrès, vers les conquêtes, vers la fierté ! La grandeur de l'histoire, ce sera pour nous de renouer le fil, d'écrire la suite de la belle, de la grande aventure de la République !

La France est une grande Nation, au génie si particulier. Je refuse l'idée qu'elle devrait devenir quelque chose d'autre, qu'elle se soumette, qu'elle ressemble à un modèle étranger. Nous n'avons pas à copier les autres, pour lesquels nous avons du respect et de la reconsidération. Nous n'avons pas à regarder de l'autre côté du Rhin ou de l'autre côté de l'Atlantique. Nous avons simplement à nous regarder nous-mêmes, à regarder notre histoire et à savoir que nous avons toujours été capables de surmonter nous-mêmes les épreuves.

La France n'est pas un problème, elle est la solution. Pendant tous ces mois où j'ai fait campagne en votre nom, j'ai mesuré la responsabilité qui serait la mienne si les Français m'accordaient leur confiance. Je vous l'ai dit : je suis prêt à présider la France ! Et je veux vous dire comment. Je serai le président d'une République qui sera plus forte que les marchés, d'une France qui sera plus puissante que la finance. Je n'ignore rien des difficultés. Je sais aussi ce qu'une politique imprudente pourrait nous conduire à supporter. Je ne méconnais pas les forces qui sont autour de nous. Je sais ce que sera la difficulté de la tâche. Mais je ne me soumettrai pas !

J'ai des propositions qui permettent à la fois de tenir nos engagements, d'avoir le sérieux nécessaire, de respecter les disciplines indispensables et, en même temps, d'ouvrir un nouveau chemin pour la croissance, pour la justice, pour la solidarité, pour la jeunesse de France.

Je serai le président de la fin des privilèges, ceux de l'Etat, des puissants, de l'argent. Je refuse que pendant que certains s'enrichissent sans limite et s'accordent des rémunérations scandaleuses, la pauvreté s'aggrave, que 8 millions de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté, que la précarité s'étende, que certains ne sachent pas ce qu'ils vont pouvoir faire non plus à la fin du mois, mais au milieu. Oui, je n'appelle pas cela l'assistance, la générosité. J'appelle cela la solidarité nationale !

Je serai le président de la cohérence, avec un cap que je tiendrai, avec un mandat qui sera lui-même avec des étapes. D'abord le redressement, puis ensuite la redistribution de ce que nous aurons créé. D'abord des réformes structurelles, et ensuite la capacité qui sera la nôtre d'agir pour le logement, pour la santé, pour les services publics, bref, pour tout ce qui améliorera la vie de chacun – mais à la condition que nous ayons créé les richesses nécessaires.

Je serai le président de la justice. Avant toute décision qui me sera soumise, je ne me poserai qu'une seule question : est-ce que c'est juste ? Si cela l'est, je signerai. Si cela ne l'est pas, j'écarterai toute mesure qui ne sera pas fondée sur l'équité, la justice et la conscience de l'égalité.

Je serai le président de la réconciliation, parce que c'est ensemble que nous réussirons. Pendant trop d'années, et notamment les cinq dernières, les Français ont été opposés les uns les autres, ont été séparés, ont été stigmatisés. C'en est fini ! Tous les Français qui voudront s'associer à l'effort qui sera le nôtre, à l'élan que nous donnerons, seront les bienvenus. Nul ne sera écarté selon sa sensibilité, sa famille politique, chacune et chacun sera à sa place dans la France. Et chaque citoyen sera fier d'être français parce qu'il sera reconnu, respecté, considéré et regardé comme un atout pour notre pays. Etre président de la République, c'est réunir la Nation autour d'une cause essentielle qui nous dépasse, qui nous élève. Cette cause-là, je l'ai appelée le rêve français, cette possibilité donnée à chaque génération de vivre mieux que la précédente. Eh bien quand un peuple partage un rêve, quand chacun s'associe à cette espérance, alors je vous le dis : l'espérance est crédible et le rêve est possible. Etre président, c'est donner confiance aux Français. Etre président, c'est fixer la direction, mettre la société en mouvement. Etre président, c'est respecter les citoyens, leurs représentants, leurs corps intermédiaires, les élus de la République, les syndicats, les associations, les militants de plein de causes, les organisations gouvernementales. Bref, c'est être capable de comprendre que le pouvoir ne se conduit pas tout seul, mais se partage – sinon c'est une impuissance doublée d'une intolérance. Dans la République, il y a ceux qui ont été mandatés par le suffrage – et le président est le premier d'entre eux. Mais moi aujourd'hui, je ne vous demande pas de m'aider. Je vous demande d'aider la France, d'aider à son redressement, d'aider à sa justice, d'aider à son espérance. Qui parmi vous n'a pas envie de participer au redressement de notre pays ? Personne ! Qui parmi vous n'a pas envie d'apporter sa contribution à une France plus juste ? Personne, parce qu'au fond de vous-mêmes, vous êtes fiers ! Vous dites : « Je suis citoyen français et je veux regarder ce que la Nation est capable de faire ». Nous sommes des patriotes. Le drapeau français ne doit pas être aimé simplement dans les stades mais quand il flotte au fronton des écoles, au milieu des quartiers les plus pauvres et comme ici, partout sur le rassemblement que nous faisons. Oui, le drapeau quand il garde l'entrée de nos tribunaux où la justice de la République est rendue, à condition qu'elle soit indépendante. Et quand notre drapeau est associé à nos brevets, à nos médecins, à nos chercheurs, à nos prix Nobel mais aussi à nos ouvriers, à nos ingénieurs, à nos entreprises, oui, nous sommes fiers d'appartenir à la Nation. Et quand notre drapeau se mêle à celui de l'Europe, nous sommes conscients de notre devoir de Nation qui doit être aussi de conduire l'Europe face à son nouveau destin.

Voilà pourquoi je suis le candidat à la présidence de la République. Maintenant c'est vous, peuple de France, qui allez décider ! Dans une démocratie, un vote vaut un vote. Ce qui compte, ce n'est pas d'être les plus riches ou les plus puissants. Ce qui compte c'est d'être les plus nombreux. Soyez les plus nombreux ! Décidez de votre avenir ! Prenez ce pouvoir qui vous est offert, celui du vote, celui du suffrage, celui de la décision libre et consentie. Le pouvoir n'est la propriété de personne ! Le pouvoir c'est celui du peuple français qui l'exerce, des citoyens qui l'accomplissent et qui le veulent.

J'en suis sûr, rien ne nous empêchera d'arriver à l'objectif que nous nous sommes fixé si vous vous mettez en mouvement. Ne craignez rien ! Ils sont sans doute prêts à tout. Mais nous, nous sommes prêts à diriger la France ! Ils disent : « Après nous, le chaos ». Non ! Après eux, ce sera le changement ! Ils feront peur. Nous donnerons l'espoir. Ils avertiront : « Vous avez le temps ». Nous répondrons : « Non ! C'est maintenant que nous voulons venir ! ». Maintenant, maintenant en 2012 ! Nous avons trop attendu – dix ans, dix ans déjà dans l'opposition. Et depuis 1988, pas une élection présidentielle gagnée. Alors oui, nous avons le devoir de victoire !

Mon appel est clair : tous ceux qui veulent le changement doivent l'assurer dès le 22 avril ! Tous ceux qui veulent l'alternance doivent la vouloir tout de suite, dès le 22 avril !

C'est ce jour-là, ce jour-là que la France va décider de changer d'avenir, de changer de politique, de changer de président. Donnez-moi la force nécessaire, le 22, pour vous conduire à la victoire le 6 mai ! Comme à d'autres moments de notre histoire, c'est la levée en masse ! Celle des électrices et celles des électeurs. Celle des Français qui vont prendre en main leur destin. La victoire pour le redressement, la voulez-vous ? (Oui !) La victoire pour la justice, la décidez-vous ? (Oui !) La victoire pour la jeunesse, l'engagez-vous ? (Oui !) La victoire pour la France, la désirez-vous ? (Oui !) Et la victoire pour toute la République, pour la France – enfin – la voulez-vous ? (Oui !)

Alors la victoire, c'est dimanche prochain ! Avec vous, avec vous tous ! Et la victoire ce sera le 6 mai pour la France et pour la République.

Merci, merci d'être venus si nombreux ! Merci de votre enthousiasme ! Merci de votre engagement ! Merci de vos encouragements ! Rien, je vous le dis, rien ne nous arrêtera. Rien ne nous empêchera. Nous sommes là ! Nous serons là demain au service de notre pays.

Vive la République ! Et Vive la France !

Mesdames, Messieurs, vous êtes nombreux sur cette place, presque autant qu'hier devant le château de Vincennes ! Je remercie Alain Lemaire de m'avoir accueilli ici, sous le parrainage de Jean Jaurès, cette haute figure de la République, du Socialisme, qui nous donne une responsabilité particulière aujourd'hui, presque cent ans après sa mort, d'être à la hauteur de l'espérance qu'il avait pu créer. Je salue ici tous vos élus rassemblés. Je mesure la responsabilité que vous m'avez confiée. Et je sais qu'ici, à Carmaux, vous portez l'histoire et en même temps les valeurs de la République.

Il y a plus de 31 ans, François Mitterrand venait ici, à Carmaux, lancer sa campagne présidentielle. Paul Quilès était le directeur de campagne qui l'accompagnait. Et il me rappelait que c'était ici qu'il avait déjà évoqué la grande figure de Jaurès, pour engager la démarche qui allait le conduire à la présidence de la République. 31 ans après, je reviens ! Un peu plus tard que lui dans la campagne : il l'avait commencée à Carmaux, je la conclus. François Mitterrand disait ici à Carmaux qu'il fallait toujours revenir à Jaurès pour comprendre le sens de l'histoire et mesurer les défis qui attendent tout homme d'Etat avant de parvenir à la responsabilité. Certains peuvent en faire une bonne inspiration, d'autres moins ! En 2007 — et Pierre Cohen s'en souvient peut-être, même s'il n'assistait pas à ce discours —, Nicolas Sarkozy à Toulouse, alors candidat, avait cité 32 fois le nom de Jean Jaurès. Il y a cinq ans donc, c'était sa référence. Aujourd'hui, a-t-il cité une fois le nom de Jean Jaurès ? Il ne le pouvait plus ! Il y avait tant de différence entre les actes qui ont été les siens pendant cinq ans et les paroles qu'il avait pu prononcer.

Moi, j'avais déjà averti, j'avais vérifié s'il existait à Neuilly-sur-Seine, ville dont Nicolas Sarkozy fut maire, une avenue Jean Jaurès. J'ai cherché. Il y avait une avenue Maurice Barrès, mais ça n'a rien à voir... Alors j'ai regardé les rues. Pas de rue Jean Jaurès : une rue Déroulède, qui fut un factieux... Alors, j'ai même regardé les impasses. Rien ! Rien au nom de Jaurès. Et depuis cinq ans, ça ne s'est pas arrangé, même pas un trottoir ! Ils en ont bien le droit, de ne pas aimer Jaurès. Mais nous ici, nous avons cette référence, et personne n'a le droit de la prendre — où plutôt, nous la livrons à tous les républicains. Car Jean Jaurès n'appartient pas à un parti, n'appartient pas à une philosophie, Jean Jaurès aujourd'hui appartient à la France tout entière, et nous la lui donnons avec beaucoup de générosité.

Les défis du monde que décrivait Jaurès au début du XXe siècle sont encore, finalement, les nôtres : la paix toujours menacée, l'éducation qui doit être la grande priorité de la République, la laïcité qui en est la valeur constitutive, les droits sociaux, l'équilibre de nos institutions et l'unité de la Gauche. Voyez, nous sommes toujours devant les grandes questions et nous devons apporter à chaque fois les réponses appropriées. Ce ne sont plus les mêmes qu'au début du XXe siècle, ce sont celles qu'attend notre pays dans un monde qui a été bouleversé par le capitalisme financier, une Europe qui s'est affaiblie devant les marchés et une France qui a été abimée par dix ans de Droite et cinq ans particulièrement douloureux pour nos compatriotes.

Et aujourd'hui, je me réclame de la synthèse de Jean Jaurès. Cette belle et utile synthèse entre l'idéal que nous devons servir et le rêve qui est devant nous. La synthèse entre la radicalité que la colère exprime et la responsabilité que nous, la Gauche, devons exercer pour le pays. La synthèse entre la liberté que nous devons servir et l'égalité qui doit être, pour nous, la seule référence dans l'action publique. La synthèse entre le Socialisme et la République. Eh bien encore aujourd'hui, c'est cette synthèse que nous devons servir. Elle m'est précieuse dans la campagne. Parce qu'à chaque instant, je veux que la parole et l'acte soient liés indissolublement. A chaque instant, je reviens à cette phrase si forte de François Mitterrand prononcée ici : « Jaurès a toujours su s'écarter des deux périls qui menacent tout engagement, l'excès d'idéalisme qui fait perdre parfois la conscience des réalités, et l'excès d'opportunisme au nom d'une gestion qui ne peut pas servir un idéal ».

Et puis, il y a cette belle idée qu'avait lancée Jean Jaurès à ceux qui servaient la République et qui avaient vocation encore à pouvoir le faire au-delà de lui. Il disait qu'il fallait « dépenser sa popularité ». Pour certains, ils l'ont dépensée jusqu'à épuisement de leur crédit, j'en conviens ! Mais que voulait dire Jaurès en évoquant le courage qui par moments exige que l'on dépasse les modes, les humeurs, que l'on soit à la hauteur des circonstances ? Qu'aujourd'hui nous devons être capables de susciter une

popularité — elle est nécessaire pour l'élection — et en même temps d'être sincères, d'être vrais, d'être honnêtes et de ne rien promettre que nous ne serions capables de tenir.

A chaque époque, il faut à la fois être fidèles aux traditions, aux rites, à la culture que nous portons, à nos valeurs, et en même temps inventer, imaginer les solutions pour aujourd'hui et pour demain. C'est ce que je fais dans cette campagne depuis que vous m'en avez donné mandat à travers les primaires. Je fais en sorte de servir la cohérence. D'abord la cohérence. D'abord, parce que cela fait une distinction par rapport à ce que nous avons vécu depuis cinq ans ! La cohérence qui exige de présenter des engagements dans une campagne. Je l'ai fait, c'était au Bourget, 60 engagements qui portaient à la fois sur le redressement économique, financier et budgétaire indispensable, et sur le redressement moral — et il y aura à faire ! Et aussi des engagements sur la justice, la justice fiscale, la justice sociale, la justice territoriale. Nous aurons à mener des réformes courageuses pour que les revenus du capital soient frappés comme les revenus du travail, pour limiter les niches fiscales, pour revenir sur l'allègement de l'impôt sur la fortune, pour moduler l'impôt sur les sociétés selon la taille de l'entreprise ou selon que le bénéfice est distribué ou pas. Et puis, nous aurons aussi à mettre fin à ces rémunérations indécentes de certains dirigeants d'entreprises qui n'ont de cesse de demander la modération salariale à leur personnel et qui s'augmentent sans limite — et qui parfois nous menacent de partir en exil, comme après la Révolution française ! Mais est-ce que les salariés payés au Smic, eux, menacent de partir en exil quand on ne les augmente pas ? Non, ils travaillent pour le bien commun, ils servent leur entreprise !

Oui la justice, justice sociale, justice territoriale. Il y aura tant à faire pour les retraites, pour la santé, pour le logement, pour le transport. 60 engagements ! Et je n'ai pas oublié non plus l'espérance que nous devons offrir à la génération qui vient, à la jeunesse qui sera la priorité de mon quinquennat à travers l'éducation nationale, à travers l'insertion, l'accompagnement des jeunes, à travers la lutte contre l'échec scolaire. C'en sera terminé avec les suppressions de postes qui frappent chaque année l'école publique et, ici en particulier, toutes ces filières pour les élèves qui sont les plus en difficulté, les RASED qui ont été ici mis en cause et qui seront rétablis dès la prochaine rentrée !

Oui, j'ai présenté 60 engagements, c'est ma cohérence, quand le candidat sortant fait des propositions tous les soirs et parfois même la nuit ! Et chacun de ses déplacements vous coûte, nous coûte — pas simplement politiquement, ne craignez rien — mais financièrement. L'autre jour, il s'est déplacé une après-midi en Corse. Un milliard d'euros, cela nous a coûté ! Je ne sais pas où il est aujourd'hui ! Mais ce n'est pas avec une proposition de plus qu'il obtiendra un suffrage de plus. Parce que quand on n'a pas réalisé ses engagements en cinq ans, les propositions sont soit inutiles, soit trop tardives. Et aucune proposition ne pourra marquer les esprits, faute d'avoir la crédibilité suffisante.

J'ai voulu marquer cette campagne, aussi, du sceau de la constance. Je n'ai pas varié selon les circonstances. Je n'ai pas changé mon projet en fonction des humeurs, des modes ou des fluctuations des sondages. Je n'ai pas non plus cédé à je ne sais quelle pression. Je ne céderai pas, y compris au lendemain du premier tour. C'est sur la base du projet que j'ai présenté aux Français que les électeurs auront à se déterminer pour la victoire.

Cohérence, constance, et même transparence. Le projet 60 engagements a été chiffré, évalué, parfois contesté, évalué aussi sur sa capacité à pouvoir changer la vie de nos concitoyens. Chacun a pu les connaître, ces propositions — vous avez contribué à les diffuser. J'ai même été plus loin : j'ai indiqué ce que seraient les premières mesures que j'aurais à prendre si vous me confiez la direction de l'Etat. (Oui !) Je vois votre empressement, mais moi je suis patient ! Mais du jour où je serai investi, je prendrai déjà de premières mesures pour le pouvoir d'achat : l'allocation de rentrée scolaire qui sera augmentée de 25 %, la caution mutuelle pour les jeunes, pour qu'ils puissent accéder au logement. Et dès que l'Assemblée nationale sera renouvelée — ici d'ailleurs dans le Tarn, vous devez y songer pour me donner une majorité la plus forte possible ! — nous engagerons les grandes réformes : réforme fiscale, réforme bancaire, lutte contre la finance, interdiction de ces produits financiers qui déstabilisent les Etats et qui servent à la spéculation pour faire sa mauvaise œuvre. Nous aurons à faire la réforme territoriale, la décentralisation qui sera approfondie, les libertés locales qui seront confortées, et une nouvelle fiscalité locale permettant aux collectivités locales de pouvoir enfin disposer de leur autonomie. Nous aurons tant à faire, et nous ne perdrons pas de temps.

Moi, je n'ai rien caché. Je n'ai rien dissimulé. Le candidat sortant n'a pas pu dissimuler son bilan. Il a essayé, nous le lui avons rappelé ! Il a présenté un projet — nous le connaissions déjà, c'est ce qu'il avait fait ou pas fait ! Mais il y a aussi un projet caché du côté du candidat sortant, sur le travail — remise en cause de la durée légale de travail, des 35 heures —, sur la protection sociale — remise en cause du droit à la retraite, parce que ce sera finalement la prochaine étape, remise en cause du droit à la santé — et sur la fiscalité, cette TVA qui arrive. Non, elle n'arrivera pas, nous l'empêcherons, nous l'arrêterons !

Les Français connaissent tout de notre adversaire, le candidat sortant. Ils le connaissent tellement, maintenant, qu'ils ne veulent pas forcément le garder ! Ils connaissent tout aussi de nous, de moi, de mon projet, de mes propositions, de ce que nous ferons. Ils peuvent enfin choisir.

J'ai le sentiment, à force de me déplacer partout dans notre pays, qu'une confiance est en train de naître. Je ne veux rien précipiter, rien proclamer, rien anticiper. Nous sommes à six jours et nous verrons ce que les Français décideront dimanche prochain. Mais je mesure à chaque instant le rejet dont le candidat sortant est l'objet. Mais je ne m'en satisfais pas. Je ne veux pas être simplement l'instrument d'une sanction — elle est nécessaire, elle viendra. Je veux qu'autour de ma candidature, il y ait une espérance dans un avenir meilleur, dans un autre chemin, dans une volonté commune de redresser notre pays. Je suis le candidat d'un projet pour la France, et pas simplement d'une mise à l'écart.

Je sens aussi autour de ce que je représente, au-delà même du Parti socialiste qui m'a fait confiance pour mener cette campagne, au-delà des formations de Gauche — Jean-Michel Baylet est là — qui me soutiennent, je sens qu'il y a cette rencontre qui se produit à chaque élection présidentielle entre une candidature qui s'affirme et une volonté qui s'exprime. Ce lien qui se crée, fragile, mais qui ne demande qu'à se renforcer au fur et à mesure de la campagne et du mandat qui nous sera peut-être confié.

J'avais dit que je voulais être un candidat normal. Certains s'en étaient étonnés. J'avais dit : « Faites la comparaison, et vous trouverez l'explication ! ». Mais au-delà de cette différence que je voulais marquer, être un candidat normal pour être un président normal, capable de donner la direction qu'attend le pays, d'être à la hauteur de cette exceptionnelle tâche qui consiste à conduire la France. Mais aussi un président qui fait vivre une équipe, qui considère le premier ministre comme un chef du gouvernement et pas comme un collaborateur, qui respecte les ministres, qui accepte que le Parlement puisse avoir tous les moyens pour contrôler l'action publique, qui a pour les partenaires sociaux, et notamment les syndicats, de la considération — car nous avons besoin de la négociation collective -, qui regarde les élus locaux avec confiance. Car nous ne changerons pas la France si, seulement, l'Etat décide. Non, nous aurons un contrat à passer entre l'Etat et les collectivités locales pour aller vers les mêmes objectifs, le service de la petite enfance, l'action pour les personnes les plus âgées, dépendantes, la solidarité à l'égard des personnes handicapées, l'action économique.

Nous avons besoin d'agir ensemble. Et ce n'est pas un président seul qui le pourra. Un omni président est un président impuissant — nous le savons aujourd'hui —, incapable de transformer ses paroles en actes. Eh bien cette première différence se marquera à travers l'exemplarité de l'Etat, c'est-à-dire cette nécessité que celui qui exerce la présidence de la République soit hors de tout reproche sur son comportement, sur sa vie, sur sa capacité à décider. Qu'il ne soit pas protégé pour lui-même, mais protégé pour sa fonction. Que la justice soit indépendante et qu'elle soit sévère si c'est nécessaire, y compris à l'égard de ses propres amis. Le prochain président n'aura pas besoin de nommer les présidents des chaînes publiques, pas davantage les responsables des magazines à la télévision, pas plus que les directeurs de journaux. Non ! Il devra même réduire le nombre de nominations dont il aura à procéder. Tout ne devra pas procéder simplement du président de la République. Et le Parlement aura, avec une majorité qualifiée, à décider de tous les membres des instances de régulation : Conseil constitutionnel, Conseil supérieur de l'audiovisuel, autorités indépendantes. Voilà ce qui changera ! Exemplarité de l'Etat, indépendance de la Justice, impartialité.

Alors à mesure que je me rapproche du premier tour et vous avec — c'est la même date ! —, je sens cet espoir qui s'affirme : l'espoir du changement. Un espoir tranquille, un espoir ferme, un espoir lucide que nous devons réaliser. Et c'est ce qui nous sépare de ce moment si décisif qui s'appelle un vote.

Qu'est-ce qui nous menace, aujourd'hui, pour parvenir à la seule perspective que nous avons voulu partager ensemble : la victoire ? Ce qui nous menace, c'est d'abord l'abstention, cette résignation que certains de nos concitoyens – souvent les plus modestes, les plus pauvres – expriment en ne venant plus voter. Ce n'est pas une abstention d'indifférence, c'est une abstention de rupture, c'est-à-dire cette incapacité que le politique a pu parfois donner comme sentiment à des citoyens perdus et qui ont perdu jusqu'à ce droit de vote qui était pourtant leur premier devoir. Nous devons aller chercher un à un ces électeurs. Ne pas les laisser dans le repli, dans le découragement. Leur donner du sens, de la fierté à aller participer à la construction de notre avenir. Qu'est-ce qui nous menace, aussi ? Cette tentation de l'extrême droite, y compris dans la jeunesse, parce qu'elle n'y croit plus, parce qu'elle doute elle aussi de la promesse républicaine, et de voir ces hommes et ces femmes qui n'ont rien à voir avec les thèses qui sont parfois – toujours, même – professées par cette extrême droite, qui s'y laissent aller simplement parce qu'ils ont besoin d'un adversaire, d'un ennemi. Et plutôt que de le trouver là-haut chez les plus puissants, ils le trouvent plus bas, chez les plus pauvres qu'eux. Allons les chercher ceux-là aussi ! Ne les laissons pas s'égarer par rapport aux valeurs de la République. Et rappelons-leur, parce qu'ils veulent être fiers d'être français – nous aussi ! – que la France ne s'est jamais redressée en parlant de ce qu'il y a de plus mauvais dans chacun d'entre nous, mais de ce qu'il y a de meilleur. Est-ce que c'est la Droite extrême qui un jour a relevé le pays ? Non ! C'est la Résistance ! C'est l'esprit de la République ! C'est la révolution, lorsqu'elle est nécessaire, qui permet de lutter contre toutes les tyrannies, toutes les occupations, toutes les barbaries.

Alors qu'est-ce qui nous menace encore ? La dispersion, la division, l'éclatement, la fragmentation. Vous savez, cette tentation, là encore, des électeurs qui plutôt que de faire simple font toujours compliqué – et qui nous ont bien compliqué la vie le 21 avril 2002 : plutôt que d'aller vers le candidat qui devait être l'instrument du changement lui aussi, ils se sont laissés aller à voter pour tant d'autres que nous avons été amenés – je ne rappellerai pas cette cruauté – à voter pour notre adversaire dans la République pour écarter l'ennemi de la République.

Aujourd'hui, j'ai du respect pour tous les candidats de la Gauche. Chacun donne ce qu'il pense être sa vision du monde, son rapport à l'avenir. Mais en même temps, je considère que chaque vote est utile. Chaque citoyen qui se déplace exprime un point de vue que je respecte. Mais je dis que le seul vote que moi je sollicite, ce n'est pas un vote d'affirmation. Ce n'est pas un vote de colère. Ce n'est pas un vote d'anticipation. Ce n'est pas un vote de manifestation. Non ! Je revendique le vote gagnant, le vote de victoire ! Et donc mon message est simple : ceux qui veulent le changement – et vous le voulez (Oui !) –, eh bien ils doivent voter pour le changement dès le premier tour. Ceux qui veulent l'alternance – et vous la voulez (Oui !) –, eh bien ils doivent voter pour l'alternance dès le premier tour. Parce qu'il ne faut pas les laisser respirer. Il ne faut pas leur donner la moindre espérance, après un premier tour qui serait controversé, de croire que de nouveau ce serait possible. Non, faites en sorte que dès le premier tour, la victoire, la nôtre, soit prononcée !

La seule chance de la Droite, c'est la division de la Gauche. C'est son calcul. J'entends parfois le candidat sortant faire des compliments au candidat du Front de Gauche, à Jean-Luc Mélenchon, que je connais par ailleurs. Il lui trouve du talent – cela peut arriver. Il trouve que son projet est bon – cela, ça devient curieux. L'autre matin, en écoutant le candidat sortant parler du candidat du Front de Gauche, je me suis dit : « Mais, il va voter pour lui ! ». Alors j'ai réfléchi – même tôt le matin, cela m'arrive. Je me suis dit : « Mais pourquoi il voudrait qu'il fasse un si bon score, si ce n'est pour espérer diviser la Gauche ? ». Eh bien la Gauche tout entière ne tombera pas dans ce piège ! La Gauche sera rassemblée, rassemblée au premier tour, rassemblée au second tour. Et tous les électeurs, où qu'ils iront d'ailleurs au premier tour, n'auront qu'une perspective : gagner, faire gagner celui qui sera en tête au soir du premier tour !

Alors quelle est la menace qui pèse sur nous ? C'est celle que le candidat sortant, dans ces derniers jours, a brandie : la peur. La peur, c'est d'abord la sienne. Et il essaie de la communiquer aux autres. Il nous dit : « Si la Gauche revient, l'immigration sera sans limite » – prétendant d'ailleurs faussement que je voudrais régulariser tous les sans-papiers alors que nous régulariserons au cas par cas mais avec des critères qui seront objectifs et avec la dignité qui s'accorde à chaque personne ici présente, même si elle n'a pas vocation à rester sur notre territoire. Alors à force de répéter cette contre-vérité en espérant qu'elle ne soit plus regardée comme un mensonge, le voilà qui prend un autre thème. « Si

la Gauche revient, elle va vider les caisses. » C'est fait ! « Elle va augmenter les impôts. » (C'est fait !) « Elle va augmenter la dette. » (C'est fait !)

Alors, la dernière menace qu'il a brandie devant les Français, c'est en disant « si la Gauche revient, ce sera l'Espagne, la Grèce ». Les Espagnols, quand ils ont entendu cela, ont dit : « Mais quelle référence devient-on ? ». Le chef du gouvernement conservateur s'est insurgé, en disant : « Nous ne voulons pas être entraînés dans la campagne présidentielle française ». Je me demande si en Espagne, même chez les conservateurs, ils n'espèrent pas le changement en France. Parce que nous, nous les traiterons dignement, les Espagnols, comme des amis ! Et nous ne moquerons pas leurs difficultés, parce que c'est dur en ce moment, pour les Espagnols, d'avoir une remise en cause de leurs droits sociaux, de leur protection sociale, de leur droit du travail. Et c'est parce que je ne veux pas de cette Europe de l'austérité que j'ai dit et que je proclame encore ici que je renégocierai le traité budgétaire européen et que nous lui apporterons la croissance qui lui manque !

La peur toujours, avec maintenant l'idée que si la Gauche revient, « la spéculation va se déchaîner ». « Les marchés vont se venger. » Et paraît-il que « les banquiers commencent à s'affoler ». Mais le seul qui s'affole en ce moment, c'est lui ! Je ne dis pas que les banquiers nous attendent avec empressement. Je ne dis pas que les marchés nous ouvriront leurs bras. Je ne prétends pas non plus que la finance nous fera quelque complaisance. Mais elle est prévenue. Nous interdirons tous les produits financiers spéculatifs. Nous séparerons les activités des banques lorsqu'elles font du crédit à partir du dépôt, des activités des banques lorsqu'elles font de la spéculation à partir de notre épargne. Ce sera terminé ! Cette séparation sera faite. Mais tout de même, entendre le candidat sortant convoquer la spéculation pour empêcher l'alternance... Mais les Français ne le voudront pas, parce que les Français sont un peuple libre, souverain, qui ne se fait imposer ses décisions par personne. Et pas encore par la finance !

Alors après la peur, c'est la confusion. L'autre jour, il a évoqué l'encadrement des loyers. C'était notre proposition, j'en suis heureux. Il y a encore quelques semaines, il avait dit que c'était le retour de l'Union soviétique. Et donc maintenant, nous y sommes ! Mais là, ce matin – j'ai cru, là encore, avoir une hallucination – le voilà qui a revendiqué la nécessité que la Banque centrale européenne se préoccupe de la croissance et intervienne massivement pour soutenir les Etats. Mais que n'y a-t-il pas pensé pendant cinq ans ? Et que ne l'avait-il dit à Madame Merkel, qui d'ailleurs s'en est elle-même effrayée ? Eh bien nous, nous le ferons. C'est-à-dire que nous demanderons effectivement que la Banque centrale européenne, plutôt que de prêter directement aux banques, puisse prêter directement aux Etats. Ce serait quand même plus simple pour lutter contre la spéculation !

Qu'est-ce qui nous menace encore ? L'idée de la division. La majorité silencieuse avait été convoquée à la Concorde, elle a bien le droit. Mais il nous parlait de la France éternelle – qu'on voulait opposer à laquelle ? La France qui était plus nouvelle que la France éternelle ? Les Français qui étaient venus depuis moins longtemps que d'autres ? La majorité silencieuse qui serait la France du travail contre la France des assistés ? La majorité silencieuse qui serait la France qui se lève tôt par rapport à celle qui se couche tard ? La France de la ruralité par rapport à la France des banlieues ? Je refuse la division de la France ! Il n'y a qu'une France ! Il n'y a qu'un pays ! Et le rôle d'un président de la République ce n'est pas de diviser, de séparer, d'opposer : c'est d'unir, c'est de rassembler, c'est de réconcilier la France.

Au lendemain de l'élection présidentielle, si nous gagnons – (Oui !) Je ne sais pas comment vous le savez, mais vous avez vos propres informations ! Au lendemain de l'élection présidentielle, j'ai bien conscience que tous les Français n'auront pas voté pour nous. Je ne les blâmerai pas, parce que c'est la démocratie. Et le premier devoir du président de la République, ce sera de parler à tous les Français, à ceux qui auront voté pour lui et qui devront être remerciés et salués, et à ceux qui n'auront pas voté pour lui et qui devront être amenés vers l'œuvre collective. Nous avons besoin de tous les Français pour redresser la France !

Mais il y a une dernière menace, avant le premier tour. C'est la douce euphorie qui s'emparerait de nous. C'est l'idée que nous aurions gagné d'avance, que nous n'aurions même pas besoin de nous déplacer. Ce serait fait. « Les sondages nous le disent. » « Et si ce n'est pas au premier tour, ce sera au second tour. » « Ne nous mobilisons plus. » « N'allons même plus voter, laissons la Droite perdre

toute seule. » Mais comment elle fera, toute seule, pour perdre si elle ne fait que voter pour elle ? Eh bien non, nous devons dire à toute la Gauche : c'est maintenant, c'est tout de suite, c'est au premier tour que nous devons affirmer notre volonté ! Et parfois cela m'arrive de dire à mes propres amis qui se voient déjà : personne ne se voit déjà, pas plus moi que les autres ! Nous n'avons rien gagné. Nous n'avons rien conquis. Nous n'avons rien reçu du pouvoir universel qui est celui du suffrage. Je vous le dis, une victoire cela se conquiert, cela s'arrache, cela se mérite. C'est cette victoire que je réclame. La victoire que le peuple français lui-même nous donnera.

Chers amis, vous m'avez invité ici à Carmaux, c'est un grand honneur. Je suis ici autour de la grande figure de Jean Jaurès et de vous, dans la mission qui est la mienne de faire une nouvelle fois que la Gauche rencontre la France. C'est une tâche immense que vous m'avez confiée. C'est un devoir impérieux, sous la haute figure de Jaurès, que vous me fixez. Après Jaurès, qui lui n'a jamais gouverné la France mais qui a tellement fait pour qu'elle sauve son honneur, oui, après Blum, qui lui a gouverné la France avec des conquêtes que chacun honore ici dans sa mémoire mais qui n'a gouverné la France qu'un an, après Mendès France, qui n'a gouverné la France que sept mois, il a fallu attendre François Mitterrand – deux fois – pour qu'il puisse diriger la France, et Lionel Jospin qui est venu dans des conditions exceptionnelles après une dissolution en cohabitation – eh bien maintenant, c'est notre tour de gouverner, de diriger la France et de nous inspirer de ces grandes figures, de ces expériences, de cette histoire qui nous élève. Et de le faire avec la conscience que maintenant, nous devons ensemble relever les défis du XXIème siècle.

Merci de m'avoir invité ! Merci de m'avoir accueilli ! Merci d'avoir pris froid pour avoir plus chaud demain ! Et vous assure que le 6 mai – puisqu'en définitive c'est le rendez-vous que nous avons –, que le 6 mai j'aurai le grand bonheur de savoir que François Mitterrand était venu à Carmaux pour commencer sa campagne, que moi je serai venu à Carmaux pour la terminer, que la boucle sera bouclée, que nous aurons fait le grand voyage lui et moi pour vous donner l'espoir – le même ! –, la joie la plus grande qui soit d'avoir une victoire.

Vous, le 6 mai, ici même, sur cette place, je n'en doute pas – les élus me l'ont rappelé – vous ferez une double fête. Une fête certaine qui est celle de 120 années de socialisme ici, à Carmaux. Et je veux vous convoquer à l'autre fête, mais qui est là possible, qui n'est pas encore certaine, qui sera celle de notre victoire, de la victoire de la Gauche, de la victoire de la République et de la victoire de la France !

Rendez-vous ici même le 6 mai autour de la grande figure de Jaurès pour fêter le socialisme d'hier et, j'espère de tout cœur, le socialisme d'aujourd'hui et de demain !

Mes Chers amis, mes chers camarades, quel bonheur de nous retrouver ici, à Lille, avec vous tous, à cinq jours d'une élection qui peut tout changer en faisant de François Hollande le prochain président de la République française. Je salue avec un immense bonheur Elio di Rupo, Premier ministre de notre patrie frère la Belgique, mon ami, notre camarade, qui avec courage, détermination et intelligence a réussi là où tant avaient échoué pour redonner à la Belgique un avenir. Bravo cher Elio, je sais que la Belgique est fière de toi. Sache que tes amis français le sont aussi. Je salue le président du parti socialiste belge, Thierry Giet. Je salue chacun d'entre vous, bien sûr tous les militants, tous les sympathisants, tous ceux qui sont – et vous êtes tellement nombreux, jusque là-bas – nos élus et nos deux anciens Premiers ministres, Laurent Fabius et Lionel Jospin que nous sommes heureux d'accueillir, ce soir, ici. Je salue Jean-Michel Baylet, le président du Parti radical de gauche et tous nos amis et partenaires qui sont là ce soir. Je voudrais vous apporter le message de Pierre Mauroy. Il m'a chargé de vous dire qu'il était par la pensée, et bien sûr de tout cœur, avec nous. La seule chose qu'il regrette, c'est de ne pas pouvoir faire campagne. Mais dès dimanche, il ira voter. Il me l'a dit. Et comme nous, il attend la victoire. Et nous, nous attendons de le retrouver très vite à nos côtés, et le 6 mai pour la victoire de François.

Oui, vous êtes là, très, très, très nombreux, je crois qu'on peut le dire, ici, à Lille, terre du socialisme et du mouvement ouvrier. Vous êtes là ce soir aux côtés de François Hollande pour servir et honorer le combat d'une vie, la vôtre, mais aussi celle des générations de militants qui se sont battus avant nous, pour le progrès. Pour le progrès, voilà aussi l'enjeu du 6 mai 2012 pour lequel nous sommes réunis.

Je sais que François nous écoute. Alors je voudrais m'adresser à lui.

Laisse-moi te dire François, au nom de nous tous et de millions de Français, combien ton engagement, ta détermination, ta force – ta force tranquille d'ailleurs, on l'a vu – ta dignité tout au long de cette campagne nous rendent tous fiers d'être socialistes, d'être de Gauche et aujourd'hui, fiers et heureux d'être à tes côtés dans cette dernière ligne droite vers la victoire. Ta force et ta détermination, la France en a besoin. Nous le savons, ici, dans le Nord-Pas-de-Calais où rien n'a jamais été donné, où tout a été gagné par la volonté, par le travail des femmes et des hommes de notre région. On a besoin de toi François à la tête de la République française. Je le dis aussi, à Lille, dont le maire Pierre Mauroy fut le Premier ministre de la mise en œuvre du changement que le peuple a voulu en 1981 : l'abolition de la peine de mort, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, la décentralisation, le pluralisme audiovisuel et tant d'autres avancées.

Lille aussi où fut composée l'internationale, un chant qui a donné de la volonté et du courage à des générations de travailleurs. Un chant qui proclame que le monde doit changer de face, et la fraternité dépasser les frontières. Cela aussi c'est l'enjeu du 6 mai prochain.

Ce progrès, ce progrès, François Hollande le porte aujourd'hui pour que nous retrouvions la France qu'on aime ! La France qu'on aime, c'est la liberté qui doit rimer avec égalité pour donner à chacun les moyens de construire sa vie. La France qu'on aime, c'est la fraternité qui permet à chacun de donner le meilleur de lui-même à une société enfin réconciliée.

La France qu'on aime, c'est la laïcité comme ciment du vivre ensemble. La France qu'on aime, c'est une voix respectée et écouté dans le monde, parce qu'elle agit pour la paix, pour la défense des droits de l'homme.

La France qu'on aime, c'est la France que défend François Hollande.

Alors, François, aujourd'hui tu es le drapeau et la voix du peuple de France. Tu portes ses espoirs et lui, je le sais, te portera à l'Élysée. Ce peuple de France, c'est justement celui que craint le candidat sortant. Oui, il craint le peuple. Il craint le peuple parce qu'il voit venir la sanction de son bilan. Et pour une fois, il faut bien le dire, il voit juste. Jamais un président sortant n'a laissé un tel bilan, un tel fiasco économique et financier, un tel passif et une telle faillite morale. Il voulait être jugé sur ses résultats. Eh bien qu'il le soit, qu'il le soit dès le 22 avril. Il avait promis le « travailler plus pour gagner plus » ? C'est chômer plus et gagner moins ! Il avait promis la République irréprochable et la France des droits de l'homme ? Ce fut le régime de quelques-uns, fortunés et privilégiés, la mise sous coupe réglée de la justice, les atteintes aux médias et le dénigrement des syndicats. Vous l'avez remarqué, le candidat sortant a une stratégie : il veut à la fois être discret sur son bilan et rester secret sur son projet. Il fait tout pour travestir son bilan. Quelques exemples récents : quand l'Insee nous a annoncé 20 000 chômeurs de plus, pour les Français et notamment pour les 5 millions de Français qui sont inscrits au Pôle emploi, c'était bien sûr une mauvaise nouvelle. Eh bien lui nous a dit : « Cela va mieux. Il y a une baisse tendancielle de la hausse du chômage. » ! Formidable ! Le lendemain on apprend que la croissance est à l'arrêt. Alors pour nous tous, pour les salariés, pour les entrepreneurs, c'est l'inquiétude. La récession est à nos portes. Eh bien Monsieur Sarkozy, lui, nous dit : « C'est bien, cela aurait pu être beaucoup pire ». Bien sûr, bravo Monsieur le président, en effet. Et tout est à l'avenant. Le pouvoir d'achat : lui et ses amis de l'UMP, encore à la Concorde, dimanche, nous faisaient croire qu'il a augmenté, alors qu'aucun Français ne voit cela ni dans son caddy, ni dans son réservoir. La sécurité : ils affirment que les statistiques se sont améliorées. Vous le savez, jamais

les agressions contre les personnes n'ont été aussi importantes que depuis que Monsieur Sarkozy s'occupe de la sécurité. Il a malheureusement empilé les lois tout en amputant les moyens. C'est exactement l'inverse qu'il aurait fallu faire.

Alors il veut repeindre son bilan en rose. Mais décidément, nous le savons, noir c'est noir et c'est bien ainsi qu'il en est. Alors pour essayer d'échapper à son bilan, Nicolas Sarkozy a essayé de relancer l'usine à promesses. Vous savez l'usine à promesses, c'est une des rares usines qui ne ferme pas avec Monsieur Sarkozy. C'est celle qui lui permet de réaliser des promesses. Mais là aussi, là aussi, ce n'est pas un grand succès. A chaque fois qu'on l'entend faire une nouvelle promesse, on se dit : « Tiens, dommage que le candidat Nicolas n'en ait pas parlé avant au président Sarkozy ! ». La France irait mieux aujourd'hui. Croyez-vous vraiment qu'il va taxer les exilés fiscaux, lui qui a divisé par trois l'impôt des grandes fortunes ? Non ! Croyez-vous vraiment que la nouvelle prime de 1 000 euros va arriver alors que le pouvoir d'achat a été décimé ? Croyez-vous à sa conversion de dernière minute, à l'encadrement des loyers qu'a proposé François Hollande, alors que Nicolas Sarkozy, il y a encore quelques semaines nous disait : « Cela n'a jamais marché, même à l'époque de l'Union soviétique » ? Et croyez-vous, croyez-vous qu'il va demander des objectifs de croissance à la Banque centrale européenne comme il l'a annoncé, dimanche, à la Concorde, lui qui n'a que le mot d'austérité à la bouche ? Vous ne croyez en rien dans les promesses de Nicolas Sarkozy ! Eh bien, rassurez-vous, les Français non plus – et ils vont lui dire ! Le 22 avril et le 6 mai, c'est à cette duperie, à cette tromperie, à cette supercherie que nous devons mettre fin, en effet. La politique a besoin de retrouver du crédit, et d'abord au plus haut sommet de l'Etat. Et c'est pour cela que des millions de Français, aujourd'hui, attendent François Hollande.

Alors en désespoir de cause, il reste à la Droite et au candidat sortant, la rhétorique de la peur. C'est toujours ce que va chercher la Droite quand elle ne sait plus quoi inventer. Ce n'est pas nouveau. En 1997 – tu t'en souviens, Lionel ? –, ils annonçaient que la Gauche priverait la France de la monnaie unique parce qu'eux n'arrivaient pas à la faire. Ils avaient d'ailleurs dissous l'Assemblée nationale pour cela. Eh bien nous, avec toi Lionel, nous l'avons fait tout en créant 2 millions d'emplois, en réduisant le chômage, en rétablissant l'égalité, la sécurité sociale. Avant encore, en 1981, ils promettaient les chars soviétiques place de la Concorde. Mais ceux qui, comme moi, ont vécu le 10 mai 1981, ont vu qu'il n'y avait pas de chars ! Mais il y avait le peuple de France, joyeux, heureux, derrière François Mitterrand, comme il le sera le 6 mai avec François Hollande ! Ce peuple, ils en ont peur, je l'ai dit, et ils savent bien que le 6 mai approche.

Alors la Droite cherche de nouveaux épouvantails. Un jour, c'est Monsieur Accoyer qui nous parle de guerre civile en cas de victoire de François Hollande. Un autre jour, Monsieur Coppé, toujours aussi modéré – vous le connaissez – annonce un « destin à la grecque ». Mais ça ne marche pas. Alors le troisième jour, et cela a permis de rappeler au pays qu'il y avait un Premier ministre, c'est Monsieur Fillon qui s'y met et qui nous brandit la menace d'une sanction des marchés financiers ! Oui, il y aura une sanction le 6 mai, mais pas celle des marchés financiers : celle du peuple de France contre celui qu'il veut désavouer ! Et puis le quatrième jour, c'est Sarkozy lui-même qui a prédit une France à genoux s'il est battu. Il ne manque pas de toupet – cela nous le savons.

Qui a mis la France à genoux ? Qui a perdu le triple A ? Qui a porté la dette à 85 % du PIB ? Qui a enregistré les déficits records du commerce

extérieur, de la sécurité sociale et du chômage ? Qui a réduit notre influence en Europe ? Sarkozy ! Qui a abîmé notre image dans le monde ? C'est lui aussi. Voilà ! Vous avez la réponse et la France l'a aussi. Alors, attiser les peurs, diviser les Français, voilà ce qui leur reste. La Droite affole parce qu'elle s'affole. Elle fait peur parce qu'elle a peur. Elle a peur de perdre son pouvoir dont elle s'estime propriétaire. Elle a peur de perdre les privilèges pour ses clientèles. Voilà de quoi la Droite a peur. Alors bilan masqué, fausses promesses agitées ? Tout cela n'a qu'un seul objectif pour Sarkozy : occulter son vrai projet. Rester au pouvoir pour continuer, continuer en plus dur, continuer en plus injuste, continuer en pire la même politique au service des mêmes intérêts. Une nouvelle présidence Sarkozy serait pour la France une présidence sans limites, sans tenue et sans retenue.

Nous le savons car il a déjà fait voter l'augmentation de la TVA, qu'il a oublié de rappeler dans son projet. Nous savons que l'austérité est la marque de la continuité de sa politique. Il manque aujourd'hui 40 milliards d'euros dans les engagements qu'il a pris auprès de l'Europe. Nous ne savons pas encore si c'est la CSG ou la TVA qu'il augmentera de nouveau. Mais ce que nous savons avec certitude, c'est que ce ne sont pas les privilégiés, les grandes entreprises et les banques qui vont payer, ce sont les classes populaires, ce sont les classes moyennes. Nous n'en voulons pas, de cette austérité ! Et puis, le projet Sarkozy, c'est plus de précarité. Tout sera passé à la moulinette : l'école, l'hôpital public, la sécurité, le Code du travail, les services publics. Cela non plus, nous n'en voulons pas !

Alors oui, il est temps de tourner la page. Et la nouvelle page, nous le savons aujourd'hui, c'est François Hollande qui l'écrit. Vous le savez, il l'a annoncé avec précision : François Hollande est prêt. La France

avec lui, c'est le redressement. Le redressement pourquoi ? Parce que l'objectif qui est le nôtre, son objectif, c'est l'emploi le matin, l'emploi à midi, l'emploi le soir. L'emploi et le pouvoir d'achat, voilà la priorité. Pour cela, il faut refaire de la France une grande puissance économique. Il faut remettre la finance au service de l'économie. Nous le ferons ! Il faut une nouvelle politique industrielle. Nous la bâtirons ! Il faudra renégocier le traité Merkel-Sarkozy. Nous le renégocierons ! Il faudra redonner du pouvoir d'achat, et François Hollande s'est déjà engagé à l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, au blocage des loyers et de l'essence, à la grande réforme fiscale. Tout cela sera fait avant la fin de l'été. Et très concrètement, les conditions de vie des Français vont changer ! Il faudra soutenir l'emploi des jeunes avec les contrats de génération et les contrats d'avenir. Et il faudra protéger nos emplois et nos entreprises contre la concurrence déloyale et les délocalisations. Nous demanderons avec François à l'Europe la réciprocité des règles et des sauvegardes. C'est le juste échange que nous défendons.

Avec François, la France c'est la justice. Il l'a dit au Bourget : la justice, l'égalité, c'est notre mission de toujours. Justice fiscale, justice sociale, justice territoriale, oui, partout, dans toutes les réformes, la justice au cœur.

Nous agissons pour l'égalité des chances à l'école, pour l'accès de tous aux meilleurs soins, pour la sécurité partout. Et nous commencerons par faire justice à ceux qui ont commencé à travailler tôt en leur ouvrant à nouveau la retraite à 60 ans. C'est le premier décret que prendra François Hollande. Ce décret, mes amis, mes camarades, il est prêt, comme toutes les mesures qu'il a annoncées et qu'il prendra dès les premiers jours, avant même l'élection législative. François le dit, François le

fera, et c'est dans quelques semaines maintenant !

Enfin, avec François Hollande, la France c'est le retour du progrès. Le retour du progrès, c'est le cœur même de son projet, c'est d'abord un avenir à la jeunesse de France. Car un pays n'a pas d'avenir lorsqu'il ne donne pas une place forte et la confiance à ses jeunes. Le progrès, c'est une France plus durable qui s'engage dans la transition énergétique et dans la protection de l'environnement. Mais le progrès, c'est aussi l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, et la parité pour tous. Le progrès, c'est d'ouvrir de nouveaux droits comme la sécurité sociale professionnelle. Et puis parce que, comme j'aime le dire, ce n'est pas à l'Etat de dire à chaque homme ou à chaque femme qui il doit aimer, mais c'est à l'Etat de permettre à chacun d'aimer qui il veut, il y aura le mariage et l'adoption pour tous les couples qui le souhaitent !

La France avec François Hollande — notre camarade belge l'a très bien dit — retrouvera son poids et sa voix dans le monde. La France, vous le savez, n'a jamais été aussi belle que lorsqu'elle a porté ses valeurs au-delà de nos frontières. Mais pour cela, il faudra d'abord les porter en notre sein. On l'entendra, la voix de la France, bien sûr en Europe. Mais on entendra aussi la voix de la France pour la reconnaissance d'un Etat palestinien qui puisse vivre aux côtés d'un Etat israélien en sécurité. On l'entendra sur le Mali, on l'entendra sur la Syrie. Vous avez vu, nous nous sommes associés à ce grand mouvement qu'a lancé la Ligue internationale des droits de l'homme, cette vague blanche pour dire stop à un homme, Bachar el-Assad, qui avait été reçu en grande pompe à l'Elysée et qui aujourd'hui tue et massacre son peuple. La voix de la France sera entendue quand François Hollande sera président de la République ! Et puis, il l'a dit, nos troupes reviendront d'Afghanistan avant la fin 2012, parce que ce n'est plus la solution.

François redonnera sa dignité et sa grandeur à la fonction présidentielle. Ce sera un président qui préfère les gens à l'argent, un président qui respecte les contre-pouvoirs, qui écoute les Français, en commençant par les syndicats, un président qui agit main dans la main avec les collectivités locales, et bien sûr un président qui rassemble. Oui, qui rassemble. Voilà ce dont a besoin la France aujourd'hui !

Voilà, mes chers amis, ce que je voulais vous dire à Lille. François Hollande est prêt. Il n'y aura pas une minute à perdre pour retrouver le chemin de l'avenir, de la justice et du progrès. Ce message, il nous reste cinq jours pour le porter sans relâche, de toutes nos forces et jusqu'au bout. Rien n'est gagné, rien n'est fait. Cinq jours pour convaincre que s'il y a deux tours, il n'y a qu'une seule élection, celle du président de la République. Le seul qui peut faire gagner la Gauche, le seul qui peut changer réellement le pays, c'est François Hollande ! Le vote de la victoire, c'est le vote Hollande, et dès le premier tour ! Voilà le message de Lille !

Cinq jours, aussi, pour convaincre ceux qui doutent encore d'aller voter. Dites-leur que l'abstention n'est pas la solution. Dites-leur : « Si vous voulez que ça change vraiment, votez pour le changement ! ». Votez pour le changement, vous les jeunes qui voulez que vos années de jeunesse soient les plus belles années de votre vie. Votez pour le changement, vous les ouvriers, les employés, les cadres, les entrepreneurs qui voulez garder nos usines et nos emplois en France, vous les agriculteurs qui voulez vivre dignement sur la terre que vous aimez, vous les fonctionnaires et les agents du service public qui voulez à nouveau servir l'intérêt général ! Votez pour le changement, vous les forces de la création et de la culture, vous les chercheurs qui voulez la confiance

pour construire la France et le patrimoine de demain ! Votez pour le changement, les Françaises et les Français de métropole et des Outremer, des quartiers comme des campagnes. Tous ceux qui veulent effectivement retrouver la France que nous aimons !

Alors, chers amis, dès le premier tour, dès dimanche prochain, votez pour le changement, votez pour le candidat de la victoire, votez pour François Hollande !

Vive la République et vive la France !

Mes chers amis, vous êtes là, rien ne vous a arrêtés, ni la pluie, ni le froid, ni la route, rien ! Et rien ne nous arrêtera jusqu'au 6 mai ! Je vous retrouve avec bonheur. J'étais au début du mois de janvier déjà ici, en Gironde, à Mérignac. La salle était trop petite, alors nous avons choisi le plein air pour terminer la campagne. Nous avons craint à un moment les nuages, nous les avons dissipés, écartés, repoussés, et nous sommes là avec un ciel tout rose pour le 6 mai !

Nous sommes à trois jours du premier tour. Un mouvement, je le sens, s'est levé, un mouvement sage, déterminé, puissant. Un mouvement qui veut changer de président et qui ne veut pas s'arrêter là. Un mouvement qui veut donner à la Gauche la responsabilité du pays. Une alternance part toujours de loin. Elle n'est jamais une surprise, une fantaisie, un caprice, un emballement d'un peuple. Non, une alternance est une somme de colères. Colère contre les injustices — elles sont là, elles sont insupportables. Colère contre les désordres de la finance — ils sont là, ils sont inacceptables. Colère aussi contre tant de manquements aux valeurs de la République. Et nous ne pouvons plus admettre que l'école de la République soit à ce point atteinte dans son identité.

Une alternance part de loin. Elle se bâtit autour d'une volonté. Une volonté qui va bien au-delà d'une candidature ; une volonté d'un peuple qui, à un moment, se lève et s'affirme ; une volonté de redresser notre Nation ; une volonté de lui donner du sens pour l'action à conduire ; une volonté de porter une espérance pour que demain soit différent d'aujourd'hui. Ce mouvement que j'ai lancé depuis des mois en votre nom, il n'est pas accompli, il n'est pas achevé. Il est en marche, et ce sont les Français eux-mêmes qui vont décider dimanche de son ampleur, de sa force, de son issue. Je vois votre enthousiasme ! Je mesure votre confiance ! Je devine votre attente ! Ça monte, ça monte, ça monte encore !

Nicolas Sarkozy avait voulu voir une vague. (Huées) C'est terrible, partout où je me déplace et que je cite son nom, ce sont les mêmes cris ! C'est la raison pour laquelle depuis des mois, pour ne pas créer de difficulté, je l'appelle « le candidat sortant ». Oui le candidat sortant, disais-je, avait voulu voir une vague. Pour une fois, il ne s'était pas trompé. Elle arrive, la vague ! Elle est haute, la vague ! Elle est puissante, la vague ! Et il va la prendre de face, la vague !

L'ambiance est bonne, mais je le savais en venant en Gironde et je ne prenais pas grand risque. L'accueil est chaleureux, la foule est nombreuse, les sondages, paraît-il, sont favorables. Alors méfiez-vous ! Méfiez-vous car ces enquêtes sont contradictoires. Gardez-vous des pronostics hasardeux. La démocratie n'est pas un jeu, et encore moins un pari. Protégez-vous de l'air du temps, de la mode. Faites attention, y compris à vous-mêmes. J'en connais toujours qui cèdent à l'euphorie. Je devine même certains empressements de ceux qui s'y voient déjà... Nous n'y sommes pas ! Nous n'y sommes pas encore ! Et ce sont souvent les mêmes qui cèdent à je ne sais quel enthousiasme, qui sont les premiers lorsque le vent se retourne à être les plus inquiets.

Moi, je vois bien l'intérêt de la Droite. Je la connais bien, la Droite, je la combats depuis tant d'années. Elle voudrait bien que ce climat provoque la démobilisation de la Gauche, parce que ce serait son seul ressort. Je vois bien aussi l'avantage que pourraient tirer d'autres candidats de laisser penser que notre victoire serait déjà là pour justifier la dispersion. Je vois bien aussi le risque de l'abstention qui s'entreprendrait de cette évidence : pourquoi se déplacer alors que tout serait déjà fait ?

Je suis venu ici, ce soir, à trois jours du premier tour, pour vous rappeler l'enjeu de dimanche. L'enjeu de dimanche, ce n'est pas un classement, ce n'est pas un ordre d'arrivée. L'enjeu de dimanche, ce n'est pas de savoir qui va arriver troisième, quatrième ou même dernier. L'enjeu de dimanche, c'est de placer au plus haut le candidat du changement. L'enjeu de dimanche, c'est de me donner la force nécessaire pour défier au second tour le candidat sortant. L'enjeu de dimanche, c'est de rendre la victoire irrésistible, irréversible dès le 22 avril, pour ne pas avoir à attendre quinze jours de plus. Non, c'est tout de suite qu'il faut créer le mouvement, la dynamique !

Chacun ici aura compris la manœuvre du candidat sortant. D'abord — et il en a bien le droit — mobiliser son camp, une Droite sans complexe, sans retenue, sans limite, qui veut être vraiment la Droite, et qui voudrait l'être sans être empêchée pendant cinq ans encore. Mobiliser son camp, aller chercher les électeurs de l'extrême-droite en empruntant les thèmes, sans forcément parler le même langage. Je l'entendais l'autre soir, il était à Arras. C'était un cri qu'il lançait, un peu désespéré

et qui n'était pas le plus beau, un appel de détresse, un SOS : « Sauvez-moi » disait-il ! Et il demandait à ses électeurs qui pouvaient éventuellement aller vers l'extrême-droite de revenir, de le rejoindre. Tout était bon pour battre la Gauche, tout, sauf la Gauche ! Et il ne manquait pas de les effrayer : la régularisation des sans-papiers, la burqa, la viande halal, les cantines, tout y passait ! Au risque d'ailleurs, et je veux l'en prévenir, à force de tenir ces propos, de conforter encore le vote pour le Front national. Parce que c'est ça, le risque de la surenchère !

Le dernier acte de la manœuvre, c'est de diviser la Gauche. Je l'entendais même flatter le Front de Gauche pour mieux le stimuler. Nicolas Sarkozy n'était pas avare de compliments — et pourtant, il n'est pas généreux — à l'égard de Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait rien demandé. Je vois bien quel est son objectif : grossir toutes les Gauches pour que la Gauche de gouvernement, celle qui peut le battre, ne soit pas dans la meilleure des situations. Il aime tellement la Gauche, Nicolas Sarkozy, qu'il voudrait la séparer, la diviser, la fragmenter, l'éclater ! Eh bien, je vous le dis ici, il n'y parviendra pas, parce que la Gauche sera rassemblée, rassemblée au premier tour, rassemblée au second tour ! La Gauche sera rassemblée derrière le candidat qui veut la faire gagner et qui veut la faire réussir !

Il n'y a pas deux Gauches. Il n'y a pas d'un côté la Gauche de la résistance et de l'autre la Gauche de la conquête ; d'un côté la Gauche de la rue et de l'autre la Gauche des urnes ; d'un côté la Gauche de l'idéalisme et de l'autre la Gauche de l'opportunisme. Non, il n'y a qu'une seule Gauche, celle qui veut poursuivre le grand combat pour la justice, pour l'égalité, pour la dignité humaine, pour les libertés. Il n'y a qu'une seule Gauche, celle qui s'inscrit dans la grande histoire de la République, qui appelle les Français à chaque époque, devant chaque épreuve, à se rassembler pour prendre la direction de la Nation. C'est toujours ainsi que la Gauche a été à la hauteur de sa mission historique, que ce fut avec Léon Blum au moment du Front populaire, avec Pierre Mendès France au moment de la décolonisation, avec François Mitterrand en 1981 ou avec Lionel Jospin en 1997. La Gauche qui veut agir, la Gauche qui veut transformer, la Gauche qui veut réformer, qui veut faire avancer son pays !

Mais je veux vous prévenir, la Droite ne libérera pas le pouvoir sans combattre. Le candidat sortant y joue sa vie. Il nous a dit que s'il n'y parvenait plus, à la présidence de la République, il arrêterait ! (Applaudissements) Je comprends que ça vous stimule ! Le candidat sortant joue son quinquennat, son honneur. Et la Droite elle-même y joue le pouvoir, cette Droite qui considère que l'Etat, le pouvoir lui appartient. Cette droite et ces parlementaires qui considèrent que c'est à eux de disposer de notre avenir. Eh bien non, dans notre pays c'est la démocratie, c'est l'alternance, c'est le peuple français qui choisit son destin !

Ne croyez pas qu'ils vont céder le pouvoir sans combattre. Regardez ces grandes fortunes qui se rassemblent, qui se regroupent où elles peuvent, dans des endroits de fortune — c'est le cas de le dire -, dans des grands hôtels, dans des salons privés où elles viennent déposer des fonds, les leurs, pour soutenir la campagne du candidat sortant et éviter ainsi de payer plus d'impôts. Il m'a été dit que certains se préparaient à l'exil, comme des aristocrates de l'Ancien Régime. Aujourd'hui ce n'est plus Koblenz mais Genève ou Bruxelles, dans l'espoir peut-être que les gouvernements étrangers se coaliseraient pour mettre un terme à la Gauche au pouvoir.

Eh bien non, nous n'avons pas besoin d'effrayer qui que ce soit. Nous sommes la Gauche de gouvernement, celle qui veut diriger la France, celle qui veut rassembler les Français sans avoir besoin de montrer qui que ce soit du doigt. Cela s'appelle le patriotisme. Nous sommes la Gauche qui défend une belle idée de la Nation où chacune et chacun, quelle que soit sa place, quel que soit son rang, quels que soient sa couleur de peau, son origine ou son parcours, est un citoyen comme les autres, à égalité de droits et de devoirs.

Trois jours encore et ensuite, si nous le méritons, deux semaines de campagne jusqu'au second tour. Ce sera un combat dur, âpre, parfois brutal. Nous aurons devant nous toutes les peurs qui seront agitées. J'en entendais une qui laissait penser que si nous gagnions l'élection présidentielle — ce qui est bien l'objectif — nous nous trouverions dans cette situation exceptionnelle, paraît-il, de disposer de tous les pouvoirs. Mais nous ne les avons pas pris par surprise ces pouvoirs, ils nous ont été confiés par le suffrage universel ! Et je salue tous les élus ici présents. Et si nous avons gagné le Sénat — enfin ! -, nous l'avons reçu du suffrage. Eh bien nous, nous en serions interdits maintenant, d'accéder à la présidence de la République ! La Droite pendant des décennies a pu cumuler toutes les

responsabilités, mais la Gauche non. Elle peut gérer des villes autant qu'elle voudrait — encore que, il faut aller les chercher -, des départements, des régions. Mais l'Etat, vous n'y pensez pas, ce n'est pas pour vous, vous n'en avez pas le droit, la qualité, les compétences, les capacités ! Eh bien là encore, c'est le peuple français qui décidera à qui il veut confier son destin.

Mais vous entendrez tellement de peurs, de fantasmes, de spectres, de prévisions, de catastrophes ou de cataclysmes ! Je les entends déjà : « Si la Gauche revient, elle va vider les caisses ». C'est fait ! « Si la Gauche revient, nous disent-ils avec des sanglots dans la voix, La croissance va s'effondrer ». C'est fait ! « Le chômage va augmenter. » (C'est fait !) « Les déficits vont se creuser. » (C'est fait !) Alors, la Gauche peut revenir parce que la Droite, elle, a échoué !

Mais nous n'avions pas encore tout entendu. Voilà que maintenant si, comme certaines tendances le laissent penser, nous arrivions aux responsabilités du pays, la spéculation s'abattrait sur la France. Alors, Français, ne votez pas mal, sinon ce sont les marchés qui vous sanctionneront ! Cette spéculation, ils l'appellent, ils l'encouragent, ils l'espèrent. Pour l'instant, les marchés ne bougent pas. Terrible épreuve pour la Droite : nous ne faisons plus peur, et peut-être même que certains se disent : « Ce serait pire si c'était les autres » ! Ils vont bientôt menacer même les marchés. Terrible indécence, inacceptable responsabilité que d'entendre un candidat sortant, encore président de la République, espérer l'affaiblissement de son pays pour empêcher l'alternance. Ça ne marchera pas non plus ! La France est un peuple libre qui ne laisse pas déterminer son avenir sous la pression des marchés ou de la finance.

Mais tout dépendra de vous, de votre mobilisation dès le 22 avril.

De votre mobilisation dès le 22 avril. Je vous demande de ne leur laisser aucun répit, mais plutôt de leur accorder du repos ! Ne leur fournissez aucune occasion, dans ce premier tour, de reprendre confiance. Faites la différence tout de suite ! Donnez la victoire dès le 22 ! Et en plus, je vais vous faire cette confiance : faites-vous plaisir, cela ne gâchera rien !

Mes chers amis, nous sommes au terme de cette campagne de premier tour. Quel chemin avons-nous parcouru ensemble, les uns et les autres ! J'ai déclaré ma candidature – c'était il y a un an – dans mon département de la Corrèze. Je ne m'étais pas déterminé par rapport à tel ou tel autre candidat. Je m'étais moi-même engagé sur ce chemin parce que j'avais confiance dans l'attente des Français. Parce que j'avais conscience, aussi, que je pouvais correspondre en ce moment précis à ce que souhaitait notre peuple. Je considérais qu'il fallait un candidat normal pour un président normal. Oui, normal, parce que tout ce qui s'était passé depuis cinq ans avait été profondément anormal. Que voulais-je dire par là et qui, maintenant, est sous nos yeux ? Ce quinquennat a été celui de tous les excès : excès sur tout, excès de tout, excès partout. Cette présidence qui a été tellement présente et si peu efficace ! Ce pouvoir qui a été si fort et qui s'est terminé par l'impuissance.

Je voulais également montrer les contradictions qui avaient été celles du candidat sortant. Avoir défini une politique puis en avoir changé. Ne pas avoir tenu un cap. Avoir annulé à la fin de son mandat les mesures qu'il avait fait voter au début. Cette présidence zigzag qui s'est terminée par un tête-à-queue – et qui viendrait encore nous donner la leçon ? Je l'entendais se demander ce qui se serait passé s'il n'avait pas été élu en 2007. Mais comment peut-il faire cette comparaison ? Nous, nous savons ce qui va se passer en 2012 !

Je voulais également mettre un terme à ces confusions permanentes entre l'intérêt général qui doit être le seul mobile de l'action de l'Etat et les intérêts privés qui sont, hélas, interpénétrés dans l'intérêt général aujourd'hui, à travers ces relations, ces réseaux où l'on ne sait pas si l'Etat décide pour les Français ou décide pour certaines entreprises ou certains dirigeants. Cela en sera terminé !

Je voulais également condamner ce manque de respect. Manque de respect aux promesses qui avaient été, à un moment, affichées dans une campagne. Manque de respect à l'égard des Français – cette manière de diviser, d'opposer, de chercher partout un bouc émissaire pour excuser une irresponsabilité. Voilà ce qu'a été une présidence, pendant cinq ans. Et voilà ce que je veux faire maintenant : c'est une présidence qui redeviendrait normale !

Une présidence normale, c'est refuser de promettre ce que je ne serai pas capable de tenir. J'ai pris la mesure de la crise : économique, financière, sociale, morale. Je veux répondre aux urgences. Je veux réformer profondément mon pays, engager une réforme fiscale pour la justice, une réforme bancaire pour dominer la finance, une réforme territoriale pour faire un nouvel acte de décentralisation, une réforme de la justice pour la rendre indépendante. Mais en même temps, je ne peux pas répondre à toutes les demandes qui me sont adressées. Je ne veux pas mentir ! Et je ne veux pas qu'un jour, un de mes concitoyens puisse me dire : « Vous nous avez déçus car vous n'avez pas tenu votre promesse ». Je veux pouvoir circuler comme je le fais aujourd'hui, librement, partout en France, sans avoir besoin d'être protégé, d'avoir des cortèges de forces de l'ordre. Dans cette campagne, quel plaisir je prends à circuler dans toutes les villes de France ! Je le plains, le candidat sortant : il ne voit plus personne. Il s'abrite. Il reste entre amis complaisants. Eh bien moi, demain, je veux être un président qui puisse assumer ses choix et continuer à pouvoir rencontrer les Français !

Un président normal, c'est celui qui aura la hauteur de vue nécessaire pour appeler le pays, notre pays, notre grand pays, à redresser son économie, ses finances, son industrie, sa recherche. Et demander un effort sera justifié. Mais toute demande d'effort devra être juste. Et c'est ceux qui auront le plus et qui auront reçu le plus du président sortant qui seront appelés les premiers à la contribution, à la solidarité !

Etre un président normal, c'est rassembler les Français. Oui, les rassembler sur une grande cause – et je l'ai dit, cette plus belle cause qui soit, c'est la jeunesse de France. C'est son avenir ! C'est réconcilier les générations, les classes sociales, les territoires autour de ce grand enjeu : permettre à la génération qui vient de vivre mieux que la nôtre.

Etre un président rassembleur, c'est faire de la laïcité, là encore, le principe de la République et pas un langage de circonstance avec des façons de s'adresser aux religions qui ne sont pas dignes. Moi, quand je regarde un citoyen, je ne juge pas son apparence. Je ne fais pas de supposition de sa couleur pour connaître sa religion. Je ne connais pas des citoyens d'apparence, je ne connais que des citoyens d'appartenance à la communauté nationale !

Etre un président normal, c'est revenir au caractère exceptionnel de la France. C'est réinventer le rêve français, celui qui a fait avancer la République à chaque étape, à chaque époque et devant chaque épreuve. C'est être capable d'offrir à la génération qui arrive un sort meilleur que celui qui a pu être le nôtre. Serons-nous dignes, nous-mêmes, de nos parents et de nos grands-parents qui nous ont transmis ce message, cette promesse ? Et quelle plus belle fierté pour la génération que je représente, et si je suis demain votre président, que de pouvoir me dire au terme de ma vie politique : « Oui, j'aurai fait en sorte que nos enfants et nos petits-enfants vivent mieux que nous » !

Voilà pourquoi je me suis présenté il y a un an. Et je n'ai jamais dévié de ligne. Ces thèmes, je les ai présentés aux Français dans la primaire citoyenne. Ces priorités, je les ai précisées au Bourget à travers mes 60 engagements. Ces 60 engagements, je les ai détaillés dans mon discours de Dijon, pour montrer la méthode qui serait la mienne, c'est-à-dire la confiance que j'accorderai aux territoires, aux partenaires sociaux, aux syndicats. Parce qu'on ne transforme pas un pays simplement de l'Etat, on le transforme en mobilisant tous les acteurs, toutes les forces vives, tous ceux qui veulent contribuer à faire avancer la France. Ces mesures, j'ai dit aussi quand et comment je les mettrai en œuvre, l'agenda qui sera le nôtre, les premières décisions que j'aurai à prendre au lendemain de l'élection présidentielle puis, ensuite, lorsque l'Assemblée nationale aura été renouvelée. Vous savez tout ! Je n'ai rien caché. Tout a été évalué, chiffré, précisé. Et donc face à un candidat sortant qui ne peut pas présenter un bilan – mettez-vous à sa place, oui, mettez-vous à sa place ! (Non !) Vous avez tort, nous nous mettrons à sa place ! (On va gagner, on va gagner !) – si j'ai pu mener cette campagne avec cette clarté, cette cohérence, cette constance, cette confiance, je le dois à l'esprit d'unité et de rassemblement qui a été le nôtre pendant ces derniers mois.

J'ai été premier Secrétaire du Parti socialiste pendant dix ans. J'ai connu beaucoup de campagnes, de toute sorte et de tout niveau. Je peux vous assurer ici que jamais, sans doute jamais depuis plusieurs décennies – sans doute depuis 1981 –, il n'y a jamais eu de rassemblement aussi fort qu'aujourd'hui ! (On va gagner, on va gagner !) Rassemblement de tous ceux qui avaient été candidats aux primaires, rassemblement des Socialistes, rassemblement de la Gauche puisque des forces nous ont rejoints,

rassemblement des citoyens, rassemblement des grandes personnalités de notre Parti, des anciens Premiers ministres – Laurent Fabius, Pierre Mauroy pour lequel j'ai une pensée, Lionel Jospin. Oui, tous ont voulu – avec la première Secrétaire, avec les candidats aux primaires – oui, tous ont voulu la victoire et cet esprit d'unité ! Et notre force sera également indispensable si nous franchissons les épreuves du suffrage universel pour réussir la transformation de notre pays. Rien ne nous sera épargné, après. Ne pensez pas que ce sera simple de redresser notre pays, que ce sera facile de répondre à toutes les urgences, toutes les sollicitations. Et puis nous aurons à combattre la finance, à renégocier le traité européen – vous vous rendez compte, tout ce qui nous attend ! Eh bien c'est ce même esprit d'unité, de cohésion, de cohérence, de rassemblement qui nous donnera pour l'avenir la force de réussir pour notre pays.

Nous avons dans cette campagne, c'est vrai, affronté bien des polémiques, bien des attaques, bien des dénigrement. On a voulu nous attirer dans un pugilat. Et encore maintenant ! J'entendais le candidat sortant – toujours inquiet, je le comprends ! – me proposer pour un second tour dont nous ne connaissons pas d'ailleurs les qualifiés, non plus un débat mais deux débats ! J'ai dit mais pourquoi pas un débat tous les soirs ? Et puis même un débat après le 6 mai ! Pourquoi pas ? Eh bien on aura un beau débat, un grand débat, un débat au second tour. Mais faites en sorte que le débat soit là ! Permettez-moi d'être au second tour et faites en sorte que le débat soit gagné d'avance dès le 22 avril ! (François, président ! On va gagner !)

Mes chers amis, je ne voudrais pas que les nuages viennent sur nous et nous menacent. Je compte sur votre clameur pour les retenir. Pour l'instant, le soleil est à gauche ! Pendant tous ces mois, je suis allé à la rencontre des Françaises et des Français. J'ai mesuré leurs souffrances, leurs inquiétudes, leurs espoirs aussi. J'ai entendu ces habitants des quartiers populaires qui en ont assez des discriminations de tous les jours et des relégations pour toujours. Nous devons agir pour l'égalité, l'égalité territoriale !

J'ai entendu ces femmes qui veulent l'égalité salariale dans les entreprises, qui s'inquiètent pour leur retraite inférieure à celle des hommes, qui voudraient que l'accueil de la petite enfance soit un service public. J'ai entendu ces familles monoparentales qui n'en peuvent plus. Eh bien nous devons agir pour l'égalité femmes-hommes et pour la petite enfance !

J'ai entendu la colère des ouvriers devant leurs usines fermées ou sur le point de l'être. Ces ouvriers d'Arcelor qui ont, hélas, la vérification des promesses non tenues. Oui j'ai même rencontré à l'instant les salariés de Cofinoga qui sont confrontés eux aussi à des plans sociaux. Eh bien ces ouvriers-là, ces salariés-là doivent savoir que demain, ils seront soutenus, protégés et qu'il y aura une politique industrielle qui leur permettra d'avoir confiance dans leur avenir !

J'ai vu ces universitaires, ces chercheurs qui donnent le meilleur d'eux-mêmes pour l'élévation de la connaissance, des progrès scientifiques de notre pays et qui vivent une déconsidération dont certains tirent les conclusions en partant à l'étranger. Eh bien cette université et cette recherche doivent avoir la confiance des dirigeants et doivent être la première priorité !

J'ai vu ces enseignants qui n'acceptent pas la casse méthodique de l'école : formations supprimées, rythmes scolaires saccagés, déréglés. Eh bien nous ferons de l'école, dès la rentrée, la première exigence, le premier devoir du président de la République ! Nous rétablirons les moyens des RASED ! Nous recréerons des postes dans le primaire ! Et nous ferons la réforme de l'éducation !

J'ai rencontré ces infirmières, ces aides-soignantes, ces médecins qui tiennent à l'hôpital public. Eh bien l'hôpital public sera un service public et ne sera plus considéré comme une entreprise !

J'ai parcouru ces territoires ruraux pour qui le service public est essentiel et qui cherchent eux aussi un parapluie pour se protéger.

J'ai dialogué avec la jeunesse pleine d'énergie et si souvent maltraitée. Eh bien nous créerons les emplois d'avenir, le contrat de génération et le contrat d'autonomie pour les jeunes ! La jeunesse, c'est ma priorité ! C'est pour elle que je me suis engagé.

J'ai beaucoup appris dans cette campagne, beaucoup compris aussi. Je ne veux pas d'un pays qui se désespère. Je ne veux pas d'une génération qui se sépare d'une autre. Je ne veux pas d'un pays qui doute de son avenir. Je ne veux pas de huit millions de pauvres en France, dans la cinquième puissance économique du monde ! Je ne veux pas que les handicapés puissent penser qu'ils n'ont pas leur place dans la République. Je ne veux pas quatre millions de chômeurs. Je ne veux pas du temps partiel, des stages non rémunérés. Eh bien vous non plus ? Alors faites en sorte, faites en sorte le 22 avril puis le 6 mai, de vous battre pour convaincre tous ces citoyens qui vivent ces souffrances de venir voter et de venir voter pour le changement !

Allez les chercher ! Ne les laissez pas dériver ! Quand on est un jeune, comment peut-on donner sa voix à des idées xénophobes, démagogiques ? Comment, quand on est un ouvrier, peut-on accorder un suffrage à ceux qui le prennent ensuite pour faire la politique des patrons ? Quand on est citoyen de France, héritier de l'histoire de la République, comment peut-on se détourner de l'idéal qui a fait notre fierté ?

Merci à tous de m'avoir accompagné jusque-là ! Merci de m'avoir soutenu quels que soient le climat, les vents et les pluies ! Il nous reste trois jours. Trois jours ! Trois jours encore ! Chaque voix va compter. En démocratie, un citoyen pèse le même poids qu'un autre. Un bulletin a la même valeur qu'un autre. Et ce qui fait la différence, ce n'est pas l'argent, la fortune, la richesse ou la puissance. Ce qui fait la différence, en démocratie, c'est d'être les plus nombreux. Nous devons être les plus nombreux dimanche ! (On va gagner, on va gagner !)

Le 22 avril – dimanche – ne sera pas un jour comme les autres. Cette élection n'est pas non plus une élection comme les autres. Beaucoup se joue : pour la Gauche, pour la France et pour l'Europe.

Pour la Gauche d'abord ! (Oui !) La dernière fois – ici, beaucoup s'en souviennent –, la dernière fois que nous avons remporté une élection présidentielle, c'était il y a 24 ans – 24 ans ! – avec François Mitterrand pour son second mandat. Il serait temps, je vous le dis ici, d'en terminer avec cette exception ! Il serait temps de donner à la France un successeur à François Mitterrand ! (François, président ! François, président !) Cette élection est décisive pour la Gauche parce qu'elle doit lui permettre de diriger dans la durée. Pas simplement quelques mois et même un mandat, non ! Dans la durée, car il faudra de la constance et de la persévérance pour redresser notre pays.

Cette élection est exceptionnelle aussi pour la France. Chaque fois que la Gauche arrive au pouvoir – ce n'est pas une malédiction, c'est en définitive un honneur qui nous est fait –, chaque fois que la Gauche arrive au pouvoir, c'est que le pays connaît des difficultés et qu'il est plongé dans la crise. C'était vrai déjà entre les deux guerres, au moment du Front populaire. C'était vrai après la guerre, quand les Résistants se sont coalisés pour redresser le pays. Et je pense ici à une grande figure qui vient de disparaître, Raymond Aubrac, qui nous a rappelé la dignité qui s'attache au combat de ces hommes ou de ces femmes qui ont donné parfois leur vie pour nos libertés et qui n'ont jamais rien cédé après ! Je l'avais rencontré. Il m'avait dit il y a trois semaines : « Faites en sorte d'appliquer encore le programme du Conseil national de la Résistance ». Oui, c'était vrai aussi en 1981 quand François Mitterrand est devenu président. L'inflation était à 14 %, le chômage avait dépassé plusieurs centaines de milliers de personnes, la crise était là, l'appareil productif était délabré. Et c'est la Gauche qui a redressé la France, encore !

En 1997, après une dissolution, c'est Lionel Jospin qui a permis, avec son gouvernement, de qualifier la France et de lui permettre de rejoindre la monnaie unique et la zone euro parce que les autres avaient échoué. Eh bien, c'est encore la même épreuve qui nous attend en 2012. C'est à nous, à nous la Gauche, de redresser la France, redresser ses finances, redresser son économie, redresser sa production. C'est à la Gauche de remettre la société française sur le chemin du progrès. C'est à la Gauche de montrer qu'il y a une autre voie que l'austérité, celle de la croissance, qu'il y a une autre façon de diriger un pays que de le soumettre au tout argent, au tout marché au tout privé !

Voilà, c'est notre destin ! Soyez-en fiers, hommes et femmes de Gauche ou ceux qui nous rejoignent — puisque j'ai su que d'autres nous rejoignaient. Certains étaient partis, ils sont revenus, expérience faite... Mais ne les blâmez pas, ils sont revenus – pas tous, heureusement ! Et puis, il y en a d'autres qui nous arrivent et qui n'étaient pas de gauche. Acceptez-les ! Parce que s'il n'y avait que des

électeurs de gauche, ceux qui ont voté pour Ségolène Royal en 2007, qui revenaient voter pour nous en 2012, faites vos calculs : cela ne suffirait pas. Il faudra bien qu'il y ait des électeurs de Nicolas Sarkozy de 2007 – ils ne diront pas qu'ils l'ont fait, mais ils l'auront fait quand même – qui viennent voter pour nous en 2012. Nous les accepterons ! Ils seront les bienvenus ! Nous avons besoin de tous les concours. Parce que pour redresser la France, il faudra la rassembler. Il n'y a pas deux France. Il n'y a pas la France éternelle et la France venue plus récemment dans notre pays. Il y a la France capable de se réconcilier avec elle-même et de se donner un idéal qui nous dépasse, de porter une grande cause, une grande espérance. Il n'y a pas deux France qui s'affrontent, y compris à l'occasion d'une élection. Il y a une France qui, au lendemain de l'élection, devra avoir suffisamment de force et d'énergie pour assumer son destin.

Le rôle du président de la République, c'est bien sûr de rester lui-même — et je suis un socialiste, un homme de gauche profondément attaché aux valeurs de la République — et en même temps d'être capable de parler à ceux qui n'auront pas voté pour nous — et qui peut-être le regretteront ! — pour les faire participer à l'élan national et à l'effort que nous allons engager.

L'enjeu, c'est l'avenir de la France. C'est aussi de faire de nouvelles conquêtes. Conquêtes de droits sociaux, présence des salariés dans les conseils d'administration des entreprises. Conquêtes également éducatives, pour permettre que beaucoup plus d'enfants d'ouvriers, d'employés, de paysans puissent accéder à l'université, que même les enfants des quartiers puissent aller dans les grandes écoles. Oui, conquêtes aussi de partage des profits pour que les revenus du travail et les revenus du capital soient imposés de la même manière et que quand il y a de la croissance, elle soit répartie justement. Conquêtes aussi de droits nouveaux, parce qu'à chaque fois que la Gauche arrive aux responsabilités du pays, elle fait avancer la belle idée de la liberté et de l'égalité.

Une fois encore, nous le ferons avec le droit de vote des étrangers aux élections locales, avec le droit pour tous les couples qui s'aiment de se marier et avec le droit aussi, dans certaines conditions, de pouvoir terminer sa vie dans la dignité. Je sais bien les résistances, là encore, les peurs et les fantasmes que certains veulent soulever. Mais je sais aussi, comme cela a été le cas avec le PACS, comme cela a été le cas avec la parité, que ces nouveaux droits, une fois qu'ils auront été adoptés, apparaîtront comme naturels. On se demandera même comment ils ont pu mettre si longtemps à s'imposer ! Et même ceux qui les auront combattus en seront demain les défenseurs les plus acharnés. Ainsi en a été pour notre pays, de voir des avancées au départ contestées et ensuite partagées. Ce fut le cas pour l'abolition de la peine de mort, aujourd'hui reconnue comme un principe qui s'impose dans toutes les conventions internationales, même s'il n'est pas appliqué, hélas, partout.

Cette élection sera décisive pour la France et décisive pour l'Europe. Jamais un scrutin dans notre pays n'aura autant pesé dans l'avenir du continent européen. Beaucoup au-delà de nos frontières nous regardent, nous observent, nous attendent, nous espèrent, se disant : « Que vont faire les Français ? Est-ce qu'ils vont continuer et nous imposer l'austérité, ou est-ce qu'ils vont changer ici pour changer en Europe ? ». C'est votre responsabilité ! C'est votre devoir. Vous êtes attendus. Les progressistes partout en Europe disent : « Pourvu que la Gauche passe en France ». Alors, il faut le faire ! Il faut le faire pour vous, il faut le faire pour la France, il faut le faire pour l'Europe!

J'ai même reçu quelques confidences — je ne les trahirai pas — de gouvernements conservateurs qui se disent : « Si seulement la Gauche pouvait passer ! ». Parce que ces gouvernements-là savent bien que si l'austérité continue de s'imposer partout en Europe, ces pays, ces Etats ne pourront pas se désendetter et réduire leurs déficits. Sans croissance, il n'y aura pas de maîtrise de la dette. Et sans maîtrise de la dette, il n'y aura pas de croissance. Alors il faut agir, et agir vite ! C'est pourquoi j'ai prévenu : si je suis le prochain président de la République, le traité budgétaire sera renégocié et nous y ajouterons la dimension de croissance qui lui manque. Nous demanderons à l'Europe, aussi, de lutter contre la spéculation, de se protéger de la finance. Parce que si on a fait l'Europe — et c'est quand même une des plus belles aventures humaines qui soient -, ce n'est pas simplement pour faire un marché, pour permettre que les marchandises circulent, que les capitaux voyagent. Non, nous avons voulu une monnaie unique pour maîtriser notre destin, harmoniser notre fiscalité, harmoniser les droits sociaux, permettre les normes environnementales. Et nous ne pouvons pas accepter qu'il puisse y avoir dans l'Europe, celle que nous aimons, des produits spéculatifs qui mettent en danger les Etats. Ces produits doivent être purement et simplement interdits en Europe !

Voilà mon message ici, à Cenon. Je remercie le Maire de nous avoir accueillis dans cet endroit exceptionnel. J'ai peine à vous quitter. Mais j'ai encore à faire demain ! Et nous avons tant à faire dimanche !

Le temps s'est remis au beau. Mais je veux protéger votre santé ! J'ai besoin de vous ! Je ne vous demande pas de m'aider, je laisse cela à d'autres ! Je vous demande d'aider la France, d'aimer la France, de lui permettre de reprendre confiance en elle et de choisir son destin. Voilà ma mission. Voilà votre responsabilité historique. Faire en sorte que nous puissions permettre le changement. Souvent, et je termine souvent mes propos ainsi car à chaque fois j'en suis saisi, partout où je vais, on me dit : « Courage ! ». Je m'en défends et je dis : « Mais, je n'en manque pas ! J'en suis chargé, de courage, par tout l'accueil, tout ce que vous me donnez, toute l'énergie que vous me confiez ! ». Après, les mêmes ou d'autres me disent : « Tenez bon ». Je me suis longtemps interrogé sur cette phrase, en me disant : « Qu'est-ce qu'ils craignent ? ». J'ai réfléchi. Oui, il y a toujours le doute chez nous que quelque chose vienne contrarier la marche, nous empêcher d'arriver, qu'une épreuve surgisse. Nous en avons connues, dramatiques. Elles viennent rendre confuse l'élection. C'est un risque. Nous ne sommes pas seuls dans ce scrutin. Nous savons bien les forces qui sont contre nous — elles sont puissantes. Et je vous l'ai dit, ils ne lâcheront rien. Donc, préparez-vous à tout. La meilleure façon d'y parvenir, c'est de faire que dimanche, ce soit fait. Tenez bon ! Mais cela ne s'adresse pas à moi, cela s'adresse à vous ! Tenez bon ! Enfin, j'entends la clameur dans toutes les réunions, et même après, me dire : « Alors maintenant, il faut aller jusqu'au bout ! ». Mais on va aller jusqu'au bout ! En vous disant ceci : le bout, ce n'est pas seulement le 22 avril ; le bout, ce n'est pas seulement le 6 mai. Le bout, nous ne le verrons jamais : c'est le combat humain, c'est la grande bataille, c'est l'idéal que nous portons. Il n'est jamais achevé. Nous devons toujours être sur le chemin. Et après nous, d'autres se lèveront et se rappelleront, comme je l'ai fait à cette tribune, de notre combat. Ils diront que si en 2012 nous avons été capables de le faire, alors bien plus tard, ils le feront aussi.

Mesdames, Messieurs, chers amis, voulez-vous l'alternance ? (Oui !) Alors c'est maintenant ! Voulez-vous le changement ? (Oui !) Alors c'est tout de suite ! Voulez-vous la victoire ? (Oui !) Alors c'est dimanche !

49-Charleville-Mézières- Discours-20 avril 2012

Mesdames, Messieurs, chers amis, je cherchais pour terminer cette campagne un endroit symbolique. Je voulais la plus belle place de France. Je voulais le département le plus ouvrier de France. Et je

voulais une région dirigée par un Socialiste, mais là où il y avait eu des promesses qui n'avaient pas été honorées par le candidat sortant. J'ai donc choisi Charleville, plus belle place de France ! Les Ardennes, département ouvrier ! Et la région Champagne-Ardenne, là où Nicolas Sarkozy a exprimé en 2007 un discours et là où, président sortant, il aura en définitive scellé son échec. Je voulais venir devant vous presque à l'improviste. Vous n'avez été prévenus que depuis 48 heures. Et en plus, je n'ai pas grand temps car la campagne se termine à minuit. Donc nous sommes ensemble encore pour cinq ou six heures ! Pour qu'aucun argument ne vienne à manquer. Je sens comme vous un mouvement, secret, dans le pays. Un mouvement puissant, un mouvement ferme, un mouvement décidé, un mouvement vers le changement : celui qui va commencer le 22 avril et qui va se clore le 6 mai par notre victoire !

Ce mouvement, ce sont les Français qui vont en décider. Non pas du sens et de la direction – je leur fais confiance –, mais de son ampleur. Et tout l'enjeu du premier tour ce n'est pas de savoir quel va être l'ordre d'arrivée, le classement. Non, l'importance que j'attache à ce premier tour c'est de me donner la force nécessaire pour qu'il n'y ait plus de doute, plus d'inquiétude sur ce que va produire ensuite le second tour de l'élection présidentielle.

Dans une élection présidentielle, il ne s'agit pas simplement d'exprimer une préférence, un choix, un sentiment pour attendre au second tour de décider du prochain président de la République. Non ! Dans un scrutin aussi majeur qu'une élection présidentielle, dans un contexte aussi grave pour notre pays, dans un instant aussi majeur pour l'Europe, la décision que vous allez prendre dès le premier tour, c'est de dire qui vous voulez comme président de la République.

J'ai compris qu'ici vous aviez déjà fait votre avis ! Mais il y en a tant d'autres qui hésitent encore, qui veulent le changement – et ils sont de bonne foi. Ils se disent « nous voulons au second tour prendre la décision, mais nous ne sommes pas forcément obligés de nous déplacer au premier ». Quelle illusion ! Quelle erreur ! Quelle perte de mémoire ! Quelle absence de références ! Combien de fois nous avait-on dit qu'en 2002 c'était sûr, qu'il n'y aurait que deux candidats ? Et qu'avons-nous vu surgir il y a dix ans ? Et si aujourd'hui les conditions sont différentes, si tout semble acquis pour le second tour, qu'en savons-nous quand il y a tant de colère, tant de misère, tant de découragement ? On me dit : « Mais les sondages vous sont favorables ». Je ne m'en plains pas, mais je finis par m'en accabler. Parce que si ces sondages, finalement, démobilisaient les nôtres, s'ils laissaient penser qu'en définitive tout serait acquis avant même que nous n'allions voter, eh bien ce serait le dernier ressort de la Droite pour ressurgir ! Je me demande même parfois si – mais il faut avoir les idées mal placées, je ne les ai pas –, si ces enquêtes d'opinion n'encourageraient pas la démobilisation des nôtres pour justifier la mobilisation des autres. Ne laissez pas faire ! Si vous voulez gagner, eh bien c'est tout de suite qu'il faut prononcer votre choix.

Je sais bien que je ne suis pas le seul à gauche à affirmer l'exigence de changement, qu'il y a des colères que d'autres autant que moi peuvent porter, qu'il y a des protestations, des revendications – qu'il est nécessaire, même, d'exprimer. Mais la différence entre les autres candidats de Gauche que je respecte et ce que je porte comme candidat de rassemblement dès le premier tour, c'est que je suis le seul capable d'être au second tour, de battre la Droite et de porter une espérance de changement !

La Droite d'ailleurs aime tellement en ce moment la Gauche qu'elle voudrait la diviser ! Séparer une Gauche qui serait celle de la colère d'une Gauche qui serait celle de la gestion. Une Gauche qui serait celle de la résistance et une autre, de la conquête. Une Gauche qui serait celle de l'idéalisme et une autre qui serait celle de l'opportunisme. Ce serait tellement simple pour la Droite si la Gauche était divisée, séparée, éclatée, fragmentée. Eh bien je vous le dis ici, dans les Ardennes, terre de gauche : nous serons rassemblés, nous serons unis au premier tour, au second tour ! Et rien ne nous détournera de cet objectif.

Si je suis venu ce soir devant vous, c'est pour lancer un appel. L'appel, d'abord, au vote. Il y a encore trop de nos concitoyens écrasés par une vie sans espoir, par le doute sur la capacité de la politique, rongés par l'idée qu'en définitive le bulletin de vote ne servirait plus à rien, que la force des marchés, du capitalisme, de la finance, serait bien supérieure à la politique, à la démocratie, à la République. Nous en connaissons tous de ces proches, de ces voisins qui se détournent du scrutin. Eh bien c'est ceux-là qu'il faut aller chercher aujourd'hui et demain, et jusqu'au dernier instant ! Leur dire la fierté

qui doit être la leur d'être citoyens français et donc de prendre part, dans la République, à la construction de notre destin commun. C'est le jour du vote que chacun est à égalité l'un avec l'autre. Un vote est un vote. Il n'y a pas d'un côté les puissants, et les humbles. Ce qui compte, ce n'est pas d'être les plus riches au moment du vote, c'est d'être les plus nombreux. Et vous êtes les plus nombreux !

J'appelle aussi au sursaut républicain. Souvent, pour les mêmes raisons – découragement, désœuvrement – il y a tant de nos concitoyens, républicains pourtant, qui se détournent de nos valeurs et vont chercher vers l'extrême-droite un refuge, un repli, une rancœur, une rancune – s'en prenant aux plus faibles au lieu de s'en prendre aux plus forts, allant chercher l'étranger comme cause de nos malheurs. Eh bien nous devons dire à ces Français-là qu'ils doivent avoir de la mémoire et que jamais – je dis bien jamais – dans notre histoire l'extrême-droite n'a été capable de relever la France. Au contraire, elle l'a abaissée, abîmée, amoindrie. Et donc si l'on est français, fier d'être citoyen, si l'on est ouvrier, conscient de son destin, si l'on est jeune avec la volonté farouche de défendre ses libertés, on ne vote pas pour l'extrême-droite : on vote pour la République !

Je suis venu lancer un appel aussi à la méfiance. Il y a ce climat que je décrivais, qui est à la fois notre bonheur. Nous sommes rassemblés, nous avons conscience aujourd'hui d'être portés plutôt par des vents favorables. Et comme le disait Jean-Paul, même dans l'adversité climatique, chaque fois que je m'exprime, le ciel s'éclaircit. Tout cela, ce sont de bons présages ! Mais j'ai appris à me méfier de l'euphorie. Cette douce anesthésie, ce poison sulfureux qui fait qu'en définitive, nous pensons avoir gagné avant même que le premier bulletin n'ait été glissé dans l'urne. Oui, nous avons aussi ce sentiment qu'il y a même des amis – et nous ne les blâmons pas – qui déjà se projettent au lendemain de l'élection comme si nous avions déjà gagné. Nous n'avons rien remporté comme suffrage. Et une victoire électorale se mérite, se conquiert, s'arrache. Et c'est ce que nous allons faire. Ce sera la plus belle des victoires si nous avons convaincu pour elle, si nous avons eu peur de ne pas l'obtenir, si nous avons frêmi d'en être privés. Alors faites en sorte de vous mobiliser jusqu'au dernier moment, jusqu'au dernier instant, de façon à ce que si la victoire est là, vous puissiez en goûter tout le bonheur, toute la joie, toute l'émotion !

Ne baissez pas la garde. Restez vigilants. Soyez ardents. Faites en sorte que nous soyons nombreux, très nombreux dimanche à venir voter pour le changement. Convincez les derniers indécis, ceux qui entre deux bulletins sont encore dans l'incertitude. Jusqu'au bout ! Vous ne pouvez pas les accompagner jusqu'à l'isoloir – à un moment, c'est interdit –, mais rien qu'à l'entrée de la mairie c'est encore possible. Au retour, c'est trop tard. Faites en sorte de créer ce grand mouvement dès le premier tour et vous verrez qu'à ce moment-là, la dynamique sera irrésistible, irrépressible. On attend souvent le second tour pour voir le visage du président qui a été élu par les Français. Vous le verrez, si vous en décidez, ce visage-là, dès le premier tour ! Pourquoi perdre du temps ? Pourquoi quinze jours de plus si tout peut déjà être engagé dès le 22 ? Ne laissez aucun répit à la Droite. Offrez-lui simplement le repos qu'elle mérite !

La Droite ne lâchera rien sans combattre. Elle a de puissants leviers, ne les oubliez jamais. Elle détient l'Etat avec tout ce qu'il peut dispenser de faveurs. Et j'entends le candidat sortant se déplacer de lieu en lieu et promettre, et promettre, et promettre – avec un argent d'ailleurs dont il n'a pas le premier euro, c'est-à-dire le nôtre. Il promet à crédit ! Et tout son programme, c'est pour les prochaines années ce qu'il n'a pas fait depuis cinq ans et dont il n'a pas aujourd'hui assuré le financement. Il détient des leviers puissants : les forces de l'argent, le patronat. J'entendais Madame Parisot dire que Nicolas Sarkozy avait fait « un boulot exceptionnel ». Moi, je préférerais qu'il l'arrête, ce boulot-là. Mais c'est dire s'il sera soutenu jusqu'au dernier instant par ces puissances-là. J'ai cru comprendre qu'il avait même rassemblé le jour de la Concorde pas simplement des militants et des sympathisants, mais de joyeux donateurs qui s'étaient regroupés dans un hôtel pour accorder des fonds particuliers dans l'angoisse de payer davantage d'impôts si nous revenions aux responsabilités. Oui, la Droite jusqu'au bout – et c'est finalement l'honneur de la démocratie – luttera pour garder ce qu'elle considère sa propriété : le pouvoir, l'Etat. Elle considère que la Gauche peut gérer les villes, les départements – encore qu'en Champagne-Ardenne, vous ne montrez pas le bon exemple ! —, peut gérer la Région. Mais « l'Etat, désolé, ce n'est pas pour la Gauche ». Nous ne serions pas légitimes. Ce ne serait pas possible pour celles et ceux qui portent les valeurs du progrès d'accéder à la responsabilité du pays. Certes, une fois, une fois dans l'histoire, cela a pu à un moment se produire. C'était avec François

Mitterrand. Mais une fois seulement. Maintenant, ce serait terminé. Eh bien non ! Nous allons donner, vous allez donner un successeur à François Mitterrand !

Le dernier recours pour la Droite, c'est l'arme de la peur. Ah ! Si seulement les Français, au moment où ils vont faire leur choix pour le premier tour et dans quinze jours pour le second, pouvaient être pris d'une angoisse, d'une inquiétude, d'un trouble. Si l'on pouvait agiter les spectres, les fantômes pour que le peuple se détourne de nous – alors l'in vraisemblable pourrait se produire. La Droite qui aurait échoué pourrait prolonger encore cinq ans sa mauvaise œuvre. Alors on s'en prend à ce qui inquiète les gens modestes. On leur dit : « Mais si la Gauche arrivait au pouvoir, les marchés, les spéculateurs attaqueraient notre propre pays. La Bourse connaîtrait un fléchissement. Les investissements reculeraient. Ce serait la faillite ». On nous dit, d'ailleurs : « Regardez du côté de l'Espagne ou de la Grèce ». Mais qui a été capable d'augmenter de 600 milliards la dette publique ? C'est eux ! Qui a été capable d'accumuler les déficits depuis cinq ans ? C'est eux ! Qui a été capable d'affaiblir la croissance ? C'est eux ! Qui a été capable d'augmenter le chômage jusqu'à 10 % ? C'est eux ! Alors ne nous laissons pas faire et ne laissons pas dire. Toujours dans l'histoire c'est la Gauche qui a été capable de sortir le pays de l'épreuve dans laquelle la Droite l'avait hélas placé. Souvenez-vous du Front populaire en 36 quand la Droite avait échoué. Souvenez-vous du gouvernement de Pierre Mendès France au début des années cinquante. Souvenez-vous de François Mitterrand en 1981 et encore en 1988, et de Lionel Jospin en 1997. C'est toujours la Gauche qui fait l'effort de redressement et de sursaut ! Ne vous laissez pas emporter par la peur. Peur de quoi ? La seule peur, en définitive, que nous pouvons hélas ressentir, le seul risque que notre pays pourrait courir, c'est d'en prendre encore pour cinq ans avec la même politique et le même président. Et on nous dit, je l'entendais hier à la télévision – vous aviez sans doute changé de chaîne, j'étais peut-être le seul téléspectateur, donc c'était déjà le débat du second tour que nous engageons –, et il disait : « Avec moi c'est la France forte » – sous-entendu avec nous, ce serait la France faible. Mais la France faible, c'est celle qu'il va nous laisser, une France d'injustices, une France d'inégalités, une France abîmée, une France également abaissée. Donc nous devons donner à notre pays confiance.

Voilà ce que j'ai exprimé tout au long de cette campagne, avec 60 engagements, avec la transparence sur le financement de ces mesures et avec aussi la précision indispensable sur ce que nous aurions à faire dès les premiers jours de notre victoire jusqu'au dernier jour de notre mandat. Oui, nous, nous sommes devant les Français clairs. Et je ne promettrai rien devant vous que je ne sois capable de tenir. Je me souviens comme Claudine de cette phrase où il vous avait dit, il y a cinq ans, qu'il ne vous trahirait pas, qu'il ne vous décevrait pas. Eh bien moi, je préfère m'en tenir à mes 60 engagements que de promettre que tout serait possible et que rien ne serait tenu !

Une élection présidentielle, c'est à la fois une sanction et une espérance. La sanction, elle doit être prononcée par rapport au candidat sortant. Il avait promis, il n'a pas tenu. Il avait dit que le chômage serait à 5 %, il est à 10 % de la population active. Il avait affirmé que le pouvoir d'achat serait augmenté et quoi qu'il en dise, pour beaucoup de Français, il a été diminué. Il avait dit que l'Etat serait impartial, il a été partisan. Il avait dit que la justice serait indépendante, elle a été soumise. Il avait dit qu'il respecterait les Français, il a souvent méprisé un certain nombre de catégories. Il avait dit qu'il rassemblerait, il a divisé. Alors oui, en démocratie, quand un bilan est aussi lourd, il est légitime de changer le président. Il a fait encore ce matin – décidément, c'est une longue complainte depuis le début de cette campagne –, un acte de repentance. Il a dit : « Si c'était à refaire, je ne commencerais pas comme j'ai fait en 2007 ». Belle lucidité ! Mais cela ne sera pas à refaire, c'est déjà fait. Et donc nous avons à prononcer cette sanction, mais elle ne suffit pas. Je ne peux pas être simplement le candidat d'un rejet. Les Français attendent davantage que simplement de chasser le président sortant. C'est la condition, c'est le passage obligé, mais les Français méritent mieux et nous aussi. Nous portons un grand idéal. Nous devons enlever une belle espérance. Nous devons affirmer un certain nombre de choix. Nous devons répondre à grand nombre d'inquiétudes. Nous devons faire avancer le progrès, l'égalité, la justice. Bref, nous sommes, je suis le candidat de l'espoir dans cette élection !

Dimanche, la France a rendez-vous avec l'espoir. L'espoir, c'est la jeunesse ! Et j'ai voulu placer ma campagne sur la grande priorité de la jeunesse. Et la jeunesse, c'est l'école de la République. Et elle devra être renforcée ! Elle devra être défendue ! Elle devra être accompagnée. Et je créerai le plus tôt possible les postes qui sont attendus dans l'école primaire, dans les collèges, dans les lycées. Nous rétablirons les RASED qui ont été – hélas ! – rayés de la carte. Nous accèderons à la réussite pour les

jeunes, ceux-là mêmes qui sortent de l'école sans aucune qualification, sans aucun diplôme. Aucun jeune de 16 à 18 ans ne sera laissé de côté. Il sera soit en formation, soit en emploi, soit en service civique. Mais jamais nous n'accepterons qu'un jeune de 16 ans soit déjà condamné parce qu'il aura échoué ou parce qu'on l'aura fait échouer à travers l'école. L'espoir, c'est la jeunesse ! Nous créerons 150 000 emplois d'avenir, les emplois jeunes, là où ils sont attendus et dans les quartiers les plus fragiles. Je créerai le contrat de génération, ce contrat qui permettra à un employeur qui garde un sénior le temps qu'il puisse partir à la retraite et qui embauche un jeune avec un contrat à durée indéterminée de ne plus payer de charges sociales.

L'espoir, c'est l'emploi. C'est pourquoi je m'exprime ici, dans cette grande région, dans ce département industriel. Parce que nous avons besoin d'entreprises qui soient accompagnées. Nous changerons la fiscalité des entreprises, les plus grosses payeront davantage d'impôt sur les sociétés, les plus petites payeront moins. Chaque fois qu'une entreprise investira ses bénéfices, elle payera moins d'impôt. Et chaque fois qu'elle les distribuera à ses actionnaires, elle en payera davantage. Nous créerons une banque publique d'investissement pour soutenir, accompagner le développement des entreprises. Nous mobiliserons l'épargne, l'épargne des Français, pour la mettre au service non pas de la spéculation, non pas des gains immédiats, non pas de la recherche du profit. Non, nous mettrons l'épargne des Français au service des entreprises, de l'investissement, de l'embauche, de l'exportation, bref de l'avenir. Nous ferons un effort pour l'innovation, pour la recherche, pour une grande politique industrielle. Voilà l'enjeu ! L'emploi, l'emploi de tous !

L'enjeu aussi, l'espoir, c'est la justice. La justice fiscale — et ce sera la première réforme que je ferai voter au Parlement, celle qui mettra le même régime d'imposition aux revenus du capital par rapport aux revenus du travail, celle qui plafonnera les niches fiscales, celle qui rétablira l'impôt sur la fortune.

La justice, c'est la justice sociale, et notamment permettre à ceux qui ont travaillé tôt et qui ont cotisé 41 années de pouvoir accéder enfin à la retraite à 60 ans. La justice, c'est de pouvoir accéder aux soins. Et nous referons de l'hôpital public un service public et non pas une entreprise. La justice aussi, c'est de permettre aux personnes dépendantes, handicapées, de pouvoir avoir la dignité qui tient d'abord à la manière de les accueillir, de les soigner, de les accompagner. Et nous ferons la réforme de la dépendance pour les plus âgés, parce que nous ne pouvons pas laisser les familles être une nouvelle fois exposées à ce risque. Nous créerons une cinquième branche de la Sécurité sociale pour les personnes dépendantes et très âgées.

L'espoir, c'est la République. La République, c'est l'exemplarité. Et le président devra être de ce point de vue le premier à montrer que les temps ont changé. Il n'aura plus de statut pénal pour le protéger. Sa rémunération sera abaissée de 30 % ainsi que celle de ses ministres. Il respectera les équilibres de pouvoirs. Il sera le chef de l'Etat — je dirais, « je » serai le chef de l'Etat. Mais je ne serai pas le chef de tout. Le chef de la majorité sera le Premier ministre. Il y aura un chef du Parti socialiste. Ce ne sera plus moi, j'ai fait cela pendant onze ans, je n'ai pas envie d'y revenir ! Le gouvernement sera composé à la parité : autant de femmes que d'hommes. Il n'y aura plus de cumul de mandats ni au gouvernement ni au Parlement. L'Etat sera impartial. Les nominations auxquelles nous procéderons seront fonction de la compétence, de la loyauté non pas à l'égard du chef de l'Etat mais à l'égard de l'Etat lui-même.

Et puis, je veillerai au respect des valeurs de la République. Je réconcilierai les Français. Je les rassemblerai autour d'une belle cause, je vous l'ai dit : l'avenir de la génération qui arrive. Et je ferai en sorte que la laïcité ne soit pas un objet de conflit dans la République, mais un sujet de réunion, de rassemblement, de réconciliation.

L'espoir aussi, c'est de réussir la transition énergétique, écologique, d'être capables de diversifier nos sources d'approvisionnement énergétique, de réduire nos dépendances à l'égard du nucléaire, à l'égard du pétrole, de faire des économies d'énergie. Cela entraînera aussi des créations d'emplois, de nouvelles industries, de nouvelles activités — là encore avec le devoir de transmettre à la génération qui arrive une planète en meilleur état, une France plus économe de ses ressources naturelles, un pays plus beau. Parce que nous avons ce devoir, toujours, de transmettre aux générations qui viennent.

L'espoir aussi, dans cette élection, c'est l'Europe. Je suis européen. Ici, il y a des amis belges. Et j'ai rencontré tellement d'Européens qui attendent, qui espèrent notre victoire à l'élection présidentielle. Pour la première fois depuis très longtemps, une élection en France va être une élection européenne. Du choix que vous allez faire, du président que vous allez désigner le 6 mai va dépendre aussi l'orientation de l'Europe. Je ne veux plus d'une Europe libérale. Je ne veux plus d'une Europe qui ne serait qu'un marché. Je ne veux pas d'une Europe qui ne serait que de l'austérité imposée aux peuples. Je ne veux pas d'une Europe qui mette à genoux certains Etats. Je veux une Europe de la solidarité, de la croissance. C'est la raison pour laquelle je renégocierai le traité budgétaire européen pour lui ajouter la dimension d'activité, d'emploi, de projets industriels, de grandes infrastructures, qui permettra à l'Europe d'être plus forte et au pays de pouvoir sortir de cette logique folle de l'austérité sans lendemain.

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire. L'élection qui arrive dimanche est décisive pour la Gauche. Cela fait combien de temps que vous n'avez pas vécu une soirée électorale présidentielle avec une victoire ? Depuis 1988 – 24 ans ! François Mitterrand lui-même avait attendu 24 ans pour devenir premier président socialiste de la Ve République. Le temps est venu pour la Gauche de prendre ses responsabilités. C'est mon devoir, c'est ma mission, vous me l'avez conférée avec les primaires citoyennes. Je n'ai pas dévié. Je ne me suis pas détourné de cet objectif. J'ai mené autant qu'il a été possible cette campagne avec cette seule perspective : la victoire. Vous donner cette fierté, à vous peuple de gauche, d'être enfin, de nouveau associé à la responsabilité du pays. Je l'ai fait au nom du parti qui est le mien — je suis socialiste. Je l'ai fait avec l'idée d'un rassemblement plus large — celui de la Gauche. Et je l'ai fait aussi comme républicain conscient que dans l'épreuve qui est celle que traverse notre pays, je devais faire davantage encore, je devais porter un langage et un propos qui permettent même à ceux qui n'étaient pas de gauche de pouvoir voter pour nous au premier tour et a fortiori au second tour.

Je vois venir d'ailleurs avec surprise des personnes qui jusque-là avaient pu travailler avec d'autres, et même qui parfois venaient des nôtres. Heureusement, certains sont restés de l'autre côté ! Mais ne les blâmez pas — je ne parle pas de ceux qui sont restés de l'autre côté, je parle de ceux qui nous rejoignent ! Je pense aussi à ceux qui n'ont pas été de gauche, jamais de leur vie, et qui cette fois-ci sont prêts à voter pour nous. Ne vous en inquiétez pas ! Parce que s'il n'y avait que des électeurs de gauche de 2007 qui votaient pour nous cette fois-ci, nous ne pourrions pas gagner. Il faudra bien qu'il y ait des électeurs qui aient pu voter Nicolas Sarkozy la dernière fois, qui viennent voter pour nous cette fois-ci. Et si nous les repoussions... d'ailleurs, comment les reconnaître ? C'est un problème ! Et d'ailleurs, pour beaucoup d'entre eux, ils ne s'en souviennent plus. Ils ne s'en rappellent plus. Et ceux qui ont le souvenir cruel d'avoir fait ce choix en 2007, il doit bien en avoir — non pas parmi vous, je vous connais tous — mais dans ce département qui a été en définitive trompé par les promesses du candidat de l'époque, eh bien chaque jour, chaque nuit, je le sais, ils se flagellaient en se disant : « Jamais plus nous ne le ferons ! ». Le moment est venu. Ils ne le feront plus ! Et nous, nous avons à leur donner confiance et à leur dire : « Vous avez maintenant fait le choix qui correspondait à l'intérêt de vote pays. Vous avez fait l'expérience de cinq ans, de dix ans de Droite. Alors maintenant, c'est au tour de la Gauche de diriger le pays ! ».

Nous y sommes, à 48 heures. Il est bientôt minuit, vous n'avez pas vu le temps passer... La nuit ne tombe plus, elle attend notre venue et votre vote.

C'est une grande responsabilité que nous allons prendre, dimanche prochain. La responsabilité de changer. Un personne dans la foule me dit : « Cela ne sera pas facile après la victoire ». Eh non, ce ne sera pas facile ! Je sais ce qui nous attend. Il nous faudra redresser les comptes publics. Il nous faudra réduire la dette. Il nous faudra redonner de la croissance, chercher de l'emploi, mettre de la justice, faire en sorte que les impatiences ne nous saisissent pas immédiatement à la gorge. Il faudra créer un élan, et tous les concours seront les bienvenus. Nous aurons besoin de toutes les forces vives, de l'Etat bien sûr, mais aussi des collectivités locales — saluons nos élus ! Parce que j'aurai besoin de toutes les régions de France — elles sont à gauche, cela tombe bien ! J'aurai besoin des îles de France, des départements de France, au-delà des sensibilités politiques. Je crois à la démocratie locale. Je crois aux corps intermédiaires. Je ne me méfie pas de ceux qui représentent la Nation, même s'ils ne sont pas de ma sensibilité politique.

Nous avons besoin aussi de partenaires sociaux, les entreprises, les employeurs, mais également les syndicats. Et je renforcerai la responsabilité des syndicats dans la négociation collective et leur présence auprès des salariés dans toutes les entreprises. Je veillerai aussi à leur reconnaître un nouveau droit dans les grandes entreprises, celui de participer aux conseils d'administration de toutes les firmes, de toutes les sociétés, pour avoir l'information et pour également donner la voix des salariés à ceux qui dirigent ces entreprises.

Nous avons besoin de l'engagement de tous ceux qui se dévouent dans la vie associative, des organisations non-gouvernementales, de tous ces militants anonymes dont vous êtes souvent l'exemple. Oui, nous avons besoin de toutes les forces de la France !

Et nous avons besoin de la jeunesse de France, qui attend, qui espère, qui exige. Et elle a raison ! Elle veut du travail, elle veut de la formation, elle veut de la qualification. Elle veut aussi son autonomie, son indépendance pour accéder au logement, pour accéder à la santé, pour accéder à la dignité. Et un grand peuple se doit de donner à sa jeunesse l'avenir qu'elle attend, quelle espère, qu'elle exige. Nous sommes le pays d'Europe le plus jeune. Nous avons la vitalité démographique que beaucoup nous envient. Nous avons cette force qui est d'avoir une jeunesse nombreuse, hélas reléguée souvent, abandonnée, réduite au chômage, à la précarité. Eh bien, je veux dire à cette jeunesse que je demanderai, si je suis le prochain président de la République, au terme de mon mandat, d'être jugé sur ce que j'aurai fait pour améliorer le sort de cette génération !

Mesdames, Messieurs, chers amis, à chaque moment de notre histoire, il y a une mission, un devoir, une responsabilité qui est confiée à une génération. En 1981, et beaucoup s'en souviennent, la Gauche a pris la responsabilité du pays. C'est notre tour. C'est maintenant que nous avons aussi à agir au nom de la Nation. Il y a des moments où la Gauche rencontre la France. Ce moment est venu. Nous devons reprendre la marche de l'histoire, les avancées du progrès, la conduite de ce qu'est, finalement, la République. A chaque fois, à chaque moment, à chaque épreuve, il s'est trouvé des hommes et des femmes pour le faire. C'est maintenant à nous, à vous de prendre votre décision !

Nous sommes dans un récit collectif. Je veux que plus tard, bien plus tard, dans les mémoires, on se souvienne qu'en 2012 il y a eu un choix historique : la France a de nouveau permis à la Gauche de diriger le pays. Je veux que cette date de 2012 soit aussi forte que celles de 1981, de 1936, que ce soit là encore une fierté et pour la Gauche, et pour la France. Vous êtes dans ce moment-là, décisif, je l'ai dit, pour la Gauche, mais bien davantage pour la France et pour l'Europe. Nous devons reprendre le cours de l'histoire comme d'autres l'avaient fait avant nous, comme d'autres le feront après nous.

Nous sommes à la veille de ce dimanche 22 avril. Je l'ai attendu pendant si longtemps ! J'avais annoncé ma candidature il y a un an. J'avais été investi dans les primaires citoyennes le 16 octobre. J'ai fait le discours du Bourget le 22 janvier. Et là, je suis au terme de la campagne de premier tour devant vous. Je savais que dans ces instants, les derniers seraient les plus décisifs, que tout ce travail que j'avais engagé avec vous était considérable, mais pas encore suffisant, et qu'il y aurait encore à faire dans les derniers moments de la campagne, et encore à faire après le premier tour pendant deux semaines où le combat sera âpre et la bataille difficile. Alors, je vous demande maintenant de me permettre d'avoir la capacité de gagner l'élection présidentielle !

Et je vais vous poser des questions simples pour que vous y répondiez directement, et au-delà de cette place, dans toute la France qui nous regarde. Voulez-vous l'alternance ? (Oui !) Alors c'est maintenant ! Voulez-vous le changement ? (Oui !) Alors c'est tout de suite ! Voulez-vous la victoire ? (Oui !) Alors c'est le 22 avril !

Souvent il m'est demandé, à travers les réunions que je fais, d'aller jusqu'au bout. J'ai réfléchi à cette interpellation. C'est quand, le bout ? Est-ce que c'est le premier tour ? J'y suis, et ça ne suffira pas ! Est-ce que le bout, c'est la victoire au second tour ? Mais ce n'est pas sûr, car après nous aurons les élections législatives que nous devons gagner ! Et ce ne sera pas pour autant terminé, parce que nous devons réussir. Voilà, ce n'est jamais terminé. Notre combat n'est jamais achevé. Il se répète, il se reproduit. C'est notre destin de toujours lutter pour ne jamais considérer que rien n'est définitivement acquis. Nous sommes un maillon de la chaîne, une longue chaîne dont nous avons hérité et que nous donnerons à d'autres, comme le passage de témoin d'une génération à une autre. Voilà notre destin :

aller jusqu'au bout, jusqu'au bout de notre idéal, jusqu'au bout de nos valeurs, jusqu'au bout de notre rêve. Le rêve français, celui qui nous élève, qui nous porte, qui nous permet de croire en l'avenir, qui nous donne la fierté de transmettre à nos enfants ce que nous avons reçu de nos propres parents. Ce rêve français qui est né avec la Révolution française, qui s'est affirmé dans la République, qui s'est bâti avec les grandes conquêtes sociales et qui se poursuit aujourd'hui avec nous.

Et puisque je suis ici à Charleville-Mézières, la patrie de Rimbaud qui lui-même évoquait le rêve, je terminerai avec lui. Dans un de ses poèmes, il écrivait : « Nous faisons quelques fois ce grand rêve émouvant de vivre simplement, dignement, ardemment, dignement, écoutant le devoir comme un clairon qui sonne. Et l'on se sentirait heureux. Et personne ne nous ferait ployer. Nous serions libres. » Voilà le beau rêve qu'avec Rimbaud, avec vous, nous devons poursuivre. Etre libres, être fiers, être dignes et être capables de servir la République et la France !

Merci à tous !

50-Lorient- Discours-23 avril 2012

Mesdames, Messieurs, chers amis, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, je ne me suis pas posé de question : je savais que je devais venir en Bretagne. J'avais tant de raisons d'être

parmi vous ce lundi ! La première, c'est le résultat que m'a donné la Bretagne. Et si je suis sorti en tête du scrutin du premier tour, c'est bien parce que les Bretons l'ont décidé ainsi. Et donc, je voulais vous exprimer ma gratitude. Vous allez me dire, il y a d'autres régions qui l'ont fait. Je les visiterai. Et j'irai même voir les régions qui ne m'ont pas donné encore le plein de leur suffrage. (Huées !) Mais ne les accusez pas, j'aurais besoin de tout le monde – enfin, de toute la France.

Mais je voulais être ici à Lorient, parce que je suis venu tant d'années à Lorient pour préparer le socialisme du XXI^e siècle. J'ai bien fait de m'entraîner, j'y suis ! Avec Jean-Yves, avec Norbert, chaque fois j'ai fait en sorte de rassembler la Gauche bretonne – oh, ce n'était pas la plus turbulente. Et j'ai aussi une dette à l'égard de la Bretagne : c'est à Brest que j'avais été élu premier Secrétaire du Parti socialiste. C'était en 1997. Cela paraît très loin. Mais dans une vie politique, tout à un sens. Ce sont les premières étapes qui parfois conduisent à la destinée que l'on s'est donnée à un moment parce qu'une responsabilité a été confiée. Et c'est parce que les Socialistes un jour m'ont choisi – et Lionel Jospin y avait contribué – comme Premier secrétaire du Parti socialiste que, des années plus tard, je peux être aujourd'hui en situation d'être le prochain président socialiste de la République.

Je voulais aussi dire combien la France attend de la Bretagne. Bretagne, grande région agricole, industrielle, économique, qui avec son littoral est une grande région maritime. Je me souviens qu'en 1981, François Mitterrand élu président de la République avait composé son gouvernement et avait nommé Louis Le Penec comme ministre de la Mer. Si les électeurs en décident, bientôt – le 6 mai c'est tout de suite, vous avez commencé à faire votre choix (Oui !) –, eh bien si les Français décident de me confier la responsabilité de la France, il y aura de nouveau dans le gouvernement de la République un ministre de la Mer.

La Bretagne a aussi, d'une certaine façon, inventé la décentralisation. Ici pendant des années – les plus jeunes ne peuvent pas s'en souvenir –, dans les années 60-70, des hommes et des femmes qui n'étaient d'ailleurs pas tous de gauche réfléchissaient à ce que pouvait être l'avenir des territoires. Ils avaient formé des comités, des bureaux. Et ils avaient convaincu, et notamment les Socialistes, d'engager l'étape de la décentralisation. Ce fut fait en 1981. Mitterrand, Mauroy, Defferre ont laissé leur nom pour ces grandes lois de la République. La décentralisation – et ici je salue les élus, présidents de département, président de région, Jean-Yves, maires de grandes villes, de villes moyennes –, tous ces élus, Claudy Lebreton pourrait en témoigner, ont fait vivre nos territoires, ont considérablement changé la vie quotidienne de nos concitoyens. Et en même temps, moi-même, élu local, président d'un conseil général qui ai été également maire et qui veux rendre tous mes mandats le 6 mai pour servir la France, je mesure que notre décentralisation a besoin d'une étape supplémentaire. A la fois des transferts de compétences, qui devront être confiées aux assemblées régionales, départementales, locales, une clarification des interventions de chaque niveau, une réforme profonde du financement des territoires et puis des défis nouveaux que nous devons porter ensemble : la réforme de la dépendance, essentielle pour assurer la fin de vie de beaucoup de nos concitoyens ; la petite enfance, parce que c'est la condition de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale – oui, nous le ferons ensemble, le service public de la petite enfance ; l'action économique ; le soutien aux entreprises ; les interventions y compris au capital d'un certain nombre d'entreprises intermédiaires qui ont besoin de l'apport des collectivités locales et de la future banque publique d'investissement. Oui, nous aurons à agir ensemble pour les infrastructures, et pour l'écologie, pour la transition énergétique. Nous aurons besoin d'un Etat qui travaillera avec les collectivités locales. Et c'est la raison pour laquelle j'annonce ici qu'au lendemain du 6 mai, j'engagerai un nouvel acte de décentralisation.

Enfin, je suis en Bretagne, en Bretagne fière de sa langue, fière de sa culture, fière de son histoire, qui attend depuis des années que l'Etat enfin ratifie la charte des langues minoritaires et régionales. Eh bien nous le ferons ensemble ! Et nous ferons en sorte que la langue française ne soit en aucune façon menacée, mais que la langue bretonne puisse être enseignée, parlée, diffusée, comme les langues minoritaires. Voilà le message que je voulais vous adresser ici, amis bretons.

Mais d'abord, je reviens à ce qui s'est passé hier, premier tour de l'élection présidentielle. Nous avons franchi une étape majeure vers le changement. La première, celle qui ouvre. La seconde permettra la victoire et la transformation de notre pays. Je suis arrivé en tête du scrutin. C'était l'objectif. Nous avons même été prudents. J'avais dit « le meilleur score possible » — et je n'étais pas sûr d'être le

premier. Eh bien nous y sommes parvenus ! Nous avons même fait le meilleur résultat pour un candidat socialiste depuis François Mitterrand en 1988, président sortant. Nous avons fait mieux, même, je le disais à l'instant à Quimper – et sans vouloir le froisser, lui qui nous regarde, François Mitterrand –, nous avons même fait mieux que lui en 1981. Il avait fait 26, nous faisons 28,6. Il était second, nous sommes premiers. Et qu'est-ce qui s'est produit ? Il a gagné l'élection présidentielle. Alors qu'est-ce qui va se produire maintenant ? Nous allons gagner l'élection présidentielle ! Oh, je suis prudent. Rien n'est encore décidé. Les Français n'ont pas voté. Enfin, je sens un mouvement. Je sens une confiance qui se lève. Je sens une volonté de changement. Et puis je regarde les autres – c'est toujours intéressant de se comparer. Le candidat sortant est arrivé second. C'est la première fois – première fois ! (Hou !) Oui ! Il ne mérite pas vos compliments –, c'est la première fois dans l'histoire de la Cinquième République qu'un président sortant arrive second. A droite, ils ont toujours réponse à tout. J'en entendais un, de ces conseillers qui fut autrefois ministre de l'Intérieur – pas le meilleur, mais enfin il y en a aussi eu de plus mauvais – et qui disait : « Il valait mieux ne pas arriver premiers ». A ce compte-là, ils auraient pu arriver troisièmes !

Mais, au-delà d'ailleurs de cet ordre d'arrivée, le candidat sortant fait cinq points de moins qu'en 2007. Et donc il est dans cette situation paradoxale où il vient de vivre un échec qui finalement est celui de son quinquennat, un désaveu de ce qu'il a pendant cinq ans présenté comme autant de titres de gloire et qui se sont révélés autant de désillusions – mais le voilà qui présente ce piètre résultat comme un tremplin, comme un ressort. C'est d'ailleurs tout ce qu'il a fait depuis cinq ans : une somme d'échecs qu'il essaie de faire passer comme une agrégation de réussites. Et comme certains mauvais élèves qui ne sont pas satisfaits de la note qui leur a été attribuée, demande maintenant des oraux de rattrapage à ceux qui ont fait mieux que lui ! Avant le premier tour, il me proposait deux débats. Après le premier tour, voilà qu'il en veut trois. Et après le second tour, combien en voudra-t-il ?

Je veux mettre d'ailleurs un terme à cette polémique nouvelle : il n'y aura qu'un seul débat, un grand débat, un vrai débat, un long débat, comme il y en a toujours eu depuis l'élection présidentielle. Et d'ailleurs, en 2007, avait-il proposé, Nicolas Sarkozy, trois débats à Ségolène Royal ? Pas du tout, il n'y en a eu qu'un seul ! Que s'était-il passé en 2002, hélas, avec le fait que Le Pen ait surgi ? Il n'y avait même pas eu de débat face à Jacques Chirac. En 1995 un débat, en 1988 un débat, en 1981 un débat – et on s'en souvient, parce que ce fut pour François Mitterrand l'occasion de remettre en cause, déjà, le bilan d'un candidat sortant.

Eh bien oui, il y aura donc un grand rendez-vous. Et d'ici là, j'ai le devoir de rassembler. Rassembler d'abord la Gauche qui s'est dès dimanche soir placée clairement derrière ma candidature. Je veux remercier Jean-Luc Mélenchon, qui a fait un bon résultat, saluer Eva Joly et les écologistes qui ont permis, là aussi sans bargouiner, sans négocier, le soutien à ma candidature. Et puis d'autres qui nous rejoignent. Tant mieux ! Je dois être le candidat du rassemblement le plus large. Je suis socialiste, je suis de gauche, et en même temps je dois comprendre tous les messages qui ont été adressés par le peuple français au premier tour, les colères, les frustrations, les doutes. Je suis comme vous, je suis conscient aussi qu'il y a eu parmi nos concitoyens la tentation d'aller vers l'extrême-droite, parce qu'ils ne savent plus aujourd'hui comment traduire leur déception, leur désillusion. Ils avaient été séduits il y a cinq ans par le candidat qui se présentait à eux, qui leur avait tant promis. Et les voilà aujourd'hui désesparés. J'en connais qui, agriculteurs, s'interrogent même sur la pérennité de leur exploitation, et de peur de l'avenir se réfugient dans le repli. J'en connais d'autres, ouvriers, qui ne savent pas ce que sera l'avenir tant leur entreprise paraît fragile, les délocalisations hélas trop nombreuses, et puis cette mondialisation, cette Europe trop ouverte, trop offerte, qui vient les frapper dans leurs conditions de vie. Je n'excuse rien, mais je cherche à comprendre. Je ne séduis pas ces électeurs par je ne sais quelle surenchère. Je laisse ça à d'autres ! Moi, je ne ferai pas de l'étranger, de l'immigré, la question qui nous séparera dans cette élection présidentielle !

Je ne dirai pas aux travailleurs qu'ils doivent d'abord s'en prendre aux chômeurs, je ne dirai pas que les chômeurs sont des assistés ! Je ferai attention aussi à ne pas séparer les habitants des banlieues de ceux qui vivent en zone rurale. Parce que je veux être le président, demain, de tous les Français !

Le responsable de la montée de l'extrême-droite, c'est celui qui a utilisé parfois les mots de l'extrême-droite pour essayer de contrecarrer sa progression. Le responsable de la montée de l'extrême-droite, c'est celui qui depuis cinq ans a fracturé un certain nombre de droits fondamentaux. Le responsable de

la montée de l'extrême-droite, c'est celui qui a laissé le chômage atteindre 10 % de la population active, qui a laissé l'industrie française dans l'état que l'on sait — 400 000 emplois industriels qui ont été perdus. C'est celui qui a laissé faire une politique européenne de libre-échange, de libre circulation. C'est celui qui n'a pas dominé la finance, et qui viendrait se plaindre aujourd'hui des désordres qu'il a lui-même mis en œuvre, et qui se veut candidat du peuple alors qu'il n'a protégé que les privilégiés, les puissants et les forces de l'argent !

Non, si nous voulons surmonter l'épreuve — elle est là, devant nous, le redressement de notre pays, le redressement de notre industrie, le développement de notre agriculture —, si nous voulons donner une perspective à chacune et à chacun, notamment à celles et ceux qui souffrent de la situation d'aujourd'hui, il nous faut d'abord nous appuyer sur nos atouts, sur nos forces, sur nos énergies, sur ce qui nous rend fiers, c'est-à-dire ce qui nous permet d'être capables de donner le meilleur de nous-mêmes. La France ne se redressera pas en se repliant, en se fracturant, en se divisant. La France mérite mieux. La France mérite d'être fière de ce que notre histoire nous a donné et de ce que notre avenir nous prépare !

J'entendais le candidat sortant annoncer pour le 1er mai qu'il allait organiser une fête du « vrai travail ». Cela voudrait dire qu'il y aurait un faux travail en France ? Qu'il y aurait, finalement, une opposition à organiser ce jour-là, le 1er mai, entre les travailleurs eux-mêmes ou entre les travailleurs et les chômeurs, ou entre les travailleurs et les assistés ? Non ! Si la fête du travail a été instituée au XIXe siècle, c'est parce qu'il y a eu des hommes et des femmes qui voulaient se réunir, se rassembler, se mettre ensemble pour la dignité du travail, pour la valeur du travail, pour le travail pour tous, pour la reconnaissance du travail, pour la rémunération du travail. Et cette grande idée, qui est d'ailleurs venue des Etats-Unis d'Amérique, cette grande idée du travail a fédéré, a réuni, a permis à des syndicats de se constituer, puis ensuite à des salariés de s'organiser et de venir tous les 1er mai à la fois demander que l'on respecte leur travail, et en même temps qu'on les rémunère et qu'on lutte contre le chômage. Parce que ce doit être cela, la priorité première de l'action publique ! Le 1er mai, c'est la fête du travail pour les syndicats. Et moi je respecte les syndicats, leur indépendance, leur responsabilité, leur rôle dans la société française !

Rassembler, vous disais-je, c'est mon devoir. Rassembler la Gauche, rassembler les Français, rassembler les hommes et les femmes qui veulent le changement. Je veux dire aussi à celles et ceux qui n'ont pas voté au premier tour pour ma candidature et qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens à donner à leur vote le 6 mai, que ma première exigence sera l'exemplarité de l'Etat. C'est-à-dire le respect que doit avoir le président de la République à l'égard de tous les pouvoirs, de ce qu'on appelle les corps intermédiaires, c'est-à-dire les élus de nos territoires, les syndicats, les organisations professionnelles, les associations, les militants engagés. Oui, être à l'écoute, considérer chacune et chacun pour ce qu'il peut apporter, donner du sens à l'action publique et en même temps, à chaque fois, être conscient que l'exemple doit venir d'en haut et qu'il ne peut pas y avoir une demande d'effort supplémentaire, de sacrifice pour le redressement du pays, sans qu'au tout premier chef, celui qui est président montre la voie à suivre et l'exemple lui-même de cet effort, de ce respect, de cette retenue, de cette réserve, de cette modestie.

Impartialité aussi de l'Etat. Moi, je ne placerai pas mes amis — je ne veux pas ici les décevoir... — dans toutes les fonctions publiques et même à la télévision, et encore moins dans certaines industries. Le suffrage universel n'autorise pas tout ! Autant il est normal de constituer un gouvernement avec ceux qui vous ont soutenu dans l'élection présidentielle au premier tour, au second tour — je n'irai pas chercher plus loin, nous avons tout ce qu'il faut chez nous ! Nous n'irons pas capter tel ou tel, ni même récupérer les autres, on les laissera ! Mais en même temps, autant un gouvernement doit être respectueux de ce qu'a été la majorité présidentielle ou de ce que sera demain la majorité parlementaire, pour les responsables de l'Etat — préfets, ambassadeurs, directeurs d'administration centrale — autant il n'y a nul besoin d'aller mettre des amis, des proches ou des soumis ! Il y a suffisamment de compétences dans l'administration sans qu'on ait besoin d'aller faire ce lien-là, qui devient un lien de soumission et de subordination. Il n'y aura de loyauté à exercer que vis-à-vis de l'Etat, et non du chef de l'Etat.

De la même manière, l'indépendance de la Justice sera pleinement garantie. Les magistrats du Parquet seront soumis aux mêmes règles de nomination que les magistrats du Siègne. Il n'y aura plus

d'intervention du ministre de la Justice, voire même du président de la République — quand ce n'est pas le ministre de l'Intérieur lui-même — sur les magistrats.

Les journalistes n'auront rien à craindre pour la protection de leurs sources, et nous n'aurons pas besoin de nommer les présidents des chaînes publiques de télévision. Des instances seront constituées pour cela, et ceux qui seront membres de ces instances seront désignés par l'Assemblée nationale et par le Sénat à une majorité des deux tiers, ce qui fera que l'opposition sera associée à ces décisions.

Moralisation également de la vie politique. Tout élu, même s'il est de notre sensibilité politique, qui sera condamné pour fait de corruption ne pourra plus se présenter devant les électeurs avant dix ans. Nous n'avons pas besoin de donner cette image de l'impunité !

Le chef de l'Etat n'aura plus de statut spécial le protégeant. Il n'y aura plus de justice de la République pour les ministres. Le droit commun s'imposera comme pour tout citoyen. Voilà ce que nous devons démontrer !

Et puis, nous montrerons aussi un changement : le gouvernement sera constitué à la parité, autant de femmes que d'hommes. Il n'y aura plus de cumul de mandats. La proportionnelle sera introduite à l'Assemblée nationale pour une part de députés. Je dis cela non pas simplement pour vous convaincre, vous l'êtes déjà, mais pour dire à ces électrices, à ces électeurs qui n'ont pas choisi au premier tour de soutenir notre candidature qu'ils peuvent le faire. Parce que le changement ne sera pas simplement sur la politique économie et sociale — ce sera nécessaire —, sur les services publics, sur le redressement de l'école. Non, le changement sera aussi dans la conception de l'Etat, dans la vie de nos institutions, dans la répartition des pouvoirs et dans l'exercice même de la fonction présidentielle. Chacun pourra faire la différence entre ce qui s'est, hélas, fait ou défait depuis cinq ans, et ce que nous proposons maintenant pour le pays.

J'avais dit : je veux être un candidat normal. Certains avaient souri. Je dis si, je veux être un président normal. Ça nous changera !

Mes chers amis, vous êtes là ? Ca tombe bien, je vous attendais. Je vous attendais depuis si longtemps, des années, des années que l'on voulait le changement, des années qu'on luttait, qu'on combattait, qu'on espérait ! Et voilà : le changement, il est là, il arrive ! Vous êtes là nombreux, très nombreux. Vous êtes là et au-delà de vous, les Français sont déjà rassemblés pour ce grand moment, qui sera celui où ils choisiront leur destin. Dans une semaine, jour pour jour, heure pour heure, nos concitoyens seront en train de décider, de voter, de savoir s'ils veulent continuer – je ne le crois pas – ou s'ils veulent changer.

Dimanche dernier, ils nous ont déjà adressé un premier message, celui de leur encouragement, de leur confiance. Ils m'ont placé en tête du scrutin au premier tour. Placé en tête avec un résultat qu'aucun candidat socialiste n'avait jusqu'à présent obtenu ! Je me méfie des comparaisons et j'ai le sens aussi des références, mais en 2012, nous avons fait mieux que François Mitterrand en 1981 au premier tour. Mais lui, François Mitterrand, il a été capable de gagner l'élection présidentielle. Voilà ce que nous avons à faire ensemble !

Rien n'est sûr, nous ne devons pas céder à l'euphorie des ambiances, nous devons chercher la victoire, en être dignes, en être fiers! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Nous avons aussi, ou plus exactement les Français en ont décidé ainsi, mis le candidat sortant derrière nous. Là aussi, c'est la première fois, sous la Ve République, qu'un président sortant – si je puis dire – ne sort pas en tête au premier tour et va sans doute sortir au second tour. Oui, un mouvement s'est levé, il est serein comme vous l'êtes aujourd'hui, il est puissant, il est large, il est déterminé, il est confiant, il sait que ce mouvement-là peut être victorieux. Et en même temps, rien n'est gagné, rien n'est conquis, rien n'est acquis. Et je veux ici, au-delà de la clameur, de l'enthousiasme, des encouragements, vous appeler une fois encore à la responsabilité. Ne cédon pas à la facilité des pronostics, à la douceur suave des sondages. Mais en même temps, nous les lisons comme les autres les lisent. Et s'ils ne sont pas accablés, nous, nous ne devons pas être réjouis. Parce que rien n'est sûr. Nous ne devons pas non plus céder à l'euphorie des ambiances, non ! Nous devons aller chercher la victoire, la mériter, en être dignes, en être fiers ! Nous avons encore tant et tant à faire durant cette semaine qui nous sépare du 6 mai.

Le scrutin de dimanche dernier révèle aussi de multiples colères, des frustrations profondes, des exigences contradictoires et tant de défiances à l'égard de la politique. J'en suis le premier conscient ! Et c'est la raison pour laquelle, aujourd'hui encore, je veux lever les doutes, mobiliser les énergies, donner du sens à ce que nous faisons ensemble ! Je ne suis pas simplement le candidat d'un rejet – il est là – mais je veux aussi être l'affirmation d'un espoir, d'un projet, d'une volonté ! Nous avons ensemble à tourner une page, celle déjà trop longue d'un quinquennat d'échecs ! Mais nous avons surtout à écrire ensemble une nouvelle page, à continuer la grande, la belle histoire de France dont nous sommes ici, pas simplement ici, les porteurs, les messagers.

Nous avons aussi à gagner la confiance. C'est le mot le plus beau dans la République, cette relation qui s'établit entre un peuple qui choisit et celui ou celle qui en est le dépositaire. Oui, avoir cette confiance qui permet d'agir, cette confiance qui ne coûte rien, mais qui peut tellement donner au pays qui en a livré la puissance.

La France ne s'est pas accomplie sur la peur de l'autre! [#FH2012](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Oui, nous avons aussi à construire une espérance, le redressement, la justice, l'espérance de la jeunesse pour laquelle je me bats dans cette campagne. Oui, je veux renouer avec le rêve français, la belle promesse républicaine, l'esprit de conquête. N'allons pas chercher ailleurs notre identité nationale ! La France ne s'est pas formée, construite, bâtie, accomplie sur la peur de l'autre, sur le repli, sur la frilosité, sur la nostalgie. La France, elle est grande dès lors qu'elle porte un message de conquête, un message universel, un message de dépassement, un message d'élévation. Et c'est ça aussi qui va être décidé le 6 mai par les Français.

Le rêve français, ce n'est pas une chimère, une illusion, une perspective sans lendemain. Non ! Le rêve français, c'est la promesse républicaine, c'est notre récit, c'est ce que les générations entières avant nous ont été capables de construire, de proposer : l'aspiration à la promotion, à l'épanouissement, à l'accomplissement personnel dans la réussite nationale, que rien ne soit fait pour les uns sans que cela bénéficie aux autres, d'avoir de la solidarité entre nous et en même temps une capacité à donner à notre pays ce qu'il a de meilleur en lui-même, ses richesses, sa croissance, ses entreprises, son travail.

Le patriotisme c'est s'aimer soi-même pour aimer les autres! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

C'est le patriotisme, que j'oppose au nationalisme, au souverainisme. Le patriotisme, c'est servir une cause qui est plus grande que nous. Le patriotisme, c'est ce qui nous permet de nous dépasser nous-mêmes, de dépasser nos frontières ! Le patriotisme, c'est ce qui a vocation à aller vers l'essentiel, c'est porter les références qui valent pour nous-mêmes et pour les autres. Le patriotisme, c'est d'abord s'aimer soi-même pour aimer les autres, et n'avoir peur de rien et ne rien craindre dans la compétition mondiale, dans l'Europe qui se construit.

L'élection présidentielle, c'est un choix, un choix de caractère, de personnalité. Chacun fera de ce point de vue, le jugement qui convient – et je n'ai peur de rien. Mais l'élection présidentielle, c'est aussi un choix de projet, de politique, de conception de la République. Et aussi, ce que vont décider les Français va avoir une conséquence sur l'Europe elle-même. Jamais un scrutin n'aura décidé à la fois de la France et de notre Union européenne. Partout on nous espère, on nous attend ! Vous, Français, citoyens de France, vous allez à la fois porter un message pour vous-même de confiance, de redressement, de justice, et en même temps dire à l'Europe qu'elle doit être de nouveau orientée vers la croissance, le progrès, l'avenir. Depuis des mois, les peuples européens regardent vers la France et à mesure que le scrutin donne une certaine direction, je sens les positions, y compris des chefs de gouvernement conservateurs, évoluer en fonction des pronostics. Tant mieux ! Très bien. Qu'ils nous attendent, nous arrivons, nous venons, nous serons là, au rendez-vous !

Mais je ne pense pas simplement à l'Europe, je veux aussi que le scrutin du 6 mai soit pour l'Afrique, l'Amérique latine, les continents qui regardent la France toujours avec espérance, admiration, même si parfois l'histoire nous a mis les uns en face des autres. Nous sommes la France, pas n'importe quel pays du monde, la France, celle des libertés, des conquêtes, des valeurs, des principes, de l'humanisme ! Et c'est cette France-là qui est attendue partout dans le monde ! Je veux que le 6 mai soit une bonne nouvelle pour les démocrates et une terrible nouvelle pour les dictateurs. Voilà ce que nous avons à porter, y compris dans cette élection présidentielle !

Dans cette campagne, j'ai voulu m'adresser à ce qu'il y avait de meilleur en chacun de nous. Je n'ai pas misé sur je ne sais quel ressentiment, rancune, je ne sais quelle obsession. J'ai refusé de flatter les sentiments médiocres, de pratiquer les surenchères sur chaque thème, d'aller voir chaque catégorie pour lui parler le langage qu'elle est supposée attendre. Non, j'ai voulu que nous nous concentrons sur les seuls défis qui vaillent, qui unissent la nation.

D'abord le redressement productif, parce que nous avons besoin, pour lutter contre le chômage, d'entreprises qui aillent mieux, d'industries qui soient plus fortes et également de recherche, d'innovation, de ce qui crée la croissance de demain. Tel est le premier défi !

Le second c'est d'engager un effort, et il est nécessaire si nous voulons rétablir nos comptes publics, maîtriser notre dette, mais dans la justice, dans la justice fiscale, dans la justice sociale, dans la justice territoriale ! Parce que je suis l'héritier, vous l'êtes aussi, d'un modèle social qui a été érigé au lendemain de la guerre, dans la guerre même par les résistants français au travers du programme du Conseil national de la résistance ! Oui, le défi aussi de la préparation de l'avenir, de l'éducation qui sera la grande priorité, de la recherche, indispensable, de la culture qui est notre bien commun, notre patrimoine, mais aussi notre langue et notre identité partout dans le monde.

Et l'écologie, parce que nous devons réussir la transition énergétique, celle qui nous permettra de passer d'une économie à une autre, d'un modèle à un autre ! Et le dernier défi qui nous attend, c'est la réorientation de l'Europe sur le chemin de la solidarité, de la croissance, du refus de l'austérité, parce que cela ne peut pas être l'horizon indépassable des peuples !

Il ne servirait à rien de promettre si c'était pour se renier ensuite! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Tel a été le sens de mes 60 engagements. Autant de propositions ambitieuses, volontaires, autant de grandes réformes qui nous attendent : réforme de la finance, réforme de la banque, réforme de la fiscalité, réforme de l'éducation, réforme du logement, réforme de la santé – oui, tout ce que nous avons à faire et qui suppose de la volonté et aussi du courage. Mais aussi 60 propositions crédibles, car il ne servirait à rien de promettre si c'était pour se renier ensuite ! Et le message que j'ai reçu tout au long de ces derniers mois de celles et ceux qui m'encourageaient comme vous aujourd'hui était : surtout, surtout ne nous décevez pas, faites ce que vous avez promis et tenez bon ! Ne répétez pas les erreurs du quinquennat qui s'achève, les fautes morales, les impasses ! Donnez fierté et honneur à la politique ! C'est notre devoir.

J'ai voulu m'adresser aussi à ce qui nous rassemble et non à ce qui nous divise. Rassembler les socialistes, ce fut le plus simple à travers les primaires citoyennes, merci à tous et à toutes qui l'ont compris et qui l'ont voulu. Rassembler la Gauche et les écologistes, voilà c'est fait au lendemain de ce premier tour. Merci à Jean-Luc Mélenchon de l'avoir compris, à Eva Joly qui est là. Merci à la Gauche d'être au rendez-vous, une nouvelle fois, de l'alternance, de la victoire !

Et je veux rassembler aussi plus large, rassembler autour des valeurs de la République, rassembler autour de la belle idée du changement, rassembler au-delà de nous-mêmes, m'adresser à ceux qui sont attachés à une certaine idée de la France, à l'indépendance nationale, au refus de l'alignement, ceux qui depuis longtemps sont soucieux de l'exemplarité de l'Etat et qui ne mettent pas l'argent au cœur de tout et qui savent en fixer les limites !

Je veux rassembler ceux qui sont exigeants – et ils ont raison de l'être – par rapport à la moralisation de la vie politique, ceux qui ne veulent plus d'un chef d'Etat qui soit dans l'impunité, ceux qui veulent aussi que la démocratie soit exemplaire, qu'il en soit terminé avec le cumul des mandats, ceux qui veulent qu'il y ait la parité, la représentation proportionnelle dans un certain nombre d'assemblées et notamment l'assemblée nationale.

Je veux m'adresser à ceux qui, au-delà des sensibilités politiques, sont des hommes et des femmes soucieux de la cohésion sociale, qui refusent les discours d'exclusion, qui se méfient des coupures, des brisures, des fractures, des ruptures, parce qu'ils en savent les dangers et les menaces, et qui regardent avec méfiance et suspicion – et ils ont raison – ceux qui craquent des allumettes, ceux qui

allument des mèches, ceux qui jouent avec le feu, ceux qui mettent l'étranger au cœur de cette campagne et qui ne seront pas entendus ! Ceux qui opposent les Français entre eux, ceux qui mettent en cause les pauvres parce qu'ils seraient des assistés, ceux qui font peur avec une religion qu'ils regardent avec méfiance. Oui, ceux qui veulent se rassembler parce qu'ils croient en la République !

Je parle à tous les électeurs – oui à tous les électeurs ! Je comprends la souffrance de beaucoup et je peux répondre à leurs cris d'alerte. Oui, je veux reconquérir les hommes et les femmes en colère, et qui parfois s'abandonnent. Oui, cent fois oui ! Mais promettre pour se compromettre, mille fois non !

Ne comptez pas sur moi pour dévier de ma route, pour succomber à la complaisance – je laisse ça au candidat sortant qui s'est lancé dans une fuite en avant, une course folle – je ne sais où elle le conduira. Si, j'ai une vague idée de l'endroit où ça va le mener, et de l'endroit qu'il va être amené à quitter ! Oui, je laisse ça au candidat sortant, car je ne veux pas pratiquer la surenchère. D'ailleurs, ce qu'il fait dans son camp interroge. Il y en a qui parlent – ils ont du courage. Il y en a qui ne disent rien mais n'en pensent pas moins – et je les salue ! Et puis il y en a encore de plus nombreux qui attendent que ça passe mais qui au fond d'eux-mêmes sont conscients qu'il y a des dérives qui sont allées trop loin.

Le premier devoir d'un Président est de régler les problèmes et pas d'en créer d'autres. [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Le premier devoir d'un président de la République, c'est de régler les problèmes, ce n'est pas d'en créer d'autres. Le premier devoir d'un chef de l'Etat, c'est de réconcilier, de rassembler, de réunir, ce n'est pas de diviser !

Mes chers amis, la victoire je la veux. Je la veux comme vous-mêmes, mais je ne la veux pas à n'importe quel prix, pas celui de la caricature, du reniement, du mensonge ! Je veux une belle victoire, une grande victoire, une victoire qui hausse notre pays, qui nous rende fiers, qui nous élève, qui nous permette d'avancer, de réussir ensemble, une victoire pour la République, une victoire pour la France !

Je suis aussi conscient de ce qui nous attend ou nous attendra après le 6 mai. Les problèmes de notre pays ne vont pas disparaître avec le candidat sortant, ce serait trop simple ! Ce sera dur, après. La dette sera là, toujours là, 600 milliards de plus sur le seul quinquennat qui s'achève. La croissance ne repartira pas d'un bond dès lors que les Français auront voté, je préfère les en prévenir. Et même les plans sociaux qui ont été reportés, nous serons obligés là encore d'y mettre bon ordre et d'en fixer les limites, mais ils seront là. Je ne veux rien dissimuler, rien cacher sur les difficultés qui nous attendent. Mais en même temps, je veux aussi que les Français retrouvent le goût de l'espérance, de la confiance, de la cohérence, de la constance. Une belle victoire, c'est celle qui dit la vérité et qui prépare l'action. Une belle victoire, c'est celle qui entraîne, bien sûr, ceux qui ont voté pour ma candidature, mais qui entraînerait aussi celles et eux qui ne l'auraient pas fait et qui comprendraient que l'élan doit être désormais collectif et partagé.

C'est toujours la même peur que la droite installe! Mais c'est en fait sa peur : sa peur de laisser le pouvoir, de laisser la place! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Je sais que notre pays a été abîmé, économiquement, socialement, moralement. Je vois bien ce que fait le candidat sortant avec l'usage des peurs. Notre victoire serait, finalement, l'abandon de tout... L'immigration viendrait en masse — alors même que nous avons fixé les principes, les limites sans rien renier de nos valeurs. La spéculation s'abattra sur notre pays — comme si depuis trois ans la zone euro n'avait pas été frappée, et comme si les dirigeants de l'Europe, et notamment deux d'entre eux, n'avaient pas été à ce point impuissants trop longtemps pour la dominer ! Voilà qu'on nous dit que notre victoire, si elle vient, serait en définitive une nouvelle Espagne, qui maintenant serait le modèle de la France. Le candidat sortant n'avait pas de mots assez louangeurs à l'égard du président du gouvernement espagnol Zapatero quand ils étaient ensemble au pouvoir. Il nous disait d'ailleurs, aux Socialistes : « Regardez ce que fait Zapatero, c'est le modèle ». Il était allé en Espagne et il avait dit, c'était en 2009, 2010 : « C'est formidable, ce que vous réalisez ». Et voilà que maintenant, ce serait la référence la plus négative qui soit. Moi je vous dis, c'est toujours la même peur que la Droite installe à chaque alternance. Et en fait ce n'est pas la peur qu'elle veut donner aux Français, c'est sa propre peur laisser le pouvoir, de laisser la place !

J'assure aux Français que les règles seront respectées, que les lois de la République seront appliquées, que nous maîtriserons la finance, que nous redresserons les comptes publics, et que la Gauche dans son histoire — et ici il y a des premiers ministres qui peuvent en donner témoignage — a toujours été capable de redresser les comptes de la Nation, de faire repartir la croissance, de relever la compétitivité. Je salue l'histoire de la Gauche, et elle nous donne mandat aussi pour bâtir l'avenir.

Là encore, je refuse et les peurs, et les divisions. Il n'y a pas deux France qui se feraient conflit entre elles. Il n'y a pas une confrontation entre deux parties de la Nation. Il n'y aurait pas d'un côté les vrais Français et de l'autre côté les faux ; les vrais travailleurs et de l'autre côté les faux ; les vrais syndicalistes et de l'autre côté les faux ; les salariés, les vrais du privé, et de l'autre côté les faux, du public. Non, il n'y a qu'une France, la France qui va s'exprimer le 6 mai !

De la même manière, je n'accepte pas que les religions soient instrumentalisées dans le débat public. Je ne juge pas les religions. Je n'établis pas de hiérarchie entre elles. Je demande simplement le respect scrupuleux des principes de laïcité pour toutes les religions dans la République. Les mêmes droits, les mêmes devoirs, les libertés de culte, mais le respect de l'espace public et de la dignité humaine, de l'égalité entre les femmes et les hommes, voilà les principes qui nous unissent ! Je ne montre aucune religion du doigt. Je considère simplement que chaque religion peut avoir sa place, peut avoir sa propre organisation, mais dans le cadre des lois de la République. Et je fais attention au langage. Et quand je vois les citoyens rassemblés comme ici, je ne juge pas leur apparence, je ne devine pas leur religion, je ne vois que des citoyens d'appartenance à la République !

Je ne fais pas de politique à travers les religions. Je les laisse tranquilles, parce que je ne voudrais pas que les religions interfèrent dans le débat public. Le candidat sortant a pu dire que j'avais été un candidat appelé par 700 mosquées. Le Conseil du culte musulman a lui-même établi la vérité : aucun appel n'a été lancé. Mais pourquoi répète-t-il à longueur de réunions que je serais toujours un candidat appelé par 700 mosquées ? Quitte à préférer un mensonge, il aurait pu dire par 700 temples ou 700 églises, ou 700 synagogues ! Non, 700 mosquées ! Que voulait-il insinuer ? De la même manière qu'il répète, là encore — peut-être à l'instant où je m'exprime, je ne peux pas l'écouter, vous non plus, ce n'est pas grave, il répète toujours la même chose ! — voilà qu'il dit partout que je serais soutenu par un théologien tout à fait contestable, citoyen suisse qui enseigne à Oxford et qui est contre tous les pouvoirs et notamment ici, qui n'a jamais pris position en faveur de ma candidature — et s'il l'avait fait, j'aurais bien sûr renié ce soutien — et qui dit qu'il n'a pris position pour personne. Et me voilà quasiment investi par lui ! La répétition d'un mensonge n'a jamais fait la vérité. Mais quand on est président de la République encore pour sept jours — sept jours ! -, le premier devoir, c'est de respecter la vérité.

Quant au droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales, qui est une procédure appliquée dans plus de la moitié des pays de l'Union européenne et que le candidat sortant trouvait intellectuellement utile il y a quelques années — mais il a le droit de changer, d'ailleurs changer, c'est sa nature, et changer bientôt ce sera son résultat... Mais le droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales, et sans qu'ils puissent être éligibles à la fonction de maire ou d'adjoint, n'a rien à voir avec je ne sais quelle soumission à telle ou telle religion. Et pourquoi donc ? Mais il a plutôt à

voir avec l'intégration et le respect de ceux qui payent des impôts ici qui peuvent, aux élections locales, participer au scrutin. Et ça ne changera rien à l'application stricte de la loi, et notamment de la laïcité. Que l'on n'aille pas nous faire dire que parce qu'il y aurait des résidents étrangers qui voteraient aux élections municipales, la viande halal serait servie à tous les repas dans les cantines ! La viande halal ne sera pas servie dans les cantines, pas davantage demain qu'aujourd'hui ! Que n'aura-t-on entendu dans cette campagne ! Et en même temps, que n'aura-t-on pas subi pendant cinq ans ! La campagne du candidat sortant, finalement, est le reflet de ce qu'il a été comme président.

Les enjeux de l'élection ce sont d'abord des enjeux économiques et sociaux. Les premières préoccupations sont l'emploi et le logement! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Les enjeux de l'élection, ce sont d'abord des enjeux économiques et sociaux. Que nous disent nos compatriotes ? La première priorité, c'est l'emploi. La seconde, c'est le pouvoir d'achat, le logement, la santé. Voilà ce qu'ils attendent du changement ! Ils sont attachés à la sécurité, et ils ont raison. C'est un droit fondamental, et ils sont inquiets quand ils voient la montée des violences dans nos quartiers, quand ils voient les agressions aux personnes. Et ils demandent une Police, une Police présente, des forces de la sécurité y compris dans les zones rurales. Ce qui d'ailleurs me conduit à arrêter les suppressions de postes dans la Police, dans la Gendarmerie, et à mettre davantage de moyens dans les quartiers où il y a le plus d'insécurité. Ils veulent une immigration maîtrisée, mais ils ne pensent pas que c'est le sujet de l'élection présidentielle !

Le candidat sortant — j'allais dire je le comprends, je ne l'excuse pas — veut tellement esquiver son bilan qu'il est amené, forcément, à se mettre sur d'autres terrains. Son bilan ne peut pas parler pour lui, alors il n'en parle pas, et notamment sur le chômage. Il avait promis — il en a tant dit — que le chômage devrait être ramené à 5 % de la population active, qu'il serait jugé sur ce résultat. Eh bien c'est venu, ça arrive, ça vient ! Le chômage est à 10 % de la population active, 23 % pour les jeunes, 35 % dans un certain nombre de quartiers, 40 % en Outremer ! Voilà le bilan !

Nous sommes à deux jours du 1er mai, la fête du travail et des travailleurs. Et je viens ici rappeler cette évidence : la valeur travail, c'est une valeur dans la République. La valeur travail, nous y sommes autant, si ce n'est davantage, attachés que d'autres. La valeur travail, c'est la dignité du travail, c'est l'honneur du travail, c'est la considération du travail, c'est la rémunération du travail, c'est la lutte contre la souffrance au travail, c'est l'égalité dans le travail entre les femmes et les hommes. Le travail, c'est le droit au travail pour tous et notamment pour les jeunes. Le travail est, là encore, ce qui rassemble et ce qui ne peut diviser. Et donc, le 1er mai, respect pour les organisations syndicales qui font leur cortège, respect ici et respect dans le monde, de la solidarité entre les travailleurs français et les travailleurs du monde. Reconnaissance que le travail est ce qui nous permet d'avoir à la fois un revenu, une condition, une place dans la société. D'où l'ardente obligation de lutter contre le chômage. Et en même temps, reconnaissance que tout le mouvement humain, que toutes les conquêtes ont été aussi pour offrir aux travailleurs des moments de liberté, de bonheur partagé, de reconnaissance, du loisir, de la culture, du sport. Voilà aussi le mouvement dans lequel nous devons continuer à agir.

L'emploi doit être la première priorité. C'est le sens du contrat de génération que j'ai proposé dans cette campagne, permettant aux seniors de continuer à pouvoir travailler jusqu'au moment de partir à la retraite dans de bonnes conditions et de ne pas être écartés du marché du travail, et aux jeunes d'entrer dans l'entreprise avec un contrat à durée indéterminée. Nous aurons à agir tout de suite avec les emplois d'avenir, les emplois-jeunes, 150 000, et beaucoup déjà dans les quartiers où il y a le plus de chômage. Mais nous ne pouvons pas simplement mettre en place des contrats, appeler à la solidarité, améliorer le fonctionnement du service public de l'emploi. Nous avons aussi à créer de la richesse. D'où la banque publique d'investissement, d'où la réforme bancaire, d'où l'effort de formation, d'insertion. J'entends le candidat sortant nous dire que pour le RSA, il a trouvé une idée :

faire travailler sept heures par semaine les bénéficiaires du RSA. Mais il ne s'agit pas de les faire travailler sept heures, il s'agit de les reconduire vers l'emploi, vers la dignité du travail, vers la réinsertion !

Nous aurons à soutenir les entreprises, les petites, les moyennes, par une réforme de la fiscalité : moins d'impôts pour les petites (15 %), un impôt intermédiaire pour les moyennes (30 %) et davantage pour les grandes ; élargir le crédit impôt recherche vers l'innovation des entreprises ; permettre l'accès au système bancaire ; créer un livret d'épargne industrie ; soutenir le bâtiment, parce que nous avons besoin de construire plus de logements. Et l'Etat mettra gratuitement à la disposition des collectivités locales ses terrains pour qu'il y ait davantage de logements sociaux. Nous améliorerons la compétitivité par un effort de recherche, d'innovation. Et nous n'avons pas besoin d'inventer une augmentation de la TVA pour alléger le coût du travail ! Nous réformerons le mode de financement de la protection sociale en appelant davantage sur le capital, et aussi sur ce qui pollue et émet du CO2. Voilà ce que nous ferons pour que les entreprises payent moins sur le travail et payent davantage sur les autres facteurs de production ! Nous créerons un contrat de relocalisation des activités pour que les entreprises qui viennent investir en France ou réinvestir en France puissent être soutenues. Nous organiserons la transition écologique, les nouvelles énergies, les économies d'énergie, et nous lancerons un plan pour l'isolation d'un million de logements par an. Nous poserons des règles pour la concurrence, la règle de réciprocité pour les marchés publics, et d'une manière générale pour qu'une politique commerciale européenne soit définie, sans avoir besoin de menacer. Vous connaissez son tempérament... Il n'a pas bougé pendant cinq ans, et maintenant il veut quitter la table de la négociation, qu'il propose à tout sujet ! Il aurait mieux fait de mieux négocier le traité budgétaire — nous allons le faire !

Et j'y arrive, parce que c'est aussi l'enjeu du scrutin : si nous voulons de l'emploi, de la croissance, nous avons à prendre nos responsabilités ici, mais nous avons aussi à changer l'orientation de l'Europe. Les choses commencent à bouger, je vous l'ai dit, à mesure que cette campagne suit son rythme, à mesure que les résultats que nous faisons s'améliorent. Alors, puisque déjà on nous entend... Le Président de la Banque centrale européenne — je ne veux pas l'utiliser, le récupérer, il prendrait peur... Je vois des chefs de gouvernement qui, s'inquiétant de cette austérité qui les empêche de réduire leurs dettes et de maîtriser leurs finances, commencent à regarder vers nos propositions. J'ai même compris que le Président du Conseil européen, Monsieur Von Rompuy, un homme estimable, avait déjà anticipé la réunion du Conseil européen. Tiens, c'était prévu au mois de juin, ça viendrait plus tôt... Je vous le dis, on nous attend, on nous attend !

J'adresserai un memorandum à tous les gouvernements européens pour engager la renégociation du traité! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Le mot croissance, qui avait disparu des communiqués officiels, maintenant est assumé. On me dit même qu'il y aurait déjà des textes qui circuleraient entre les différentes chancelleries et les gouvernements pour prendre un certain nombre d'initiatives en matière de croissance. Tant mieux ! Et donc, j'ai moi-même pris l'engagement, au lendemain de l'élection présidentielle, d'adresser un memorandum à tous les gouvernements européens, de façon à ce qu'il puisse y avoir déjà des mesures qui soient prises pour la croissance et la renégociation qui puisse s'engager, avec la création des euro-bounds, avec la taxe sur les transactions financières, avec la Banque européenne de l'investissement qui pourra soutenir les PME et les grands travaux, avec la mobilisation des fonds structurels, avec un dialogue avec la Banque centrale européenne qui, plutôt que de prêter aux banques pour qu'elles ne prêtent pas aux Etats, pourrait quand même prêter directement aux Etats pour lutter contre la spéculation !

Oui, nous avons un enjeu qui est d'abord économique, social, culturel aussi. D'où ma priorité à l'éducation, si maltraitée depuis tant d'années, depuis cinq ans affaiblie, amoindrie, abaissée. Eh bien, qu'il soit clair ici que l'école de la République sera la priorité budgétaire dans le prochain quinquennat. Il m'est dit à chaque instant : « Mais où va-t-il aller chercher ces 60 000 postes sur cinq ans, comment va-t-il faire pour financer ces créations de postes de fonctionnaires ? ». J'ai fait les comptes : 500 millions d'euros chaque année, 2,5 milliards à la fin du quinquennat, c'est-à-dire l'équivalent de l'allègement de l'impôt sur la fortune qui a été consenti et qui, je le rappelle, s'ajoute au bouclier fiscal en 2012 et 2013 ! Qu'est-ce que nous voulons, protéger les plus fortunés ou protéger les enfants de la République ? J'ai choisi ! Et les Français vont choisir aussi cette priorité !

Il y aura tant d'inégalités à combattre – inégalité dans l'accès à la santé, parce qu'il y a eu des dépassements d'honoraires qui n'auraient jamais dû être autorisés, parce qu'il y a eu des remboursements qui ont été remis en cause, parce que l'hôpital public n'a plus été considéré comme un service public mais comme une entreprise – oui, nous aurons à agir pour permettre sur chaque point du territoire à chacune et à chacun de pouvoir accéder aux soins dans les mêmes conditions, de lutter contre les déserts médicaux, d'assurer la couverture des dépenses d'assurance maladie pour le plus grand nombre. Oui, nous aurons à lutter contre les inégalités aussi en matière de logement. D'où ma proposition – j'ai compris qu'il l'avait reprise, mais tant mieux ! – d'encadrement des loyers dans les zones sous tension, de création davantage de logements sociaux, de doublement de plafond du Livret A. Oui, nous aurons à lutter contre les inégalités dans tout domaine, et notamment le domaine fiscal, où il y a eu tant d'injustices, où on a donné aux plus fortunés des avantages, où c'est l'Etat qui a fait des chèques du Trésor public aux plus grandes fortunes et aux plus hauts revenus. Eh bien ce sera l'inverse, maintenant : ce seront les plus hautes fortunes et les plus hauts revenus qui feront des chèques au Trésor public ! Nous aurons aussi à soutenir le pouvoir d'achat des Français, et je l'ai dit notamment pour les biens de première nécessité, les biens publics – l'eau, l'électricité, le gaz –, où nous aurons un forfait de base et puis, ensuite, une progressivité des tarifs.

Nous aurons tant à faire ensemble ! Tant à faire pendant cinq ans ! Tant à faire pour redresser, pour donner de la justice et espérance à notre pays.

Être le chef de l'État suppose d'avoir une conception de l'État. La mienne est l'exemplarité. [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Mais, mes chers amis, être chef de l'Etat suppose d'avoir une conception de l'Etat. La mienne, c'est l'exemplarité. Je veux rendre l'Etat aux citoyens. Pendant cinq ans, le chef de l'Etat a été tellement présent et l'Etat tellement absent. Cela doit changer. Et cela changera !

Je veux un Etat protecteur, qui n'oublie personne, qui n'abandonne aucun de ses enfants, qui fasse en sorte que chacune et chacun se sente pleinement dans la République.

Je veux un Etat respectueux qui s'impose à lui-même ses propres limites, qui n'utilise pas la police ou le renseignement à des fins partisans, qui garantisse l'indépendance de la justice.

Je veux un Etat impartial. Je ne veux pas remplacer un « Etat UMP » par un « Etat PS ». L'Etat, c'est le bien de tous ! Le seul bien de ceux qui n'en ont pas.

Je veux un Etat républicain, capable de faire confiance au pouvoir autre que le sien, qui lance un nouvel acte de décentralisation, qui respecte les partenaires sociaux, les syndicats, les organisations professionnelles, qui respecte les citoyens, qui lance de grands débats sur l'énergie – ce sera le premier.

Je veux un Etat stratège, garant de notre avenir, capable de fixer notre horizon, de choisir des grandes filières d'avenir, de porter l'effort de la recherche, de donner une perspective à notre pays, des

références. C'est le rôle de l'Etat. C'est le rôle du chef de l'Etat. Et pour cela, le chef de l'Etat ne doit pas être le chef de tout et, en plus, responsable de rien. Le chef de l'Etat doit mobiliser, entraîner, rassembler, réunir !

Je veux que le prochain président de la République soit volontaire, digne, fraternel et rassembleur! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Bercy cet après-midi. Je n'ai pas envie de vous quitter, parce que nous sommes bien ensemble et que nous avons tant de joies à partager, tant d'objectifs à réunir, tant de conditions à poser ensemble pour que nous puissions donner une grande victoire à notre pays. La campagne que j'ai voulu mener depuis des mois doit ressembler à la prochaine présidence. Il n'y a pas de différence entre une campagne et un mandat. Ma campagne a été volontaire. Elle a été digne. Elle a été fraternelle. Elle a été rassembleuse. Je veux que le prochain président de la République soit volontaire, soit digne, soit fraternel, soit rassembleur.

Depuis dix ans, j'attends le changement. Je lutte pour le changement. Depuis cinq ans, je considère que le changement est devenu un impératif. Depuis des semaines, je vois le changement venir, arriver. Je le sens possible, à la portée de notre main ! La main de chacun, la main qui va le 6 mai prendre le bulletin du changement ! Le mettre dans l'urne, en faisant cet acte fort, démocratique, qui permet à un pays de se redresser.

Je veux en terminer avec l'arrogance, avec les privilèges, avec la brutalité, avec les injustices. Je suis conscient de ce qui travaille, hélas, notre pays, face à une mondialisation sans règles, à une Europe sans volonté, à une France sans repères. Oui, dans ce contexte-là, il y a des risques, il y a des dangers, il y a des menaces. Mais c'est à nous, mais c'est à moi, c'est ma responsabilité maintenant qu'il convient de conjurer les périls qui existent, car il y en a. Oui, il ne s'agit pas simplement de battre la Droite – ce serait trop simple. Il s'agit aussi de donner à la France confiance en elle-même. Et l'enjeu, en France et en Europe, c'est de lutter contre l'extrémisme, contre ce qui en est la cause et ce qui le produit.

Voilà, mes chers amis, le changement que je vous propose. C'est un changement de président, sûrement, de politique, de projet. Ce n'est pas simplement un ensemble de mesures. Ce sont aussi des exigences que nous portons ensemble.

Nous croyons tous ici à un autre ordre, plus juste, plus digne, plus humain pour notre pays.

Nous croyons à la République une et indivisible, capable de reconnaître et d'accueillir tous ses enfants dans leur diversité.

Nous croyons à la France réconciliée avec elle-même, avec son histoire, avec sa promesse, avec son avenir.

Nous croyons à la justice, à l'égalité, à un pays – le nôtre – où les destins ne seraient pas irrémédiablement figés, fixés, écrits dès le jour de la naissance.

Nous croyons à une France du travail, de l'innovation, du mérite, de l'investissement.

Nous croyons à une France qui donne à la jeunesse toutes ses chances, toutes ses conditions de réussite.

Ce que nous avons à faire de plus beau, ce n'est pas d'écarter mais de choisir! [#Bercy](#)

— François Hollande (@fhollande) [Avril 29, 2012](#)

Nous croyons au changement, à ce changement qui s'annonce, à ce changement qui ne doit en aucune manière être blessant pour quiconque. Parce que ce que nous avons à faire, ce n'est pas gagner pour nous, c'est gagner pour le redressement, pour la justice, pour la jeunesse, pour l'espérance ! Ce que nous avons à faire de plus beau dans cette campagne, ce n'est pas simplement d'écarter. C'est de choisir, c'est de décider. Quand la Gauche est capable de se hisser à la hauteur de la France, alors elle est appelée par nos concitoyens à agir en son nom. Nous sommes la Gauche, mais aujourd'hui je suis la Gauche qui doit rencontrer la France tout entière.

Et la victoire que j'attends, que j'espère, qui est là, qui dans une semaine sera prononcée, je veux qu'elle soit un bonheur pour chacun. Je veux que vous ayez tous ici et au-delà de vous la même émotion, la même fierté, que cela reste dans votre mémoire comme un grand souvenir. Non pas comme un moment exceptionnel, il y en aura d'autres, mais comme le temps pour une génération de prendre ses responsabilités. Je veux que les plus anciens se disent qu'ils n'auront pas vécu simplement 1981 ou, pour d'autres, 1997. Non, je veux que la génération nouvelle se dise que 2012 a été une date historique pour la République !

Je veux que nous méritions la victoire, que nous soyons exemplaires, que nous puissions être tellement différents de celui qui nous fait face. Je veux que les Français reprennent la longue marche du progrès, le beau moment de la République. Je veux qu'ils aient, même s'ils n'auront pas tous voté pour nous, la belle idée que la France a choisi de livrer son destin dans de bonnes conditions, sans avoir été trompés, sans avoir été instrumentalisés, sans avoir été, en définitive, baladés. Je veux que la France se dise ce 6 mai, lorsqu'elle fera le choix de son destin, que personne ne restera de côté et que ce que je veux faire en votre nom c'est de réconcilier la France, de la rassembler, de la réunir.

Je veux que la fête, si fête il y a le 6 mai, soit la fête de toute la République ! Non pas d'un camp contre un autre, d'un parti contre un autre, non, d'une France réunie, parce que ce sera notre victoire, parce que ce sera la victoire de la République, parce que ce sera la victoire de la France !

Merci d'être à ce rendez-vous. Merci de croire en ce que nous représentons. Merci d'être dignes, dans ce combat, des valeurs que vous portez. Merci parce que sans vous, sans vous, il n'y a pas de victoire possible. Et je veux demain être votre président, ici, partout, et que l'on me regarde comme celui qui a permis le changement, l'espérance et le rassemblement de tous les républicains.

Merci à tous ! A la victoire ! Au 6 mai ! A demain !

François Hollande quitte la scène puis revient, rappelé par la foule en liesse. Il reprend la parole :

Merci, merci à tous ! Maintenant il faut aller, comme on me le dit à chaque fois, jusqu'au bout, jusqu'au bout de la victoire, jusqu'au bout du mandat qui va nous être confié. Ne ménagez pas votre peine ! Chaque jour va compter maintenant. Sept, ce n'est rien — et encore j'en enlève un, c'est le jour du dimanche. Et le samedi, il n'y a pas de campagne. Il n'en reste plus que cinq ! Ne m'attendez pas, je vais faire un débat, c'est mercredi... Ah le débat ! Il en voulait deux avant le premier tour, trois

après le scrutin de dimanche... Il aura un débat, un beau débat, un grand débat. Mais d'abord, le débat avec les Français ! Parce que c'est les Français que je veux convaincre. Il y a peu de chances que je parvienne à convaincre celui qui sera en face de moi... Ne craignez rien, l'inverse est également vrai, il y a peu de chances qu'il parvienne à me convaincre ! Mais moi, je veux convaincre les Français. Je veux leur dire « venez voter, venez voter le 6 mai, venez nombreux, nous avons besoin de vous ! ».

C'est le rendez-vous le plus important pour la génération qui arrive. Je leur dirai : « venez voter pour le candidat que je suis, parce que je suis le seul aujourd'hui à porter le changement ». Il y en avait d'autres au premier tour, je les respecte — enfin, ceux qui étaient du côté des forces de progrès, de la République. Mais maintenant, il n'y a plus qu'un seul candidat. Et le choix est tellement simple : est-ce qu'on veut continuer cinq ans de plus ou est-ce qu'on veut changer. Changer, oui ! Et quel est le plus grand risque ? Ce n'est pas aujourd'hui de choisir la Gauche et le changement. Le plus grand risque, c'est de rester avec la Droite et avec cette Droite-là au sommet de l'Etat !

Comme je vois que vous ne voulez pas partir, je reste un moment de plus avec vous... Rien — je vous le dis, rien — ne peut empêcher le changement, rien si ce n'est nos propres certitudes, une confiance excessive, le sentiment que les jeux seraient faits. Je veux vous faire comprendre que tant que le suffrage ne s'est pas prononcé, nous ne sommes certains de rien. Et donc, nous devons nous battre comme si nous étions en retard, alors même que nous sommes en avance. Nous devons mettre toute notre énergie. Vous me dites souvent : « courage, courage ! ». Mais c'est vous qui allez me donner le courage ensuite de gagner, oui, de réussir, après !

Alors, c'est à vous que je renverse maintenant le compliment ou l'encouragement. Tenez bon, ne lâchez rien ! Tenez bon jusqu'au 6 mai, mais tenez bon après ! Moi, à la différence de l'autre, je ne vous demande pas de m'aider, je ne lance pas de SOS, d'appel de détresse. Je vous demande, à vous tous, d'aider votre pays, d'aider la cause que vous servez, d'aider la République. Je vous demande de vous mettre au service de votre grande Nation, la France, de ne pas simplement attendre une victoire mais d'être capables ensuite de me permettre, avec le gouvernement, avec le Parlement, de réussir. Et puis, si je veux sauter les étapes, n'oubliez pas qu'après l'élection présidentielle il y a des élections législatives, et que je n'aurai plus l'occasion de m'exprimer parce que ce sera au premier ministre d'être le chef de la majorité. Mais ensuite, il nous faudra donner une majorité forte, cohérente, solidaire au président que vous choisirez le 6 mai. Vous avez encore beaucoup à faire ! N'épuisez pas vos forces mais quand même, donnez tout ce que vous avez de plus pur, de plus grand, de plus digne ! Soyez des citoyens de plein exercice !

Et vous, jeunes si nombreux qui êtes venus, jeunes de France, je vous dois la victoire, c'est ma mission, c'est ma responsabilité. Je veux que les jeunes de France puissent vivre une alternance, puissent vivre un changement, et puissent ensuite transmettre le message, le témoin, le relais. Parce que c'est ainsi que la République a toujours avancé. Chaque génération a pris, à un moment, sa responsabilité. Chaque génération a fait ce qu'elle a pu pour la République. Et ensuite, c'est à une autre de se lever et de prendre le drapeau. Tenez bon le drapeau, agitez-le, défendez-le, le drapeau de la République, de la France, le drapeau de vos espérances, le drapeau européen !

Oui, soyez les militants non pas d'un parti ou d'une cause, soyez les militants du changement, de la République, de la France ! Merci, jeunes de France de m'avoir accompagné, de m'avoir appuyé ! Et aux plus anciens qui nous regardent peut-être, je veux leur dire : quel plus beau destin pouvons-nous offrir que celui de donner à la génération qui arrive des conditions meilleures que celles que nous avons reçues de nos propres parents ? Oui, nous attendons beaucoup pour nous-mêmes, mais ce qui sera le plus beau au terme de notre existence, c'est de savoir ce que nous aurons été capables de donner, de transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants. Voilà pourquoi je dis que la jeunesse est la cause qui permet de rassembler tout le pays, toute la Nation, parce que c'est son avenir !

Alors, on va peut-être gagner, oui, peut-être. Mais si vous voulez qu'on gagne, alors faites votre devoir, accompagnez-moi jusqu'au bout. Et le 6 mai, chacune, chacun de son côté — car le vote, on le fait séparément, ce n'est pas un cortège, ce n'est pas une manifestation — oui, le 6 mai, chacune, chacun, individuellement, va faire ce qu'il pense être le meilleur pour son pays. C'est ça la démocratie, c'est qu'une majorité va surgir, c'est qu'un visage va apparaître, c'est qu'un nom va être proclamé ! Et ce nom, ce visage, c'est celui de la France, c'est celui de la République ! Ce visage c'est le vôtre !

Faites en sorte que nous ayons une belle victoire, une grande fierté ! Je vous retrouverai le 6 mai à Paris.

Merci !

Mesdames, messieurs,

Je vous remercie d'avoir bien voulu venir pour la présentation du projet. Je veux remercier Bertrand Delanoë, le maire de Paris qui nous accueille, ainsi que Patrick Bloche, saluer toutes les personnalités qui sont ici.

Mais si je suis devant vous après le discours que j'ai prononcé dimanche au Bourget, c'est pour dire aux Français ce que je veux pour la France dans les cinq prochaines années.

Notre pays a besoin de changement, et le changement a besoin d'engagement. C'est le sens de la démarche que je présente aujourd'hui.

Mon projet repose sur quatre principes. Le premier, c'est la lucidité, sur la gravité de la situation, l'ampleur de la crise et l'état du pays. Le second principe, c'est la volonté. La volonté pour changer. La volonté pour redresser. Redresser notre économie. Redresser nos comptes publics. Le troisième principe, c'est la justice. Justice pour les Français qui l'attendent. Justice également pour le monde économique, et notamment pour les petites et moyennes entreprises qui doivent être soutenues dans leur développement. Et enfin, le quatrième principe, c'est la clarté. Clarté sur les financements, clarté dans la méthode, clarté sur le calendrier.

Je reviens sur le premier principe, la lucidité sans laquelle il ne peut pas y avoir d'action responsable et sérieuse. La lucidité, c'est de considérer que le monde de la finance n'a pas été maîtrisé et qu'il s'en est suivi une désorganisation des marchés, une prime à la spéculation, un découragement de l'investissement, dont l'économie réelle, c'est-à-dire celle de tous les jours, est victime.

Le second constat, c'est que l'Europe, qui a fait face à une crise dans la zone euro, n'a pas pour l'instant été capable d'en sortir. Certes, il y a eu des mesures qui ont été prises au cours des sommets qui se sont succédés mais au moment où je parle, la situation de la Grèce n'est toujours pas réglée, le fonds de stabilité financière peine à être doté et transformé et la Banque centrale européenne n'intervient que pour soutenir les banques et pas les Etats.

Le troisième élément de lucidité est l'état de notre situation, celle de la France. Une situation financière avec un déficit budgétaire de plus de 90 milliards d'euros fin 2011, une dette publique qui représentait 64 % du PIB, de la richesse nationale, au début du quinquennat, et qui va bientôt atteindre près de 90 % du PIB fin 2012.

Les prélèvements obligatoires eux-mêmes, entre 2007 et 2012, que le candidat qui fut élu avait prévu de diminuer de 4 points – 4 points ! – sont passés de 43,4 % à 44,8 %, ce qui veut dire près de 30 milliards d'impôts supplémentaires sur les Français.

Le niveau des dépenses publiques, qui là aussi devait baisser, a en fait progressé pour être porté jusqu'à 56 % de la richesse nationale au lieu de 52 % en début de quinquennat. Et l'on viendrait nous faire des leçons sur la rigueur budgétaire ou le sérieux !

Mais le plus grave, au-delà des chiffres, c'est la situation sociale de notre pays. Le chômage atteint un niveau record depuis 12 ans. Le nombre de demandeurs d'emploi aura progressé de 125 000 sur la seule année 2011. Et si nous ajoutons toutes les catégories de demandeurs d'emploi, c'est plus de 4 millions de personnes qui se trouvent confrontées à la précarité et à la perte d'emploi.

Si je regarde l'état du pouvoir d'achat des Français, il a été affecté par la stagnation des salaires et par des amputations fiscales dont les deux plans de rigueur ont laissé leur trace puisque 16 milliards d'euros seront prélevés sur les Français en 2012.

Enfin, si je veux être complet, mais pour ne désespérer personne, je veux le croire, nous sommes entrés en récession. La croissance telle qu'elle avait été prévue par l'actuel gouvernement devait être de 2 % en 2012, prévision ramenée à 1 %. Et chacun sait qu'au mieux, la croissance ne dépassera pas 0,5 %, dans un contexte où en plus, notre pays a vu sa compétitivité se dégrader continuellement depuis dix ans, au point qu'aujourd'hui, le déficit commercial dépasse 75 milliards d'euros quand les Allemands dégagent un excédent de 160 milliards.

Voilà l'état de la situation. Voilà l'ampleur de la crise. Voilà la difficulté pour l'Europe de sortir du mouvement qui frappe un certain nombre de ses Etats membres. Et en France, au-delà de tout, il y a une crise morale, provoquée par un creusement des inégalités entre les plus grandes fortunes et le reste du pays, sentiment d'impunité face à l'indécence d'un certain nombre de comportements, aussi bien dans l'Etat que dans le secteur privé. Sans compter ces insécurités qui ne cessent de monter, avec une augmentation continue des violences aux personnes.

Devant un tel constat, beaucoup pourraient se décourager, se résigner, s'abandonner. D'autres pourraient simplement utiliser la peur, en laissant penser qu'il faudrait attendre encore, faire supporter aux Français de nouveaux plans d'austérité pour que l'adaptation finisse par nous faire sortir de la situation d'aujourd'hui. Je pense qu'il faut au contraire porter un effort de volonté et de justice.

La volonté, c'est d'abord de maîtriser la finance. J'ai donc proposé une réforme du système bancaire, de séparer les activités de financement de l'économie des activités de marché, pour que la spéculation ne vienne pas interférer sur ce que doit être la fonction principale du système bancaire qui est de prêter aux entreprises et de prêter aux ménages. Cette séparation se fera dans les établissements que nous connaissons aujourd'hui et cette distinction permettra d'éviter toute pollution du secteur de la spéculation sur le secteur de la distribution du crédit. Cette évolution est d'ailleurs en cours dans beaucoup de grands pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, à l'initiative de personnalités qui sont aujourd'hui bien connues pour leurs travaux dans ce domaine, que ce soit Monsieur Volker aux Etats-Unis ou Monsieur Vickers en Grande-Bretagne.

L'Europe elle-même, dans ses projets de directives, a dit qu'elle souhaitait cette distinction. Eh bien, nous ferons en sorte, là encore, d'être exemplaires, avec deux objectifs. La stabilité, parce que nous avons besoin, face à des marchés turbulents, d'être au clair dans nos procédures, au clair dans nos systèmes. Et le second objectif qui est plus important, c'est le financement de l'économie. Parce qu'à chaque fois que des entreprises, que des particuliers ne peuvent pas accéder correctement au crédit, c'est l'ensemble de l'activité qui se trouve ainsi menacée et c'est la croissance qui s'affaiblit.

La deuxième mesure que j'ai également préconisée, c'est l'interdiction des produits financiers toxiques, c'est-à-dire sans lien avec l'économie réelle. Tout ce qui a été fait autour des garanties de risques de change légitimes et qui a donné objet à la spéculation – je dirai la même chose pour tout ce qui a été fait autour des dettes souveraines et qui a construit des produits spéculatifs qui déstabilisent en plus les Etats.

De la même manière, j'ai indiqué que les banques françaises devraient cesser toute opération avec les paradis fiscaux. Je rappelle que les deux tiers des fonds spéculatifs sont encore logés dans les paradis fiscaux et donc poursuivent leur œuvre de déstabilisation sans être de la moindre des manières inquiétés.

Enfin, j'ai repris l'idée portée depuis longtemps sur la taxe sur les transactions financières, qui bien sûr appellera, pour être efficace et de bon rendement, une introduction sur plusieurs pays de l'Europe. Et si l'on doit faire un acte immédiat, il est tout simple à trouver : il suffira de reprendre l'impôt de bourse qui a été supprimé par l'actuelle majorité sous l'influence du président sortant.

Deuxième engagement au titre de la volonté de redressement, c'est le pacte productif autour de quatre grandes propositions. La première, c'est la création d'une banque publique d'investissement qui regroupera l'ensemble des établissements qui existent, Caisse des dépôts, Fonds pour l'investissement, FSI, OSEO, une partie du Grand emprunt, les fonds régionaux bref avoir un outil national et régional qui permettra d'accompagner le développement des entreprises, soit par des prises de participation,

soit par des prêts directs, soit par toute forme d'intervention qui permettra aux entreprises stratégiques, aux entreprises innovantes, aux entreprises qui recherchent des capitaux pour leurs investissements de trouver là un partenariat et un accompagnement.

Deuxième mesure, c'est le soutien des entreprises les plus exposées à la concurrence internationale. Il y a un problème de compétitivité en France, sinon aurait-on 75 milliards de déficit de notre balance commerciale – je rappelle qu'elle était équilibrée en 2002 ? Il y a bien sûr un problème de place des produits français sur les marchés extérieurs et d'une trop grande porosité de notre marché intérieur.

Comment résoudre cette question de la compétitivité ? En baissant le coût du travail ? Mais jusqu'à quel point si l'on songe à la concurrence des pays émergents ? En changeant notre mode de financement de la protection sociale ? Il faudra à ce moment-là regarder l'ensemble des paramètres ! Je suis contre toute improvisation, toute fuite en avant qui aboutirait en définitive à ne rien régler sur la question de la compétitivité et à imposer les Français. Vous avez compris que je fais référence à la TVA.

Ce que je propose au contraire pour régler durablement, car il faudra du temps, la grande question de la compétitivité, c'est de soutenir l'investissement, l'innovation, la recherche, la connaissance et d'appuyer non pas toutes les entreprises, indifféremment, indistinctement, mais les entreprises qui sont exposées à la concurrence internationale, et notamment celles qui ont fait l'effort de localiser leur activité ici en France. Et donc, notre système fiscal sera adapté à la situation des entreprises qui sont exposées à la compétition et qui produisent en France. Nous modulerons un certain nombre d'impôts, nous ciblerons les aides publiques, nous conditionnerons les aides publiques à la localisation et bien sûr nous les retirerons, ces aides publiques, quand il y a délocalisation.

Et nous ferons, et c'est ma troisième proposition dans le pacte productif, un grand effort pour le développement des petites et des moyennes entreprises. D'abord en créant une nouvelle fiscalité d'entreprise, autour de trois taux. L'impôt sur les sociétés aura un taux de 35 % pour les grandes entreprises, de 30 % pour les entreprises de taille intermédiaire et de 15 % pour les petites et moyennes entreprises, de façon là encore à encourager le développement, la création, l'initiative et à apporter le soutien de l'Etat vers des entreprises qui créent de l'emploi et qui développent nos territoires.

De la même manière, les PME auront un accès plus simple à la commande publique, seront accompagnées dans leurs projets par une meilleure contractualisation entre l'Etat et les régions. Et les PME accéderont plus facilement qu'aujourd'hui au crédit impôt recherche.

Et enfin, dernière proposition visant à faciliter le financement de ces entreprises : un livret d'épargne qui partira de ce qui existe, le livret de développement durable, avec un plafond doublé de 6 000 euros à 12 000 euros – ce livret d'épargne sera entièrement dédié, quant à sa collecte, au financement des entreprises, et notamment des entreprises innovantes.

J'ajoute que nous aurons aussi à faire des efforts pour les nouvelles technologies. Et je n'en donnerai qu'une illustration, sur l'économie numérique. Nous nous fixons comme objectif en deux ans de couvrir l'ensemble du territoire en très haut débit, en liaison avec les collectivités locales et les opérateurs.

Volonté ! Volonté de maîtriser la finance. Volonté de redresser l'économie française. Volonté de donner priorité à la jeunesse. Vous savez que j'en ai fait le thème principal de la campagne que j'ai engagée. Parce que pour les Français, ce qui doit compter, d'abord et avant tout, c'est la réussite de la génération qui vient. Aujourd'hui un jeune sur six quitte le système scolaire sans aucun diplôme, aucune qualification. Trois ans après, la moitié de ces jeunes sont au chômage. C'est inadmissible. L'objectif que je fixe, c'est de réduire de moitié le taux d'échec.

Nous prendrons là encore plusieurs dispositions. D'abord priorité à l'éducation, à l'école. J'ai suffisamment évoqué à la fois les réformes indispensables sur les rythmes scolaires, sur l'accompagnement en primaire et sur les créations de postes, 12 000 par an pendant le quinquennat, soit 60 000. Ces créations de postes, je le rappelle, concerneront tous les personnels de l'éducation :

les professeurs bien sûr, mais aussi les personnels de surveillance, les personnels qui accompagnent les élèves les plus en difficulté, les infirmières scolaires, les médecins scolaires, les assistantes sociales. Bref, tous les personnels de l'éducation seront concernés. Ces créations, 12 000 par an, se feront dans le cadre de la stabilité des effectifs de la fonction publique.

Deuxième proposition, qui là aussi a été portée tout au long de ces derniers mois : le contrat de génération. Aujourd'hui quatre jeunes sur cinq sont en contrat précaire. Comment s'installer dans la vie s'il n'y a pas la garantie, autant qu'il est possible de l'offrir, au moins d'une visibilité sur les premiers mois, les premières années de la vie ? Le contrat à durée indéterminée doit être le moyen d'entrée dans l'entreprise. D'où l'idée du contrat de génération : des seniors, qui aspirent à transmettre leur expérience et qui attendent, en espérant rester dans l'emploi, le temps nécessaire pour partir à la retraite à taux plein et des jeunes qui rentreront en contrat à durée indéterminée. L'employeur aura une double exonération de cotisations sociales, ce qui représentera à peu près 4 500 euros par contrat. L'objectif est d'en créer 500 000.

Les emplois d'avenir, ceux que nous avons faits avec Martine Aubry durant le gouvernement de Lionel Jospin, seront repris, davantage ciblés sur les quartiers où il y a les taux de chômage les plus élevés, avec le souci de professionnaliser et donc de pérenniser. 150 000 emplois d'avenir seront donc créés.

Ensuite, j'ai considéré qu'aucun jeune, aucun, de 16 à 18 ans, ne pouvait être laissé livré à lui-même, déscolarisé, abandonné, oublié. Chaque jeune de 16 à 18 ans sera dans un parcours, que ce soit l'apprentissage, une formation, l'école voire un service civique. Ce seront les garanties de formation pour l'emploi. Personne ne sera, ici, écarté ou laissé de côté.

Enfin, toujours pour la jeunesse, il y aura une allocation d'autonomie sous condition de ressources, pour les jeunes en parcours de formation, que ce soit dans l'Université ou dans la formation professionnelle. Cette mesure sera conditionnée et s'appliquera lorsque nous aurons les ressources financières qui nous le permettront.

Dernier élément de volonté, parmi d'autres, c'est le logement. C'est aujourd'hui une des préoccupations des Français – et pas simplement des jeunes. Là aussi, je prends trois engagements.

Le premier : tous les terrains disponibles possédés par l'Etat pour des organismes dépendant de l'Etat, comme Réseau Ferré de France, tous ces terrains seront proposés aux collectivités locales, gratuitement, à une seule condition : que ces collectivités s'engagent, dans un délai de cinq ans, à construire des logements, dont une bonne part de logements sociaux. Cette proposition n'a jamais été faite. Depuis trop d'années, l'Etat prétend offrir des terrains à des prix de cession qui ne sont pas possibles pour les collectivités, même celles que l'on considère comme les plus favorisées. Donc, devant ce constat, il faut changer : changer de perspective, changer de méthode, mettre à la disposition des collectivités tous ces terrains – en conditionnant cette mise à disposition, bien sûr, à la réalisation de logements.

J'ajoute une proposition. Lorsqu'un plan d'urbanisme a été voté et que des terrains qui n'étaient pas constructibles se révèlent l'être, et pour éviter que les propriétaires – c'est bien compréhensible – gardent ces terrains qui ont déjà été revalorisés par le changement de classification dans le plan d'urbanisme, eh bien que ces propriétaires soient incités à les libérer en ayant déjà fait une plus-value qui ne vient que par la classification et que, donc, ces propriétaires soient incités à les libérer par une fiscalité progressive. Plus ils garderont ces terrains, plus l'imposition sera élevée.

Deuxième proposition : une fois qu'on a libéré des terrains, il faut construire. Et pour construire, il faut donc apporter des financements. D'où la proposition de doubler le plafond du Livret A, de façon à ce que nous puissions dégager 20 à 30 milliards d'euros en direction du logement – sans que cela ne coûte un euro à l'Etat. J'ai confiance dans la capacité d'épargne de nos compatriotes, pour ceux qui le peuvent : utiliser ce doublement du plafond pour placer leur argent dans des conditions qui seront garanties puisque le taux du Livret A sera indexé sur celui de l'inflation avec, même, une corrélation avec la croissance.

Troisième proposition : la loi de solidarité urbaine SRU sera modifiée, à la fois pour relever l'obligation de construire des logements sociaux, de 20 à 25 %, et multiplier par 5 les pénalités, que les communes parfois – je ne dirais pas dirigées par qui – préfèrent encore payer comme sanction plutôt que de réaliser des logements sociaux. Eh bien, ces communes ne pourront plus se désengager par rapport à cette obligation de mixité sociale !

Volonté, disais-je. Justice.

Si nous voulons réussir, nous devons faire de la justice le seul critère de nos politiques, de nos réformes, de nos actions. Je demande à être jugé sur ce seul objectif : qu'est-ce qui est juste, qu'est-ce qui ne l'est pas ? Ce qui est juste sera décidé. Ce qui ne l'est pas sera écarté.

Chacun sait qu'il conviendra de faire un effort, si nous voulons atteindre l'objectif de réduction de nos déficits publics à 3 % fin 2013 et l'équilibre à la fin de l'année 2017 – ce qui est l'engagement que je prends à la fois devant les Français et devant nos partenaires européens. Alors, il y a un effort à faire en 2012 et 2013. Cet effort sera demandé aux plus favorisés de nos compatriotes, ceux-là mêmes qui ont reçu beaucoup, beaucoup trop du président sortant et de sa majorité. Donc, l'impôt sur la fortune verra ses taux relevés, au même niveau – c'est-à-dire celui qui était prévu avant que la réforme de l'impôt sur la fortune ne soit engagée. Nous reviendrons donc à l'impôt sur la fortune, à des niveaux de prélèvement comparables. Je rappelle que 1% seulement des Français acquittent l'impôt sur la fortune.

Deuxième mesure : une tranche exceptionnelle d'impôt sur le revenu à 45 % sera créée pour les revenus supérieurs à 150 000 euros par an et par part. Un peu moins de 0,5 % des Français sont concernés par cette disposition.

Troisième mesure, les niches fiscales seront effectivement plafonnées. Aujourd'hui, c'est 18 000 euros et avec une facilité selon l'importance des revenus. Ce sera, demain, si les Français en décident, 10 000 euros de réduction d'impôt maximale. C'est-à-dire que toutes les personnes qui paient moins de 10 000 euros d'impôt seront les seules à en bénéficier. Les autres vont, bien sûr, avoir les 10 000 euros de réduction d'impôt. Mais ils ne pourront avoir que 10 000 euros de réduction d'impôt. Aujourd'hui, ce sont les ménages les plus favorisés, 5 % d'entre eux, qui bénéficient de toutes les niches fiscales avec les réductions d'impôt telles qu'elles sont prévues.

De la même façon, les revenus du capital et les revenus du travail seront fiscalisés au barème de l'impôt sur le revenu, de façon à ce que le principe d'égalité devant l'impôt soit respecté. Aujourd'hui, il y a un prélèvement libératoire qui peut varier, selon les produits de placements, entre 19 % et 24 %. Ce qui veut dire que les plus hauts revenus échappent à la progressivité de l'impôt, tout simplement.

J'ai cru comprendre qu'aux Etats-Unis, ce débat existait aussi. Et que le président Obama, lorsqu'il s'est exprimé devant le Congrès, a évoqué la secrétaire même d'un milliardaire, Monsieur Buffet – milliardaire qui voulait, lui, payer plus d'impôts. Il a dit : voilà, je demande que la secrétaire du milliardaire paie, en taux d'imposition, pas en montant d'impôt, le même niveau de prélèvement. Eh bien, en faisant cette réforme d'équivalence entre le prélèvement sur le revenu du travail et le revenu du capital, nous sommes dans le même esprit. Il n'est pas normal qu'un salarié, par son travail, ait un taux d'imposition supérieur à un rentier qui, par son patrimoine, dégage un revenu considérable. Il faut savoir que la moitié des revenus du patrimoine des Français les plus favorisés échappe justement à la progressivité de l'impôt.

Enfin, nous rapprocherons, je l'ai dit, l'impôt sur le revenu et la CSG, au niveau de l'assiette, sans qu'il y ait d'ailleurs là-dessus aucun rendement supplémentaire.

On me dira : mais, est-ce que ce ne sont pas les classes moyennes qui sont concernées par ces dispositions ? J'ai entendu certains s'en effrayer. Mais je veux les rassurer – les classes moyennes, pas celui qui nous faisait compétition, non déclarée – je veux les rassurer. Ces classes moyennes, elle ont été ponctionnées pendant cinq ans : plusieurs plans de rigueur, des augmentations de prélèvements continus, les dé-remboursements, les taxes sur les mutuelles, les franchises médicales... Donc, ces classes moyennes n'en peuvent plus – et je les comprends ! Elles seront protégées. Les seuls qui

seront concernés par nos mesures sont les plus hauts revenus, c'est-à-dire tous ceux qui ont bénéficié des cadeaux fiscaux depuis 2007. Ce sont 75 milliards de cadeaux fiscaux cumulés sur le quinquennat !

Sur le quotient familial, j'avais évoqué une modulation. Donc, il y aura une diminution du plafond. Aujourd'hui, c'est 2 300 euros. Ce plafond sera ramené à 2 000 euros. C'est-à-dire que les ménages en dessous de six Smic – six Smic – n'ont aucun avantage fiscal qui sera remis en cause. Ces ménages auront le même dispositif. En revanche au-dessus de six, sept et *a fortiori* 10 Smic, eh bien l'avantage fiscal sera réduit. Je veux donner une illustration. Pour une famille de trois enfants, avec neuf Smic, il y aura une perte de 273 euros dans l'année. Et cette mesure nous permettra de financer l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire de 25 %, pour que les 3 millions de ménages modestes, qui n'ont aucun avantage lié au quotient familial, par définition, puisqu'ils ne sont pas imposés, pour que ces familles-là puissent avoir aussi un soutien de l'Etat pour la politique familiale. Je suis très attaché à la politique familiale. C'est la raison pour laquelle je veux que l'ensemble des Français puisse en bénéficier largement.

Toutes nos mesures sont favorables aux classes moyennes, sont favorables à l'immense majorité des Français. Mais, je dois l'avouer, elles seront forcément plus sévères à l'égard des Français, que je respecte, qui ont beaucoup reçu de largesses fiscales, qui ont les plus hauts patrimoines, les revenus les plus importants, et qui doivent faire l'effort de solidarité.

Mais nous ne rétablirons pas nos comptes simplement par une politique fiscale sur les plus favorisés. J'en suis parfaitement conscient. Il nous faudra donc, pour trouver 29 milliards d'euros, car il y a 29 milliards d'euros à dégager pour atteindre nos objectifs de réduction des déficits, également faire un effort de clarification et de justice du côté des entreprises. Aujourd'hui, les plus grandes entreprises, par des mécanismes nombreux, échappent à l'effectivité du taux d'impôt sur les sociétés. Donc plusieurs niches fiscales, sociales, seront revues et nous dégagerons là des montants importants, comme je vous l'expliquerai tout à l'heure puisque sur les 29 milliards, il y aura à peu près 11,8 milliards du côté des ménages les plus favorisés et 17 milliards du côté des entreprises, le tout faisant 29 milliards.

Justice, disais-je. Le pouvoir d'achat.

Plusieurs mesures contenues dans mon projet intéressent directement le pouvoir d'achat des ménages. J'ai évoqué la protection de l'épargne populaire. Je veux parler du forfait pour la consommation en matière d'eau, d'électricité, de gaz. Il y aura un forfait de base qui sera introduit, de manière à ce que ceux qui font les consommations minimales puissent avoir un tarif qui soit plus bas que ceux qui consomment beaucoup d'eau, d'électricité et de gaz, non pas en fonction de leurs revenus, mais en fonction de leur comportement, et qui devront donc payer davantage.

Il y aura donc ce forfait de base, qui deviendra d'ailleurs un forfait social pour les ménages les plus modestes : à peu près 4 millions de Français. Donc, il y aura là une protection du pouvoir d'achat de nos compatriotes.

L'allocation de rentrée scolaire sera augmentée de 25 %, je l'ai dit.

Les loyers, pour la première location ou la relocation, seront encadrés dans les zones sensibles et en fonction des loyers pratiqués dans le même quartier, de façon à ce que ce soit par rapport à l'état du marché et non pas par rapport à une anticipation ou à une spéculation.

Sur les économies en matière de chauffage, nous engagerons un grand programme de réhabilitation des logements, d'isolation thermique. 600 000 logements par an seront ainsi rénovés. Ces 600 000 logements permettront à la fois de donner une activité importante au bâtiment, mais en plus de diminuer les charges sur les ménages.

Sur la justice quant aux droits fondamentaux, il y a d'abord l'égalité hommes/femmes, dont j'ai dit qu'elle devrait être partout respectée au niveau des rémunérations et que les entreprises qui, dans un

délai qui sera prévu par la loi, ne se seront pas mises en conformité avec ce principe perdront progressivement les exonérations de cotisations sociales.

Il y a également la question de la retraite. Nous avons contesté la réforme qui a été votée. Non pas la nécessité d'une réforme. Elle est d'ailleurs toujours d'actualité, puisque l'actuelle n'a pas permis de financer durablement les régimes de répartition. Mais il y a une injustice, qui ne peut pas être laissée plus longtemps, et qui revient à demander à ceux qui ont commencé tôt à travailler – à 18 ans, 19 ans – , qui ont toute leur durée de cotisation, eh bien de travailler non plus 41 années ou 41 années et demie le moment venu, mais 42, 43 ans voire parfois davantage.

C'est pourquoi, au lendemain de l'élection présidentielle, si les Français m'ont donné leur confiance, nous rétablirons, pour ceux qui ont les durées de cotisation exigées, possibilité de partir à 60 ans à taux plein. Et nous ouvrirons une négociation pour financer les retraites pour une longue période, avec des paramètres qui devront être revus.

Cette réforme, en tout cas la première décision, représente un coût de 1 milliard la première année et de 5 milliards fin 2017. Elle sera financée par un relèvement de cotisation de 0,1 % par an, salariée et patronale. 0,1 % par an pour financer cette mesure.

Volonté, enfin, en matière d'exemplarité, de morale publique. Exemplarité au sommet de l'Etat, je l'ai déjà dit, à la fois dans la diminution d'un certain nombre de frais et de manière de se comporter lorsqu'il y a l'exercice des responsabilités. J'ai évoqué la diminution de l'indemnité pour le Président et pour les membres du gouvernement. Mais ça doit être l'esprit, plutôt que l'économie à trouver, l'esprit dans le comportement et l'exercice des responsabilités.

Morale publique, cela veut dire que la justice doit être rendue indépendante, et notamment pour la nomination des Parquets, des procureurs. Egalement sur les nominations : j'ai dit, sur le secteur public audiovisuel, qu'à l'avenir ce sera une autorité indépendante qui décidera de la désignation des dirigeants.

Mais je veux introduire une mesure supplémentaire, en matière d'exemplarité, sur la corruption. Tout élu qui se verra condamné à une peine d'inéligibilité, même de quelques mois, pour des faits de corruption, ne pourra pas se présenter à un mandat public avant dix ans. Il faut que, là encore, les Français sachent que rien ne doit être toléré de la part de ceux qui ont brigué leur suffrage et qui ont eu la responsabilité de deniers publics.

Mais ne doivent pas davantage être tolérées les violences, les insécurités, d'où qu'elles viennent et quels qu'en soient les auteurs ou la nature. Nous fixerons des zones de sécurité renforcée. Nous créerons chaque année 1 000 postes de policiers, gendarmes, mais également de personnels pour la justice, de façon à répondre à cette nécessité de protéger nos concitoyens dans les zones, notamment où ils sont les plus exposés aux violences, aux intimidations et à la peur.

Et je sais que cela concerne beaucoup de familles et de quartiers, de jeunes qui se sont perdus et dont le seul destin est maintenant de connaître la prison, et quelquefois de devenir des récidivistes dangereux. Eh bien, nous créerons davantage de centres d'éducation renforcés et fermés. Il y en a aujourd'hui 40, il y en aura 80 à la fin du prochain quinquennat.

Enfin, l'esprit public c'est aussi le respect de la laïcité. C'est pourquoi j'ai indiqué que nous introduirons dans la Constitution les principes de la Loi de 1905, à la fois la liberté de conscience, le respect de la liberté religieuse et en même temps la séparation des Eglises et de l'Etat, sauf bien sûr pour l'Alsace et la Moselle, qui ont des traditions et qui ont aussi un régime particulier.

Volonté, justice, clarté.

La clarté, c'est de dire les hypothèses sur lesquelles je présente mon projet. L'hypothèse de croissance, je ne vais pas la forcer. Nul ne me prendrait au sérieux si j'indiquais un chiffre de croissance qui serait celui du gouvernement, puisqu'il est irréaliste. Donc pour 2012, le taux de

croissance tel que je l'ai prévu pour financer nos mesures sera de 0,5 %. En 2013, nous essayerons de faire en sorte que l'activité reprenne. Et là encore, j'ai été prudent : 2013, 1,7 % de croissance. C'est à partir de 2014 que nous pourrons trouver un rythme de 2 %, et peut-être davantage. Mais je ne veux pas ici, là encore, forcer les estimations pour mieux financer mes propositions.

Mes objectifs, c'est de ramener le déficit à 3 % en 2013 et l'équilibre fin 2017. C'est de ramener l'endettement public à 80 % de la richesse nationale fin 2017. C'est de réduire la part des dépenses publiques dans la production nationale à 54 % en 2017. C'est aussi d'admettre qu'il y aura une augmentation des prélèvements obligatoires. Mais cette augmentation des prélèvements obligatoires est exactement la même que celle que prévoit le gouvernement actuel, le président sortant, pour indiquer la stratégie de redressement des comptes publics auprès des autorités européennes. Donc, que nul ne vienne sur ce terrain-là laisser penser que la Gauche augmenterait les prélèvements et que la Droite les baisserait. La Droite n'a pas baissé les prélèvements, sauf pour les plus favorisés, et la Droite — j'allais dire le président sortant — a présenté une stratégie de finances publiques qui aboutit à mettre les prélèvements obligatoires au-dessus de 46 %. Je suis dans la même trajectoire. Pourquoi ? Parce que si nous voulons redresser les comptes publics, nous n'avons pas d'autres choix que de demander un effort — mais moi, je le demande aux plus favorisés, pas à l'ensemble des Français ! — et deuxièmement, de faire des économies sur la dépense, là où elle est finalement inutile, où elle n'a pas fait preuve d'efficacité. D'où l'objectif que je fixe de maîtriser la dépense, en faisant en sorte qu'elle ne puisse progresser par an que de 1 % — 1 % pour l'ensemble des administrations.

Quel est ensuite mon calendrier ?

Le quinquennat, en définitive, sera organisé en deux temps. Et là aussi, les Français me comprennent.

Le premier temps, c'est le temps des réformes structurelles, où nous devons faire les choix, ceux qui vont durablement permettre le changement de notre pays : réforme fiscale, réforme de nos finances publiques, lancement de l'Acte II de la décentralisation, création de la Banque publique d'investissement, soutien à notre appareil productif, maîtrise de la finance. Toutes ces décisions seront prises immédiatement au lendemain de l'élection présidentielle, et pour beaucoup, bien sûr, une fois que l'Assemblée nationale aura été renouvelée.

Mais en même temps, je suis conscient des urgences. Nous devons agir, aussi, rapidement pour celles et ceux qui attendent.

J'évoquais la question de ces travailleurs âgés qui ont les annuités et qui attendent pour partir. Je veux parler des jeunes qui veulent une insertion, un emploi. Le contrat de génération sera lancé immédiatement. Dès la prochaine rentrée, des mesures d'urgence seront prises pour l'école, car je ne veux pas, malgré toutes les contraintes, que les familles puissent être exposées à une rentrée où il est déjà prévu 14 000 suppressions de postes.

Enfin sur le logement, toutes les mesures que j'ai présentées seront d'application immédiate, aussi bien pour les terrains que pour le doublement du plafond du Livret A, que pour les obligations en matière de logements sociaux.

Ensuite, deuxième temps du quinquennat, quand nous avons retrouvé de la croissance, quand nous avons redressé notre pays, redressé ses finances, redressé son industrie, redressé son économie, alors, nous pouvons aller plus loin dans la redistribution. C'est là que nous pourrons regarder les questions de rémunération, les questions également de réforme sociale, qui nous donneront à ce moment-là la cohésion indispensable. Mais comme nous aurons soutenu le pouvoir d'achat dès le début avec un certain nombre de dispositifs, nous pourrons à ce moment-là recueillir la confiance des Français.

Comment financer ? Nous avons donc deux financements à assurer : le financement du redressement de nos comptes publics par rapport à nos engagements de maîtrise de la dette, et le financement de nos propres mesures.

Pour le financement du redressement de nos comptes publics, nous avons 29 milliards d'euros à trouver, en plus de la maîtrise de la dépense. La dépense publique ne progressera que de 1 % en volume chaque année.

Ces 29 milliards se repartissent comme je l'ai dit, c'est-à-dire 11,8 milliards en faisant contribuer les plus hautes rémunérations et en revenant sur la défiscalisation des heures supplémentaires, sauf pour les toutes petites entreprises qui méritent d'avoir un régime particulier. Mais pour les autres, il n'y aura plus cette incitation à recourir aux heures supplémentaires, dans une période où, en plus, nous finançons le chômage partiel. Comment comprendre cette incohérence où d'un côté il est demandé aux entreprises de recourir aux heures supplémentaires — en tout cas elles y sont incitées — et de l'autre de financer la réduction du temps de travail pour des salariés qui n'ont pas suffisamment de charge d'activité à assurer ?

Donc, 11,8 milliards seront ainsi trouvés. 17,3 milliards seront également recherchés du côté des entreprises, et j'en ai donné ici le détail, en supprimant les niches fiscales, les niches sociales et en faisant en sorte, également, de faire contribuer la finance.

Mais une fois que nous avons trouvé ces 29 milliards de manière juste et sans que notre économie n'ait le moins du monde à en souffrir, faut-il encore financer nos propres mesures ! Dans le programme que j'ai présenté, nos mesures sont évaluées à 20 milliards d'euros.

D'abord 2,5 milliards pour les aides à l'industrie et la relocalisation. 2,3 milliards pour le soutien aux PME — 2,5 milliards même pour le soutien aux PME si j'ajoute le crédit impôt recherche. Donc, 5 milliards pour le pacte productif. Contrat de génération pour les jeunes : 2,3 milliards. 2 milliards pour les emplois d'avenir sur l'ensemble du quinquennat. 1 milliard pour des mesures de sécurisation des parcours professionnels et de formation professionnelle, notamment des demandeurs d'emploi. La création de 60 000 postes dans l'Education nationale : 500 millions d'euros par an, 2 milliards à la fin de l'exercice. Les postes dans la Police et dans la Gendarmerie et la Justice : 200 millions d'euros. Les mesures pour le départ des salariés âgés en retraite : 1 milliard la première année, 5 milliards à la fin du quinquennat.

Et puis diverses mesures sur la rénovation urbaine (1 milliard), sur la baisse de la TVA sur le livre, car nous considérons que c'était une mauvaise division que d'augmenter la TVA sur le livre et les spectacles, un plan Outre-mer pour 500 millions d'euros, et les centres éducatifs fermés dont j'ai parlé, qui seront doublés, ce qui représentera 100 millions d'euros.

Au total, 20 milliards d'euros. Et les Français sont en droit de se poser la question ; comment finance-t-on 20 milliards d'euros ? Et je vais y répondre : par 20 milliards de recettes tirées à la fois d'économies sur le budget et de prélèvements.

D'abord sur les entreprises, il y aura une mesure qui sera supprimée, qui conduit en définitive l'Etat à soutenir des opérations financières menées par des grandes entreprises sans aucun bénéfice pour l'économie : 4 milliards. La réforme de la taxe professionnelle, qui n'a pas, contrairement à ce qui a été dit, suffisamment porté sur les entreprises productives, sera revue, avec un gain de 1 milliard. La suppression des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires dès lors que, pour les petites entreprises, elles ne sont pas modifiées, produira un gain de plus de 3 milliards.

Redéploiement des allègements de cotisations sociales pour financer la mesure du contrat de génération : 2 milliards. Maîtrise des effectifs de l'Etat, ce qui fera une économie de 2 milliards. Et hausse des cotisations vieillesse de 0,1 point par an, ce qui produira à la fin du quinquennat 5 milliards. Sans compter des redéploiements, au total 20 milliards d'euros.

Toutes les mesures présentées sont intégralement financées.

Je veux terminer cette présentation en disant que nous avons besoin d'ouvrir une perspective de redressement pour les Français. Ils ne se posent qu'une seule question aujourd'hui : est-ce que le changement attendu, espéré par beaucoup, peut se traduire en un changement des conditions de vie,

et surtout un changement d'avenir pour la génération qui arrive ? Ils se posent deux questions ensuite. Est-ce que ce qui nous est proposé est juste, et est-ce que c'est dans l'intérêt de la France ? Tout mon projet est un projet qui sert les intérêts de la France, de son redressement, de sa cohésion, de sa capacité à affronter les défis. Sert les intérêts de la France pour maîtriser la finance et la mettre au service de l'économie. Sert les intérêts de la France pour renouveler notre capacité industrielle. Sert les intérêts de la France pour améliorer notre système éducatif. Sert les intérêts de la France pour offrir à la jeunesse une nouvelle espérance de réussite.

Et en même temps, je ne promets que ce que je suis capable de tenir, pas moins, pas plus. Tout ce qui est dit sera fait. Tout ce qui est dit sera fait vite, lorsqu'il s'agit de changer les structures. Tout ce qui est dit sera fait dans le quinquennat, et sans que j'aie à devenir un président qui demande aux Français de le comprendre parce que j'aurai changé de politique ou parce que la conjoncture aura changé.

Je crois plus que jamais à la constance, à la cohérence, à la capacité à tenir le cap. Il faut agir dans la durée. Il faut agir juste, il faut agir bien, et il faut faire en sorte que les Français croient de nouveau en l'avenir. Ce projet, je l'ai construit, et j'en remercie tous ceux qui y ont contribué, d'abord à partir du projet du Parti socialiste, avec les ajouts de nos amis Radicaux, le travail qu'avait engagé Laurent Fabius, toutes les contributions qui m'ont été données. J'ai fait ensuite l'arbitrage, et j'ai pris ce qui me paraissait être, dans cette période, compatible avec l'exigence de sortir de la crise, avec l'engagement de maîtriser notre dette et avec le souci de servir les Français et de leur donner un espoir.

Merci de m'avoir écouté, je suis prêt à répondre à vos questions.

François Hollande était à Nevers le 1er mai afin de commémorer la mort de l'ancien Premier ministre de François Mitterrand, Pierre Bérégovoy, décédé le 1er mai 1993. Il a insisté sur le fait que ce jour était « la fête des travailleurs », et regretté « que Nicolas Sarkozy en fasse un instrument, là encore, de conflit ».

Après s'être recueilli devant la sépulture de Pierre Bérégovoy, François Hollande s'est rendu devant le Palais ducal de Nevers, où était organisé un pique-nique citoyen. Il a alors fait une courte allocution au cours de laquelle il a d'abord tenu à rendre hommage au parcours d'un grand homme, un ouvrier et syndicaliste qui s'est ensuite engagé en politique aux côtés du Parti socialiste, et est devenu "une référence" en tant que ministre de l'Economie et des Finances.

Il a ensuite rappelé combien la fête du travail, le 1er mai, était une date à célébrer et à respecter, une fête du "syndicalisme" aussi. Il a d'ailleurs adressé une lettre aux leaders syndicaux en les assurant de son « attachement aux valeurs et aux principes » du 1er mai.

"Le 1er mai c'est aussi rappeler les enjeux de liberté", a souligné le candidat pour qui, ce jour fêté dans le monde entier, doit également alerter les pays émergents qui comptent parmi les grandes puissances et "qui devraient entendre les travailleurs".

Contrairement au candidat sortant qui a multiplié les "bourdes" sur le 1er mai et encore une fois favorisé les oppositions en parlant de "vrai travail", François Hollande a plaidé, dans un "pays fragmenté" et fragilisé par la crise, pour "l'apaisement", "le respect" et le

"rassemblement". >> Le droit des salariés vu par François

Hollande

"Le candidat sortant pense que les chômeurs veulent rester au chômage? Que les prestataires du RSA vivent bien avec 475 euros par mois?", s'est exclamé François Hollande. Regrettant cette inclinaison à aider les rentiers pendant 5 ans et à rendre plus dure la vie des salariés, le candidat a ajouté "eh bien ça changera!", ce sera la justice qui prévaudra.

1. Discours de François Hollande à Nevers

Monsieur le Maire,

Mesdames Messieurs les élus ici présents,

Mesdames Messieurs,

Chers amis,

J'avais bien des raisons de venir ici à Nevers, aujourd'hui 1er mai.

D'abord la Nièvre, terre de victoires pour la Gauche, qui m'accueille une nouvelle fois. Je dis « une nouvelle fois » parce que j'y suis venu à tant de reprises... Et la dernière est restée dans ma mémoire, c'était le 10 mai 2011, c'est-à-dire trente ans après la victoire de François Mitterrand. Nous étions rassemblés à Château-Chinon, vous étiez sans doute présents. J'y avais fait le discours au nom des socialistes. Et je vous avais dit : « rendez-vous en 2012 ». J'y suis au rendez-vous, vous y êtes ! Et nous avons le même devoir que celui que s'était donné François Mitterrand il y a plus de 31 ans : de nouveau faire prévaloir l'alternance et au-delà d'elle le rassemblement des Français sur une grande cause, la République.

Oui, nous sommes conscients, ici plus qu'ailleurs, de ce devoir impérieux

de réunir les Français et non pas de les diviser. Je laisse ça au candidat sortant qui veut toujours séparer les uns des autres, qui imagine qu'il y a deux France qui se font face et qui devraient s'affronter jusqu'au bout. Eh bien non ! Nous allons laisser les Français voter, c'est dimanche, vous n'avez rien oublié ! Et une fois qu'ils auront voté dans le sens que nous espérons, que nous voulons, que nous désirons, nous nous rassemblerons parce qu'il conviendra de se mettre au travail pour la France.

Je viens ici, un 1er mai à Nevers, pour rendre hommage à la grande figure qu'était Pierre Bérégovoy. Je salue ici sa famille, ses collaborateurs, ses amis, les élus de Nevers, tous ceux qui l'ont accompagné dans ce parcours qui fut le sien. D'abord, il fut un syndicaliste. Je veux rendre hommage à tous les syndicalistes de France, à celles et ceux qui, humblement, modestement, défendent les travailleurs, ont le plus beau des mandats : souvent éviter aux plus faibles le licenciement, donner de la dignité à ces travailleuses et ces travailleurs qui, rivés à leurs machines, demandent à être défendus, protégés. Oui, la fête du travail c'est la fête du syndicalisme, et je ne peux pas accepter, ici en France, qu'il puisse y avoir une bataille le 1er mai contre le syndicalisme !

Les syndicalistes mènent leur combat indépendamment de la politique. Ils peuvent avoir leurs choix, leur engagement, mais ils sont d'abord au service des salariés, de tous les salariés. C'était la démarche de Pierre Bérégovoy. Et quand il en eut terminé avec son combat syndical, il est passé à l'action politique. Il ne s'est pas trompé sur les hommes qu'il a voulu rejoindre. D'abord Pierre Mendès France parce qu'il y voyait là l'honnêteté en politique, la morale, le respect des engagements. Puis François Mitterrand parce qu'il y voyait la volonté, la ténacité, l'esprit de rassemblement. Il est donc entré au parti socialiste et il en

fut l'un des principaux dirigeants. Je n'oublie pas qu'en 1981, au lendemain de la victoire, c'est à Pierre Bérégovoy que François Mitterrand confia la préparation de la transition, de la transmission des pouvoirs. Oh ce ne doit pas être facile ! J'ai l'impression que le candidat sortant de 1981 résistait : il n'arrivait pas à dire au revoir, ou il espérait qu'en disant au revoir, on le retiendrait ! C'était trop tard... Je ne sais pas ce que l'autre va faire, mais nous on lui dit déjà au revoir !

Pierre Bérégovoy lutte contre l'inflation et modernisa notre pays!

#1erMai #Nevers

— François Hollande (@fhollande) Mai 1, 2012

Pierre Bérégovoy devint secrétaire général de l'Élysée puis ministre. Et c'est en tant qu'homme d'État que je veux aussi le saluer. Ministre de l'économie et des finances, pour un ajusteur, un syndicaliste, ce n'était pas forcément le destin qu'il avait imaginé ou que d'autres avaient conçu pour lui. Les syndicalistes, on les met aux affaires sociales, et les ajusteurs à la revalorisation du travail manuel. Mais ministre de l'économie et des finances, vous n'y songez pas ! Mais pourquoi donc, en France, un ouvrier ne pourrait pas devenir, aussi, ministre de l'économie et des finances ? Et quel ministre a-t-il été ! L'homme qui a rétabli les comptes publics, parce que déjà il fallait engager le redressement, parce que déjà la Droite nous avait laissé en 1981 14 % d'inflation et un déficit du commerce extérieur. Cette Droite qui voudrait nous laisser penser qu'elle est bonne gestionnaire ! Et une nouvelle fois c'est la Gauche, et Pierre Bérégovoy y prit sa part, qui lutta contre l'inflation, engagea les restructurations industrielles et modernisa notre pays. Pierre Bérégovoy devint, parmi les grands dirigeants, les « argentiers » comme on dit, de l'Europe et de la planète, une référence : l'homme qui

savait gérer, l'homme qui savait ce qu'était la valeur de la monnaie. Parce que, quand on a été syndicaliste, quand on a été ouvrier, on sait que l'inflation est un mal qui ronge et on sait ce qu'est la valeur, à l'époque d'un franc, aujourd'hui d'un euro. Enfin il devint Premier ministre dans une situation très difficile pour la Gauche. Il se battit avec honneur, mais c'est précisément là où on a voulu l'attaquer. C'est parce qu'il n'a pas supporté le dénigrement, le mensonge, la violence, toujours présentes hélas dans le débat public, qu'il prit la décision dont nul n'a oublié la gravité, le choc, dans sa mémoire. Voilà pourquoi je voulais être ici en ce 1er mai, pour saluer un syndicaliste, un ouvrier, un homme d'Etat, un grand serviteur de la République. Soyez fiers, Nivernais, d'avoir connu Pierre Bérégovoy !

Didier Boulaud me rappelait que pour Pierre Bérégovoy, il n'y avait pas de plus belle cause à servir que celle de la jeunesse, et qu'il considérait qu'elle était celle qui voyait toujours plus loin parce que sait qu'elle nous dépassera forcément et que c'est elle qui un jour aura à prendre la direction du pays. C'est pour la jeunesse que je me suis engagé dans cette campagne présidentielle. C'est pour la jeunesse que je veux que ce 1er mai soit celui du droit au travail pour la génération qui vient.

Le sens de l'humanité que nous donnons à cette fête ne doit pas être dévoyé! #1erMai #Nevers

— François Hollande (@fhollande) Mai 1, 2012

Le 1er mai, partout dans le monde, c'est la fête du travail. Cette idée est venue des Etats-Unis d'Amérique, à la suite d'un grand combat, lors du XIXe siècle et puis ensuite, de tous les syndicats du monde — enfin, les syndicats libres, parce qu'il y a encore tant de pays dans le monde

où il n'y a pas le droit syndical, où il n'y a pas la liberté de manifester : le 1er mai, c'est aussi rappeler l'enjeu de la liberté des démocraties y compris parmi les pays émergents qui sont parmi les puissances et qui devraient aussi entendre la voix des travailleurs. Eh bien nous la portons aussi pour ces pays-là. Fête des travailleurs, fête des travailleurs du monde, fête syndicale, de tous les syndicats au-delà de leur sensibilité, fête républicaine, parce que le 1er mai est entré dans nos usages, nos rites, dans le sens que nous donnons au progrès. C'est la fête où ceux qui ont du travail, ceux qui n'en ont pas, ceux qui en voudraient un meilleur se retrouvent pour marcher dans le souci exclusif d'améliorer la dignité humaine. Le sens de l'humanité que nous donnons à cette fête ne doit pas être dévoyé. Ce fut déjà le cas quand un mouvement d'extrême droite a essayé de capter la mémoire de Jeanne d'Arc – qui n'y est pour rien et je veux ici défendre son honneur — mais aussi pour capter l'idée que les travailleurs pourraient se réfugier dans un vote qui serait contraire à leurs intérêts. Car comment un ouvrier, comment un jeune, comment un travailleur, pourrait penser qu'il y a, dans le rejet, le repli, la haine de l'autre une place pour assurer son avenir ?

Et voilà que le candidat sortant découvre le 1er mai. Jusque-là, je ne sais pas ce qu'il faisait ce jour-là, mais il ne nous livrait pas ses pensées les plus profondes. Mais cette année il s'y est invité. Il en a bien le droit, nul ne va empêcher quiconque de tenir meeting le jour du 1er mai ! Encore aurait-il fallu qu'il trouve le bon thème pour illustrer son propos. Et voilà qu'il annonce, convoque une fête du « vrai travail » ! Ensuite, conscient de sa bourde, une de plus, voilà qu'il change l'ordre des mots. Il n'a pas voulu dire ça ! A un moment il a dit qu'il ne l'avait pas dit, mais maintenant, grâce aux produits de la technologie et aux modes d'enregistrement, aux caméras, on arrive à peu près à restituer ce qui a été dit et ce qui n'a pas été dit. Alors, il est dans

une phase de repentance, il a dit : « pardonnez-moi, je ne voulais pas le dire comme ça, je voulais annoncer une « vraie fête » du travail ! Alors il y en aurait une fausse ? Il y en aurait une autre ? Mais il n'y en a qu'une, il n'y a qu'une seule fête du travail, c'est celle des travailleurs, et chacun est le bienvenu pour y participer ! Mais c'est toujours cette tentation, à laquelle il cède trop souvent, d'opposer les uns les autres, les vrais travailleurs avec les faux, les vrais chômeurs avec les faux, les travailleurs par rapport aux assistés, les travailleurs français contre les travailleurs étrangers. Mais je ne veux pas de ces distinctions ! Il n'y a que des travailleurs, que des hommes et des femmes qui aspirent à la dignité, à la reconnaissance, à la considération !

Je n'accepterai pas que le candidat-sortant s'arroge la valeur travail!

Qui défend la valeur travail et qui l'abîme? #1erMai #Nevers

— François Hollande (@fhollande) Mai 1, 2012

L'autre jour, il était à la Concorde. Cette fois-ci il est à la discorde ! Il aura fait les deux ! Mais je n'accepterai pas que la Droite ou le candidat sortant, ce qui revient au même — encore que même à droite il y en a qui trouvent qu'il va bien loin, bien trop loin – je n'accepterai pas que le candidat sortant s'arroge la valeur travail. La valeur du travail est celle que nous défendons tous en commun dans une République que nous voulons sociale. Quand il y a 4 millions de chômeurs, quand le chômage a augmenté de plus d'un million, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Lorsque la précarité se développe, qu'elle touche des jeunes, dont un quart de moins de 25 ans connaissent le chômage, quand 3 jeunes sur 4, jusqu'à 30 ans, ont des contrats à durée déterminée ou vivent de petits boulots, de contrats d'intérim, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Lorsque 80 % des contrats à temps partiel sont

hélas réservés aux femmes, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ?

Lorsque, après tant de lois il demeure tant d'inégalités entre les hommes et les femmes pour le même travail, pour le même diplôme, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Et quand aucun coup de pouce n'a été accordé au SMIC quand, dans le même temps, des dirigeants d'entreprises importantes ont pu s'augmenter en une seule année de 34 %, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ? Quand tant d'hommes et de femmes dans de trop nombreuses entreprises publiques comme privées expriment une souffrance au travail et parfois cèdent au découragement au point, pour certains d'entre eux, de mettre fin à leurs jours ? Nous sommes tous conscients que la valeur travail doit être défendue, promue, considérée ?

Et lorsqu'il est dénié à des travailleurs qui ont commencé tôt leur vie professionnelle, à 18 ans, de pouvoir partir à 60 ans quand ils ont leurs 41 années de cotisations, qui défend la valeur travail et qui l'abîme ?

Je considère que, dans cette campagne présidentielle, l'emploi, le travail, doivent être au cœur de nos priorités. D'abord parce que nous avons besoin de redresser notre pays, redresser son industrie, son économie, sa production. Nous avons perdu beaucoup de forces ces dernières années, 400 000 emplois industriels qui ont été détruits, rien que sur les trois dernières années 300 usines qui ont fermé. Et puis ce commerce extérieur qui s'est déséquilibré au point que notre compétitivité aujourd'hui est gravement atteinte et que nous avons un déficit de 70 milliards de notre balance commerciale. Oui nous avons besoin de redresser notre économie et je fais des propositions fortes pour y parvenir.

La création d'une banque publique d'investissement pour accompagner les efforts des entreprises, la mobilisation de l'épargne pour l'affecter à l'industrie, le souci que nous devons avoir, aussi, de donner plus d'importance à l'innovation, à la recherche. Changer la fiscalité,

l'abaisser pour les petites entreprises, la relever pour les grandes, et permettre aux petites et moyennes entreprises d'avoir un autre système de financement de la protection sociale pour que ce ne soit pas toujours le travail qui soit pénalisé, mais l'ensemble des facteurs de production, à commencer par le capital. Oui, l'emploi viendra du redressement productif !

Nous avons aussi à donner plus de place à la croissance, et en France et en Europe. Avez-vous vu, là-dessus, que les esprits évoluent ? Et je vous en remercie : grâce au suffrage que vous m'avez apporté au premier tour, déjà une prise de conscience s'est levée dans les capitales européennes. On nous regarde différemment, et un certain nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement qui étaient attachés à l'austérité commencent — le mot leur fait mal ! — à parler de croissance. Eh bien, après le second tour, ils n'en parleront pas, ils feront une politique de croissance si nous gagnons l'élection présidentielle !

Je suis européen. François Mitterrand nous a montré la voie. Pierre Bérégovoy a éclairé le passage. Je suis européen parce que je pense que dans un contexte comme nous le connaissons, la crise qui frappe, notre Europe peut être le levier, la solution — sauf si elle se condamne à l'austérité, ce que le candidat sortant a choisi comme orientation avec la chancelière d'Allemagne. Soyez prudents, nous aurons à travailler avec elle ! C'est cette orientation-là que je dénonce. Les disciplines budgétaires, nécessairement, ça permettra de corriger leurs excès. Parce que la dette, elle n'est pas venue de nous, 600 milliards d'euros rien que sur les cinq dernières années ! Donc, nous aurons à respecter les disciplines, à accepter aussi de réduire notre dette et de faire en sorte que les pays d'Europe se mettent ensemble pour conjuguer leurs efforts dans la justice pour notre pays. Parce que si nous devons réduire notre dette, maîtriser nos déficits, la contribution qui sera demandée sera

d'abord celle de ceux qui ont été servis pendant cinq ans en termes de cadeaux fiscaux, de largesses, de privilèges. Et nous commencerons d'ailleurs par abroger la TVA dite sociale, qui ne changerait rien à la compétitivité des entreprises mais en revanche pénaliserait encore davantage la croissance.

Oui, nous aurons donc à renégocier le traité budgétaire. Et nous le ferons, je le pense, en bonne harmonie avec nos partenaires. Parce qu'ils ont compris que nous portions une exigence qui n'était pas un préjugé, mais qui était en fait une nécessité. Nous ne pouvons pas admettre que l'Europe soit le seul continent de la planète qui vive en récession quand la reprise économique se lève aux Etats-Unis et quand les pays émergents ont des taux de croissance insolents. Donc, nous aurons à remettre de la croissance, à remettre de l'emploi. Il y faudra du temps. Mais c'est au nom du travail que nous le faisons.

Alors, on nous fait souvent la leçon — c'est leur façon de faire peur à la veille du scrutin. Que nous dit-on de notre arrivée au pouvoir ! Quel cataclysme nous est annoncé, quelle catastrophe ! Comme si nous vivions aujourd'hui dans la meilleure des France ! Comme si tout allait bien ! Comme si la crise n'était pas là ! Comme si l'austérité ne sévissait pas ! Mais non, le risque, ce serait nous... Non, le risque, ce serait de continuer avec eux !

Voilà que le candidat sortant a inventé la frontière. Il ne l'avait pas rencontrée jusque-là, il en voit maintenant la nécessité. La frontière d'abord pour empêcher les étrangers de venir. Mais il y a des règles, il y a des principes, il y a des lois dans la République. Pourquoi faire peur ? Pourquoi agiter, encore une fois, le spectre de l'invasion ? Comme si nous, la Gauche, et en tout cas moi candidat à la présidence de la

République, nous voulions remettre en cause les principes qui nous fondent ! Les étrangers qui sont ici en situation légale doivent pouvoir y rester tant qu'ils acceptent les principes de la République. Nous ne pouvons pas accueillir des étrangers dès lors que notre situation économique ne nous l'autorise pas. Et donc, nous y veillerons. Nous ne pouvons pas accepter qu'une immigration irrégulière vienne, donc nous veillerons là aussi à protéger notre pays. Mais pourquoi donc cette peur que l'on voudrait lever, et pourquoi faire de l'étranger, de l'immigré, la question qui serait principale dans l'élection présidentielle ? Eh bien non, la question principale, c'est le chômage, c'est le pouvoir d'achat, c'est la lutte contre les inégalités !

Le candidat-sortant pense que les chômeurs veulent rester chômeurs? Ce qu'attendent les chômeurs c'est du travail! #1erMai #Nevers
— François Hollande (@fhollande) Mai 1, 2012

Et quelle autre peur fait-on surgir ? Que nous voudrions, nous, développer l'assistantat ? Que nous voudrions pénaliser le travail ? Mais en quelque manière que ce soit, il n'en est pas question. Et puis derrière tout cela, il y a quand même un préjugé. Le candidat sortant pense que les chômeurs veulent rester chômeurs, que les prestataires du RSA veulent rester à 475 euros ? Est-ce qu'il pense que c'est une condition qui permet de vivre décemment ? Non, ce qu'attendent les chômeurs c'est du travail, et les prestataires du RSA c'est de l'insertion !

Et voilà qu'il s'en prend encore aux 35 heures. Parce que pour lui, si ça va mal, c'est à cause des 35 heures ! Ils y ont touché, retouché, aux 35 heures. Aujourd'hui, les contingents d'heures supplémentaires sont sans limite. Les heures supplémentaires sont défiscalisées. Et voilà qu'il

pense encore que les problèmes de notre pays sont liés aux 35 heures ! Mais il a néanmoins un projet caché : avec l'accord compétitivité-emploi, il voudrait que la durée légale du travail, finalement, puisse être gommée pour introduire une durée que décideraient les entreprises elles-mêmes. Voilà ce qui est prévu et qui n'est pas dit. Je ne laisserai pas, là encore, les 35 heures une nouvelle fois attaquées. Parce que ça a été, à un moment aussi, une conquête, les 35 heures. Et ça a permis à beaucoup de travailleurs, notamment dans les métiers pénibles, de pouvoir respirer.

Et puis maintenant, voilà qu'il laisse penser que l'on voudrait atteindre le patrimoine des Français. Les droits de succession sont uniquement pour les 10 % de la population la plus fortunée. 90 % y échappent. Il n'est pas question de revenir sur ces règles. Mais ce que je n'accepte pas, c'est qu'il y ait eu ces derniers mois un allègement de l'impôt sur la fortune de plus de 2 milliards, le maintien du bouclier fiscal. Voilà ce qu'ils sont en définitive, ces dirigeants de droite, enclins à donner des avantages aux rentiers, et toujours durs à l'égard des salariés les plus modestes. Et bien ça changera, ça s'appellera la justice !

Je dis à nos compatriotes : n'ayez peur de rien, soyez conscients de vos atouts, de vos forces ! Nous ne ferons que redresser notre pays dans la justice et le rassembler. Nous n'atteindrons aucune liberté. Nous ne mettrons en cause aucun principe de justice et d'équité. Nous reconnaitrons le travail à sa juste place. Nous nous battons contre les exclusions. Nous ramènerons de l'emploi pour qu'il y ait moins de chômage. Nous donnerons également à ceux qui sont les plus pauvres — 8 millions de pauvres dans notre pays ! — un autre horizon que de rester dans une plus grande pauvreté encore. Voilà ce qui nous animera !

Ma première priorité sera l'emploi. Nous créerons le contrat de génération : francoishollande.fr/dossiers/le-co… #1erMai #Nevers
— François Hollande (@fhollande) Mai 1, 2012

Sur l'emploi, ma première priorité sera de créer ce contrat de génération permettant à l'employeur qui gardera un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite dignement et qui embauchera un jeune en contrat à durée indéterminé, d'être aidé et de ne plus payer de cotisations sociales sur les deux emplois.

Nous créerons les emplois d'avenir, les emplois-jeunes, notamment dans les quartiers où il y a le plus de chômage et le plus de précarité. Et puis, nous ferons en sorte aussi qu'il y ait dans ces quartiers des clauses d'insertion qui permettent aux entreprises qui y travaillent d'embaucher ces jeunes plutôt que de les laisser dans l'inquiétude, dans l'incertitude de leur avenir.

Nous avons une grande cause ensemble, c'est aussi la formation, l'éducation, l'école de la République. Je sais combien elle a été attaquée dans un département comme le vôtre. C'est là que l'on a mis en cause les RASED, l'accompagnement des enfants les plus en difficulté. C'est là qu'on ferme des classes. C'est là qu'on supprime les options, les dotations horaires dans les collèges. Eh bien, tout cela changera aussi ! On me dit : « 60 000 postes en cinq ans ? Aucun pays d'Europe n'a créé 60 000 postes d'enseignants, d'assistantes sociales, d'infirmières scolaires, de médecins scolaires en cinq ans ». Mais dans aucun pays d'Europe, on n'avait supprimé avant 80 000 postes d'enseignants, d'assistantes sociales ou d'infirmières !

Voilà, mes chers amis, pourquoi je voulais venir ici à Nevers dans la

Nièvre, à quelques jours du grand rendez-vous du 6 mai. C'est vrai que nous avons confiance, confiance en nous-mêmes, confiance dans le peuple français. Nous sentons bien qu'il veut le changement. Il doit le décider. Et je veux ici vous dire ma fierté de vous représenter dans cette campagne présidentielle. C'est un grand honneur que vous m'avez fait, de me désigner comme candidat et, si notre peuple en décide, comme prochain président. En même temps, c'est une lourde responsabilité que de vous faire gagner cette élection. Car je veux que ce soit votre victoire ! La victoire de ceux qui depuis toujours, ou plus récemment, combattent pour les mêmes idéaux, ceux de la justice, de l'égalité, de la dignité humaine, de la laïcité, de la liberté. C'est pour ça que je me suis engagé comme socialiste.

Mais aujourd'hui, je ne suis plus le candidat du Parti socialiste, des Radicaux de Gauche. Je suis le candidat de toute la Gauche rassemblée, et qui doit se réunir, se regrouper. C'est ce qu'elle a fait dès le soir du premier tour, avec Jean-Luc Mélenchon, avec Eva Joly. Et donc, il était important que ces paroles soient prononcées et que rassemblement soit fait.

Mais je suis aussi le candidat qui doit élargir encore, pour que tous ceux qui veulent le changement puissent se retrouver derrière ma candidature. Je pense aussi à ceux qui ont une certaine idée de la France, qui ne voulaient pas la voir abîmée, abaissée comme elle l'a été depuis cinq ans. Je pense à ceux qui ont une exigence morale dans le comportement de ceux qui doivent diriger la France, ceux qui veulent une justice indépendante, qui veulent une administration impartiale, qui veulent aussi qu'il n'y a pas de protections, de privilèges. Ceux-là, ils sont dans le mouvement avec nous ! Et puis, il y a aussi tous nos concitoyens qui ne savent plus vers qui se tourner, qui doutent de

l'avenir, de la politique, qui se défient même de la démocratie. Nous ne devons pas les laisser de côté. Nous devons aller les chercher, toutes ces femmes, tous ces hommes qui se mettent en rupture — en rupture par rapport à eux-mêmes, par rapport à la République. Aucun d'entre eux ne doit être laissé dans des mains qui ne seraient pas celles de la démocratie et de la République !

Le pays est fatigué de ce qui lui a été fait depuis 5 ans. #1erMai #Nevers
— François Hollande (@fhollande) Mai 1, 2012

Mais je l'ai dit, moi, je veux promettre mais je ne veux pas me compromettre. Et jamais ne céderai sur les principes, sur les valeurs et sur la République. Voilà pourquoi nous sommes un rassemblement plus large qu'au départ celui que je pouvais incarner. Je pense que demain, le prochain président devra rassembler, rassembler encore. Parce que le pays est fatigué, fatigué de ce qui lui a été fait depuis cinq ans. Le pays a été brutalisé par des phrases, par des mots, par des politiques. Le pays a été fragmenté entre autant de catégories qu'il en existait. Et donc, ce pays demande réconciliation, apaisement, respect, considération, honneur. Et moi, je veux respecter tous les concitoyens quels qu'ils soient, quels que soient leur sensibilité, leur couleur de peau, leur parcours, leur origine. Et je ne mets pas la religion dans le débat public. La religion, elle doit rester à sa place. Et aucune religion ne doit être montrée du doigt, pas davantage s'imposer à nous !

Voilà pourquoi je voulais être parmi vous ce 1er mai. Merci d'avoir répondu à notre invitation. Nous aurons toujours, au mois de mai, de beaux anniversaires. Et je voudrais tant que les jeunes générations puissent vivre d'abord le 1er mai, fête du travail, fête des travailleurs, puis le 6 mai, victoire de la Gauche, du changement, du

redressement, de la justice. Et puis, nous n'oublierons jamais le 10 mai, parce que tout est né de cette belle victoire de François Mitterrand. Tout à l'heure on disait — c'est toi Monsieur le Maire — qu'il y avait des liens qui nous unissaient, Nièvre, Corrèze. Je suis élu de la Corrèze. Pierre Bérégovoy d'ailleurs, avant de venir dans la Nièvre, avait fait un passage en Corrèze, parce que la Corrèze inspire toujours... Et donc, nos deux départements sont liés. Et ici, je suis autant chez moi qu'en Corrèze ! Et je me suis donné un objectif, être le deuxième président de la Corrèze et être enfin le successeur de François Mitterrand. Faites en sorte qu'il en soit ainsi !

Je ne vous demande pas comme d'autres votre aide. Je ne vous dis pas que j'ai besoin de vous. Je ne vous supplie pas. Non, je vous dis : soyez fiers d'être citoyens de la République française, faites votre devoir, servez la République, servez la France et permettez le changement !

Merci, merci de votre confiance !

Mes chers concitoyens,

Les Français, en ce 6 mai, viennent de choisir le changement en me portant à la présidence de la République. Je mesure l'honneur qui m'est fait et la tâche qui m'attend.

Devant vous, je m'engage à servir mon pays avec le dévouement et l'exemplarité que requiert cette fonction. J'en sais les exigences et, à ce titre, j'adresse un salut républicain à Nicolas Sarkozy qui a dirigé la France pendant cinq ans et qui mérite à ce titre tout notre respect.

J'exprime ma profonde gratitude à toutes celles et à tous ceux qui ont, par leurs suffrages, rendu cette victoire possible.

Beaucoup attendaient ce moment depuis de longues années, d'autres, plus jeunes, ne l'avaient jamais connu. Certains avaient eu tant de déceptions, les mêmes tant de souvenirs cruels. Je suis fier d'avoir été capable de redonner espoir. J'imagine ce soir leur émotion, je la partage, je la ressens. Et cette émotion doit être celle de la fierté, de la dignité, de la responsabilité.

« Je serai le président de tous »

Le changement que je vous propose, il doit être à la hauteur de la France. Il commence maintenant. Aux électeurs - et ils sont nombreux - qui ne m'ont pas accordé leur suffrage, qu'ils sachent bien que je respecte leurs convictions et que je serai le président de tous. Ce soir, il n'y a pas deux France qui se font face. Il n'y a qu'une seule France, une seule nation, réunie dans le même destin.

Chacune et chacun en France, dans la République, sera traité à égalité de droit et de devoir. Aucun enfant de la République ne sera laissé de côté, abandonné, relégué, discriminé. Et la promesse de la réussite sera honorée pour l'accomplissement pour chacun, pour sa vie et pour son destin personnel.

Trop de fractures, trop de blessures, trop de ruptures, trop de coupures ont pu séparer nos concitoyens. C'en est fini. Le premier devoir du président de la République est de rassembler et d'associer chaque citoyen à l'action commune pour relever les défis qui nous attendent. Et ils sont nombreux, ils sont lourds.

Le redressement d'abord de notre production pour sortir notre pays de la crise, la réduction de nos déficits pour maîtriser la dette, la préservation de notre modèle social pour assurer à tous le même accès aux services publics, l'égalité entre nos territoires - je pense aux quartiers de nos villes et aux départements ruraux -, la priorité éducative - l'école de la République qui sera mon engagement -, l'exigence environnementale, la transition écologique que nous devons accomplir, la réorientation de l'Europe pour l'emploi, pour la croissance, pour l'avenir.

« Deux engagements majeurs : la justice et la jeunesse »

Aujourd'hui même, où les Français m'ont investi président de la République, je demande à être jugé sur deux engagements majeurs : la justice et la jeunesse. Chacun de mes choix, chacune de mes décisions se fondera sur ces seuls critères : est-ce juste ? Est-ce vraiment pour la jeunesse ?

Et quand, au terme de mon mandat, je regarderai à mon tour ce que j'aurai fait pour mon pays, je ne me poserai que ces seules questions: est-ce que j'ai fait avancer la cause de l'égalité ? Est-ce que j'ai permis à la nouvelle génération de prendre toute sa place au sein de la République ?

J'ai confiance en la France, je la connais bien. J'ai pu autour de cette France-là, que j'ai visitée, que j'ai rencontrée, mesurer à la fois les souffrances, les difficultés de bien trop nombreux de nos concitoyens et en même temps, j'ai pu relever tous les atouts, toutes les forces, toutes les chances de notre pays. Je nous sais capable, nous peuple de France, de surmonter les épreuves, de nous redresser, nous l'avons toujours fait dans notre histoire, nous avons toujours su surmonter les épreuves, nous y réussirons encore pour les cinq ans qui viennent.

Les valeurs de la République, la liberté, l'égalité, la fraternité, la dignité humaine, l'égalité aussi entre les hommes et les femmes, la laïcité. Tout cela, c'est autant de leviers pour nous permettre d'accomplir la mission qui est la mienne. J'ai évoqué tout au long de ces derniers mois le rêve français, il est notre histoire, il est notre avenir, il s'appelle tout simplement le progrès, la longue marche pour qu'à chaque génération, nous vivions mieux.

« L'Europe nous regarde »

Ce rêve français qui est celui que vous partagez tous de donner à nos enfants une vie meilleure que la nôtre. C'est ce rêve français que je vais m'efforcer d'accomplir pour le mandat qui vient de m'être confié.

Mais aujourd'hui même, responsable de l'avenir de notre pays, je mesure aussi que l'Europe nous regarde, et au moment où le résultat a été proclamé, je suis sûr que dans bien des pays européens, cela a été un soulagement, un espoir. L'idée qu'enfin l'austérité ne pouvait plus être une fatalité, et c'est la mission qui désormais est la mienne, c'est-à-dire de donner à la construction européenne une dimension de croissance, d'emploi, de prospérité, bref, d'avenir, et c'est ce que je dirai le plus tôt possible à nos partenaires européens et d'abord à l'Allemagne, au nom de l'amitié qui nous lie et au nom de la responsabilité qui nous est commune.

Mesdames, messieurs, chers concitoyens, nous ne sommes pas n'importe quel pays de la planète, n'importe quelle nation du monde, nous sommes la France. Et, président de la République, il me reviendra de porter les aspirations qui ont toujours été celles du peuple de France, la paix, la liberté, le respect, la capacité de donner au peuple le droit aussi de s'émanciper de dictatures ou d'échapper aux règles illégitimes de la corruption.

Eh bien oui, tout ce que je ferai sera aussi au nom des valeurs de la République partout dans le monde. Le 6 mai doit être une grande date pour notre pays, un nouveau départ pour l'Europe, une nouvelle espérance pour le monde.

« Rassemblement de tous les républicains »

Voilà le mandat que vous m'avez confié. Il est lourd, il est grand, il est beau. J'aime mon pays, j'aime les Français et je veux qu'entre nous, il y ait cette relation, celle qui permet tout et qui s'appelle la confiance.

Enfin, avant de vous quitter - mais je reviendrai - je veux saluer tous ceux qui m'ont permis d'être ce que je suis aujourd'hui : ma famille, ma compagne, mes proches, tout ce qui fait finalement la force

d'âme d'un homme ou d'une femme au moment où il brigue une grande responsabilité, et là, au moment où je vais l'exercer.

Je salue aussi les forces politiques, le mouvement que j'ai dirigé. Je suis socialiste, j'ai toujours voulu le rassemblement de la gauche mais, plus largement, le rassemblement de tous les républicains. Et je salue les humanistes qui ont permis aussi notre victoire ce soir.

Enfin, je salue mon département de la Corrèze. Je vous dois tout, vous m'avez toujours apporté vos suffrages, et encore pour cette élection, je pense que nous serons le département qui m'a donné le plus, non pas en nombre, mais en ampleur par rapport à la population. Je salue ma ville de Tulle, la ville que j'ai dirigée, là où nous sommes. Vous m'avez permis par la légitimité du suffrage de pouvoir convaincre aujourd'hui tous les Français.

Mais désormais, je suis au service de la France et je suis mobilisé dès à présent pour réussir le changement. Telle est ma mission, tel est mon devoir. Servir, servir la République, servir la France, servir au-delà de nous-mêmes, servir les causes, les valeurs que, dans cette élection, j'ai portées et qui auront à être entendues ici en France, et partout en Europe et dans le monde.

Vive la République et vive la France !

56-Bastille-Discours-7 mai 2012

57-Mairie de Paris-Discours-15 mai 2012

Discours Investiture, le 15 mai

« En ce jour où je suis investi de la plus haute charge de l'Etat, j'adresse aux Français un message de confiance. Nous sommes un grand pays qui, dans son Histoire, a toujours su affronter les épreuves et relever les défis qui se présentaient à lui.

A chaque fois, il y est parvenu en restant lui-même, toujours dans l'élévation et l'ouverture, jamais dans l'abaissement et le repli. Tel est le mandat que j'ai reçu du peuple français le 6 mai : redresser la France dans la justice, ouvrir une voie nouvelle en Europe, contribuer à la paix du monde comme à la préservation de la planète.

Je mesure aujourd'hui même le poids des contraintes auxquelles notre pays fait face, une dette massive, une croissance faible, un chômage élevé et une compétitivité dégradée et une Europe qui peine à sortir de la crise.

Mais je l'affirme ici : il n'y a pas de fatalité dès lors qu'une volonté commune nous anime, qu'une direction claire est fixée et que nous mobilisons pleinement nos forces et les atouts de la France.

Ils sont considérables, la productivité de nos travailleurs, l'excellence de nos chercheurs, le dynamisme de nos entrepreneurs, le travail de nos agriculteurs, la qualité de nos services publics, le rayonnement de notre culture et notre langue, sans oublier la vitalité de notre démographie et l'impatience de notre jeunesse.

La première condition de la confiance retrouvée, c'est l'unité de la Nation. Nos différences ne doivent pas devenir des divisions, nos diversités des discordes. Le pays a besoin d'apaisement, de réconciliation, de rassemblement. C'est le rôle du président de la République de faire vivre ensemble tous les Français sans distinction d'origine, de parcours, de lieu de résidence, autour des mêmes valeurs, celles de la République.

Tel est mon impérieux devoir, quel que soit notre âge, quelles que soient nos convictions, où que nous vivions, dans l'Hexagone ou dans les Outre-mer, dans nos villes, dans nos quartiers, dans nos territoires ruraux, nous sommes la France. Une France non pas dressée contre une autre mais une France réunie dans une même communauté de destin. Et je réaffirmerai en toutes circonstances nos principes intangibles de laïcité, comme je lutterai contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations.

La confiance c'est aussi l'exemplarité. Président de la République, j'assumerai pleinement les responsabilités exceptionnelles de cette haute mission. Je fixerai les priorités mais je ne déciderai pas de tout, pour tous et partout.

Conformément à la Constitution, le gouvernement déterminera et conduira la politique de la Nation, le Parlement sera respecté dans ses droits, la justice disposera de toutes les garanties de son indépendance. Le pouvoir au sommet de l'Etat sera exercé avec dignité et simplicité, avec une grande ambition pour le pays. Et une scrupuleuse sobriété dans les comportements.

L'Etat sera impartial parce qu'il est la propriété de tous les Français et qu'il n'appartient donc pas à ceux qui ont en ont reçu pour un temps limité la charge. Les règles de nomination des responsables publics seront encadrées et la loyauté, la compétence et le service de l'intérêt général seront les seuls critères pour déterminer mes choix pour les grands serviteurs de l'Etat.

La France a la chance de disposer d'une fonction publique de grande qualité. Je veux lui dire ma reconnaissance et l'attente que je place en elle et en chacun de ses agents.

La confiance, elle est dans la démocratie elle-même. Je crois en la démocratie locale et j'entends la revivifier par un nouvel acte de décentralisation susceptible de donner des libertés nouvelles pour le développement de nos territoires.

Je crois en la démocratie sociale et de nouveaux espaces de négociations seront ouverts aux partenaires sociaux que je respecterai, aussi bien les représentants des syndicats de salariés que les organisations professionnelles.

Je crois à la démocratie citoyenne, celle des associations et des engagements civiques qu'elles mobilisent. Les bénévoles seront soutenus pour leur dévouement pour la République.

La confiance, elle repose sur la justice, dans les choix, la justice dans la conception même de la création de richesse. Il est temps de remettre la production avant la spéculation, l'investissement d'avenir avant la satisfaction du présent, l'emploi durable avant le profit immédiat.

Il est temps d'engager la transition énergétique et écologique, il est temps d'ouvrir une nouvelle frontière pour le développement technologique et pour l'innovation.

Mais la justice, elle est aussi dans la répartition de l'effort indispensable. Il ne peut pas y avoir des sacrifices pour les uns, toujours plus nombreux, et des privilèges pour les autres sans cesse moins nombreux. Ce sera le sens des réformes que le gouvernement conduira, avec le souci de récompenser le travail, le mérite, l'initiative et de décourager la rente et les rémunérations exorbitantes.

La justice ce sera le seul critère sur lequel chacune décision publique sera prise au nom de la République.

Enfin, la confiance c'est à la jeunesse que la République doit l'accorder. Je lui rendrai la place qui doit être la sienne, la première. C'est le fondement de mon engagement pour l'école de la République, car sa mission est vitale pour la cohésion de notre pays, pour la réussite de notre économie et pour la promotion de chacun.

C'est la volonté qui m'anime pour rénover la formation professionnelle, pour accompagner les jeunes vers l'emploi et lutter contre toutes les précarités. Ce sera aussi la belle idée du service civique, que j'entends relancer.

Mesdames, Messieurs, en ce jour où bien des peuples, et d'abord en Europe, nous attendent et nous regardent, pour surmonter la crise, elle a besoin de solidarité, elle a besoin de croissance. A nos partenaires, je proposerai un nouveau pacte qui alliera la réduction nécessaire des dettes publiques avec l'indispensable stimulation de l'économie.

Et leur dirai la nécessité pour notre continent de protéger dans un monde si instable non seulement ses valeurs mais ses intérêts, au nom du principe de réciprocité de nos échanges commerciaux.

La France est une nation engagée dans le monde. Par son histoire, par sa culture, par ses valeurs d'humanisme, d'universalité et de liberté, elle y occupe une place singulière. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a fait le tour du monde.

Nous devons en être, et moi le premier, les dépositaires et nous situer aux côtés de toutes les forces démocratiques du monde qui se recommandent de ses principes. La France respectera tous les peuples, elle sera partout fidèle à la vocation qui est la sienne, défendre la liberté des peuples, l'honneur des opprimés, la dignité des femmes.

Dans cet instant, et j'en mesure la solennité, où je suis chargé de présider la destinée de notre pays et de le représenter dans le monde, je salue mes prédécesseurs, tous ceux qui avant moi ont eu la responsabilité de conduire la République : Charles de Gaulle, qui a mis son prestige au service de la grandeur et de la souveraineté de la France; Georges Pompidou, qui fit de l'impératif industriel un enjeu national; Valéry Giscard d'Estaing, qui relança la modernisation de la société française; François

Mitterrand, pour lequel j'ai une pensée toute particulière aujourd'hui même, qui fit tant pour faire avancer les libertés et le progrès social; Jacques Chirac, qui marqua son attachement aux valeurs de la République; Nicolas Sarkozy, à qui j'adresse des vœux pour la nouvelle vie qui s'ouvre devant lui.

Mesdames, Messieurs, je veux servir une grande cause, le rassemblement, le redressement, le dépassement et l'espoir doivent en être le fil conducteur.

Vive la République et vive la France ! »

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/hollande-pas-de-depenses-publiques-supplementaires-pour-la-croissance_301875.html

François Hollande a affirmé que la "croissance", qui doit être "notre préoccupation et notre engagement", ne "naîtra pas de dépenses publiques supplémentaires", lors de son discours mardi devant le Conseil économique, social et environnemental (CESE). "Le monde, l'Europe, la France, nous avons besoin de croissance, elle en naîtra pas simplement de l'incantation, pas même de communiqués au terme de réunions européennes ou mondiales", a estimé le président de la République.

"La croissance ne naîtra pas non plus de dépenses publiques supplémentaires au moment où les états connaissent un endettement élevé", a-t-il déclaré, lors de sa première allocution au Palais d'Iéna. "La croissance doit être notre préoccupation, notre engagement", a-t-il insisté devant les membres du CESE. La croissance "peut surgir d'une volonté commune, celle que l'Europe peut affirmer, de mettre en place des instruments nouveaux: euro-obligations, instruments financiers, notre imagination peut être grande", a-t-il déclaré, rappelant que "la volonté de croissance n'empêche pas le sérieux budgétaire".

"Réduire la dette publique"

"Nous avons besoin qu'il y ait d'avantage d'investissements, privés comme publics, de mobiliser une épargne aujourd'hui mal orientée, de protéger notre système financier y compris de ses propres dérives et nous voyons une illustration venant de l'Espagne", a-t-il poursuivi. François Hollande est revenu sur le "sérieux budgétaire": "nous devons réduire la dette publique, revenir à l'équilibre de nos finances publiques d'ici la fin du quinquennat, nous doter des disciplines nécessaires".

"Mais aussi grandes seraient les disciplines, aussi lourdes seraient les sanctions, s'il n'y a pas de croissance, il n'y aura pas d'objectifs qui pourront être atteints en terme de réductions des finances publiques", a-t-il jugé. "Et, à l'inverse, si nous ne mettons pas de bon ordre à un certain nombre de dérives, il n'y aura pas de retour à la croissance. Les deux se tiennent et vont de pair", a-t-il insisté.

"Renforcer le rôle du Cese"

François Hollande a par ailleurs indiqué qu'il souhaitait voir "renforcé" le rôle du Cese qui symbolise, selon lui, le dialogue et le "rassemblement". A un mois d'un grand sommet social qui se tiendra les 9 et 10 juillet, le chef de l'Etat a livré un nouveau plaidoyer en faveur du dialogue social et de la concertation dans un discours de 45 minutes qui a décliné ses promesses de campagne. A ce titre, il a rendu hommage au Cese, une assemblée de 233 membres où siègent syndicalistes, mutualistes, patrons, artisans, professions libérales et dont la mission première est, à travers ses avis, de conseiller le gouvernement et de "favoriser" la communication entre catégories professionnelles.

Le Cese, créé en 1958 et élargi aux aspects environnementaux durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, "traduit un esprit, celui du dialogue et a un rôle irremplaçable, celui du rassemblement", a déclaré M. Hollande. Selon lui, "ce rôle peut se renforcer". "Les travaux du parlement pourrait être davantage et mieux articulés" avec ceux du Cese, a-t-il précisé. M. Hollande a aussi indiqué que le seuil de 500.000 signatures pour une saisine directe du Cese par des citoyens pourrait être "abaissé". "J'y suis prêt", a-t-il assuré. "Les membres du gouvernement auront là aussi toute liberté pour venir présenter le bilan de leur action devant votre Conseil", a promis M. Hollande, pour qui le dialogue social n'est ni un "problème" ni "la solution" mais plutôt "le point de passage".

61-interview - 14 Juillet 2012 avec claire chazal et laurent delahousse

62-Interview de François Hollande du 14 juillet 2012 (intégrale)

63-Interview de François Hollande par Philippe Dessaint et Patrick Simonin (TV5MONDE)

64-Détournement de l'interview de Hollande par Vinza

65-BFMTV 2012 : l'interview de François Hollande par Olivier Mazerolle

66-BFMTV 2012 : l'interview Le Point, François Hollande

67-BFMTV 2012 - Interview de François Hollande par Olivier Mazerolle